

LA

# GUERRE EN ORIENT

(1875-1878)

*United Service Institution  
of India.*

M 260

*Extrait du* **Journal des Sciences militaires.**

Paris. — Imprimerie de J. DUMAINE, rue Christine, 2.



REFERENCE BOOK

M. 260.

LA

# GUERRE EN ORIENT

(1875-1878)



PAR

Un Officier supérieur.



*United Service Institution  
of India.*

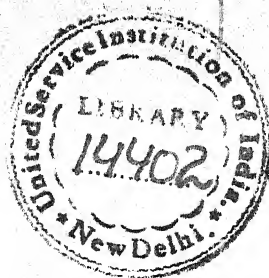
PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES

**J. DUMAINE**

RUE ET PASSAGE DAUPHINE, 30

—  
1878



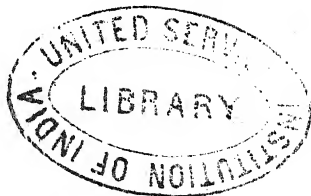
## UN MOT AU LECTEUR.

---

Voici, sous forme de livre, toute une série d'articles sur la guerre d'Orient qui ont paru dans les diverses livraisons mensuelles du *Journal des Sciences militaires*, années 1877 et 1878. Ces quelques pages n'ont pas la prétention d'être un récit historique complet des événements mémorables qui se sont accomplis dans l'Orient de l'Europe et l'Occident de l'Asie, depuis le mois de juillet 1875 jusqu'au mois de juillet 1878. C'est un simple récit au jour le jour. Il doit certainement contenir des erreurs de faits, d'appréciations, de dates et de noms. Je crois cependant ne pas devoir le modifier et lui laisser son caractère particulier. Je suis persuadé, en effet, que, même dans son état d'imperfection, il pourra être utile : car il n'est pas probable que nous possédions avant plusieurs années une histoire complète et authentique de cette nouvelle guerre en Orient qui pourrait bien être l'avant-dernière de cette longue succession de luttes à la suite desquelles les Turks-Ottomans repasseront d'Europe en Asie. Or, il est indispensable que, vu la fréquence des guerres à notre époque, et vu la nature particulière de ces guerres, dites nationales, qui bouleversent d'une année à l'autre la situation respective des États et des peuples ainsi que leur géographie, il est indispensable, suivant moi, que l'enseignement de l'histoire dans les établissements scolaires s'étende jusqu'à l'année même dans laquelle cet enseignement est donné.

Sinon, les jeunes gens, qui sortent des lycées et des grandes écoles du pays, entreraient dans la vie sans avoir la moindre idée des conditions dans lesquelles se trouve la France par rapport au reste de l'Europe. Beaucoup d'entre eux persisteraient dans cette ignorance pendant toute leur vie ; quelques-uns seulement chercheraient à apprendre ; mais il en est très-peu qui, étudiant ainsi, sans guide aucun, ayant d'ailleurs d'autres travaux et d'autres préoccupations, parviendraient à acquérir d'eux-mêmes une exacte appréciation des événements, tant au point de vue de leurs causes que de leurs conséquences. J'ai tenu à apporter mon document pour combler cette lacune de notre enseignement historique. Sans en exagérer la valeur, je suis convaincu néanmoins qu'il pourra rendre quelques services immédiats aux officiers, aux professeurs d'histoire et que, plus tard, il pourra encore être utilement consulté par les écrivains. J'ai déjà dit plus haut et je répète encore que c'est un simple canevas ; j'ajoute que j'ai eu cependant quelque peine à le construire, car les renseignements géographiques que nous possédons sur l'Europe orientale et l'Asie occidentale sont souvent en contradiction ; les désignations et les noms des personnes diffèrent, suivant que l'on prend l'orthographe de tel ou tel pays ; enfin, dans cette guerre aussi politique que militaire, il m'a fallu tenir compte des négociations diplomatiques presque à l'égal des opérations des armées. Cela dit, je prie le lecteur de ne pas se montrer trop sévère pour une œuvre qui, je l'assure, offre plus de difficultés qu'on ne le croit généralement.

---



M 260

# LA GUERRE EN ORIENT.

United Service Institution  
of India

LA TURQUIE D'EUROPE.

ESQUISSE HISTORIQUE.

C'est vers le milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle que les Turks Ottomans mirent, pour la première fois, le pied sur le continent européen.

Cinquante ans après, ils étaient déjà maîtres de la Thrace, de la Macédoine, de l'Albanie et de la Bulgarie.

En 1453, ils s'emparaient enfin de Constantinople, dont la chute amena la disparition définitive de l'empire d'Orient, et, dès lors, ils soumettaient facilement presque toute la presqu'île des Balkans, ainsi que la Bosnie, la Valachie et la Moldavie, tandis que Trébizonde, une partie de la Caramanie et de la Tartarie passaient sous leur domination.

Dans le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, ils complétaient leurs conquêtes en Slavonie, en Transylvanie, en Valachie et en Moldavie, et ils soumettaient encore à leurs lois les îles de Rhodes et de Chypre, la Syrie, la Palestine, la Tunisie, l'Algérie, l'Arabie, l'Aldjézireh, le Kourdistan et l'Arménie.

Leurs progrès furent momentanément arrêtés par la défaite navale qu'ils subirent, en 1571, dans le golfe de Lépante.

Mais reprenant bientôt le cours de leurs exploits, ils s'emparaient encore de quelques districts de la Pologne et de l'île de Candie.

Toutefois, vers le commencement du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, naissait au nord-est de l'Europe un puissant empire qui, peu à peu, devait être le plus redoutable adversaire de la domination musulmane.

Dès 1699, le traité de Carlowitz avait déjà porté une grave atteinte à la puissance de la Turquie : elle dut alors céder à l'Autriche une partie de la Hongrie et sa suprématie sur la Transylvanie : à la Pologne, une partie de la Podolie et de l'Ukraine ; à la république de Venise, la presqu'île de Morée, qu'elle recouvra bientôt cependant.

En 1718, le traité de Passarowitz lui enlevait encore, en faveur de l'Autriche, une partie de la Serbie avec Belgrade, une partie du banat de Temesvar et de la Valachie.

Relevant un moment le sort de ses armes, la Sublime-Porte rentrait, en 1739, par le traité de Belgrade, en possession de tous les territoires qu'elle avait perdus depuis le commencement du siècle.

Ce temps d'arrêt dans la décadence fut néanmoins de courte durée.

En 1774, la Turquie donnait à la Russie, par le traité de Kaïnardji, toute la contrée entre le Dnieper et le Boug, et elle lui reconnaissait le droit de navigation sur la mer Noire.

Dès lors, l'empire ottoman ne fit plus que perdre une à une la plus grande partie des vastes possessions sur lesquelles il dominait en Europe, en Asie et en Afrique.

En 1812, c'est d'abord le traité de Bucharest, par lequel la Turquie cède la Bessarabie entière à la Russie et laisse passer la Valachie sous le protectorat de celle-ci.

En 1819, les îles Ioniennes lui sont définitivement enlevées.

En 1829, la Russie lui impose, par le traité d'Andrinople, la cession des bouches du Danube et la perte presque complète des provinces danubiennes.

En 1830, la Morée lui échappe tout à fait et constitue le royaume de Grèce, tandis que la France lui prend Alger.

En 1833, le sultan, dans l'impossibilité de résister au pacha d'Égypte, se voit obligé d'invoquer pour la première fois l'aide des étrangers, dans le but de mener à bonne fin les affaires intérieures de l'empire. A cet effet, il conclut avec la Russie le traité d'Unkiar-Skelessi, qui ouvre le Bosphore aux vaisseaux de ce pays et ferme les Dardanelles aux navires des autres puissances. Enfin, les principaux États européens étant intervenus en faveur de la Sublime-Porte, le vassal rebelle est obligé de restituer ses conquêtes en Asie; mais le traité de Londres, conclu en 1841, lui reconnaît une indépendance réelle.

Tant d'événements malheureux survenus depuis le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle avaient amené le gouvernement ottoman à projeter enfin de sérieuses tentatives de réformes, pour réparer ses pertes et pour introduire dans l'empire musulman les principes admis par la plupart des puissances européennes, lorsqu'une nouvelle lutte avec la Russie vint de nouveau mettre son existence en péril.

Soutenue par la France, par l'Angleterre et par les États Sardes dans cette guerre qui dura de 1854 à 1856, la Turquie ne put, malgré les succès de ses alliés, sortir absolument indemne de ce dernier conflit sanglant, auquel mit fin le traité de Paris, signé le 30 mars 1856.

Il est indispensable de s'arrêter sur les clauses spécialement consacrées à l'empire ottoman dans cette importante convention inter-

nationale, conclue entre la France, l'Angleterre, la Russie, la Turquie, l'Autriche, la Sardaigne et la Prusse.

Dans l'article 7, les puissances contractantes s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman; elles garantissent en commun la stricte observation de cette promesse et elles considèrent comme une question d'intérêt général tout acte de nature à y porter atteinte; en outre, elles déclarent que la Sublime-Porte est admise à participer aux avantages du droit public et du concert européen.

L'article 8, prévoyant l'éventualité d'un conflit capable de menacer les relations pacifiques entre la Sublime-Porte et l'une ou plusieurs des puissances contractantes, prescrit à la première et à chacune de celles-ci d'avoir recours à l'action médiatrice des autres puissances signataires, avant de faire usage de la force pour résoudre la question en litige.

L'article 9 donne acte au sultan du khatt-i-humaïoun du 29 février 1856, dans lequel il ordonne l'adoption de nouvelles mesures destinées à améliorer le sort de ses sujets, sans distinction de religion ni de race, mais sous la réserve que, tout en constatant la valeur de cette communication, les puissances contractantes ne doivent s'en prévaloir pour s'immiscer, ni séparément, ni collectivement, dans les rapports du sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de l'empire ottoman.

L'article 10 confirme le traité conclu à Londres le 13 juillet 1841. Ce traité avait particulièrement fait résilier la clause secrète de la convention d'alliance offensive et définitive signée à Unkiar-Skelessi, le 8 juin 1833, entre la Russie et la Turquie, pour une durée de huit ans. Cette clause, ainsi que nous l'avons dit plus haut, fermait le détroit des Dardanelles aux vaisseaux européens, tandis qu'il restait ouvert, ainsi que celui du Bosphore, aux navires russes. Renouvelant, en quelque sorte, le traité de 1841, l'article 10 impose au sultan l'obligation de maintenir dorénavant le principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères de traverser les détroits des Dardanelles et du Bosphore. Tant que la Turquie se trouve en paix, le sultan ne doit donc admettre aucun bâtiment de guerre dans ces détroits, sauf ceux auxquels il conserve le droit de délivrer des firmans de passage, tels que les vaisseaux des légations des puissances amies et les navires légers destinés à faire le service de stationnaires aux bouches du Danube près de la commission internationale de la navigation du fleuve. Cet article se termine enfin par la déclaration des puissances contractantes de respecter le principe qui vient d'être énoncé.



L'article 11 prescrit la neutralisation absolue de la mer Noire.

L'article 12 détermine les conditions suivant lesquelles devront être gérés les intérêts du commerce maritime et de la navigation commerciale de la Russie et de la Turquie dans la mer Noire.

L'article 13 complète les deux précédents en interdisant à l'empire moscovite et à l'empire ottoman de construire ou d'entretenir des arsenaux militaires maritimes sur le littoral de la mer Noire.

L'article 14 ordonne la conclusion d'une convention spéciale entre la Russie et la Turquie, dans laquelle elles détermineront d'un commun accord le nombre et la force des bâtiments légers nécessaires au service maritime sur leur littoral respectif de la mer Noire, et il stipule que cette convention ne pourra être modifiée ni annulée sans l'assentiment des autres puissances signataires du présent traité.

La Russie ayant dénoncé les articles 11, 12, 13 et 14 pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871, une nouvelle convention fut signée à Londres, le 13 mars 1871, et elle fit disparaître presque complètement les conditions imposées à cette puissance, relativement à la neutralisation et à la navigation de la mer Noire, par les articles précités du traité de Paris.

Les articles suivants de ce traité concernent la navigation du Danube, les principautés dépendantes, les cessions de territoire et l'exécution des clauses convenues. Nous les étudierons ultérieurement.

Telles sont les conditions de l'existence internationale de l'empire ottoman au moment où éclate l'insurrection d'une partie des habitants de l'Herzégovine.

#### ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE.

Le gouvernement de la Sublime-Porte a la forme d'une monarchie absolue.

Son territoire se subdivise en trois parties distinctes, qui sont : la Turquie d'Europe, la Turquie d'Asie et les Etats dépendants.

La Turquie d'Europe, telle qu'elle est constituée depuis le traité du 30 mars 1856, s'étend du 45° au 39° degré de latitude septentrionale, et du 13° au 27° degré de longitude orientale.

Ses limites sont les suivantes :

La frontière septentrionale part des bouches du Danube, et elle est formée, jusqu'au confluent du Timok, par la rive droite de ce fleuve, qui sépare de la principauté dépendante de Roumanie la province turque de Bulgarie; elle suit la rive droite du Timok, qui sépare la Bulgarie de la principauté dépendante de Serbie, jusque près de Zaïtchar, puis elle s'en éloigne, et elle est alors marquée



par une ligne artificielle, tracée sur les hauteurs, au sud-est et au sud de cette principauté, jusqu'à ce qu'elle atteigne le cours supérieur de la Drina ; elle est ensuite marquée par la rive gauche de ce cours d'eau, qui court entre la Serbie et la province turque de Bosnie, jusqu'à son confluent dans la Save ; elle se continue par la rive droite de cette rivière, qui sépare la Bosnie de la province autrichienne de Slavonie, jusqu'au confluent de l'Unna. La frontière du nord se subdivise donc en trois secteurs : celui de l'est, qui confine à la Roumanie ; celui du centre, qui confine à la Serbie ; celui de l'ouest, qui confine à l'Autriche.

La frontière occidentale est presque toute artificielle depuis le confluent de l'Unna jusqu'à Klek ; elle coupe d'abord la Croatie en deux parties qui appartiennent, l'une à l'Autriche, l'autre à la Turquie ; elle se rapproche ensuite de plus en plus du littoral de la mer Adriatique, séparant la province turque de l'Herzégovine de la province autrichienne de la Dalmatie ; elle atteint ce littoral à Klek, enclave turque sur la côte austro-dalmatienne, que l'empire ottoman possède depuis 1718, et qui, par sa position au nord du Montenegro, entre Spalatro et Raguse, a une très-haute importance stratégique ; de Klek, la frontière s'éloigne de la mer, dont elle est séparée par le district autrichien de Raguse ; puis elle contourne le Montenegro, dont la délimitation n'est pas exactement tracée, et, après avoir borné cette principauté indépendante au nord, à l'est et au sud, elle atteint de nouveau la mer Adriatique à Spizza, un peu au nord d'Antivari ; elle en suit enfin le littoral jusqu'au golfe d'Arta.

La frontière septentrionale est une ligne presque entièrement artificielle, qui sépare du royaume de Grèce les deux provinces turques d'Épire et de Thessalie, et qui s'étend du golfe d'Arta, sur la mer Adriatique, au golfe de Volo, sur la mer de l'Archipel.

La frontière orientale est entièrement maritime ; elle est formée par la mer de l'Archipel, depuis le golfe de Volo jusqu'au détroit des Dardanelles, par la mer de Marmara, depuis le détroit des Dardanelles jusqu'à celui du Bosphore, et par la mer Noire, depuis le détroit du Bosphore jusqu'aux bouches du Danube.

En résumé, la Turquie d'Europe est donc limitrophe des deux principautés dépendantes de Roumanie et de Serbie, de l'empire d'Autriche-Hongrie, de la principauté autonome de Montenegro et du royaume de Grèce.

Cette partie de l'empire ottoman se subdivise administrativement en dix vilayets, qui comprennent à peu près les provinces suivantes, désignées par les anciennes appellations grecques et romaines :

Le vilayet de Choumla : Mœsie inférieure (Bulgarie).

— de Bosna-Seraï, ou Serajewo : Mœsie supérieure (Bosnie).

- Le vilayet de Mostar : Illyrie septentrionale (Herzégovine).  
 — de Scutari : Illyrie méridionale et Albanie.  
 — d'Ianina : Epire et Thessalie.  
 — de Monastir : Epire, Thessalie et Macédoine.  
 — de Salonique : Macédoine et Thessalie.  
 — d'Andrinople : Thrace.  
 — des Djezaïrs : Iles de l'Archipel.  
 — de Candie : Ile de Crète.

Il est très-difficile de savoir exactement quelle est la population entière de l'empire ottoman. On l'évalue au chiffre moyen de 32,000,000 d'habitants, savoir :

- 11,000,000 pour la Turquie d'Europe ;  
 10,000,000 pour la Turquie d'Asie, qui comprend l'Asie Mineure, l'Arménie, le Kourdistan, la Syrie et l'Arabie.  
 11,000,000 pour { 4,500,000 pour la Roumanie ;  
                   les principautés } 1,300,000 pour la Serbie ;  
                   dépendantes, sa- } 3,500,000 pour l'Egypte ;  
                   voir :                } 1,700,000 pour la Tunisie.

Au point de vue des races, on compte :

- 14,500,000 Turks, répartis sur toute l'étendue de l'empire ;  
 5,500,000 Gréco-Latins { qui habitent surtout la Roumanie, la  
 5,500,000 Serbo-Slaves { Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine et  
                                   la Bulgarie ;  
 4,000,000 Persans { qui habitent surtout la Turquie d'A-  
 1,000,000 Géorgiens } sie ;  
 1,000,000 divers, répartis sur toute l'étendue de l'empire.

Au point de vue des religions, on compte :

- 20,000,000 musulmans, dont les deux tiers dans la Turquie d'Europe ;  
 11,000,000 chrétiens, presque tous dans la Turquie d'Europe et dans les principautés de Roumanie et de Serbie ;  
 1,000,000 juifs et divers.

La scission absolue qui régnait entre les conquérants et les vaincus, lorsque les Turks se sont emparés d'une partie de l'ancien empire d'Orient, et qui s'est maintenue à travers les siècles aussi vivace aujourd'hui que par le passé, a souvent fait dire et penser que les musulmans sont seulement campés en Europe. Proviend-elle de l'antipathie des races et des religions, de l'esprit même de l'islamisme, de la forme et du caractère du gouvernement, des malversations des autorités administratives ? Il est probable que chacune de ces

causes a une large part dans la situation actuelle. Il est, en outre, certain que les Ottomans n'ont fait aucun effort, ni pour s'assimiler les populations soumises à leur domination en Europe, ni pour suivre les progrès de toutes sortes réalisés par les autres Etats de cette partie du monde. Ils n'ont fait prospérer ni l'agriculture, ni l'industrie, ni le commerce, dans des contrées fertiles et riches sous tous les rapports. Les voies de communication n'ont été elles-mêmes l'objet de leurs soins qu'autant qu'elles leur permettaient d'asseoir plus solidement leur conquête et qu'elles avaient une réelle importance stratégique.

Les seules voies ferrées qui existent actuellement sont les suivantes :

La première est celle qui va de Constantinople à Philippopoli, par Andrinople ; elle s'arrête à Bellova, entre Philippopoli et Sofia ; elle doit passer par Sofia et par Nissa, et se rattacher par Alexinatza à la ligne serbe de Belgrade. D'Andrinople se détache un embranchement sur Enos. Un second embranchement part d'Harmanly, à l'ouest d'Andrinople, et s'arrête à Iamboly, à mi-chemin de Choumla, jusqu'où il doit être prolongé.

La deuxième ligne va de Varna à Rouchtchouk, par Choumla, où elle doit recevoir le précédent rameau.

Le troisième chemin de fer court de Salonique, par Uskub et Pristina, jusqu'à Mitrovitza ; ce dernier point est à mi-distance entre Pristina et Novi-Bazar ; de là, le tracé projeté doit aller reprendre le tronçon déjà construit de Banyaluka à Doberlin, où il se reliait à la ligne autrichienne d'Agram, en suivant la route stratégique de Novi-Bazar, Sienitza, Bosna-Seraï et Travnik.

Au point de vue des opérations militaires, on peut subdiviser en trois théâtres principaux l'ensemble des routes, des voies ferrées et des places fortes comprises dans les provinces du nord et du nord-ouest de la Turquie d'Europe.

Le théâtre des opérations du nord-ouest comprend les provinces turques de Bosnie et d'Herzégovine et la principauté indépendante du Montenegro. Les principaux points retranchés que l'on y trouve sont Berbir, Bihac, Novi, Doberlin, Banyaluka, Travnik, Bosna-Seraï, Lyewno, Pristina, Novi-Bazar, Trebinje, Mostar, Niksitje, Medun, Spuz, Podgoritza, Scutari, Klek et Antivari, situées toutes sur des routes stratégiques, sauf les deux dernières, qui sont sur le littoral de la mer Adriatique. Nous étudierons ultérieurement ce théâtre d'opérations, au sujet de l'insurrection herzégovinienne et de la lutte du Montenegro contre la Turquie.

Le deuxième échiquier stratégique comprend les provinces turques d'Albanie, d'Epire et de Thessalie, ainsi que la partie septentrionale du royaume de Grèce. C'est celui qui a le moins d'import-

tance à l'époque actuelle. Les routes y sont rares et en très-mauvais état. On y trouve, tant à l'intérieur que sur les côtes, les points fortifiés de Prisrend, Croja, El-Bassan, Berat, Ianina, Metzovo, Arta, Butrinto, Kostendil, Uskup, Monastir, Kostchanik, Tricala, Volo, Platamona et Salonique.

Le troisième théâtre d'opérations concerne plus particulièrement, d'une part, les vilayets turks de Choumla, d'Andrinople et de Monastir, et, d'autre part, les principautés dépendantes de Roumanie et de Serbie, avec la province russe de Bessarabie, et avec les provinces autrichiennes de Transylvanie, de Temesvar et de Slavonie.

Il peut se subdiviser en deux secteurs : l'un est relatif à la Serbie, et nous l'étudierons ultérieurement à propos de la lutte entre la Turquie et cette principauté ; l'autre comprend la Bulgarie et la Roumanie, et nous allons donner à son sujet quelques détails essentiels que nous compléterons encore dans l'esquisse géographique de cette principauté.

Le réduit de la domination musulmane en Europe se compose de la rive droite du quatrième et dernier bassin du Danube, du bassin de la Maritza, du versant septentrional de la mer de Marmara et des bassins côtiers de la mer Noire entre le détroit du Bosphore et les bouches du Danube.

Il a pour limites : au nord, le cours du Danube dont toute la rive droite appartient à la Turquie depuis Orsova jusqu'à l'embouchure du fleuve, sauf la petite partie de cette rive comprise entre Orsova et le confluent du Timok que la Serbie possède ; à l'ouest, les cours du Timok, de la Morava bulgare et de la Nissava, le plateau de Mœsie et la chaîne du Despoto-Dagh au mont Rhodope ; au sud, la mer de l'Archipel, depuis Enos jusqu'au détroit des Dardanelles et la mer de Marmara ; à l'est, la mer Noire, entre le détroit du Bosphore et l'embouchure du Danube.

Au cas d'une invasion de cette partie de la Turquie d'Europe par une armée russe venant de Bessarabie, les opérations seraient à la fois continentales et maritimes.

Au point de vue des opérations continentales, l'empire ottoman peut opposer une première barrière formée par le cours du Danube, une deuxième ligne de défense par les places fortes, une nouvelle barrière formée par l'Emineh-Dagh, puis une nouvelle ligne de défense par les places fortes et enfin les dernières ramifications du mont Strandje qui protègent immédiatement Constantinople à l'ouest.

Dans la dernière partie de son cours, le Danube constitue un obstacle de premier ordre. Aux endroits les plus étroits, la largeur est de 500 mètres au moins ; elle atteint 4,000 mètres au confluent

de l'Aluta, et, entre ces deux limites, elle varie de 800 à 1,500 mètres; la profondeur de ses eaux est de 6 à 20 mètres. Le fleuve forme de nombreuses îles, mais il ne contient cependant pas de gués. En outre, sur toute cette étendue, il n'y a aucun moyen permanent de passage. Enfin, depuis le confluent du Timok jusqu'à celui du Sereth, les derniers épanouissements des contre-forts septentrionaux de l'Emineh-Dagh donnent à la rive droite ou bulgare un commandement presque constant sur les plaines basses et marécageuses de la rive gauche ou roumaine; depuis le confluent du Sereth jusqu'à la mer Noire, le contraire a lieu, et c'est la rive gauche, c'est-à-dire la partie de la Bessarabie appartenant aujourd'hui à la Roumanie, qui domine la rive droite formée par la plaine de la Dobrutcha.

Le Danube est donc une excellente ligne de défense pour la Turquie. Ses deux ailes sont cependant faibles : l'aile droite, parce que, comme nous venons de le dire, le passage de la Bessarabie dans la Dobrutcha est relativement plus facile que partout ailleurs; l'aile gauche, parce que la partie de la rive droite comprise entre la Porte-de-Fer et le confluent du Timok appartient, non pas à la Turquie, mais à la Serbie.

Entre le Danube, depuis Silistrie jusqu'à son embouchure, et la mer Noire, s'étend la Dobrutcha, longue bande de terre relativement peu large et qui a été souvent traversée par les armées venant du sud au nord ou du nord au sud. Cette contrée est marécageuse, malsaine, peu habitée, peu cultivée. Elle est donc difficilement praticable, à notre époque, par des armées aussi considérables que le serait l'armée russe marchant par la Bessarabie à l'invasion du territoire turk. Elle offrirait, au contraire, à l'armée turque, une excellente position de flanc contre une armée russe qui opérerait par la Roumanie pour tâcher de forcer le passage du Danube en amont de Silistrie.

En admettant que l'ennemi ait franchi le Danube en quelque point depuis le confluent du Timok jusqu'aux bouches du fleuve, il aurait encore à faire tomber les places fortes au nord de l'Emineh-Dagh, c'est-à-dire Tulca, Isaccia, Matchin, Hirschova, Silistrie, Rouchtchouk, Nicopoli, Vidin, Nissa, Sofia, Tirnova et Choumla, s'il voulait assurer les communications en arrière. A vrai dire, les difficultés matérielles ne seraient pas grandes, car celles de ces places qui sont sur la rive droite du fleuve n'ont plus de force depuis qu'elles ont perdu leurs têtes de pont sur la rive gauche; en outre, elles n'ont plus un relief suffisant et elles sont construites dans les systèmes du siècle dernier, devenus impuissants depuis les progrès de l'artillerie; seul, le camp retranché de Choumla serait susceptible d'offrir une grande résistance. Ces places n'ont, du reste,

pas toutes la même importance stratégique, ainsi que nous allons le voir en étudiant les passages de l'Emineh-Dagh.

Cette chaîne prend son origine au plateau de Mœsie et elle court de l'ouest à l'est, jetant de nombreuses ramifications au nord vers le Danube, au sud vers la Maritza; elle meurt sur les bords de la mer Noire en couvrant de ses contre-forts la région entre Varna, Choumla, Slivno, Iamboly et Burgas. L'Emineh-Dagh sépare la Bulgarie de la Thrace; quelques-uns de ses sommets sont élevés de plus de 1,000 mètres et presque toutes les hauteurs sont couvertes d'épaisses forêts. La meilleure route à travers ce massif part de Nicopoli, suit la vallée de l'Isker, passe près de Wratza et arrive à Sofia, où elle se joint à la route qui conduit par Nissa et par la Nissava vers la Serbie, ainsi qu'à celle qui mène par Kostanitz et par la Maritza vers Andrinople. C'est la plus longue de toutes, mais elle est la plus praticable et elle permet de tourner, par le plateau de Mœsie, l'aile gauche de l'Emineh-Dagh, dont la configuration est telle qu'une poignée de soldats peut retarder ou arrêter une armée très-considérable. La seconde voie de communication est au chemin qui part de Rouchtchouk, passe par Tirnowa, franchit les hauteurs par un défilé difficile et atteint Kesanlyk sur la Toundja; cette rivière est un affluent de gauche de la Maritza, à laquelle elle est parallèle, ainsi qu'à la chaîne de montagnes, dans la première partie de son cours, en sorte qu'elle forme un second obstacle naturel au pied et immédiatement en arrière des pentes de l'Emineh-Dagh; ce chemin conduit directement à Philippopoli et indirectement à Andrinople. Les autres routes viennent de Toulca, de Silistrie, de Rouchtchouk et de Varna à Choumla, d'où elles se bifurquent pour franchir les hauteurs, l'une allant par Slivno, l'autre par Dobrol, toutes deux se rejoignant de nouveau à Iamboly, c'est-à-dire au point où la Toundja fait un coude à angle droit pour couler vers le sud jusqu'à son confluent dans la Maritza; ces routes mènent donc directement à Andrinople. Enfin, une dernière route court de Varna par Paravady à travers les hauteurs jusqu'à Aïdos, d'où elle conduit à Burgas pour descendre ensuite vers Constantinople en passant par Kirk-Kilisset. De cette direction des routes et chemins, il résulte donc que les principaux points stratégiques au sud de l'Emineh-Dagh sont Sofia, Kostanitz, Kesanlyk, Slivno, Dobrol, Iamboly, Aïdos, Philippopoli, Andrinople et Constantinople.

Dans le cas où l'ennemi aurait forcé ou tourné cette chaîne de hauteurs si difficilement praticable, il se répandrait sans difficulté dans le bassin de la Maritza, mais il ne serait pas encore maître de Constantinople. Il n'est pas hors de propos de rappeler à ce sujet que les Turks étaient déjà établis dans la Thrace depuis cent ans, lorsque la capitale de l'empire d'Orient tomba enfin entre leurs mains.



Constantinople est, en effet, séparée du reste de l'Europe par une chaîne de collines escarpées qui s'étend de la pointe d'Eregli, dans la mer de Marmara, jusqu'à la pointe de Kilias, au débouché du Bosphore dans la mer Noire. Cet obstacle naturel peut être facilement renforcé par des retranchements de fortification passagère et offrir une longue résistance.

Enfin, au point de vue des opérations maritimes, la partie du théâtre de la guerre que nous étudions est presque à l'abri d'une attaque ou d'un débarquement sur la côte de la mer de l'Archipel, entre Enos et le détroit des Dardanelles, ainsi que sur la côte de la mer de Marmara. Au contraire, une entreprise de ce genre peut être tentée par la Russie sur le littoral de la mer Noire, entre le détroit du Bosphore et les bouches du Danube; à cet égard, les principaux points stratégiques sont Midia, Sozopoli, Burgas, Varna, Baltchik, Mangalia et Kustendche.

Pour terminer ce rapide exposé géographique et stratégique, il nous reste à faire remarquer que les bouches et une partie du cours du Danube peuvent être le théâtre d'une véritable lutte maritime engagée entre les canonnières des deux flottes belligérantes, les unes contribuant au passage du fleuve sur des ponts flottants, les autres cherchant à détruire les moyens passagers de franchissement.

Ainsi qu'on le voit, une armée russe marchant sur Constantinople est obligée de traverser un fleuve qui n'a ni ponts ni gués et une chaîne d'épaisses montagnes boisées qui n'a que très-peu de passages. Cette armée éprouverait donc de très-grandes difficultés dans ses ravitaillements de toutes sortes, outre qu'elle serait obligée de faire de nombreux détachements pour masquer ou assiéger les quelques places dont la garnison pourrait inquiéter ses lignes d'opérations et de communications.

Cette situation amène naturellement à émettre l'hypothèse d'une action combinée, dans laquelle la flotte appuierait au besoin et ravitaillerait l'armée de terre.

Nous limitons ici les considérations préliminaires relatives au théâtre de la guerre turco-russe en Europe.

#### ESQUISSE MILITAIRE.

L'organisation militaire actuelle de la Turquie date de 1869. Elle est l'œuvre de Hussein-Avni-Pacha, qui mourut assassiné par un officier de la maison du sultan Abdul-Aziz, peu de temps après la révolution de palais du 30 mai 1876, à la suite de laquelle ce souverain avait été détrôné.

Le service militaire n'est pas obligatoire. En outre, l'armée ne se

recrute que parmi les musulmans; les autres sujets de l'empire sont astreints à payer en échange une taxe d'exonération.

L'armée de terre comprend :

1<sup>o</sup> L'armée permanente, ou nizam, dans laquelle la durée du service est de quatre ans pour l'infanterie, de cinq ans pour la cavalerie et l'artillerie;

2<sup>o</sup> La disponibilité, ou ichtiat, dans laquelle les fantassins restent deux ans en congé, les cavaliers et les artilleurs un an seulement;

3<sup>o</sup> La réserve, ou rédif, qui se compose de deux bans, dans chacun desquels l'homme compte pendant trois ans;

4<sup>o</sup> L'armée territoriale, ou mustahfiz, où le séjour est de huit ans.

Le contingent annuel, fourni par le tirage au sort, est de 37,500 hommes, mais les considérations budgétaires l'ont réduit à 11,000 hommes. Il est vrai que le nombre des engagés volontaires est considérable, surtout en temps de guerre, où ils forment ces hordes de bachi-bouzouks et de sipahis, si redoutables par leurs excès.

L'organisation de l'armée permanente est à peu près la suivante :

41 régiments turks.	} à 3 bataillons,	} le bataillon	} infanterie;
2 régiments bos-niaques. . . . .			
41 bataillons de chasseurs. . . . .	} à 8 compagnies,	}	}
8 bataillons-frontières. . . . .			
26 régiments de cavaliers à 6 escadrons;			
8 régiments de campagne à 16 batteries de 6 pièces. . . . .		} artillerie;	
8 régiments de place. . . . .			
2 régiments du génie à 3 bataillons;			
2 régiments d'ouvriers d'administration à 2 bataillons.			

L'effectif de cette armée est de 100,000 hommes en temps de paix, déduction faite des zabtiyeys, ou gendarmes, dont le nombre est considérable. Sur le pied de guerre, le nizam peut contenir 150,000 hommes et 60,000 de l'ichtiat, ce qui porte à 210,000 hommes le total des troupes actives de campagne.

La réserve comprend :

- 43 régiments d'infanterie à 3 bataillons;
- 2 régiments d'artillerie de place.

Son effectif maximum peut être estimé à 150,000 hommes.

Quant au mustahfiz, on en évalue sa force à 300,000 hommes, lorsqu'il sera complètement organisé.

En réalité, les forces dont dispose la Sublime-Porte sont de 350,000 à 400,000 hommes.



L'armée permanente et la réserve forment en tout temps sept corps d'armée, dont les quartiers généraux sont les suivants :

1 <sup>er</sup> corps,	de la garde impériale,	quartier général à Constantinople;
2 <sup>e</sup> —	du Danube,	— à Choumla ;
3 <sup>e</sup> —	de la Roumélie,	— à Monastir ;
4 <sup>e</sup> —	de l'Anatolie,	— à Erzeroum ;
5 <sup>e</sup> —	de la Syrie,	— à Damas ;
6 <sup>e</sup> —	de l'Arabie,	— à Bagdad ;
7 <sup>e</sup> —	de l'Irak,	— à Iemen.

Sauf quelques différences qu'il est inutile de signaler, chaque corps d'armée comprend :

- 6 régiments d'infanterie ;
- 6 bataillons de chasseurs à pied ;
- 4 régiments de cavalerie ;
- 1 régiment d'artillerie de campagne ;
- 1 régiment d'artillerie de place.

Quant à la constitution des brigades et des divisions, elle ne se fait qu'en cas de guerre.

La flotte de la Turquie est relativement beaucoup plus forte que ne l'est son armée de terre.

L'armée navale se recrute par le tirage au sort ; elle est presque exclusivement composée de musulmans, bien que l'on y enrôle depuis 1847 quelques grecs appartenant à la marine marchande. La durée du service y est de 12 ans, dont 5 dans la réserve. L'effectif est de 20,000 sur le pied de paix, et il peut être porté, dit-on, à 50,000 sur le pied de guerre.

La flotte cuirassée à vapeur comprend 30 bâtiments, dont 4 vaisseaux, 8 frégates, 9 corvettes, 2 monitors garde-côtes et 7 chaloupes canonnières, portant 200 canons de gros calibre, et montés par 11,000 hommes d'équipage.

La flotte non cuirassée à vapeur contient 70 bâtiments environ, avec 450 à 500 canons et 4,000 hommes d'équipage.

La flotte à voile est formée de 20 bâtiments environ, avec 2,000 hommes d'équipage.

Enfin, il y a encore 1 régiment d'infanterie de marine de 3,000 hommes environ.

Le budget des dépenses ordinaires pour l'entretien de l'armée de terre et de la flotte est, en moyenne, de 90 à 100 millions de francs.

## LA ROUMANIE.

## ESQUISSE HISTORIQUE.

La Roumanie est la plus importante des deux principautés placées sous la suzeraineté plus nominale qu'effective de la Sublime-Porte.

La Roumanie se compose de la Valachie et de la Moldavie, à laquelle le traité de Paris a réuni, en 1856, une partie de la Bessarabie que le traité de Bucharest avait, en 1812, complètement annexée à la Russie.

La Valachie fait partie de l'ancienne province de Dacie, qui comprenait encore la Moldavie, la Bucovine, la Transylvanie et le banat de Temesvar. Elle fut d'abord habitée, comme toute la Dacie, par des peuples pélasges. Elle reçut des colons romains au commencement du 1<sup>er</sup> siècle de notre ère. Elle fut ensuite envahie au 11<sup>ème</sup> siècle par les Huns, les Avars et les Bulgares, et elle forma un royaume vassal de la Hongrie. Au 15<sup>ème</sup> siècle, elle reconnut la suzeraineté de l'empire ottoman. Au 18<sup>ème</sup> siècle, elle fut un instant cédée, en grande partie, à l'Autriche, mais elle retomba bientôt sous la domination de la Sublime-Porte. Le traité d'Andrinople la plaça, en 1829, sous la protection de la Russie.

La Moldavie eut à peu près le même sort que la Valachie dans l'antiquité. Au 15<sup>ème</sup> siècle, elle conservait encore son indépendance entre la Turquie et la Pologne, qui s'en disputaient la suzeraineté. Au 16<sup>ème</sup> siècle, elle se reconnut vassale de la Turquie, et cette situation dura jusqu'en 1792, époque à laquelle le traité d'Iassy la mit sous la protection de la Russie. Elle perdit même, en 1812, la Bessarabie, que le traité de Bucharest fit passer dans l'empire moscovite.

Telles sont les deux contrées que le traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, plaça sous un même prince, en leur donnant le nom de Provinces-Unies. Voici les clauses de ce traité qui les concernent.

L'article 22 stipule que les principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte et sous la garantie des puissances contractantes, des privilèges et des immunités dont elles étaient en possession, qu'aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des puissances garantes, qu'il n'y aura aucun droit d'ingérence particulier dans leurs affaires intérieures.

Par l'article 23, la Sublime-Porte s'engage à conserver aux deux principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation. La fin de cet article est consacrée aux moyens que devaient

employer les puissances signataires, la Sublime-Porte y comprise, et les deux principautés, pour déterminer l'organisation politique de ces dernières. Il en est de même des articles 24 et 25 : toutefois, il est expressément indiqué, à la fin de ce dernier, que les Principautés-Unies sont désormais placées sous la garantie collective des puissances signataires.

L'article 26 contient une convention en vertu de laquelle il doit y avoir, dans les Principautés-Unies, une force armée nationale organisée en vue de maintenir la sûreté de l'intérieur et l'intégrité des frontières, et il spécifie que nulle entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que, d'accord avec la Sublime-Porte, elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

L'article 27 prescrit à la Sublime-Porte de s'entendre avec les autres puissances signataires sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal dans les Principautés-Unies, si leur repos intérieur se trouve menacé ou compromis, et il interdit formellement toute intervention armée sans un accord préalable entre les puissances garantes.

En raison de ces diverses clauses, une convention internationale fut élaborée, proposée par les Principautés-Unies et définitivement adoptée par les puissances garantes, le 7 août 1858.

Le 23 décembre 1861, le nouvel État proclama l'union définitive des deux principautés sous le titre de Roumanie, qui a été reconnu par les puissances signataires du traité de 1856, mais qui n'est pas encore adopté par la Sublime-Porte dans ses documents officiels.

Enfin, le 20 août 1866, le prince Charles de Hohenzollern, de la famille qui règne actuellement en Prusse, fut proclamé prince régnant de Roumanie et reconnu comme tel.

La Roumanie est aujourd'hui un pays libre, souverain, autonome, indépendant, dont l'existence est garantie par les puissances européennes, et la seule obligation qu'elle ait à remplir envers la Turquie consiste dans le paiement d'un tribut annuel de 920,000 francs.

#### ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE.

La Roumanie est située entre le 43° et le 49° degré de latitude septentrionale, et entre le 20° et le 28° degré de longitude orientale.

Ses limites sont les suivantes :

La frontière occidentale commence sur le Pruth, au-dessous de Czernowitz; elle est formée par une ligne artificielle jusqu'au mont Strumora, où elle atteint les Carpathes, dont elle suit à peu près la ligne de faite jusqu'à cette passe du Danube, près d'Orsova, à laquelle on a donné le nom de Porte-de-Fer. Cette frontière est entièrement

limitrophe des provinces autrichiennes de Galicie, de Bucovine, de Transylvanie et de Temesvar, en sorte que l'Autriche dispose, par le fait du tracé artificiel de la première partie de la frontière, des sources du Pruth, du Sereth et des affluents du cours supérieur de ces deux rivières, ce qui lui ouvre une voie d'invasion naturelle en Roumanie.

La frontière méridionale est formée par le Danube, depuis Orsova jusqu'aux bouches du fleuve.

La frontière orientale se compose du delta du Danube et du littoral de la mer Noire depuis Vilcov jusqu'à Tusla.

Les bouches du Danube n'appartiennent en propre ni à la Turquie, ni à la Roumanie. Voici ce que contient à ce sujet le traité du 30 mars 1856, auquel il faut toujours revenir quand on veut avoir une idée exacte de l'état actuel de la question d'Orient.

L'article 15 rappelle d'abord l'acte du congrès de Vienne, qui avait précédemment établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves séparant ou traversant plusieurs États; il arrête ensuite que les puissances contractantes s'engagent à les appliquer dorénavant au Danube et à ses embouchures, à considérer cette décision comme faisant partie du droit public de l'Europe et à la garantir.

En raison de ces principes, les articles 16, 17, 18 et 19 déterminent la composition et les attributions d'une commission internationale dans laquelle sont représentés les États riverains du Danube, et qui est chargée de la navigation, de la police fluviale et des travaux de navigabilité aux bouches du fleuve, où elle peut être appuyée par deux bâtiments légers pour chacun des États représentés.

La frontière méridionale de la Roumanie a été également modifiée par l'article 20 du même traité qui annexe la partie méridionale de la Bessarabie aux Principautés-Unies. Elle part de la mer Noire, près de Tusla, à un kilomètre du lac Bourna-Sola : elle se compose d'abord d'une ligne artificielle qui va rejoindre la route d'Akerman à Bolgrad; elle suit cette route jusqu'au Val-de-Trajan; elle se dirige ensuite vers le sud de Bolgrad, remonte la rivière de l'Ialpug jusqu'à Saratsika, à l'ouest de Kichinev, aboutit à Katamori sur le Pruth, et remonte ce cours d'eau jusqu'au sud de Czernowitz, où elle rejoint la frontière occidentale.

La Roumanie est subdivisée en 33 districts.

La population de la principauté est actuellement de 5 millions d'habitants.

Au point de vue des races, on compte :

4,300,000 Roumains, appartenant à la race gréco-latine, dont l'ensemble est de 9,000,000 en y comprenant ceux qui habitent les provinces environnantes, c'est-à-dire la Bucovine, la Transylvanie, la Hongrie, la Bessarabie russe, la Dobrutchka, la Bulgarie, la Serbie, la Thrace, la Macédoine, l'Épire, la Thessalie et le royaume de Grèce ;

260,000 juifs ;

260,000 tsiganes ou bohémiens ;

180,000 divers.

Au point de vue des religions, on compte :

4,430,000 appartenant à l'Église orthodoxe roumaine, qui est indépendante de toute suprématie étrangère, mais qui, au point de vue des dogmes, conserve son unité avec l'Église oecuménique d'Orient ;

260,000 israélites ;

130,000 catholiques ;

15,000 protestants ;

7,500 arméniens ;

7,500 hérétiques russes réfugiés ;

1,500 musulmans.

On voit donc que sous le rapport ethnologique et religieux, la Roumanie est absolument distincte de la masse des habitants de la Russie, de l'Autriche et de la Turquie qui l'entourent. On comprend, dès lors, comment la population tient à vivre essentiellement indépendante. Aussi, cette principauté ne néglige-t-elle nulle occasion d'affirmer qu'elle ne reconnaît la suzeraineté d'aucun de ses puissants voisins, comme elle l'a prouvé dernièrement en cherchant et en parvenant à conclure des traités de commerce internationaux en dehors de l'ingérence de la Sublime-Porte. C'est une nationalité qui se constitue, et l'enchaînement des faits historiques ainsi que des considérations géographiques nous amène à penser qu'elle est appelée à jouer un grand rôle en Orient.

La Roumanie a un gouvernement constitutionnel. Tous les pouvoirs du chef de l'Etat, du Sénat et de l'Assemblée des députés sont exercés par délégation de la nation dont ils émanent, conformément aux principes de la constitution du 12 juillet 1866.

Le territoire de la principauté est traversé par une grande voie ferrée qui se soude, au nord, à la ligne autrichienne de Czernowitz, et qui passe par Varesci, Pascani, Roman, Bacau, Tecuci, Gallati, Braïlla, Buzcu, Ploiesci, Bucharest, Pitesci, Slatina, Craïova, Turnu-Severin et Orsova, où elle doit se joindre, par un embranche-

ment de peu d'étendue qui reste à construire dans le banat autrichien de Temesvar, avec la grande ligne venant de Vienne par Pesth et aboutissant, sur le Danube, à Baziach, en face de la ville serbe de Pocharevatz.

Cette ligne a plusieurs embranchements, dont les plus importants sont : celui de Pascani, sur le Sereth, à Kichinev par Iassy; celui de Bucharest à Giurgevo, où il aboutit sur le Danube en face de la ligne venant de Varna à Rouchtchouk.

Depuis quelques années, les voies de communication de la Roumanie se multiplient sans cesse; elles laissent cependant encore beaucoup à désirer comme qualité et comme quantité.

Les principaux points stratégiques de la région moldo-valaque sont naturellement indiqués par les nœuds des routes, chemins et voies ferrées. A ce point de vue, il faut citer Iassy, où passent la route de Chotin à Bucharest, celle de Clausenbourg à Kichinev, à Bender et à Odessa, d'où part celle d'Iassy à Gallati et où passe le chemin de fer de Pascani à Kichinev : Tecuci, près de Focsiani, où passent la route de Czernowitz à Bucharest, celle de Chotin à Bucharest, celle de Focsiani à Gallati, à Ismaïl, à Akerman et à Odessa, et le chemin de fer de Czernowitz à Bucharest; Bucharest, où passent la route et le chemin de fer de Czernowitz à Orsova, d'où partent la route d'Hermanstadt, celle de Cronstadt, la route et le chemin de fer de Giurgevo; enfin Craïova, où passent la route et le chemin de fer de Czernowitz à Orsova, d'où partent la route d'Hermanstadt et celle de Calafat.

Les principaux ports sur le Danube sont : Turnu-Severin, Giurgevo, Braila, Gallati, Reni, Chilia et enfin Vilcov à l'embouchure.

Beaucoup de ces villes ont eu jadis des fortifications, mais elles sont démantelées aujourd'hui.

Le territoire de la Roumanie peut être facilement envahi par les armées autrichiennes, parce que celles-ci disposent des sources de presque tous les affluents de gauche du Danube, depuis la passe d'Orsova jusqu'au Sereth. Nous avons déjà dit, d'autre part, qu'il y a moins de difficultés à passer de la rive droite sur la rive gauche qu'inversement, c'est-à-dire que l'invasion de la Roumanie par la Bulgarie est plus facile que celle de la Bulgarie par la Roumanie. L'invasion russe en Roumanie n'est facile qu'entre le Sereth et la mer Noire, c'est-à-dire dans la partie de la Bessarabie annexée à cette principauté par le traité du 30 mars 1856; au contraire, la direction même des affluents de gauche du Danube, depuis le Sereth jusqu'à la Porte-de-Fer, en fait une série de lignes de défense que peut utiliser une armée résistante à une invasion venant du nord, car la route et le chemin de fer qui traversent la Roumanie du nord au sud ont presque toujours une direction perpendiculaire à ces cours d'eau.



## ESQUISSE MILITAIRE.

L'organisation militaire de la Roumanie fut élaborée dès que la convention internationale de 1856 eut définitivement arrêté les bases de son organisation politique. A partir de cette époque, l'influence de la France se manifesta d'une façon évidente sur ce nouvel Etat, dont les institutions, l'administration, la littérature et la civilisation tendirent chaque jour à se rapprocher de plus en plus de celle des puissances européennes qui avait exercé la plus forte action pour créer définitivement son indépendance. C'est à ce titre que l'organisation de la force armée fut confiée à une commission d'officiers français qui mena l'œuvre à bonne fin, de 1860 à 1868. Cette organisation fut ensuite l'objet de réformes importantes, dont les principales sont de 1872 et de 1876, et voici quels sont actuellement ses principes généraux :

Tous les citoyens roumains sont tenus de porter les armes de 21 à 45 ans ; mais un tirage au sort détermine préalablement les conditions particulières du service exigé de chacun d'eux.

Parmi les jeunes gens appelés à faire partie du contingent annuel, le sort forme les trois catégories suivantes :

1° Ceux qui sont désignés pour l'armée permanente, sur les contrôles de laquelle ils sont inscrits de 21 à 29 ans, mais où ils ne restent effectivement que 4 ans, à la suite desquels ils passent dans la réserve ;

2° Ceux qui sont désignés pour l'armée territoriale, sur les contrôles de laquelle ils sont inscrits de 21 à 29 ans, mais où ils ne restent effectivement que 6 ans, à la suite desquels ils passent dans la réserve ;

3° Ceux qui sont désignés pour la milice, dans laquelle ils comptent de 21 à 37 ans.

La milice reçoit encore, de 29 à 37 ans, les hommes des deux premières catégories qui ont terminé leur service dans l'armée permanente ou dans l'armée territoriale.

De 37 à 45 ans, tous les habitants des villes constituent la garde nationale ; ceux de la campagne font partie de la levée en masse.

Le contingent annuel est de 14,000 hommes environ.

L'armée permanente comprend :

- |                            |                                    |                |
|----------------------------|------------------------------------|----------------|
| 8 régiments à 2 bataillons | } le bataillon à                   | } infanterie ; |
| 4 bataillons de chasseurs  |                                    |                |
| 2 régiments de cavalerie   | à 4 escadrons ;                    |                |
| 2 régiments d'artillerie   | chacun à 7 batteries de 6 pièces ; |                |
| 1 bataillon de génie       |                                    |                |
| 1 compagnie d'ouvriers     | 1 d'infirmiers et 1 du train.      |                |

Son effectif total est de 18,000 hommes avec 2,800 chevaux.

L'armée territoriale comprend :

8 régiments d'infanterie, nommés dorobantsi ;

8 régiments de cavalerie.

Son effectif total est de 43,000 hommes avec 11,000 chevaux.

Les cadres de l'armée territoriale sont permanents. Les soldats passent une semaine sur quatre, soit au chef-lieu d'arrondissement, soit aux postes de la frontière, et ils y font, outre les exercices d'instruction, un service analogue à celui de la douane et de la gendarmerie ; le reste du temps, ils sont dans leurs foyers. Tous les ans, ils sont, en outre, réunis pendant trois semaines pour exécuter de grandes manœuvres.

La milice comprend :

33 bataillons d'infanterie, } à raison de 1 bataillon et

33 escadrons de cavalerie, } 1 escadron par district.

Le nombre des compagnies dans le bataillon et la force des escadrons varient suivant les districts, en sorte qu'il est difficile d'évaluer la force de la milice, que l'on estime généralement à 50,000 hommes environ.

La milice est exercée chaque dimanche, et elle peut être réunie deux fois par an, pendant deux semaines, pour des manœuvres d'ensemble.

Enfin, la flottille roumaine du Danube comprend 2 grands bateaux à vapeur, 1 aviso et 6 chaloupes canonnières.

Pour compléter ces détails, il nous faut ajouter que le budget de l'armée est de 18,000,000 environ, sur un budget total de 97,000,000 de francs.

---

## LA SERBIE.

### ESQUISSE HISTORIQUE.

La Serbie est aujourd'hui une principauté nominalement dépendante de la Sublime-Porte et pourvue d'un gouvernement constitutionnel ; elle n'est plus qu'un faible reste de l'ancien royaume de Serbie, dont l'importance fut considérable dans l'orient de l'Europe du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle.

C'est vers le milieu du VII<sup>e</sup> siècle, sous le règne de l'empereur d'Orient Heraclius, qu'une partie du peuple slave habitant les monts Carpathes sous le nom de Serbes, vint s'établir en Macédoine, puis en Bulgarie, en Bosnie et en Croatie, où les nouveaux venus repeu-



plèrent le pays que l'invasion des Avars avait complètement dévasté.

Le nouvel Etat s'agrandit peu à peu, renia la suzeraineté de l'empereur d'Orient, et forma bientôt un royaume fort étendu, dont le souverain reçut au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle l'investiture papale.

Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, l'empire de Serbie s'était accru de la plus grande partie de la Thrace, de la Macédoine, de l'Albanie, de l'Epire et de la Thessalie, et il menaçait à tel point l'empire d'Orient, que celui-ci appela les Turks à son aide.

L'arrivée de ces derniers devait être aussi funeste pour l'un que pour l'autre, mais leurs progrès en Serbie furent considérablement facilités par l'anarchie qu'y entretenaient les grands seigneurs feudataires, et dont le résultat fut d'empêcher les efforts collectifs contre l'ennemi commun.

La défaite de Kossova, infligée par les Turks aux Serbes en 1389, porta à la puissance de ceux-ci un coup terrible dont ils ne devaient pouvoir se relever avant un long espace de temps.

Au milieu du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, toute la Serbie, sauf Belgrade, était au pouvoir des Turks, et, dès les premières années du siècle suivant, cette ville était aussi prise par eux.

Dès lors, la Serbie devint une province turque, et ce n'est qu'après la défaite des musulmans sous les murs de Vienne, en 1683, qu'elle put entrevoir l'arrivée prochaine du moment propice où elle pourrait aspirer à secouer le joug des conquérants.

Cédée en partie par la Turquie à l'Autriche, en 1699, en vertu du traité de Passarowitz, puis restituée à la Turquie, en 1739, par celui de Belgrade, elle se consuma en vains efforts, à la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, pour recouvrer son indépendance.

Elle parvint enfin à conquérir sa liberté, en partie du moins, de 1804 à 1812, grâce aux efforts de Kara-George, qui se fit reconnaître, par la Sublime-Porte, comme prince régnant de Serbie.

Replacée sous la domination absolue des Turks par le traité de Bucharest, en 1812, elle se souleva de nouveau en 1816, et Miloch Obrenovitch obtint enfin de la débarrasser des entraves de la suzeraineté musulmane.

Le traité d'Andrinople, conclu entre la Turquie et la Russie en 1829, reconnut l'indépendance complète de la Serbie, sous la seule réserve de payer un tribut annuel à la Sublime-Porte, et du droit de garnison des troupes ottomanes dans quelques villes de la nouvelle principauté.

La Serbie a été, depuis cette époque, en proie à des luttes intérieures résultant de la compétition des prétendants à la couronne de prince, les uns appartenant à la famille de Kara-George, les autres descendants de Miloch Obrenovitch; ceux-ci placés plus directement

sous l'influence du panslavisme, ceux-là penchant plutôt vers une autonomie complètement indépendante de toute influence étrangère.

Telle était la situation de la Serbie lorsque fut conclu le traité de Paris, le 30 mars 1856. Voici les clauses de ce traité relatives à la principauté :

L'article 28 stipule que la Serbie continuera à relever de la Sublime-Porte, conformément aux conventions antérieures qui fixent ses droits et ses immunités, lesquels seront placés désormais sous la garantie collective des puissances contractantes, qu'elle conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Par l'article 29 est maintenu le droit de garnison de la Sublime-Porte, tel qu'il était antérieurement établi, et il est prescrit qu'aucune intervention armée ne pourra avoir lieu en Serbie sans un accord préalable entre les puissances garantes.

Cet état de choses n'a été modifié qu'en 1867, par la renonciation volontaire de la Sublime-Porte au droit qu'elle avait de tenir garnison dans la citadelle de Belgrade et dans un certain nombre de forts disséminés sur le territoire serbe.

#### ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE.

La Serbie est située entre le 43° et le 45° degré de latitude septentrionale, et entre le 17° et le 19° degré de longitude orientale.

Ses limites sont les suivantes :

La frontière septentrionale commence au confluent du Timok dans le Danube, elle suit la rive droite de ce fleuve jusqu'au confluent de la Save et la rive droite de cette rivière jusqu'au confluent de la Drina. Cette frontière est limitrophe de la Roumanie, du confluent du Timok jusqu'à la Porte-de-Fer, puis des provinces autrichiennes du banat de Temesvar et de la Slavonie dans le reste de son parcours.

La frontière occidentale suit la rive droite de la Drina jusqu'au-dessous et près de Vichegrad, et ce cours d'eau sépare la Serbie de la province turque de Bosnie.

La frontière méridionale suit la ligne de faite des monts Javor-Golia, depuis le point où elle quitte la Drina jusqu'à l'Ibar qu'elle coupe obliquement ; elle est ensuite tracée sur les crêtes des monts Kopanik, Lepenatz et Jastrevatz jusqu'à la Morava bulgare, qu'elle coupe perpendiculairement entre Alexinat et Nissa, c'est-à-dire au-dessous du confluent de la Morava bulgare et de la Nissava, et au-dessus de celui de la Morava bulgare et de la Morava serbe ; enfin, elle se continue par la ligne de faite du mont Costren jusqu'à la source du Timok. De ce côté, la Serbie confine encore un peu à la Bosnie, mais surtout à la Mésie et à la Bulgarie.

La frontière orientale est entièrement limitrophe de la Bulgarie ; elle est tracée sur les hauteurs du Veliki-Balkan, depuis les sources du Timok jusque près et au-dessous de Zaitchar, où elle atteint ce cours d'eau, dont elle suit la rive gauche jusqu'à son confluent dans le Danube.

La Serbie est donc enserrée de trois côtés par la Turquie. Au cas d'une guerre entre la principauté et l'empire ottoman, il peut y avoir trois théâtres d'opérations, respectivement placés à l'ouest, au sud et à l'est.

Le théâtre d'opérations de l'ouest est celui de la Drina.

Le cours inférieur de cette rivière, depuis Zvornik jusqu'à son confluent dans la Save, n'offre pas de passage permanent, mais il peut être facilement traversé par une armée pourvue d'un matériel suffisant, ce qui n'est le cas ni de l'armée turque ni de l'armée serbe. Les deux seuls points stratégiques sont Bjelina et Badovinzi : encore n'ont-ils qu'une faible importance. Bjelina est une bourgade turque et tcherkesse entourée de retranchements qui se trouve en Bosnie, au centre de l'arc décrit par la Save et par la Drina, près de leur confluent et au milieu d'une plaine très-fertile. Badovinzi, sur le territoire serbe, est le point de départ d'un chemin qui mène à Chabatz, puis à Belgrade, en suivant la rive droite du Danube. Les opérations sur le cours inférieur de la Drina ne peuvent donc avoir une influence considérable sur l'issue d'une guerre.

Au point de jonction du cours inférieur et du cours moyen de la Drina, sur la rive gauche de la rivière, est la vieille forteresse turque de Zvornik : sa tête de pont est Mali-Zvornik, sur la rive droite et en terrain serbe par conséquent. De là partent plusieurs chemins. Le premier mène en Serbie, par la petite place de Sokol, sur Valjevo, d'où il se bifurque sur Belgrade, sur Kragujevatz et sur Uzitza. Les autres pénètrent dans la Bosnie : l'un conduit à Tusla, d'où il gagne la Save, soit en suivant la vallée de la Spretcha, soit en passant par Bjelina ; le deuxième et le troisième conduisent à Bosna-Seraï ou Serajevo, soit par le mont Konja, soit par le mont Romanja. Ces chemins sont presque tous en mauvais état ; ils traversent des hauteurs dépourvues d'eau ou ils contiennent des passages impraticables à des armées.

Le cours moyen de la Drina, depuis Zvornik jusqu'à Vichegrad, présente des difficultés presque insurmontables pour les opérations militaires et ne contient point de chemin.

Le cours supérieur de la Drina appartient à la Turquie, depuis Vichegrad jusqu'à sa source. Il a une haute importance stratégique, car il renferme dans son bassin une partie de la grande route allant de Salonique vers la Bosnie et dont nous parlerons plus loin ; en outre, l'un des affluents de la rive droite de la Drina et l'un de ceux

de la rive gauche de la Morava serbe forment un col par lequel passe un chemin relativement facile et praticable qui conduit de Uzitza en Serbie à Vichegrad en Turquie, et de là, en remontant la Drina, vers la grande route stratégique turque.

Le théâtre d'opérations du sud se divise naturellement en deux secteurs : celui du sud-ouest ou de l'Ibar, et celui du sud-est ou de la Morava bulgare.

Du cours supérieur de la Drina à celui de l'Ibar s'étend la chaîne épaisse et boisée des monts Iavor-Golia ; puis vient le cours de l'Ibar, qui descend vers le nord pour aller se jeter dans la Morava serbe, et qui fait une véritable trouée entre les monts Iavor-Golia à l'ouest et le mont Kopanik à l'est ; cette dernière hauteur se prolonge à l'est par les monts Lepenatz et Jastrevatz, qui sont couverts de forêts et dont la pente méridionale est si escarpée qu'elle forme une véritable muraille ; ensuite vient le cours de la Morava bulgare, qui descend vers le nord pour aller se joindre à la Morava serbe et qui constitue une seconde trouée entre le mont Jastrevatz à l'ouest et l'origine du Veliki-Balkan à l'est.

Le secteur occidental de ce théâtre d'opérations est suivi, au pied des pentes méridionales des monts Iavor-Golia, par la partie de la route stratégique de Salonique à Doberlin comprise entre Mitrovitza au sud-est et Bosna-Seraï au nord-ouest : c'est sur cette section de route que l'on trouve, du sud-est au nord-ouest, Mitrovitza, Novi-Bazar, Sienitza, Prijepolje, Preboj et Bosna-Seraï. Les principaux chemins venant de Serbie rejoindre cette grande route sont : d'Uzitza à Prijepolje et d'Uzitza à Sienitza, à travers le mont Iavor ; de Karanovatz, près du confluent de l'Ibar et de la Morava serbe, à Novi-Bazar, en remontant d'abord l'Ibar jusqu'à la frontière et puis la vallée de la Rachka ; de Karanovatz à Mitrovitza, en remontant tout le cours de l'Ibar jusqu'à son confluent avec la Sitnitza. Ces chemins sont praticables à des détachements seuls, mais ils sont importants en ce qu'ils permettent d'atteindre la route turque de Salonique à Doberlin, conjointement avec les troupes du Montenegro, de couper cette unique voie de communication entre les provinces orientales de la Turquie d'Europe et la Bosnie, d'isoler cette province du reste de l'empire et d'arriver à Mitrovitza, où s'arrête le chemin de fer de Salonique projeté jusqu'à Doberlin.

Le secteur oriental du théâtre méridional des opérations s'étend depuis l'Ibar jusqu'aux sources du Timok. Il est traversé par la Morava bulgare et par la partie de la grande route de Constantinople à Belgrade comprise entre Nissa et Alexinatz. C'est la ligne naturelle d'invasion de Turquie en Serbie. A l'est et à l'ouest de cette route, il n'y a que des chemins secondaires : l'un part de Kroujevatz, sur la Morava serbe, fait un grand détour pour passer

entre le mont Kopanik et le mont Lepenatz, et atteint la Teplitza près de sa source ; un autre part aussi de Kroujevatz, passe entre le mont Lepenatz et le mont Jastrevatz, et atteint Prokoplje sur la Teplitza ; un troisième suit la rive gauche de la Morava bulgare ; un quatrième et un cinquième conduisent de Gurgujevatz, sur le Timok, à Nissa et à Pirot ou Seberkoï, sur la Nissava. Enfin, sur le territoire serbe, Uzitz, Karanovatz, Krujevatz, Alexinatz et Gurgujevatz sont reliés par un chemin, tandis que, sur le territoire de la Turquie, une route va de Nissa à Pristina par Prokoplje et une autre par Leskovatz, en sorte que la route de Constantinople à Belgrade et celle de Salonique à Doberlin ont une communication assurée. Les routes que nous venons d'indiquer sont assez bonnes, mais les chemins sont peu praticables. Quant aux diverses villes que nous avons énumérées, elles sont presque toutes fortifiées ; toutefois la place de Nissa a seule une force réelle ; les autres villes turques n'ont que de vieilles fortifications, et les retranchements qui protègent les villes serbes sont presque tous passagers.

La vallée supérieure de l'Ibar et celle de la Morava bulgare correspondent aux anciennes provinces de la Rascie, de la Vieille-Serbie et de la Moesie : c'est là qu'ont eu lieu, aux <sup>xiv<sup>e</sup></sup>, <sup>xv<sup>e</sup></sup>, <sup>xvi<sup>e</sup></sup>, <sup>xvii<sup>e</sup></sup> et <sup>xviii<sup>e</sup></sup> siècles, la plupart des grandes batailles entre les Turks et ceux des Etats voisins qui cherchaient à s'opposer à leurs conquêtes. Par l'Ibar et par la Morava, les Turks peuvent facilement descendre en Serbie. Mais une armée ennemie peut aussi, quoique avec plus de difficultés, suivre les deux mêmes directions en remontant ces deux cours d'eau pour pénétrer en Turquie, et, par ce seul fait, elle tourne à la fois l'aile gauche du Danube et celle de l'Emineh-Dagh. Il en résulte que la Serbie, malgré les dangers qu'offre sa frontière méridionale, constitue une menace permanente pour l'empire ottoman, car elle contient la ligne d'invasion la plus naturelle et la plus facile, bien que la plus longue, pour atteindre le bassin de la Maritza et pour marcher sur Constantinople en venant du nord ou de l'ouest.

Le théâtre oriental des opérations est celui du Timok. Les Turks y possèdent les deux places de Pirot et de Vidin, que relie une bonne route stratégique. La première est bâtie sur les bords de la Nissava, au milieu du massif qui forme l'origine de l'Emineh-Dagh et du Veliki-Balkan ; la seconde est sur la rive droite du Danube. L'une et l'autre menacent donc respectivement chaque extrémité de la frontière orientale de la Serbie. De même, sur le territoire serbe, un chemin unit Gramada, Gurgujevatz, Zaïtchar et Negotin, mais aucune place ne peut s'opposer à l'invasion des Turks. Or, le Veliki-Balkan, sur les crêtes duquel est tracée la frontière jusque près de Zaïtchar, est un excellent obstacle naturel qui protège la Serbie au sud-est ; mais ses dernières pentes sont si faibles, à partir de Zaïtchar jusqu'au

Danube, qu'une armée s'appuyant sur Vidin peut aisément atteindre Zaitchar ou Negotin en traversant le Timok et prendre pied sur le territoire de la principauté; il ne lui resterait plus alors qu'à franchir les monts Golubinske et Omolske pour arriver sur la basse Morava, c'est-à-dire pour être au cœur de la Serbie.

Nous verrons, en étudiant la lutte de la Turquie contre la Serbie, quel parti les deux armées en présence ont tiré des avantages et des inconvénients des trois théâtres d'opérations que nous venons de décrire.

#### ESQUISSE MILITAIRE.

Le système militaire de la Serbie est de date récente; il est basé sur le principe du service obligatoire et personnel.

Tout homme en état de porter les armes doit le service de 20 à 50 ans. Un tirage au sort décide annuellement quels sont les jeunes gens qui doivent être incorporés dans l'armée active, où ils restent pendant deux ans. Tous les autres sont immédiatement classés dans l'armée nationale, où sont également inscrits les soldats après leur séjour dans l'armée active.

L'armée nationale est une milice subdivisée en deux bans. Le premier ban forme la force principale, et il comprend tous les hommes valides de 20 à 35 ans. Le second ban est une armée territoriale composée de tous les hommes valides de 35 à 50 ans.

L'armée active comprend :

- 4 bataillons à 4 compagnies d'infanterie;
- 2 escadrons de cavalerie;
- 10 batteries d'artillerie de campagne et de montagne;
- 1 bataillon de pionniers;
- 1 — de pontonniers;
- 1 compagnie d'artificiers;
- 1 — du train;
- 1 — d'infirmiers.

L'effectif de cette armée est de 5,000 hommes environ avec 500 chevaux, et le budget annuel de la guerre est de 4,300,000 francs, sur un budget total de 15,400,000 francs.

Le premier ban de la milice a une force estimée à 90,000 hommes à peu près, et l'on évalue à 60,000 hommes environ l'effectif du second ban.

Sur le pied de guerre, toutes ces troupes réunies peuvent contenir environ 150,000 hommes, avec 6,000 chevaux et 200 à 220 bouches à feu. Leur ordre de bataille se compose de 6 divisions, dont chacune a une force moyenne de 24,000 à 25,000 hommes et a la composition suivante :



3 brigades du 1<sup>er</sup> ban } chacune à 12, 13 ou 14 bataillons  
3 — du 2<sup>e</sup> ban } d'infanterie de 800 hommes;  
1 régiment de cavalerie à 4, 5 ou 6 escadrons;  
3 batteries de campagne et 3 de montagne;  
1 bataillon de pionniers.

Chaque division est pourvue, en outre, des troupes nécessaires pour le service des vivres, des transports et des ambulances.

## LE MONTENEGRO.

### ESQUISSE HISTORIQUE.

Une erreur généralement répandue consiste à considérer la principauté du Montenegro comme dépendante de la Sublime-Porte : il n'en a jamais été ainsi, pas plus dans le passé qu'à notre époque. Le Montenegro est un Etat autonome qui a su conserver sa liberté, aussi bien contre la puissante république de Venise que contre celle de Raguse, puis contre les Turks, les Autrichiens et les Français.

Le Montenegro est une petite partie de l'ancienne province d'Illyrie qui fut occupée par des populations de race slave, lors de la grande invasion de l'orient de l'Europe par les Serbes, au VII<sup>e</sup> siècle.

L'histoire du Montenegro n'offre qu'un faible intérêt jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle. A cette époque, la principauté était comprise dans le nouvel empire serbe.

Au XIV<sup>e</sup> siècle, les habitants du Montenegro, profitant des embarras du royaume serbe et des défaites que les Turks lui avaient infligées, se constituèrent en Etat indépendant et surent conserver, dès lors, leur autonomie, bien que forcés souvent à accepter la tutelle nominale de la république de Venise, de celle de Raguse et des empires d'Autriche, de Russie et de Turquie.

Le gouvernement de ce nouvel Etat eut une forme théocratique qui se conserva intacte, du milieu du XV<sup>e</sup> siècle au milieu du XIX<sup>e</sup>, mais dont le chef fut toujours pris parmi les collatéraux de la même famille, à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Depuis 1851 cette forme de gouvernement a disparu, le nouveau prince ayant renoncé à la dignité ecclésiastique pour régner en chef militaire, et pour transmettre la couronne à ses héritiers directs.

Souvent en lutte avec la Turquie, le Montenegro a dû chercher nécessairement un appui dans celle des grandes puissances européennes qui avait avec lui le plus d'affinité de race et de religion. Il l'a trouvé dans la Russie, dont il est l'allié et dont il subit l'influence

depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, et dont son souverain reçoit une subvention annuelle de 100,000 francs.

Après la conclusion du traité du 30 mars 1856, le prince régnant du Montenegro fit quelques démarches en faveur de sa principauté. Il échoua dans ses tentatives, mais il excita le mécontentement de la Turquie, qui lui déclara la guerre. Le succès final resta aux Monténégrins, qui obtinrent enfin une délimitation approximative de leur territoire.

A la suite de l'insurrection de l'Herzégovine en 1864, le Montenegro se trouva de nouveau en lutte avec l'empire ottoman, son ennemi héréditaire. Le sort des armes lui fut complètement défavorable : son territoire fut envahi ; il fut obligé de subir un traité qui lui imposait la suzeraineté nominale de la Turquie et qui permettait à celle-ci de construire une route stratégique de Nisch à Spuz, à travers le territoire de la principauté. Mais la médiation des grandes puissances empêcha l'exécution de cette clause.

#### ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE.

Le Montenegro est situé entre le 42<sup>e</sup> et le 43<sup>e</sup> degré de latitude septentrionale, et entre le 16<sup>e</sup> degré et demi et le 17<sup>e</sup> degré et demi de longitude orientale.

Ses limites sont difficiles à indiquer, car elles sont presque entièrement artificielles. Nous allons pourtant essayer de les décrire aussi exactement que possible.

La frontière orientale part de l'extrémité méridionale de la Dalmatie, près de Spizza, petit port sur la mer Adriatique que voudrait posséder le Montenegro ; elle se dirige d'abord vers le sud-est, puis elle remonte brusquement pour atteindre la pointe occidentale du lac de Scutari, dont une petite partie appartient ainsi à la principauté ; elle continue alors vers le nord, presque parallèlement à la rive droite de la Moratcha, contourne les environs de Spuz, suit quelque temps la rive gauche de la Zéta, affluent de la Moratcha, puis la rive droite de cette dernière rivière, dont les sources appartiennent au Montenegro et qui se déverse dans le lac de Scutari ; elle quitte la Moratcha au nord de Medun, est tracée sur les crêtes du mont Kom et atteint le cours supérieur du Lim, dont les eaux tributaires de la Drina font partie du bassin du Danube et du versant de la mer Noire, tandis que celles de la Moratcha vont dans la mer Adriatique. De ce côté, le Montenegro confine à la province turque de l'Albanie.

La frontière septentrionale part de la rive gauche du cours supérieur du Lim et se dirige vers le nord-ouest par les crêtes des monts Bjeloutitza ; elle contourne le village turk de Kolachin et se dirige presque en ligne droite vers les pentes méridionales du mont Dor-



mitor. Cette frontière est limitrophe des provinces turques de l'Albanie et de la Bosnie.

La frontière occidentale descend en ligne droite vers le sud-ouest, de façon à contourner la place turque de Nicholsje; elle se dirige alors vers l'ouest jusqu'en face de la place turque de Klobuk; elle descend de nouveau à angle droit vers le sud entre Klobuk et Grahovo, jusqu'à ce qu'elle atteigne la frontière autrichienne. De ce côté, le Montenegro est voisin des provinces turques de Bosnie et d'Herzégovine.

La frontière méridionale sépare le Montenegro du cercle autrichien de Cattaro; elle est tracée, sur les hauteurs, entre Dragai et Grahovo, Cattaro et Cetinje, et elle va rejoindre la frontière occidentale au point de départ que nous lui avons assigné, c'est-à-dire près de Spizza, où l'Autriche, la Turquie et le Montenegro se touchent.

Toute la contrée comprise entre les limites que nous venons d'indiquer est couverte de hauteurs boisées, arides, escarpées et dont quelques-unes ont une élévation de plus de 2,000 mètres; les vallées y sont étroites et sont seules cultivées. L'aridité du sol est telle qu'il ne peut suffire à la nourriture des habitants, dont la population n'est cependant que de 160,000 âmes. Il n'y a ni agriculture, ni commerce, ni industrie dans la principauté, à laquelle il faudrait un débouché à Spizza ou à Cattaro, ainsi qu'une partie de la fertile plaine située au nord du lac de Scutari, pour prendre l'essor de prospérité auquel peut prétendre ce vaillant petit peuple qui a su maintenir son indépendance à travers les siècles.

Ainsi que nous venons de le voir, le Montenegro est enserré, de trois côtés, à l'est, au nord et à l'ouest, par la Turquie.

Au cas d'une lutte entre le Montenegro et l'empire ottoman, il y a deux théâtres d'opérations indiqués: l'un, au sud-est, du côté de l'Albanie; l'autre, au nord-ouest, du côté de l'Herzégovine. Le premier a pour pivot les forts turks de Spuz, Medun et Podgoritza, qui font une pointe dans le flanc oriental du Montenegro. Le second s'appuie sur la place turque de Nicholsje, qui pénètre dans le flanc occidental de la principauté. Le Montenegro se trouve ainsi étranglé à son centre et scindé en deux parties: celle de l'est porte le nom de Berda, et contient quelques-unes des hautes montagnes prolongeant les Alpes Dinariques et séparant les cours d'eau tributaires du Danube de ceux qui se jettent dans la mer Adriatique; celle de l'ouest forme le Montenegro proprement dit et porte, dans le pays, le nom de Tsernagora, qui est la traduction littérale du précédent. De ce dernier côté, enfin, la place turque de Trébinje, chef-lieu de la province d'Herzégovine, a aussi une grande importance stratégique et seconde les opérations basées sur Nicholsje.

Quant à la frontière méridionale, elle forme le théâtre des opéra-

tions commun au Montenegro et à l'Autriche. Là sont les forts de Dragai, Castelnuovo, Cattaro et Budine que, suivant les diverses époques, nous voyons occupés par les républiques de Venise et de Raguse, par la France, par la Russie et par l'Autriche. C'est à cette dernière puissance qu'appartient maintenant cette extrémité de la Dalmatie. L'insurrection de 1869 a prouvé que sa domination peut y subir de graves atteintes. Mais les différences de race et de religion entre les Monténégrins et les Cattarins sont telles que, s'ils s'unissent facilement contre l'étranger, ils ne sauraient de longtemps se fondre ensemble.

Terminons enfin ce rapide examen de la géographie du Montenegro en signalant la rareté et le mauvais état des chemins, que peuvent seuls pratiquer les gens du pays.

#### ESQUISSE MILITAIRE.

L'une des conséquences naturelles de la situation géographique du Montenegro et des luttes incessantes qu'il a soutenues pour son indépendance a été d'y maintenir, de tout temps, le principe du service militaire obligatoire et personnel. Tout homme valide y est soldat de 17 à 50 ans, et la plus grande partie de l'existence y est employée à des marches dans les montagnes, à des exercices de tir qui font partie intégrante des mœurs du pays, et qui contribuent à faire du Monténégrin un fantassin de la plus haute valeur.

On estime en général que la levée en masse peut donner de 16,000 à 20,000 soldats de 17 à 50 ans, auxquels, en cas de danger national, viendraient se joindre encore 5,000 à 6,000 hommes âgés de plus de 50 ans.

Cette petite armée se subdivise en 30 bataillons formant 6 brigades; il y a 5, 6 ou 7 compagnies par bataillon. Il n'existe point de cavalerie. Quant à l'artillerie, elle comprend 6 batteries de montagne, chacune à 4 pièces. Il n'y a point de services accessoires des vivres, du train, des ambulances. C'est la femme monténégrine, digne compagne de ce valeureux montagnard, qui remplit tous ces offices secondaires, qui assure la subsistance du guerrier, qui lui porte ses vivres, qui le recueille et qui le soigne lorsqu'il est blessé.

De cette armée, relativement nombreuse, il n'y a pas plus de 1,000 hommes servant à l'état permanent, dont plus de la moitié se compose de gendarmes.

---

## L'INSURRECTION HERZÉGOVINIENNE.

La région comprise sous le nom d'Herzégovine forme la pente septentrionale du vilayet de Bosnie ; elle est limitrophe de la province autrichienne de Dalmatie à l'ouest, de la principauté du Montenegro au sud, de la Mésie et de la vieille Serbie à l'est, enfin de la Bosnie au nord. Les Alpes Dinariques la couvrent presque entièrement ; leur massif y atteint des hauteurs de 1,000 à 2,000 mètres ; les hauteurs y sont couvertes de forêts rocheuses, escarpées et fortement ravinées. Elles constituent une barrière formidable entre la mer Adriatique et le bassin du Danube.

Le principal cours d'eau est la Narenta, qui prend sa source entre les monts Zubzi et Viducha, près de Gasko ou Metokia et de Nevesinje ; elle court d'abord vers le nord dans un lit profondément encaissé, puis, après avoir formé, pendant quelque temps, la frontière entre la Bosnie et l'Herzégovine, elle se retourne brusquement vers le sud, passe à Mostar, et atteint la côte de la mer Adriatique au nord de Klek. Vient ensuite la Trebinjitz, qui prend sa source à une faible distance de l'embouchure de la Narenta ; elle court du nord-ouest au sud-est dans la direction du golfe de Cattaro, et elle passe à Trebinje, qu'une distance de 80 kilomètres sépare de Mostar. Enfin, la Drina prend sa source à l'est, vers le mont Dormitoz, coule vers le nord, passe à Focsa, puis se dirige vers Vichegrad, où elle forme la frontière occidentale de la Serbie.

Les principaux chemins de cette contrée sont : celui de Klek à Bosna-Serai ou Serajevo, par Meskovich et par Mostar, c'est-à-dire par la rive gauche de la Narenta ; celui de Klek à Suttorina, par Utovo et par Trebinje ; celui de Suttorina à Focsa par Trebinje, Biletje et Gasko, où il se réunit à celui de Nischijé à Nevesinje ; celui de Mostar à Trebinje par Stoltatz et Linbinje ; enfin, celui de Mostar à Focsa. Presque tous ces chemins ne sont guère praticables qu'aux piétons et aux fantassins ; beaucoup sont, en outre, gardés près des passages difficiles par des blockhaus qui sont, il est vrai, souvent inoccupés.

Les principaux points fortifiés, sont : Stoltatz, Trebinje et Nischijé, mais les relations sont si difficiles entre ces forteresses qu'elles peuvent être facilement isolées les unes des autres.

De tout ce que nous venons de dire, il résulte clairement que le terrain de l'Herzégovine se prête admirablement à la guerre de partisans. Or, c'est précisément le genre de lutte qui convient le mieux aux habitants, tant en raison de leur caractère propre qu'à cause des différences d'intérêts et de vues qui les divisent, et qui ont été

jusqu'ici l'un des principaux motifs de leur faiblesse contre l'envahisseur.

C'est vers les premiers jours de juillet 1875 que l'insurrection éclata dans le district de Nevesinje, au milieu des montagnes qui séparent le cours supérieur de la Narenta de son cours inférieur. La haine réciproque des Turks et des Slaves chrétiens de l'Herzégovine est aujourd'hui aussi vivace qu'à l'époque de la conquête; elle a déjà donné lieu à de nombreuses explosions; elle saisit, en quelque sorte, toutes les occasions de se faire jour, si bien qu'il est aussi difficile qu'inutile de rechercher de quel côté partit cette fois la provocation, et de découvrir quel fut le prétexte de cette nouvelle rébellion. Elle ne constitue pas une page de la politique contemporaine, mais elle appartient entièrement à l'histoire de l'Orient de l'Europe, car elle se relie aux premières années de l'invasion ottomane par une série non interrompue de faits identiques.

Nous ne nous appesantirons pas non plus sur les détails de l'insurrection herzégovinienne; il est, en effet, presque impossible d'y trouver un plan général et une exécution d'ensemble, les chefs des divers partis agissant presque tous d'après leurs idées personnelles et sans projet combiné à l'avance; les embuscades et les coups de main y jouent le principal rôle.

Ce que l'on peut constater, cependant, c'est que l'insurrection, qui était, au début, purement fiscale et agraire, sembla prendre bientôt un caractère politique. En effet, parmi les hommes qui commandaient les bandes armées, les uns semblaient être partisans de l'autonomie provinciale, les autres tendaient à se rapprocher de l'Autriche, de la Serbie, du Montenegro ou de la Russie, suivant que leurs intérêts, leurs secrètes espérances ou leur caractère personnel les poussaient à préférer l'adoption de telle ou telle solution.

Au moment où éclata l'insurrection des Slaves chrétiens de l'Herzégovine, il n'y avait pas plus de 2,000 hommes de troupes turques dans la province, tant à Mostar qu'à Trebinje, Nicksije, Focsa et Klobuck; cette faible garnison se composait de quatre bataillons d'infanterie, un escadron de cavalerie et une batterie de montagne, faisant partie du 3<sup>e</sup> corps d'armée, dont le quartier général était à Monastir.

Les secours ne pouvaient venir aux Turks que de Bosnie ou par Klek, ou par la grande route stratégique qui passe entre la Serbie et le Montenegro. Dégarnir la Bosnie pour renforcer les troupes ottomanes en Herzégovine, c'était courir le risque de donner une plus grande extension au mouvement; on ne pouvait, du reste, y songer qu'après avoir rappelé sous les drapeaux la réserve des bataillons bosniaques. Il ne restait donc d'autre ressource immédiate que de

faire débarquer des troupes à Klek, avec l'autorisation du gouvernement autrichien, ou d'en faire venir par la route stratégique de Salonique à Novi-Bazar. C'est cette situation qui explique pourquoi les Herzégoviniens se portèrent à Miskovitch, en face de Klek, en même temps qu'ils occupaient une partie de la route stratégique aux environs de Novi-Bazar, et qu'ils cherchaient à bloquer dans leurs forts les troupes turques qui y tenaient garnison.

Au début, les bandes insurgées n'étaient pas plus nombreuses que les troupes turques, et, comme elles étaient mal armées, comme elles n'avaient pas de plan préconçu, elles ne purent obtenir, en fait, que des résultats de médiocre importance.

Le 2 août, les Herzégoviniens font le blocus de Trébinje, et interceptent les communications de la garnison avec les autres troupes de la province. Le général Selim-Pacha, qui commande celles-ci, fait alors appel à Dervich-Pacha, gouverneur de la Bosnie. Ce dernier accourt à Mostar avec trois régiments d'infanterie active et cinq bataillons d'infanterie de réserve, tandis que le général Nedjib-Pacha débarque à Klek avec quatre bataillons d'infanterie active.

Mais, chaque jour, l'insurrection augmente d'intensité, et le nombre des bandes se multiplie, tandis que leur armement se complète et s'améliore. Les défilés si difficiles qui se trouvent en grande quantité sur les chemins unissant entre eux les principaux points fortifiés, sont occupés par les rebelles, qui cherchent ainsi à s'opposer à l'arrivée des ravitaillements et des renforts.

C'est en vain que, sur les ordres de la Sublime-Porte, Dervich-Pacha proclame une amnistie générale pour tous ceux qui déposeront les armes. Les Slaves chrétiens des provinces et principautés voisines viennent grossir les rangs des insurgés, qui forment bientôt une quarantaine de bandes contenant 15,000 à 20,000 hommes, dont environ 2,000 à 3,000 étrangers; des agences s'établissent, près de la frontière de la Dalmatie, pour subvenir aux divers besoins de l'insurrection, qui prend des proportions telles que l'attention des gouvernements européens est bientôt mise en éveil. La redoutable question d'Orient semble être posée de nouveau.

Vers le milieu d'août, le mouvement insurrectionnel s'est propagé jusqu'en Bosnie. Le tronçon de chemin de fer de Banjaluka à Dobrinja est coupé près de Novi; les communications télégraphiques sont interceptées. La Sublime-Porte est alors obligée d'augmenter ses troupes de garnison en Bosnie, son corps d'observation sur les frontières de l'Autriche; elle mobilise tout ce dont elle peut disposer dans les autres provinces européennes, et elle embarque ou elle expédie par terre de nouveaux renforts pour faire face aux éventualités. Bientôt, elle retire même ses troupes gardant la frontière de

la Grèce pour les diriger vers Scutari, où Mohamet-Ali-Pacha les réunit dans le but de surveiller le Montenegro. Enfin, plus tard, elle est obligée de prendre aussi des mesures de précaution contre la Serbie, dont l'attitude semble menaçante, et un camp est formé à Nissa sous les ordres d'Achmet-Ekoub-Pacha.

Déjà, les gouvernements de Russie, d'Autriche et d'Allemagne ont fait les démarches nécessaires pour pacifier l'Herzégovine; la France, l'Angleterre et l'Italie se joignent aux trois empires du Nord. Les efforts de la diplomatie doivent échouer devant la volonté qu'a la Sublime-Porte de mettre fin à la lutte par la force, et devant les prétentions des insurgés, qui, du reste, ne peuvent se mettre d'accord pour déterminer d'une façon positive le but qu'ils poursuivent.

Pendant ce temps, grâce aux renforts qu'ils ont reçus, les Turks prennent enfin l'offensive; après quelques combats heureux, ils parviennent à débloquer Trebinje, le 29.

Dans les premiers jours de septembre, les Herzégoviniens forment trois groupes principaux : l'un, près de Trebinje; le deuxième, entre Mostar, Gasko et Stolatz; le troisième, entre Vichegrad et Novi-Bazar. Au premier, dont on peut considérer, jusqu'à un certain point, Linibratich comme le chef, est opposé Nedjib-Pacha; contre le deuxième, lutte Selim-Pacha; contre le troisième, que commande Zarko, opère Hussein-Pacha. Les forces totales sont à peu près égales de part et d'autre. Les Turks ont l'avantage de trouver des points d'appui dans les forts dont ils disposent. Les insurgés ont pour eux la facilité du ravitaillement. C'est alors que les dissensions intestines, provenant de visées politiques différentes, se manifestent entre les différents commandants des bandes, et rendent encore plus sensibles les inconvénients résultant de l'absence d'un chef supérieur et du manque d'un plan d'opérations.

Vers la fin de septembre et le commencement d'octobre, les Turks parviennent à réoccuper presque tous les points dont s'étaient emparés les Herzégoviniens, à ravitailler ceux qui étaient bloqués, et à refouler, enfin, les insurgés jusque dans leurs montagnes. Toutefois, comme ces derniers avaient évité avec soin tous les engagements en rase campagne, leurs pertes avaient été relativement faibles quand l'arrivée de l'hiver amena une suspension forcée des hostilités.

Quelques escarmouches ont encore lieu en novembre et en décembre. Enfin, quand l'année 1875 finit, la place de Nischije seule est encore sérieusement bloquée par les Herzégoviniens, qui se sont retirés sur les hauteurs dans toute la province; de temps en temps, ils en descendent pour se ravitailler, et ils tiennent ainsi en alerte les troupes turques qui leur sont opposées. Ils n'ont pas réussi dans



les opérations qu'ils ont entreprises, il est vrai, mais il n'en est pas moins certain qu'il tiennent en échec l'empire ottoman.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, les trois empires de Russie, d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne cherchèrent à entraver la propagation du mouvement insurrectionnel, afin d'éviter que la question d'Orient fût posée à nouveau. Ils agirent auprès de la Serbie, du Montenegro et de la Roumanie, dans le but de les maintenir dans leur neutralité. Une mission, composée des consuls de ces trois Etats, auxquels se joignirent ceux de France, d'Angleterre et d'Italie, fut chargée de parcourir les Etats insurgés, dans le courant du mois de septembre, mais elle ne put obtenir aucun résultat avantageux au rétablissement de la paix.

Dans le mois d'octobre, il sembla presque définitivement certain que la Serbie et le Montenegro ne prendraient pas part à la lutte. Les opérations militaires paraissaient, du reste, être à l'avantage de la Turquie. Mais c'est alors que le gouvernement de la Sublime-Porte prit une mesure financière désastreuse, qui devait avoir les plus fâcheuses conséquences; il informa ses créanciers qu'il avait décidé de ne plus les payer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1876, et pendant une période de quinze ans, que moitié en espèces et moitié en obligations du Trésor portant intérêt à 5 p. 100. Cependant, presque au même moment, le gouvernement ottoman prescrivait un ensemble de mesures administratives qui répondaient à peu près aux prétentions des insurgés et aux observations que lui avaient faites les représentants des trois empires de Russie, d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne.

Enfin, dans les derniers jours de l'année 1875, ces trois Etats tombaient d'accord pour la rédaction d'un document diplomatique que l'on a appelé la note Andrassy, du nom du chef du cabinet austro-hongrois, et que leurs représentants à Constantinople devaient présenter à la Sublime-Porte dans le mois de janvier 1876, avec l'assentiment et l'appui des représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Italie.

Cette démarche collective fut faite à la fin du mois de janvier, et il sembla un instant que la question d'Orient, considérée jusqu'alors comme une source perpétuelle de conflits européens, allait entrer dans une nouvelle phase. Le gouvernement ottoman donna son adhésion à l'esprit de cette note qui consacrait, en quelque sorte, les principes du traité de 1856, et leur donnait même une certaine extension, car il paraissait accepter l'intervention de l'Europe, et l'admettre à contrôler et à garantir les réformes destinées à calmer l'effervescence présente et à en éviter le retour. Mais, déjà, le 12 décembre 1875, un iradeh du sultan Abdul-Aziz a décrété l'exécution d'une série de réformes destinées à donner satisfaction aux popula-



tions non musulmanes de l'empire ottoman, et à devancer les exigences des puissances garantes du traité de 1856.

Quand commence l'année 1876, l'hiver ayant forcément interrompu les opérations militaires, et les négociations diplomatiques paraissant être en bonne voie, on peut espérer que l'insurrection est sur le point de disparaître, mais cette illusion doit être de courte durée.

En effet, dans les premiers jours de mars, le général Rodich, gouverneur général de la Dalmatie et commandant en chef des troupes autrichiennes qui gardent la frontière austro-turque, communique aux chefs des insurgés, réunis à Castelnovo, les documents divers indiquant les mesures administratives qui viennent d'être adoptées en faveur des chrétiens de la Turquie d'Europe. Mais les populations révoltées ont alors d'autres prétentions. Elles demandent que la Bosnie et l'Herzégovine soient évacuées par les Turks, sauf six places fortes dans lesquelles ceux-ci tiendront garnison, que les chrétiens soient autorisés à porter des armes tant que les musulmans porteront les leurs, que des commissaires européens soient chargés d'assister à la répartition des approvisionnements envoyés par la Turquie et à en contrôler l'emploi, enfin que les délégués des provinces soient autorisés à discuter avec les autorités ottomanes les mesures à prendre pour l'application des réformes énoncées dans la note Andrassy. C'est donc l'autonomie pure et simple que réclament les habitants chrétiens de la Bosnie et de l'Herzégovine, ainsi que des garanties d'exécution, c'est-à-dire qu'ils mettent à la fin de l'insurrection deux conditions que la Sublime-Porte ne veut même pas discuter.

Les hostilités recommencent. La place de Nischje est bloquée par les insurgés. Les Turks cherchent à la ravitailler. Le Montenegro est accusé par eux de s'opposer à cette opération, et peu s'en faut que la guerre n'éclate entre la principauté et l'empire ottoman; mais ce danger est pour le moment éliminé, car vers la fin d'avril les Turks sont enfin parvenus à ravitailler Nischje.

C'est alors que d'autres événements d'une gravité exceptionnelle viennent tout à coup compliquer la situation, et mettre définitivement en péril la paix européenne.

Le refus des insurgés de souscrire aux conditions que leur imposent les Turks, et la force d'inertie qu'opposent ceux-ci aux observations qui leur ont été faites par les Etats européens, amènent les trois empires de Russie, d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne, à tenter un nouvel effort plus énergique dans le but d'obtenir une solution pacifique.

Mais, dans les premiers jours de mai, la surexcitation des musulmans aboutit à l'assassinat du consul allemand et du consul français à

Salonique; immédiatement toutes les puissances européennes prennent les mesures de précaution nécessaires pour sauvegarder les intérêts de ceux de leurs nationaux qui résident sur le territoire de l'empire ottoman, et, vers la fin du mois de juin, les flottes qu'elles ont envoyées à cet effet dans la mer de l'Archipel ne comptent pas moins de 50 bâtiments, presque tous cuirassés, armés de près de 400 canons de gros calibre, et portant environ 13,000 hommes d'équipage; la flotte anglaise contient à elle seule 22 bâtiments avec 150 canons et 5,400 hommes; elle mouille dans la baie de Besika, sur la côte asiatique, près de l'entrée du détroit des Dardanelles.

En outre, la prolongation de l'insurrection herzégovinienne semblait indiquer que la Sublime-Porte n'a pas assez de force pour en triompher seule, mais que certaines sympathies vivaces lui ont été témoignées en Europe, d'autres parties de l'empire ottoman croient le moment venu de secouer le joug et de prétendre aussi à l'indépendance.

En même temps donc que les Herzégoviniens recommencent avec une nouvelle énergie la lutte interrompue par la mauvaise saison, les Bosniens adhèrent de plus en plus au mouvement et la Bulgarie se soulève.

La population gréco-slave de la Bulgarie peut être évaluée à plus de 4,000,000 de chrétiens; elle occupe le vaste triangle limité par le Danube, depuis la Porte-de-Fer jusqu'à son embouchure, par la mer Noire et par la chaîne de l'Emineh-Dagh. Ce pays est naturellement très-riche et très-fertile. Les Bulgares ont su en tirer le meilleur parti possible, étant données les difficultés de toutes sortes au milieu desquelles ils vivent. L'instruction y a pris un très-grand développement, et la civilisation y a fait de bien plus rapides progrès que dans n'importe quelle autre province de l'empire ottoman. Le soulèvement de cette contrée était donc un véritable malheur pour cet empire, qu'il allait peut-être priver d'une de ses principales sources de revenus publics. Il constituait, en outre, un danger réel, tant à cause de l'importance numérique de la population insurgée qu'à cause de sa proximité par rapport à la capitale impériale. C'est dans ces raisons, ainsi que dans le besoin absolu d'enrayer la rébellion par un exemple redoutable, que l'on peut chercher les seules excuses aux cruautés auxquelles la Sublime-Porte eut recours, et qui excitèrent en Europe un sentiment unanime de réprobation. Il faut encore ajouter qu'à cette époque l'attitude de la Roumanie, de la Serbie, du Montenegro, de la Grèce et de la Crète même, devenait ou semblait devenir chaque jour de plus en plus menaçante.

La situation s'aggravait donc sans cesse, lorsqu'une nouvelle complication vint encore s'ajouter aux précédentes. Le 30 mai, une

révolution de palais déposait le sultan Abdul-Aziz, qui mourait peu de jours après d'une façon mystérieuse, et lui donnait comme successeur l'aîné de ses neveux, Mourad V, fils d'Abdul-Medjid, auquel le souverain détrôné avait succédé en 1861. Cet avènement paraissait être le résultat des efforts faits par quelques hommes influents appartenant au parti dit de la jeune Turquie, qui sollicitait l'exécution des réformes promises et considérait le sultan Abdul-Aziz comme le principal obstacle à une prompte et sérieuse réorganisation.

Tout d'abord, on put croire que le changement de souverain allait être suivi d'importantes modifications dans la voie du progrès et des économies : le trésor privé de l'ancien sultan reçut une destination indiquée par les besoins publics ; une amnistie générale et un armistice de six semaines furent proposés aux insurgés.

Mais c'est alors que fut remis au gouvernement ottoman le memorandum dit de Berlin, dont les principaux points étaient les suivants : les vivres, objets et matériaux fournis par la Sublime-Porte, pour assurer la subsistance des insurgés qui accepteraient l'amnistie et pour reconstruire leurs maisons, devaient être réunis à l'avance : la commission indigène mixte, décrétée en principe, devait être chargée de veiller à la distribution des secours et à toute l'opération du rapatriement, avec l'assistance officielle des consuls des grandes puissances européennes ; les troupes turques devaient se concentrer sur certains points du territoire insurgé, afin d'éviter les conflits.

L'Angleterre seule, parmi les puissances signataires du traité de 1856, ne voulut point donner son adhésion à ce nouveau document diplomatique, qui n'avait d'autre but que d'assurer l'exécution de la note Andrassy, à laquelle elle avait souscrit quatre mois auparavant ; d'après elle, il ne constatait pas un accord sérieux des puissances pour en finir avec l'insurrection des sujets chrétiens de la Sublime-Porte. Elle préférait s'en rapporter au traité de 1856, malgré l'atteinte qu'y avait portée la Russie en 1871, ne pas intervenir encore dans les affaires intérieures de l'empire ottoman et attendre les premiers résultats du nouveau régime inauguré par la révolution du 30 mai. Mais il fut bientôt reconnu que Mourad V était faible d'esprit ; les choses allaient donc rester à peu près dans le même état, jusqu'à ce que l'on eut enfin acquis la conviction qu'il était atteint d'une aliénation mentale qui l'empêchait de prendre part aux affaires et qui ne laissait aucun espoir de guérison. Or, c'est le 31 août seulement qu'il fut déposé à son tour et que son frère lui succéda sous le titre d'Abdul-Hamid II. Dans ce laps de temps, la guerre allait prendre une plus vaste extension.

## LUTTE DE LA TURQUIE CONTRE LA SERBIE ET CONTRE LE MONTENEGRO.

L'Empire ottoman compte dans son sein et a autour de presque toutes ses frontières continentales d'Europe, deux races d'habitants, les Slaves et les Grecs, dont le caractère, les mœurs et les croyances sont en complète incompatibilité avec l'esprit, les coutumes et la religion des Turks. De ces deux races, la première est celle qui montre le plus d'antagonisme, le plus d'énergie, de persévérance et de violence dans la revendication de son indépendance ; c'est à elle qu'appartiennent plutôt les populations de la Serbie, de l'Herzégovine et du Montenegro, qui trouvent une grande force dans le panslavisme, tandis que celles de la Grèce et de la Roumanie font plutôt partie de la race grecque ; ces dernières, tout en s'appuyant sur les secours moraux et matériels qui peuvent leur venir de l'extérieur, y ont cependant recours moins souvent, restent plus volontiers dans l'ordre et la légalité, n'exposent presque toujours leurs griefs qu'avec beaucoup plus de modération, et font preuve d'une plus grande patience.

L'histoire nous enseigne qu'à l'époque de la féodalité, un puissant royaume serbo-slave tenait en échec l'empire grec peu de temps avant l'entrée des Turks en Europe. Elle nous montre encore aujourd'hui des populations plus ou moins soumises à l'Empire ottoman, qui luttent pour la reconstitution de cette monarchie, détruite depuis près de cinq siècles, c'est-à-dire pour ce que quelques-uns de leurs chefs appellent la grande idée. Mais l'établissement d'un empire slave ne peut se faire qu'au détriment de la Turquie, et il constituerait un danger pour l'Autriche-Hongrie, sur les éléments slaves de laquelle il pourrait exercer une puissante attraction.

C'est dans cet ordre d'idées que certains des insurgés herzégoviniens et bosniens avaient plusieurs fois adressé, à la Serbie et au Montenegro, de chaleureux appels aux armes.

Mais l'insurrection herzégovinienne avait surpris la première de ces deux principautés à un moment critique : son manque d'industrie, joint aux désastres financiers survenus à Vienne peu d'années auparavant et à une série de récoltes insuffisantes, avait mis le gouvernement serbe dans un cruel embarras ; le ministère hésitait, vivement sollicité d'un côté par les puissances européennes, qui insistaient à Belgrade pour le maintien de la neutralité, et instamment pressé d'un autre côté par les partisans de la lutte contre les Turks. Il ne pouvait, du reste, invoquer de griefs contre l'Empire

ottoman que dans la revendication de Mali-Zvornik et la jonction des chemins de fer de la Turquie avec ceux de la Serbie. En outre, la présence des troupes turques sur les frontières avait surexcité les habitants. Placés dans cette terrible alternative d'une ruine presque complète et d'une révolution intérieure que suscitaient peut-être les prétendants à la couronne, ou d'une lutte inégale avec l'Empire ottoman, le peuple et le gouvernement serbes préférèrent accepter courageusement les chances de celle-ci.

Quant au Montenegro, il avait déjà été menacé plusieurs fois d'une déclaration de guerre par la Turquie depuis le commencement de l'insurrection herzégovinienne; il était entouré de tous les côtés par les troupes ottomanes; comme il aspirait à certaines rectifications de frontières et à l'annexion de quelques parcelles de territoire, le sentiment de la nationalité slave, joint à celui de la haine contre les Turks, devait forcément le porter à tirer parti des embarras de ses ennemis séculaires, dans l'espoir d'obtenir facilement par la force la réalisation de ses vœux.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la Serbie et le Montenegro, poussés par les divers motifs que nous venons d'indiquer sommairement, déclaraient la guerre à l'Empire ottoman, violant au même degré les traités et les égards qu'ils devaient aux puissances européennes, qui avaient jusqu'alors assuré et maintenu l'indépendance des deux principautés.

Presque au moment où le prince de Serbie, Milan Obrenovitch, annonçait au sultan sa résolution d'entrer les armes à la main dans les provinces insurgées pour coopérer à l'établissement d'un ordre de choses favorable aux intérêts communs de l'empire et de la principauté, et où Nicolas, prince de Montenegro, mettait sa petite armée sur pied sous le prétexte de faire respecter sa frontière, le prince Charles de Roumanie déclarait qu'aussi longtemps que les Roumains respecteraient leur neutralité et offriraient à l'Europe le spectacle d'un peuple travaillant en paix aux réformes et améliorations intérieures, les dangers du dehors s'arrêteraient à leurs frontières; d'autre part, tout en faisant des préparatifs de sûreté et en complétant son armement, la Grèce, dont le roi Georges était absent, semblait définitivement garder la neutralité. La lutte allait donc être localisée entre la Turquie, d'un côté, la Serbie et le Montenegro de l'autre côté.

On peut évaluer à 25,000 hommes environ l'effectif des troupes turques qui opéraient en Bosnie, en Herzégovine et en Albanie, lorsque la guerre fut déclarée à la Turquie par la Serbie et par le Montenegro.

Déduction faite des bachi-bouzouks, sipahis et autres soldats irréguliers, les forces turques qui étaient réunies sur les frontières

de ces deux principautés dans les derniers jours du mois de juin 1876, pouvaient être évaluées à 100,000 hommes environ, sous le commandement supérieur du généralissime Abdul-Kerim-Pacha. On comptait environ 20,000 hommes, sous les ordres de Moukhtar-Pacha, dans les environs de Scutari. Mohamet-Ali-Pacha en commandait 20,000, avec 30 canons, près de Sienitza, où il était chargé de tenir la grande route stratégique allant de Bosnie en Bulgarie. Il y avait 40,000 hommes, avec 60 canons, dans le camp de Nissa, sous les ordres de Chefket-Pacha, qui devait prendre Alexinatx et la vallée de la Morava bulgare pour objectif. Enfin, on estimait à 20,000 hommes avec 60 canons le corps d'armée commandé par Osman-Pacha, qui était concentré à Vidin, dans le but de marcher sur Zaitchar, dont la possession permet de prendre à revers les défenses du cours supérieur de la Morava bulgare.

L'infanterie était entièrement armée de fusils des systèmes Martini et Snider; les pièces de l'artillerie étaient du système Krupp.

Enfin, en vue d'une guerre à peu près certaine contre la Serbie, et probable contre la Russie, les troupes ottomanes de la Turquie d'Asie avaient reçu depuis longtemps l'ordre de se tenir prêtes à marcher, soit vers le Danube, soit vers le Caucase.

La situation militaire était loin d'être aussi prospère du côté de la Serbie; l'armée n'avait pas d'officiers subalternes; les officiers supérieurs capables de conduire les masses que la levée des milices allait mettre sous leurs ordres étaient en petit nombre; l'armement était médiocre et insuffisant; les services administratifs n'étaient pas préparés.

Quant au Montenegro, il était prêt à renouveler encore une fois la lutte qu'il soutient depuis quatre siècles contre l'Empire ottoman. Les approvisionnements en armes, en munitions et en vivres avaient été créés en quantité suffisante pour faire face à l'éventualité d'une guerre de plusieurs mois.

C'est le 1<sup>er</sup> juillet 1876 que la Serbie et le Montenegro annonçaient à la Sublime-Porte le commencement des hostilités. Ces deux principautés avaient été vivement sollicitées de conserver leur neutralité, mais leurs gouvernements étaient débordés par les manifestations du sentiment de la nationalité slave et de la religion grecque qui entraînaient les populations.

Vers les derniers jours de juin 1876, la répartition des troupes de la principauté était la suivante :

1<sup>o</sup> Les divisions de la Schoumadia, du Danube et de la Morava bulgare, formant l'armée de la Morava sous les ordres de Tcherniaïeff, s'étaient massées entre Paratjin, Bania et Alexinatx, face à Nissa : l'aile gauche vers Gurgujevatx, l'aile droite vers Statari et menaçant Procoplje.



2<sup>o</sup> La division de l'Ibar, commandée par Zach, avait transporté son quartier général de Tschatschak à Javor, vis-à-vis de Sienitza, menaçant Nova-Varoch par son aile droite, et Novi-Bazar par son aile gauche.

3<sup>o</sup> La division de la Drina, commandée par Ranko-Alimpitch, avait son quartier général à Badovinzi, et surveillait les bords de la Drina, de Zwornick à son confluent dans la Save, avec le gros de ses forces en face de Bjelina.

4<sup>o</sup> La division du Timok, commandée par Lischianine, avait son quartier général à Zaitchar, face à Vidin, la gauche à Negotine, la droite à Viliki-Izvor.

Le quartier général du prince Milan était à Paratjin.

Un général russe, Tchernaeff, était chargé de la direction générale des opérations; bientôt son exemple allait être suivi par un nombre relativement considérable de volontaires de la même nationalité, mais, cependant, en quantité insuffisante pour fournir des cadres à la milice serbe, qui en manquait presque complètement.

La répartition de cette milice en 6 divisions avait été faite au commencement du mois d'avril: elle attribuait à chaque division 3 brigades d'infanterie, chacune à 12 bataillons environ, 1 régiment de cavalerie, 3 ou 4 batteries d'artillerie, 1 bataillon du génie, 1 bataillon de pontonniers et 1 ambulance.

Le premier plan de campagne, élaboré en Serbie, avait été le suivant:

L'armée devait rester sur la défensive à l'est et au sud-est de la principauté, c'est-à-dire sur les bords du Timok et de la Morava.

L'offensive devait être prise à l'ouest et au sud-ouest, vers la Bosnie, que l'on voulait conquérir le plus tôt possible, avec l'espoir d'annexer cette province. Dans ce but, on devait d'abord chercher à s'emparer de la petite place de Sienitza, située sur la grande route allant de Bulgarie en Bosnie. Ce premier résultat atteint, l'armée serbe opérerait sa jonction avec l'armée monténégrine, et, toutes deux réunies, coupaient les communications de l'armée turque de Bosnie avec le reste de l'empire. On pensait que, grâce à cet isolement et à l'action combinée avec les insurgés bosniens et herzégoviniens, on en aurait facilement raison.

Ce premier plan fut abandonné dès que le général Tchernaeff eut été appelé au commandement en chef de l'armée serbe. Il fut décidé alors que l'on renoncerait à la défensive que l'on voulait auparavant garder sur les bords de la Morava, que l'on pousserait une vigoureuse attaque dans la direction de Nissa, de Sofia et de Tatar-Bazardchik, dans la direction de Philippopoli, afin de donner la main à l'insurrection bulgare et de marcher sur la capitale



de l'Empire ottoman. Mais cette insurrection était déjà apaisée au moment où l'armée serbe allait commencer les opérations : déjà des milliers de Bulgares avaient payé de la vie, de la liberté ou de l'honneur leur tentative d'indépendance, et le reste de la population, terrorisé par cette violente répression, était désormais incapable de renouveler, avant longtemps, une pénible tentative. C'était un appui qui allait faire défaut aux Serbes ; car les derrières de l'armée turque, campée autour de Nissa, n'étaient plus menacés.

En résumé, il fut arrêté que l'armée serbe de la Morava se porterait en avant, dans le but de chercher à couper les communications entre Vidin et Nissa, et qu'elle essaierait de tourner cette dernière place pour en menacer et couper les communications avec Constantinople. Pendant ce temps, la division de l'Ibar prendrait également l'offensive, marcherait vers Nova-Varoch, Sienitza et Novi-Bazar, dans le but de joindre l'armée de la Morava sous les murs de Nissa ; la division de la Drina devait, au même jour, traverser la rivière et se porter en avant pour faire sa jonction avec les Bosniens ; enfin, la division du Timok devait rester sur la défensive et se maintenir à tout prix sur la position de Zaïtchar, de façon à couvrir les derrières et à assurer la retraite de l'armée de la Morava contre toute tentative ennemie venant de Vidin. La situation générale de l'armée serbe n'était pas en rapport avec la hardiesse du plan d'opérations qu'avait conçu le général Tcherniaeff : elle n'avait ni l'organisation ni la force nécessaires pour le mettre à exécution et pour le conduire à bonne fin.

Le quartier général des troupes turques, chargées d'opérer contre la Serbie, était à Nissa : le commandement en chef avait été confié à Abdul-Kerim-Pacha, dont le chef d'état-major était Nedjib-Pacha et dont le premier lieutenant était Achmet-Eyoub. Le plan d'opérations de l'armée turque semblait être d'attendre l'attaque des Serbes contre Nissa, puis de marcher en avant par les vallées de la Morava, de l'Ibar et du Timok, pour tourner et cerner la principale armée ennemie au cœur même de la principauté.

Le 2 juillet, au point du jour, l'armée serbe de la Morava se mit en mouvement, traversa la frontière, envahit le territoire ottoman et dirigea plusieurs attaques simultanées contre quelques-unes des positions occupées par les Turks.

Un premier engagement eut lieu au pont de Mramor, sur lequel la route de Procopolje à Nissa franchit la Morava bulgare : ce combat fut indécis, ainsi que ceux que livra l'aile droite. Quant à l'aile gauche, elle prit à l'ennemi la position retranchée de Babina-Glava, traversa la Nissava, prit la redoute d'Ak-Palanka : elle se trouva ainsi maîtresse des communications de Nissa avec Constantinople,

par l'occupation du second point; de plus, elle se rapprochait du foyer de l'insurrection bulgare.

En même temps, Zach dirigeait trois attaques contre Nova-Varoch, Sienitza et Novi-Bazar; mais il ne réussit dans aucune d'elles, ce qui annihila les premiers succès de Tchernaeff.

D'autre part, Ranko-Alimpitch traversait la Drina, entre Badovinzi et Bjelina, sur deux ponts de bateaux qu'il avait fait construire, et dirigeait contre ce dernier point une attaque qu'il ne put pousser plus loin, la nuit étant venue et ses troupes étant très-fatiguées; il faisait, en même temps, enlever le petit village de Raca, au confluent de la Drina et de la Save.

Sur les bord du Timok, les Turks, appuyés par la place de Vidin, avaient, de leur côté, pris l'offensive et enlevé Viliki-Izvor, qui se trouve sur la rive droite du cours d'eau.

L'échec subi par Zach obligea Tchernaeff à modifier sa combinaison primitive, d'autant plus que l'organisation de l'armée serbe laissait beaucoup à désirer. Il rappela les troupes qui se trouvaient sur le territoire ennemi, et il prit forcément une position d'attente. Les Turks mirent à profit ce moment de répit pour se renforcer et se concentrer aux environs de Nissa, avec l'intention manifeste de percer par la vallée de la Morava le système en cordon formé par les troupes serbes.

Le 18, Tchernaeff livra, à Viliki-Izvor, un grand combat à la division turque d'Osman-Pacha, qui mit en ligne 2,000 fantassins du nizam et 18 pièces: il l'attaqua sur sa gauche, combinant son effort avec celui de Lischianine, qui l'assaillait en même temps sur sa droite: les Serbes avaient là 24 bataillons et 42 pièces; ils furent néanmoins repoussés avec de grandes pertes.

Le lendemain, les Turks prirent à leur tour l'offensive dans le haut Timok, Tchernaeff ayant dû abandonner Babina-Glava et Ak-Palanka pour exécuter son opération contre Viliki-Izvor. Ils marchèrent sur Gramada, le premier village serbe sur le chemin de Nissa à Gurgujewatz, par la rive droite du Timok, et sur Pandirola, où le chemin de Pirot à Gurgujewatz coupe la frontière. Ils ne purent se maintenir sur le premier point, et le lendemain ils furent repoussés du second.

Quant à Ranko-Alimpitch, qui ne disposait que de 20,000 hommes pour couvrir une frontière de plus de 100 kilomètres, il ne pouvait sérieusement prendre l'offensive; toutefois, il s'était emparé, le 9 juillet, de Mali-Zvornik, l'enclave de la Turquie sur la rive droite de la Drina; et il avait porté, d'un autre côté, une partie de ses forces devant Bjelina, sur la rive gauche de ce cours d'eau. Le 20, il repoussait une attaque de l'adversaire sur ce dernier point, et, le 21, une autre contre Mali-Zvornik.

Enfin, les Turks ayant porté des forces du côté de Vichegrad, sur la haute Drina, les Serbes, conduits par Zach, avaient pris à nouveau l'offensive vers Javor, le 24 juillet, dans le but de marcher contre Sianitza; mais ce général avait alors renoncé à son commandement, et Tcholak-Ahtisch lui avait succédé.

Le 30 juillet, Abdul-Kerim étant parvenu à opérer la concentration du gros de ses forces entre Nissa et Pirot, avait repris l'offensive vers Gramada et Pandirola, par deux directions convergentes qui devaient, après la prise des positions serbes, conduire son armée à Banja et Luckovo, à la fois; par conséquent, sur les derrières de la position de Deligrad et sur la ligne de retraite de la division du Timok. La première journée ne lui fut point favorable; mais le 1<sup>er</sup> août et les jours suivants, il parvint à repousser l'armée de la Morava, et celle-ci se retirait, le 5, vers Banja, où elle fortifia immédiatement les défilés environnants.

La marche de l'armée turque de Nissa menaçant la retraite de la division serbe du Timok, Lischianine retira celle-ci de Zaïtchar et de Negotine et la dirigea, en grande partie, vers Lukowo, pour se joindre à l'armée de la Morava: le reste se porta vers Shagubitza et Petrowaz, sur la Mlama, pour couvrir la route de Belgrade.

Tcherniaïeff, à la tête des forces réunies du Timok et de la Morava, prit position près de Lukowo, à l'entrée du défilé de Tchistobriditza, par lequel passe la route de Zaïtchar à Paratjin, et où il se disposa à recevoir le choc des Turks.

Quant à l'armée de l'Ibar, affaiblie par les renforts qu'elle avait dû fournir à l'armée de la Morava, elle résista cependant à Dervich-Pacha, sur les hauteurs du Javor, et elle put conserver le gros de ses forces à Ivanitza.

Ces divers mouvements de retraite s'étaient effectués avec peine, car les routes et les chemins étaient encombrés par les habitants du territoire envahi qui se retiraient en Serbie, afin de se soustraire aux coups des bachi-bouzouks.

Vers le 15 août, toute la ligne du Timok était définitivement au pouvoir des Turks, mais ils ne s'étaient encore avancés ni à Kladowa, sur le Danube, ni à Negotin. Le fleuve ne devait, du reste, être le théâtre d'aucun combat, l'Autriche ayant obtenu de la Turquie que les canonnières ne dépasseraient pas l'embouchure du Timok.

A cette date, la division de l'Ibar tenait toujours une partie des monts Janik, Kopavor, Lepematz et Jastrevatz, et venait de résister avec succès au défilé de Jankowa-Clissoura, qui conduit de Prokoplje à Krujevat.

Quant à la division de la Drina, elle continuait toujours à opérer

dans la direction de Tusla et de Zvornik, afin d'isoler les troupes turques qui étaient à Bjelina; elle venait d'obtenir un léger succès à Tceolhak et elle cherchait à se joindre avec Despotovitch. Ce dernier avait été appelé au commandement en chef des Bosniens, avait battu les Turks à Petrowatz, près de la frontière de Dalmatie, et s'avavançait alors dans l'intérieur de la province.

Les difficultés de ravitaillement étant aussi grandes pour les Turks que pour les Serbes, l'invasion ne faisait pas de rapides progrès.

C'est ainsi que les Turks commencèrent, le 20 seulement, une attaque générale contre les fortifications élevées au sud d'Alexinatz et qui barraient la vallée de la Morava. Le 21, le 22, le 23 et le 24, le combat continua avec acharnement pour l'attaque et la défense de cette position, qui constitue la clef de la Serbie, et pour la prise de laquelle les Turks avaient réuni environ 50,000 hommes de troupes régulières.

De leur côté, les Serbes avaient 72 pièces de position. Malgré les efforts réitérés des assaillants, qui parvinrent même, le 22, à lancer quelques obus dans Alexinatz, les Serbes restèrent maîtres du champ de bataille.

En même temps, une partie de l'armée de la Morava faisait un retour offensif vers Gramada et Pandirola, tandis que la division du Timok se rapprochait de Zaïtchar. La première de ces deux actions, dirigée contre le flanc droit des Turks, contribua puissamment à les faire échouer dans leur attaque contre Alexinatz.

N'ayant pu réussir dans leur attaque de front, les généraux turks changèrent leur plan d'opérations et firent passer le gros de leurs forces par le mont Jastrevatz, sur la rive gauche de la Morava; ils parvinrent, le 1<sup>er</sup> septembre, à rejeter les Serbes sur la rive droite; mais, au même moment, la division serbe que Hervatovitch avait portée jusque vers Gramada et Pandirola, descendait dans la plaine de Nissa pour couper la retraite aux Turks, dans le cas où ils continueraient leur mouvement vers Deligrad. Ceux-ci, inquiétés par leurs communications, furent obligés de s'arrêter.

La veille de ce combat, le sultan Mourad V avait été déposé à son tour, après un règne de quatre mois, et avait été remplacé par son frère, Abdul-Hamid II.

Le jour même où l'armée serbe parvenait à repousser les efforts des Turks sur la Morava, le prince Milan, jugeant le moment propice pour obtenir une paix honorable, convoquait les représentants des puissances garantes du traité de 1856 et sollicitait les bons offices de celles-ci pour amener la cessation des hostilités, non-seulement en faveur de la Serbie, mais aussi en faveur du Montenegro. Dès que cette proposition eut été faite, les principales

puissances de l'Europe s'interposèrent en vue d'amener la conclusion d'un armistice; mais la Sublime-Porte avait résolu de n'y consentir qu'après avoir fait précéder la cessation des hostilités de la communication de ses préliminaires de paix. La Russie voulut s'y opposer; ce fut en vain, et la guerre continua jusqu'au 16 septembre. Ce jour-là, la Turquie ayant fait connaître ses conditions, ordonna de son plein gré aux généraux ottomans de suspendre la lutte jusqu'au 25. Elle invita en même temps les gouvernements européens à faire connaître sa décision à la Serbie et au Montenegro, et à leur demander la réciprocité. C'est ce qui fut fait.

Dans son memorandum du 8 septembre, la Sublime-Porte annonçait l'intention de revenir au *statu quo ante bellum* pour le Montenegro. De la Serbie, elle prétendait obtenir de nombreuses satisfactions. Elle émettait le désir de réoccuper les forteresses serbes qu'elle avait abandonnées à la suite du firman de 1867. Elle voulait construire sur le territoire de la principauté un chemin de fer reliant les siens à ceux de l'Autriche et en conserver l'administration. Elle exigeait aussi que ceux de ses propres sujets qui avaient servi dans l'armée serbe lui fussent livrés.

Malgré les pourparlers engagés en vue de suspendre la lutte, les Turks ne continuaient pas moins leur marche sur les deux rives de la Morava; ils essayèrent, le 12 septembre, de jeter un pont entre Alexinatz et Deligrad pour passer sur la rive droite du cours d'eau, mais ils échouèrent et ils durent se contenter des positions qu'ils occupaient sur le mont Jastrewatz, entre la Teplitza, la Morava et l'Ibar.

Peu de jours auparavant, le hattî impérial d'Abdul-Hamid II avait été lu à la Sublime-Porte. Ce document, qui porte la date du 10, déclarait que la crise actuelle dérivait de l'abandon de la loi musulmane. Il donnait donc raison aux adversaires des réformes, c'est-à-dire à leur chef, le grand-vizir Mehemed-Ruchdi, contre le parti des jeunes Turks représentés par Midhat-Pacha, le président du conseil d'État.

Le jour même où le memorandum du gouvernement turk était connu en Serbie, une manifestation intempestive de l'armée serbe faillit faire échouer tous les efforts en faveur de la paix. La première condition de ce memorandum, communiqué, le 14, aux représentants des puissances européennes, était l'investiture du prince de Serbie à Constantinople. Pour bien prouver que cette clause ne saurait être exécutée, et que la principauté était indépendante, l'armée de Tcherniaïeff proclama solennellement le prince Milan roi de Serbie. Il faut reconnaître que le moment était mal choisi pour rendre ainsi public le but évident de la guerre qui avait été entreprise, car rien ne pouvait justifier cette prétention au point de vue militaire, et

elle pouvait fortement compromettre les tentatives faites par la diplomatie pour amener la conclusion d'un armistice.

Dans son memorandum du 14 septembre, la Sublime-Porte, après avoir exposé les conditions qu'elle mettait à la paix, s'était déclarée prête à donner aux gouvernements européens une preuve de sa confiance et de sa haute estime, en acceptant d'avance les solutions qu'ils lui communiqueraient. L'action diplomatique s'engagea sur cette promesse, et elle aboutit à des propositions de paix considérées comme équitables, et qui devaient avoir comme point de départ la conclusion d'un armistice. Mais, d'une part, la Turquie ne consentit qu'à prolonger la suspension du 25 septembre au 2 octobre, ce que n'accepta pas la Serbie, et les hostilités recommencèrent. D'autre part, le gouvernement ottoman déclina les offres de l'Europe qui réclamait l'autonomie administrative des provinces des Balkans, en déclarant qu'il avait le projet d'étendre ses réformes à tout l'empire, et qu'il n'y avait donc pas lieu de prendre des engagements spéciaux envers les populations chrétiennes. C'est alors qu'eut lieu un échange actif de correspondances entre l'empereur de Russie et l'empereur d'Autriche, tendant à une action combinée pour l'occupation de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie, idée qui n'était, du reste, que la conséquence du memorandum de Berlin. Cette éventualité devant sans doute amener une conflagration générale, et l'Europe presque tout entière ayant intérêt à ce que la paix ne fût pas troublée, la proposition n'eut pas de suite, et l'on vit surgir l'idée d'une conférence européenne.

Pendant les derniers jours de septembre, à la suite du refus de la Serbie d'accepter le prolongement d'une suspension d'armes durant laquelle les Turks se refusaient même à fixer une ligne de démarcation entre les troupes ennemies, les hostilités recommencèrent. Les principaux combats eurent lieu près de Deligrad, Alexinaatz et Djunis; ils furent très-meurtriers, mais ils n'eurent aucun résultat sérieux. Sur la Drina, la division serbe fut obligée d'abandonner ses positions de la rive gauche, près de Bjelina, et de revenir sur la rive droite. Du côté du Timok, au contraire, les Serbes se rapprochèrent de Zaïtchar.

La réponse évasive faite par la Turquie aux propositions de l'Europe, amena la Russie à proposer aux autres puissances une démarche collective et catégorique, tendant à exiger la conclusion d'un armistice. Les propositions faites séparément par l'Angleterre, la Russie et l'Autriche avaient, en effet, contenu des divergences que la Sublime-Porte s'était hâtée de faire ressortir, et sur lesquelles elle s'était, en quelque sorte, appuyée pour les rejeter et leur opposer les siennes.



Quant à la situation militaire, elle s'était peu modifiée. Les Turks étaient toujours en présence des fortifications de Deligrad et d'Alexinaïtz. Ils désiraient s'en emparer avant la conclusion d'un armistice et avant l'arrivée de l'hiver, mais il était peu probable qu'ils y parvinssent, et, d'autre part, les Serbes étaient trop faibles pour essayer de chasser leurs adversaires des points qu'ils occupaient solidement sur le mont Justrevatz. Les deux armées, en face l'une de l'autre, séparées seulement par la Morava, se livraient une série de combats sans importance.

C'est sur ces entrefaites que la Turquie proposa un armistice de six mois, en demandant qu'une zone neutre fût tracée entre les armées en présence par les attachés militaires des puissances accréditées à Constantinople, et que, pendant toute la durée de la suspension des hostilités, il fût sursis au mouvement des volontaires étrangers qui venaient incessamment grossir les rangs de l'armée serbe. A cette proposition, la Russie répondit, le 14 octobre, par une note circulaire quelque peu comminatoire, dans laquelle elle émettait l'avis qu'un armistice de six mois était trop long pour régler les questions en litige, qu'il tiendrait en suspens les intérêts commerciaux et industriels de l'Europe, déjà compromis depuis plusieurs mois, et elle terminait en demandant la conclusion d'un armistice de quatre à six semaines. L'impression produite en Europe par cette déclaration fut profonde, et l'opinion générale fut que l'Orient allait être bientôt le théâtre d'une lutte entre la Russie et la Turquie.

Cette crainte paraissait d'autant plus justifiée que le gouvernement moscovite était sur le point de faire un emprunt de 200 millions de roubles, que la Roumanie venait de mobiliser son armée, et que les administrations de ses chemins de fer étaient sur le point de conclure avec la Russie une convention relative au transport des troupes. Enfin, la Grèce elle-même, qui jusque-là était restée spectatrice passive de la guerre entre ses coreligionnaires et les Turks, se trouvait également entraînée par le courant belliqueux.

Tant qu'elle se croyait soutenue par l'Angleterre, la Turquie pouvait résister aux propositions de la Russie ; mais sir Elliot, ambassadeur anglais, ayant officiellement prévenu la Sublime-Porte que l'appui moral et matériel de la Grande-Bretagne ne pouvait lui être assuré, en présence de l'entente des puissances européennes sur la demande d'un armistice d'un mois faite par la Russie, cette dernière puissance ayant, en outre, envoyé son ultimatum le 30 octobre, après la prise de Djunis et de Krujevatz par l'armée ottomane, le sultan consentit enfin, le 2 novembre, à ce que l'on exigeait de son gouvernement, c'est-à-dire à la conclusion d'un armistice et à la réunion d'une conférence européenne qui serait chargée de résoudre pacifiquement les questions en litige.



L'armistice devait durer jusqu'au 28 décembre, et être prolongé s'il était nécessaire; il s'étendait à la Serbie et au Montenegro.

Les hostilités entre cette dernière principauté et les Turks avaient été une succession de succès et de revers également partagés. Sauf quelques coups de main hardiment tentés par les Monténégrins, de concert avec les insurgés qui opéraient dans les environs, le système d'opérations de la petite armée du prince Nicolas avait surtout consisté dans la défensive sur certaines positions habilement choisies. C'est là que les Turks venaient les attaquer; reçus par une vive fusillade, au moment où ils gravissaient des pentes souvent très-escarpées, fatigués et dispersés par ce mouvement d'ascension, ils étaient obligés de s'arrêter, puis de revenir à leur point de départ, poursuivis par les Monténégrins qui se jetaient intrépidement au milieu d'eux, et en faisaient un tel massacre que les pertes subies par les Turks furent, dit-on, de 12,000 hommes tués ou blessés, tandis que celles des Monténégrins ne dépassèrent pas 2,000 hommes tués ou blessés; quant aux prisonniers, on n'en faisait pas dans cette lutte acharnée. Seul, le général Osman-Pacha fut amené à Cettinje, comme un vivant témoignage des succès remportés par les Monténégrins.

La tactique des adversaires de la Turquie consistait encore, tant en Herzégovine qu'en Albanie, à bloquer les principales forteresses ottomanes; c'est donc surtout autour de Nischije, de Kolachine, de Spuz, de Medun et de Podgoritza que se livrèrent les principaux combats. Les troupes turques étaient commandées en Herzégovine par Moukhtar-Pacha et en Albanie par Dervich-Pacha. Tous deux éprouvèrent les plus grandes difficultés à rompre le blocus des places fait par les Monténégrins, et à pouvoir combiner leurs efforts en s'appuyant sur les places de Nischije et de Spuz qui étranglent la principauté vers son milieu, la première au nord, la seconde au sud. C'est donc dans les environs de ces deux places qu'eurent lieu les plus importants combats. La principale armée monténégrine occupait, vers Gahova et Cettinje, une position centrale d'où elle se portait successivement vers celui des deux points qui lui paraissait le plus menacé.

Néanmoins, vers le milieu du mois de septembre, les armées turques de l'Herzégovine et d'Albanie ayant reçu des renforts considérables, avaient pris définitivement une offensive énergique et envahi le territoire de la principauté. C'est alors qu'un armistice vint arrêter les hostilités. Cette suspension d'armes ne fut point respectée, et la lutte recommença avec cette violente ardeur de deux peuples entre lesquels les antipathies de race et de religion atteignent des proportions dont les nations civilisées peuvent difficilement se faire une idée exacte.

Enfin, la lutte fut définitivement arrêtée après l'acceptation, par la Turquie, de l'ultimatum envoyé par la Russie. On était alors dans les premiers jours de novembre et à la veille d'une action décisive; car Moukhtar-Pacha avait pris pied sur le territoire du Montenegro et il occupait, avec le gros de ses forces, une forte position près de Grahova, en face de laquelle le prince Nicolas avait réuni tous les bataillons dont il pouvait disposer.

Au moment où l'armistice fut conclu, la situation militaire du Montenegro était encore bonne. Celle de la Serbie était aussi déplorable que possible : son territoire était envahi et sa capitale menacée; l'effort fait par les miliciens ne pouvait être poussé plus loin; les frontières avaient été ravagées par les bachi-bouzouks et par les sipahis; les pertes avaient été considérables, surtout si l'on tient compte de ce que la Turquie ayant refusé de reconnaître les Serbes comme belligérants, les soldats ottomans ne faisaient pas de quartier à ceux de leurs ennemis dont ils s'emparaient; la misère était grande, malgré les efforts faits en Russie pour y remédier; les munitions et les approvisionnements manquaient, bien que la Serbie en reçût constamment de Russie; enfin, les troupes serbes étaient découragées, démoralisées et incapables de continuer la lutte, que soutenaient seuls les volontaires russes. La paix était donc devenue absolument nécessaire pour la Serbie, et c'est dans cette conviction que le czar Alexandre avait envoyé au sultan Abdul-Hamid, le 30 octobre, un ultimatum qui devait être accepté dans quarante-huit heures, sous la menace de l'entrée immédiate de l'armée russe en campagne.

Les conditions de cet ultimatum étaient celles qui avaient déjà été présentées par le général Ignatieff, ambassadeur russe, au nom de son gouvernement, le 20 octobre. Elles étaient les suivantes : la conclusion d'un armistice de six semaines; la concession de l'autonomie administrative aux provinces de Bosnie, d'Herzégovine et de Bulgarie; l'admission du contrôle européen pour le fonctionnement de cette nouvelle institution; enfin, la réunion d'une conférence européenne en dehors de la Turquie, pour la rédaction, en commun, d'un protocole dans lequel seraient exprimées les garanties pour l'avenir. C'était à peu près la reproduction des propositions faites par l'Angleterre.

La Sublime-Porte accéda à ces conditions; un armistice fut conclu jusqu'au 28 décembre et une commission de délimitation, formée de commissaires européens, fut chargée d'arrêter la ligne de séparation entre les troupes turques et leurs adversaires, tant sur les frontières de Serbie que sur celles du Montenegro.

Les armes étaient donc enfin déposées et la diplomatie allait mettre tout en œuvre pour terminer le litige autrement que par la force.

Au moment où les pourparlers, pour la réunion de la conférence, étaient engagés avec activité entre les gouvernements européens, le premier ministre d'Angleterre, lord Beaconsfield, déclarait, au banquet de Guildhall, que l'Angleterre ne redoutait pas la guerre et que si on la forçait à sortir de sa ligne politique, elle engagerait contre ses ennemis une lutte terrible, dans laquelle elle ne tiendrait compte d'aucun sacrifice; et, le lendemain, le czar Alexandre, revenant de Livadia à Tsarkoé-Selo, annonçait, en passant par Moscou, à la noblesse et au conseil municipal de cette ville, qu'il était prêt à en appeler à la force des armes si, dans la conférence qui se préparait, les chrétiens de l'Empire ottoman n'obtenaient pas les garanties réclamées en leur faveur. Tels étaient les belliqueux auspices sous lesquels la diplomatie allait jouer le rôle principal dans cette grave question d'Orient.

Mais, avant d'étudier son action, il est essentiel de résumer brièvement les opérations militaires dont les frontières de Serbie et de Montenegro venaient d'être le théâtre pendant trois mois.

Il est certain qu'au milieu des difficultés sans nombre que rencontre la conduite d'une armée en campagne, telle que l'est l'armée turque, c'est-à-dire aussi mal administrée que possible, opérant, en outre, dans un terrain très-accidenté et n'ayant que de mauvais chemins à sa disposition, cette armée avait agi avec plus d'habileté que ses ennemis. Si les généraux qui avaient eu à lutter contre l'insurrection herzégovinienne, avaient montré autant de décision que ceux qui combattirent le Montenegro et la Serbie, la guerre ne se serait pas aussi longtemps prolongée. En particulier, il faut citer la combinaison des efforts pour isoler et cerner l'armée serbe de la Morava. C'était là, évidemment, qu'il fallait produire le principal effort. Cette nécessité fut comprise par l'état-major turk, et il y mit une telle activité qu'il obtint rapidement un succès considérable. On ne peut mettre en doute que si l'armistice ne fût venu arrêter subitement la marche des Turks, ils atteignaient bientôt Belgrade sans difficulté, et presque sans avoir à livrer de nouveaux combats de quelque importance.

---

## LA RUSSIE.

## ESQUISSE HISTORIQUE.

Les peuples de l'antiquité ne connaissaient qu'imparfaitement la partie de l'Europe qui forme aujourd'hui l'empire de Russie. Ils savaient que les Sarmates et les Scythes occupaient les contrées qui en sont maintenant les provinces méridionales, et étaient répandus sur les côtes du Pont-Euxin; mais ils n'avaient aucune notion ni sur les Slaves, qui habitaient les plaines situées au nord et à l'est de la Vistule et du Dnieper, ni sur les Finnois, qui vivaient dans les terrains boisés et marécageux situés entre la mer Baltique et l'Océan Glacial.

Dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, ces vastes contrées furent successivement envahies par des peuplades venant du nord et de l'est, telles que les Goths et les Huns, dont quelques tribus, désignées sous le nom de Russes, s'établirent dans le pays et fondèrent les villes de Kiev et de Novogorod.

Au ix<sup>e</sup> siècle, les Normands conquièrent presque tout le territoire occupé par les Russes et créèrent le grand-duché de Russie sous leur chef Rurik, presque au même moment où le christianisme s'introduisait, sous l'influence des empereurs d'Orient, parmi ces populations barbares et idolâtres. La ville de Kiev fut la première capitale de cette principauté, à l'origine de laquelle remonte l'histoire de la monarchie russe, et qui doit être considérée comme le berceau de celle-ci.

Dans les xi<sup>e</sup>, xii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> siècles, le grand-duché de Russie se morcela, par suite de l'application du système féodal qui multipliait les apanages et les fiefs, en un grand nombre de petits Etats, entre lesquels éclataient de continuelles guerres civiles dont le résultat immédiat fut de rendre plus facile l'invasion des Mongols. A partir du milieu du xiii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup>, le siège du gouvernement fut transféré à Vladimir, puis à Moscou, et le prince ne fut plus que le vassal des Tartares. Du reste, le grand-duché était attaqué en même temps par les rois de Suède et de Pologne, qui lui enlevaient aussi une partie de ses possessions.

Le joug des Tartares pesa sur les Russes jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle : alors, enfin, les efforts du prince et du peuple parvinrent à repousser les populations et les tyrans asiatiques, et à reconquérir leur indépendance en même temps qu'à reprendre aux Suédois et aux Polonais les provinces dont ils s'étaient emparés.

Mais, la fin de la dynastie de Rurik ayant été l'occasion de nombreuses compétitions et de luttes intestines, il sembla un instant que le grand-duché de Russie allait disparaître sous les coups multipliés de ses voisins du nord, de l'ouest et de l'est.

Enfin, la famille des Romanov parvint à rester maîtresse du pouvoir souverain : les guerres civiles s'apaisèrent, les ennemis de l'extérieur se montrèrent moins entreprenants; non-seulement les possessions perdues furent recouvrées, mais de nouvelles conquêtes furent faites, et dès lors commença une ère de prospérité qui ne devait plus rencontrer, jusqu'à nos jours, que de bien légers insuccès et de faibles obstacles.

La Russie n'avait, toutefois, eu jusque-là qu'une existence essentiellement asiatique. Pierre I<sup>er</sup> étant monté sur le trône en 1680, et ayant pris bientôt le titre d'empereur, la nouvelle monarchie commença immédiatement à manifester ses tendances à devenir une puissance européenne et à intervenir dans les affaires de la politique occidentale. C'est dans ce but même que fut fondée la ville de Saint-Pétersbourg, qui devint la capitale du jeune empire. Les forces militaires et maritimes ayant été réorganisées d'après les principes en usage dans les nations civilisées de cette époque, le czar fut à même d'attaquer bientôt ses voisins. La Suède, la Pologne et la Porte furent amoindries. Les limites de la monarchie furent reculées peu à peu jusqu'à la Baltique, jusqu'à la mer Caspienne et jusqu'à la mer Noire, mais avec plus de difficulté, cependant, de ce côté, en raison de l'opiniâtre et souvent victorieuse résistance apportée par l'empire ottoman.

Les projets de Pierre le Grand devinrent ceux de ses successeurs, et chaque jour l'influence de l'empire moscovite se fit sentir de plus en plus dans l'Europe méridionale et occidentale. La Courlande, la Lithuanie, la Podolie, la Volhynie, la Tartarie, le Caucase vinrent s'ajouter aux possessions antérieures, tant par la force que par l'habileté politique, tant par des luttes incessantes contre les nations voisines que par le démembrement de quelques-unes d'entre elles.

Mais il faut à la Russie une mer dont elle possède les côtes en souveraine maîtresse, pour donner une grande extension à son commerce et à son industrie. La mer Baltique, l'Océan Glacial et la mer Caspienne ne lui offrant ni l'une ni l'autre les conditions qu'elle recherche, c'est vers la mer Noire qu'elle tourna ses regards, et, surtout, vers cette ville de Constantinople, que les czars considèrent comme la clef de leur maison. Bientôt elle atteignit le Caucase, Azov, la Crimée, les bouches du Bug et du Dniester, tandis qu'elle s'étendait en Sibérie.

Au commencement de notre siècle, la domination russe était déjà

solidement établie sur la Géorgie, sur la côte occidentale de la mer Caspienne, sur la Bessarabie : la Finlande et le grand-duché de Varsovie, qui prit le titre de royaume de Pologne, étaient aussi annexés à l'empire moscovite.

La marche vers le but final se faisait donc à grands pas. En 1828, il était bien près d'être atteint, quand l'Europe imposa sa médiation entre le sultan et le czar. Celui-ci avait néanmoins obtenu la création du royaume de Grèce et l'indépendance des provinces chrétiennes du Danube aux dépens de la Turquie, presque au moment où il anéantissait, d'autre part, l'autonomie polonaise : il avait fait de la mer Noire un lac russe, et, peu de temps après, il plaçait, en quelque sorte, l'empire ottoman sous sa protection, par le traité d'Unkiar-Skelessi. Continuant, en outre, ses progrès en Asie, il s'emparait également de l'Arménie persane.

Telle était la situation respective des deux empires orientaux de l'Europe, lorsque la convention conclue à Londres en 1841 vint la modifier sensiblement à l'avantage de la Turquie. C'était un temps d'arrêt. Voulant le rendre d'aussi courte durée que possible, Nicolas I<sup>er</sup> entreprit, en 1853, une nouvelle lutte contre l'ennemi héréditaire de son empire. Il échoua dans cette entreprise, et la Russie fut contrainte de signer le traité de 1856, dont nous avons déjà donné les principales clauses.

Après cet échec, l'empire russe s'est recueilli. Il a transformé son système politique et militaire; il a développé son commerce et son industrie; il a multiplié ses voies de communication; il a prospéré. En 1871, son gouvernement est parvenu, pendant la guerre franco-allemande, à faire annuler les clauses du traité de Paris relatives à la mer Noire. En 1873, il a fait conduire, contre le khan de Khiva, une expédition heureuse, qui a étendu sa domination au sud de la mer d'Aral et qui lui ouvre la route des Indes. Aujourd'hui, après vingt ans de repos et de réorganisation, le voici qui prend les armes à nouveau contre l'empire ottoman, pour améliorer la position des chrétiens qui en sont les sujets.

#### ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE.

Dans l'esquisse sommaire que nous allons faire de la géographie de la Russie, nous nous bornerons à l'indication de ses limites naturelles et artificielles, à la statistique de sa population, à l'étude de ses principales voies de communication et à l'examen spécial de la partie de sa frontière méridionale qui s'étend depuis les sources du Pruth, en Europe, jusqu'à l'embouchure du Kour, en Asie.

L'empire russe s'étend sur une longueur de 1400 myriamètres,



du 15° degré de longitude est au 130° degré de longitude ouest, et sur une hauteur de 570 myriamètres, du 81° au 39° degré de latitude nord ; il appartient à la fois à l'Europe, à l'Asie et à l'Amérique. Il couvre la dixième partie de la surface terrestre.

Ses frontières sont les suivantes :

Sa frontière septentrionale est formée par la côte de l'océan Glacial arctique, depuis le cap Nord en Europe jusqu'au delà du détroit de Behring, qui le sépare de ses possessions américaines, par lesquelles il est limitrophe des Etats-Unis.

Sa frontière occidentale coupe l'isthme de la Laponie, depuis le cap Nord, sur l'océan Glacial arctique, jusqu'à Tornéa, où elle atteint la côte de la mer Baltique. Elle est ensuite formée par le littoral de cette mer, jusque près des bouches du Niémen. Elle devient alors continentale et presque entièrement artificielle : elle coupe le Niémen entre Tilsit et Kovno, et elle forme un arc de cercle concave pour aller couper la Vistule un peu en amont de Thorn ; elle décrit alors un immense arc de cercle convexe, formé par la limite de l'ancien royaume de Pologne, et qui s'enfonce comme un coin dans les possessions de l'empire d'Allemagne et de l'empire d'Autriche ; elle atteint de nouveau la Vistule au nord de Cracovie et elle la suit jusqu'à son confluent avec la San : de ce point jusqu'à Chotin, sur le Dniester, elle forme encore un arc de cercle concave, qui entoure la province autrichienne de Gallicie. A l'ouest, la Russie est donc limitrophe de la Norvège et de la Suède, de l'Allemagne et de l'Autriche.

La frontière méridionale commence à Chotin, et nous avons déjà décrit, à propos de la Roumanie, la partie de son parcours qui s'étend jusqu'à Akerman ; elle est alors formée par la côte de la mer Noire, jusqu'au fort Saint-Nicolas, qui se trouve en Asie, dans le Transcaucase, entre Poti et Batoum.

Voici quelques détails militaires et maritimes sur la section de cette frontière comprise entre Akerman et le fort Saint-Nicolas.

La ville d'Akerman est à l'embouchure du Dniester : elle n'est que faiblement fortifiée ; en face, sur la rive gauche du fleuve, se trouvent le port et la forteresse d'Ovidiopol. Odessa est entre les bouches du Dniester et du Dnieper : c'est une place forte qui contient le port le plus florissant de tout l'empire russe, car il est l'entrepôt du commerce de la mer Noire. A l'embouchure du Bug et du Dnieper, il faut remarquer la baie de Kherson, dont l'entrée est fermée par les forts d'Otchakov et de Kinburn, et au fond de laquelle sont Nikolaïev et Kherson ; le premier de ces deux ports acquiert de jour en jour une plus grande importance militaire. Vient ensuite la presqu'île de Crimée, entre les bouches du Dnieper et celles du Don, avec le golfe et le fort de Perekop qui défend le passage par

l'isthme, avec le port d'Eupatoria, le Vieux-Fort près duquel nous débarquâmes en 1854, le port et la forteresse de Sébastopol, le port de Balaklava, le port et la forteresse de Kertch, près du détroit d'Ienikaleh, les deux forts d'Arabat et de Genitchi, qui défendent les deux extrémités de la flèche d'Arabat. A ce dernier point commence la côte de la mer d'Azov, au fond de laquelle se trouvent les bouches du Don avec le port et la forteresse de Taganrog ; cette côte rejoint celle de la mer Noire près des bouches du Kouban et de la pointe de Taman, qui forme, avec celle de Kertch, le détroit d'Ienikaleh. La partie du littoral de la mer Noire qui s'étend entre Taman et le fort Saint-Nicolas appartient encore à la Russie : elle ne comprend que deux ports, celui d'Anaklia à l'embouchure de l'Ingour, et celui de Poti à l'embouchure du Rion, mais elle est gardée par une ligne de vingt redoutes, disposées à des distances à peu près égales, depuis Taman jusqu'à Ozourgteti, et dont la dernière est le fort Saint-Nicolas.

La frontière méridionale de l'empire russe coupe ensuite l'isthme du Caucase depuis Ozourgteti, sur la mer Noire, jusqu'auprès de Lenkoran, sur la mer Caspienne. La première partie de son tracé est artificielle ; elle coupe le Kour entre Akhaltzich et Ardahan ; puis elle suit le cours de l'Arpa-Tchai, entre Alexandropol et Kars ; elle coupe le cours de l'Aras, entre Erivan et Erzeroum ; elle suit alors la chaîne de l'Ararat, que l'on considère comme le berceau de l'humanité, puisque, suivant la Genèse, c'est là que s'arrêta l'arche de Noë ; elle atteint de nouveau le cours de l'Aras, qu'elle suit presque jusqu'à son confluent avec le Kour ; elle le quitte pour se rejeter brusquement vers le sud et aller atteindre la côte de la mer Caspienne, près du fort d'Astarinsk, de façon à englober toutes les bouches du fleuve et la baie de Khizil-Agatch.

La frontière méridionale suit alors la côte occidentale de la mer Caspienne, dont les principaux ports sont ceux de Bakou, de Derbend et d'Astrakan, et dont les principaux fleuves tributaires sont le Kour, le Terek, le Volga et l'Oural ; elle se continue par la côte septentrionale et orientale de cette mer ; elle se dirige vers la mer d'Aral, puis elle traverse l'Asie ; elle atteint enfin le cours de l'Amour, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans la mer d'Okhotsk.

Au sud de ses vastes possessions asiatiques, l'empire russe est donc voisin de la Turquie, de la Perse, des royaumes qui touchent également aux possessions anglaises et de l'empire de Chine.

La frontière orientale de l'empire russe suit les côtes des mers d'Okhotsk et de Behring, qui font partie de l'océan Pacifique, et elle s'étend jusqu'en Amérique.

Le gouvernement de cet immense empire a la forme d'une monarchie absolue, dont le czar est le chef souverain. En raison des

différences considérables qui existent entre les diverses populations soumises à son autorité, il est seul dépositaire de l'autorité suprême, et il concède, il étend, il diminue ou il enlève les privilèges politiques et sociaux aux peuples de son territoire, suivant qu'il juge nécessaire d'adopter et d'appliquer l'un ou l'autre principe de domination.

La population de l'empire russe est actuellement évaluée à 80,000,000 d'habitants, c'est-à-dire au quart de la population européenne et à la seizième partie de la population du globe. Elle comprend une foule de peuples qui diffèrent entre eux de race, de religion et de langage.

La race slave domine dans la Russie d'Europe : elle comprend les Russes, les Polonais, les Lithuaniens, les Livoniens et les Courlandais; vient ensuite la race finnoise, qui se compose surtout des Finnois, des Esthoniens et des Lapons; puis des Allemands, des Tartares et des Grecs. Dans la Russie d'Asie, on distingue particulièrement les Circassiens, les Mongols, les Kalmouks, les Samoyèdes, etc. On estime généralement qu'il y a à peu près :

55,000,000 à 60,000,000 Russes,  
5,000,000 à 6,000,000 Finnois,  
3,000,000 Tartares,  
3,000,000 Circassiens,  
2,000,000 Juifs,  
5,000,000 à 6,000,000 divers.

La religion grecque non-unie est la principale en Russie, mais presque toutes les religions connues y sont pratiquées; on admet qu'il y a environ :

70,000,000 chrétiens grecs, presque tous Russes;  
2,000,000 catholiques, presque tous Polonais;  
1,500,000 protestants, presque tous Finnois;  
2,000,000 juifs, presque tous à l'ouest et au sud de la Russie;  
3,000,000 musulmans, presque tous Asiatiques;  
1,500,000 idolâtres, presque tous au nord de la Russie.

Enfin, le nombre des langues parlées en Russie est de trente au moins, et elles n'ont souvent aucun point de ressemblance les unes avec les autres. Le langage russe, qui est une dérivation de la langue slave, est employé dans les actes officiels, mais chaque peuplade se sert constamment de son dialecte spécial, et la plupart des personnes instruites font usage de la langue française dans leurs relations quotidiennes.

L'immense étendue de territoire occupée par l'empire russe est on ne peut plus différente d'aspect, de forme, de nature et de production. En général, la partie septentrionale est coupée d'un grand nombre de lacs et de canaux, plate, marécageuse, boisée, peu fertile, déserte, glaciale et presque inhabitable; les habitants y sont encore à l'état sauvage sur beaucoup de points. La partie méridionale contient de hautes montagnes, de grands fleuves navigables; son sol est fertile et même très-riche en produits de toutes sortes; sa population est plus civilisée; l'agriculture, le commerce, l'industrie et les arts y acquièrent chaque jour un développement de plus en plus grand.

C'est en tenant compte de toutes ces différences et de la nécessité d'assurer partout sa domination, que le gouvernement russe a établi son réseau de voies de communication.

Parmi celles-ci les canaux sont rares et de peu d'importance.

Quant aux routes, elles n'ont rien de commun avec celles qui se trouvent dans l'Europe occidentale. Les routes dites impériales sont simplement indiquées par deux fossés et par des poteaux; mais, quand la terre environnante est praticable, on ne suit pas toujours la route et les voitures passent à côté en se guidant seulement d'après les poteaux indicateurs. Quant aux chemins, ils ne sont réellement tracés que dans les endroits difficiles, où on les rend praticables, soit avec des empierrements, soit avec des rondins de bois. Au printemps et en automne, il y a beaucoup de ces routes et de ces chemins qui ont de nombreuses parties de leur parcours impraticables. Comme les transports s'effectuent par trainage sur la neige durcie en hiver, c'est-à-dire pendant neuf mois sur douze pour la plus grande partie de l'empire russe, il en résulte que les routes et les chemins n'ont qu'une importance secondaire. Le jalonnement est seul indispensable, car il fait connaître la direction des principaux centres populeux, commerciaux et industriels.

Le développement des voies ferrées dans l'empire russe s'est surtout accentué dans les dix dernières années; on l'évalue actuellement à 2,000 myriamètres. Mais le gouvernement russe n'a construit ce réseau qu'au point de vue stratégique, sans tenir aucun compte des intérêts commerciaux et industriels. C'est ainsi que l'écartement des voies n'est pas le même que dans les chemins de fer des pays voisins, sans doute afin d'en interdire l'exploitation par les armées étrangères en cas d'invasion du territoire national, en sorte que les wagons russes ne peuvent être employés non plus sur les réseaux des autres pays, inconvénient qui se fait sentir aujourd'hui pour l'emploi de la voie ferrée roumaine. C'est ainsi encore que les lignes ont été tracées sans égard pour les centres populeux, que l'on est obligé maintenant de relier par des embranchements, à travers les

marais et les forêts, sur les crêtes des collines, en dehors des contrées riches et fertiles ; sans aucun souci pour les nécessités du transit ni pour les besoins agricoles, commerciaux et industriels de certaines provinces. Le gouvernement russe voulait renoncer à son système de défense de l'empire par les distances, qui lui avait cependant si bien réussi en 1812 ; il avait pris la résolution de commencer la résistance sur les frontières, et, pour obtenir immédiatement la possibilité d'agir d'après ce nouveau principe, il traça et fit construire ses voies ferrées presque en ligne droite du nord au sud et de l'ouest à l'est.

On peut considérer la voie ferrée de Saint-Pétersbourg à Nijni-Novogorod par Moscou comme servant de base au réseau actuel des chemins de fer russes. De celle-ci partent vers le sud :

1<sup>o</sup> La ligne de Saint-Pétersbourg à Pskov, Dunabourg, Vilna, Byalistok et Varsovie, d'où elle se dirige vers Thorn à l'ouest, vers Cracovie au sud et vers Odessa à l'est ;

2<sup>o</sup> La ligne de Moscou à Varsovie par Smolensk et Minsk ;

3<sup>o</sup> La ligne de Moscou à Koursk et à Kiev, d'où elle va rejoindre celle de Varsovie à Odessa ;

4<sup>o</sup> La ligne de Moscou à Koursk, à Kharkov, d'où elle se bifurque pour aller, en premier lieu, rejoindre celle de Varsovie à Odessa ; en deuxième lieu, sur Nikolaïev ; en troisième lieu, sur Ekaterinoslav et Sébastopol ; en quatrième lieu, sur Taganrog ;

5<sup>o</sup> La ligne de Moscou à Riazan, Riaïsk, Voronije, Tcherkhask, Rostov, Ekaterinograd, Vladikaukas.

Les lignes parallèles à celle de Saint-Pétersbourg à Nijni-Novogorod, qui s'étendent par conséquent de l'ouest à l'est et qui coupent les précédentes, sont celles :

1<sup>o</sup> De Liebau, sur la côte de la Baltique, à Tsaritzin, sur le Volga, par Riga, Dunabourg, Smolensk, Orel et Lipetsk ;

2<sup>o</sup> De Liebau à Vilna, Minsk, d'où elle va rejoindre celle de Koursk à Kiev entre ces deux villes ;

3<sup>o</sup> De Varsovie à Odessa, avec un embranchement de Rovno sur Lemberg, un autre de Vinnitsa sur Lemberg, un autre enfin de Tiraspol sur Iassy par Bender et Kichenev.

Au nord et à l'est de ce réseau se trouvent encore :

1<sup>o</sup> La ligne de Saint-Pétersbourg à Helsingfors par Viborg ;

2<sup>o</sup> La ligne de Moscou à Vologda par Iaroslav ;

3<sup>o</sup> La ligne d'Orenbourg, sur l'Oural, à Riaïsk, d'où elle va rejoindre, par Toulou et Kalouga, la ligne de Moscou à Varsovie, entre Moscou et Smolensk.

Ces dernières lignes sont donc jointes au réseau général. Il n'y en a qu'une qui en soit complètement distincte, c'est celle de Poti, sur la mer Noire, à Tiflis, sur le Kour.

La ligne de Varsovie à Odessa est, dans la partie de son tracé comprise entre cette dernière ville et Vinnitsa, parallèle à la frontière roumano-russe; elle a comme embranchements :

Au nord, la ligne venant de Moscou, par Kiev, à Vinnitsa, et celle qui descend de Moscou, par Kharkov, à Balta;

Au sud, la ligne de Tiraspol, Bender, Kichenév, Iassy, qui va rejoindre le chemin de fer roumain près de Pascani.

Si nous étudions maintenant, au point de vue particulier d'une guerre turko-russe, la partie de la frontière méridionale de la Russie qui s'étend des sources du Pruth à la côte occidentale de la mer Caspienne, nous voyons immédiatement qu'elle constitue trois théâtres d'opérations, dont celui du centre est dans la mer Noire, tandis que les deux échiquiers placés aux ailes sont sur le continent. Dans cette guerre à la fois continentale et maritime, les armées de terre et la flotte joueront donc un rôle également important.

D'après ce que nous avons déjà dit des voies roumaines, de la ligne de défense formée par le Danube et des lignes de chemins de fer russes, il est probable que si les Russes prennent l'offensive de ce côté, ils emploieront l'une des lignes d'opérations suivantes, en prenant pour base d'opérations la partie de la voie ferrée comprise entre Bender et Pascani :

1<sup>o</sup> La ligne de Pascani, Bacan, Tecuci, Barboche, Braila, Buzeu, Ploiesci, Bucharest et Giurgevo, c'est-à-dire la voie ferrée roumaine, qui est bonne, mais qui a le triple inconvénient de ne pas avoir la même largeur que les lignes de chemin de fer russes, de ne pas conduire directement à Bucharest en suivant la grande route menant d'Iassy à cette ville, et de traverser le Sereth, près de son confluent avec le Danube, sur le pont de Barboche, que les Turcs peuvent atteindre de la rive droite du fleuve;

2<sup>o</sup> La grande route de Iassy, Roman, Berlad, Focsiani, Bucharest et Giurgevo, en face de Rouchtchouk, ou Bucharest, Craïova et Kalafat en face de Vidin, qui sera forcément la principale ligne d'opérations pour les troupes, l'unique voie ferrée qui existe pouvant être, au début de la campagne, employée pour quelques troupes d'avant-garde, et ne pouvant plus servir ensuite que pour le transport du matériel;

3<sup>o</sup> La route de Kichenév à Reni et la route de Iassy à Gallati, qui se réunissent dans cette dernière ville avec une autre venant de Berlad et qui n'en forment plus qu'une vers Gallarassi, en face de Silistrie, où celle-ci est interrompue par le Danube;



4<sup>e</sup> La route de Kicheney à Bolgrad et celle d'Akerman à Chilia et Ismail, qui viennent encore se réunir à la précédente ;

5<sup>e</sup> Le Pruth, qui peut être passé à gué dans la partie supérieure de son cours, qui est navigable dans la partie moyenne de son cours, qui possède trois ponts, dont le plus important est celui de Reni, et qui offre aux Russes l'avantage du commandement de la rive gauche sur la rive droite.

De ce qui précède il ressort d'une façon évidente que la situation des Russes est loin d'être avantageuse ; une seule considération la rend moins défavorable, c'est que celle des Turks est encore plus mauvaise. Mais, dans de telles conditions, il est incontestable que les opérations militaires ne peuvent marcher que lentement.

Bien que, vu l'état actuel d'impuissance de l'empire ottoman, la Russie n'ait point à craindre une invasion par la Bessarabie, elle n'en a pas moins fortifié la rive gauche du Dniester, qui forme sa première ligne de défense, pour le cas où cette hypothèse improbable se réaliserait. A vrai dire, les places de Kaminié, Chotin, Bender, Tiraspol et Akerman ne sont rien moins que redoutables ; mais le fleuve est, par lui-même, un obstacle naturel d'une réelle importance : il est large et profond ; sa vallée est fortement encaissée dans la partie supérieure de son cours, tandis que la partie inférieure en est marécageuse et presque impraticable. Toutefois, il présente l'inconvénient, au point de vue de l'armée russe, du commandement, presque continu, de la rive droite sur la rive gauche.

Quant à la partie maritime de la frontière méridionale de l'empire russe, elle s'est considérablement transformée depuis que les clauses du traité de 1856, relatives à la navigation et à la neutralisation de la mer Noire, ont été annulées à Londres, c'est-à-dire depuis 1871. Le port d'Akerman n'est, il est vrai, que faiblement défendu, mais sa situation à l'embouchure du Dniester ne lui donne qu'une importance secondaire. Celui d'Odessa, qui renferme de nombreux établissements militaires et maritimes, est aujourd'hui plus riche qu'il ne l'était avant la guerre de Crimée. Il s'est relevé des ruines qu'y avait faites le bombardement par la flotte anglo-française ; il est maintenant protégé par quatre môles armés de batteries de gros calibre, et chaque jour, depuis le mois de novembre 1876, des milliers d'ouvriers travaillent à en compléter le système défensif. Les fortifications de Sébastopol ont été relevées et son port a été remis dans l'état où il était avant la guerre de Crimée ; mais, en attendant qu'il pût faire revenir sur les conditions de paix qui lui avaient été imposées en 1856, c'est-à-dire depuis cette date jusqu'en 1871, le gouvernement russe avait choisi un autre point du littoral capable de remplacer Sébastopol : il l'avait trouvé à

Nikolaïev, à l'embouchure du Bug, et il avait fortifié ce port de manière à préserver, contre toute tentative de la flotte turque, les arsenaux et les magasins qu'il contient; il en avait fait son principal point d'appui dans la mer Noire, ainsi qu'un refuge certain pour ses navires, grâce aux deux forts de Kinburn et d'Otchakoff, qui barrent l'entrée de la baie de Kherson, et aux travaux exécutés près de cette ville sur le Dnieper. Il en a été de même, à peu près, pour Taganrog, à l'embouchure du Don, au fond du golfe d'Azov, pour Kertch, au détroit d'Ienikaleh, en sorte que l'on peut considérer jusqu'à un certain point les côtes russes de la mer Noire comme étant, dès aujourd'hui, suffisamment protégées contre les tentatives de bombardement et de débarquement des Turks. Il y a encore, cependant, sur ces côtes, et particulièrement depuis le détroit d'Ienikaleh jusqu'à l'embouchure du Rion, une longue étendue du littoral qui ne nous paraît pas être à l'abri des entreprises d'un ennemi audacieux, malgré la multiplication des redoutes qui sont chargées d'y empêcher tout débarquement. Les notions sommaires que nous avons données, ou que nous donnerons, sur les flottes turques et russes, dans la mer Noire, nous montrent que les premières y ont une grande supériorité, et c'est donc sans doute la Turquie qui prendra l'offensive sur ce théâtre d'opérations; elle prendrait alors pour base d'opérations les ports européens de Sozopoli, Burgas, Varna, Baltschik et Kustandche, et les ports asiatiques de Sinope, Trébizonde et Batoum.

Quant au troisième théâtre d'opérations, c'est-à-dire l'isthme du Caucase, il ne peut plus guère être maintenant que le théâtre d'une lutte défensive des Turks et offensive des Russes, tant les premiers y sont devenus faibles et les seconds puissants. La géographie de cette contrée étant peu connue, nous entrerons à son sujet dans quelques détails destinés à permettre d'y suivre plus facilement les opérations militaires.

La frontière turko-russe s'étend de ce côté, depuis le fort Saint-Nicolas, sur la mer Noire, jusqu'au mont Ararat, sur la rive droite de l'Aras. C'est une région très-montagneuse, qui comprend la Géorgie et l'Arménie, et qui forme ce qu'on appelle le Transcaucase. Les chaînes de montagnes y sont très-enchevêtrées et leur ensemble est difficile à saisir; quelques pics y atteignent une altitude de 3,000 à 5,000 mètres; les hauts plateaux y sont nombreux et en général peu fertiles; les vallées, souvent marécageuses et malsaines; les voies de communication, rares et mauvaises, surtout en Turquie.

Laissant de côté le système orographique, dont la description serait longue, confuse et superflue, nous ne nous attacherons qu'à l'étude des cours d'eau.

Comme affluents principaux de la mer Noire, nous n'avons à citer que le Tchorok, qui a son confluent près du port de Batoum, appartenant à la Turquie, et le Rion, qui se termine près de Poti, port russe.

Le principal affluent de la mer Caspienne est le Kour, qui prend sa source en Turquie, passe à Ardahan, forteresse turque qui défend les défilés des monts Ulgars, entre en Russie, passe entre les forts d'Akhalkalaka et d'Akhaltzich, arrose Tiflis et poursuit son cours vers la mer Caspienne; il reçoit, près de son embouchure et sur sa rive droite, l'Aras, qui prend également sa source en Turquie; ce dernier cours d'eau reçoit sur la rive gauche l'Arpa-Tchaï, qui sert, pendant presque tout son cours, de frontière et qui arrose la place d'Alexandropol, pivot des opérations des Russes contre les Turks, et élevée en face de la place turque de Kars, laquelle est située sur le Kars-Tchaï, affluent de droite de l'Arpa-Tchaï. Enfin, près du mont Ararat, c'est-à-dire presque à l'endroit où elle commence à servir de frontière à la Russie et à la Perse, la rivière d'Aras reçoit sur sa rive gauche le Senghy, qui arrose la place russe d'Erivan, et, sur sa rive droite, le Balouk, qui passe près de la place turque de Bayazid.

En dernier lieu, l'Euphrate, qui est un affluent du golfe Persique, a deux de ses sources au sud-ouest du mont Ararat. La plus occidentale se trouve près de la source de l'Aras: elle porte le nom de Frat ou de Kara-Su, et passe à Erzeroum, place forte de premier ordre, qui est le centre de résistance des Turks contre les Russes. Enfin, le Tigre naît au pied du mont Ararat.

Les principales voies de communication, dans cette partie de l'isthme du Caucase, sont les suivantes :

1<sup>o</sup> La route du littoral, joignant les forts qui s'étendent de Taman à Poti, passant à Saint-Nicolas, à Batoum, où elle cesse d'être carrossable, et conduisant ensuite à Trébizonde, Sinope et Constantinople : voie que l'on ne peut pratiquer en pays ennemi, qu'autant que l'armée de terre s'appuierait sur une flotte maîtresse de la mer, car elle forme un défilé constant et elle est barrée par des forts;

2<sup>o</sup> La route de Tiflis à Erzeroum, par Gori, Akhaltzich, Ardahan et Olti, qui est difficile en plusieurs points de son parcours;

3<sup>o</sup> Le chemin médiocre de Tiflis à Erzeroum par Akhalkalaka et Ardahan, où il rejoint la précédente;

4<sup>o</sup> La route de Tiflis à Erzeroum par Alexandropol et Kars, avec embranchement sur Erivan, qui est la principale de toutes;

5<sup>o</sup> Le chemin d'Erivan à Kars;

6<sup>o</sup> Le chemin d'Erivan à Bayazid.

Erzeroum est donc le principal nœud de communications : c'est

donc le but à atteindre pour les Russes ; aussi cette place a-t-elle forcément une très-haute importance stratégique et les Turks y ont-ils multiplié les défenses.

Les divers chemins et routes que nous venons d'indiquer sont reliés, sur les territoires russes et turks, par des voies transversales qui, tout en offrant de sérieuses difficultés sur bien des points de leur parcours, peuvent être utilement employées comme lignes de communication par l'une ou l'autre armée.

En consultant les récits des guerres faites sur le territoire que nous venons de décrire sommairement, on voit que les principales opérations ont toujours eu lieu dans la direction de Tiflis à Erzeroum par Alexandropol et Kars : c'est là qu'agissait la masse principale des armées belligérantes, ses détachements latéraux opérant entre Erivan et Bayazid, d'une part, entre Akhaltzich et Ardahan, d'autre part. Il est probable qu'il en sera encore longtemps de même, tant que ces contrées n'auront pas été civilisées, peuplées, cultivées et pourvues de voies de communication ; car, au milieu de ces pays sauvages et arides, une armée a beaucoup plus de peine à vaincre les difficultés naturelles que les obstacles artificiels.

#### ESQUISSE MILITAIRE.

Les nouveaux principes en vigueur pour le recrutement, l'organisation et la composition de l'armée russe datent de 1874 : ils ont été complétés et perfectionnés depuis cette époque. Ils diffèrent, suivant qu'ils concernent la population de la Russie d'Europe, les Cosaques ou les sujets asiatiques.

Tout sujet russe doit le service militaire pendant vingt années, de l'âge de vingt à quarante ans. Il compte comme présent sous les drapeaux pendant six ans, comme inscrit dans la réserve pendant neuf ans et dans la milice pendant cinq ans. La présence effective dans les rangs de l'armée active est considérablement réduite pour tous les jeunes gens qui font preuve d'une bonne instruction, dans le but de favoriser l'agriculture, le commerce, l'industrie et les arts. Le contingent annuel est d'environ 150,000 hommes qui sont réellement incorporés.

La milice ou *opolitchnië* est formée de tous les hommes valides de vingt à quarante ans qui ne font partie ni de l'armée active ni de la réserve, et de tous les enrôlés volontaires âgés de plus de quarante ans. Les miliciens ou *ratniks* sont divisés en deux bans. Le premier ban est destiné soit à former des corps de milice, soit à renforcer les effectifs des troupes de campagne : il est composé des jeunes gens qui, par suite des numéros tirés au sort, ont été classés dans la milice lors des quatre derniers appels. Le second ban, qui

comprend toutes les autres classes, ne peut former que des corps de milice. La force totale de la milice est évaluée à 600,000 hommes pour les neuf circonscriptions militaires de la Russie d'Europe, et ils doivent constituer douze corps d'armée, en cas de mobilisation.

Le service militaire des populations cosaques est établi sur d'autres bases : il tient, de dix-huit à trente-huit ans, tous les hommes valides qui ne se trouvent dans aucun cas de dispense ou d'exemption. Les jeunes gens de dix-huit à vingt et un ans constituent la catégorie préparatoire. A vingt et un ans, ils passent dans la catégorie active qui sert à entretenir l'effectif des corps permanents et des détachements locaux exclusivement composés de cosaques : ils y comptent pendant douze ans, dont quatre ans au plus en activité et le reste en disponibilité. Les hommes compris dans la catégorie active sont divisés en trois tours, bans ou classes : ceux du premier tour forment les corps en activité ; ceux du deuxième tour sont astreints à posséder des chevaux de front, l'armement et l'équipement complets et en bon état ; ceux du troisième tour ne sont pas forcés d'avoir des chevaux de front. Les hommes de la disponibilité, c'est-à-dire des deuxième et troisième tours, sont soumis à des revues et à des appels annuels. Après avoir accompli douze années de service d'activité, ils entrent pour cinq ans dans la réserve : ils sont alors exemptés de tout service en temps de paix, mais ils doivent être pourvus de leur équipement et de leur armement ; car ils peuvent être, en temps de guerre, appelés à l'activité, en commençant par les plus jeunes classes, pour compléter l'effectif des corps permanents. Enfin, la milice territoriale cosaque se compose de tous les hommes de plus de trente-huit ans, c'est-à-dire de tous les libérés du service ; elle sert à former des corps de milice, de même que l'excédant de la réserve peut former des corps de réserve.

Quant aux troupes asiatiques, elles sont recrutées et organisées d'après des principes spéciaux à chaque province. Elles ont, du reste, un effectif peu élevé et il n'y aurait aucun intérêt à entrer dans quelques détails sur cette question d'une minime importance.

Au point de vue de l'organisation militaire territoriale, l'empire russe est partagé en quatorze circonscriptions, dont neuf en Europe, qui sont celles de Finlande, Saint-Pétersbourg, Vilna, Varsovie, Kiev, Odessa, Kharkov, Moscou, Kazan, et cinq en Asie, qui sont celles du Caucase, d'Orenbourg, de Sibérie occidentale, du Turkestan et de Sibérie orientale.

L'armée russe comprend des troupes régulières et des troupes irrégulières.

Les troupes régulières se divisent en troupes de campagne, troupes de réserve, troupes de remplacement et troupes locales.

Les troupes de campagne forment seize corps d'armée, qui sont constitués, de la façon suivante, avec les troupes stationnées dans les circonscriptions militaires de Saint-Petersbourg, Vilna, Varsovie, Kiev, Odessa, Kharkov et Moscou :

Corps d'armée.	Divisions d'infanterie.	Divisions de cavalerie.
Garde impériale.	1 <sup>er</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> de la garde.	1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> de la garde.
Corps des grenadiers.	1 <sup>er</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> des grenadiers.	14 <sup>e</sup> de la ligne.
1 <sup>er</sup> corps de ligne.	22 <sup>e</sup> , 24 <sup>e</sup> , 37 <sup>e</sup> de la ligne.	1 <sup>er</sup> —
2 <sup>e</sup> — —	25 <sup>e</sup> , 26 <sup>e</sup> , 27 <sup>e</sup> —	2 <sup>e</sup> —
3 <sup>e</sup> — —	28 <sup>e</sup> , 29 <sup>e</sup> —	3 <sup>e</sup> —
4 <sup>e</sup> — —	16 <sup>e</sup> , 30 <sup>e</sup> —	4 <sup>e</sup> —
5 <sup>e</sup> — —	7 <sup>e</sup> , 8 <sup>e</sup> —	5 <sup>e</sup> —
6 <sup>e</sup> — —	4 <sup>e</sup> , 6 <sup>e</sup> , 10 <sup>e</sup> —	6 <sup>e</sup> —
7 <sup>e</sup> — —	15 <sup>e</sup> , 36 <sup>e</sup> —	7 <sup>e</sup> —
8 <sup>e</sup> — —	9 <sup>e</sup> , 14 <sup>e</sup> —	8 <sup>e</sup> —
9 <sup>e</sup> — —	5 <sup>e</sup> , 31 <sup>e</sup> —	9 <sup>e</sup> —
10 <sup>e</sup> — —	13 <sup>e</sup> , 34 <sup>e</sup> —	10 <sup>e</sup> —
11 <sup>e</sup> — —	11 <sup>e</sup> , 32 <sup>e</sup> —	11 <sup>e</sup> —
12 <sup>e</sup> — —	12 <sup>e</sup> , 33 <sup>e</sup> —	12 <sup>e</sup> —
13 <sup>e</sup> — —	1 <sup>er</sup> , 35 <sup>e</sup> —	13 <sup>e</sup> —
14 <sup>e</sup> — —	17 <sup>e</sup> , 18 <sup>e</sup> —	des cosaques du Don.

Les 16 corps d'armée qui précèdent contiennent donc 37 divisions d'infanterie et 17 divisions de cavalerie.

Il convient d'ajouter, en outre, que l'armée du Caucase comprend encore 1 division de grenadiers du Caucase, les 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> divisions d'infanterie, 1 division de dragons du Caucase et 1 division mixte de cosaques du Caucase.

Il n'y a donc que les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> divisions d'infanterie qui n'entrent pas dans cette organisation en corps d'armée.

Chaque division d'infanterie se compose de 2 brigades et la brigade de 2 régiments. Tous les régiments sont à 3 bataillons de 5 compagnies, sauf ceux de la garde et de l'armée du Caucase, qui ont 4 bataillons de 4 compagnies.

Il y a donc 168 régiments et 616 bataillons d'infanterie, savoir :

12 régiments et 48 bataillons de la garde,
16 — et 52 — de grenadiers,
140 — et 516 — de ligne.

Il y a, en outre, 32 bataillons de chasseurs à pied groupés en 8 brigades, dont 1 de la garde et 1 du Caucase. Chaque bataillon de chasseurs à pied est à 4 compagnies.

Le nombre des bataillons des troupes régulières de campagne est donc de 648, ayant un effectif moyen de 1,100 hommes sur le pied



de guerre. La garde, les chasseurs à pied et la plus grande partie des divisions d'infanterie ont le fusil Berdan ; les troupes du Caucase ont le fusil Karl ; les autres ont le fusil Krink ; mais l'armement complet en armes du système Berdan se poursuit avec une grande rapidité.

On peut donc estimer, sans exagération, à 650,000 hommes l'effectif de l'infanterie de campagne sur le pied de guerre.

La cavalerie se compose de 19 divisions, dont chacune est à 2 brigades de 2 régiments. On compte donc 77 régiments de cavalerie, savoir :

- 4 régiments de cuirassiers, formant la 1<sup>re</sup> division de la garde ;
- 19 — de dragons, dont 4 forment la division des dragons du Caucase, dont 14 sont répartis dans les 14 divisions de la ligne et dont 1 est dans la 2<sup>e</sup> division de la garde ;
- 15 — de lanciers, dont 14 sont répartis dans les 14 divisions de la ligne et dont 1 est dans la 2<sup>e</sup> division de la garde ;
- 15 — de hussards, répartis comme les lanciers ;
- 20 — de cosaques du Don, dont 15 sont répartis comme les lanciers et les hussards, dont 4 forment la division de cavalerie attachée au 14<sup>e</sup> corps d'armée et dont 1 fait partie de la 1<sup>re</sup> division de la garde impériale ;
- 4 — de la division mixte de cosaques du Caucase.

Chacun des régiments de cavalerie russe a un effectif de 960 hommes et est à 4 escadrons ; chacun des régiments de cavalerie cosaque a un effectif de 850 hommes et est à 6 sotnias. Il y a donc 356 escadrons réguliers de campagne, dont 212 russes et 144 cosaques, et l'effectif général peut être évalué environ à 69,000 cavaliers réguliers sur le pied de guerre, dont 50,000 russes et 19,000 cosaques du Don ; plus, les 4 régiments de Cosaques du Caucase.

Toutes les armes à feu de la cavalerie sont du système Berdan. Les cosaques ont le fusil ; les dragons, la carabine ; les hommes du premier rang, le revolver, et ceux du second rang, la carabine, dans les cuirassiers, lanciers et hussards. L'arme blanche la plus usitée est la lance, dont se servent les cosaques et les hommes du premier rang des cuirassiers et lanciers. Le sabre est, du reste, porté par tous les cavaliers.

L'artillerie de campagne se compose d'autant de brigades à 6 batteries montées, de 8 pièces chacune, qu'il y a de divisions d'infan-

terie, et d'autant de brigades à 2 batteries à cheval, de 6 pièces chacune, qu'il y a de divisions de cavalerie.

On compte donc :

48 brigades, 288 batteries et 2,304 pièces d'artillerie montée ;  
19 brigades, 38 batteries et 228 pièces d'artillerie à cheval.

Il y a donc 326 batteries et 2,532 pièces de campagne pour les troupes régulières, avec un effectif de 95,000 hommes environ.

Chaque brigade montée a 3 batteries de 0<sup>m</sup>,10, 2 de 0<sup>m</sup>,08 et 1 de 4 livres. Les batteries à cheval sont toutes au calibre de 0<sup>m</sup>,08. Enfin, il y a un matériel suffisant pour organiser 50 batteries de mitrailleuses à 8 pièces et 15 batteries de montagne à 6 pièces. Les pièces de 0<sup>m</sup>,10 et de 0<sup>m</sup>,08 sont en acier ; celles de 4 livres sont en bronze ; les unes et les autres se chargent par la culasse ; les mitrailleuses sont du système Gatling.

Le génie de campagne se compose de 5 brigades, dont chacune comprend :

- 3 bataillons de sapeurs ;
- 2 — de pontonniers ;
- 2 parcs télégraphiques ;
- 1 parc du génie.

Les troupes régulières de campagne ont donc, sur le pied de guerre, un effectif s'élevant presque à 1,000,000 d'hommes, avec 300,000 chevaux et 2,532 pièces, y compris les troupes des parcs de siège, les services des états-majors, des postes, des télégraphes, des chemins de fer, de santé, d'administration, etc.

A chaque régiment d'infanterie correspond, lors de la mobilisation, 1 bataillon de réserve. Il y a donc, en cas de guerre, 168 bataillons de réserve et 180,000 hommes, qui sont ainsi obtenus. C'est ce que l'on appelle les troupes de réserve.

A chaque régiment d'infanterie correspond, lors de la mobilisation, 1 bataillon de remplacement ; il en est de même pour chaque bataillon de chasseurs à pied ; ce qui donne, en cas de guerre, 200 bataillons et 250,000 hommes.

A chaque régiment de cavalerie russe correspond, lors de la mobilisation, 1 escadron de remplacement, ce qui donne, en cas de guerre, 53 escadrons et 10,000 hommes. En outre, chaque régiment de cavalerie russe dispose de 2 escadrons de marche, qui peuvent être appelés à faire partie de l'armée d'opérations, ce qui augmenterait celle-ci de 106 escadrons et de 20,000 cavaliers.

Le nombre des batteries de remplacement n'est pas encore déterminé, mais on peut l'évaluer au moins à autant de batteries qu'il y a de brigades d'artillerie montée.

Quant au génie, il dispose de 5 bataillons de dépôt et de 20 compagnies de réserve de sapeurs.

Les troupes locales sont partiellement constituées en temps de paix ; elles comportent les éléments suivants, dont voici les effectifs sur le pied de guerre :

- 96 bataillons d'infanterie de forteresses, comprenant 100,000 hommes environ, et qui peuvent être appelés à faire le service des troupes actives en temps de guerre ;
- 50 — d'artillerie de forteresse, comprenant 50,000 hommes ;
- 34 — de frontières, comprenant 40,000 hommes, et qui sont de véritables troupes de campagne.
- 96 — locaux et 515 détachements locaux, contenant environ 150,000 hommes de la milice, rappelés, en cas de guerre, pour faire le service dans les places fortes et dans les villes de garnison où il n'y a plus de troupes de l'armée active.

Les troupes irrégulières de campagne sont fournies par les diverses populations cosaques de la Russie.

Nous avons déjà dit que les Cosaques du Don donnent, en temps de paix, 20 régiments de cavalerie ; ils fournissent encore 8 des batteries d'artillerie à cheval que nous avons énumérées. En temps de guerre, le deuxième tour mobilise, en outre, 20 régiments de cavalerie et 7 batteries d'artillerie à cheval ; il en est de même du troisième tour. Ces régiments sont destinés, soit à faire le service de cavalerie divisionnaire dans les divisions d'infanterie, soit à faire le service spécial d'éclaireurs.

Les Cosaques du Kouban mobilisent, en cas de guerre, 30 régiments de cavalerie, 5 bataillons d'infanterie et 5 batteries d'artillerie à cheval.

Les Cosaques d'Orenbourg fournissent, dans les mêmes circonstances, 15 régiments de cavalerie, 9 bataillons d'infanterie et 3 batteries d'artillerie à cheval.

Les Cosaques du Terek donnent aussi 15 régiments de cavalerie et 2 batteries d'artillerie à cheval.

Les Cosaques de l'Oural, de la Sibérie, du Transbaïkal, de l'Amour, d'Astrakan et de Siémiretchensk fournissent, enfin, 31 régiments de cavalerie, 11 bataillons d'infanterie et 2 batteries d'artillerie à cheval.

Les régiments de cavalerie ont 6 sotnias dans toutes les troupes cosaques ; les bataillons d'infanterie ont 4 ou 5 compagnies ou sotnias ; les batteries des Cosaques du Don ont 6 pièces ; les autres en ont 8.

L'ensemble des troupes irrégulières de campagne, en cas de

guerre, en dehors des Cosaques du Don, déjà en partie compris dans les troupes régulières, et sans tenir compte des détachements locaux qui sont fournis dans diverses villes et places fortes, comprend donc environ 180,000 hommes, avec 130,000 chevaux et 180 pièces de campagne, dont l'ensemble constitue :

- 25 bataillons d'infanterie ;
- 131 régiments de cavalerie, contenant 786 sotnias ;
- 26 batteries à cheval, avec 180 pièces.

En récapitulant tous les effectifs que nous venons de détailler, on voit que si le czar était obligé de faire appel à toutes les forces vives de la nation, il disposerait environ de :

2,000,000 fantassins, fournis par 1,263 bataillons, savoir : 648 de troupes régulières de campagne ; 168 de réserve, 200 de remplacement, 96 de forteresses, 34 de frontières, 96 de troupes locales, 25 de troupes irrégulières de campagne : ensemble dans lequel sont compris, du reste, 515 détachements locaux et au moins 400,000 hommes disponibles de la milice, après toutes les premières formations de campagne effectuées ;

250,000 cavaliers, fournis par 1,301 escadrons ou sotnias, savoir : 356 de troupes régulières de campagne, 53 de remplacement, 106 de marche, 786 de troupes irrégulières de campagne ;

2,712 pièces de campagne, fournies par 352 batteries, dont 326 de troupes régulières de campagne et 26 de troupes irrégulières, avec un effectif de 100,000 hommes.

Si, maintenant, nous tenons compte des troupes du génie, des parcs de siège, des divers services, que l'on peut évaluer à 150,000 hommes au moins, pour une masse aussi considérable, on voit que l'armée russe doit atteindre au moins 2,500,000 hommes, avec 500,000 chevaux et 3,000 pièces de campagne de toute nature.

Enfin, pour compléter ce tableau des forces dont dispose la Russie, il nous reste à indiquer la composition de son armée de mer ; celle-ci se divise en deux flottes :

La flotte de la mer Baltique, qui comprend 123 bâtiments de guerre avec 1,200 canons et 30,000 hommes d'équipage ;

La flotte de la mer Noire, qui comprend 30 bâtiments de guerre avec 100 canons et 5,000 hommes d'équipage.

Dans la mer Baltique, il y a 13 navires cuirassés. On compte, en outre, 10 bâtiments cuirassés et 55 canonnières pour la guerre des côtes dans cette mer ; dans la mer Noire, il n'y a que 2 bâtiments cuirassés et 14 canonnières pour la même guerre.

Les forces navales des Russes sont donc inférieures à celles des Turks sur le principal théâtre d'opérations où elles doivent se rencontrer, bien qu'elles aient été considérablement augmentées dans

ces derniers temps. L'une et l'autre flotte possèdent, du reste, des navires cuirassés de première classe, c'est-à-dire du plus beau type qui ait été fait jusqu'à ce jour.

### MOBILISATION DE L'ARMÉE RUSSE.

Peu de temps avant l'acceptation de l'ultimatum russe par la Turquie et la conclusion d'un armistice de cette puissance avec la Serbie et le Montenegro, l'armée roumaine avait été mobilisée.

A la date du 21 octobre, le prince Charles avait ordonné la réunion des forces de la Roumanie, c'est-à-dire de toutes les troupes actives et territoriales, sous le prétexte de manœuvres annuelles à exécuter pendant une période de deux ou trois semaines. Il en avait fait une armée de quatre divisions, ayant avec elles une réserve de cavalerie et une réserve d'artillerie. Cette attitude prise par la principauté, au moment où la lutte était sur le point d'être terminée, pouvait être considérée comme le symptôme d'événements ultérieurs d'une beaucoup plus grande gravité. On savait, en effet, d'une façon certaine, que le gouvernement roumain n'avait pas d'argent à sa disposition, et qu'il n'avait pas non plus assez de fusils pour armer convenablement toutes ses troupes. En observant, en outre, que le prince tient à la maison impériale d'Allemagne par des liens de parenté très-étroits, et en tenant compte de la position géographique occupée par la principauté, qui se trouve, en quelque sorte, entre l'enclume et le marteau, on pouvait être assuré que cette détermination n'avait été prise que d'après un plan dûment concerté à l'avance. A la même époque, du reste, on annonçait déjà des mouvements importants de troupes russes dans le Transcaucase, et il paraissait d'autant plus évident que de nouvelles complications allaient surgir.

En effet, le 1<sup>er</sup> novembre, un ordre du czar prescrivait la mobilisation immédiate de six corps d'armée; c'est cette mobilisation que nous allons étudier avec quelques détails.

Les troupes qui furent mobilisées à cette date appartenaient aux circonscriptions militaires de Kiev, de Kharkov et d'Odessa, c'est-à-dire à celles qui sont le plus rapprochées de la frontière de Bessarabie et de la côte occidentale de la mer Noire. Elles formèrent les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> corps d'armée, et voici quelle fut leur organisation au début :

7<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant prince Barclay de Tolly. — 15<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Schostak ; 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>,

60<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 13<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 36<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Vierevkine; 141<sup>e</sup>, 142<sup>e</sup>, 143<sup>e</sup>, 144<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 36<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 7<sup>e</sup> division de cavalerie : général-lieutenant Manzei; 7<sup>e</sup> régiment de dragons, 7<sup>e</sup> de lanciers, 7<sup>e</sup> de hussards, 7<sup>e</sup> de cosaques; 7<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

8<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant Radetzky. — 9<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant prince Sviatopolk-Mirski II; 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup>, 36<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 9<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 14<sup>e</sup> division d'infanterie : général-major Dragomirov; 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 14<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 8<sup>e</sup> division de cavalerie : général-major prince Manvelov; 8<sup>e</sup> régiment de dragons, 8<sup>e</sup> de lanciers, 8<sup>e</sup> de hussards, 8<sup>e</sup> de cosaques; 8<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

9<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant Krudener. — 5<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Schilder; 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 5<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 31<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Veliaminov I; 121<sup>e</sup>, 122<sup>e</sup>, 123<sup>e</sup>, 124<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 31<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 9<sup>e</sup> division de cavalerie : général-major Loschkarev; 9<sup>e</sup> régiment de dragons, 9<sup>e</sup> de lanciers, 9<sup>e</sup> de hussards, 9<sup>e</sup> de cosaques; 9<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

10<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant prince Voronzov. — 13<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Richter; 49<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup>, 52<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 13<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 34<sup>e</sup> division d'infanterie : général-major Kow; 133<sup>e</sup>, 134<sup>e</sup>, 135<sup>e</sup>, 136<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 34<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 10<sup>e</sup> division de cavalerie : général-major Dediouline; 10<sup>e</sup> régiment de dragons, 10<sup>e</sup> de lanciers, 10<sup>e</sup> de hussards, 10<sup>e</sup> de cosaques; 10<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

11<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant prince Schakowskoï. — 11<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Khrapovitzki; 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 11<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 32<sup>e</sup> division d'infanterie : général-major Allev; 125<sup>e</sup>, 126<sup>e</sup>, 127<sup>e</sup>, 128<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 32<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 11<sup>e</sup> division de cavalerie : général-major Tatitshev; 11<sup>e</sup> régiment de dragons, 11<sup>e</sup> de lanciers, 11<sup>e</sup> de hussards, 11<sup>e</sup> de cosaques; 11<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

12<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant Vannovski. — 12<sup>e</sup> division



d'infanterie : général-lieutenant Firsk ; 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, 48<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 12<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval ; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 33<sup>e</sup> division d'infanterie : général-major Timofeïev ; 129<sup>e</sup>, 130<sup>e</sup>, 131<sup>e</sup>, 132<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 33<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval ; 1 régiment de cavalerie cosaque. — 12<sup>e</sup> division de cavalerie : général-major Driezen ; 12<sup>e</sup> régiment de dragons, 12<sup>e</sup> de lanciers, 12<sup>e</sup> de hussards, 12<sup>e</sup> de cosaques ; 12<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

Cette masse constitua l'armée du Sud, qui fut placée en même temps sous les ordres du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, frère du czar ; son état-major général avait la composition suivante :

Chef d'état-major général : général-lieutenant Niepokoïtchitzki ;

Commandant en chef de l'artillerie : général-lieutenant prince Massalesky ;

Commandant en chef du génie : général-major Depp ;

Hetman des troupes irrégulières non endivisionnées : général-lieutenant Fomine ;

Chef du service des étapes : général-lieutenant Kataleï ;

Chef du service de l'administration : général-lieutenant Ahrens ;

Chef du service de santé : général-major Kossinski.

Le quartier général fut immédiatement établi à Kichenév, sur le Buik, affluent de droite du Dniester, et gare de la voie ferrée de Tiraspol à Iassy. Les 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> corps d'armée établirent leurs cantonnements sur les deux rives du fleuve : l'extrême droite à Chotin ; la gauche, à Akerman. Leur développement stratégique affecta la forme d'un arc de cercle convexe atteignant la rive gauche du Pruth, depuis le point de contact des frontières de l'Autriche, de la Russie et de la Roumanie, jusqu'à Katamori, puis la rivière d'Ialpug et enfin la frontière de la Bessarabie. Les 7<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> corps d'armée furent placés sur la côte de la mer Noire, depuis Odessa jusqu'à l'isthme de Perekop et dans la Crimée.

Quant aux 4 divisions roumaines, elles avaient placé leurs quartiers généraux à Craïova, pour la 1<sup>re</sup> ; à Bucharest, pour la 2<sup>e</sup> ; à Gallati, pour la 3<sup>e</sup>, et à Iassy, pour la 4<sup>e</sup>. Celui de la 1<sup>re</sup> devait être bientôt porté de Craïova à Kalafat, en face de Vidin.

La promptitude avec laquelle le czar avait mobilisé une partie de son armée avait évidemment pour première cause sa volonté arrêtée de menacer la Turquie et d'exercer sur elle une pression morale pour la déterminer à adopter les conditions qu'il lui imposait. Mais il était plus que douteux que la guerre pût éclater entre les deux empires orientaux au moment où l'hiver allait commencer. En dehors des considérations d'ordre politique qui avaient inspiré à Alexandre II cette mesure belliqueuse, il est probable que l'on voulait encore s'assurer si la nouvelle organisation militaire, l'appel des

réserve, l'emploi des chemins de fer et tous les autres rouages si compliqués d'une grande armée constituée d'après les principes modernes, fonctionneraient sans difficulté. On voulait, pour le cas où quelques obstacles et retards imprévus se présenteraient dans ce premier essai, se donner le temps d'y porter remède, de façon à avoir une organisation aussi parfaite que possible quand la mauvaise saison serait terminée et quand l'arrivée du printemps prochain permettrait enfin de commencer les opérations. Afin de subvenir aux dépenses extraordinaires qui allaient résulter de cet état de choses, on fit, à la date du 9 novembre, une émission de 100 millions de roubles en obligations de 5 p. 100 sur la banque de l'État. On eut, dès lors, les fonds nécessaires pour accumuler les approvisionnements de toutes sortes sur les bords du Dniester et du Pruth, ainsi que pour mener rapidement les travaux défensifs des principaux ports russes de la mer Noire.

Le transport des troupes russes de l'armée du Sud vers leur point de concentration s'effectua en partie à l'aide des voies ferrées venant de Kiev et de Kharkov, qui furent fermées pendant près d'un mois au transport des voyageurs et au transit commercial, afin d'assurer l'arrivée de tous les approvisionnements nécessaires à l'armée, car celle-ci se trouvait cantonnée dans une contrée qui ne pouvait subvenir à ses besoins multiples.

Le 5 décembre, le grand-duc Nicolas arrivait à Kichenév et y prenait le commandement supérieur des troupes mobilisées, ainsi que des circonscriptions militaires de Kiev, de Kharkov et d'Odessa. A cette date, c'est-à-dire un mois après l'ordre de mobilisation, on pouvait considérer cette opération comme terminée dans ses parties essentielles, résultat important si l'on tient compte du grand éloignement d'un grand nombre de réservistes, de la rareté des routes et des voies ferrées et de l'intempérie de la saison.

Dans les mois de décembre, de janvier et de février, les troupes mobilisées reçurent tout ce qui leur était nécessaire pour entrer en campagne. Elles complétèrent leur organisation; elles ne firent que de rares déplacements et ne purent commencer à s'exercer que dans les premiers jours de mars.

A cette dernière date, les deux corps d'armée qui gardaient la côte orientale de la mer Noire et celle de la Crimée, qui jusque-là avaient été placés sous les ordres du commandant de la circonscription militaire d'Odessa, et qui avaient coopéré aux travaux de fortification dirigés par le général-lieutenant Tottleben, quittèrent leurs cantonnements, dans lesquels ils furent remplacés par des troupes locales, et se rapprochèrent de la masse centrale. C'est ce moment que nous choisissons pour résumer la composition et la force de l'armée russe du Sud.

Chacun des 6 corps d'armée comprenait alors :

- 24 bataillons d'infanterie à 5 compagnies;
- 18 escadrons de cavalerie, dont 6 de cosaques;
- 14 batteries de campagne, dont 12 à 8 pièces et 2 à 6 pièces;

Soit environ 32,000 combattants, 6,000 chevaux et 108 pièces de campagne.

L'ensemble des 6 corps d'armée contenait donc :

- 144 bataillons d'infanterie;
- 108 escadrons de cavalerie;
- 84 batteries de campagne;

Soit environ 192,000 combattants, 36,000 chevaux et 648 pièces de campagne.

A cette masse, composée de troupes régulières et endivisionnées, il convient d'ajouter :

- 1 brigade de 4 bataillons de chasseurs à pied à 4 compagnies;
- 12 régiments de cavalerie cosaque du Don à 6 sotnias;
- 1 corps d'éclaireurs, fort de 4 régiments de cavalerie cosaque à 6 sotnias;
- 2 batteries à cheval d'artillerie cosaque du Don à 6 pièces;
- 10 batteries de montagne à 6 pièces;
- 1 parc de siège de 400 pièces;
- 3 bataillons de sapeurs.

Ce qui donnait encore :

- 7 bataillons, dont 4 d'infanterie et 3 de sapeurs;
- 96 escadrons de cavalerie;
- 12 batteries de campagne et 1 parc de 400 pièces de siège;

Soit environ 30,000 hommes, 15,000 chevaux et 472 pièces, dont 400 de siège.

Les régiments de cavalerie cosaque du Don ci-dessus énoncés furent fournis par les cosaques du 2<sup>e</sup> tour. Ils devaient primitivement faire le service de cavalerie divisionnaire dans les divisions d'infanterie dont ils étaient désignés comme faisant partie; mais ils furent maintenus en dehors de celles-ci et destinés à faire le service de cavalerie d'armée, conjointement avec le corps d'éclaireurs, formé en partie d'autres cosaques que ceux du Don.

Si l'on ajoute à cet effectif des combattants celui des états-majors et quartiers généraux et celui des non-combattants, qui est évalué à

70,000 hommes et à 15,000 chevaux, on voit donc que l'armée russe du Sud contient en résumé :

151 bataillons, dont 148 d'infanterie et 3 du génie,  
204 escadrons de cavalerie,  
96 batteries de campagne,

dont l'ensemble renferme environ :

300,000 hommes, 65,000 chevaux, 1,120 pièces, dont 720 de campagne et 400 de siège.

Cette armée dispose de plusieurs réserves, qui sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> corps d'armée, qui sont cantonnés dans la circonscription militaire de Kiev, dont nous avons déjà donné la composition, et 1 brigade de chasseurs à pied, ce qui fait un total de :

52 bataillons d'infanterie,  
36 escadrons de cavalerie,  
28 batteries de campagne,

soit environ 75,000 hommes avec 15,000 chevaux et 216 pièces de campagne;

2<sup>o</sup> 10 régiments de cavalerie cosaque du Don du deuxième tour, à 6 sotnias, et 10 batteries d'artillerie à cheval cosaque du Don, ce qui fait 60 sotnias et 60 pièces, avec 9,000 hommes et 9,000 chevaux;

3<sup>o</sup> Les troupes de remplacement formant dépôt correspondant aux corps mobilisés, destinées à combler les vides qui se produisent pendant la guerre dans les rangs de l'armée active et comprenant au moins 100,000 hommes;

4<sup>o</sup> Les bataillons de réserve correspondant aux régiments mobilisés, et dont 48, contenant au moins 50,000 hommes, ont été constitués avant l'entrée en campagne avec destination de faire le service dans les étapes en pays ami ou allié;

5<sup>o</sup> Les bataillons et les détachements locaux formés ou transformés dans les places et garnisons évacuées par les troupes actives;

6<sup>o</sup> Enfin, s'il est nécessaire, le corps de la garde, le corps des grenadiers et les 6 premiers corps d'armée, qui sont répartis ainsi qu'il suit dans les circonscriptions militaires occidentales de l'empire, savoir :

Garde impériale et 1<sup>er</sup> corps, dans celle de Saint-Petersbourg ;

2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> corps, dans celle de Vilna ;

Corps des grenadiers, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> corps, dans celle de Varsovie.

On voit donc que les efforts faits par le gouvernement russe en vue de cette lutte, qui continue la tradition de la politique des czars, ont été aussi considérables que possible.

Pour bien caractériser la situation militaire dans l'orient de l'Europe, il faut encore mentionner les alliés de la Russie, dont les contingents vont peut-être marcher de concert avec son armée contre les Turks. Nous avons donc à ajouter aux forces déjà énumérées :

1<sup>o</sup> Les troupes roumaines, qui, après avoir été mobilisées en octobre 1876, ont été partiellement licenciées en janvier 1877, puis remises sur le complet pied de guerre au mois d'avril, et qui forment actuellement 4 corps d'armée ayant environ 100,000 hommes, 15,000 chevaux et 200 canons de campagne ;

2<sup>o</sup> Les troupes serbes, qui peuvent d'un instant à l'autre être forcées à prendre de nouveau les armes dans ce conflit, et qui, d'après la nouvelle organisation adoptée après la conclusion de la paix, comprennent 4 corps à 4 brigades, dont on peut évaluer la force actuelle à 80,000 hommes avec 5,000 chevaux et 200 canons de campagne ;

3<sup>o</sup> Les troupes monténégrines, qui reçoivent de la Russie un subside annuel de 50,000 roubles, et qui contiennent environ 25,000 hommes avec 20 canons de campagne ;

4<sup>o</sup> Les insurgés bosniens, herzégoviniens, mirdites et autres, qui peuvent être au nombre de 15,000 à 20,000 environ.

A ces forces, russes ou alliées, la Turquie oppose de son côté :

1<sup>o</sup> L'armée du Danube, commandée par Abdul-Kerim-Pacha, qui comprend 120 bataillons d'infanterie, dont 30 de chasseurs à pied, 64 escadrons de cavalerie régulière et 68 batteries à 6 pièces, soit environ 100,000 hommes de troupes régulières avec 10,000 chevaux et 400 pièces de campagne, qui sont répartis en 5 corps d'armée ayant avec eux environ 50,000 bachi-bouzouks et sipahis, et qui sont échelonnés le long du Danube à Vidin, à Rouchtchouk, à Turtukaï, à Silistrie et à Tulca, avec une réserve de 20,000 hommes à Choumla ;

2<sup>o</sup> Le corps d'armée de Bosnie et d'Herzégovine, fort de 20,000 hommes avec 30 canons, que commande Suleiman-Pacha ;

3<sup>o</sup> Le corps d'armée d'Albanie, fort de 10,000 hommes et 30 canons, sous les ordres de Dervich-Pacha ;

4<sup>o</sup> Le contingent égyptien, fort de 9,000 hommes, qui est à Varna, qui doit être porté à 20,000 hommes et renforcé de 4,000 hommes des contingents de Tunis et de Tripoli ;

5<sup>o</sup> Une réserve pour l'armée du Danube, qui doit être forte de 90 bataillons de mustahfiz, chacun à 600 hommes ;

6<sup>o</sup> Une levée de volontaires que l'on espère porter à l'effectif de 150,000 hommes.

Telle est, sauf quelques irrégularités dont nous n'avons pas cru devoir tenir compte, l'appréciation aussi exacte que possible de la situation militaire des deux armées russe et turque qui vont opérer en Roumanie et en Bulgarie. L'avantage numérique est tout entier du côté des Russes. Mais, si les Turks ont l'infériorité du nombre, ils ont pour eux d'excellentes lignes de défense, que nous avons déjà décrites, et derrière lesquelles ils peuvent résister longtemps avec succès, s'ils sont habilement conduits.

Quant au théâtre d'opérations de la mer Noire, nous n'avons que peu de détails à ajouter à ceux que nous avons déjà donnés sur les ports et sur les forces navales de la Russie et de la Turquie. Cette dernière tient le cours du Danube par sa flottille de canonnières, qui peut être d'un grand secours à l'armée de terre turque pour retarder ou interdire le passage du fleuve par l'armée russe. C'est l'amiral Arkas qui commande la flotte russe de la mer Noire, et l'amiral Hobart-Pacha qui commande celle de la Turquie.

Nous arrivons maintenant aux forces belligérantes en présence sur la partie de la frontière asiatique que nous avons précédemment étudiée, c'est-à-dire sur le troisième théâtre d'opérations.

L'armée russe du Transcaucase est commandée par le général-lieutenant Loris-Melikov, et se compose d'une partie des troupes du Caucase, savoir :

1<sup>o</sup> Le corps d'armée du Transcaucase, comprenant :

La division de grenadiers du Caucase, forte de 16 bataillons;

La 39<sup>e</sup> division d'infanterie, forte de 16 bataillons;

La division de dragons du Caucase, forte de 16 escadrons;

14 batteries, dont 12 montées à 8 pièces et 2 à cheval à 6 pièces.

2<sup>o</sup> La 19<sup>e</sup> division d'infanterie, forte de 16 bataillons.

6 batteries montées à 8 pièces;

3<sup>o</sup> La 41<sup>e</sup> division d'infanterie, forte de 16 bataillons;

6 batteries montées à 8 pièces;

4<sup>o</sup> La brigade de chasseurs à pied du Caucase, forte de 4 bataillons;

5<sup>o</sup> La division mixte de cosaques du Caucase, forte de 24 sot-nias;

2 batteries à cheval à 6 pièces;

6<sup>o</sup> 9 régiments de cosaques du Kouban et du Terek à 6 sot-nias;

7<sup>o</sup> 3 bataillons de sapeurs;

8<sup>o</sup> 1 parc de siège de 150 pièces;

9<sup>o</sup> Les services divers, contenant 20,000 hommes environ.



Le total est donc de :

- 71 bataillons, dont 68 d'infanterie et 3 de sapeurs ;
- 94 escadrons, dont 78 de cosaques ;
- 28 batteries de campagne avec 356 pièces, dont 216 de campagne et 150 de siège ;

Ce qui donne comme effectif 115,000 hommes avec 20,000 chevaux.

Cette armée s'est concentrée dans la vallée de l'Arpa-Tchai. Le général Loris-Melikov a placé le gros de ses forces autour d'Alexandropol ; son chef d'état-major est le général-major Donkhovskoi. Sur son flanc droit, à Akhaltzich, se trouve le général Devel. Sur son flanc gauche, le général Tergonkasov occupe Erivan.

Dans le cas où elle aurait besoin d'être renforcée, elle peut disposer des 3<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> divisions d'infanterie, qui n'ont été comprises dans aucun des corps d'armée mentionnés dans l'esquisse militaire de la Russie, et des 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> divisions d'infanterie, qui font régulièrement partie de l'armée du Caucase.

L'armée turque d'Arménie est sous les ordres d'Achmet-Moukhtar-Pacha. Il a fait mettre en état de défense et en état de siège les places de Kars, Trébizonde, Erzeroum, Batoum et Bayazid.

Cette armée comprend environ :

- 90 bataillons d'infanterie, dont 20 de chasseurs à pied ;
- 18 escadrons de cavalerie ;
- 23 batteries de campagne à 6 pièces.

Ce qui donne environ 70,000 hommes, 5,000 chevaux et 138 pièces de campagne, mais il faut y ajouter environ 20,000 bachi-bouzouks et sipahis.

De ce côté donc, il y a encore une grande différence entre les effectifs numériques des armées en présence, et celle des deux qui prendra l'offensive aura, comme nous l'avons déjà dit, à vaincre des obstacles considérables.

Enfin, pour compléter ce qui concerne les forces ennemies en présence dans l'isthme du Caucase, il nous reste à faire remarquer que les opérations militaires peuvent atteindre la Perse, qui est limitrophe de la Russie par sa frontière septentrionale, que le cours moyen de l'Aras forme en grande partie, et qui touche la Turquie par sa frontière occidentale. Cette situation géographique, quelque peu analogue à celle de la Roumanie, peut entraîner l'empire persan dans la lutte.

Or, le maximum des forces dont il peut disposer comprend :

- 80 bataillons d'infanterie régulière,
- 3 escadrons de cavalerie régulière,
- 30 batteries de campagne à 6 pièces.

Cet ensemble contient sur le pied de guerre environ 80,000 hommes, avec 4,000 chevaux et 200 canons.

Mais il faut y ajouter à peu près 30,000 cavaliers irréguliers et 20,000 fantassins donnés par les milices.

### LA CONFÉRENCE DE CONSTANTINOPLE.

Dès que l'armistice entre la Turquie, d'une part, la Serbie et le Montenegro, d'autre part, eut été signé, la diplomatie européenne mit tout en œuvre pour que cette suspension d'hostilités aboutît à la conclusion de la paix. Des pourparlers s'engagèrent entre les divers cabinets des grandes puissances garantes du traité de 1856, pour amener la réunion d'une conférence à Constantinople, dans le but de trouver une solution pacifique à la question d'Orient. L'illusion persévéra même devant la volonté bien arrêtée de n'admettre aucune ingérence étrangère dans ses affaires intérieures, que manifestait ouvertement la Sublime-Porte; elle ne fut même pas diminuée par la lecture de la note circulaire par laquelle le prince Gortchakov expliquait aux gouvernements européens que le czar voulait la paix, et que la mobilisation d'une partie de son armée n'avait d'autre objet que d'amener sûrement la Turquie à reconnaître les principes de justice pratiqués par le reste de l'Europe.

A la fin du mois de novembre 1876, les plénipotentiaires des puissances étaient réunis à Constantinople; ils eurent quelques entretiens particuliers, afin de se communiquer les intentions des gouvernements qu'ils représentaient et de se mettre d'accord sur les propositions qui devaient être faites à la Sublime-Porte.

Le 11 décembre eut lieu la première séance, à laquelle assistèrent les représentants de la Turquie; les membres présents étaient : pour l'Allemagne, le baron de Werther; pour l'Angleterre, le marquis de Salisbury et sir Elliot; pour l'Autriche, le comte Zichy; pour la France, les comtes de Bourgoing et de Chaudordy; pour l'Italie, le comte Corti; pour la Russie, le général Ignatieff; pour la Turquie, Safvet-Pacha et Edhem-Pacha. Les délibérations commencèrent immédiatement sous la présidence de Safvet-Pacha. Au moment où cette première séance se terminait, des salves d'artillerie se firent entendre au dehors; elles annonçaient la promulgation de la nouvelle constitution ottomane octroyée par le Sultan à ses sujets, sur laquelle les diplomates et le gouvernement de la Turquie devaient s'appuyer pour repousser toutes les demandes proposées par les puissances étrangères.

Les séances se continuèrent dans les mois de décembre et de

janvier : il y en eut neuf, dont la dernière le 20 janvier. La Sublime-Porte n'ayant répondu aux propositions faites par les plénipotentiaires européens que par des promesses, et s'étant absolument refusée à donner les garanties que l'on exigeait d'elle, la conférence n'avait plus sa raison d'être; elle fut dissoute après la séance du 20 janvier, et les ambassadeurs des puissances garantes quittèrent immédiatement Constantinople, sans, toutefois, que les relations fussent rompues entre elles et le gouvernement ottoman. Le seul résultat positif que la diplomatie eût obtenu dans cette suprême tentative en faveur de la paix, avait été une prolongation d'armistice jusqu'au 10 avril. Notons qu'avant de rejeter définitivement les demandes des grandes puissances, le gouvernement de la Sublime-Porte avait cru devoir faire un premier appel à une sorte d'assemblée parlementaire, pour donner plus de force à sa décision : le 18 janvier, il avait réuni environ 250 hauts fonctionnaires de l'Etat, appartenant à toutes les religions, et il leur avait demandé leur avis avant de notifier aux plénipotentiaires européens la réponse que leur porta Safvet-Pacha dans la séance du 20 janvier. Somme toute, la Sublime-Porte annonçait l'intention de faire de grandes réformes de toutes sortes dans l'administration intérieure de toutes les provinces, par l'application de sa nouvelle constitution; elle prétendait les exécuter seule et elle se refusait à accorder, à cet égard, aucun privilège aux provinces que la diplomatie européenne semblait prendre plus particulièrement sous sa protection.

Comme pour prouver à l'Europe qu'elle entendait agir comme elle l'avait promis sans en prendre l'engagement formel, la Sublime-Porte fit immédiatement quelques réformes dans le sens des propositions qui lui avaient été faites. Elle engagea tout de suite des négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix avec la Serbie et le Montenegro, au moment où une circulaire du prince Gortchakov, en date du 31 janvier, parvenait aux divers cabinets européens. Cette nouvelle note contenait le résumé des vaines tentatives pacifiques faites depuis dix-huit mois; elle retraçait les violences exercées sur les populations insurgées de la Turquie; elle reprochait au gouvernement ottoman de ne tenir aucun compte de ses engagements et de méconnaître le rôle et le devoir d'une puissance faisant partie du concert européen; elle montrait le refus de la Turquie comme portant atteinte à la dignité et au repos de l'Europe; elle insistait sur l'aggravation de la question d'Orient, désormais sortie de la phase pacifique, et elle se terminait en annonçant que le czar désirait connaître ce que voulaient arrêter les cabinets européens, avec lesquels la Russie avait marché et désirait encore marcher en commun.

C'était évidemment la menace d'une sorte d'exécution fédérale européenne faite par la Russie à la Turquie, au nom de l'Europe. Les préparatifs belliqueux se poursuivirent donc avec une activité fébrile de part et d'autre, d'autant plus que la mauvaise saison allait toucher à sa fin et que, si la guerre devait éclater, les opérations commenceraient bientôt. La situation déjà si menaçante devint encore plus mauvaise dans les premiers jours de février, par la destitution subite du grand-vizir Midhat-Pacha, qui était l'auteur de la nouvelle constitution ottomane, que l'on considérait donc comme devant être chargé d'en assurer le premier fonctionnement, et que l'on pensait généralement être partisan des concessions et du maintien de la paix.

Néanmoins, les négociations se continuaient entre la Sublime-Porte et les délégués de la Serbie et du Montenegro, venus à Constantinople pour conclure la paix. A la fin du mois de février, les clauses du traité étaient arrêtées entre la Serbie et le gouvernement ottoman, celui-ci s'étant contenté du *statu quo ante bellum*, et la nouvelle skouptchina, réunie à Belgrade, avait ratifié l'œuvre de son gouvernement. Quant au Montenegro, il revendiquait la place de Nischije, le port de Spizza et certains territoires au nord-est du lac de Scutari, dont les riches pâturages lui étaient indispensables. Ces prétentions ne furent pas admises par la Sublime-Porte. Les pourparlers n'en continuèrent pas moins à Constantinople, mais ils ne devaient pas aboutir à une solution pacifique.

La dernière note du prince Gortchakov fut bientôt suivie du voyage du général Ignatieff, qui se rendit auprès des principaux cabinets européens, afin d'arriver à une entente définitive. Quant à la Sublime-Porte, elle avait fait savoir, le 13 février, qu'elle sollicitait un délai d'un an pour mettre ses projets de réforme à exécution. De fait, la première réunion de la nouvelle chambre des députés eut lieu dans les derniers jours du mois de mars, mais ce n'était là qu'une faible partie du vaste programme qu'avait arrêté le gouvernement ottoman et qu'il promettait, sans doute avec plus de bonne foi que de sagesse, de mettre en pratique dans le courant d'une année.

Pendant ce temps, une nouvelle conférence, provoquée par l'arrivée du général Ignatieff en Angleterre, se réunissait à Londres sans la participation de la Turquie. L'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la France, l'Italie et la Russie y étaient représentées par le comte Munster, par lord Derby, par le comte de Beust, par le duc d'Harcourt, par le général Menabrea et par le comte Schouvaloff. Le 31 mars, ces plénipotentiaires rédigèrent un protocole de leurs séances dans lequel, après diverses considérations secondaires, les puissances signataires déclaraient que si la condition des sujets chrétiens du sultan n'était pas améliorée de manière à

prévenir le retour des complications qui troublent périodiquement le repos de l'Orient, elles ne pourraient plus tolérer un pareil état de choses, incompatible avec leurs intérêts et avec ceux de l'Europe en général, et qu'en pareil cas elles se réservaient « d'aviser en commun aux moyens les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale. » Malheureusement cette dernière déclaration n'avait aucune valeur, car lord Derby avait eu soin de déclarer spécialement, et avant d'apposer sa signature au bas du protocole, que celui-ci serait nul, du moment où la Russie et la Turquie ne désarmeraient pas réciproquement et ne concluraient pas la paix; et, d'un autre côté, la Russie annonçait qu'elle ne pouvait licencier ses troupes sans avoir obtenu quelques résultats positifs pour l'amélioration du sort des chrétiens en Turquie, qu'elle voulait bien la paix, mais qu'elle ne la désirait pas à tout prix.

Le gouvernement ottoman communiqua ce protocole à son nouveau parlement; la chambre des députés ne voulut pas en accepter les idées générales; le sénat déclara s'en rapporter au ministère, et le grand-vizir informa, le 10 avril, les puissances garantes, que la Sublime-Porte ne voulait pas aller au delà des concessions déjà faites par elle.

La guerre était dès lors virtuellement commencée : l'œuvre de la diplomatie était achevée, et les deux empires d'Orient allaient encore en appeler à l'emploi de la force pour résoudre la question qui en a fait depuis deux siècles deux ennemis irréconciliables.

---

### DECLARATION DE GUERRE PAR LA RUSSIE A LA TURQUIE.

Quoique le gouvernement russe fût déjà décidé, le 10 avril, à déclarer la guerre à la Turquie, diverses considérations devaient cependant retarder encore de quelques jours l'ouverture des hostilités.

En premier lieu, bien que les troupes russes de l'armée du Sud eussent été constamment tenues prêtes à entrer en campagne depuis le mois de décembre 1876, il n'en restait pas moins un grand nombre d'instructions et d'ordres à donner, de mesures et dispositions à prendre pour la levée des cantonnements, l'exécution des marches et le service des transports. En second lieu, il fallait laisser au gouvernement roumain le temps nécessaire pour réunir le parlement de la principauté, afin de lui présenter et de lui faire vo-

ter la convention relative au passage de l'armée du Sud à travers son territoire. Puis il restait à savoir quelle serait exactement l'attitude des puissances signataires du traité de 1856, déjà fortement atteint par la convention conclue à Londres en 1871, par la conférence de Constantinople et par le protocole de Londres, et auquel la déclaration de guerre allait porter le dernier coup. Ensuite, il était urgent de pourvoir à la protection des nationaux russes qui continueraient à résider sur le territoire ottoman pendant les hostilités. Enfin, comme à l'ordinaire, le Danube venait d'entrer en crue, et il ne devait retrouver son lit moyen que dans les derniers jours du mois de mai ou au commencement de juin.

Dès le 10 avril, les cantonnements russes furent levés et les troupes de l'armée du Sud se dirigèrent vers la frontière romano-russe, en même temps que celles de l'armée du Transcaucase se rapprochaient de la frontière turko-russe. Il est indispensable, avant d'étudier ce double mouvement offensif, que nous relations les derniers incidents diplomatiques qui précédèrent l'ouverture définitive des hostilités, pour bien caractériser l'attitude respective des diverses puissances européennes au moment où commence la guerre turko-russe.

Le 20 avril, le czar Alexandre II, accompagné du grand-duc héritier et de plusieurs de ses ministres, quitta Saint-Pétersbourg pour aller passer en revue les troupes de l'armée du Sud dans leurs cantonnements. Cette cérémonie militaire commença le 23 avril et dura quelques jours, après lesquels l'empereur retourna dans sa capitale, laissant le commandement à son frère le grand-duc Nicolas.

Sur les ordres du czar, l'armée commença immédiatement le passage de la frontière roumaine. Cette première opération, qui eut lieu le 24 avril, fut accompagnée d'un manifeste du souverain à ses sujets, d'une circulaire du ministre des affaires étrangères de la Russie à ses agents diplomatiques près des gouvernements européens, et d'un avertissement de la rupture des relations pacifiques adressé au chargé d'affaires de la Turquie près du cabinet de Saint-Pétersbourg. Le même jour, enfin, M. de Nelidoff, chargé d'affaires de la Russie à Constantinople, quittait cette ville et se rendait à l'armée du Sud pour y prendre la direction de la chancellerie politique.

Voici le texte du manifeste impérial :

« Nos fidèles sujets connaissent le vif intérêt que nous avons toujours voué au destin de la population chrétienne opprimée par la Turquie. Notre désir d'améliorer sa situation et de l'entourer de garanties est partagé par la nation russe tout entière, qui se montre unanimement prête à faire de nouveaux sacrifices pour alléger la position des chrétiens dans la péninsule des Balkans. Le bien et le sang



de nos fidèles sujets nous ont toujours été chers. Tous les actes de notre gouvernement attestent la constante sollicitude avec laquelle la Russie a cherché à maintenir les bienfaits de la paix. Cette sollicitude nous a constamment animé depuis le commencement des tristes événements dont la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie ont été le théâtre. Nous nous étions avant tout donné pour but d'arriver par la voie de négociations pacifiques, et d'accord avec les grandes puissances européennes, nos alliées et nos amies, à réaliser l'amélioration de la situation des chrétiens en Orient. Deux ans durant, nous avons fait des efforts incessants en vue de déterminer la Porte à des réformes susceptibles d'assurer la position des chrétiens dans la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine, contre l'arbitraire des autorités locales. L'exécution de ces réformes dérivait, par une nécessité absolue, des engagements antérieurs que la Porte avait contractés solennellement devant l'Europe tout entière.

« Mais nos efforts, bien qu'ils aient été appuyés par les représentations diplomatiques qui ont été faites de concert avec les autres puissances, n'ont pas eu le résultat désiré. La Porte a refusé, d'une manière inébranlable et catégorique, toutes les garanties demandées pour la sécurité des chrétiens.

« Elle a rejeté les décisions de la conférence de Constantinople qui étaient inspirées par le désir d'employer tous les moyens de conciliation possibles. Nous avons proposé aux autres cabinets de rédiger un protocole spécial énumérant les principales conditions jugées nécessaires par la conférence de Constantinople, et d'inviter la Porte à adhérer à cet acte international qui indique le minimum de nos réclamations; mais nos espérances ne se sont pas réalisées, la Porte n'a pas cédé aux désirs unanimes de l'Europe chrétienne, elle n'a pas adhéré aux décisions énumérées dans le protocole.

« Ayant épuisé tous les efforts pacifiques, nous sommes obligé, par l'obstination hautaine de la Porte, à procéder par la voie coercitive. Les sentiments d'équité et notre propre dignité nous le recommandent. Par son refus, la Turquie nous a mis dans la nécessité de recourir à la force des armes.

« Convaincu de la justice de notre cause, confiant dans la justice de Dieu, nous faisons savoir à nos fidèles sujets qu'aujourd'hui est arrivé le moment prévu, lorsque nous prononçâmes à Moscou les paroles auxquelles s'associa la Russie entière.

« Nous avons exprimé l'intention d'agir indépendamment, quand nous jugerions que l'honneur de la Russie l'exigerait.

« Aujourd'hui, appelant la bénédiction de Dieu sur nos vaillantes armées, nous leur ordonnons de franchir la frontière turque. »

Quant à la circulaire du prince Gortschakoff aux agents diplomatiques russes à l'étranger, elle était une paraphrase du document qui précède.

Toutefois il faut en remarquer les passages suivants :

« En formulant ses vœux et ses décisions par le protocole signé à Londres, le 19 mars, l'Europe s'était bornée à stipuler que, dans le cas où les grandes puissances seraient déçues dans l'espoir de voir la Porte appliquer énergiquement les mesures à apporter à la condition des populations ottomanes, l'amélioration unanimement réclamée comme indispensable à la tranquillité de l'Europe, elles se réservaient d'aviser ensemble aux moyens qu'elles jugeraient les plus propres à assurer le bien-être de ces populations et les intérêts de la paix générale.

« Ainsi les cabinets avaient prévu le cas où la Porte ne remplirait pas les promesses qu'elle avait faites, mais non celui où elle rejetterait les demandes de l'Europe.

« En même temps, une déclaration faite par lord Derby, à la suite du protocole, avait constaté que, comme le gouvernement de Sa Majesté Britannique n'avait consenti à la signature de cet acte qu'en vue des intérêts de la paix générale, il devait être entendu d'avance que, au cas où le but qu'on s'était proposé ne serait pas atteint, notamment le désarmement réciproque et la paix entre la Turquie et la Russie, le protocole serait considéré comme nul et sans valeur. Le refus de la Porte et les motifs sur lesquels il est fondé ne laissent subsister aucun espoir de déférence de sa part aux vœux et aux conseils de l'Europe, ni de garantie pour l'application des réformes suggérées en vue de l'amélioration du sort des populations chrétiennes..... »

La circulaire se terminait enfin par cet avis que, dans ces conjonctures, toute chance étant fermée aux tentatives de conciliation, l'empereur avait résolu d'entreprendre seul ce qu'il avait convié les cinq autres grandes puissances à poursuivre en commun avec lui; qu'il avait, en conséquence, donné l'ordre à ses armées de franchir les frontières de Turquie, et qu'en assumant cette tâche, il remplissait « un devoir qui lui est imposé par les intérêts de la Russie, dont le développement est entravé par les troubles permanents de l'Orient; » que, du reste, « il a la conviction de répondre en même temps aux sentiments de l'Europe. »

Dans sa note au chargé d'affaires de la Turquie à Saint-Petersbourg, le chancelier de l'empire russe informait celui-ci de la rupture des relations diplomatiques, l'invitait à cesser ses fonctions et à quitter le territoire, et le priait de prévenir les sujets ottomans résidant en Russie qu'ils étaient libres de quitter le pays, mais que

ceux qui préféreraient rester seraient pleinement assurés de jouir de la protection des lois de la monarchie. Peu de temps après, l'ambassade anglaise fut chargée de veiller sur les intérêts, les biens et la personne de ces derniers.

Enfin, au moment de quitter Constantinople, le chargé d'affaires de la Russie informait la Sublime-Porte qu'il laissait sous la protection de l'ambassade allemande les sujets russes résidant en Turquie, et il lui adressait, en outre, une note comminatoire relative à la sécurité de tous les chrétiens qui se trouveraient sur le territoire ottoman, pendant la guerre.

Dès qu'il avait vu l'imminence du danger, le gouvernement turk avait fait un appel aux puissances garantes du traité de 1856, au nom de l'article 8 de cet acte international. Après avoir spécifié l'état de choses présent, la note adressée par le ministre des affaires étrangères de la Turquie aux gouvernements étrangers continuait ainsi qu'il suit :

« En présence de cette situation, la Sublime-Porte se demande quels sont les motifs qui peuvent justifier des déterminations si graves de la part du gouvernement russe. Sur le point de déclarer la guerre à l'empire ottoman, la Russie n'a pu alléguer, et, de fait, elle n'allègue aucune lésion directe de ses droits, aucune de ces causes qui, en droit international, autorisent le recours aux armes. »

Venait ensuite la réfutation des divers arguments contenus dans le manifeste de l'empereur de Russie et dans la circulaire de son chancelier.

Enfin ce document se terminait par une demande de médiation dont voici les passages principaux :

« Intéressés, plus que tout autre, à tout ce qui peut contribuer à raffermir l'ordre et la tranquillité dans leurs États, S. M. le Sultan et son gouvernement n'ont mis d'autres limites à leur déférence pour les conseils de l'Europe, que celles qui leur étaient imposées par la nécessité de garantir de toute atteinte leurs droits souverains. La pensée de S. M. le sultan et de son gouvernement était parfaitement connue et affirmée d'une manière qui ne laisse place à aucun doute; ils ne pouvaient s'exposer, aux yeux du monde et de leurs populations, au reproche de n'avoir pas essayé de tous les moyens en leur pouvoir pour détourner les calamités qui semblent imminentes.

« La Sublime-Porte rappelle, par conséquent, l'article 8 du traité de Paris, ainsi conçu : « S'il survenait, entre la Sublime-Porte et l'une ou plusieurs des autres puissances signataires, un dissenti-

ment qui menaçait le maintien de leurs relations, la Sublime-Porte et chacune de ces puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice. » Bien que ce ne soit pas le gouvernement ottoman qui menace de prendre l'initiative de l'agression, et qu'en conséquence ce fût, à la rigueur, au gouvernement russe de faire appel à ces stipulations du traité de Paris, le gouvernement impérial, afin d'éviter tout malentendu, s'adresse aux puissances signataires de ce traité pour qu'elles veuillent bien, dans les circonstances graves où il se trouve, faire l'application de l'article susmentionné et mettre un terme à la tension si périlleuse qui affecte les deux Etats, au moyen d'une action médiatrice conforme aux droits et aux traités.

« Indépendamment de toute stipulation de traité, l'action des puissances serait justifiée par la cause même que, d'après la déclaration de son chargé d'affaires à Constantinople, la Russie voudrait donner à son action militaire, en alléguant le refus de la Porte d'accéder aux propositions qui lui ont été faites par toutes les puissances et à l'acte signé par elles, en faisant remarquer que sa démarche répond exactement aussi bien aux prévisions de l'article 8 du traité de Paris qu'aux motifs de rupture invoqués par la Russie.

« La Sublime-Porte exprime la conviction que les puissances amies, fidèles au sentiment de bienveillant intérêt qu'elles n'ont pas cessé de témoigner à l'empire ottoman, saisiront cette occasion légitime d'arrêter l'explosion d'une grande guerre et d'épargner ainsi à ces contrées les douloureuses extrémités dont elles sont menacées, et à l'Europe elle-même le trouble et le danger résultant d'un conflit entre les deux Etats, conflit dont la Sublime-Porte est en droit de repousser toute la responsabilité. »

Dans ce document, le gouvernement ottoman protestait encore contre l'ingérence de la Russie dans ses affaires intérieures et contre la tendance à la protection de tous les sujets chrétiens de l'empire, qui ressortait clairement de la recommandation faite par M. de Nelidoff au moment de son départ.

Mais cette démarche tardive n'eut aucun succès. Du reste, au moment où la protestation parvenait aux puissances européennes, le sultan adressait à ses troupes une proclamation belliqueuse, dans laquelle nous croyons devoir signaler le passage suivant :

« Vous savez que nous n'avons rien fait pour troubler la paix, jusqu'ici, tout en restant armés. Nous étions toujours animé des sentiments les plus pacifiques ; aussi nous avons écouté les conseils des puissances amies et bienveillantes et travaillé de concert avec elles au maintien de la paix. Mais notre ennemi vient de prouver

que le but qu'il poursuit n'est autre que l'anéantissement de nos droits, de notre indépendance et de notre pays lui-même, et qu'il ne saurait être satisfait tant qu'il ne l'aura pas atteint. L'ennemi nous attaque aujourd'hui, contrairement au droit et sans aucun motif légitime. »

C'est avec un véritable enthousiasme que la déclaration de guerre fut accueillie en Russie et en Turquie : toutes les vieilles haines de race et de religion se réveillèrent dans l'un et l'autre pays, quand on apprit que la lutte était définitivement prochaine. Toutefois, les résultats de cette manifestation ne furent pas les mêmes au nord et au sud de la mer Noire. Tandis que la satisfaction des Russes aboutissait aux conséquences morales et matérielles les plus heureuses pour la nation et pour l'armée, tandis que toutes les classes de la société s'unissaient dans un effort commun d'autant plus puissant au début qu'aucune preuve de rébellion ou de résistance partielle n'avait été donnée sur aucun point du territoire, la situation politique intérieure de la Turquie, jointe à ses embarras financiers et aux insurrections qui éclataient de divers côtés, ne laissait pas que de mettre la Sublime-Porte dans une situation critique. D'un côté, on pouvait constater déjà l'heureuse influence d'une discipline sévère, inébranlable, mais stricte et impartiale ; de l'autre, au contraire, l'expansion d'un fanatisme que rien ne pouvait régler, mais qui était capable des plus hautes vertus comme des plus grands excès. — Des deux côtés, les troupes étaient braves : elles se connaissaient, du reste, de vieille date, pour s'être si souvent combattues depuis deux siècles : la seule inégalité consistait dans la constitution des cadres, qui était tout entière à l'avantage de l'armée russe. Celle-ci prenait l'offensive ; mais elle avait à lutter contre des soldats si tenaces, et contre des obstacles naturels et artificiels si redoutables, elle avait tant à craindre de l'intempérie du climat, que la nouvelle campagne qu'elle commençait devait, sans doute, être de longue durée, même en ne tenant pas compte des éventualités imprévues, si, comme l'avait annoncé le czar, elle voulait atteindre son objectif, c'est-à-dire tout au moins l'occupation des provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe, pour imposer à la Sublime-Porte les garanties réclamées en faveur de l'amélioration du sort de celles-ci.

---

ATTITUDE DES PRINCIPAUTÉS TRIBUTAIRES  
DE L'EMPIRE OTTOMAN.

Maintenant que nous avons exposé les conditions réciproques dans lesquelles se trouvaient les deux principaux Etats belligérants, voyons la situation de ceux des autres Etats que le conflit devait toucher directement ou indirectement.

## ROUMANIE.

En premier lieu, occupons-nous de la Roumanie, dont les plus chers intérêts et l'existence même pouvaient être compromis dans cette guerre. Nous avons déjà fait connaître précédemment quelle est la situation géographique et militaire de cette principauté, et fait pressentir le rôle qu'elle pouvait être appelée à jouer au cas d'une guerre entre ses deux puissants voisins.

Dès le 16 avril, le gouvernement roumain avait conclu avec l'état-major de l'armée russe une convention dont voici les principales clauses :

1<sup>o</sup> Le prince de Roumanie assure le libre passage de ses Etats à l'armée russe, qui sera traitée comme une armée amie, moyennant paiement de toutes dépenses pour logement, nourriture et transport.

2<sup>o</sup> Le czar prend l'engagement de respecter les droits et l'intégrité de la Roumanie, conformément aux traités.

3<sup>o</sup> Les détails relatifs au passage des Russes et à leurs relations avec les autorités roumaines feront l'objet d'une convention spéciale.

4<sup>o</sup> Le prince de Roumanie s'engage à obtenir la ratification exigée par les lois roumaines.

Les principaux détails d'exécution furent réglés ainsi qu'il suit :

Le gouvernement roumain accorde aux Russes l'usage des chemins de fer, des communications fluviales, des routes, des postes et des télégraphes; il met à la disposition des Russes toutes les ressources du pays pour leurs approvisionnements.

Les commissaires roumains délégués près des commandants russes seront munis d'indications relatives aux fourrages, charrois, paille et chauffage, tant en ce qui concerne les dépôts de ces fournitures que les quantités et l'époque des livraisons. Ces indications permettront aux autorités russes de prendre des décisions. Il en sera de même, du reste, relativement aux campements, bivouacs, ba-



gages, munitions, ambulances, fournitures des hôpitaux, matériel de toute sorte.

Pour les transports, l'armée russe sera assimilée à l'armée roumaine et elle jouira des privilèges de celle-ci près des compagnies de chemins de fer. Le gouvernement réduira les tarifs à 40 p. 100. Le ministre des travaux publics de Roumanie donnera des instructions pour faire accélérer les transports des troupes russes. Les trains militaires russes auront la priorité, excepté sur les trains postaux et sur ceux des troupes roumaines. Le nombre des trains de voyageurs pourra être diminué et les trains de marchandises pourront être supprimés. L'unité de rails sera établie pour éviter le transbordement nécessité par la différence d'écartement entre les voies russes et les voies roumaines. Un comité spécial, composé des délégués des compagnies des chemins de fer, siègera sous la direction du ministre des travaux publics. La direction des transports de l'armée russe appartiendra au chef des communications militaires russes qui, avec l'approbation du ministre, pourra destituer les employés. Si les Russes construisent des tronçons de chemins de fer, la Roumanie accordera le terrain; le matériel mobile de ces chemins de fer retournera seul à la Russie. Les compagnies continueront à exploiter leurs réseaux, mais elles seront indemnisées.

Les dépêches officielles russes auront la priorité sur les dépêches privées.

Les blessés et les malades de l'armée seront soignés dans des établissements organisés par les Russes, mais en dehors de Bucharest et, autant que possible, hors des autres centres de population. Les hôpitaux roumains, à défaut d'établissement russe, recevront les malades, pour lesquels on devra payer les frais de traitement.

Les Russes pourront avoir des logements et des campements sur les indications des autorités locales et moyennant rétribution.

La Roumanie procurera aux Russes, s'il en est besoin, des barques et des bateaux pour construire des ponts.

Tous les frais occasionnés par le passage de l'armée russe seront payés en numéraire dans l'espace de deux mois.

La Roumanie accorde l'importation sans droits fiscaux et le libre transit des objets destinés aux Russes.

Les autorités roumaines prêteront leur concours pour l'arrestation des déserteurs.

Cette convention ne pouvait être exécutée que si elle était acceptée par le parlement roumain. Or, les deux assemblées avaient été convoquées pour le 26 avril et elles furent invitées à prendre une décision immédiate à ce sujet par un message du prince Charles, dans

lequel il était dit que les efforts de son gouvernement, auprès de la Porte et des puissances signataires du traité de 1856, pour obtenir comme un droit la reconnaissance de la neutralité de la Roumanie, que les cabinets étrangers avaient demandée comme un devoir, étaient restés sans succès; que la Roumanie, abandonnée des puissances, ne devait plus compter que sur elle-même; qu'elle devait s'efforcer de ne pas devenir le théâtre d'une guerre qu'elle n'avait ni souhaitée, ni provoquée; qu'aucune puissance n'avait protestée contre l'entrée de l'armée russe sur le territoire roumain; et que, comme le czar avait déclaré qu'il n'avait l'intention de porter atteinte ni aux droits, ni aux institutions du pays, comme enfin ces résultats et ces garanties ne pouvaient pas être assurés par une convention passée avec l'armée turque, il était urgent et naturel de la conclure avec l'armée russe. Le parlement roumain sanctionna par son vote les mesures proposées par son gouvernement, dans la séance du 29 avril, pour la chambre des députés, et dans celle du 30, pour le sénat. Le 23 avril, le prince Charles avait, du reste, reçu du grand-vizir une note dans laquelle, conformément à l'article 26 du traité de Paris et au 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 8 de la convention du 19 avril 1868, il était invité à se concerter avec la Sublime-Porte, afin d'arrêter, en commun, les mesures militaires propres à assurer la défense du territoire roumain, en raison des dangers éventuels qui le menaçaient. Il était, en outre, informé que sa réponse était attendue pour donner les instructions nécessaires au généralissime Abdul-Kerim-Pacha, avec lequel les autorités militaires roumaines pouvaient se concerter en cas d'urgence. Le gouvernement roumain répondit aussitôt qu'il soumettrait la proposition au parlement, dont la première réunion devait avoir lieu bientôt, et que sa réponse serait tout de suite communiquée à la Sublime-Porte. On vient de voir plus haut que la Roumanie avait préféré l'alliance de la Russie à celle de la Turquie.

C'était une rupture définitive de la principauté et de la Sublime-Porte. Celle-ci protesta, le 3 mai, contre cette attitude de la Roumanie, par une circulaire dans laquelle il était dit, en particulier, qu'elle considérait le prince et les autorités locales du pays comme se trouvant en la puissance de l'ennemi, et que leurs actes et leurs décisions seraient regardés par le gouvernement ottoman, pendant l'occupation russe, comme ayant le caractère d'une usurpation sur l'autorité légitime du sultan. Le 6 mai, les armes de Roumanie, qui se trouvaient sur la demeure de l'agent roumain à Constantinople, furent enlevées, la principauté étant considérée comme étant en état de rébellion par suite de sa convention avec la Russie. Le 9, le sultan destituait par un acte public le prince Charles de ses fonctions de prince de Roumanie.

Le 10, celui-ci répondait à cette mesure du gouvernement ottoman en décrétant l'organisation définitive de l'armée d'opérations roumaine, qui avait été mobilisée le 18 avril.

Le décret rendu à cette première date avait ordonné la mise sur pied de guerre de l'armée permanente et de l'armée territoriale avec leurs réserves; il avait prescrit que les milices, suivant les besoins, seraient organisées en corps actifs pour prendre part à cette mobilisation, que les gardes nationales seraient appelées, pendant toute la durée des opérations, à faire le service dans les villes, et il avait réservé ultérieurement la composition des unités tactiques et la désignation de leurs commandants. Chacun des 33 districts de la principauté dut immédiatement constituer un bataillon de milice.

Les mesures contenues dans le décret du 10 mai n'étaient, en réalité, que destinées à compléter les précédentes. En voici le résumé :

Le prince Charles prenait le commandement en chef de l'armée de campagne; son chef d'état-major général était le colonel Slanicenu.

L'armée fut divisée en 2 corps : le 1<sup>er</sup>, commandé par le général Lupu ; le 2<sup>e</sup>, par le général Radovici. Chaque corps d'armée se composa de 2 divisions numérotées et commandées comme il suit :

1 <sup>re</sup> division :	commandant,	colonel	Cerchezu ;
2 <sup>e</sup>	—	—	Logadi ;
3 <sup>e</sup>	—	—	Angelescu ;
4 <sup>e</sup>	—	—	Manu.

Chaque division se composa de 2 brigades d'infanterie et de 1 de cavalerie.

En résumé, chacun des 2 corps d'armée comprenait :

- 2 bataillons de chasseurs à pied;
- 8 régiments d'infanterie, dont 4 de *dorobantsi*, c'est-à-dire de l'armée territoriale, les uns et les autres à 2 bataillons;
- 4 régiments de *calarassi*, c'est-à-dire de cavalerie de l'armée territoriale, chacun à 4 escadrons;
- 7 batteries d'artillerie à 6 pièces.

Le grand quartier général et les troupes furent pourvus des divers services accessoires organisés comme dans les autres armées européennes.

L'armée roumaine disposait encore de :

- 2 régiments de *rossiori* à 4 escadrons, c'est-à-dire de cavalerie de l'armée permanente, formant la réserve de cavalerie;

6 batteries d'artillerie à 6 pièces, formant la réserve d'artillerie.

C'était donc, en définitive, un renfort de 36 bataillons, 40 escadrons et 20 batteries, soit 50,000 combattants, 12,000 chevaux et 120 pièces, que recevait l'armée russe du Sud.

Enfin, pour couronner l'œuvre, le parlement roumain adoptait, dans la séance du 12 mai, l'ordre du jour suivant : « L'assemblée, considérant que la Sublime-Porte, par sa conduite et par ses agressions, a rompu les liens qui rattachaient la Roumanie à la Turquie ; constatant que la Turquie a commencé les hostilités contre la Roumanie en bombardant plusieurs villes roumaines, s'appuie sur les sentiments de justice des puissances garantes qui, par le traité de Paris, ont sauvégarde le développement politique de la Roumanie, et autorise le gouvernement à prendre toutes les mesures possibles pour assurer l'existence de la Roumanie, ainsi que pour lui permettre de se trouver, après la paix, dans une situation politique bien définie qui lui donne la possibilité d'accomplir, hors de toute dépendance, sa mission historique en Orient. »

C'était le premier pas fait vers cette indépendance que les Roumains ne connaissaient plus depuis le xv<sup>e</sup> siècle, et qu'ils avaient eu jadis tant de peine à protéger contre les invasions du Nord ou du Sud. Ce grand acte dans la vie de la principauté fut proclamé le 21 mai, et l'ordre militaire de l'Etoile fut immédiatement institué, ce que la Roumanie, en qualité d'Etat tributaire, n'avait pu faire jusqu'ici. Enfin, comme sa situation financière laissait beaucoup à désirer, elle reçut de la Russie un subside destiné à parer aux premières dépenses qu'entraînait la présence de l'armée alliée sur son territoire, et le parlement national dut voter les fonds et prendre les mesures nécessaires pour faire face aux frais qu'allaient occasionner la mobilisation de l'armée roumaine et la guerre.

#### SERBIE.

La situation de la Serbie ne se dessina pas tout d'abord d'une façon très-nette. Le pays était divisé en deux partis opposés : l'un voulait le maintien de la paix récemment conclue, pour réparer les désastres de la dernière guerre ; l'autre aspirait de nouveau à entraîner la principauté dans la lutte, prétendant qu'elle n'avait pas le droit de demeurer neutre dans un conflit où il s'agissait de l'affranchissement et de l'union des Serbes. D'une part, le territoire était menacé par la formation des camps turks à Vidin et à Biéline, c'est-à-dire à l'est et à l'ouest ; d'autre part, on ignorait encore quelles seraient les résolutions du gouvernement austro-hongrois, et l'on savait que, parmi celles qui lui avaient été proposées, se trou-

vait l'occupation des provinces occidentales de l'empire ottoman ; enfin, les éventualités de la guerre turko-russe pouvaient amener l'une et l'autre armée ennemie à opérer sur une partie du pays. Au fur et à mesure que les troupes russes se rapprochaient du Danube, l'agitation devenait de plus en plus grande en Serbie et la situation du prince Milan de plus en plus critique. Chaque jour, des pressions dans l'un et l'autre sens étaient exercées sur lui et sur son ministère. L'exemple donné par la Roumanie trouvait un grand nombre de partisans parmi les Serbes, qui souhaitaient ardemment aussi la mobilisation de l'armée pour marcher, de concert avec les Russes, contre les Turks, et enfin la proclamation de l'indépendance de la principauté.

Après la conclusion de la paix avec la Turquie, au mois de février, les forces militaires de la Serbie avaient été réorganisées et formaient trois catégories : les troupes régulières, l'armée active et la réserve.

Les troupes régulières ne durent plus comprendre que 4 bataillons et 2 escadrons.

L'armée active remplaça le premier ban de la milice et dut compter :

75 bataillons d'infanterie ;  
22 escadrons de cavalerie ;  
37 batteries de campagne et de montagne à 6 pièces.

La répartition de ces troupes constitua 4 corps, composés de la façon suivante :

Corps de la Drina. . . . .	4 brigades :	17 bataillons ;
— de la Schumadja. . . . .	5 —	21 —
— de la Morava. . . . .	4 —	17 —
— du Timok. . . . .	5 —	20 —

Les escadrons de cavalerie et les batteries d'artillerie furent adjoints en quantité suffisante aux divers corps d'armée.

Quant à la réserve, elle dut avoir une organisation identique à celle de l'armée active, en infanterie du moins, car elle ne comprit ni cavalerie, ni artillerie ; mais elle ne fut pas immédiatement constituée, les armes, l'argent et les cadres faisant complètement défaut.

L'entrée de la Serbie dans l'alliance russo-roumaine apportait donc à celle-ci un complément de 75 bataillons, 22 escadrons et 37 batteries ; soit 50,000 hommes, 3,000 chevaux et 260 pièces attelées.

Les soldats de l'armée active furent rappelés dans le milieu du mois de mai. Des camps furent formés à l'Est et à l'Ouest ; des tra-

vaux de défense furent exécutés sur divers points; un emprunt fut contracté. Mais aucune décision ne devait être prise avant la réunion de la chambre des députés, qui fut convoquée pour le 2 juin, et nous verrons plus loin quel fut le résultat de ses délibérations.

#### BOSNIE, HERZÉGOVINE ET ALBANIE.

Bien que l'Herzégovine, la Bosnie et l'Albanie soient, non pas des États tributaires de la Turquie, mais des provinces de l'empire ottoman, nous croyons que c'est ici la place et le moment d'exposer ce qui les concerne. L'insurrection s'était calmée pendant les négociations diplomatiques des grandes puissances à Constantinople et à Londres, ou plutôt elle s'était endormie; elle se réveilla avec une nouvelle ardeur dès que l'on eut la preuve de leur insuccès; elle se propagea même, et bientôt elle gagna la petite tribu indépendante des Mirdites. Il fut question d'une occupation militaire de ces contrées par l'Autriche et même de la création d'une nouvelle principauté qui les engloberait, sous le protectorat du gouvernement austro-hongrois. Nous verrons ultérieurement ce qui devait résulter de ces diverses propositions.

#### ÉGYPTE, TUNISIE ET TRIPOLI.

Il nous reste enfin, pour terminer ce qui concerne les États tributaires de la Turquie, à nous occuper des régence d'Égypte, de Tunisie et de Tripoli.

Nous avons déjà dit, en énumérant les forces dont disposait le généralissime Abdul-Kerim-Pacha sur les bords du Danube, que le contingent égyptien était compris dans l'armée turque. La demande d'un nouveau renfort fut adressée au khédive, mais la situation pécuniaire de l'Égypte était loin d'être favorable; en outre, l'Abyssinie pouvait à chaque instant faire cause commune avec les populations chrétiennes et renouveler cette guerre qui, deux ans auparavant, avait été si meurtrière pour les troupes égyptiennes. La chambre des notables, convoquée au Caire pour prendre une décision relative à l'envoi du renfort sollicité par le sultan, répondit par un refus basé sur les causes que nous venons d'exposer. Toutefois, le prince Hassan se tint prêt à partir avec quelques bataillons qui, si les circonstances devenaient plus critiques en Turquie et plus favorables en Égypte, devaient être suivis d'autres envois.

Mais c'était surtout au point de vue de la possession du canal de l'isthme de Suez que la situation et l'attitude de l'Égypte offraient un grand intérêt. L'article 14 de l'acte de concession de cette voie navigable à la compagnie universelle dirigée par M. de Lesseps



porte que « le grand canal maritime et les ports en dépendant seront toujours ouverts, comme passages neutres, à tout navire de commerce traversant d'une mer à l'autre, sans aucune distinction, exclusion ni préférence de personnes ou de nationalités, moyennant le paiement des droits et l'exécution des règlements établis par la compagnie universelle. » Or, outre que l'état de guerre supprime, en fait, ces garanties et que le passage neutre n'est plus dès lors qu'un mot pour toute puissance qui ne trouve pas dans sa force le moyen de défendre ses droits, il faut encore remarquer que cet article ne concerne que les bâtiments de commerce, et l'on sut bientôt que l'Angleterre ne voulait pas adhérer à une neutralisation entendue dans le sens d'une interdiction de passage aux navires de guerre. Pour elle, le principe de la neutralité constitue un droit égal pour toutes les marines, militaires ou marchandes, de se servir du canal. Elle informa la Turquie et l'Égypte que telle était son interprétation et qu'elle prendrait toutes les mesures nécessaires pour faire respecter sa décision ; elle fit également connaître celle-ci aux gouvernements européens.

La régence de Tunisie répondit à l'appel de la Sublime-Porte que l'état précaire de ses finances l'empêchait de fournir un contingent régulier, mais qu'elle y suppléerait par des dons en nature et par l'encouragement des engagements volontaires.

Quant à la régence de Tripoli, elle suivit une conduite analogue. Il convient toutefois de faire remarquer qu'elle fournit en tout temps un contingent fort de 1 régiment d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 régiment de cavalerie, et qui est compris dans le 1<sup>er</sup> corps d'armée turk dont le quartier général est à Constantinople.

Enfin, un grand mouvement religieux se manifesta parmi les populations musulmanes non comprises dans l'empire ottoman, et, en particulier, le grand-chérif de la Mecque envoya au sultan un renfort de 4,000 hommes complètement équipés.

---

## ATTITUDE DES ÉTATS VOISINS DE L'EMPIRE OTTOMAN.

### MONTENEGRO.

Constatons d'abord que la situation intérieure du Montenegro ne s'était pas modifiée. La Sublime-Porte ayant refusé les concessions territoriales qu'il avait fait demander à Constantinople par ses délégués, les armes, suspendues pendant la saison d'hiver, avaient été immédiatement reprises. Le 18 avril, le prince Nicolas réunissait de

nouveau son armée; le 21, il informait les puissances européennes de son intention de renouveler la lutte, et, le 1<sup>er</sup> mai, il entraînait en campagne, après avoir reçu du czar une dépêche ainsi conçue : « Je suis fermement résolu, cette fois, à exercer complètement la sainte mission de la Russie et à achever l'œuvre de mes prédécesseurs. » La guerre allait donc recommencer avec une nouvelle ardeur sur les confins de la Tsernagora.

## GRÈCE.

La situation de la Grèce était quelque peu analogue à celle de la Serbie; de même que l'attitude de la principauté devait dépendre beaucoup des résolutions de l'Autriche, de même celle du royaume hellénique était soumise à la volonté de l'Angleterre. En Grèce comme en Serbie, l'agitation était grande: l'opinion publique s'y partageait en partisans de la guerre et en amis de la paix; cependant les esprits s'irritaient chaque jour par les récits des incursions que faisaient les Turks de l'Albanie, de l'Epire et de la Thessalie, sur le territoire national. Toutefois les intentions belliqueuses des Grecs ne visaient pas le même but que celles des Russes, tout aussi redoutés de la population hellénique que les Turks en sont haïs, ainsi que nous l'avons déjà dit en étudiant le caractère des races de cette partie de l'Europe. Aux yeux des habitants du royaume de Grèce, la déclaration de guerre par la Russie à la Turquie n'avait pas pour objet l'amélioration du sort des chrétiens de l'empire ottoman, mais simplement l'émancipation des Slaves, la subjugation des Grecs de Thrace et de Macédoine, et la réalisation du panslavisme aux dépens du panhellénisme. C'était donc une terrible crise que la Grèce allait traverser; elle le sentait: l'instinct de sa propre conservation faisait comprendre à la population que, soit par une attitude pacifique, soit par des moyens de coercition, si la première ne réussissait pas, il lui fallait l'indépendance des populations helléniques de l'empire ottoman et leur annexion au royaume de Grèce. C'est dans ce sens qu'eurent lieu diverses manifestations de l'opinion publique, précurseurs infaillibles des troubles qui éclateraient, comme cela a lieu périodiquement depuis cinquante ans, dans le cas où le gouvernement et la nation ne seraient pas d'accord.

Pressentant le rôle que la Grèce pourrait être appelée à jouer dans un conflit dont l'Orient de l'Europe serait le théâtre, le ministre avait fait proposer et adopter, dans les derniers mois de l'année 1876, une nouvelle organisation militaire qui classait tous les citoyens valides dans l'armée active et dans la réserve de cette armée, de 19 à 30 ans, dans l'armée territoriale et dans la réserve de cette armée, de 30 à 50 ans, et qui prenait dans la levée en masse tous ceux qui avaient moins de 19 ans et plus de 50 ans. On

espérait ainsi obtenir une force nominale de 120,000 hommes dans l'armée active, y compris sa réserve, de 80,000 dans l'armée territoriale, y compris sa réserve, et de 20,000 dans la levée en masse.

En fait, les troupes de campagne de la Grèce peuvent contenir :

60 bataillons d'infanterie, dont 12 de chasseurs de montagne appelés *akrovolistes* et 30 de volontaires ;

5 escadrons de cavalerie ;

10 batteries à 6 et à 4 pièces.

C'est donc un total de 50,000 hommes, avec 2,000 chevaux et 50 pièces attelées, que l'armée grecque peut mettre en ligne.

Au moment où les hostilités commencèrent entre la Russie et la Turquie, la surexcitation était extrême en Grèce ; des escarmouches étaient engagées, sur les confins des deux pays, entre les volontaires grecs et les irréguliers turks. Un emprunt avait été émis pour faire face aux armements et aux dépenses de la mobilisation d'une partie de l'armée qui venait d'être récemment ordonnée. La flotte anglaise se montrait à proximité des côtes pour maintenir le royaume dans la neutralité. Enfin, on attendait la convocation du parlement pour décider quelle serait la ligne de conduite. Nous y reviendrons plus tard.

#### CRÈTE.

Bien que faisant partie de l'empire ottoman, la population de l'île de Crète était en tous points semblable à celle de la Grèce, tant par la communauté de la race que par celle de la religion. Les aspirations seules étaient différentes. Tout en demandant instamment d'être délivrés de la domination turque, les Crétois ne songeaient point à l'indépendance ; c'est vers l'Angleterre qu'ils tournaient leurs regards, c'est au gouvernement britannique qu'ils demandaient protection.

#### PERSE.

La proximité des frontières de la Turquie, de la Russie et de la Perse, en Asie, permettait d'attacher, au début des hostilités, une grande importance à l'attitude que prendrait le gouvernement persan dans le conflit qui venait d'éclater entre ses deux voisins. La Russie pouvait espérer que la rivalité des deux empires musulmans ferait échouer toute tentative d'alliance entre eux, mais elle devait craindre que cette rivalité ne disparût devant le fanatisme religieux et que la guerre sainte ne se propageât avec rapidité dans ces contrées asiatiques dont la conquête lui avait coûté tant de peines et de sacrifices depuis un siècle.

L'armée persane, organisée en partie à l'instar des armées européennes, par des officiers français, n'a, en réalité, qu'un faible effectif. En voici la composition sur le pied de guerre :

84 bataillons d'infanterie de nizam,  
5 escadrons de cavalerie de nizam,  
30 batteries à 6 et à 8 pièces de nizam.

On pouvait en évaluer la force totale à 80,000 hommes, avec 5,000 chevaux et 200 pièces attelées, mais il convient d'y ajouter environ 20,000 fantassins et 40,000 cavaliers de troupes irrégulières, qui portaient son effectif disponible à 140,000 hommes environ.

Déjà l'armée russe du Transcaucase avait fait de rapides progrès dans l'Arménie turque, et la Perse n'était point encore sortie de sa neutralité en faveur de l'un ou de l'autre belligérant, et cependant l'insurrection religieuse des populations musulmanes de la Circassie pouvait gagner bientôt aussi les plus proches régions de l'empire du schah. Les événements ultérieurs nous feront connaître quel devait être le résultat de cette situation. Au début des hostilités, la Perse s'était contentée de mobiliser une partie de ses troupes et de les réunir en deux camps, l'un près de la frontière russe, l'autre sur la frontière turque.

#### AUTRICHE-HONGRIE.

Mais, parmi tous les Etats limitrophes de la Turquie et de la Russie, l'empire austro-hongrois était certainement celui dont l'attitude et les résolutions devaient avoir les plus hautes conséquences. Par la Transylvanie, l'armée austro-hongroise pouvait, en cas d'alliance avec la Turquie, couper les communications de l'armée russe en Roumanie, après que celle-ci aurait atteint ou déjà franchi le Danube. Par le Banat, la Slavonie, la Croatie et la Dalmatie, elle pouvait, en cas d'alliance avec la Russie, pénétrer dans les provinces occidentales de l'empire ottoman, occuper le Montenegro, la Bosnie, l'Herzégovine et même la Serbie.

Par le fait de sa constitution géographique, politique et ethnographique, l'une et l'autre de ces deux hypothèses pouvaient être envisagées ; le dualisme, qui était à l'état latent dans cette monarchie, qui provenait des différences de races et d'intérêts de ses habitants, pouvait brusquement se faire jour et donner lieu à une prompte séparation, les Hongrois et les Polonais n'hésitant pas à manifester leurs vives sympathies pour les Turks, les autres populations semblant préférer la neutralité. C'est ainsi que, vers les derniers jours du mois d'avril et vers les premiers jours du mois de mai, l'archiduc Albert était reçu avec enthousiasme en Croatie et

que les habitants de cette province le priaient de solliciter la création d'un royaume formé de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Croatie sous le sceptre d'un prince autrichien, tandis que les Hongrois et les Polonais s'enrôlaient en grand nombre dans la légion étrangère alors en voie de formation à Constantinople, tandis qu'enfin les populations de Hongrie faisaient un chaleureux accueil aux softas venus de Constantinople à Pesth pour rendre la visite que leur avaient faite les étudiants de cette ville dans les derniers mois de l'année 1876.

Enfin, dans les premiers jours du mois de mai, à la suite de diverses interpellations adressées au gouvernement austro-hongrois, celui-ci fit une déclaration de neutralité, et affirma qu'il était prêt à remplir la tâche qui lui incombait dans les complications présentes, à veiller avec sollicitude à la satisfaction de tous les intérêts de ses nationaux, à s'efforcer d'obtenir la localisation de la guerre, à se ménager enfin le moyen d'offrir le plus tôt possible sa médiation pacifique. En se prononçant ainsi, le cabinet de Vienne faisait donc tomber tous les bruits relatifs à sa coopération active dans l'un ou l'autre sens. Il restait cependant à résoudre une des questions les plus importantes au point de vue de son commerce, c'est-à-dire la navigation du Danube pendant la guerre. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, qui avait quitté Constantinople avec tous les autres, après la conférence inutilement réunie dans cette ville, retourna à son poste vers le milieu du mois de mai.

---

## ATTITUDE DES AUTRES PUISSANCES.

### ANGLETERRE.

La déclaration de guerre faite par la Russie à la Turquie eut naturellement un grand retentissement en Angleterre. Elle fut considérée, par les uns, comme une atteinte portée directement aux intérêts de la monarchie britannique, et, par les autres, comme une conséquence fatale des fautes commises par la Turquie. Whigs et Tories recommencèrent leurs antiques querelles, caractérisées de tout temps par ce fait que ceux-ci et ceux-là cherchent uniquement à obtenir la plus grande prospérité de la nation. Ce double courant d'opinions se manifesta bientôt par des paroles et par des actes.

Le 30 avril, S. M. la reine Victoria fit paraître la déclaration suivante, qui éliminait momentanément toute crainte de complications :

« Etant en paix avec tous les souverains, toutes les puissances, tous les Etats ; considérant la guerre qui existe entre le czar et le sultan, malgré nos efforts extrêmes pour l'arrêter ; considérant notre amitié avec ces deux souverains, nous sommes déterminée à maintenir une neutralité stricte et impartiale ; nous ordonnons à nos sujets d'observer cette stricte neutralité. »

Le même jour, M. Gladstone communiquait à la chambre des communes, au milieu des applaudissements de l'opposition, les cinq résolutions formulées par lui sur la crise actuelle. Comme la discussion à laquelle elles donnèrent lieu fut sans résultat positif, nous nous abstenons de les relater ici. Nous nous contenterons, afin de bien caractériser la divergence des opinions des habitants de la Grande-Bretagne, de dire qu'elles contenaient, en substance, un blâme à la Sublime-Porte, et qu'elles tendaient à lui faire refuser l'appui moral et matériel de l'Angleterre dans les circonstances présentes.

Le lendemain du jour où avait été publiée la déclaration de la neutralité de l'Angleterre, le 1<sup>er</sup> mai par conséquent, lord Derby, le chef du foreign-office, adressait sa réponse à la circulaire du prince Gortschakoff ; en voici les passages les plus saillants :

« Le protocole auquel le gouvernement de S. M. la reine avait pris part récemment, à la sollicitation de la Russie, n'exigeait pas, de la part du sultan, de nouvelles garanties pour la réforme de son administration.

« Dans le but de permettre plus facilement à la Russie de s'abstenir de toute action isolée, il affirmait l'intérêt que toutes les puissances prenaient, d'un commun accord, à la situation des populations chrétiennes de la Turquie. Il déclarait que les puissances surveilleraient soigneusement la manière dont les promesses du gouvernement ottoman étaient tenues et mises en pratique, et que, si leurs espérances étaient encore une fois trompées, elles se réservaient le droit d'aviser ensemble aux moyens qui paraîtraient les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale.

« Le consentement de la Porte à cette déclaration des intentions des puissances n'avait été ni demandé ni requis. Sans doute, la Porte a jugé convenable, fort malheureusement dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, de protester contre les expressions dont il s'agit comme constituant un empiétement sur la souveraineté et l'indépendance du sultan.

« Cependant, tout en protestant et en déclarant qu'elle ne pouvait considérer le protocole comme ayant un caractère obligatoire pour la Turquie, la Sublime-Porte affirmait de nouveau son intention de mettre en pratique l'exécution des réformes déjà promises.



« C'est pourquoi le gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre, comme le soutient le prince Gortschakoff, que la réponse de la Porte ait détruit ni tout espoir de la voir déférer aux désirs et aux avis de l'Europe, ni toute garantie d'application des réformes indiquées.

« Il n'est pas non plus d'avis que les termes de la note susdite dussent nécessairement rendre impossible la conclusion de la paix avec le Montenegro, ou l'accord pour le désarmement simultané. Le gouvernement de Sa Majesté croit encore qu'avec de la patience et de la modération des deux côtés, on aurait probablement pu obtenir une entente sur ces deux points.

« Le prince Gortschakoff affirme cependant que cette voie est désormais fermée aux tentatives de conciliation, que l'empereur a décidé d'entreprendre la tâche d'obtenir par la force ce que les efforts unanimes de toutes les puissances n'ont pu obtenir de la Porte par la persuasion, et il déclare que Sa Majesté Impériale est convaincue que cette mesure est d'accord avec les sentiments et les intérêts de l'Europe.

« On ne peut pas attendre du gouvernement britannique qu'il partage cette manière de voir. Il n'a pas dissimulé son opinion que la présence de forces russes considérables sur les frontières de la Turquie, en rendant le désarmement impossible et en provoquant un sentiment d'appréhension et de fanatisme parmi la population musulmane, constituait un obstacle matériel à la pacification intérieure et aux réformes. Il ne peut croire que l'entrée de ces armées sur le territoire turk soit de nature à remédier à ces difficultés et à améliorer le sort des populations chrétiennes dans les domaines du sultan.

« Mais la ligne de conduite adoptée par le gouvernement russe donne lieu à des considérations plus graves et plus sérieuses. Elle constitue une violation du traité de Paris du 30 mars 1856, par lequel la Russie et les autres puissances signataires s'engageaient, chacune pour sa part, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman.

« Dans les conférences du traité de Londres de 1871, à la suite desquelles ladite stipulation fut confirmée avec les autres, le plénipotentiaire russe, concurremment avec ceux des autres puissances, signa une déclaration qu'il était de principe essentiel du droit des gens qu'aucune puissance ne peut se dégager des obligations d'un traité ni en modifier les stipulations sans le consentement des parties contractantes au moyen d'un arrangement amiable.

« En se décidant à agir lui-même contre la Turquie et à recourir aux armes, sans plus consulter les puissances, l'empereur s'est séparé du concert européen qui avait été conservé jusqu'à présent :

il s'est départi en même temps de la règle qu'il s'était engagé solennellement à suivre.

« Il est impossible de prévoir les conséquences d'un acte pareil.

« Le gouvernement anglais repousse l'assertion de prince Gortschakoff que la Russie agit dans l'intérêt de la Grande-Bretagne et des autres puissances, et déclare que la décision du gouvernement russe ne saurait avoir ni son concours ni son approbation. »

La situation respective de la Russie et de l'Angleterre devenait donc aussi critique que possible. Bientôt le comte Schouvaloff, ambassadeur du czar à Londres, et lord Loftus, ambassadeur de la reine à Saint-Petersbourg, prenaient simultanément un congé avec mission de chercher à éviter une rupture dont la déclaration de neutralité n'avait pu faire disparaître la crainte et dont la réponse de lord Derby faisait même prévoir l'éventualité.

Le gouvernement britannique désigna alors les troupes qui seraient les premières à partir pour le service extérieur, dans le cas où les circonstances l'exigeraient.

Le moment est donc venu pour nous d'exposer brièvement les forces de terre et de mer dont pouvait disposer l'Angleterre, sauf à donner ultérieurement les développements nécessaires sur les diverses parties de son armée.

L'armée de terre comprend :

1° Les troupes stationnées à l'intérieur du royaume ;

2° Les troupes détachées à l'extérieur du royaume.

Les troupes stationnées à l'intérieur du royaume se subdivisent elles-mêmes en troupes de l'armée active, réserve de l'armée active, milice et volontaires.

Les troupes de l'armée active stationnées à l'intérieur sont au nombre de 160,000 hommes environ, y compris la réserve, et forment, avec cette réserve :

77 bataillons d'infanterie, à 10 compagnies ;

22 régiments de cavalerie à 4 escadrons ;

57 batteries de campagne, à 6 pièces.

Nous laissons de côté l'artillerie de place et de côte, le génie, les divers services et les dépôts, etc.

La milice se compose de 125,000 hommes environ, et contient :

130 bataillons d'infanterie ;

42 régiments de cavalerie, dits de *yeomanry* ;

32 batteries d'artillerie.

Les troupes de l'armée active stationnées à l'intérieur et de la milice ont donc un effectif total de 285,000 hommes environ, et

forment ensemble 8 corps d'armée dont chacun doit être composé ainsi qu'il suit :

3 divisions d'infanterie, comprenant chacune : 7 bataillons d'infanterie, 3 escadrons de cavalerie et 7 batteries d'artillerie ;

1 brigade de cavalerie, forte de 9 escadrons avec 1 batterie à cheval ;

5 batteries d'artillerie de corps d'armée ;

La milice pouvant être employée, comme toute l'armée active, aux opérations en dehors du territoire national, il en résulte que ces 8 corps d'armée constituent les troupes de campagne proprement dites.

En admettant que toutes les troupes de l'armée active et toute la milice soient sorties du royaume, il reste encore, pour défendre celui-ci, les troupes de volontaires, qui sont les suivantes :

900 corps d'infanterie, 140,000 hommes.

4 — de cavalerie, 1,000 —

210 — d'artillerie, 30,000 —

En y joignant 7,000 sapeurs, on trouve que l'armée territoriale contiendrait près de 190,000 hommes, auxquels se joindraient les effectifs des batteries de l'artillerie de place et de l'artillerie de côte non employés au dehors et ceux des dépôts de l'armée active.

Les troupes stationnées à l'extérieur se composent de troupes de l'armée active, de milices locales et de sipahis.

Les troupes de l'armée active stationnées à l'extérieur sont les suivantes :

50 bataillons d'infanterie, à 8 compagnies,	}	Armée des Indes.
9 régiments de cavalerie, à 3 escadrons,		
57 batteries de campagne, à 6 pièces.		
5 bataillons d'infanterie,	}	Garnison de Gibraltar.
7 batteries d'artillerie de place,		
4 compagnies du génie.		
5 bataillons d'infanterie,	}	Garnison de Malte.
7 batteries d'artillerie de place,		
2 compagnies du génie.		
11 bataillons d'infanterie,	}	Dans les autres colonies.
14 batteries d'artillerie de place,		
6 compagnies du génie.		

Ces forces extérieures contiennent à peu près 70,000 hommes.

Quant aux milices locales, elles sont peu nombreuses : la plus importante est le régiment d'artillerie formé par les habitants de Malte.

Enfin, on évalue à 120,000 hommes environ l'effectif des troupes indigènes de sipahis des Indes.

La principale force de l'Angleterre repose sur sa flotte de guerre, que l'on considère comme capable de lutter avec chances de succès contre les deux flottes réunies de deux quelconques des grandes puissances européennes.

Les bâtiments armés en tout temps ou prêts à prendre la mer se répartissent de la façon suivante :

58 navires cuirassés, dont 13 de 1<sup>re</sup> classe, 7 de 2<sup>e</sup> classe et 6 de 3<sup>e</sup> classe, portant ensemble 800 canons et 20,000 hommes d'équipage;

15 croiseurs armés de 70 canons et ayant 2,000 hommes d'équipage;

40 canonnières armées de 160 canons et ayant 3,000 hommes d'équipage;

85 bâtiments à vapeur, dont 50 transports, armés de 250 canons et ayant 4,000 hommes d'équipage;

70 bâtiments à voiles, armés de 450 canons et ayant 6,000 hommes d'équipage.

Les réserves sont, en outre, telles que le nombre des bâtiments non cuirassés à vapeur et à voiles peut être aisément triplé, et que l'effectif des équipages de la flotte peut être porté à près de 200,000 hommes.

Voici les premières dispositions qu'adopta le gouvernement britannique en vue des éventualités qui pouvaient surgir.

Il désigna d'abord les troupes suivantes comme étant les premières à partir pour le service extérieur, dans le cas où les circonstances l'exigeraient :

43 bataillons d'infanterie, dont 4 de rifles et 3 de la garde;

7 régiments de cavalerie à 3 escadrons;

2 brigades d'artillerie montées à 7 batteries de 6 pièces;

1 — — — à cheval à 5 —

1 — — — de place à 7 —

C'était un total de 43 bataillons, 21 escadrons et 19 batteries attelées, réparti en 2 corps d'armée, soit 65,000 hommes, 10,000 chevaux et 114 pièces attelées que l'on devait mettre immédiatement à même d'entrer en campagne.

Les garnisons de Malte et de Gibraltar furent renforcées et l'on encouragea les régiments de la milice du royaume à demander la faveur d'aller tenir garnison à Gibraltar, à Malte et même dans l'île de Crète.

Tous les services accessoires destinés à cette première mobilisation furent préparés sur une grande échelle, particulièrement en ce qui concerne le génie, la gendarmerie de campagne, les transports, les ambulances, etc.

« Enfin, la reine se rendit au camp d'Aldershot, le 11 mai, et après y avoir passé la revue des troupes, elle prononça les paroles suivantes : « J'espère ne pas avoir à me servir de votre courage dans les conditions difficiles que l'Angleterre traverse en ce moment ; mais si, contrairement à mon attente, la valeur des troupes anglaises devait être employée en Orient, j'ai la plus complète confiance dans le patriotisme de l'armée et dans le dévouement intelligent et éclairé des officiers. »

Quant à la flotte de la Méditerranée, nous avons déjà dit qu'elle se composait, en mai 1876, de 22 bâtiments au mouillage dans la baie de Besika. Elle fut considérablement renforcée. Elle prit position près des points stratégiques et politiques de Gibraltar, Malte, Corfou, l'île de Crète, Alexandrie, le Pirée, Salonique et Besika, tandis que la flotte de la Manche et de la mer du Nord se complétait et se tenait prête à la soutenir en cas de besoin.

Aucune réponse immédiate ne fut faite par la Russie à la note de lord Derby. Le gouvernement russe se contenta de faire savoir que le contrôle en commun exercé pacifiquement par l'Europe sur les actes de la Sublime-Porte n'avait jamais produit qu'un résultat purement spéculatif qui en démontrait l'impuissance, qu'il assurait en quelque sorte l'impunité à la Turquie, que cette interprétation des clauses du traité de 1836 ne pouvait être acceptée par la Russie, dont elle lésait les intérêts, que le cabinet de Saint-Petersbourg avait fait tous les efforts nécessaires pour amener les puissances signataires à employer la force en vue d'obtenir de la Sublime-Porte les garanties auxquelles n'avaient pu aboutir la persuasion et les conseils pacifiques, et que la Russie avait le devoir d'exécuter seule la tâche que les autres Etats, d'accord avec elle en principe, hésitaient à assumer en pratique.

Au moment où les hostilités commençaient entre la Russie et la Turquie, il était donc à craindre que la guerre ne pût être localisée.

#### ALLEMAGNE.

Le cabinet de Berlin ne prit aucune décision immédiate relative à l'attitude qu'il voulait adopter dans le conflit turco-russe. Toutefois, il envoya, vers le milieu du mois de mai, un nouvel ambassadeur à Constantinople, et celui-ci prit sous sa protection les nationaux russes qui continuèrent à résider sur le territoire de l'empire ottoman.

## ITALIE.

A la suite d'une interpellation sur la politique extérieure, adressée au gouvernement italien, dans la séance du 23 avril, pour savoir quelle serait la ligne de conduite du royaume si la guerre éclatait entre la Russie et la Turquie, M. Melegari avait répondu que, dans ces circonstances, le rôle de l'Italie consistait dans une action pacifique et conciliante, basée sur le respect de tous les intérêts et des droits des autres Etats. Il avait conclu en affirmant que cette attitude serait conservée, sauf dans le cas où les intérêts et l'honneur du pays demanderaient de la modifier; que, si cette éventualité se présentait, le gouvernement aurait recours aux conseils et à l'appui du parlement.

Cette décision de l'Italie fut confirmée par une déclaration publique de neutralité du gouvernement faite le 30 avril.

Le 15 mai paraissait un décret du roi relatif à l'organisation militaire territoriale de l'Italie, telle qu'elle avait été adoptée le 17 mars précédent, et qui prescrivait, en temps de paix, la constitution permanente des quartiers généraux des grands commandements militaires, c'est-à-dire des 10 corps d'armée et des 20 divisions, tels qu'ils devaient fonctionner en temps de guerre.

On avait prétendu, dans les derniers jours du mois d'avril, que peut-être on proposerait à l'Italie l'occupation de l'Albanie et que des engagements avaient été acceptés par elle. Tous ces bruits tombaient devant l'attitude pacifique du gouvernement, qui, tout en réservant sa liberté d'action pour veiller sur ses intérêts, avait formellement annoncé l'intention de rester neutre. En même temps, l'ambassadeur italien fut renvoyé à Constantinople.

## BELGIQUE.

La Belgique fit à son tour, le 6 mai, une déclaration dans laquelle il était rappelé que cet Etat est perpétuellement neutre et que tout acte contraire aux devoirs de la neutralité devait, par conséquent, être évité soigneusement par les citoyens belges, dans le but de ne pas exposer le pays à des hostilités de la part d'une puissance étrangère.

## ESPAGNE.

Il en fut de même pour l'Espagne. Le 13 mai, le gouvernement de la péninsule ibérique faisait connaître à tous les sujets espagnols qu'ils devaient conserver la plus stricte neutralité, conformément aux lois en vigueur et aux principes du droit international; que quiconque d'entre eux se livrerait à un acte hostile contre l'un ou l'autre des Etats belligérants perdrait tout droit à la protection du



souverain, subirait les conséquences des mesures prises par les belligérants, sans préjudice des peines qui seraient encourues en vertu des lois espagnoles. Le manifeste rappelait enfin les dispositions du code relatives aux agents nationaux ou étrangers qui opéreraient ou provoqueraient, sur le territoire du royaume, le recrutement des armées pour l'une ou l'autre des puissances belligérantes.

## FRANCE.

Enfin, le 1<sup>er</sup> mai, lors de l'ouverture de la nouvelle session du parlement, le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, donnait lecture, au sénat et à la chambre des députés, d'une déclaration dans laquelle était affirmée, comme elle l'avait déjà été le 3 novembre 1876, la volonté du gouvernement français de conserver la neutralité la plus complète dans le conflit qui allait ensanglanter l'Orient. Il était fait allusion, dans ce document, aux efforts tentés par la France pour maintenir la paix, à nos relations amicales avec tous les Etats européens et à l'espoir que la guerre pourrait être localisée. Il y était bien spécifié que, « dans la question d'Orient, la neutralité la plus absolue, garantie par l'abstention la plus scrupuleuse, doit demeurer la base de notre politique, » et que « la France veut la paix avec tous. »

Cette déclaration n'était, du reste, qu'une communication publique des instructions que le ministre des affaires étrangères avait envoyées aux agents diplomatiques de la France à l'étranger par sa circulaire du 25 avril. Dans cette note, après avoir rappelé brièvement notre rôle depuis les débuts de l'insurrection herzégovinienne et après avoir exprimé ses regrets de ce que les conseillers du sultan avaient cru devoir le pousser à décliner la transaction pacifique qui se trouvait implicitement comprise dans le protocole de Londres, le duc Decazes caractérisait l'attitude de nos agents en présence des complications qui venaient de surgir et qui pouvaient prendre un développement inquiétant.

Ces mesures furent encore complétées, quelques jours après, par la publication de la note suivante :

« Le gouvernement de la République ayant résolu d'observer une stricte neutralité dans la guerre qui vient d'éclater entre la Russie et la Turquie, croit devoir rappeler aux Français résidant en France ou à l'étranger qu'ils doivent s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois françaises ou du droit des gens, pourrait être considéré comme un acte hostile à l'une des deux parties, ou contraire à une scrupuleuse neutralité. Il leur est interdit, notamment, de s'enrôler ou de prendre du service, soit dans l'armée de terre, soit à bord des bâtiments de guerre de l'un ou l'autre des belligérants,

ou de concourir à l'équipement ou à l'armement d'un navire de guerre.

« Le gouvernement déclare, en outre, qu'il ne sera permis à aucun navire de guerre de l'un ou de l'autre des belligérants d'entrer et de séjourner, avec des prises, dans les ports ou rades de la France et de ses colonies pendant plus de vingt-quatre heures, hors le cas de relâche forcée ou de nécessité justifiée.

« Aucune vente d'objets provenant de prises ne pourra avoir lieu dans lesdits ports ou rades.

« Les personnes qui contreviendraient aux défenses susmentionnées ne pourront prétendre à aucune protection du gouvernement ou de ses agents contre les actes ou mesures que les belligérants pourraient exercer ou décréter, et seront poursuivies, s'il y a lieu, conformément aux lois de l'Etat. »

---

## THÉÂTRES DES OPÉRATIONS.

Au début des hostilités, nous voyons immédiatement se dessiner trois principaux théâtres d'opérations, deux continentaux et un maritime, celui-ci encadré entre les autres.

### EN EUROPE.

Le plus important des théâtres d'opérations continentales est, en Europe, à l'ouest de la mer Noire. Il peut comprendre la Bessarabie, la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, la Thrace, la Macédoine, la Thessalie, l'Epire, le Montenegro, l'Albanie, même la Grèce, s'étendre en un mot sur la vallée du Dniester, tout le quatrième bassin du Danube, la vallée de la Maritza et toute cette région que l'on appelle la presqu'île des Balkans, appuyant l'une de ses extrémités à la mer Noire, l'autre à l'Adriatique. Sur cette immense étendue de territoire, l'armée russe et ses alliés prennent l'offensive et semblent concentrer leurs efforts pour atteindre la vallée de la Maritza, dont la possession par l'ennemi menace la capitale de l'empire ottoman. C'est un gigantesque mouvement de conversion qu'ils cherchent à exécuter en pivotant sur leur aile gauche qui tient les bouches du Danube. Nous avons déjà décrit une partie de ce théâtre d'opérations dans l'esquisse géographique de la Turquie, de la Roumanie, de la Serbie, du Montenegro et de la Russie; nous en avons désigné les principaux obstacles naturels et artificiels; nous en avons étudié les plus importantes voies de communication. Nous donnerons sur les points stratégiques

de ce théâtre les développements nécessaires quand ils auront trait aux opérations successives dont nous ferons le récit.

#### EN ASIE.

Le second théâtre des opérations continentales commence à l'isthme du Caucase; il appuie ses deux flancs à la mer Noire et à la mer Caspienne; il comprend d'abord ce massif montagneux, dont le mont Ararat est le point culminant, qui sert de ligne de partage des eaux aux affluents de ces deux mers intérieures, qu'occupe déjà en grande partie la Russie, mais dont les habitants sont de religion musulmane; son flanc gauche est sûr, car les Russes sont les maîtres exclusifs de la mer Caspienne; son flanc droit est faible, puisque les Turks sont les plus forts sur la mer Noire; quant à ses communications intérieures, elles peuvent être menacées si les populations fanatisées par la guerre sainte se soulèvent sur les derrières de l'armée russe. Celle-ci prend, en effet, encore l'offensive de ce côté. En descendant du mont Ararat, elle peut adopter l'une des lignes d'opérations suivantes : soit suivre les cours du Tigre et de l'Euphrate pour atteindre le golfe Persique et se trouver à proximité de l'empire anglais des Indes; soit suivre le cours de l'Euphrate, puis celui du Seghoun, ancien Sarus, ou du Djeihan, ancien Pyramus, et arriver sur les côtes de la mer de Syrie; soit suivre le cours de l'Euphrate, puis celui du Kizil-Irmak, ancien Halys, et celui du Sakaria, ancien Sangarius, pour se diriger sur la côte orientale de la mer de Marmara; soit enfin s'avancer par le chemin qui longe la côte méridionale de la mer Noire pour toucher encore au même objectif. Mais les obstacles naturels et artificiels sont aussi très-considérables de ce côté, outre que les peuples qui en habitent les contrées sont des musulmans fanatiques, et l'invasion y rencontrera toujours d'immenses difficultés. Nous compléterons, au fur et à mesure que la marche des opérations nous y amènera, les détails stratégiques que nous avons déjà donnés dans l'esquisse géographique de la Russie, et particulièrement dans la description de sa frontière méridionale.

#### SUR MER.

Le théâtre des opérations maritimes forme naturellement trois secteurs : l'un est celui de la mer Noire, qui est enclavé entre les deux théâtres des opérations continentales; le deuxième s'étend sur toute la Méditerranée; le troisième peut, en cas de complications, comprendre le canal de l'isthme de Suez et la mer Rouge. Dans le premier secteur, en y englobant la mer de Marmara avec les deux détroits et leurs nombreuses défenses artificielles, la Russie, malgré

la position éminemment offensive de la presqu'île de Crimée, est obligée de garder la défensive, car ses ports militaires ne font que se relever de leurs ruines et sa flotte de guerre ne peut être comparée à celle de la Turquie, outre qu'il lui faut protéger des ports de commerce nombreux, florissants et mal défendus. Dans les deuxième et troisième secteurs, la supériorité numérique et matérielle appartient encore à l'armée navale turque; mais l'escadre d'évolutions de la Russie, commandée par l'amiral Boutakoff, qui vient de quitter les eaux américaines et qui peut se montrer dans la Méditerranée, si le passage est libre par le détroit de Gibraltar ou par le canal de l'isthme de Suez, a sur l'adversaire l'avantage de longues croisières, dans lesquelles elle a étudié tous les détails de la nouvelle tactique et acquis une pratique de la navigation de combat qui peut être considérée comme un très-grand élément moral de succès.

### FORCES BELLIGÉRANTES.

Nous avons déjà donné précédemment un aperçu général des forces ennemies en présence sur chacun des trois théâtres des opérations que nous venons d'indiquer.

#### EN EUROPE.

Dès l'ouverture des hostilités, l'armée russe du Sud fut renforcée de la façon suivante :

1<sup>o</sup> 3<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant Den. — 28<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Zotov; 109<sup>e</sup>, 110<sup>e</sup>, 111<sup>e</sup>, 112<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 28<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 29<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Svietchine; 113<sup>e</sup>, 114<sup>e</sup>, 115<sup>e</sup>, 116<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 29<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 3<sup>e</sup> division de cavalerie : général-lieutenant Herchau; 3<sup>e</sup> régiment de dragons, 3<sup>e</sup> de lanciers, 3<sup>e</sup> de hussards, 3<sup>e</sup> de cosaques, 3<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

2<sup>o</sup> 13<sup>e</sup> *corps d'armée*. — Général-lieutenant Hahn. — 1<sup>re</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Prokhorov; 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> régiments d'infanterie : 1<sup>re</sup> brigade d'artillerie montée. — 35<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Baranov; 137<sup>e</sup>, 138<sup>e</sup>, 139<sup>e</sup>, 140<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 35<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 13<sup>e</sup> division de cavalerie : général-major Raden; 13<sup>e</sup> régiment de dragons, 13<sup>e</sup> de lanciers, 13<sup>e</sup> de hussards, 13<sup>e</sup> de cosaques; 13<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

3<sup>e</sup> 14<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant Zimmerman. — 17<sup>e</sup> division d'infanterie : général-major Porokhovnikov ; 65<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup>, 67<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 17<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 18<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Narbutt ; 69<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup> régiments d'infanterie : 18<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — Division de cavalerie des cosaques du Don : général-lieutenant Schanchev ; 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> régiments de cavalerie cosaque du Don ; brigade d'artillerie à cheval cosaque du Don.

4<sup>e</sup> 1 brigade de chasseurs à pied à 4 bataillons.

5<sup>e</sup> Les 2 corps d'armée roumains dont nous avons donné plus haut la composition et la force.

6<sup>e</sup> La légion bulgare, commandée par le général-major Stoliétov, composée de 6 bataillons et de 6 escadrons réunis en 3 brigades, dont chacune comprend 2 droujinas à pied et 2 sotnias à cheval.

Cet ensemble contenait, en résumé :

118 bataillons d'infanterie,	{	120,000 hommes,
94 escadrons de cavalerie,		35,000 chevaux,
62 batteries de campagne.		444 pièces attelées.

L'armée d'opérations russe en Roumanie se trouvait donc portée, par ce renfort, au chiffre suivant de troupes de campagne :

269 bataillons d'infanterie,	{	420,000 hommes,
298 escadrons de cavalerie,		100,000 chevaux,
158 batteries de campagne.		1,164 pièces attelées.

D'un autre côté, on ne pouvait considérer encore les troupes serbes comme prêtes à entrer en ligne, tandis que la situation des troupes monténégrines, des insurgés bosniens, herzégoviniens, mirdites et autres, était restée telle que nous l'avons donnée précédemment.

Voici maintenant quelle était la composition définitive de l'armée turque en Europe et comment elle était répartie au début des hostilités :

Le muchir, ou maréchal, Abdul-Kerim-Pacha, conservait toujours le titre de serdar-ekrem, ou généralissime, des forces turques en Europe ; son chef d'état-major était le ferik, ou général de division, Nedjib-Pacha.

L'armée du Danube, placée sous les ordres du maréchal Achmed-Eyoub-Pacha, ayant pour chef d'état-major le général de division Azis-Pacha, comprenait les troupes actives ou les garnisons suivantes :

*Corps de Vidin.* — Maréchal Osman-Pacha. — 2 divisions et 4 brigades : 90 bataillons d'infanterie, 16 escadrons de cavalerie, 30 batteries.

*Corps de Silistrie.* — Général de division Selami-Pacha. — 3 brigades, 20 bataillons, 8 escadrons, 8 batteries.

*Corps de Rouchtchouk.* — Quartier général du généralissime et du commandant en chef de l'armée du Danube. — 15 bataillons, 3 escadrons, 4 batteries.

*Corps de Choumla.* — Général de division Fazly-Pacha. — 2 divisions et 5 brigades : 50 bataillons, 5 escadrons, 8 batteries.

*Corps de la Dobrutchka.* — Liva, ou général de brigade, Ali. — 14 bataillons, 6 escadrons, 1 batterie.

*Corps de Varna.* — Général de brigade Blum. — 25 bataillons, dont 15 égyptiens ; 8 escadrons, 6 batteries.

L'armée du Danube comprenait donc, au total :

234 bataillons d'infanterie,	{	200,000 hommes,
46 escadrons de cavalerie,		10,000 chevaux,
57 batteries d'artillerie.		342 pièces attelées.

Sur les autres parties du théâtre des opérations, en Europe, les troupes étaient organisées et réparties ainsi qu'il suit, lorsque les hostilités commencèrent.

*Corps de Bosnie.* — Général de division Suleiman-Pacha.

77 bataillons,	{	52,000 hommes,
12 escadrons,		3,000 chevaux,
12 batteries.		72 pièces.

*Corps d'Albanie.* — Général de division Dervich-Pacha.

45 bataillons,	{	38,000 hommes,
6 escadrons,		1,500 chevaux,
10 batteries.		60 pièces.

En résumé, les troupes turques sur le théâtre des opérations en Europe, déduction faite des garnisons de l'intérieur, comprenaient :

356 bataillons,	{	290,000 hommes,
64 escadrons,		14,500 chevaux,
79 batteries.		474 pièces.



## EN ASIE.

Nous avons déjà indiqué quelle était primitivement la composition de l'armée russe du Transcaucase sur le théâtre des opérations en Asie, avant la déclaration de guerre.

Toute l'armée russe de la lieutenance du Caucase fut bientôt mobilisée, et, par conséquent, les 21<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> divisions d'infanterie furent considérées, dès le début des hostilités, comme faisant partie de l'armée d'opérations. Presque au même moment, en outre, on ordonna aux 3<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> divisions d'infanterie, c'est-à-dire à 2 des 4 divisions qui n'avaient pas été comprises dans l'organisation des corps d'armée, de quitter la circonscription militaire de Kazan pour aller renforcer l'armée du Caucase. Ces 5 divisions augmentèrent donc cette armée de :

60 bataillons,	{	70,000 hommes,
30 batteries.		10,000 chevaux,
		240 pièces.

En outre, le nombre des régiments de cavalerie cosaque du Kouban et du Terek fut porté à 21, avec 2 batteries à cheval à 8 pièces, ce qui donna encore :

78 escadrons,	{	12,000 hommes,
2 batteries.		10,000 chevaux,
		16 pièces.

Enfin, on organisa des bataillons et escadrons de volontaires arméniens et circassiens dont l'effectif total fut évalué à 25,000 hommes environ.

En résumé, cette armée comprenait, au début des hostilités, sous les ordres supérieurs du grand-duc Michel :

131 bataillons,	{	220,000 hommes,
172 escadrons,		40,000 chevaux,
60 batteries.		712 pièces.

Nous indiquerons ultérieurement comment elle fut répartie sur la frontière turque et comment furent constituées les principales colonnes convergentes chargées de pénétrer en Arménie.

Quant à l'armée turque opposée à l'ennemi, et que commandait le maréchal Moukhtar-Pacha, elle avait également reçu de nombreux renforts depuis que la guerre avait été définitivement déclarée par la Russie à la Turquie, mais presque toutes ces nouvelles troupes étaient irrégulières.

Au début des hostilités, l'armée de Moukhtar-Pacha pouvait être évaluée ainsi qu'il suit, déduction faite des troupes locales immobilisées dans les places fortes :

*Corps d'Arménie* : 80 bataillons, 24 escadrons, 27 batteries ;

*Corps du Kurdistan* : 38 bataillons, 12 escadrons, 10 batteries.

Ces deux corps d'armée étaient plus spécialement commandés par le général en chef, dont le quartier général était primitivement établi à Kars.

Venait enfin le *corps de Batoum*, sous les ordres du général de division Hassan-Pacha, fort de 20 bataillons, 12 escadrons et 5 batteries.

Cet ensemble pouvait contenir au total :

138 bataillons,	{	150,000 hommes,
48 escadrons,		10,000 chevaux,
42 batteries.		252 pièces.

Mais ce ne sont là que des données tout à fait approximatives, car l'incertitude la plus grande régnait, au début des hostilités, sur les effectifs, le nombre des unités, le groupement et les emplacements des troupes de l'armée turque en Asie.

#### SUR LA MER NOIRE.

Nous avons déjà signalé, en esquisant l'organisation militaire de la Russie et de la Turquie, l'infériorité évidente dans laquelle se trouvait la flotte de la première de ces deux puissances, particulièrement sur la mer Noire.

Au moment où les hostilités commencent, la flotte russe de la mer Noire ne contient que 2 batteries flottantes circulaires du système de l'amiral Popoff et portant son nom, et 14 canonnières, c'est-à-dire une faible escadre de station, ne pouvant opérer que sur les rivières, les rades et les ports peu profonds, et tout à fait incapable de tenir la haute mer.

Quant à la flotte turque, elle comprenait d'abord un grand nombre de transports destinés à conduire à Batoum les troupes de renfort de l'armée d'Arménie ; ensuite, elle avait formé une escadre de combat forte de 3 navires cuirassés et de 5 navires de guerre à vapeur, sous les ordres du contre-amiral Mustapha-Pacha ; enfin, l'amiral Hobart-Pacha commandait lui-même la flottille du Danube, composée de 2 corvettes cuirassées, 2 monitors, 5 canonnières cui-

rassées, 4 chaloupes canonnières et 1 aviso, soit 14 bâtiments qui stationnaient particulièrement dans le cours inférieur du Danube et aux bouches mêmes du fleuve ; le reste de l'armée navale turque se tenait provisoirement dans le Bosphore, au mouillage de Buyuk-Déré.

---

## INVASION DE LA ROUMANIE.

## CONCENTRATION DE L'ARMÉE RUSSE DU SUD.

Nous allons suivre les opérations des armées belligérantes sur les différents théâtres que nous avons précédemment indiqués, en limitant les diverses périodes successives de cette étude aux principaux faits saillants qui les caractérisent<sup>1</sup>.

En premier lieu, nous nous occuperons du développement stratégique de l'armée russe du Danube, de sa marche vers ce fleuve, des dernières dispositions prises par les Turks pour s'opposer au passage, et des emplacements définitifs occupés par leurs adversaires au moment où ils s'apprêtent à exécuter cette difficile et périlleuse entreprise.

Quand le tzar passa la revue des troupes qui allaient immédiatement entrer en campagne, celles-ci occupaient les positions suivantes, de la gauche à la droite :

10<sup>e</sup> corps, général Voronzov, sur le littoral, depuis Nikolaïev jusqu'à Sébastopol ;

7<sup>e</sup> corps, général Ganetski II, le prince Barclay de Tolly ayant été nommé au commandement du 1<sup>er</sup> corps d'armée, quartier général à Odessa, avec la 15<sup>e</sup> division d'infanterie, général Schostak, et la 7<sup>e</sup> division de cavalerie, général Manzei ; la 36<sup>e</sup> division d'infanterie, général Vierevkine, à Akerman et à Tatar-Boumar, sur la frontière roumaine, près de Chilia ;

11<sup>e</sup> corps, général Schakowskoï, quartier général à Bender ; la 11<sup>e</sup> division, général Krapovitzki, et la 32<sup>e</sup>, général Allev, à Bender, Goura-Galbina et Komrat ; la 11<sup>e</sup> division de cavalerie, général Tatitschev, à Goura-Saracika, c'est-à-dire sur la frontière et près de Leova ;

8<sup>e</sup> corps, général Radetzky, quartier général à Tiraspol, avec la 9<sup>e</sup> division d'infanterie, général Sviatopolk-Mirski II ; la 14<sup>e</sup> divi-

---

<sup>1</sup> Nous avons indiqué le 3<sup>e</sup> corps d'armée comme faisant partie de l'armée du Sud au lieu du 4<sup>e</sup>. Voici la composition de celui-ci :

4<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant Zotow. — 16<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Pomerantsev ; 61<sup>e</sup>, 62<sup>e</sup>, 63<sup>e</sup>, 64<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 16<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 30<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Pouzanov ; 117<sup>e</sup>, 118<sup>e</sup>, 119<sup>e</sup>, 120<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 30<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 4<sup>e</sup> division de cavalerie : général-lieutenant Krylov ; 4<sup>e</sup> régiment de dragons, 4<sup>e</sup> de lanciers, 4<sup>e</sup> de hussards, 4<sup>e</sup> de cosaques ; 4<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

sion d'infanterie, général Dragomirov, à Leuscheni, sur la frontière et près de Husi; la 8<sup>e</sup> division de cavalerie, général Manvelov, à Ungheni, c'est-à-dire au point de jonction du chemin de fer roumain de Iassy avec la voie ferrée russe de Kichenev;

12<sup>e</sup> corps, général Vannovski, quartier général à Orgeïev, un peu au nord de Kichenev et sur la route qui joint cette ville à Chotin, avec la 33<sup>e</sup> division d'infanterie, général Timofeïev; la 12<sup>e</sup> division d'infanterie, général Firsk, à Skouliani, sur la frontière roumaine, un peu au nord d'Ungheni; la 12<sup>e</sup> division de cavalerie, général Driezen, à Bjelci, au nord de Skouliani, sur la route de Kichenev à Chotin.

Tout ce front était couvert par les troupes du corps d'éclaireurs commandé par le général Skobeïev.

En arrière du centre était le 9<sup>e</sup> corps, général Krudener; il avait son quartier général à Balta, station d'embranchement du chemin de fer de Kharkov sur celui d'Odessa à Varsovie; à Balta et à Birzoula, station placée au sud de la précédente, se trouvaient la 31<sup>e</sup> division d'infanterie, général Veliaminov I, et la 9<sup>e</sup> division d'infanterie, général Loschkarev; la 5<sup>e</sup> division d'infanterie, général Schilder, était à Tiraspol, un peu à l'est de Bender.

Dans la circonscription de Vilna, le 4<sup>e</sup> corps, commandé par le général Zotov, se préparait à rejoindre l'armée du Sud par les voies ferrées : il comprenait les 16<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> divisions d'infanterie et la 4<sup>e</sup> division de cavalerie, respectivement commandées par les généraux Pomerantsev, Pouzanov et Krylov.

L'ordre de se mettre en marche vers le sud, pour participer aux opérations actives, venait également d'être donné aux 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> corps d'armée, qui occupaient la circonscription militaire de Kiev.

Le 13<sup>e</sup> corps, général Hahn, comprenait : la 1<sup>re</sup> division d'infanterie, général Prokhorov; la 35<sup>e</sup> division d'infanterie, général Baranov; la 13<sup>e</sup> division de cavalerie, général Raden.

Le 14<sup>e</sup> corps, général Zimmermann, renfermait les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> divisions d'infanterie, à la tête desquelles étaient les généraux Porokhownikov et Narbutt, et la division de cavalerie de cosaques du Don placée sous les ordres du général Schanchev.

Le tzar passa en revue tout le 9<sup>e</sup> corps, tant à Birzoula qu'à Tiraspol, la 32<sup>e</sup> division d'infanterie du 11<sup>e</sup> corps à ce dernier endroit, la 12<sup>e</sup> division d'infanterie du 12<sup>e</sup> corps et la 8<sup>e</sup> division de cavalerie, à Ungheni.

Le 24, les troupes se mirent en marche pour envahir la Roumanie. Les hostilités étaient donc réellement commencées, car cette

principauté était sous la dépendance nominale du sultan, et les soldats du tzar, en y pénétrant, mettaient le pied sur le territoire de l'empire ottoman.

Au moment de franchir la frontière, le grand-duc Nicolas, commandant en chef de l'armée du Sud, adressa à ses soldats l'ordre suivant :

« Les chrétiens opprimés par le joug turk se sont soulevés contre l'opresseur : le sang coule depuis deux ans.

« Les efforts de la Russie et des puissances pour améliorer cette situation sont restés infructueux.

« Le dernier mot que le tzar a prononcé est : « La guerre est déclarée. » Le tzar me confie la mission d'accomplir sa volonté.

« Nous n'allons pas conquérir; nous allons seulement défendre nos frères opprimés et notre religion.

« J'ai la conviction que chacun de vous fera son devoir et ne déshonorera pas le nom russe.

« Tous les habitants paisibles, sans distinction de religion ou de nationalité, seront sacrés pour nous. Vous ne devez rien prendre sans payer. J'exige que la discipline soit extrêmement sévère pendant notre passage à travers la Roumanie.

« Je suis persuadé que nous trouverons dans ce pays la même hospitalité que nos ancêtres. Je demande qu'en échange de cette hospitalité, vous respectiez les lois et les usages du pays, et, s'il en est besoin, que vous donniez aux Roumains contre les Turks des secours désintéressés. »

#### LA LIGNE DU DANUBE.

Avant d'étudier la marche de l'armée russe à la rencontre de l'adversaire, il est indispensable de décrire la ligne du Danube.

Nous avons déjà dit que le fleuve a une longueur de 780 kilomètres environ, depuis le passage de la Porte-de-Fer jusqu'à son embouchure; nous avons indiqué sa largeur et sa profondeur moyennes, les époques où il déborde et celles où il se congèle en partie ou en totalité; nous avons signalé enfin l'absence de ponts permanents et de gués praticables dans son parcours à travers la région qui forme son quatrième bassin.

D'Orsova jusqu'au confluent du Timok, la rive roumaine est plus élevée que la rive bulgare.

Du confluent du Timok jusqu'au dernier coude du Danube, c'est-à-dire jusque près de Gallati, c'est le contraire qui a lieu, et la rive droite commande presque partout la rive gauche. Entre ces deux points, la partie du sol de la Roumanie voisine du fleuve



est à peu près au niveau de ses eaux quand elles occupent leur lit moyen. Mais dès que la crue se fait sentir, ce qui a lieu au moins deux fois par an, en mai et juin, d'une part, en octobre et novembre, d'autre part, les rives sont inondées, les marécages se multiplient et rendent encore plus molle la terre d'alluvion dont est formée toute cette contrée. Non-seulement le pays est impraticable quand le sol est trempé, mais lorsque les eaux sont retirées, sa porosité est encore telle qu'il est impossible d'y construire des routes.

Depuis Gallati jusqu'à Ismail, c'est-à-dire jusqu'à la naissance de la bouche de Chilia, la rive de la Bessarabie domine celle de la Dobrutchka ou est à sa hauteur.

Au-dessous d'Ismail, les bouches du fleuve, les canaux et les marais sont si nombreux que l'on peut considérer comme impossible toute tentative de passage faite par une armée considérable dans cette direction.

La situation respective des reliefs des deux rives, l'une par rapport à l'autre, n'accuse pas une différence de niveau supérieure à 40 mètres dans l'étendue de la portée efficace des pièces d'artillerie du plus gros calibre.

Les îles formées par le Danube sont en grand nombre, mais surtout depuis Silistrie jusqu'à son embouchure. Presque toutes sont plates et sablonneuses, de niveau avec la hauteur moyenne des eaux, et, par conséquent, peu favorables aux préparatifs ou à l'exécution d'un passage de vive force.

Les principales villes situées sur les bords du Danube dans cette partie de son parcours sont les suivantes :

#### *1° En Roumanie.*

Turnu-Severin est une petite ville de 4,000 habitants, ancienne capitale de la petite Valachie, et l'un des meilleurs ports du Danube. On y trouve un chantier et un arsenal pour la réparation des bateaux naviguant sur le fleuve. On y voit les ruines d'une ancienne tour construite par l'empereur Sévère, d'où la ville tire son nom, et, quand les eaux sont basses, on aperçoit les débris du seul pont qui ait jamais existé sur le Danube, dans son cours inférieur ; ce sont les Romains qui l'ont construit, et c'est par là que passaient les colons qu'ils envoyaient pour s'établir dans le pays et s'opposer aux invasions des barbares. N'est-il pas étrange que cette si utile et si importante communication, disparue depuis seize siècles, n'ait pas été relevée ou remplacée ? Aujourd'hui, passe près de la même ville la voie ferrée, qui mène de Bucharest à Vienne. En raison de sa position dominante, Turnu-Severin est un point de passage indi-

qué : il mènerait à Cladova, Negotin, Zaitchar et, par la vallée du Timok, vers Nissa.

Nous citons en passant la petite ville de Calafat, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin à propos de Vidin; c'est encore l'un des points reconnus comme favorables à l'exécution d'un passage de vive force; sa situation a à peu près les mêmes conséquences stratégiques que celle de Turnu-Severin, sous cette réserve qu'elle n'oblige pas, comme la précédente, à traverser le territoire de la Serbie.

En descendant le cours du fleuve, nous passons successivement devant le confluent du Jiu, Islach, le confluent de l'Aluta, Turnu-Magurelle, Flamanda, Simmitza, points stratégiques d'une réelle importance, sur lesquels nous reviendrons en étudiant la rive bulgare.

Nous voici à Giurgevo, ville de 21,000 habitants, située en face de Rouchtchouk et à 65 kilomètres au sud de Bucharest. Cette localité contient un port important pour la navigation du Danube. C'est là qu'aboutit la voie ferrée venant de Paris par Vienne, Lemberg et Bucharest, ainsi que celle d'Odessa par Iassy et Bucharest. D'un autre côté, Rouchtchouk et Varna sont reliés par une voie ferrée qui doit être pourvue d'un embranchement la mettant en communication avec celle de Constantinople, en sorte que tôt ou tard un pont sera construit entre Giurgevo et Rouchtchouk, dans le but de mettre en relations immédiates l'extrême Orient avec l'extrême Occident de l'Europe.

En continuant à descendre le fleuve, nous signalons Oltenitza en face de Turtukai, Calarassi en face de Silistrie, et nous arrivons à Braïla. C'est une ville de 28,000 habitants, contenant un port, un entrepôt et des magasins de céréales. Le commerce y est très-actif et les bateaux de la mer Noire ou des Messageries maritimes y affluent aussi bien que ceux du Danube. Braïla est en face du fort turk de Matchin, un peu au-dessus du confluent du Sereth, à 230 kilomètres de Bucharest où conduit une voie ferrée.

Passons devant le confluent du Sereth et arrivons à Gallati dont l'origine remonte aux Gaulois. C'est le port le plus considérable du Danube. La ville compte à peu près 80,000 habitants; elle contient un entrepôt et de vastes magasins de céréales. Elle est à 270 kilomètres de Bucharest, et reliée à la capitale de la Roumanie par le chemin de fer qui passe à Braïla; cette ligne traverse, sur le pont de Barboche, le Sereth qui coule entre les deux villes. Gallati se trouve, en outre, en communication par une voie ferrée avec Iassy et Kichenev. C'est dans cette localité qu'est le siège de la commission européenne de navigation du Danube. Les Russes franchirent le fleuve près de Gallati en 1809.

Pour terminer cette rapide esquisse, signalons encore le confluent du Pruth, le port de Reni, comptant 7,000 habitants, presque en face de la ville turque d'Isaccia; le port d'Ismail, ayant 21,000 habitants, en face du fort turk de Tulca; le port de Chilia, comptant 9,000 habitants, et enfin, près de la côte de la mer Noire, celui de Vilcov, qui a 2,000 habitants.

## 2° *En Bulgarie.*

Remontons maintenant le fleuve et arrêtons-nous aux principales forteresses que les Turks ont élevées sur la rive bulgare, et qui se trouvent presque toutes opposées aux principaux centres commerciaux roumains dont nous venons de donner une courte description. C'est d'abord Tulca, que l'île de Tchetal sépare d'Ismail, et qui se trouve au point de bifurcation des deux branches du Danube que l'on appelle la branche de Soulina et la branche de Saint-Georges: le petit port est protégé à l'ouest par une faible redoute carrée, contenant une garnison insuffisante et qui ne saurait constituer un obstacle sérieux.

Plus loin, nous trouvons Isaccia, dont le système défensif est très-mauvais; c'est près de cette localité que les Russes franchirent le fleuve en 1828. Même observation à peu près à faire au sujet des fortifications de Matchin, qui sont élevées en face de Braïla; d'Hirsova, qui se trouve cependant près d'un excellent point de passage pour les troupes venant du nord, mais dont la position défectueuse a fait en quelque sorte, presque complètement abandonner les ouvrages fortifiés. En 1828, une partie de l'armée russe passa le Danube à Hirsova.

Voici maintenant Tschernavoda, bourgade située à la gauche du vieux retranchement appelé le Val de Trajan, et dont le petit port de Kustendche appuie la droite sur la côte de la mer Noire. Cette barrière, qui fermait le Dobrutchka contre une attaque venant du nord, se composait d'un parapet haut de 5 à 6 mètres et large de 3 à 4 mètres environ, précédé d'un fossé profond de 4 à 6 mètres et large d'à peu près 3 mètres. Elle formait ainsi une ligne continue, protégée en arrière par des redoutes carrées ayant 100 à 150 mètres de côté. Aujourd'hui, il n'y a plus que la trace de cette ancienne muraille défensive.

Au-dessus, nous passons devant Rassova, localité située en face du confluent de la Jalomitza et dans une partie du cours du Danube où les eaux passent dans une seule branche principale; mais la ville n'a qu'une fortification tout à fait secondaire.

Nous arrivons enfin à Silistrie, ville de 10,000 habitants, construite, comme la précédente, à un endroit où le fleuve n'a qu'un

seul bras large de 700 mètres environ. L'importance de cette place est considérable, d'abord par cette première raison, ensuite parce que, sur l'autre rive, part de Calarassi le seul chemin praticable qu'il y ait jusqu'à Braila à travers cette partie la plus marécageuse de la contrée. C'est ce qui explique les nombreux sièges qu'eut à subir Silistrie, particulièrement en 1773, en 1828 et en 1853, où les Russes ne purent s'en emparer, et en 1809 et 1829, où ils furent plus heureux. La place est entourée d'une enceinte de 600 mètres de rayon, formée de 10 fronts bastionnés ayant chacun environ une longueur de 300 mètres et dont quelques-uns sont protégés par des ouvrages extérieurs. La valeur de cette fortification est tout à fait médiocre ; en outre, avec la portée actuelle de l'artillerie, il faudrait, pour mettre la ville à l'abri d'un bombardement, que la défense disposât d'une tête de pont sur la rive gauche du fleuve. La prise de Silistrie ne mettrait, du reste, à la disposition des troupes qui s'en empareraient, que la route conduisant par Bazardschik à Choumla ou à Varna.

Avant d'arriver à Rouchtchouk, signalons la petite place turque de Turtukaï, en face du confluent de l'Argès et de la ville d'Olténitza, d'où les Russes débouchèrent en 1810 et en 1828 pour traverser le fleuve, tandis que les Turks en firent autant en s'appuyant sur Turtukaï en 1853. Cette localité se trouve à égale distance, à 50 kilomètres environ, de Silistrie et de Rouchtchouk. Les fortifications tombent en ruines, mais elles ont été améliorées depuis la probabilité d'une nouvelle guerre avec la Russie ; car, si l'ennemi passait le fleuve en ce point, il pourrait facilement et promptement atteindre la voie ferrée de Rouchtchouk à Choumla, et couper ainsi les communications entre Varna et les défenseurs du Danube.

Rouchtchouk est une ville de 40,000 âmes, construite près du confluent du Lom, chef-lieu du vilayet du Danube, ayant donc une grande importance politique. Quant à son importance stratégique, elle ressort d'abord de ce qu'elle est, comme nous l'avons dit, la tête de la ligne ferrée conduisant à Varna, de ce qu'elle est la forteresse turque la plus rapprochée de Bucharest et de ce qu'elle est en face de Giurgevo, également tête de ligne des chemins de fer roumains ; il convient d'ajouter, en outre, qu'elle commande la route de la rive droite du Danube qui mène de Vidin à Silistrie, ainsi que les routes et chemins qui conduisent à Tirnova, à Osman-Bazar et à Choumla. Cette place est formée d'une enceinte bastionnée dans le même genre que celle de Silistrie, mais de plus grandes dimensions. Elle est entourée d'ouvrages extérieurs que les Turks ont récemment rasés pour les remplacer par d'autres plus judicieusement disposés. Toutefois, comme l'ont prouvé les événements de 1810, cette forteresse peut être facilement enlevée, sous la réserve cependant de la

vigueur de la résistance de ses défenseurs, et elle n'a de valeur réelle que si elle dispose de Giurgevo comme d'une tête de pont. C'est par le sud, comme à Silistrie, que se feraient sans doute les attaques principales en cas de siège.

En remontant, nous rencontrons Sistova, en face de Simmitsa : les fortifications en ont été détruites par les Russes, en 1810, et il ne s'y trouve que quelques retranchements de campagne, récemment construits.

Puis, vient Nicopoli, qui est en face de Flamanda, de Turnu-Magarelle, de Islach et du confluent de l'Aluta. Cette ville de 8,000 âmes a des fortifications en très-mauvais état depuis 1811, et cependant elle a une très-haute importance stratégique, car les Russes peuvent faire venir leur matériel de pont par voie ferrée jusqu'à la station de Slatina, qui est sur l'Aluta, et le faire descendre par cette rivière jusqu'au Danube. Les marais de la rive gauche sont encore nombreux de ce côté, mais le fleuve y forme un moins grand nombre de bras et contient quelques îles très-favorables pour tenter un passage de vive force. En traversant le Danube dans cette direction, les Russes tourneraient le quadrilatère bulgare; ils pourraient marcher vers Tirnova, Kesanli et Harmanli à travers l'Emineh-Dagh, ou vers Plevna, Slatitza ou Tatar-Bazardchik, en passant encore par les hauteurs, ou remonter la vallée de l'Isker par Wratza pour atteindre Sofia ou Pirot, en tournant l'Emineh-Dagh. Nous trouvons ensuite, d'aval en amont : Ostrova, petite localité près de laquelle les Russes franchirent le Danube en 1810; Rahova, ville de 4,000 habitants, bâtie en face du confluent du Jiu, et possédant un château-fort qui domine la navigation du fleuve, dont le cours ne forme pas d'île dans cette zone de terrain; aux environs, les marais sont, du reste, moins nombreux; un passage, exécuté près de ces deux points, pourrait avoir les conséquences stratégiques que nous avons indiquées plus haut au sujet de Nicopoli, et se faire dans des conditions analogues.

Il en serait encore de même si l'entreprise était tentée près des châteaux-forts de Dschibra, du Lom et d'Artscher; celui du Lom ayant cependant plus d'importance que les autres, car il est au confluent de ce cours d'eau et il commande la route postale qui remonte la vallée pour atteindre Pirot. Ces postes fortifiés sont qualifiés par l'appellation de *Palanka*, en sorte que l'on dit Dschibra-Palanka, Lom-Palanka et Artscher-Palanka; le terme de *Kaleh* désigne un château-fort plus considérable et celui de *Tabia* concerne plutôt les redoutes, batteries, lunettes et ouvrages extérieurs. Nous avons évité d'en faire usage dans notre description, mais nous tenions à les indiquer, pour rendre plus facile la lecture des cartes relatives aux théâtres d'opérations que nous étudions.

Terminons enfin cette reconnaissance des deux rives du Danube, par la place de Vidin, dont nous avons déjà parlé à propos de la guerre turko-serbe. Cette ville de 30,000 âmes environ est entourée d'une double enceinte ; l'enceinte intérieure est demi-circulaire et l'enceinte extérieure est flanquée par onze redoutes ; elle possède encore un vieux château qui pourrait servir de réduit. La forteresse est en elle-même assez solide, mais elle est dominée, tant sur la rive droite que sur la gauche, particulièrement par Calafat, qui était jadis sa tête de pont, et que les Roumains fortifient et arment depuis que la guerre entre la Russie et la Turquie est devenue imminente. C'est surtout par Calafat et Giurgevo que les Turks avaient jadis l'habitude de prendre l'offensive contre les Roumains ; c'est par là qu'ils ont franchi le fleuve, en 1807 et en 1854, pour ne citer que les guerres de ce siècle.

En résumé, la ligne du Danube est donc surtout une excellente barrière naturelle. Elle pouvait être consolidée par des places-fortes à l'époque où les Turks disposaient des deux rives. Mais ceux-ci n'ont pas remédié à la situation défavorable dans laquelle ils se trouvaient depuis que la Roumanie avait échappé de fait, si ce n'est nominalement, à leur domination, et c'est ainsi que leurs forteresses les plus importantes, Vidin, Rouchtchouk et Silistrie, n'ont plus aujourd'hui qu'une valeur secondaire. Elles ont perdu leurs têtes de pont sur la rive gauche et en même temps une grande partie de leur force. Il n'en est pas moins certain qu'avec de l'énergie et de l'activité, les Turks devaient pouvoir s'opposer longtemps au passage du Danube par leurs ennemis, car ils savaient quels sont les points favorables à l'entreprise et aboutissant à de sérieuses conséquences stratégiques. Ces points sont en définitive les suivants, déduction faite de la partie du Danube comprise entre la Roumanie et la Serbie :

Par Calafat et Vidin, de Craïova vers Pirot ;

Par Artscher-Palanka, Lom-Palanka et Dschibra - Palanka, de Craïova vers Pirot ;

Par Calarassi et Rahova, de Craïova vers Sofia ;

Par Calarassi et Ostrova, de Craïova vers Sofia ;

Par Islach ou par Turnu-Magarelle, ou par Flamanda et par Nicolipoli, de Slatina vers Sofia ou vers Philippoli ;

Par Simnitza et Sistova, d'Alessandria à Harmanli ;

Par Giurgevo et Rouchtchouk, de Bucharest vers Choumla ;

Par Oltenitza et Turtukaï, de Bucharest vers Choumla ;

Par Calarassi et Silistrie, de Bucharest ou de Braïla vers Choumla ;

Par Hirsova, ou par Matchin, ou par Isaccia, ou par Tulca, de la basse Moldavie ou de la Bessarabie vers la Dobrutchka ;

Encore est-il plusieurs de ces directions qui mènent à des im-



passes stratégiques, et d'autres qui ne pouvaient être pratiquées par suite de la durée prolongée des hautes eaux pendant le début des hostilités.

En raison de son étendue, de sa largeur et de sa profondeur qui, pour compléter ce que nous en avons déjà dit, atteint 40 mètres en certains points, le Danube roule une masse considérable d'eau. Sa vitesse est de 8 kilomètres par heure à Orsova, tandis qu'elle est de 6 kilomètres seulement à son embouchure. La pente générale est de 38 mètres pour une longueur de 780 kilomètres, comprise entre les deux mêmes points, ce qui donne 0<sup>m</sup>,048 par kilomètre. Le débit est de 146,000 mètres cubes par seconde à l'époque des hautes eaux, 66,000 mètres à la hauteur moyenne, et 4,000 mètres en temps de sécheresse, d'après les observations faites au confluent du Jiu. La différence entre les hautes eaux et les basses atteint 6 à 7 mètres.

Le climat de cette région a un caractère pernicieux et des influences néfastes, particulièrement sur les troupes venues des pays tempérés ou froids, comme l'ont prouvé de nombreuses expéditions et notamment celle qu'une partie de l'armée française fit en 1854, dans la Dobrutchá. Les inondations du printemps forment en se retirant des marécages remplis de détritus en putréfaction et de débris organiques animaux et végétaux de toutes sortes; elles donnent encore une grande humidité, ainsi que beaucoup de légèreté au sol, en sorte que la terre se couvre d'une riche végétation bientôt brûlée par le soleil : les débris des plantes, joints aux autres, fermentent sous une température qui atteint jusqu'à 50 degrés en certains points; il en résulte des fièvres intermittentes et le typhus, tandis que les eaux insalubres, une grande consommation de fruits, des variations brusques et considérables de température produisent, de leur côté, des troubles intestinaux; qu'enfin les insulations provoquent des accidents nerveux d'une grande intensité et occasionnent souvent même une mort foudroyante, surtout parmi les soldats couverts de vêtements et de coiffures en usage dans les contrées du nord ou du centre de l'Europe. Si l'on ajoute que les maladies prennent rapidement un caractère épidémique, on comprendra que le Danube ne forme pas le seul obstacle aux invasions des Russes dans cette partie de l'empire ottoman, et que le climat y crée aussi de sérieuses difficultés.

#### MARCHE SUR LE DANUBE.

Nous avons dit précédemment que les deux villes de Braïla et de Gallati sont réunies par un chemin de fer qui traverse le Sereth,

à 12 kilomètres de son confluent, sur un pont qui était de la plus haute importance stratégique. On pouvait supposer que les Turks se hâteraient, dès la déclaration de guerre, de le détruire en le faisant canonner par les monitors et les chaloupes canonnières de leur flottille du Danube. Si cet événement s'était réalisé, les Russes en auraient été considérablement embarrassés dès le début des hostilités. En effet, déjà ils devaient éprouver de grandes difficultés à se servir des voies ferrées roumaines : la destruction du pont de Barboche les aurait obligés à construire un embranchement partant de Marascesci, station voisine de Tecuci, passant par Fosciani, Bonnic et allant rejoindre à Buzeu la ligne de Braïla à Bucharest.

Le premier objectif était donc le pont de Barboche, au point de vue stratégique : les deux ports de Braïla et de Gallati, situés à droite et à gauche de ce pont, constituaient aussi deux objectifs importants, à cause des approvisionnements qu'ils contenaient et que les Turks auraient pu chercher à prendre ou à détruire, aussitôt après le passage du Pruth par les Russes.

Un régiment de cosaques, escortant les pontonniers de l'armée du Sud, fut immédiatement dirigé sur Barboche et se trouva au confluent du Sereth, le 24 avril au matin, c'est-à-dire au moment où le reste de l'armée commençait son mouvement en avant. Pour soutenir cette pointe hardie, le général Schakowskoï, commandant du 11<sup>e</sup> corps d'armée, qui se trouvait le plus rapproché de cette partie du cours du Danube, dirigea rapidement la 1<sup>re</sup> brigade de la 11<sup>e</sup> division d'infanterie sur Gallati ; le 24, elle traversait la frontière à Bolgrad ; le 25, elle était à Cismeci ; le 26, elle occupait Reni ; le 27, elle atteignait Gallati et Braïla ; les mouvements n'avaient pas été exécutés avec une promptitude extraordinaire, et pourtant les troupes arrivèrent assez à temps pour assurer la complète possession du pont de Barboche, sans qu'il soit possible de s'expliquer pour quel motif les Turks ne l'avaient pas détruit. Les autres troupes du 11<sup>e</sup> corps d'armée suivirent bientôt la 1<sup>re</sup> brigade de la 11<sup>e</sup> division d'infanterie ; à la date du 1<sup>er</sup> mai, elles occupaient Reni, Gallati, Barboche et Braïla, c'est-à-dire les diverses localités de la rive gauche du dernier coude du Danube, les seules où il est possible de tenter en masse un passage de vive force pour pénétrer dans la Dobrutch. Immédiatement les Russes construisirent des ouvrages de fortification passagère destinés à protéger le pont de Barboche et les deux villes ouvertes qu'il unit : ils armèrent ces retranchements de pièces de position destinées à combattre la grosse artillerie des monitors turks, en même temps que des torpilles furent immergées dans le fleuve pour tenir ces navires éloignés de Gallati et de Braïla, et mettre ainsi les richesses de toutes sortes qu'elles contenaient à l'abri d'un bombardement.

Au moment où les Russes prenaient l'offensive, des pluies torrentielles venaient de commencer dans toute cette contrée et elles allaient durer plusieurs jours, ce qui devait forcément ralentir beaucoup les opérations.

C'est alors que se fit sentir, d'une façon très-sérieuse, l'inconvénient qu'il y avait pour la Russie à ne pas posséder des voies ferrées du même écartement que celui des chemins de fer des pays environnants. Nous avons déjà dit que le gouvernement russe avait construit un réseau essentiellement stratégique, destiné à permettre de reporter la défense de l'empire sur les frontières mêmes, en cas d'invasion ennemie. L'exemple de la campagne de 1812 avait cependant prouvé qu'une entreprise de ce genre ne pouvait être poussée bien loin dans un pays tel que la Russie. Néanmoins, l'état-major général avait persisté dans l'exécution de son plan et il avait même cherché à compliquer les difficultés de l'invasion par l'augmentation de l'écartement de la voie, afin d'empêcher l'ennemi qui aurait pénétré sur le territoire de se servir des chemins de fer existants. C'était une erreur; car il n'est pas admissible qu'une armée qui bat en retraite ne détruise pas, en se retirant, les voies ferrées, dans le but d'en interdire l'usage à l'adversaire, et c'est ce que ferait certainement l'armée russe. Or, du moment où l'envahisseur est obligé de refaire la voie pour s'en servir, il est évident qu'il lui donnera la largeur voulue pour y mettre en service le matériel roulant dont il dispose. En fait donc, la précaution défensive prise par le gouvernement russe tournait surtout à son désavantage, car il lui fallut exécuter à Ungheni des transbordements longs et pénibles et faire travailler ensuite à mettre la voie roumaine à la même largeur que les chemins de fer de l'empire. Il en résulta nécessairement que les voies de fer roumaines furent réservées exclusivement au transport du matériel, et que l'on en tira peu parti pour celui des troupes. Il est vrai que, dans ce cas particulier, il ne pouvait en être autrement; car, d'une part, il était essentiel de faire arriver le plus tôt possible des pièces de gros calibre sur les points non fortifiés de la rive gauche que l'armée russe allait occuper rapidement en face des places plus ou moins fortes de la Turquie, ainsi que le matériel nécessaire à la construction des ponts sur le fleuve; d'autre part, comme il n'y avait qu'une seule voie ferrée, il fallait la réserver presque exclusivement à ce service.

Ces premières considérations expliquent la lenteur relative du déploiement stratégique de l'armée russe. On en trouve encore d'autres motifs dans le très-mauvais état des chemins roumains, dans l'insuffisance du nombre des ponts, dans l'énorme quantité de voitures d'approvisionnements et de munitions qui roulaient à la suite des colonnes, et dans les inondations subites qui vinrent enle-

ver des ponts fixes et défoncer complètement certaines des voies de communication.

Il n'en est pas moins vrai que si peu rapide qu'eût été la marche des Russes, elle le fut cependant assez pour atteindre, sur la rive gauche du fleuve, tous les objectifs stratégiques qui lui avaient été assignés, sans que les Turks s'y soient nullement opposés.

Nous venons déjà de signaler la première faute commise par ceux-ci en ne détruisant pas le pont de Barboche. Ils en commirent encore deux autres non moins graves. En décrivant la ligne du Danube, nous avons montré que Vidin sans Calafat et Rouchtchouk sans Giurgevo n'ont plus qu'une importance et qu'une force secondaires. Tout faisait supposer que, comme ils l'ont fait plusieurs fois dans leurs guerres antérieures, ils s'empareraient immédiatement de Calafat et de Giurgevo, et qu'ils mettraient ces deux localités en état de défense, afin de donner une solide tête de pont à Vidin et à Rouchtchouk; mais il n'en fut rien; cependant l'armée roumaine avait évacué Calafat et n'occupait pas Giurgevo, outre que les Russes n'étaient point près de se montrer dans la petite Valachie et qu'une pointe hardie, dirigée par les Ottomans sur la capitale de la Roumanie, pouvait opérer une heureuse diversion politique et militaire.

Mais aucune de ces entreprises ne fut tentée et il devint dès lors évident que l'armée turque prenait le parti de la défense passive la plus absolue, couverte par l'immense cours d'eau qui constituait son front d'opérations.

Continuons l'étude de la marche de l'armée russe et établissons, de la droite à la gauche, la position qu'occupaient les divers corps d'armée à la date du 20 juin, c'est-à-dire deux mois après le commencement des hostilités.

Au fur et à mesure que les Russes s'avançaient, les Roumains se retiraient vers la petite Valachie, tant pour faire de la place à leurs alliés que pour éviter les conflits; en outre, aucune détermination n'avait été encore prise au sujet de la coopération de l'armée de la principauté à la guerre contre les Turks; enfin, en présence de l'inertie de ceux-ci, il fallait réoccuper et armer Calafat; c'est ce qui fut fait. A la date du 1<sup>er</sup> juillet, l'extrême aile droite de l'armée roumano-russe peut donc être considérée comme étant formée par les deux corps d'armée roumains, qui occupent Calafat, Craïova et le confluent du Jiu.

A la gauche de cette armée est établi le 9<sup>e</sup> corps d'armée russe, général Krudener. C'est celui qui, précédemment, était en réserve à Balta et à Birzoula; il a eu le plus long trajet à faire. Mis en marche à la même date que les autres, il a suivi la rive gauche du Pruth jusqu'à Reni; il est arrivé à Gallati du 10 au 13 mai; il a été ensuite partiellement transporté par voie ferrée jusqu'à Slatina, sur la rive gauche de l'Aluta. La concentration, sur ce dernier point,

était achevée à la date du 21 mai. Après quelques jours de repos, il a descendu la rivière, en passant par Caracalla, et il est venu prendre position près du confluent de l'Aluta à Islach, Turnu-Magurelle et Flamanda, en face de Nicopoli.

Le 8<sup>e</sup> corps d'armée, général Radetzki, avait la 14<sup>e</sup> division d'infanterie et la 8<sup>e</sup> division de cavalerie sur la frontière roumaine au moment de la concentration préparatoire. Ces deux divisions traversèrent la frontière le 24 avril; elles atteignirent Husi et marchèrent ensuite vers Bucharest. Le 1<sup>er</sup> mai, elles étaient à Berlad; le 7, à Foschani; le 12, à Buzeu; le 16, à Urziceni, sur la Jalomitza; le 22, à Bansen, un peu au nord de Bucharest; le 30, à Simmitza, en face de Sistova. La 9<sup>e</sup> division d'infanterie, qui était à Tiraspol, atteignit Kichenev le 29 avril, se porta sur le Pruth vers Leucheni, pour suivre la 14<sup>e</sup>, y arriva le 4 mai, mais ne put traverser en ce point la rivière qui avait débordé et était devenue infranchissable; elle en redescendit la rive gauche, passa à Leova, et marcha par Falcui vers Gallati qu'elle atteignit le 12 mai; elle continua son mouvement vers Bucharest, et, vu le mauvais état des chemins, elle ne rejoignit le 8<sup>e</sup> corps à Simmitza que le 11 juin.

Le 14<sup>e</sup> corps d'armée, général Zimmermann, qui ne faisait pas partie de la première formation de l'armée du Sud, fut transporté en chemin de fer depuis la circonscription militaire de Kiev par la ligne de Kichenev, Iassy, Gallati, Braïla et Bucharest, jusqu'à la station de Vidra, au sud de cette dernière ville; son mouvement a commencé le 20 mai. A la date du 10 juin, il était rendu à destination et il occupait les points de Giurgevo, en face de Rouchthouk, et d'Oltenitza, en face de Turtukai. Une partie du corps d'armée a cependant été maintenue aux environs de Gallati.

Le 7<sup>e</sup> corps d'armée, général Ganetsky II, avait une partie de la 36<sup>e</sup> division à Tatar-Bounar; le 30 avril, cette division occupait Ismaïl, en face de Tulca, ainsi que Chilia et Vilcov, et elle était remplacée dans son cantonnement antérieur par le reste du 7<sup>e</sup> corps. Quand le 11<sup>e</sup> corps eut quitté Gallati et Braïla, comme nous le verrons plus loin, la 36<sup>e</sup> division vint occuper ces deux villes, et la 13<sup>e</sup> prit sa place à Ismaïl, Chilia et Vilcov. Puis tout le 7<sup>e</sup> corps dut appuyer à droite vers Calarassi, en face de Silistrie.

Le 13<sup>e</sup> corps d'armée, général Hahn, a été transporté, par les voies ferrées, de Jitomir à Odessa, pour soutenir les 7<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> corps d'armée en cas d'un débarquement des troupes turques vers les bouches du Dniester, du Boug ou du Dnieper. Cette éventualité paraissant de moins en moins probable, ce corps a obliqué à droite pour venir prendre, sur la rive gauche du bas Danube, les positions qu'occupait le 7<sup>e</sup> corps dans le courant du mois de mai, et permettre à celui-ci de se rapprocher de la masse vers Calarassi.

Le 10<sup>e</sup> corps d'armée, général Voronzov, forma l'extrême gauche de cette ligne et conserva les positions antérieures sur le littoral de la mer Noire.

Derrière cette première ligne se trouvaient les 4<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> corps d'armée.

Le 11<sup>e</sup> corps d'armée avait atteint le premier la rive gauche du Danube, à Gallati et à Braïla, comme nous l'avons dit, le 12 mai ; il quitta ces deux villes et se mit en marche vers l'ouest ; il prit la direction de Ploiesci et de Pitesti, puis il descendit vers le sud, et, vers le 10 juin, il mit son quartier général à Russi di Vede, sur les bords de la Vede, derrière le 9<sup>e</sup> corps, à mi-chemin entre Slatina et Simmitsa.

Le 12<sup>e</sup> corps d'armée, général Vannovski, avait la 12<sup>e</sup> division d'infanterie à Skouliani. Celle-ci a suivi le mouvement de la 14<sup>e</sup> division du 8<sup>e</sup> corps d'armée, et a été suivie elle-même par la 33<sup>e</sup> division d'infanterie du 12<sup>e</sup> corps d'armée, qui avait son quartier général à Orgeiev ; les 12<sup>e</sup> et 33<sup>e</sup> divisions d'infanterie et la 12<sup>e</sup> division de cavalerie, constituant le 12<sup>e</sup> corps d'armée, sont venues s'établir à Alessandria, un peu au sud de Russi di Vede, en seconde ligne, derrière le 8<sup>e</sup> corps d'armée, qui occupait Simmitsa.

Quant au 4<sup>e</sup> corps d'armée, général Zotov, il atteignit également le bas Danube par les voies ferrées, mais dans le courant de juin seulement.

En résumé, au moment où nous examinons les emplacements de l'armée roumano-russe, c'est-à-dire à la date du 20 juin, nous trouvons que leur ensemble est le suivant :

*Extrême droite.* — Les deux corps d'armée roumains, de Craïova à Calafat, et au confluent du Jiu, en face de Rahova.

*Masse centrale.* — 1<sup>re</sup> ligne : droite, 9<sup>e</sup> corps d'armée, à Islach, Turnu-Magurelle et Flamanda, en face de Nicopoli ; centre, 8<sup>e</sup> corps d'armée, à Simmitsa, en face de Sistova ; 14<sup>e</sup> corps d'armée, à Giurgevo, en face de Rouchtchouk et à Oltenitza, en face de Turtukaï ; gauche ; 7<sup>e</sup> corps d'armée, à Calarassi, en face de Silistrie. — 2<sup>e</sup> ligne : droite, 11<sup>e</sup> corps d'armée, à Russi di Vede ; centre, 12<sup>e</sup> corps d'armée, à Alessandria ; gauche, 4<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps d'armée, du confluent du Sereth jusqu'à l'extrémité de la bouche de Chilia.

*Extrême gauche.* — 10<sup>e</sup> corps d'armée, sur le littoral, aux bouches du Boug et du Dnieper, et sur la côte de Crimée.

Maintenant que, comme nous croyons qu'il était bon de le faire, nous avons donné l'ensemble des mouvements exécutés par l'armée russe et des positions occupées par elle au moment du passage du fleuve, nous allons entrer dans quelques détails au sujet de ces mouvements.

Dès que les premières troupes russes furent arrivées à Gallati et



à Braïla, la navigation fut suspendue sur le bas Danube. Cette mesure fut notifiée aux consuls et à la commission européenne de navigation; les bâtiments qui remontaient le fleuve reçurent l'ordre de retourner en arrière; un délai fut accordé à ceux qui étaient dans les ports, pour achever leur chargement ou leur déchargement.

C'est le 4 mai que les troupes roumaines reprirent possession de Calafat; on y plaça tout de suite 10,000 hommes qui durent travailler sans relâche pour mettre la ville en état de défense et pour construire les batteries nécessaires à l'installation immédiate de 24 pièces de gros calibre, nombre qui fut augmenté plus tard.

Le même jour, les Turks commencèrent le bombardement de Braïla, et les consuls habitant cette importante cité commerciale durent arborer leur pavillon pour préserver leurs demeures des projectiles ennemis.

Les monitors de la flottille turque se montrèrent à leur tour, mais les services qu'ils rendirent ne répondirent pas à l'espoir que l'on en avait conçu.

De même que l'autorité militaire russe avait adopté des mesures restrictives relativement à la navigation du Danube, de même le généralissime turk reçut de son gouvernement l'ordre d'appliquer des dispositions exceptionnelles concernant les propriétés des neutres sur ce fleuve durant la guerre.

On lui donna le droit d'arrêter la navigation, de retenir et de réquisitionner les vaisseaux neutres, sauf indemnité; il put les obliger à quitter certains points ou à y rester, sous peine de confiscation du navire et de la cargaison; il fut autorisé à les soumettre au règlement sur l'espionnage, dont une cour spéciale fut chargée d'assurer l'exécution; en un mot, il fut investi d'une espèce de pouvoir dictatorial. Toutefois, il ne put saisir les navires neutres ou ennemis qui se trouvaient dans le fleuve avant la promulgation des règles de la navigation pendant les hostilités. Le gouvernement déclina, en outre, toute espèce de responsabilité vis-à-vis des propriétaires et des armateurs pour les pertes et dommages résultant des mesures prescrites et des dangers auxquels se seraient exposés ceux qui ne s'y seraient pas conformés. La contrebande de guerre et les navires qui la portaient durent être saisis, si le fait avait été prouvé devant la cour spéciale. Enfin, toutes les réclamations contre les décisions de cette dernière durent être adressées à la cour suprême de Constantinople.

Ces dispositions devaient être examinées par la commission européenne de navigation du Danube, dont la réunion avait été fixée à Bucharest, pour le 7 mai, car elle avait dû quitter Gallati. Mais le délégué russe et le délégué turk ayant refusé d'y participer, cette séance n'eut pas lieu.

Malgré la convention passée entre le gouvernement roumain et l'état-major général russe, des difficultés assez graves s'élevèrent presque aussitôt entre le prince de Roumanie et le commandant en chef de l'armée du Sud, relativement à la participation de l'armée roumaine aux opérations et à la situation qui serait faite au prince dans cette éventualité. Il fut arrêté que provisoirement les troupes roumaines resteraient sous les ordres du prince, qu'elles formeraient l'aile droite de l'armée alliée et qu'elles jouiraient d'une certaine indépendance. C'est en raison de cette décision que les Roumains se retirèrent dans la petite Valachie et réoccupèrent Calafat, comme nous l'avons dit plus haut. Le 8 mai, les Turks se décidèrent enfin à faire de ce côté un simulacre de résistance, et les batteries de Vidin tirèrent contre celles de Calafat, qui leur ripostèrent.

Ces canonnades à longue portée se reproduisirent bientôt presque journellement sur les divers points où les troupes roumano-russes et les troupes turques se trouvaient face à face, tant entre les batteries de campagne et celles de position d'une part, qu'entre les batteries de place et les canons des monitors d'autre part. Le feu se renouvela, de temps en temps, sur toute la ligne du Danube, pendant les mois de mai et de juin, mais il ne produisit point de dégâts matériels considérables et il n'occasionna pas de grandes pertes en hommes. Le fait le plus saillant de cette sorte particulière de lutte se produisit le 11 mai devant Braïla : l'un des monitors turks qui bombardait cette ville fut atteint par un projectile dans des conditions telles qu'il coula immédiatement et que tout son équipage, contenant 200 hommes, périt entièrement.

Pendant ce temps, le mouvement des Russes avait continué, malgré les pluies torrentielles et le déplorable état des chemins.

Le 14, le grand-duc Nicolas transporta son quartier général à Ploïesci, ville de 33,000 âmes, bâtie sur la Jalomitza, à 60 kilomètres au nord de Bucharest, et sur la voie ferrée qui conduit de Braïla à la capitale de la Roumanie. Le passage du Pruth était alors complètement terminé, tant par la partie principale des forces que par la plus grosse masse du matériel, et le choix de Ploïesci était justifié, parce que ce point est à égale distance de Slatina et de Braïla, auxquelles s'appuyaient respectivement les deux ailes de l'ordre de bataille de l'armée russe.

Les Turks avaient d'abord paru ne vouloir s'opposer que par la canonnade à la prise de possession par les Russes des divers points stratégiques situés sur la rive gauche du fleuve. Ils avaient, en outre, mis l'embargo sur la plupart des bâtiments dont ils avaient pu s'emparer. Bientôt on sut qu'ils garnissaient de torpilles les approches de la rive droite, mais avec si peu de précautions qu'il était à craindre que le Danube ne pourrait servir de longtemps au commerce international.

Voici, du reste, le texte d'une partie de la circulaire que le Ministre des affaires étrangères de Roumanie envoya à ce sujet aux agents roumains près des différents cabinets :

« Il résulte des renseignements dignes de créance parvenus à mon département, que les autorités ottomanes parsèment le lit du Danube de nombreuses torpilles, sans prendre la moindre disposition pour déterminer et reconnaître plus tard l'endroit qui les recèle. Ces torpilles se trouvent ainsi jetées au hasard, et non méthodiquement posées.

« L'absence, de la part des autorités ottomanes, des précautions usitées en pareil cas, aura pour effet d'empêcher ces autorités elles-mêmes de retrouver et d'enlever leurs engins, le jour où les exigences de la guerre cesseront de mettre obstacle à la navigation du Danube et où le parcours du fleuve devrait reprendre, pour le commerce, toute sa sécurité.

« Vous voudrez bien convenir qu'il est d'un intérêt imminent que le commerce international, si gravement atteint déjà par les événements actuels et par les tristes nécessités qu'entraîne fatalement la guerre, n'ait pas encore, après cette cessation des hostilités, à souffrir d'une suspension forcée. Or, cette suspension se produirait et se prolongerait indéfiniment, à l'universel dommage, si le gouvernement ottoman continuait à omettre les précautions de rigueur. »

Après avoir émis le désir que les cabinets européens intervenissent en vue d'obtenir que la Sublime-Porte fût invitée à donner d'urgence, à ses autorités, l'ordre formel d'entourer la pose des torpilles dans le lit du Danube de toutes les précautions exigées par la prévoyance la plus élémentaire, la circulaire se terminait par cette observation que les autorités militaires russes ne plaçaient, du reste, leurs torpilles qu'après avoir relevé avec la plus minutieuse exactitude les points qui permettraient, à un moment donné, de les reconnaître et de les retirer.

Le 24 mai paraissait un oukase impérial fixant les règles du droit des gens à observer par l'armée russe.

On sait que le tzar Alexandre II avait pris, en 1874, l'initiative d'une conférence à laquelle furent conviés les représentants de toutes les puissances et qui se réunit à Bruxelles, dans le but de fixer les règles qui, par le fait de l'accord entre tous les états civilisés, serviraient à diminuer autant que possible les calamités des conflits internationaux, en précisant les droits et les devoirs des gouvernements et des armées en temps de guerre.

Cette conférence siégea pendant le mois d'août 1874 et elle ne produisit qu'une déclaration servant de projet pour la convention internationale à arrêter ultérieurement ; elle devait se réunir de nou-

veau à Saint-Pétersbourg en 1875 ; mais l'Angleterre ayant refusé de s'y faire représenter, son travail ne fut pas poussé plus loin.

Le document dont nous reproduisons ci-dessous le texte intégral, n'en a pas moins une haute importance au point de vue du droit des gens, car il met pour la première fois en pratique les principes de la déclaration de la conférence de Bruxelles.

Le voici, tel qu'il a été publié :

« En présence de l'état de guerre qui existe entre la Russie et la Turquie, S. M. ordonne à toutes les autorités et à tous les fonctionnaires militaires et civils que les présentes concernent à se conformer, pendant la guerre actuelle, aux dispositions ci-après, à l'égard de la puissance ennemie et de ses sujets ainsi que des Etats neutres et de leurs sujets :

« I. Les sujets de la Porte qui résident dans l'empire sont autorisés à continuer pendant la guerre leur séjour et l'exercice de professions paisibles en Russie, sous la protection des lois russes.

« II. A l'égard des navires de commerce turks que la déclaration de guerre a trouvés dans des ports et havres russes, confirmation est faite de la disposition en vertu de laquelle ils sont libres de sortir de ces ports et de prendre la mer, pendant le délai nécessaire pour leur permettre de charger des marchandises ne constituant pas des objets de contrebande de guerre.

« III. Les sujets des Etats neutres peuvent continuer sans obstacle leurs relations commerciales avec les ports et villes russes, en observant les lois de l'empire et les principes du droit international.

« IV. Les autorités militaires sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la liberté du commerce légitime des neutres, pour autant qu'elle est permise par les conditions des opérations de guerre.

« V. Aux termes de la déclaration de Paris, du 16 avril 1856, la course est considérée comme abolie et la délivrance de lettres de marque interdite.

« Conformément à la même déclaration, les règles suivantes doivent être observées à l'égard du commerce des neutres :

« 1<sup>o</sup> Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;

« 2<sup>o</sup> La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ;

« 3<sup>o</sup> Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

« Ces dispositions de la déclaration de Paris sont applicables à toutes les puissances, sans en excepter les Etats-Unis de l'Amérique

du Nord et de l'Espagne, qui, jusqu'à présent, n'ont pas adhéré à cette déclaration.

« VI. Sont réputés contrebande de guerre les objets suivants :

« Les armes portatives et les pièces d'artillerie, montées ou en pièces détachées; les munitions d'armes à feu, telles que projectiles, fusées d'obus, balles, amorces, cartouches, tubes de cartouches, poudre, salpêtre, soufre; le matériel et les munitions de pièces explosibles, telles que mines, torpilles, dynamite, pyroniline et autres substances fulminantes; le matériel de l'artillerie, du génie et du train, tel que affûts, caissons, caisses de cartouches, forges de campagne, cantines, pontons, etc.; les objets d'équipement militaire, tentes, etc., et, en général, tous les objets destinés aux troupes de terre ou de mer.

« Ces objets, lorsqu'ils sont trouvés à bord de navires neutres et destinés à un port ennemi, peuvent être saisis et confisqués, sauf la quantité qui est nécessaire au navire sur lequel est opérée la saisie.

« VII. Sont assimilés à la contrebande de guerre, les actes suivants interdits aux neutres : le transport des troupes ennemies, celui des dépêches et de la correspondance de l'ennemi, la fourniture des navires de guerre à l'ennemi. Les navires neutres, pris en flagrant délit de semblable contrebande, peuvent être, selon les circonstances, saisis et même confisqués.

« VIII. Pendant la durée des opérations militaires sur le Danube et sur les rives de ce fleuve, le commandant supérieur de l'armée active russe est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de laisser libres, autant que possible, la navigation et le commerce licite des neutres sur ce fleuve, et de ne les soumettre qu'à des restrictions temporaires nécessitées par les exigences de la guerre : ces restrictions doivent être levées aussi promptement que possible.

« IX. L'autorité militaire prêtera, en outre, sa protection particulière aux constructions, aux travaux et au personnel de la commission européenne du Danube, couverts par le pavillon neutre spécial de cette commission.

« X. Conformément à la convention de Genève du 22 août 1864, relative aux militaires ou blessés, les commandants des armées belligérantes sont tenus de respecter les dispositions de cette convention qui stipulent l'inviolabilité des hôpitaux, ambulances et personnel médical de l'ennemi.

« *Remarque.* — Lorsque le gouvernement turk aura, avec le consentement préalable de la Russie, adopté, au lieu du pavillon de Genève avec la croix rouge, un signal distinctif pour ses hôpitaux et ambulances, les commandants des armées belligérantes prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'inviolabilité des

établissements et des personnes placés sous la sauvegarde de ce signe distinctif, conformément à la convention de Genève, si les stipulations de cette dernière sont observées par les autorités ottomanes.

« XI. Conformément à la déclaration de Saint-Petersbourg du 11 décembre 1868, l'emploi de projectiles d'un poids inférieur à 400 grammes qui seraient ou explosibles ou chargés de matières fulminantes ou inflammables est absolument interdit.

« XII. Afin d'atténuer les calamités de la guerre et de concilier, autant qu'il est possible et sous réserve de réciprocité, les exigences de la guerre avec celles de l'humanité, l'autorité militaire se conformera dans ses actes à l'esprit des principes posés par la conférence de Bruxelles en 1874, en tant qu'ils sont applicables à la Turquie et s'accordent avec le but spécial de la guerre actuelle. »

Les Russes continuaient, malgré les pluies torrentielles et le déplorable état des chemins, leur marche vers le Danube avec autant de rapidité que possible. Aucun événement important ne signale cette période des opérations. La canonnade augmentait chaque jour d'intensité entre les principaux points stratégiques opposés l'un à l'autre que nous avons signalés dans notre étude précédente sur la constitution de cette ligne de défense. Quelques excursions étaient faites d'une rive sur l'autre, mais sans amener de résultat sérieux.

Le seul fait vraiment remarquable fut l'explosion du monitor turk, le *Hivzi-Rahman*, causée par une torpille russe.

Ce bâtiment était du même type que le *Latif-Galit* dont nous avons relaté également plus haut la destruction. Sa longueur était de 70 mètres à la ligne de flottaison, son déplacement de 2,500 tonnes, son tirant d'eau de 5 mètres, sa vitesse de 12 nœuds, son armement de 5 pièces de gros calibre dont 2 dans la tourelle de poupe, 2 dans la tourelle d'avant et la 5<sup>e</sup> derrière le blindage d'avant. Ses plaques avaient une épaisseur de 0<sup>m</sup>,08 à la proue et 0<sup>m</sup>,10 au centre : son équipage était de 200 hommes.

Le 25 mai au soir, des officiers des équipages de la flotte attachés à l'armée de terre apprirent à Braïla, que l'un des monitors retenus dans le bras de Matchin allumait ses feux et s'apprêtait à quitter sa position. Ils résolurent aussitôt de chercher à le faire sauter. Ils armèrent rapidement quatre embarcations légères et se dirigèrent hardiment vers le navire ennemi. Le premier bateau torpilleur ne fut aperçu de la vigie turque que quand il était déjà arrivé à moins de 60 mètres du monitor : sans perdre de temps, il porta avec audace sa torpille contre le monitor turk qui, ébranlé par cette décharge de 100 kilogrammes de poudre, s'entr'ouvrit de bas en haut, et, frappé



une seconde fois par la torpille que portait un autre bateau, s'engloutit complètement en moins de 10 minutes. Les soldats du *Hivzi-Rahman*, réveillés par le cri d'alarme de leur vigie, avaient sauté sur leurs canons et sur leurs fusils et commencé immédiatement contre les assaillants un feu nourri qu'ils continuèrent avec intrépidité jusqu'au moment où ils disparurent sous l'eau. Les équipages des deux autres monitors criblaient aussi les embarcations russes de leurs projectiles, mais celles-ci purent néanmoins regagner la rive roumaine, sans avoir subi aucune perte et après avoir accompli certainement l'un des faits d'armes les plus audacieux. Quant aux hommes de l'équipage du *Hivzi-Rahman*, ils périrent tous victimes de ce nouvel engin de guerre dont le premier essai venait de produire de si foudroyants résultats.

A la fin du mois de mai, la plupart des positions importantes de la rive gauche du Danube étaient occupées par les Russes, et, bien que le gros de leurs forces ne fût pas encore arrivé sur tous les emplacements qui leur avaient été assignés, il est certain cependant que le passage eût pu être tenté avec succès sur quelques points ; mais le niveau du fleuve était encore beaucoup trop élevé et sa vitesse trop considérable pour essayer cette entreprise.

Du reste, dans les premiers jours de juin, on apprit d'une manière positive que le tzar allait venir lui-même au milieu de celles de ses troupes qui opéraient en Europe.

En effet, le 3 juin, l'empereur quitta Tzarkoé-Selo, accompagné du grand-duc héritier, de deux autres de ses fils, du général Miloutine, ministre de la guerre, du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères, de plusieurs autres notabilités militaires et diplomatiques ; il était suivi d'un nombreux état-major et d'une escorte considérable.

Les différents points du chemin de fer roumain qui avaient été détériorés par les pluies et les inondations étant réparés à cette époque, le tzar arriva sans encombre, le 6 juin, à Ploïesci. Il fut reçu avec enthousiasme par la population roumaine, ainsi que par les troupes. Le 8 juin, il se rendit à Bucharest, pour saluer le prince Charles de Roumanie et retourna aussitôt à Ploïesci, où il établit son quartier général.

L'arrivée du tzar semblait annoncer que les troupes russes allaient enfin sortir de l'inaction dans laquelle se trouvait une grande partie de cette armée depuis quinze jours et même trois semaines ; mais la crue du Danube avait atteint des proportions extraordinaires, et c'est le 10 seulement que ses eaux commencèrent à baisser. Il en résulta naturellement un redoublement de surveillance et de canonnade de part et d'autre, mais aucune entreprise sérieuse ne fut immédiatement tentée, car les difficultés matérielles étaient

encore très-grandes. La présence de l'empereur de Russie en Roumanie devait avoir non-seulement d'importantes conséquences militaires, mais aussi des résultats politiques relativement importants.

La Roumanie avait en effet prouvé autant de bon vouloir que possible. Elle avait accepté l'occupation de son territoire par une partie de l'armée russe; son gouvernement avait passé avec l'état-major allié une convention dans laquelle il avait fait toutes les concessions désirables. Bien que les finances de la principauté fussent dans un déplorable état, la Chambre et le Sénat n'avaient pas hésité à accepter les mesures destinées à faire face aux éventualités, et le parlement avait consenti à émettre pour 30 millions de bons hypothécaires, représentant à peu près la moitié de la valeur réelle des propriétés foncières de l'Etat. Partout les soldats russes avaient été cordialement accueillis par la population roumaine. Mais il restait à régler la situation respective de l'armée de la principauté et de l'armée russe, ainsi qu'à déterminer dans quelle mesure la première participerait aux opérations de la seconde au delà du Danube. La situation, sous ce rapport, avait été un moment très-tendue entre les deux alliés, et il ne fallut rien moins que la décision prise par le tzar pour apaiser ce conflit, qui pouvait aboutir à une rupture. Nous verrons ultérieurement quelle fut cette détermination. Au moment où l'armée russe était sur le point de pénétrer en Turquie, l'opinion publique des Roumains se prononçait positivement en faveur de la non-participation de leurs troupes aux opérations en Bulgarie, car ils avaient à sauvegarder leurs intérêts, non-seulement par rapport à la Russie, mais aussi à l'égard de l'Autriche-Hongrie, dont l'attitude expectante pouvait causer de graves inquiétudes en cas de complications faciles à prévoir. Du reste, l'état-major général russe n'avait qu'une médiocre confiance dans la valeur des milices roumaines, et il en sollicitait la réorganisation générale avant de consentir à les employer aux opérations actives. Enfin, l'indépendance de la Roumanie n'avait encore été reconnue par aucune puissance, pas même par la Russie, et cette situation indécise ne laissait pas que de surexciter les esprits, d'autant plus que les Turks refusaient la qualité de belligérants aux soldats roumains, et qu'ils les traitaient comme des sujets rebelles.

Nous avons dit précédemment que l'attitude de la Serbie avait été fort douteuse, surtout depuis que les Russes avaient passé le Pruth, et que les Monténégrins avaient recommencé les hostilités. Le prince Milan se rendit à Ploïesci pour recevoir les instructions du tzar; il y arriva le 17 juin. Les événements subséquents nous indiqueront à quel parti s'arrêta définitivement le gouvernement serbe après cette entrevue.

## SITUATION DE L'ARMÉE TURQUE DU DANUBE.

Pendant que les Russes gagnaient les points stratégiques de la rive gauche du Danube, le gouvernement ottoman et l'état-major de l'armée turque d'Europe se trouvaient, à des titres différents, dans une situation également critique. Le désordre administratif, joint aux discordes intérieures, mettait la Sublime-Porte dans un embarras très-grand, surtout au point de vue pécuniaire. L'absence d'un plan de campagne combiné à l'avance et l'ignorance de la marche exacte du gros des forces russes amenèrent le commandant en chef de l'armée turque à adopter au début des hostilités des dispositions vicieuses, à faire exécuter des mouvements inutiles, à dégarnir certains points importants, à prescrire enfin des mesures dont les conséquences auraient pu être fatales aux troupes du sultan, si l'élévation des eaux du Danube n'eût pas arrêté momentanément les progrès de l'ennemi.

A Constantinople, la surexcitation des esprits aboutit à des manifestations publiques faites par les sofas à la Chambres des députés, dans les derniers jours de mai. Les deux changements de souverain survenus dans l'année 1876 permettaient de craindre le retour d'une semblable révolution de palais, de même que les fréquents remplacements de ministres depuis deux ans pouvaient faire redouter des modifications dans la ligne politique. Toutes ces causes, jointes à l'absence d'argent, à l'élévation du prix de tous les objets de consommation, à l'augmentation des impôts, à l'exil volontaire d'une partie des artisans et des agriculteurs fournis par la population chrétienne, aux échecs subis par les troupes de l'Arménie, semèrent la méfiance dans la population et pouvaient porter la plus grave atteinte à cette union indispensable, sans laquelle un pays envahi ne peut sortir victorieux de la lutte.

Enfin, l'état de siège fut proclamé à Constantinople, qui était le foyer de toute cette dangereuse agitation, et l'on put espérer que cette mesure préventive aurait un prompt résultat salutaire. En même temps, du reste, des arrestations furent faites et quelques-uns des auteurs de ces menées intérieures furent exilés. Mais le désordre était à son comble et la soldatesque irrégulière en vint même à commettre quelques-uns de ses forfaits aux portes et dans les rues de la capitale de l'empire ottoman. Dès le début des hostilités, il était donc certain que l'on pouvait prévoir des troubles et même une révolution d'une haute gravité si le sort des armes n'était pas favorable aux troupes ottomanes.

Après bien des mouvements inutiles, voici définitivement comment semblait être organisée et répartie l'armée turque du Danube au moment où les Russes s'apprétaient à franchir le fleuve.

Le corps de Vidin, placé sous les ordres d'Osman-Pacha, se composait de 55 bataillons d'infanterie, d'un régiment de cavalerie régulière et de 15 batteries de campagne. Ces troupes formaient 3 divisions commandées par Osman-Pacha, par Adyl-Pacha et par Izzet-Pacha, qui était en même temps gouverneur de la place. L'une des divisions était chargée de la défense même de Vidin, en face de Calafat, l'autre campait sous la place; la troisième était répartie dans les postes fortifiés voisins, au confluent du Timok et du Lom, et s'étendait jusqu'à Rahova, où commandait Assaf-Pacha. Le corps était donc opposé aux deux corps roumains.

Le corps de Rouchtchouk, commandé par Eschref-Pacha, était fort de 45 bataillons d'infanterie, de 1 régiment de cavalerie et de 12 batteries de campagne; les troupes formaient 2 divisions, commandées par Eschref-Pacha et par Tahir-Pacha, qui était en même temps gouverneur de la place. Celle-ci, située en face de Giurgevo, avait, comme garnison, 29 bataillons, 2 escadrons et 7 batteries de campagne. Le reste du corps d'armée occupait les postes fortifiés de Nicopoli, où commandait Achmet-Pacha, et qui est situé en face de Turnu-Magurelle et de Sistova, situé en face de Simmitza. Le corps de Rouchtchouk était donc opposé aux 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> corps russes. C'est dans cette ville que le généralissime Abdul-Kerim-Pacha avait établi son quartier général.

Le corps de Silistrie, fort de 34 bataillons, de 1 régiment de cavalerie et de 9 batteries de campagne, était commandé par Selami-Pacha, qui était en même temps gouverneur de la place. Ces troupes ne formaient qu'une division, dont la plus grande partie était dans la place ou campée sur les fortifications en face de Calarassi; quelques petits détachements occupaient Turtukai, sous les ordres d'Hassan-Pacha, en face d'Olténitza et Rassova, près de Tchernavodova. Le corps était donc opposé à la gauche du 14<sup>e</sup> corps russe et au 7<sup>e</sup> corps de cette armée.

Le corps de la Dobrutchá, commandé par Ali-Pacha, se composait de 24 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie et 7 batteries de campagne, formant les garnisons de Tchernavodova, d'Hirsova, de Matchin, d'Isaccia, de Tulca, de Baba-Dagh et de Kustendche. Il était donc opposé aux 4<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps russes.

Derrière cette première ligne se trouvaient deux corps de réserve, celui de Choumla et celui de Varna.

Le corps de Choumla, commandé par Achmed-Eyoub-Pacha, dont l'autorité s'étendait, du reste, sur tous les autres commandements de corps d'armée, se composait de 41 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie et 12 batteries de campagne. Il formait 3 divisions commandées par Aziz-Pacha, Fuad-Pacha et Achmed-Pacha, qui était en même temps gouverneur de la place. Sauf la

garnison spéciale à cette ville, les autres troupes de ce corps étaient réparties dans les diverses places environnantes.

Le corps de Varna contenait 21 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie et 9 batteries de campagne. Il était, ainsi que la place elle-même, sous les ordres de Raschid-Pacha, général égyptien, la plupart des troupes qui composaient le corps d'armée ayant été fournies par le vice-roi d'Égypte, qui envoyait un nouveau renfort dans le courant du mois de juin.

A ces troupes régulières venaient s'ajouter encore les bachi-bouzouks répandus surtout dans la Dobrutchka, où ils commettaient des exactions de tous genres contre la population chrétienne, et certains bataillons de mustahfiz qui s'organisaient en arrière; mais il est impossible d'en donner une évaluation, même approximative.

Tout en restant sur la défensive, les Turcs rétablirent quelques-unes des fortifications démantelées par les Russes dans les guerres précédentes et que l'incurie avait laissées tomber en ruines; ils construisirent également des travaux défensifs et des batteries en face des points que l'ennemi occupait sur la rive gauche du Danube, et ils élevèrent des retranchements sur d'autres points en arrière jusqu'à Constantinople.

Nous avons déjà dit que l'armée ottomane avait un armement excellent pour l'infanterie et pour la cavalerie. Les services administratifs y étaient dans le plus déplorable état. Toutefois, le régime des ambulances fut l'objet d'un important progrès et d'un réel perfectionnement. La Sublime-Porte, qui avait adhéré, dès le principe, à la convention de Genève, mais qui n'en avait jamais appliqué les règles, se décida, en effet, à patronner la création d'une société dite du *Croissant rouge*, qui adopta les statuts de la société de la Croix rouge, et il fut convenu que les belligérants respecteraient le personnel, le matériel et les établissements placés sous la sauvegarde de cet emblème protecteur.

---

## INVASION DE LA BULGARIE ET DE LA DOBRUTCHA.

LES VOIES DE COMMUNICATION DE LA BULGARIE  
ET DE LA DOBRUTCHA.

Avant d'exposer comment les Russes effectuèrent le passage du Danube, il est essentiel de donner une description rapide des principales voies de communication dont ils pouvaient faire usage pour pénétrer au cœur de l'empire ottoman.

Les deux contrées turques qui se trouvent sur la rive droite du fleuve dans son quatrième bassin, depuis le confluent du Timok jusqu'aux bouches du Danube, sont la Bulgarie et la Dobrutcha. La première s'étend des bords du Timok jusqu'à Tchernavoda, c'est-à-dire jusqu'au val de Trajan; la seconde part de ce dernier point et s'arrête à la côte de la mer Noire.

La Bulgarie se subdivise, au point de vue géographique et stratégique, en deux régions distinctes. La Bulgarie occidentale est comprise entre le Timok et la Jantra; la Bulgarie orientale, entre la Jantra et le val de Trajan. La première ne renferme que quelques points fortifiés, dont les principaux sont, du reste, élevés près de la frontière orientale de la Serbie. La seconde en contient, au contraire, un grand nombre, dont l'importance a toujours été considérable dans toute guerre entre la Russie et la Turquie. C'est ce que nous avons déjà montré en décrivant la ligne du Danube.

La Bulgarie occidentale est limitée au sud par la chaîne des Balkans, l'ancien mont Hoemus, que l'on appelle, de l'ouest à l'est, Etropol-Balkan, Stara-Planina et Kodcha-Balkan. Elle est traversée par un grand nombre de rivières qui coulent du sud au nord et viennent tomber perpendiculairement au Danube. Les plus importants de ces cours d'eau sont : l'Artcher, le Lom, la Dchibritsa, l'Ogost, le Shit, l'Isker, le Vid, l'Osem et la Jantra.

La plus considérable de ces rivières est l'Isker, qui possède deux sources : l'une est au sud des Balkans et donne naissance à un cours d'eau, le grand Isker, qui passe près de Sofia, qui contourne l'extrémité occidentale de la chaîne de montagnes, qui passe à Novache et à Reberkovo, où il reçoit les eaux de l'autre source. Celle-ci descend des pentes septentrionales des Balkans, dans lesquelles elle ouvre le col d'Etropol, et elle donne naissance au petit Isker, qui rejoint le précédent à Reberkovo. Le confluent de l'Isker et du Danube est à peu près à égale distance entre Rahova et Nicopoli.



Le Vid passe à Teteven; reçoit sur la rive droite la Tutchevitsa, qui arrose Plevna, où se trouve un pont en pierre; il se jette dans le Danube, presque en face de l'Aluta.

L'Osem ouvre le col de Trajan, passe à Lovatz, fait un grand coude à l'est et revient vers l'ouest, en sorte que son confluent est un peu à l'est de celui du Vid, en face de celui de l'Aluta, à l'ouest de Nicopoli.

La Jantra ouvre le col de Chipka; elle passe à Gabrova, qui possède quatre ponts, à Tirnova, où sont plusieurs ponts; elle reçoit sur la rive gauche la Rousitsa, qui passe à Selvi, où est aussi un pont en pierre, et à Margasli, où est un autre pont à piles en maçonnerie et à tablier en bois; elle passe ensuite sous le viaduc de Biela, et elle mêle enfin ses eaux à celles du Danube un peu à l'est de Sistova, en face du confluent du Vede.

Le pays traversé par ces divers cours d'eau constitue un plateau qui s'étend de l'ouest à l'est sur une largeur moyenne de 75 kilomètres, et auquel on donne le nom caractéristique de terrasse du Danube. Il est sillonné par les lits profonds et sinueux des rivières que nous venons de citer. La fertilité y est généralement grande, mais seulement au pied des hauteurs boisées du versant septentrional, dont certains sites ont beaucoup d'analogie avec ceux des Vosges et de la forêt Noire. Les cours supérieurs des rivières qui en descendent traversent presque tous des vallées d'une grande richesse agricole, commerciale et industrielle : il en est souvent de même des vallées moyennes; mais, près du Danube, le pays est pauvre, couvert d'une rare végétation et d'arbustes rabougris. La population y est presque exclusivement bulgare. En été, la température y est de 9 à 10 degrés au-dessous de celle de la Valachie et de la Dobrutchka, grâce au vent du nord-est qui règne fréquemment dans cette contrée. En hiver, la température y descend, pour la même cause, jusqu'à 18 degrés au-dessous de zéro, et l'épaisseur de la neige y est souvent telle que la circulation devient impossible. Les mêmes difficultés se présentent dans la saison pluvieuse, c'est-à-dire au printemps et en automne.

Au sud de la chaîne des Balkans, dans la partie que nous en examinons actuellement, se trouve le bassin de la Maritza, c'est-à-dire l'ancienne province de Thrace, faisant aujourd'hui partie du vilayet turk de la Roumélie.

La Maritza forme la ligne d'opérations la plus directe vers Constantinople, pour toute invasion venant du nord-ouest. Elle passe à Philippopoli et à Andrinople : tout son cours est suivi par la voie ferrée qui a sa tête à Énos, sur la côte de la mer de l'Archipel, et qui aboutit, comme nous l'avons déjà dit, à Bellova, à mi-chemin entre Tatar-Bazardchik et Sofia. Au sud d'Andrinople, près de Kaletiburgas, est le point d'embranchement de la ligne qui vient de

Constantinople. Un autre embranchement part de Tirnova-Semenli, près d'Harmanly, au nord-ouest d'Andrinople; il suit le cours du Sasli et s'arrête à Iamboly, sur les bords de la Toundja.

Cette dernière rivière a une très-haute importance stratégique. En effet, elle prend sa source à l'ouest, au nord de Philippopoli; elle se dirige d'abord vers l'est, traversant une vallée très-fertile, très-peuplée et très-commerçante; elle court alors entre le Kodcha-Balkan, au nord, et le Karadcha-Dagh, au sud; elle atteint ainsi Slivno, puis elle tourne brusquement au sud, passe à Iamboly et va se jeter dans la Maritza, près d'Andrinople.

De la pointe occidentale de la chaîne des Balkans descend la Topolka; elle prend sa source près de celle de l'Isker, entre l'Étropol-Balkan, la Stara-Planina et la Sredna-Gora; elle coule vers le sud et se jette dans la Maritza, près de Tatar-Bazardchik.

Le massif de la Sredna-Gora est séparé de Karadcha-Dagh par une vallée profondément encaissée, au fond de laquelle coule le Giob-Su. Cette rivière a sa source voisine de celle de la Topolka; mais, au lieu de se diriger d'abord à l'ouest, comme celle-ci, pour courir ensuite droit au sud, elle fait, au contraire, un coude à l'est, passe à Banja et se rabat ensuite pour aller tomber dans la Maritza un peu en aval de Philippopoli.

Le versant méridional des Balkans est absolument dénudé sur la plus grande partie des pentes de la chaîne septentrionale, et sur les hauteurs du Karadcha-Dagh qui séparent la vallée de la Toundja de celle de la Maritza. La première de ces deux vallées est très-fertile; elle est habitée par une nombreuse population industrielle. La seconde est encore plus fertile que la première, et l'on peut la considérer en quelque sorte comme le grenier de la Turquie d'Europe et le centre d'approvisionnement de céréales pour Constantinople. Au sud des Balkans, le climat est généralement sain : la température y est en hiver moins froide qu'au nord des hauteurs, mais elle y est beaucoup plus chaude en été, cette région étant abritée par les montagnes contre les vents du nord. Les maladies y sont cependant assez fréquentes et pernicieuses, particulièrement à l'égard des étrangers; elles proviennent presque exclusivement des variations trop subites de température.

D'après les quelques notions préliminaires qui précèdent, on comprend que les armées d'invasion venant du nord-ouest et marchant sur Constantinople doivent, après avoir passé le Danube, remonter le cours de ceux de ses affluents de droite qui ont leur origine dans l'Étropol-Balkan, la Stara-Planina ou le Kodcha-Balkan, franchir l'une ou l'autre de ces hauteurs, puis descendre dans l'une ou l'autre vallée des principaux affluents de gauche de la Ma-

ritza, traverser la Sredna-Gora ou le Karadcha-Dagh et atteindre enfin les bords de cette rivière.

Les principaux objectifs au delà des Balkans et au sud de la Bulgarie occidentale sont donc Pirot, Sofia et Philippopoli.

Nous allons indiquer les plus importantes des voies de communication qui les mettent en relation avec la rive droite du Danube.

Pirot est une ville de 8,000 habitants, qui n'a d'autres fortifications qu'un petit château et un blockhaus; elle est construite sur les bords de la Nissava et sur la route qui unit Sofia à Nissa. Elle n'a donc qu'une médiocre importance stratégique, et elle ne possède aucune force tactique.

On peut atteindre cette ville en partant, soit de Lom-Palanka, soit de Vidin; ces deux routes se rejoignent près de Belogradchik, et elles ne forment plus qu'une voie pour traverser le massif du Sveti-Nikola, où sont les sources du Timok, de l'Artcher, du Lom et de la Dchibritsa. Après avoir franchi ces hauteurs, la route se bifurque de nouveau à Janja; un embranchement va droit sur Pirot; un autre passe à Isvor, près de Pandirola et sur la frontière de la Serbie, puis atteint, à Ak-Palanka, la route de Pirot à Nissa. Toutes ces voies de communication sont carrossables presque en tout temps, et la route directe de Vidin à Pirot contient un certain nombre de hans, sortes de relais pour le service de la poste, et de blockhaus, appelés karaouls ou beklemehs, qui ne sont autres que des postes fortifiés occupés par les gendarmes en vue de réprimer le brigandage. On retrouve les uns et les autres sur les principales des routes que nous allons énumérer.

Sofia contient à peu près 20,000 habitants. La ville est bâtie sur les bords de l'Isker, au pied du versant méridional du mont Vitoch. Ses fortifications sont peu considérables, mais cependant suffisantes pour servir de point d'appui solide à des troupes opérant sur le flanc droit ou sur les derrières d'une armée ennemie qui aurait franchi le Danube et les Balhans, et qui aurait ensuite pénétré dans le bassin de la Maritza sans avoir pris la précaution de masquer ou d'observer la place.

On peut marcher contre Sofia en partant, soit de Lom-Palanka, soit de Rahova, soit de Nicopoli.

La route de Lom-Palanka à Sofia franchit la Dchibritsa et l'Ogost; elle passe à Berkovatz; elle traverse le massif de la Stara-Planina au col de Ginzi, atteint le cours du grand Isker et arrive à Sofia.

De Rahova part un chemin, d'abord en mauvais état jusqu'à Borovan, puis bien entretenu à partir de ce point; il suit le cours du Shit, passe à Vratza et se dirige vers l'Isker, que l'on traverse

à gué. Il rejoint ensuite, vers Reberkovo, la route de Nicopoli à Sofia.

Cette dernière suit le cours inférieur du Vid, passe à Plevna, franchit le Vid et l'Isker, puis atteint Reberkovo. Elle remonte alors le cours du petit Isker, traverse l'Etropol-Balkan, au col de Baba-Konak ou d'Etropol, et passe par cette ville ou par Orbanîé, suivant que l'on prend l'ancienne ou la nouvelle route. Elle débouche sur le versant septentrional près de la source du grand Isker, et elle arrive à Sofia. Elle est bonne sur tout son parcours.

Philippopoli est une grande cité; sa population est à peu près de 40,000 habitants. Elle s'étend sur les deux rives de la Maritza. Elle n'est point fortifiée. On peut marcher vers cette ville en partant, soit de Rahova, soit de Nicopoli, soit de Sistova, soit de Rouchtchouk.

De Rahova, il faut faire usage du chemin qui passe à Boravan, Reberkovo, Etropol; à partir de ce dernier point, il se transforme en un sentier difficilement praticable qui atteint, à Slatitsa, le cours de la Topolka; la voie s'améliore ensuite un peu; elle remonte cette rivière jusqu'à Tatar-Bazardchik; elle descend alors le cours de la Maritza, et elle arrive à Philippopoli.

Pour aller de Nicopoli à Philippopoli, il faut d'abord atteindre Plevna. Un premier chemin en assez bon état conduit à Sopot, à Tétéven, et devient ensuite, à travers le défilé du même nom, un sentier qui franchit la Stara-Planina jusqu'à Slatitsa, où il se confond avec la voie de communication que nous venons d'indiquer.

Un second chemin passe à Lovatz, remonte le cours de l'Osem, traverse le Kodcha-Balkan au col de Trajan, atteint à Kornare l'une des sources du Giob-Su et descend ce cours d'eau jusqu'à Philippopoli. On peut aussi se porter de Nicopoli à Selvi et se rabattre ensuite sur Trajan. Enfin, de Trajan, il y a aussi un sentier qui conduit, par le défilé de Rosalita, à Kalofer et au cours supérieur du Giob-Su.

De Sistova, on peut atteindre le col de Chipka, le seul qui soit défendu par une fortification, en passant par Gor-Studeni, Balyana et Gabrova; on franchit alors ce défilé, qui met en relation l'une des sources de la Jantra avec l'une de celles de la Toundja, et l'on arrive à Kesanlik, qui se trouve sur ce dernier cours d'eau. On peut marcher de ce point vers Philippopoli à travers le Karadcha-Dagh. On peut aussi en partir pour se porter sur Eski-Saara et sur Karabounar; cette dernière ville est une station du chemin de fer de Tirnova-Semenli à Iamboly.

En partant de Rouchtchouk vers le sud-ouest, on atteint d'abord le pont de Biela sur la Jantra. On peut alors marcher sur le col de Chipka en passant à Margasli, Tirnova, Dranova et Gabrova, où

l'on rejoint le chemin direct partant de Sistova ; mais cette direction offre, sur la précédente, l'avantage d'une bonne route jusqu'à Gabrova. Il est encore possible d'aller de Tirnova à Travna, puis de traverser le Kodcha-Balkan au défilé de Topurichka-Puliana et de descendre également sur Kesanlik.

On peut, du reste, en suivant la grande route de Rouchtchouk à Sofia, par Biela, Plevna et Orbanie, prendre l'un ou l'autre des chemins que nous venons d'énumérer pour marcher vers les Balkans. La plupart de ces chemins sont assez bons dans la belle saison, jusque dans la montagne ; mais, pour franchir les hauteurs, ils se transforment presque tous en sentiers impraticables aux voitures en hiver, et qu'il faudrait réparer ou agrandir pour y permettre le passage des convois en tout temps.

La Bulgarie orientale contient deux massifs montagneux : l'un, le Binar-Dagh, se dirige vers le nord et envoie ses ramifications entre les places fortes du quadrilatère, c'est-à-dire entre Rouchtchouk, Silistrie, Choumla et Varna ; l'autre, l'Emineh-Dagh, court vers la mer Noire, où il forme le promontoire qui porte son nom, et il se prolonge au sud jusqu'à Constantinople par le contre-fort des monts Strandja.

De ces hauteurs descendent des cours d'eau qui prennent trois directions différentes. Les uns sont des affluents du Danube ; tel est le Lom, qui a son confluent près de Rouchtchouk, dont un bras passe à Osman-Bazar et l'autre à Rachgrad ; telle est encore la Kamara, qui rejoint le Danube un peu en aval de Silistrie. Les autres vont directement dans la mer Noire, tels sont : le Paravadi, qui tombe dans la baie de Varna ; le Kamtchik, dont le bras septentrional passe près de Choumla et le bras méridional près de Dobrol, et qui atteint la côte entre Varna et le cap Emineh ; la Mandra, qui a son embouchure au fond du golfe de Bourgas. Il y a enfin quelques petits ruisseaux tributaires de la rive gauche de la Toundja.

Le principal objectif des opérations militaires dans la Bulgarie orientale est Andrinople. C'est la seconde ville de la Turquie d'Europe. Sa population est de plus de 100,000 habitants. Elle est bâtie au confluent de la Maritza, de la Toundja et de l'Arda. Elle se trouve sur la route de Belgrade à Constantinople et sur la voie ferrée qui part de la capitale de l'empire ottoman vers Belgrade, mais qui s'arrête à Bellova. Enfin, elle est au point de rencontre des principaux chemins et routes qui conduisent du nord au sud et de l'est à l'ouest de la Roumélie.

Les voies de communication que nous avons déjà indiquées comme menant à Tatar-Bazardchik, à Philippopoli et à Tirnova-Semenli, conduisent également à Andrinople, et c'est surtout en les

considérant à ce point de vue que l'on se rend compte de leur importance stratégique, car il n'y a que 200 kilomètres entre les deux principales villes de l'empire ottoman.

On peut encore opérer vers Andrinople en partant de Sistova, de Rouchtchouk, de Silistrie, de Varna ou de Bourgas.

Pour aller de Sistova à Andrinople, on atteint d'abord Tirnova ; de cet endroit, on marche sur Elena, et l'on dispose alors de trois passages conduisant à Slivno, c'est-à-dire unissant la vallée de la Jantra à celle de la Toundja. Le premier conduit à Tvardista ou Ferdschiskoï ; de là, il va à Ieni-Saara, station de l'embranchement de Tirnova-Semenli à Iamboly, ou à Slivno sur la Toundja par Binkus. La deuxième mène aussi à Binkus par Stara-Rjeka et par le col de Zupantzi-Mesari. Le troisième permet également d'atteindre Slivno par Stara-Rjeka et le défilé de Demir-Kapou ou de la Porte-de-Fer. Ces chemins sont fort étroits, et il serait nécessaire de les mettre en état pour y faire passer des voitures. De Slivno, on descend sur Iamboly et sur Andrinople en suivant le cours de la Toundja.

Nous avons déjà dit précédemment ce qu'est le quadrilatère des places fortes bulgares. Il suffit donc maintenant d'indiquer les voies de communication qui mènent de ces places vers le bassin de la Maritza. Elles aboutissent toutes à Andrinople.

Pour atteindre cette ville en partant de Rouchtchouk, on peut d'abord gagner Elena, par Biela et par Tirnova, et l'on se trouve alors dans les mêmes conditions que si l'on était parti de Sistova. On peut encore se porter sur Osman-Bazar, en remontant le bras occidental du Lom, puis sur Kasan, ou Kotel, franchir le col oriental du Demir-Kapou et arriver à Slivno, d'où l'on suit la direction précédemment indiquée.

De Silistrie, on remonte le cours de la Kamara, on passe à Choumla, on traverse l'Eminéh-Dagh au col de Dobrol, et l'on arrive à Iamboly, où se termine l'embranchement de Tirnova-Semenli, et d'où l'on n'a plus qu'à descendre le cours de la Toundja pour atteindre Andrinople.

Enfin, de Varna on traverse l'Eminéh-Dagh, on passe à Aïdos, on coupe la route qui va de Dobrol à Bourgas, on franchit les hauteurs de Strandja par le col de Faki, et l'on arrive à Andrinople en passant par Bojuk-Derbend, où l'on rencontre la route directe qui conduit de Iamboly à Andrinople.

Pour compléter cette esquisse géographique et stratégique, il nous suffit de rappeler ici ce que nous avons déjà dit de la Dobrutchka.

En dehors du chemin qui suit la rive droite du Danube, et qui unit les principaux points fortifiés que la Turquie possède sur le bord



du fleuve, il n'y a qu'une seule route à travers cette région. Elle part de Isaccia ; elle se confond à Baba-Dagh avec un chemin venant de Matchin et avec un autre venant de Tulca ; elle passe ensuite à Tatar-Palas, puis elle se dirige vers Metchidjeh, où elle franchit le val de Trajan et où elle coupe le chemin de fer de Tchernavoda à Kustendsche ; elle arrive ensuite à Bazardchik et à Kostidcha, où elle atteint la route de Rouchtchouk à Varna par Rachgrad et Ieni-Bazar. De Kostidcha, la route se prolonge jusqu'à Paravadi, station du chemin de fer de Rouchtchouk à Varna.

Nous connaissons déjà les voies ferrées de la Roumémie, de la Bulgarie orientale et de la Dobrutchka méridionale. Elles peuvent servir de lignes de manœuvres aux armées turques. Les troupes disposent encore, dans le même but, sur le versant méridional des Balkans, des chemins qui unissent Sofia, Slatitsa, Kornare, Kalofer, Kesanlik, Binkus, Slivno, Iamboly, Dobrol, Bourgas et Varna. L'armée russe, si elle parvient à atteindre le pied des pentes septentrionales des Balkans, peut se servir dans un but identique des chemins qui mettent en relation Piro, Berkovatz, Vratza, Teteven, Trajan, Lovatz, Selvi, Tirnova, Elena, Stara-Rjeka et Osman-Bazar. Ces voies de communication rendent plus faciles les pointes et les démonstrations, mais elles ne sont pas en bon état.

En résumé, les principaux objectifs que l'armée russe doit ou peut successivement atteindre pour arriver à Constantinople, forment six lignes à peu près parallèles, et que l'on peut classer de la façon suivante, en allant pour chacune d'elles de l'ouest à l'est :

1<sup>o</sup> Points fortifiés de la rive droite du Danube : Vidin, Lom-Palanka, Rahova, Nicopoli, Sistova, Rouchtchouk, Silistrie, Tchernavoda, Matchin ;

2<sup>o</sup> Nœuds de communication de la terrasse danubienne : Belogradchik, Plevna, Biela, Rachgrad, Bazardchik, Metchidjeh, Baba-Dagh, Kustendsche ;

3<sup>o</sup> Nœuds de communication au pied des pentes septentrionales des Balkans : Berkovatz, Vratza, Reberkovo, Lovatz, Selvi, Gabrova, Tirnova, Elena, Stara-Rjeka, Osman-Bazar, Choumla, Paravadi, Varna ;

4<sup>o</sup> Passages des Balkans : c'est-à-dire cols de Sveti-Nikola, de Ginzi, d'Etropol, de Teteven, de Trajan, de Rosalita, de Chipka, de Topurichka-Puliana, de Tvardista, de Zupantzi-Mesari, de Demir-Zapou, de Dobrol ;

5<sup>o</sup> Nœuds de communication au pied des pentes méridionales des Balkans : Piro, Sofia, Slatitsa, Kalofer, Kesanlik, Binkus, Slivno, Iamboly, Aïdos, Bourgas ;

6<sup>o</sup> Nœuds de communication dans la Roumémie : Bellova, Tatar-

Bazardchik, Philippopoli, Eski-Saara, Tirnova-Semenli, Andrinople.

PASSAGE DU DANUBE PAR L'ARMÉE RUSSE.

Parmi les armées lancées contre la Turquie par la Russie et par ses alliés, celle qui avait évidemment le principal rôle à jouer restait inactive sur les bords du Danube, tandis que l'armée russe d'Asie avançait vers Kars et que les troupes du Monténégro étaient accablées par les soldats ottomans. Déjà deux mois s'étaient écoulés depuis la déclaration de la guerre, et les hostilités entre les deux plus importantes masses belligérantes n'avaient consisté qu'en canonnades d'une rive à l'autre. Chaque heure de retard était, en définitive, utilement employée par l'armée turque, qui recevait constamment des renforts destinés à diminuer son infériorité numérique par rapport à l'ennemi. Il devenait urgent pour les Russes de prendre enfin l'offensive, d'autant plus que les conditions sanitaires empiraient de jour en jour, que des incidents diplomatiques de toute nature pouvaient compliquer la situation, et qu'il était nécessaire de dégager momentanément les Monténégrins par une vigoureuse offensive.

Nous allons d'abord indiquer comment fut exécutée l'opération du passage du Danube par l'armée russe, puis sa marche vers les Balkans, nous réservant d'étudier ultérieurement les événements qui eurent lieu sur les autres théâtres d'opérations.

Nous avons précédemment donné la disposition des troupes de l'armée russe du Sud en Roumanie, vers le milieu du mois de juin. Quelques modifications peu importantes furent apportées aux emplacements précités, à la suite de nouveaux ordres et contre-ordres prescrits et exécutés peu de temps avant le passage du fleuve, et voici en résumé quelles étaient les positions définitives, lorsque l'époque de l'opération eut été arrêtée.

Droite. — Armée roumaine. — Prince Charles. — De Craïova à Calafat et au confluent du Jiu, en face de Rahova.

Centre. — Armée du Danube. — Grand-duc Nicolas. — 1<sup>re</sup> ligne : droite, 9<sup>e</sup> corps d'armée, à Islach, Turnu-Magurelle et Flamunda, en face de Nicopoli ; centre, 8<sup>e</sup> corps d'armée, à Simnitsa, en face de Sistova ; gauche, 11<sup>e</sup> corps d'armée, à Giurgevo, en face de Rouchtchouk, et à Oltenitza, en face de Turtukai ; — 2<sup>e</sup> ligne : 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps d'armée, de Russi-di-Vede à Alessandria.

Gauche. — Armée du bas Danube. — Lieutenant-général Zimmernann. — 36<sup>e</sup> division d'infanterie, détachée du 7<sup>e</sup> corps d'armée, et 14<sup>e</sup> corps d'armée, de Braila à Chilia.

Extrême gauche. — Armée du littoral. — Reste du 7<sup>e</sup> corps d'armée et 10<sup>e</sup> corps, dans les divers ports de la côte européenne de la mer Noire et en Crimée.

D'après cette répartition des troupes, il semblait probable que l'armée roumaine et le corps du bas Danube seraient chargés, soit de s'opposer à tout retour offensif de l'armée turque contre les flancs de la masse principale, avant ou après qu'elle aurait franchi le Danube, soit de faire quelque démonstration, afin d'obliger l'adversaire à diviser ses forces et à rendre ainsi d'autant plus facile le passage du fleuve.

Il devenait, en effet, indispensable pour les Russes de sortir enfin de l'inaction dans laquelle ils étaient restés jusqu'ici.

Les emplacements occupés par leur masse principale dès le milieu du mois de juin faisaient supposer que l'entreprise serait tentée entre Rahova et Rouchtchouk, de façon à éviter les places du quadrilatère bulgare et à gagner le plus rapidement possible les chemins de fer de la Roumélie, en surprenant ou en enlevant de vive force les défilés des Balkans qui sont situés dans la Bulgarie occidentale.

Les Turks semblèrent plutôt croire à un passage entre Rouchtchouk et Silistrie et ils renforcèrent successivement les troupes qui se trouvaient sous la protection des places fortes du quadrilatère : ils élevèrent quelques ouvrages de fortification à Rahova, à Nicopoli et à Sistova, et ils complétèrent le système défensif de Rouchtchouk et de Silistrie.

D'autre part, le généralissime Abdul-Kerim-Pacha ordonna à Suleiman-Pacha de quitter le Monténégro et de venir en toute hâte rejoindre le gros des forces sur les bords du Danube. Ce corps d'armée dut opérer ce mouvement en partie par voie de terre et en partie par voie de mer. Sa destination primitive fut vers les Balkans, où se trouvait déjà le corps de Reouf-Pacha. Il résulta de cet éloignement entre la masse principale commandée par Abdul-Kerim dans le quadrilatère et les deux corps réunis à l'extrémité de la Bulgarie occidentale, que si les Russes exécutaient avec succès le passage vers Nicopoli ou vers Sistova, l'armée turque serait coupée en deux parties, entre lesquelles prendrait position le gros des forces russes avec une supériorité numérique suffisante pour battre séparément chacune des deux ailes de l'adversaire.

Pour prendre cette position centrale et pour y parvenir le plus tôt possible, les Russes étaient obligés de passer le fleuve, soit à Sistova, soit à Nicopoli, et d'exécuter l'opération avant la jonction définitive de toutes les troupes turques. L'entreprise était plus facile à Sistova ; mais les environs de Simmitsa étaient si inondés que l'on dut renoncer au premier plan qui avait été établi et que

l'on modifia les dispositions primitives pour les approprier au passage par Nicopoli.

Les rives du Danube étaient cependant surveillées avec vigilance par les Turks; pour rendre aussi peu périlleuse et aussi certaine que possible la tentative qui allait être faite près de Nicopoli, il était indispensable de faire sur d'autres points des démonstrations destinées à induire l'adversaire en erreur.

Or, aussitôt que les Russes s'étaient établis sur la rive gauche du bas Danube, ils avaient travaillé à rendre impraticable aux bâtiments ennemis l'entrée ou la sortie du lit principal du Danube, près de Braila et de Callati, ainsi que du bras de Matchin. A la fin du mois d'avril, le fleuve était fermé de Reni à Braila, et à la fin du mois de mai, de Reni à Hirsova. L'armée envahissante n'avait pas de flottille de guerre à sa disposition : l'immersion des torpilles, ainsi que la mise à flot de quelques chaloupes à vapeur porte-torpilles, lui avait suffi pour s'assurer de tout le cours inférieur du fleuve et pour annihiler les monitors turks.

Il avait été possible alors de construire un pont de bateaux reliant Braila à l'île Ghecet, qui est entre le lit principal et le bras de Matchin. Ce pont se composait de trois parties distinctes : d'abord, des chevalets posés sur une longueur de 200 mètres dans les marécages formés sur la rive roumaine par les hautes eaux du Danube; puis, des chalands et des radeaux attachés ensemble sur une longueur de 1,000 mètres et en plein fleuve; enfin, des chevalets posés sur une longueur de 200 mètres dans les marécages formés sur la rive de l'île Ghecet par les hautes eaux du Danube. Ce pont pouvait servir au passage de l'infanterie sur six hommes de front, de la cavalerie en colonne par quatre, des voitures d'artillerie et des convois sur une seule file. Une corde tendue de chaque côté tenait lieu de parapet.

La hauteur des eaux du bas Danube était encore telle que le général Zimmermann ne croyait pas possible de tenter le passage le 22 juin, comme il lui avait été ordonné. Néanmoins, ayant reçu l'ordre formel de l'exécuter, il prit toutes les dispositions nécessaires pour mener à bonne fin l'opération qui lui avait été confiée.

Il ne fut pas possible de se servir du pont, dont les points d'appui sur les deux rives se trouvaient encore au milieu de terres presque complètement submergées.

Dans la nuit du 21 au 22 juin, 10 compagnies d'infanterie traversèrent le fleuve sur des barques. Elles appartenaient au 69<sup>e</sup> régiment, de Riazan, et au 70<sup>e</sup>, de Rijsk. Elles faisaient partie de la 1<sup>re</sup> brigade de la 18<sup>e</sup> division d'infanterie. Cette division, commandée par le général Narbutt, était comprise dans le 14<sup>e</sup> corps, placé sous les ordres du général Zimmermann.

Ces compagnies, conduites par leur général de brigade Joukov, partirent sans artillerie et sans cavalerie. Elles mirent pied à terre sur la rive ennemie sans grande difficulté, et, marchant aussitôt sur la position turque de Boudjak, elles se trouvèrent là en présence de 3,000 fantassins ayant avec eux 3 escadrons de cavalerie et 2 pièces d'artillerie. Elles l'attaquèrent à la pointe du jour, et, après un combat qui dura jusqu'à midi, elles s'emparèrent de la position. Les Turks se retirèrent sur Matchin sans être poursuivis.

Dès que le signal de la prise d'une bonne position sur la rive ennemie eut été donné, le général Zimmermann fit aussitôt passer du renfort en infanterie, quelques escadrons de cosaques, des pièces d'artillerie, des cartouches et le matériel nécessaire d'ambulance, le tout transporté sur des harques.

Les troupes russes se portèrent alors sur Matchin et eurent à livrer, près de ce fort, un nouveau combat aux Turks qui, dans la journée du 23, évacuèrent cette ville, ainsi que les forts d'Isaccia et de Tulca, pour se retirer sur Hirsova et sur Baba-Dagh.

Cette diversion eut un plein succès et l'opération ne coûta aux Russes que 44 hommes tués, dont 3 officiers, et 98 hommes blessés, dont 2 officiers. Les Turks n'étaient pas en force, il est vrai, pour résister longtemps de ce côté. Cependant, ils ne pouvaient être surpris, car la construction du pont de Braïla à Ghecet était connue d'eux et leur indiquait suffisamment qu'une tentative de passage serait faite dans cette direction. En outre, au début, ils avaient la supériorité du nombre, de la combinaison des armes et de la position contre les assaillants. Ceux-ci avaient de plus à traverser toute une plaine marécageuse. On ne peut donc s'expliquer le si prompt abandon des postes fortifiés du bas Danube par le corps turk de la Dobrutcha. Peu de jours après, la petite place d'Hirsova tombait au pouvoir des Russes et ceux-ci étaient maîtres de toute la partie septentrionale de cette contrée.

La démonstration faite à l'extrême aile gauche de l'armée russe ayant réussi, les derniers ordres furent donnés pour porter aussi le plus tôt possible la masse principale de cette armée sur l'autre rive.

L'armée disposait de quatre équipages de ponts qui n'étaient pas suffisants pour établir un passage sur un fleuve tel que le Danube. On avait construit des pontons à Gallati et à Slatina. On avait fait venir par le chemin de fer, jusque dans cette dernière ville, ceux qui avaient été fabriqués dans la première. On avait fait également des chevalets à Slatina. On avait adopté cette ville pour y réunir tous les moyens et engins de passage, parce que l'on pouvait les faire descendre jusqu'au Danube par le cours de l'Aluta, les points de passage ayant été choisis à proximité de Nicopoli, dont nous

avons précédemment démontré l'importance stratégique ; en outre, le Danube ne coule que dans un seul lit près de cette ville ; enfin, les environs étaient moins inondés que partout ailleurs et particulièrement moins qu'en face de Sistova, où, sans cette circonstance, l'entreprise avait à triompher de difficultés naturelles moins grandes.

Les parcs des pontonniers furent transportés par chemin de fer jusqu'à Banéassa, un peu au nord de Giurgevo, et ils se rendirent ensuite à Beia par le chemin de terre.

Les chaloupes à vapeur porte-torpilles furent transportées par chemin de fer, les unes jusqu'à Slatina, les autres jusqu'à Fratesti, près de Banéassa ; les premières furent amenées sur des haquets, par voie de terre, jusqu'à Flamunda, et les secondes de même jusqu'à Malu-de-Jos, en amont de Giurgevo ; elles furent ensuite mises à l'eau sur le Danube et des barrages de torpilles furent établis de la façon suivante entre le 20 et le 24 juin.

La flottille russe du Danube, qui contenait 10 chaloupes à vapeur porte-torpilles, fut entièrement ramenée à Malu-de-Jos, où elle fut transportée sur des haquets. Elle fut mise à l'eau dans cet endroit, dans la nuit du 20 au 21 juin, et elle commença immédiatement à établir un barrage de torpilles en amont de Rouchtchouk. Au lever du jour, les Turks aperçurent ce travail ; ils ouvrirent immédiatement une vive fusillade contre les chaloupes russes, et un de leurs monitors vint s'emboîser à proximité pour accabler celles-ci de mitraille. Une chaloupe porte-torpilles fut lancée contre ce bâtiment, mais le fil conducteur de la torpille ayant été coupé, la tentative échoua et la chaloupe se retira avec de graves avaries. Il est vrai que le navire ennemi en fit autant de son côté, en sorte que le barrage put être terminé sans difficulté, malgré le feu d'une batterie de campagne ennemie qui était venue prendre position à bonne portée, et dont les projectiles endommagèrent fortement trois des chaloupes russes.

La même opération fut exécutée, dans la nuit du 24 au 25 juin, en amont de Flamunda et de Nicopoli, mais avec des canots à rames ; il avait été jugé nécessaire de ne plus tant exposer les chaloupes à vapeur, qui étaient en petit nombre et dont le service était indispensable pour le passage même du fleuve. Ces canots travaillaient sous la protection de tirailleurs volontaires, et ils achevèrent leur barrage sans encombre, les Turks ne s'étant aperçus que trop tard de l'exécution de cet ouvrage et n'étant venus en force qu'après l'immersion des torpilles et le départ des barques.

La construction de ces deux barrages donnait toute facilité aux Russes pour tenter le passage entre Flamunda et Malu-de-Jos. Seuls deux monitors turks étaient encore mouillés dans le port de



Nicopoli. Ils essayèrent d'en sortir le 23 et le 24, mais ils furent forcés de retourner à leur point de départ et ils ne furent plus d'aucune utilité.

La persistance de la crue des eaux du Danube avait retardé les opérations des Russes, mais elle n'eût point existé qu'il en aurait été presque absolument de même, car les chemins de fer et de terre de la Roumanie étaient en si mauvais état que l'armée russe eut seulement vers le milieu de juin tout ce qui lui était nécessaire pour entreprendre avec chance de succès la première opération difficile et dangereuse de cette guerre.

Dès que tous les préparatifs furent sur le point d'être achevés, l'armée occupa les emplacements suivants :

Droite. — 31<sup>e</sup> division d'infanterie et 9<sup>e</sup> division de cavalerie du 9<sup>e</sup> corps, à Segartia.

Centre. — 5<sup>e</sup> division d'infanterie, du 9<sup>e</sup> corps, et 12<sup>e</sup> corps d'armée, à Saltcha ; 4<sup>e</sup> brigade de chasseurs à pied, 8<sup>e</sup> corps d'armée et parcs de pontonniers, à Siaca et Piatra.

Gauche. — Division d'éclaireurs de cosaques du Don, à Simnitsa.

Extrême gauche. — 11<sup>e</sup> corps d'armée, à Giurgevo et à Ottenitza.

Réserve. — 4<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps d'armée, à Alessandria.

Cette disposition permettait de porter en peu de temps le gros des forces, soit sur Turnu-Magurelle, soit sur Simnitsa, soit sur Giurgevo, suivant les circonstances.

L'état-major de l'armée turque acquit enfin la conviction que les efforts des Russes se porteraient sur la partie de la rive comprise entre le confluent de l'Aluta et celui du Vede.

Le grand-duc Nicolas était parti secrètement, le 20 juin, de son quartier général de Ploiesti, pour reconnaître personnellement les rives du Danube entre Simnitsa et Turnu-Magurelle. Il put voir les nombreux ouvrages défensifs que les Turks avaient élevés près de Nicopoli et constater que le niveau des eaux s'était suffisamment abaissé entre Simnitsa et Sistova. Malgré les avantages stratégiques que lui offrait un passage près de Nicopoli, il fut obligé de renoncer au projet qu'il avait formé en second lieu, et il dut revenir à son plan primitif, c'est-à-dire au passage entre Simnitsa et Sistova, où les difficultés techniques et le danger étaient moins grands.

En conséquence, il prescrivit les dernières dispositions suivantes :

Le 8<sup>e</sup> corps d'armée fut désigné pour commencer le mouvement à Simnitsa et son commandant en chef, le général Radetsky, fut seul informé que l'opération se ferait en ce point. Le secret le plus

absolu fut gardé jusqu'au dernier moment et ne put même pas être divulgué par les nouveaux emplacements qu'occupèrent les troupes.

La 9<sup>e</sup> division d'infanterie, du 8<sup>e</sup> corps d'armée, commandée par le général Sviatopolk-Mirski II, fut dirigée d'Alessandria sur Simnitsa, ainsi qu'elle en avait jadis reçu l'ordre; elle comprenait les 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> régiments d'infanterie.

La 14<sup>e</sup> division d'infanterie, du même corps d'armée, commandée par le général Dragomirov, fut également envoyée de Beïa à Simnitsa; elle comprenait les 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> régiments d'infanterie. La compagnie mixte de l'infanterie de la garde, deux sotnias de plattounes ou cosaques à pied, la 4<sup>e</sup> brigade de chasseurs à pied, 2 batteries de montagne à 8 pièces chacune, la 3<sup>e</sup> brigade de sapeurs et tous les équipages de pontonniers commandés par le général Richter, suivirent le mouvement de la 14<sup>e</sup> division. Ordre leur fut donné de commencer le passage sur les pontons, dans la nuit du 26 au 27 juin, entre Simnitsa et Sistova.

La 8<sup>e</sup> division de cavalerie, commandée par le général Manvelov, et composée des 8<sup>e</sup> régiments de dragons, de lanciers, de hussards et de cosaques, fut répartie le long de la rive gauche du Danube en amont des positions occupées par le 8<sup>e</sup> corps d'armée.

Le 13<sup>e</sup> corps d'armée, commandé par le général Hahn, descendit d'Alessandria à Piatra. Il se composait des 1<sup>re</sup> et 33<sup>e</sup> divisions d'infanterie et de la 13<sup>e</sup> division de cavalerie, respectivement commandées par les généraux Prokhovor, Baranov et Raden. La 1<sup>re</sup> division d'infanterie comprenait les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régiments; la 33<sup>e</sup> division d'infanterie, les 137<sup>e</sup>, 138<sup>e</sup>, 139<sup>e</sup> et 140<sup>e</sup> régiments; la 13<sup>e</sup> division de cavalerie, les 13<sup>e</sup> régiments de dragons, de lanciers, de hussards et de cosaques.

Le 9<sup>e</sup> corps d'armée, commandé par le général Krudener, avait été informé qu'il devait commencer le mouvement entre Flamunda et Nicopoli : il dut concentrer à Siaca ses deux divisions d'infanterie, la 5<sup>e</sup>, commandée par le général Schilder, et la 31<sup>e</sup>, commandée par le général Veliâminov I<sup>er</sup>, laisser un faible détachement à Turnu-Magurelle et faire relever par la 9<sup>e</sup> division de cavalerie, aux ordres du général Loschkarev, la 8<sup>e</sup> division de même arme. Dans la 5<sup>e</sup> division d'infanterie étaient les 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> régiments; dans la 31<sup>e</sup> division d'infanterie, les 121<sup>e</sup>, 122<sup>e</sup>, 123<sup>e</sup>, 124<sup>e</sup> régiments; dans la 9<sup>e</sup> division de cavalerie, les 9<sup>e</sup> régiments de dragons, de lanciers, de hussards et de cosaques.

La division d'éclaireurs des cosaques du Caucase, commandée par le général Skobelev, resta à Beïa.

Le 12<sup>e</sup> corps d'armée, commandé par le général Vannovski, devait aller primitivement à Saltcha : il lui fut prescrit de se diriger

plus à l'est, vers Voievoda et Krochka, afin de prendre position en seconde ligne derrière le 8<sup>e</sup> corps d'armée. Il se composait de la 12<sup>e</sup> division d'infanterie, général Firsk, de la 33<sup>e</sup> division d'infanterie, général Timofeïev, et de la 12<sup>e</sup> division de cavalerie, général Driézen. Les 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> régiments étaient dans la 12<sup>e</sup> division d'infanterie; les 129<sup>e</sup>, 130<sup>e</sup>, 131<sup>e</sup> et 132<sup>e</sup> régiments, dans la 33<sup>e</sup> division d'infanterie; les 12<sup>es</sup> régiments de dragons, de lanciers, de hussards et de cosaques, dans la 12<sup>e</sup> division de cavalerie. Avec ce corps d'armée se tenait la légion de milice bulgare, commandée par le général Stoliéïov, comprenant 6 bataillons et 6 escadrons.

En résumé, les positions étaient donc les suivantes :

1<sup>re</sup> ligne : gauche, 8<sup>e</sup> corps d'armée, à Simnitsa ; centre, 13<sup>e</sup> corps d'armée, à Piatra ; droite, 9<sup>e</sup> corps d'armée, à Siaca.

2<sup>e</sup> ligne : gauche, division des cosaques du Caucase, à Beïa ; centre et droite, 12<sup>e</sup> corps d'armée, à Krochka et Voievoda.

Le quartier général du grand-duc Nicolas fut transporté, le 25 juin, de Slatina à Dratcha, près du Turnu-Magurelle, et il y fut rejoint, le 26, par celui du tzar.

Dès le 24, les batteries de siège établies à Giurgevo durent bombarder Rouchtchouk sans interruption, jusqu'à nouvel ordre ; le 25, celles de Turnu-Magurelle agirent de même contre Nicopoli, et, le 24, celles d'Olténitza, contre Turtukai. La canonnade entre Vidin et Kalafat continuait toujours.

Les batteries turques de Nicopoli, de Rouchtchouk et de Turtukai répondirent le 24, le 25, le 26, le 27 et le 28 au feu des Russes. Ceux-ci subirent peu de pertes, mais Giurgevo, Olténitza, Turtukai, Rouchtchouk et Nicopoli souffrirent beaucoup. Quelques batteries turques furent obligées de cesser le feu, surtout à Nicopoli.

La ville de Simnitsa, qui avait été choisie pour y concentrer les premières troupes chargées de passer le Danube, est construite presque en face de la ville turque de Sistova. Les maisons de l'une et de l'autre bordent le fleuve sur une assez grande étendue. Mais Simnitsa est placée sur une élévation qui commande la position de Sistova.

En aval de Sistova, et sur un espace de 2 kilomètres environ, la rive droite est escarpée ; elle se compose de mamelons et de ravins ; puis, elle se prolonge par des talus boisés, couverts de jardins, de vergers et de vignes, jusqu'au pied d'une longue colline dénudée, qui borne l'horizon.

A 2 kilomètres en aval de Sistova, le sol s'abaisse, et forme une petite anse, près de laquelle était établi le camp d'une brigade turque dépendant de la division d'Eschref-Pacha. Cette troupe oc-

cupait une redoute élevée entre l'anse et Sistova et protégeait les batteries établies entre la redoute et Sistova, ainsi que celles qui se trouvaient sur les pentes au sud.

Bien que la rive roumaine soit relativement haute près de Simnitsa, il n'en existe pas moins, entre cette ville et le lit du fleuve, une île qui avait été inondée récemment et dont la route et le pont conduisant au port avaient été détruits par les hautes eaux. Cette île était en partie découverte et les mouvements que l'on y exécutait pouvaient être vus de la rive turque.

Enfin, le principal lit du fleuve a environ 800 mètres de largeur entre Simnitsa et Sistova.

Telles étaient la forme générale et la nature du terrain avoisinant les deux localités près desquelles devait définitivement s'effectuer le passage du Danube par la principale partie de l'armée russe.

Dans la soirée du 26, les troupes choisies dans le 8<sup>e</sup> corps d'armée pour passer les premières sur la rive gauche du Danube, se rassemblèrent en silence à proximité de Simnitsa. Les pontons furent mis à l'eau et l'embarquement commença aussitôt sous la direction du général Dragomirov, commandant la 14<sup>e</sup> division d'infanterie, et du général Richter, commandant la 3<sup>e</sup> brigade de sapeurs.

Le passage devait être exécuté sous la protection de batteries de campagne disposées sur la rive roumaine de façon à croiser leurs feux sur la rive opposée.

Quant aux moyens de transport, ils consistaient en barques de rivière, en pontons et en radeaux accouplés, capables de contenir chacun au plus 40 fantassins, ou 10 cavaliers, ou 2 pièces de montagne avec leurs accessoires.

La première colonne de pontons quitta la rive roumaine le 27 juin, à 2 heures du matin. Elle emportait le 53<sup>e</sup> régiment d'infanterie, de Volhynie, commandé par le colonel Radionov, une sotnia de plastounes, une demi-sotnia du 23<sup>e</sup> régiment de cosaques attaché au 8<sup>e</sup> corps d'armée. Elle était sous les ordres du général Jolchine, chef de la 1<sup>re</sup> brigade de la 14<sup>e</sup> division d'infanterie. Trois quarts d'heure après leur départ, ces troupes débarquèrent sur la rive turque, où elles ne furent accueillies que par quelques rares coups de feu. Les mesures de précaution avaient été si bien ordonnées et prescrites, le silence avait été tel, que les Turks furent surpris en réalité.

Toutefois, l'alarme se transmet rapidement parmi les troupes ottomanes chargées de garder le fleuve aux environs de Sistova. Bientôt une autre colonne de pontons suivit la première; elle comprenait de l'infanterie, de la cavalerie et des pièces de montagne; elle fut accueillie par un feu très-violent de mousqueterie et d'artil-

lerie, et 5 pontons furent complètement perdus avec les troupes et le matériel d'artillerie qu'ils portaient. Les troupes de cette deuxième colonne rejoignirent cependant les précédentes sur la rive ennemie.

Le général Dragomirov, chef de la 14<sup>e</sup> division d'infanterie, traversa le fleuve avec la 3<sup>e</sup> colonne de pontons et prit, dès lors, la direction du combat sur la rive droite.

Les transports se poursuivirent sans interruption pendant toute la nuit, et, avant le milieu du jour, presque tout le 8<sup>e</sup> corps d'armée avait traversé le fleuve.

Dès que le général Dragomirov fut parvenu sur la rive turque, il porta immédiatement en avant sa 2<sup>e</sup> brigade, commandée par le général Petruchevski, et il lui prescrivit d'attaquer l'ennemi dans la direction de Sistova, tandis que la 1<sup>re</sup> brigade conserverait ses positions et que la 4<sup>e</sup> brigade de chasseurs à pied monterait à l'assaut des collines parallèles au rivage et au sud de Sistova.

Les Turks résistèrent avec énergie jusque vers le milieu du jour, mais ils furent enfin accablés par le nombre et obligés de se retirer, ce qu'ils firent, sans être poursuivis, dans la direction de Nicopoli et de Rouchtchouk.

Les Russes étaient alors maîtres de Sistova et de ses environs. Ils s'y établirent solidement et le passage en barques continua pendant toute la journée.

Cette opération avait été brillamment conduite. Elle avait coûté aux Russes 300 hommes tués, dont 9 officiers; 468 hommes blessés, dont 22 officiers; 53 hommes disparus.

La résistance des Turks avait donc été sérieuse, mais il est évident qu'ils avaient été surpris par l'ennemi et qu'ils ne s'attendaient point à ce que l'opération fût tentée entre Simnitsa et Sistova. Il y a longtemps, il est vrai, que l'on admet comme presque impossible d'empêcher le passage de vive force d'un cours d'eau. Mais, si l'entreprise peut facilement réussir au point de vue technique et tactique, l'habileté du général en chef chargé de s'y opposer consiste dans une répartition des troupes telle qu'une réserve stratégique puisse venir immédiatement attaquer les premières troupes débarquées. Or, il n'y en avait point près de Sistova. Les garnisons de Rouchtchouk et de Nicopoli, établies à une grande journée de marche du point de passage, eussent pu à la rigueur jouer ce rôle, mais elles ne se trouvèrent pas disponibles à temps voulu.

L'opération du passage sur les pontons continue le 28, le 29 et le 30.

A cette dernière date, les troupes russes qui étaient sur la rive turque comprenaient :

Le 8<sup>e</sup> corps d'armée entier;

Le 23<sup>e</sup> régiment de cosaques, attaché au 8<sup>e</sup> corps;

2 sotnias de plastounes;

La 4<sup>e</sup> brigade de chasseurs à pied;

La 35<sup>e</sup> division d'infanterie, du 13<sup>e</sup> corps d'armée.

Dès le 28, on commença la construction d'un pont de bateaux. A cet effet, on fit venir tous les engins et le matériel depuis l'embouchure de l'Aluta jusqu'à Simnitsa. Les pontons et les radeaux qui avaient été préparés à Slatina et qui avaient descendu cette rivière jusqu'à son confluent, durent passer sous le canon de Nicopoli pour venir à Simnitsa. Cette périlleuse entreprise se fit sans encombre en trois colonnes : la première, forte de 100 pontons, dans la nuit du 27 au 28; la seconde, comprenant 54 pontons et 34 radeaux, dans la nuit du 28 au 29; la troisième, composée de 30 pontons, dans la nuit du 29 au 30.

Le 1<sup>er</sup> juillet, le pont de bateaux reliant Simnitsa à Sistova était terminé; une violente tempête en avait retardé la construction d'un jour. Quant aux monitors turks, ils ne tentèrent même pas de s'y opposer.

Le 28 juin, le tzar arriva à Simnitsa, où furent établis immédiatement son quartier général et celui du grand-duc Nicolas.

Le même jour, il traversa le fleuve et entra à Sistova, où il fut accueilli avec enthousiasme par les habitants de cette ville, et il adressa aussitôt à la population bulgare la proclamation suivante, que nous reproduisons textuellement, afin de fixer dans l'opinion publique les considérations auxquelles avait cédé le gouvernement russe en déclarant la guerre à la Turquie :

« Mes troupes ont franchi le Danube; elles entrent aujourd'hui sur votre territoire, où, plusieurs fois déjà, elles ont combattu pour l'amélioration du sort des habitants chrétiens de la péninsule des Balkans. Fidèles aux anciennes traditions historiques, puisant toujours des forces nouvelles dans l'union intime et séculaire qui les attache au peuple orthodoxe de la Russie, mes aïeux avaient réussi, par leur influence et leurs armes, à assurer successivement le sort des Serbes et des Roumains en les appelant à une existence politique nouvelle. Le temps et les circonstances n'ont pas altéré les sympathies de la Russie pour ses coreligionnaires d'Orient; elle porte toujours la même amour, la même sollicitude, à tous les membres de la grande famille chrétienne de la péninsule des Balkans.

« J'ai confié à mon armée, commandée par mon frère le grand-duc Nicolas, la mission d'assurer les droits sacrés de votre nationalité, qui constituent les conditions immédiates du développement pacifique et régulier de toute existence civile. Ces droits, vous ne les avez pas acquis par la force et la résistance armées, mais au prix de



souffrances séculaires, au prix d'un sang martyr dont vous et vos ancêtres avez trempé depuis des siècles le sol de votre patrie.

« Habitants du pays bulgare, le but de la Russie est d'édifier, et non pas de détruire; elle est appelée, par les décrets de la Providence, à pacifier et à concilier toutes les races, tous les cultes, dans toutes les parties de la Bulgarie où vivent des habitants d'origines et de croyances diverses. Désormais, les armées russes protégeront chaque chrétien contre toute violence; aucune atteinte ne sera portée impunément à sa personne, à ses biens, par quiconque. Tout crime sera suivi du châtiment. La vie, la liberté, l'honneur, la propriété de chaque chrétien seront également garantis, à quelque religion qu'il appartienne.

« La vengeance ne guidera pas nos actes; le sentiment d'une stricte équité y présidera seul, ainsi que la ferme volonté de faire succéder progressivement l'ordre et le droit au règne désordonné de l'arbitraire.

« Et vous, musulmans de la Bulgarie, je vous adresse un avertissement salubre. Il m'est pénible d'évoquer le souvenir des crimes et des violences dont plusieurs d'entre vous ont été coupables envers des chrétiens sans défense.

« Ces horreurs ne sauraient être oubliées, mais l'autorité russe ne voudra pas vous rendre tous responsables des crimes de quelques-uns. La justice régulière et impartiale atteindra seuls les criminels restés impunis, quoique leurs noms fussent parfaitement connus de votre gouvernement. Reconnaissez aujourd'hui la justice de Dieu qui vous atteint, inclinez-vous devant sa volonté, soumettez-vous aux exigences légitimes des autorités qui seront instituées partout où paraîtront mes troupes; devenez des citoyens paisibles. La société est prête à vous accorder les bienfaits d'une organisation régulière de votre existence, de vos biens, de votre vie et de votre honneur. Vos familles seront sacrées pour nous.

« Chrétiens de la Bulgarie, vous traversez les jours mémorables de la délivrance de l'arbitraire musulman. Donnez à l'univers un exemple d'amour chrétien : vouez à l'oubli vos anciennes dissensions intestines, en respectant scrupuleusement les droits légitimes de chaque nationalité; unissez-vous, frères en religion, dans les sentiments de concorde et d'amour fraternel qu'offrent seules les bases solides d'un édifice durable; serrez-vous étroitement à l'ombre du drapeau russe dont les victoires ont tant de fois retenti sur le Danube. Bulgares, à mesure que les troupes russes avanceront dans l'intérieur du pays, le pouvoir turk sera remplacé par une organisation régulière; les habitants indigènes seront aussitôt appelés à y participer activement, sous la haute direction d'autorités spéciales et nouvelles.

« Les légions bulgares serviront de noyau à la force armée locale, destinée à maintenir l'ordre et la sécurité. L'empressement que vous aurez mis à servir honnêtement votre patrie, l'impartialité que vous aurez apportée dans l'accomplissement de la tâche que vous impose votre grand devoir, prouveront au monde que vous êtes dignes du sort que vous a préparé la Russie depuis tant d'années, au prix de si grands sacrifices. Obéissez aux autorités russes, suivez fidèlement leurs instructions : là est votre force, là est votre salut.

« Avec humilité, je demande au Seigneur de nous accorder la victoire sur les ennemis de la chrétienté, et de faire descendre sa bénédiction sur notre juste cause. »

Les prescriptions du tzar furent ponctuellement exécutées, et, au fur et à mesure que les troupes russes s'avançaient dans la Bulgarie et dans la Dobrutcha, des administrations municipales furent aussitôt constituées dans les villes occupées, pour remplacer les autorités turques qui se retiraient devant l'invasion.

#### MARCHE VERS LES BALKANS.

Le passage du Danube était effectué. Mais un pont de bateaux ne saurait constituer une solide ligne d'opérations, surtout quand il est construit entre deux places fortes occupées par l'ennemi, et quand celui-ci peut encore disposer de toutes ses forces.

Or, telle était précisément la critique situation de l'armée russe. A vrai dire, on ne pouvait précisément attribuer à Nicopoli l'importance d'une forteresse, et, quoique complètement intacte, l'armée turque était partagée en deux masses, dont l'une, celle de la gauche, ne comptait pas, du reste, un effectif fort élevé ; en outre, la démonstration du 14<sup>e</sup> corps d'armée dans la Dobrutcha affaiblissait forcément la masse de droite restée jusqu'alors immobile dans le quadrilatère bulgare, et la présence de l'armée roumaine à Calafat maintenait le corps de Vidin dans sa position.

Pour éviter les inconvénients et les dangers d'une pareille situation, il fallait que les Russes opérassent dorénavant avec autant de prudence que de rapidité. Ils devaient immédiatement masquer ou faire tomber Nicopoli et Rouchtchouk, tout en profitant de l'absence presque complète de troupes ennemies sur la partie de la terrasse danubienne comprise entre le Vid et la Jantra pour surprendre le plus tôt possible l'un des passages des Balkans.

C'est ce plan de campagne qui fut presque entièrement adopté et exécuté.

Le général Zimmermann, avec tout le 14<sup>e</sup> corps d'armée et une partie du 7<sup>e</sup>, n'avait plus rencontré aucune résistance dans la Do-

brutchka, après la prise de Matchin. Vers les premiers jours de juillet, il atteignit le Val de Trajan, opérant de concert avec la partie du 11<sup>e</sup> corps d'armée qui avait à son tour traversé le fleuve à Hirsova. Le commandant en chef du corps du bas Danube disposait alors de 60,000 hommes environ.

Le bombardement de Rouchtchouk, de Nicopoli et de Vidin se poursuivit sans relâche : ces trois villes, ainsi que Calafat et Giurgevo, ne furent bientôt plus qu'un amas de ruines dans quelques-uns de leurs quartiers.

L'armée du grand-duc Nicolas ne pouvait sérieusement prendre l'offensive, tant que le pont de bateaux n'était pas solidement établi et que les troupes passant sur la rive droite n'étaient pas en force. A la date du 6 juillet, ces deux résultats étaient obtenus et le grand-duc Nicolas transportait son quartier général à Sistova.

Déjà la division d'éclaireurs du général Skobelev s'était hardiment portée, vers le sud, pour atteindre le plus tôt possible les ponts de Biela et de Plevna; vers l'est, pour faire face au quadrilatère, et vers l'ouest, pour observer les mouvements des Turks du côté de la Bulgarie orientale.

Le reste de l'armée exécuta son déploiement stratégique sous la protection de ce rideau de cavalerie.

Le 9<sup>e</sup> corps d'armée, à droite, se dirigea sur Plevna et sur Nicopoli.

Le 8<sup>e</sup> corps d'armée, au centre, marcha sur Tirnova et Gabrova.

Le 12<sup>e</sup> corps d'armée, à gauche, se dirigea sur Biela et vers Rouchtchouk et Osman-Bazar.

Les autres troupes se placèrent en seconde ligne. Elles furent alors renforcées par le 4<sup>e</sup> corps d'armée.

Cependant l'inaction presque complète et l'attitude absolument défensive de l'armée turque semblaient si singulières que le sultan envoya le ministre de la guerre, Redif-Pacha, accompagné de deux de ses aides de camp, Namyk-Pacha et Mehemed-Pacha, pour conférer avec le généralissime Abdul-Kerim-Pacha sur le plan de campagne suivi jusqu'alors et sur les modifications qu'il y avait lieu d'y apporter dans l'état actuel des choses. Nous verrons ultérieurement quels furent les résultats de ce conseil de guerre.

Les Russes continuaient néanmoins leur marche.

Le 6 juillet, le général Gourko, commandant une brigade du corps des éclaireurs, entra à Tirnova, et, le 7, le 13<sup>e</sup> régiment de dragons s'empara du pont de Biela. L'occupation de l'ancienne capitale de la Bulgarie et du point le plus important de la route de Rouchtchouk à Sofia n'avait donné lieu qu'à de simples escarmouches entre les avant-gardes russes et les avant-postes turks. Elle avait cependant une très-haute portée politique et militaire. L'important

cours de la Jantra pouvait être dès lors considéré comme étant au pouvoir des Russes.

Le 12, le grand-duc Nicolas arrivait à Tirnova. Le 15, il fut décidé qu'un second pont de bateaux serait construit près du précédent, entre Simnitsa et Sistova, afin de rendre plus faciles les relations entre les deux rives et de permettre le passage alternatif de l'une à l'autre.

La direction suivie par la voie ferrée roumaine offrait, en outre, de graves inconvénients et même de sérieux dangers, si l'Autriche-Hongrie s'alliait avec la Turquie. La principale ligne d'opérations pouvait être alors facilement atteinte par des troupes austro-hongroises parties de Lemberg, de Cronstadt ou d'Hermanstadt. Pour obvier à ce péril, le gouvernement russe passa, le 4 juillet, un marché avec une compagnie qui s'engagea à construire en trois mois une voie ferrée allant de Bender à Gallati, par Varchavsky et Poliakoff. Les travaux durent commencer immédiatement sur cette étendue de 260 kilomètres, et la nouvelle ligne devait être livrée à la circulation le 4 octobre suivant.

Un traité d'alliance défensive avait été également signé entre la Russie et la Roumanie. L'opinion publique était contraire dans la principauté à une coopération active de l'armée roumaine. Il fut néanmoins convenu que les troupes roumaines passeraient le Danube, et qu'elles tiendraient garnison dans les places turques prises par les Russes, de façon à assurer les communications de ceux-ci avec leur base d'opérations.

L'inaction complète des Turks devait fatalement avoir pour conséquence immédiate d'exciter l'ardeur des Russes et leur permettre d'exécuter quelques audacieuses entreprises. L'occasion était propice, en effet, pour opérer une de ces pointes hardies que les Américains pratiquaient si souvent dans la guerre de Sécession et auxquelles ils donnaient le nom de *raid*.

Le général Gourko, qui commandait une colonne d'avant-garde composée de toutes armes, parmi lesquelles une partie de la 9<sup>e</sup> division de cavalerie, entrée la première dans Tirnova, avait fait exécuter une reconnaissance à la suite de laquelle il acquit la conviction que les Turks étaient encore concentrés dans le quadrilatère et que les passages des Balkans partant d'Elena n'étaient point occupés. Les renseignements particuliers qu'il put recueillir des habitants le confirmèrent dans cette opinion.

En conséquence, le 13 juillet, c'est-à-dire le lendemain de son arrivée à Tirnova, il partit pour Elena avec une colonne de 10,000 hommes, comprenant des troupes de toutes armes.

Le 14, il franchit le défilé de Tvardista sans coup férir.

Le 15, il pénétra dans la vallée de la Toundja ; il y livra combat

aux troupes accourues de Kesanlik, sous les ordres de Réouf-Pacha, ministre de la marine, spécialement chargé de la défense des Balkans. Les troupes du général Gourko avaient été obligées de laisser une partie de leurs munitions au delà des hauteurs, le chemin qu'elles avaient suivi n'étant pas carrossable, et de charger le reste, ainsi que leurs vivres, sur des bêtes de somme. Elles se trouvaient donc dans une situation critique. Mais, grâce à des renforts survenus à temps voulu, elles se maintinrent dans leurs positions. Quelques escadrons se rendirent jusqu'à Iena-Saara, station de la voie ferrée de Tirnova-Semenli à Iamboli, y coupèrent le télégraphe et y firent quelques dégâts au chemin de fer, tandis que d'autres troupes rayonnaient vers Kesanlik pour s'établir derrière le défilé de Chipka, et d'autres vers Slivno, pour tourner le défilé de Demir-Kapou ou de la Porte-de-Fer.

La marche audacieuse du général Gourko devait avoir pour résultat immédiat de hâter les mouvements des Russes vers les Balkans, et de précipiter l'attaque des places turques du Danube voisines du pont de Simnitsa.

Le 9<sup>e</sup> corps, placé à la droite de l'armée, avait été dirigé sur Nicopoli. Cette ville, dans laquelle commandait Achmet-Pacha, avait été criblée de projectiles, et presque toutes ses pièces d'artillerie étaient hors de service. La garnison, forte de 6,000 hommes, manquait de vivres et de munitions.

Le 15 juillet, le général Krudener dirigea une attaque générale contre les ouvrages en terre que les Turks avaient récemment élevés près de la ville pour s'opposer au passage de l'ennemi dans cette direction. Ce dernier combat fut acharné, mais les Turks furent obligés de se retirer dans la ville, que bombardaient en même temps les batteries russes établies à Islach et à Turnu-Magurelle.

Le 16, Achmet-Pacha capitula à discrétion, et les Russes pénétrèrent dans Nicopoli. Ils y prirent 6,000 hommes, 40 canons et 2 monitors.

A peu près à la même date, le corps du bas Danube entra à Tchernavoda et à Kustendche, d'où les Turks s'étaient retirés sans résistance, et il était maître du Val de Trajan ainsi que de la voie ferrée qui relie ces deux points.

Cette série ininterrompue d'événements malheureux surexcita l'opinion publique à Constantinople. Les manifestations s'y renouvelèrent, mais dirigées surtout contre le ministre de la guerre et contre le généralissime. Celui-ci fut démis de son commandement et remplacé par Mehemet-Ali-Pacha.

Le 18 juillet, le tzar arrivait à son tour à Tirnova.

A cette date, le 4<sup>e</sup> corps rejoignait à Simnitsa l'armée du grand-duc Nicolas, à laquelle il allait servir de réserve stratégique.

D'autre part, aussitôt après la prise de Nicopoli, la 5<sup>e</sup> division d'infanterie, du 9<sup>e</sup> corps d'armée, se porta, avec une partie de la 9<sup>e</sup> division de cavalerie, dans la direction de Plevna.

La marche générale continuait donc, sans être inquiétée, vers les défilés des Balkans situés entre les sources de l'Osem et de la Jantra, d'une part, et la vallée de la Toundja, d'autre part. Le général Gourko avait reçu des renforts qui assuraient la possession du col de Tvardista, et ce passage avait été mis en état pour la circulation des voitures. Bientôt l'avant-garde pénétra à Eski-Saara et fut ainsi à même de se porter vers Karabounar, station de la voie ferrée de Tirnova-Semenli à Iamboly.

La ville d'Andrinople se trouvait donc directement menacée, avant même qu'aucune ville du quadrilatère eût été attaquée. Une partie des musulmans qui l'habitaient se réfugia vers l'est et jusqu'à Constantinople, où la consternation et le fanatisme furent portés au comble. Des manifestations se reproduisirent à nouveau dans le but d'amener le sultan à lever l'étendard de la guerre sainte, mais elles ne réussirent point immédiatement. Cependant les esprits étaient surexcités par les représailles auxquelles se livraient les Bulgares chrétiens contre les musulmans, et le ministre des affaires étrangères de l'empire ottoman ne négligea aucune occasion pour signaler aux grandes puissances européennes les violences qui étaient commises, et qui trouvaient leur origine dans celles que la Sublime Porte avait tolérées au printemps de l'année 1876.

Les premières troupes portées au secours du général Gourko se composaient de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie et de la 8<sup>e</sup> division de cavalerie, appartenant toutes deux au 8<sup>e</sup> corps d'armée.

Le 17, elles firent tomber en leur pouvoir le passage de Chipka et la ville de Kesanlik, en même temps que les Turks étaient repoussés de Slivno. La prise de possession du versant méridional du Kodcha-Balkan était presque complète, et les Russes commencèrent aussitôt à fortifier leur position d'Eski-Saara, dans le Karadcha-Dagh.

A la même date, le 12<sup>e</sup> corps d'armée s'approchait de Rouchtchouk; il était soutenu par une partie du 11<sup>e</sup> corps, qui avait suivi le mouvement du précédent.

De son côté, le 14<sup>e</sup> corps d'armée était à petite distance de Silistrie.

La navigation du Danube était devenue libre depuis Orsova jusqu'à l'embouchure, et les Russes l'utilisaient pour leurs transports.

A ce moment, Suleiman-Pacha était arrivé sur les Balkans avec une partie des troupes qu'il ramenait du Montenegro, et il avait pris la direction de la défense des défilés à travers les hauteurs.

D'autre part, Osman-Pacha avait porté une partie du corps de Vidin contre le 9<sup>e</sup> corps russe, dans la direction de Plevna.



Enfin, le prince Hassan prenait position au nord de Varna avec le corps d'armée égyptien qui formait la garnison de cette ville.

Le 25 juillet, il fut décidé que la 4<sup>e</sup> division de l'armée roumaine franchirait le Danube pour venir occuper Nicopoli. Elle devait ainsi renforcer le 9<sup>e</sup> corps d'armée, qui devait marcher sur Plevna et sur Lovatz, et qui avait à lutter contre le corps de Vidin.

A cette dernière date, l'armée russe n'avait encore éprouvé que de légers échecs à Plevna et à Osman-Bazar. Sa marche victorieuse se poursuivait presque sans résistance de la part de l'ennemi. Toutefois, le nouveau généralissime de l'armée ottomane avait déjà donné plus d'énergie à la défense, et une grande bataille était imminente entre les principales masses belligérantes.

---

## OPÉRATIONS EN ASIE.

## INVASION DE L'ARMÉNIE.

Nous avons donné précédemment une description sommaire du théâtre des opérations de la guerre turko-russe en Asie, ainsi que la composition générale et les effectifs des deux armées qui s'y trouvaient en présence au début des hostilités. Nous allons compléter ces notions préliminaires par quelques détails qu'il est indispensable de faire connaître tout d'abord, afin de pouvoir facilement se rendre compte de la première partie de la campagne.

Le principal objectif de l'armée russe, dans l'offensive qu'elle s'appropriait à prendre en Arménie, était la forteresse d'Erzeroum, capitale de la province, située sur un bras occidental des sources de l'Euphrate, dont le système de fortification était loin d'être en bon état.

Leur principal point d'appui était la place forte d'Alexandropol, l'ancien Gumri, construite sur la rive gauche de l'Arpa-tchai, près de la frontière.

Leur principale ligne d'opérations était donc la grand'route qui vient de Vladicaucase, au nord de la chaîne du Caucase, traverse les hauteurs par le pas de Dariel, passe à Tiflis, à Alexandropol, à Kars, se sépare en deux branches à Muschad pour traverser le Soghanly-Dagh, l'une passant à Kizilkilissa, à Bardez et à Zevin, l'autre à Sarikamisch et Mandjigerd, se réunissant de nouveau à Khorassan pour continuer par Koprikoï, Hassan-Kaleh et le défilé du Deve-Bojun, après lequel elle atteint Erzeroum. Cette route, carrossable et en assez bon état, compte environ 60 kilomètres d'Alexandropol à Kars et 180 de Kars à Erzeroum. C'est donc par là que devait agir le gros des forces russes, d'autant plus que la forteresse de Kars avait des fortifications et des ouvrages extérieurs tels qu'il ne fallait point espérer s'en emparer par un coup de main ou une attaque de vive force.

Les objectifs secondaires étaient Batoum, Ardahan et Bayazid.

Contre Batoum, un détachement pouvait opérer, soit en suivant la route du littoral qui va de Poti jusqu'à cette ville, soit en employant le chemin qui part de Koutaïs et qui descend la vallée d'Acho. Les Russes n'ayant aucun navire sur la mer Noire, il était évident qu'ils ne pourraient faire usage de la première de ces deux directions; quant à la seconde, elle présentait des difficultés considérables, tant est accidenté le pays qu'elle traverse. L'importance de Batoum provenait surtout de ce que les Turks débarquaient dans

ce port de mer une partie des renforts, des munitions et des approvisionnements nécessaires à l'armée d'Arménie.

Les Russes pouvaient marcher sur Ardahan, soit en partant d'Akhaltzich et en passant par Digvir, soit en partant d'Akhalkalaka et en remontant la vallée du Kour. Ces deux chemins n'étaient pas très-praticables, mais la possession d'Ardahan avait une importance réelle, car cette place, dont les fortifications étaient, du reste, en assez mauvais état, commande un chemin qui va de Batoum à Kars, outre qu'elle permet de tourner le flanc gauche du Soghanly-Dagh en continuant à remonter la vallée du Kour et en passant par Olti.

Quant à la place de Bayazid, elle n'avait aucune valeur tactique, mais elle avait une grande importance stratégique. Les Russes pouvaient l'atteindre en suivant le chemin qui part d'Erivan. De Bayazid, ils devaient remonter le cours supérieur du Balyk-tchaï et se servir alors de la route qui atteint Diadin, sur la source orientale de l'Euphrate, appelée Murad-Su; cette route passe ensuite à Karakilissa, à Toprak-Kaleh, franchit la profonde vallée d'Alachgerd, traverse le Scherian-Dagh de Sadikan à Delibaba, descend alors dans la haute vallée de l'Aras, que l'on appelle vallée de Pasin, tourne ainsi le Soghanly-Dagh et va rejoindre, à Koprikoï, la grand-route d'Alexandropol à Erzeroum. Cette voie de communication est en assez bon état.

Voici maintenant comment étaient composées et réparties les deux armées en présence.

L'armée russe était commandée par le grand-duc Michel, dont le quartier général était à Tiflis; elle était organisée ainsi qu'il suit :

Division des grenadiers du Caucase : général prince Tarkhan-Mouravov II. — 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> régiments de grenadiers; brigade d'artillerie des grenadiers du Caucase.

19<sup>e</sup> division d'infanterie : général Komarov II. — 73<sup>e</sup>, 74<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup> et 76<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 19<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

20<sup>e</sup> division d'infanterie : général Heimann. — 77<sup>e</sup>, 78<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup> et 80<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 20<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

21<sup>e</sup> division d'infanterie : général Petrov. — 81<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>, 83<sup>e</sup> et 84<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 21<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

38<sup>e</sup> division d'infanterie : général Tergoukasov. — 149<sup>e</sup>, 150<sup>e</sup>, 151<sup>e</sup> et 152<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 38<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

39<sup>e</sup> division d'infanterie : général Devel. — 153<sup>e</sup>, 154<sup>e</sup>, 155<sup>e</sup> et 156<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 39<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

41<sup>e</sup> division d'infanterie : général Oklobjio. — 161<sup>e</sup>, 162<sup>e</sup>, 163<sup>e</sup> et 164<sup>e</sup> régiments d'infanterie; 41<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

Brigade de chasseurs à pied du Caucase : 4 bataillons.

Brigade de sapeurs du Caucase : 3 bataillons et 1 parc télégraphique.

Division des dragons du Caucase : général de Toulouse-Lautrec, — 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> régiments de dragons.

Division mixte de cavalerie de cosaques du Caucase : général Scheremetiev. — 3 régiments du Térék et 1 du Kouban.

Cette armée comprenait encore les corps irréguliers non endivisionnés suivants :

13 régiments de cavalerie,	}	cosaques du Kouban.
5 batteries d'artillerie à cheval,		
2 bataillons d'éclaireurs,	}	cosaques du Térék.
8 régiments de cavalerie,		
2 batteries d'artillerie à cheval,		

Quelques-uns de ces régiments furent attachés aux diverses divisions d'infanterie que nous avons énumérées plus haut; les autres servirent à former deux divisions combinées de cavalerie, dont le commandement fut donné au général prince.

Enfin elle disposait encore de :

- 7 bataillons-frontières du Caucase,
- 6 bataillons de forteresse et 59 détachements locaux,
- Plusieurs régiments irréguliers de diverses provenances et plusieurs troupes de milice permanente.

Cet ensemble pouvait former une armée de campagne comprenant :

131 bataillons,	}	220,000 hommes,
172 escadrons,		40,000 chevaux,
60 batteries.		400 pièces attelées.

L'armée turque opposée à l'armée du Caucase était placée sous les ordres du maréchal Moukhtar-Pacha, qui avait son quartier général entre Kars et Erzeroum. Elle se composait de 3 corps principaux, savoir :

*Corps d'Arménie.* — Maréchal Moukhtar-Pacha. — 80 bataillons, 24 escadrons, 27 batteries.

*Corps du Kurdistan.* — Général Faïk-Pacha. — 38 bataillons, 12 escadrons, 10 batteries.

*Corps de Batoum.* — Général Hassan-Pacha. — 20 bataillons, 12 escadrons, 5 batteries.

Cet ensemble pouvait former une armée de campagne comprenant :

138 bataillons,	}	150,000 hommes,
48 escadrons,		10,000 chevaux,
42 batteries.		252 pièces.

Il faut ajouter que, dès le début des hostilités, l'armée turque pouvait compter sur le concours efficace de l'insurrection dans la Circassie et dans le Kurdistan. Il en résultait un affaiblissement immédiat et considérable pour l'armée russe, qui était ainsi obligée de faire de nombreux détachements pour assurer ses communications sur son propre territoire et sur le pays ennemi, en sorte qu'elle perdait de ce fait une grande partie de sa supériorité numérique. Il est vrai que, dans l'estimation des forces ottomanes qui précède, nous avons fait entrer en ligne de compte les garnisons de Batoum, d'Ardahan, de Kars, de Bayazid et d'Erzeroum, ce qui diminue au moins de 20,000 hommes l'effectif des troupes réellement disponibles pour les opérations en rase campagne.

Voici maintenant quelle fut la répartition des troupes russes au début des hostilités :

Quartier général à Alexandropol.

*Corps du Rion.* — Général Oklobjio. — 41<sup>e</sup> division d'infanterie, à l'extrême droite, ayant Batoum pour objectif.

*Corps de droite.* — Général Devel. — 39<sup>e</sup> division d'infanterie et division mixte de cavalerie de cosaques du Caucase, avec mission de marcher d'Akhaltzich sur Ardahan, et, ultérieurement, sur Kars ou sur Olti.

*Corps du centre.* — Général Loris-Melikov. — Division de grenadiers du Caucase, 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> divisions d'infanterie, brigade de chasseurs du Caucase, brigade de sapeurs du Caucase, division de dragons du Caucase, divisions combinées de cavalerie irrégulière, devant partir d'Alexandropol pour marcher directement sur Erzeroum par Kars.

*Corps de gauche.* — Général Tergoukasov. — 19<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> divisions d'infanterie, avec quelques régiments de cavalerie irrégulière. Chargé de s'emparer de Bayazid et de marcher sur Koprikoï.

L'armée turque destinée à résister à l'invasion des Russes était répartie de la manière suivante :

*Corps de Batoum.* — Hassan-Pacha. — Opposé au corps du Rion.

*Corps d'Arménie.* — Moukhtar-Pacha. — A Ardahan, à Kars, et dans le camp fortifié de Zevin, sur le Soghanly-Dagh; enfin, à Erzeroum.

*Corps du Kurdistan.* — Faïk-Pacha. — A Bayazid et à Van.

La disposition de l'armée russe annonçait évidemment l'intention de pénétrer en Arménie par trois points très-éloignés, déduction faite du corps du Rion, chargé de faire une démonstration, puis de

faire converger les diverses colonnes de façon à les réunir sur le Soghanly-Dagn.

Le 24 avril, aussitôt après la déclaration de guerre, les troupes russes se mirent en marche pour franchir la frontière et entrèrent sur le territoire ennemi.

Le corps de gauche, commandé par le général Tergoukasov, quitta les environs d'Erivan, descendit la vallée de l'Aras, tourna le mont Ararat par le sud, et arriva, le 30, devant Bayazid. La garnison turque venait d'évacuer cette ville et sa citadelle, et les Russes y pénétrèrent presque sans coup férir.

Le corps du centre, commandé par le général Loris-Melikov, quitta ses cantonnements et ses camps près d'Alexandropol, et franchit l'Arpa-tchai qui sert de frontière. Le passage de la rivière se fit sur plusieurs points, puis les troupes de ce corps se formèrent sur deux colonnes. La colonne de droite atteignit le même jour Malla-Mussa; le 27, elle était à Djamousli, sur la rive droite du Kars-tchai. Quant à la colonne de gauche, elle était arrivée à Basch-Schuraguel le 25, puis elle avait continué son mouvement vers le sud, dans la direction d'Hadji-Veli.

Le corps de droite, commandé par le général Devel, se mit également en marche vers Ardahan, en partant d'Akhaltzich et d'Akhal-kalaka.

A l'extrême droite, le corps du Rion, commandé par le général Oklobjio, se dirigea sur les positions de Moukhaster, occupées par les Turks.

L'armée russe ne rencontra qu'une faible résistance dans cette première partie de sa marche offensive. Toutes ses colonnes étaient couvertes par de fortes avant-gardes de cavalerie, qui surprirent et enlevèrent beaucoup de postes turks dont la surveillance était fort défectueuse. Toutefois le corps du Rion fut presque immédiatement arrêté, tant par le nombre des troupes qui lui furent opposées, que par les difficultés des opérations dans le massif montagneux qui sépare la vallée du Rion de celle du Tcholak; les voies de communication y sont rares, et elles avaient presque été rendues impraticables par les pluies continuelles des jours précédents.

Au moment où l'armée russe traversait la frontière, les navires cuirassés de la flotte turque firent leur apparition près de Batoum, et vinrent bombarder le fort Saint-Nicolas, qui se trouve sur le littoral, près de la frontière, et qui pouvait servir de point d'appui aux tentatives des Russes contre Batoum.

Ces premiers mouvements semblaient indiquer, de la part des Russes, le projet de faire tomber d'abord les deux petites places de Bayazid et d'Ardahan, résultat qui fut facilement obtenu pour la première, puis de marcher sur Kars, tout en essayant de tourner



cette ville. Un semblable plan de campagne ne pouvait réussir qu'autant que les troupes envahissantes trouveraient dans le pays des positions avantageuses et un ravitaillement assuré, que leurs lignes d'opérations ne pourraient être inquiétées, et que le général en chef ennemi ne prendrait pas une position centrale lui permettant d'accabler successivement chacun des groupes russes.

La ville de Kars, vers laquelle convergeaient les divers colonnes de l'armée du Transcaucase, est située sur la rive droite du Kars-tchai, à 60 kilomètres d'Alexandropol et à 180 kilomètres d'Erzeroum. Elle est bâtie sur une sorte d'éperon formant un vaste plateau. Ses habitations, qui contiennent environ 20,000 habitants, sont entourées d'une double enceinte bastionnée; les fossés sont remplis d'eau. Elle est dominée par une citadelle construite sur un mamelon élevé de 80 mètres, et qui domine toute la vallée ainsi que le plateau; cette citadelle est armée de 120 pièces de siège, dont le quart de gros calibre et du modèle le plus récent. La forteresse est appuyée, à l'est, par la batterie madgyare, et, à l'ouest, par la batterie anglaise. Les ouvrages extérieurs nouvellement élevés consistent en une ligne de redoutes qui entourent la place à une distance moyenne de deux à trois kilomètres; ces ouvrages sont en terre. L'armement complet contient de 350 à 400 bouches à feu. Au début des hostilités, la garnison, forte de 30,000 hommes environ, se composait de trois divisions commandées par les généraux Hassan, Hussein et Ahmed.

La géographie du pays dans lequel opèrent les troupes russes est connue d'une manière si peu exacte qu'il serait oiseux de relater, jour par jour, les directions suivies et les distances parcourues par les diverses colonnes. Nous laisserons donc de côté le détail pour ne donner que l'ensemble des opérations.

Aussitôt après s'être emparé de Bayazid, le corps de gauche se porta à l'ouest, vers Diadin, dans la double intention de se joindre à la colonne de gauche du corps du centre, qui se portait vers Kaghisman, de marcher vers Erzeroum, et de tourner ainsi les positions du Soghanly-Dagh. C'est sur ces hauteurs, situées à peu près à mi-chemin entre Kars et Erzeroum, que Moukhtar-Pacha avait concentré le gros de ses forces, prêt à profiter des fautes de l'ennemi pour se jeter en masse sur l'un ou l'autre de ses détachements.

De leur côté, le corps du centre et celui de droite avaient continué leur mouvement en avant.

Le premier atteignit bientôt Kars et en commença l'investissement, tandis qu'il détachait une partie de ses troupes vers Kaghisman, afin de faire sa jonction avec le corps de gauche.

Le second arrivait en même temps devant Ardahan, mais en ayant soin de pousser vers sa gauche des pointes de cavalerie destinées à

assurer sa liaison avec le corps du centre. Ce résultat fut bientôt obtenu, et les deux corps de droite et de gauche n'en formèrent plus qu'un seul.

Tous ces mouvements s'étaient exécutés avec une grande lenteur, non point parce que l'ennemi offrait de la résistance, mais bien parce que les voies de communication étaient en mauvais état, le pays presque totalement abandonné; par suite, les conditions du ravitaillement étaient difficiles au moment même où le besoin d'y pourvoir largement se faisait sentir de la façon la plus impérieuse.

Telle était la situation générale vers le 15 mai, lorsque l'on apprit tout à coup que les bâtiments ennemis de la flotte turque avaient bombardé le fort de Soukhoun-Kaleh. Ce petit poste est situé sur le littoral du Caucase, dans la mer Noire, au nord de Poti, et à une distance à peu près double de celle qui se trouve entre ce port et Batoum. Déjà des mouvements insurrectionnels s'étaient manifestés dans les contrées voisines de Soukhoun lors de la mobilisation des troupes du Caucase; ils avaient été promptement apaisés, grâce à l'énergie des autorités militaires russes, mais il était permis de supposer que la présence des troupes régulières turques en susciterait de nouveaux. Le bombardement ayant eu pour objet la ruine complète du fort, l'escadre débarqua quelques fractions de l'armée active et des émigrés circassiens, qui se hâtèrent de propager et d'organiser la rébellion contre la domination moscovite. Le succès de cette entreprise fut si prompt qu'il en résulta un grand danger pour l'armée russe qui avait envahi l'Arménie turque. En effet, le ravitaillement de celle-ci ne pouvait s'effectuer que par la mer Noire ou par la mer Caspienne, ou par la grande route de Vladicaucase à Tiflis. Or la première voie était interdite aux Russes depuis la déclaration des hostilités; la deuxième pouvait être facilement compromise par le développement de l'insurrection; quant à la troisième, elle n'existait pas, et il aurait fallu quelque temps pour la créer, outre qu'elle courait le risque d'être fermée comme la deuxième et pour la même cause. Bientôt, toute la partie orientale du Caucase fut en proie à la guerre civile, et l'on vit s'y renouveler, de part et d'autre, les violences qui avaient caractérisé de semblables événements à d'autres époques et dans les mêmes contrées.

Les troupes russes n'en continuaient pas moins leur mouvement en avant, à la droite, au centre et à la gauche.

Chaque jour l'investissement de Kars se resserrait de plus en plus, et l'on pouvait pressentir le moment prochain où cette place allait définitivement être réduite à ses propres forces. Toutefois les troupes chargées de la défendre résistaient énergiquement, et le blocus ne fut complet que le 3 juin.

Du côté de la colonne de droite, les résultats avaient été plus sérieux.

Le corps de droite, sous les ordres du général Devel, qui se trouvait déjà depuis quelques jours devant Ardahan, et qui avait complètement cerné cette place, dressa, dans la nuit du 15 au 16 mai, neuf batteries armées ensemble de 40 canons contre les fortifications de la ville. Le bombardement commença à 8 heures du matin et dura jusqu'à 2 heures de l'après-midi. Les canons turks furent démontés et réduits au silence dans deux des ouvrages avancés auxquels l'assaut fut immédiatement donné. Ils furent enlevés de vive force.

Le lendemain 17, l'artillerie de siège recommença le feu, dans l'après-midi, contre l'enceinte de la place. Elle fit une brèche aux murs, qui étaient en mauvais état, et l'assaut fut donné. Les troupes russes pénétrèrent dans la ville et y trouvèrent environ 80 canons de place, ainsi qu'une grande quantité de munitions et d'approvisionnementnements de toutes sortes. La garnison, forte de 14 bataillons, se retira en bon ordre, d'une part sur Batoum, d'autre part sur Kars.

Au moment où Ardahan tomba entre les mains des Russes, la jonction était déjà opérée d'une façon définitive entre le corps de droite et la colonne de droite du corps du centre, car c'est une partie de cette dernière qui donna le second assaut à la place. A cet égard donc, la prise de cette forteresse peu redoutable n'avait qu'une importance secondaire.

Cependant elle ne pouvait manquer d'avoir, à d'autres points de vue, une influence réelle, si l'on considère que la possession d'Ardahan permet de marcher de Tiflis vers Erzeroum, en tournant Kars par le nord, et qu'un autre chemin mène encore de Batoum à Kars par Ardahan.

Les efforts faits par le général Oklobjio pour atteindre Batoum n'avaient point été jusqu'ici couronnés de succès, tant était difficile le terrain sur lequel il opérait. Or, si les circonstances l'exigeaient, le corps de droite pouvait profiter de la possession d'Ardahan pour venir à l'aide du corps du Rion. En tout cas, la prise de cette ville interdisait toute relation directe aux Turks, entre Batoum et Kars, ce qui pouvait être un sérieux obstacle au ravitaillement de cette place.

Quant à l'avantage que présentait la possession d'Ardahan au point de vue des entreprises directes vers Erzeroum, il est évident que les Russes se trouvaient dès lors libres de substituer la ligne d'opérations par Ardahan et Olti à celle que suivait le gros de leurs forces par Kars, et que, par conséquent, ils pouvaient ainsi tourner la position d'attente prise préalablement par Moukhtar-Pacha dans le Soghanly-Dagh, aux environs de Bardez. Aussi celui-ci recula-t-il

vers le sud jusqu'à Zevin, afin de s'établir le plus près possible du point où aboutissent les lignes d'opérations menant d'Ardahan, ou de Kars, ou de Bayazid, à Erzeroum. Ce point stratégique avait la plus haute importance et puisait une très-grande force dans les obstacles naturels du Soghanly-Dagh, ainsi que dans les travaux défensifs exécutés par les Turks. A un autre point de vue, enfin, la chute de Bayazid sans aucune résistance de la garnison, et celle d'Ardahan, après un bombardement de quelques heures seulement, avaient produit le meilleur effet sur le moral des troupes russes, et avaient amené à supposer que les troupes turques, composant l'armée d'Asie, étaient de médiocre valeur. La perte de ces deux places produisit une très-pénible émotion à Constantinople, et celle d'Ardahan surtout, dont la garnison ne s'était pas défendue, donna lieu à des manifestations malveillantes contre Moukhtar-Pacha. On verra, par la suite, comment ce général en chef répara les fautes qui avaient été commises, nouvelle preuve que l'on ne doit ni ne peut juger les actes d'un commandant d'armée pendant le courant des opérations.

Après la prise d'Ardahan, il semble que les troupes russes auraient dû être réunies le plus tôt possible pour faire tomber la ville de Kars, afin de s'assurer une ligne de retraite dans le cas où la marche offensive vers Erzeroum ne serait pas couronnée de succès.

En effet, le corps du Rion ne faisait aucun progrès dans la direction de Batoum, et le flanc droit de la ligne d'opérations des Russes se trouvait d'autant plus compromis que leurs navires de guerre n'osaient se montrer sur le littoral, vu leur infériorité numérique, et que l'insurrection allait chaque jour en croissant dans la Circassie.

De même, le corps de gauche, aux ordres du général Tergoukasov, ne parvenait pas à opérer sa jonction avec la gauche du corps de droite, car, outre la position prise par les Turks à Karakilissa, sur le Murad-Su, source orientale de l'Euphrate, une forte colonne, composée de Kurdes et de bachi-bouzouks, au nombre de 15,000 hommes environ, avec de l'artillerie et de la cavalerie, se réunissait sur les bords du lac de Van, sous le commandement de Faik-Pacha. Le flanc gauche de l'armée russe pouvait donc être facilement menacé, absolument comme l'était déjà le flanc droit.

Sans doute, s'il se fût agi d'opérer dans un territoire peuplé, riche et couvert de nombreuses voies de communication, comme dans l'Europe occidentale, on ne pouvait pas juger comme une entreprise téméraire de négliger les dangers courus par les deux ailes et de porter hardiment le centre en avant pour attaquer le

gros des forces ennemies ; car il est probable que l'échec infligé à celui-ci fera toujours reculer ou arrêtera au moins les deux ailes. Mais il semble que, dans les opérations en Arménie, les difficultés du ravitaillement doivent imposer une conduite plus prudente, d'autant plus que le général en chef turk paraissait vouloir reculer chaque jour son armée principale. Il venait, en effet, de la porter de Zevin sur Khorassan, c'est-à-dire dans une position dominante de cette partie supérieure du cours de l'Aras, à laquelle on a donné le nom de vallée de Pasin. Au point de vue tactique et stratégique, cette position répondait parfaitement au plan qu'avait préparé Moukhtar-Pacha et qu'il se proposait de mettre à exécution dès que les circonstances lui paraîtraient favorables.

L'aile gauche de l'armée turque s'était retirée d'Olti sur Khorassan, ainsi que le centre qui recula de Zevin sur le même point, tandis que l'aile droite battait en retraite de Karakilissa vers Delibaba par Toprah-Kaleh : les Russes crurent que l'ennemi renonçait à la défense des passages du Soghanly et se concentrait sur Erzeroum.

Sans s'inquiéter de la présence de Batoum et de l'insurrection circassienne sur leur flanc droit, ni de Kars, qui interceptait leur grand route centrale, ni de l'insurrection kurde, qui menaçait leur flanc gauche, les Russes continuèrent leur marche sur le Soghanly-Dagh, suivant les mouvements de l'armée turque qu'ils croyaient en pleine retraite. La jonction définitive entre le corps de droite et le corps du centre ayant été faite au camp de Zaïm, au nord-est de Kars, une partie de ce groupe ainsi obtenu resta devant Kars pour en commencer le siège, et le gros des forces se mit en marche, le 6 juin, par la route d'Erzeroum.

Le 16 juin, la tête d'avant-garde de cette nouvelle colonne atteignait Kizilkilissa, au pied du versant septentrional du Soghanly-Dagh, tandis que le général Tergoukasov reprenait également l'offensive par Karakilissa et Toprah-Kaleh.

Le gros du corps principal russe devait traverser le massif du Soghanly-Dagh par la route qui passe à Bardez. La 20<sup>e</sup> division d'infanterie en fut détachée avec une force suffisante en artillerie et en cavalerie pour prendre l'autre route, celle qui passe à Mandjigerd. Cette colonne, qui devenait alors celle du centre, devait marcher sur Zevin, y culbuter l'armée de Moukhtar-Pacha, se rallier avec le corps de gauche, que le général Tergoukasov portait alors en avant, marcher de concert avec celui-ci sur Koprikoï, forcer le défilé des hauteurs de Deve-Bojun, qui couvrent Erzeroum, et chercher à enlever cette ville d'un coup de main, tandis que le général Loris-Melikov ferait face à l'armée ennemie avec le corps de droite, qui était précédemment celui du centre.

A la même époque, les Russes avaient établi les premières batte-

ries de siège contre Kars, et le bombardement des ouvrages avancés de cette place avait commencé.

#### RETRAITE DE L'ARMÉE RUSSE.

Les Russes approchaient donc du moment où ils allaient tomber en force contre la principale armée turque, et le succès paraissait assuré, lorsque l'on apprit tout à coup que Faïk-Pacha, à la tête du corps du Kurdistan, était arrivé à Bayazid et en avait chassé la garnison, à l'exception de quelques compagnies du 152<sup>e</sup> régiment de Vladicaucase, de la 38<sup>e</sup> division, qui se réfugièrent dans la citadelle.

Le général Tergoukasov avait pénétré, vers le 18 juin, jusque sur le versant méridional du Soghanly-Dagh et forcé les défilés du Scherian-Dagh qui se trouvent entre les deux principales sources de l'Euphrate et celle de l'Aras; il était parvenu à battre les Turks près de Sadikan et à les refouler jusque sur Ordÿ et Delibaba; il était même entré dans cette dernière ville, mais il se trouvait isolé.

Moukhtar-Pacha profita de cet isolement pour venir, avec quelques bataillons, renforcer son aile droite; il réoccupa Delibaba, battit le corps russe de gauche à Daghar, les 21 et 22 juin, et le força à se retirer sur Sadikan.

Le général Heimann se porta en avant, le 25, de Mandjigerd sur Zevin, dans le but d'attaquer le camp retranché que Moukhtar-Pacha y avait élevé et dont il avait donné le commandement à Feyzy-Pacha. Cette attaque ne réussit point, Moukhtar-Pacha ayant eu le temps d'accourir au secours du centre de sa ligne. Il en résulta que, non-seulement le général Heimann ne put dégager le corps de gauche, fortement compromis depuis son échec, mais que le corps du centre, dont il avait le commandement, se trouva lui-même dans une situation très-critique.

Le 27, les Russes, incapables de renouveler l'effort à cause du manque de munitions et de vivres, furent obligés de battre en retraite, vigoureusement poursuivis par les Turks, dont les récents succès avaient fortement relevé le moral.

L'aile droite turque, placée sous les ordres d'Ismail-Kurd-Pacha, se lança sur les traces du corps russe de gauche et le harcela sans relâche; le 2 juillet, elle lui infligeait un échec sérieux à Karakilissa où, quelques jours auparavant, les Russes avaient obtenu un succès assez important. On pouvait croire que la route de retraite par Bayazid était fermée. Le général Tergoukasov pensa donc à se retirer par le Schahjol-Dagh, massif montagneux qui se trouve entre la vallée de l'Aras et celle de Murad-Su, c'est-à-dire par le chemin



qui va de Karakilissa à Kaghisman. C'est pour ce motif qu'il accepta le combat près de la première de ces deux localités, mais il renonça à passer par ces montagnes presque impraticables, d'autant plus qu'il apprit que la citadelle de Bayazid était encore au pouvoir de ses troupes.

Quant au général Heimann, poursuivi par Moukhtar-Pacha, il s'était retiré à travers le Soghanly-Dagh, et il était venu prendre une première position à Sarikamisch, après avoir effectué à la hâte une retraite en complet désordre, abandonnant jusqu'à ses blessés.

A la nouvelle du grave échec subi par deux de ses détachements, le général Loris-Melikov fit retirer l'aile droite, qui s'était avancée jusqu'à Olti; il concentra les troupes qu'il avait sous la main, afin de recueillir celles qui battaient en retraite, et il porta dans le même but jusqu'à Ardost, entre Kaghisman et Kars, une partie du corps de siège de cette dernière ville.

La situation des Russes était donc aussi mauvaise que possible dans les derniers jours de juin.

A leur extrême aile droite, non-seulement ils n'avaient fait aucun progrès, mais même ils avaient été obligés, par une vigoureuse offensive du corps de Batoum, d'abandonner les positions qu'ils avaient si péniblement conquises.

A leur extrême aile gauche, la citadelle de Bayazid était encore en leur pouvoir, mais les troupes qui l'investissaient occupaient la ligne de retraite du corps russe de gauche. Au centre, la place de Kars avait résisté à plusieurs tentatives faites pour s'en emparer de vive force, et Moukhtar-Pacha accourait à marches forcées, contre le corps de siège, avec toutes les forces dont il pouvait disposer, tandis que Ismaïl-Kurd-Pacha, lancé à la poursuite du général Tergoukasov, allait bientôt déboucher par Kaghisman sur le flanc gauche du gros des forces ennemies.

Enfin, sur leurs derrières, l'insurrection ne s'apaisait nullement; un nouveau débarquement de troupes turques et d'émigrés circasiens avait été opéré près du cap Adler, au nord de Soukhoum-Kaleh; des armes et des munitions étaient expédiées chaque jour aux rebelles, et les détachements russes échelonnés dans le Caucase étaient obligés de lutter constamment. Il était à craindre même que les succès remportés par les Turks ne vinssent encore accroître l'ardeur et le nombre des insurgés.

Dans de pareilles conditions, le général Loris-Melikov ne pouvait adopter que l'un des deux partis suivants : ou réunir toutes ses forces disponibles pour tomber successivement sur l'armée de Moukhtar-Pacha quand elle descendrait du Soghanly-Dagh, puis sur le corps d'Ismaïl-Kurd-Pacha quand il déboucherait du Schahjol-

Dagh, ou lever le siège de Kars et se retirer jusque sur Alexandropol. Il était évident que les conditions morales dans lesquelles se trouveraient ses troupes devaient décider du plan qu'il adopterait.

Les pertes qu'avaient subies les Russes par le feu de l'ennemi n'étaient point très-considérables, mais les fatigues et les maladies avaient très-sensiblement diminué l'effectif des disponibles. Ceux qui étaient en état de prendre part aux opérations actives avaient le moral profondément affecté.

Le général Loris-Melikov se décida donc à lever le siège de Kars à la date du 9 juillet. Il fit immédiatement conduire ses canons de siège vers Alexandropol, et il réunit toute son infanterie dans le camp de Zaïm.

Quant au général Tergoukasov, il emmenait avec lui environ 3,000 familles chrétiennes de la vallée d'Alaschgerd, qui s'enfuyaient pour échapper aux actes de barbarie des bachi-bouzouks et des Kurdes. Sa marche était donc fort retardée. Le 10 juillet, il arriva devant Bayazid, et il attaqua le corps turk qui assiégeait la citadelle. Il s'empara des hauteurs qui dominent la ville; il infligea une défaite complète à l'ennemi et débloqua la citadelle. Il la fit évacuer par la garnison, dont la résistance avait été héroïque pendant 23 jours de complet isolement. Il emmena également les malades et les blessés, et il s'éloigna de la ville qui avait été détruite de fond en comble à la suite des premiers événements. Il continua alors sa retraite sur Erivan, sans être vigoureusement poursuivi par le corps du Kurdistan.

De son côté, l'armée principale russe s'était définitivement retirée sur son propre territoire, ne maintenant que quelques détachements à Ardahan et au camp de Zaïm. Ce camp fut définitivement abandonné le 25 juillet, et les troupes turques vinrent s'établir sur la position en face de l'ennemi.

Dans les premiers jours du mois d'août, les positions respectives étaient les suivantes :

1<sup>o</sup> Du côté des Russes :

*Extrême droite.* — 41<sup>e</sup> division d'infanterie, général Oklobjio, sur la frontière, entre Poti et Batoum.

*Centre.* — Division des grenadiers du Caucase, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> divisions d'infanterie; division des dragons du Caucase, division mixte des cosaques du Don, deux divisions irrégulières de cavalerie cosaque, général Loris-Melikov, d'Akhaltzich à Ani, avec un détachement à Ardahan et le gros des forces à Alexandropol.

*Extrême gauche.* — 19<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> divisions d'infanterie; division irrégulière de cavalerie cosaque, général Tergoukasov, à Karalac, sur les bords de l'Aras, au sud de Bayazid.

2<sup>o</sup> Du côté des Turks :

*Extrême gauche.* — Corps de Batoum, opposé au corps du Rion.  
*Centre.* — Armée principale, sous les ordres de Moukhtar-Pacha, en face du corps d'Alexandropol.

*Extrême droite.* — Corps du Kurdistan, à Bayazid.

Les troupes russes avaient été considérablement affaiblies par leur campagne infructueuse. Il devint nécessaire de les réorganiser rapidement et de compléter leurs effectifs par l'envoi de soldats pris dans les dépôts, en même temps que d'autres troupes vinrent les renforcer.

Quant aux troupes turques, elles ne se trouvaient pas, quoique victorieuses, dans une situation très-favorable. Il leur fallait des vivres, et l'on fut obligé d'avoir recours à de nombreux convois de ravitaillement, car le pays qu'elles occupaient était épuisé et dépeuplé; des munitions durent également leur être expédiées. Or nous avons déjà assez nettement caractérisé le mauvais état des voies de communication dans ces contrées, pour que l'on se rende exactement compte des embarras qui résultaient de la pénurie des chemins et de la grande quantité de convois nécessaires. Quant aux renforts en hommes, les troupes ottomanes n'avaient pas à en attendre, car le gouvernement avait fait déjà appel à toutes ses ressources disponibles. Même on lui supposait l'intention de tirer quelques bataillons de l'armée d'Asie pour les envoyer en Bulgarie, ce qui aurait obligé Moukhtar-Pacha à ne pas poursuivre ses succès sur le territoire ennemi et à rester sur la défensive absolue.

La campagne entreprise par les Russes en Asie avait donc complètement échoué dans sa première partie. Il est fort difficile d'apprécier exactement les causes d'un pareil résultat. Dans le principe, on avait semblé croire que les opérations entreprises en Arménie devaient jouer le rôle d'une démonstration, afin de rendre plus facile le passage du Danube et l'invasion des provinces de la Turquie d'Europe. Cette erreur fut promptement dissipée quand on sut quels étaient les effectifs de l'armée du Transcaucase. Il faut reconnaître, toutefois, qu'une pareille opinion pouvait avoir quelque apparence de véracité, car les déficiences du plan de campagne étaient si évidentes que l'on ne pouvait lui attribuer un objectif d'une grande importance. Les difficultés de la marche et du ravitaillement sont, il est vrai, très-grandes en Arménie, mais il semble cependant qu'il eût été préférable de chercher à les vaincre, plutôt que de former trois colonnes partant de trois points fort éloignés, pour aboutir à une concentration dans les défilés du Soghanly-Dagh, où les mêmes difficultés devaient se reproduire avec une plus grande intensité. Il suffisait, en effet, à Moukhtar-Pacha, de réunir ses forces dans le massif montagneux, et d'attaquer séparément chacune des colonnes ennemies avec des effectifs supérieurs pour obliger

celles-ci à la retraite. C'est ce qu'il fit, et avec beaucoup d'habileté, car les moyens dont il disposait étaient de médiocre qualité. Il est vrai qu'il y fut secondé par la démonstration du corps du Kurdistan, vers Bayazid, par la résistance énergique du corps de Batoum, par la faute que commirent les Russes en se portant en avant, alors que leur principale ligne de retraite était barrée par une place telle que Kars, enfin par le développement de l'insurrection du Caucase qui menaçait de s'étendre jusqu'au Pas de Dariel. Il convient d'ajouter qu'il resta maître d'employer son armée suivant le plan qu'il avait adopté, et qu'il commandait seul aux troupes ottomanes en Asie, tandis que l'unité de commandement paraît n'avoir pas été observée dans l'armée russe. Telles sont, croyons-nous, les causes principales des échecs subis par les Russes. Ils eurent d'autant plus de retentissement, et ils produisirent un effet d'autant plus fâcheux sur leur esprit, que la marche en avant s'était faite presque sans rencontrer d'obstacles. Une telle hardiesse, pour ne point dire une si grande témérité dans l'offensive, permettait de supposer une plus grande résistance dans la défensive. En résumé, cette première partie de la campagne avait duré trois mois. Moukhtar-Pacha s'était trouvé, en avant d'Erzeroum, dans une situation analogue à celle de Bonaparte devant Mantoue, dans la célèbre campagne de 1796-1797. Il avait suivi l'exemple donné par le plus grand des capitaines des temps modernes, et, comme l'illustre général français, il avait obtenu le plus brillant succès.

---

## OPÉRATIONS ENTRE LE DANUBE ET LES BALKANS.

Nous avons précédemment étudié les opérations de l'armée russe en Bulgarie jusqu'à la date du 20 juillet.

A cette époque, les deux armées belligérantes se trouvaient l'une et l'autre dans une situation également critique et qui est, en quelque sorte, sans précédent dans l'histoire des guerres.

L'armée russe, qui n'avait presque pas rencontré de résistance lors du passage du Danube ni depuis le succès de cette entreprise, avait puisé dans ce fait une hardiesse qu'elle poussa jusqu'à la témérité. Au lieu de profiter de la position centrale qu'elle occupait au milieu des troupes turques disséminées, elle étendit outre mesure sa ligne d'opérations, sans doute dans le but de soutenir le général Gourko, qui s'était emparé par surprise du passage de Tvardista. Elle accrut ainsi considérablement les difficultés de ravitaillement, très-grandes pour elle, et ses divers corps d'armée furent éparpillés de telle façon qu'ils ne pourraient se soutenir réciproquement à temps voulu, quand viendrait le moment de tenter une action de vigueur. Il en résulta que la supériorité numérique dont jouissait l'armée russe, quand elle traversa le Danube, disparut par le fait même de sa dispersion sur une trop grande étendue de terrain. Cette faute, dont ceux qui l'ont commise ont toujours subi les conséquences, était d'autant plus grande dans les circonstances actuelles que l'armée russe n'avait, en réalité, pas de base d'opérations, et qu'un échec grave pouvait compromettre sa retraite par les ponts de bateaux du Danube, si ce n'est même l'empêcher de revenir sur la rive gauche du fleuve sans avoir subi des pertes très-graves.

Quant au corps du bas Danube, il était à trop grande distance du gros des forces pour combiner ses mouvements avec ceux de la principale armée, et il était trop faible pour opérer une démonstration de quelque valeur contre le côté septentrional du quadrilatère bulgare.

D'un autre côté, l'armée ottomane n'était pas dans une position plus favorable. Elle était partagée en deux groupes principaux. L'un, le plus nombreux, était au milieu des places du quadrilatère bulgare, mais il avait conservé une attitude passive qui avait permis à l'ennemi de pénétrer sans grande difficulté dans les Balkans. L'autre n'était ni assez fort ni assez compacte pour tenter un vigoureux retour offensif contre l'envahisseur. Enfin les quelques bataillons épars chargés de la défense des passages à travers les hauteurs les avaient si mal surveillés, que l'avant-garde russe avait pu forcer

l'un d'eux et s'établir dans la vallée de la Toundja. Il fallait donc forcément un temps relativement assez considérable pour concentrer des forces suffisantes sur l'un ou l'autre flanc de l'armée russe, dans le but de lui livrer un combat destiné à l'inquiéter sur sa ligne de retraite, à lui faire abandonner les localités tombées si facilement en son pouvoir et à l'obliger à se rapprocher du cours du Danube.

Il était donc évident que le succès appartiendrait à celle des deux armées qui réparerait le plus promptement possible les fautes commises, et personne ne pouvait présager, vers le milieu de juillet, quelle serait l'issue des combats dont la Bulgarie centrale allait être le théâtre.

A vrai dire, ni l'une ni l'autre des deux armées en présence n'avait de sérieuses qualités offensives, ni au point de vue stratégique ni au point de vue tactique. De part et d'autre, les marches étaient lentes pour des masses de troupes considérables, tant étaient mauvaises et peu nombreuses les voies de communication. Cet inconvénient se faisait toutefois plus particulièrement sentir pour l'armée russe, qui était obligée de traîner après elle tout ce qui lui était nécessaire en munitions, en vivres et en matériel médical. Au point de vue tactique, ni l'une ni l'autre de ces deux armées ne savaient attaquer, tandis qu'au contraire elles étaient toutes deux très-solides dans la défense. L'emploi des tirailleurs n'avait été ni réglementé ni reconnu comme moyen principal d'attaque dans l'armée russe comme dans l'armée turque. Toutefois, comme les soldats irréguliers et réguliers de cette dernière avaient le sentiment de l'importance de ce combat individuel, comme ils avaient presque tous un armement supérieur à celui de l'ennemi, comme ils savaient tirer un excellent parti des ouvrages de la fortification du champ de bataille, il était permis de supposer que le succès leur resterait dans les combats offensifs à égalité numérique. Or l'armée turque n'avait précisément d'autres systèmes d'opérations à adopter, surtout avant sa concentration définitive en un ou deux groupes principaux, que de s'établir solidement sur des positions fortes au point de vue tactique, importantes au point de vue stratégique, et à y attendre l'attaque de l'ennemi. Un emploi bien combiné des propriétés de leur arme, des feux individuels et des retranchements de fortification passagère devait, presque infailliblement, leur assurer le succès, surtout dans le cas où l'assaillant n'aurait pas une supériorité numérique écrasante.

La scrupuleuse impartialité dont nous avons fait preuve jusqu'ici, dans l'étude des événements dont l'orient de l'Europe est le théâtre depuis deux ans, nous autorise donc à penser et à dire que l'armée



russe ne semblait pas avoir à sa disposition, au début des hostilités, les éléments nécessaires pour s'assurer, sans à-coup ni sans échec, la supériorité tactique et stratégique sur son adversaire, malgré les fautes commises par celui-ci, et à plus forte raison quand elle en commettait elle-même.

C'est ainsi que peuvent facilement s'expliquer ses deux insuccès devant la position de Plevna.

Cette ville est bâtie sur un petit affluent de la rive droite du Vid et près de cette rivière, à 43 kilomètres environ de Nicopoli. Elle offre une position naturellement forte que les Turks mirent en état de défense pour en rendre la possession plus certaine. Elle tire son importance de ce qu'elle est au point de rencontre de la grand'route stratégique de Rouchtchouk à Sofia et du chemin de Nicopoli à Lovatz.

Osman-Pacha, qui commandait le corps de Vidin, était accouru en toute hâte pour prendre position à Plevna, dès qu'il avait appris le passage du Danube par l'armée russe et la chute de Nicopoli. Il n'avait pas plus de 10,000 hommes et 4 ou 5 batteries d'artillerie avec lui.

Le 20 juillet, il fut attaqué par la 5<sup>e</sup> division d'infanterie, aux ordres du général Schilder, faisant partie du 9<sup>e</sup> corps d'armée, qui, comme nous l'avons déjà dit, formait l'extrême droite de l'armée russe. Ce général dirigea deux attaques concentriques sur Plevna; la 1<sup>re</sup> brigade fut chargée de tourner la position par le nord, et la 2<sup>e</sup> brigade dut exécuter l'attaque de front. Malgré des efforts héroïques, les Russes ne purent chasser les Turks de leur position. Ils renouvelèrent plusieurs fois l'assaut, mais toujours en vain. Leurs pertes furent si considérables que ce combat eut pour issue, non point une simple défaite, mais une déroute complète. La cavalerie turque se lança à la poursuite des troupes battues et ne s'arrêta qu'à Vina, sur les bords de l'Osem, à mi-distance entre Plevna et Gouri-Studen. Bientôt la 5<sup>e</sup> division fut recueillie par des troupes fraîches venues à son secours, et elle put se réorganiser. Les Turks restèrent à Plevna, qu'ils n'avaient, en réalité, aucun intérêt à quitter pour se porter plus à l'est.

Ce premier échec sérieux eut des conséquences militaires et politiques, morales et matérielles, d'une très-haute importance. Il surprit d'abord tous ceux qui avaient cru à la supériorité absolue des Russes sur les Turks. Il prouva que les premiers opéraient avec une trop grande témérité, et que les seconds étaient décidés à faire une résistance opiniâtre pour la défense du sol national. Enfin il se produisit au moment où l'armée russe d'Asie venait de repasser sa frontière après une campagne désastreuse, et ces deux événements

heureux pour la Sublime-Porte suspendirent l'intervention armée de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie, de la Serbie et de la Grèce, que l'on considérait déjà comme immédiate.

Si Osman-Pacha avait eu à sa disposition des forces plus considérables, son succès à Plevna lui aurait permis de pousser une pointe jusqu'aux ponts établis par les Russes sur le Danube. C'est ce que l'on comprit parfaitement à l'état-major général du grand-duc Nicolas. On se rendit compte du danger qu'avait couru la ligne de retraite. On se décida enfin à opérer avec plus de prudence, à ramener à Biela le quartier général, à concentrer davantage les corps d'armée qui étaient en Bulgarie, à demander, enfin, du renfort, tant pour disposer d'effectifs suffisants dans les attaques contre les positions turques que pour constituer une réserve stratégique suffisamment forte sur les derrières de l'armée d'opérations.

Le 5<sup>e</sup> corps d'armée fut immédiatement désigné pour aller rejoindre l'armée russe du Sud. Voici quelle était la composition de ce corps, commandé par le général-lieutenant Meller-Zakomelsky :

7<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Saratchinski, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> régiments d'infanterie, 7<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée ; 8<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Schuman, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> régiments d'infanterie, 8<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée ; 5<sup>e</sup> division de cavalerie : général-lieutenant Taube, 5<sup>e</sup> régiment de dragons, 5<sup>e</sup> de lanciers, 5<sup>e</sup> de hussards, 5<sup>e</sup> de cosaques ; 5<sup>e</sup> batterie d'artillerie à cheval.

Ce corps d'armée avait son quartier général à Radom, et il fut transporté, par les voies rapides, jusqu'à Bucharest, d'où il dut se rendre, par la voie de terre, sur le théâtre des opérations.

Le centre de l'armée russe ne se composait plus que du 8<sup>e</sup> corps d'armée, aux ordres du général Radetsky, de la division d'éclaireurs, commandée par le général Skobelev, et de la légion bulgare, à la tête de laquelle était le général Stoletov.

Cette colonne avait suivi la brigade d'avant-garde conduite par le général Gourko et avait pénétré à sa suite dans les Balkans. Mais elle n'était point descendue dans la vallée de la Toundja, et elle s'était contentée de prendre possession des défilés qui se trouvent compris dans le quadrilatère Gatrova-Kasanlik-Slivno-Elena. Déjà elle était bien isolée dans cette situation avancée, car Suleiman-Pacha pouvait déboucher d'un instant à l'autre sur son flanc droit à la tête du corps de Sofia et couper ses communications avec le reste de l'armée. Quant au général Gourko, il avait poursuivi le cours de ses succès ; il avait soulevé les Bulgares de la vallée de la Toundja et du bassin septentrional de la Maritza ; il avait détruit une partie de

la voie ferrée de Tirnova-Semenli à Iamboli; mais la résistance à sa marche hardie s'organisait sous la direction de Réouf-Pacha. La situation pouvait donc devenir critique, à moins que le 8<sup>e</sup> corps n'accourût à son secours, grave faute qui aurait pu compromettre tout le centre de l'armée russe.

A la gauche de l'armée russe avait été formée une autre armée que commandait le czarevitch, dans le but d'opérer contre le quadrilatère et particulièrement contre la place de Rouchtchouk. Elle ne comprenait primitivement que les 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps d'armée, commandés respectivement par les généraux Vannovski et Hahn; elle fut bientôt renforcée par une partie du 4<sup>e</sup> corps, aux ordres du général Zotov, tandis que l'autre partie servait de réserve stratégique au centre de l'armée russe; puis vint une division du 7<sup>e</sup> corps d'armée, commandé par le général Ganetski II, et dont l'autre division opérait avec le 14<sup>e</sup> corps; enfin le 11<sup>e</sup> corps, commandé par le général Schakovskoi, envoya une de ses divisions pour servir de réserve entre la droite et la gauche de l'armée, tandis que l'autre division restait sur la rive gauche du Danube en face de Rouchtchouk. Cette masse de 100,000 hommes avait une mission fort difficile à remplir, car elle était chargée à la fois de faire tomber les places du quadrilatère, ou tout au moins Rouchtchouk, et de combattre la principale armée, commandée par Mehemet-Ali-Pacha, qui avait pris une forte position à Rachgrad, et qui assurait ainsi les communications de Rouchtchouk avec Choumla et Varna, tout en cherchant à se relier avec la défense des Balkans par la route de Choumla à Slivno et par celle de Choumla à Iamboli.

A l'extrême gauche, le général Zimmermann continuait sa marche vers Silistrie, à la tête du corps du bas Danube, repoussant devant lui le corps turk de la Dobroutcha, auquel allaient bientôt se joindre le corps de Silistrie et le corps égyptien de Varna.

A l'extrême droite, le 1<sup>er</sup> corps d'armée roumain était toujours à Calafat, opposé au corps turk de Vidin, ou tout au moins à la partie de ce corps qui était restée sous les murs de la forteresse.

Enfin le 10<sup>e</sup> corps russe était toujours réparti dans ses cantonnements sur le littoral de la mer Noire, depuis les bouches du Danube jusqu'à Sébastopol.

Cette immense étendue de front d'opérations devait créer d'énormes difficultés au commandant en chef de l'armée russe, surtout à cause de la rareté et du mauvais état des moyens et des voies de communication.

L'énergique résistance des Turks avait, en outre, démontré clairement l'insuffisance numérique des forces russes en Bulgarie. Le passage du Danube était effectué depuis deux mois déjà, et aucune grande

bataille n'avait été engagée entre les deux armées belligérantes, ce qui prouvait que les Russes n'étaient nulle part en masse assez compacte pour attaquer l'ennemi sur une de ces positions de haute importance stratégique dont la prise de possession décide du sort d'une partie d'une campagne. Il fallait absolument que ce résultat fût atteint avant l'arrivée de l'hiver, afin que l'armée envahissante pût prendre ses cantonnements en toute sécurité jusqu'au retour du printemps.

Dans ce but, le gouvernement russe fit un colossal effort, qui n'avait de précédent dans l'histoire de l'empire moscovite qu'aux époques de danger national, c'est-à-dire en 1812 et en 1855, pour notre siècle.

Les mesures suivantes furent adoptées à partir du 1<sup>er</sup> août et durent être achevées vers le milieu de septembre au plus tard.

L'appel du contingent annuel fut fourni jusqu'à ses dernières limites et dut verser dans l'armée tous les hommes valides qui étaient disponibles.

On rappela sous les drapeaux les hommes des classes antérieures qui avaient été laissés dans leurs foyers par suite de dispenses légales.

On mobilisa la plus grande partie de la milice ou armée territoriale.

On endivisionna un certain nombre de 4<sup>es</sup> bataillons, formés lors de la mobilisation des régiments de l'armée du Sud, et l'on réduisit à deux divisions tous les corps d'armée qui en avaient trois.

Nous avons déjà dit précédemment que trois corps d'armée contenait trois divisions, savoir :

Le 1<sup>er</sup> corps d'armée de la ligne : les 22<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup> et 37<sup>e</sup> divisions d'infanterie ;

Le 2<sup>e</sup> corps d'armée de la ligne : les 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> divisions d'infanterie ;

Le 6<sup>e</sup> corps d'armée de la ligne : les 4<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> divisions d'infanterie.

Nous avons fait remarquer, en outre, que les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> divisions d'infanterie n'avaient été affectées à aucun corps d'armée.

Voici les transformations que subit cette organisation générale pour renforcer les armées d'opérations.

On forma le 15<sup>e</sup> corps d'armée avec les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions d'infanterie.

La 4<sup>e</sup> division d'infanterie fut enlevée au 6<sup>e</sup> corps d'armée, et elle fut envoyée à l'armée du Caucase avec la 40<sup>e</sup> division.

Avec les 4<sup>es</sup> bataillons des régiments des divisions mobilisées au mois de novembre 1876, c'est-à-dire des 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>,

15<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup>, on forma 12 régiments d'infanterie de réserve, chacun à 4 bataillons de 4 compagnies, qui servirent à créer les 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> divisions d'infanterie.

On enleva la 37<sup>e</sup> division au 1<sup>er</sup> corps et la 27<sup>e</sup> division au 2<sup>e</sup> corps. On les adjoignit à de nouveaux corps d'armée, ainsi que la 23<sup>e</sup> division, qui était auparavant indépendante.

On obtint ainsi quatre nouveaux corps d'armée composés comme il suit :

15<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant Kostanda. — 2<sup>e</sup> division d'infanterie : 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 2<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 3<sup>e</sup> division d'infanterie : 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 3<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 15<sup>e</sup> division de cavalerie : 4 régiments de cosaques du Don du deuxième tour ; 15<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval, fournie par les cosaques du Don du deuxième tour.

16<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant Rjevouski. — 27<sup>e</sup> division d'infanterie, général-major Zalesov : 105<sup>e</sup>, 106<sup>e</sup>, 107<sup>e</sup> et 108<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 27<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 37<sup>e</sup> division d'infanterie, général-lieutenant Tchengery : 145<sup>e</sup>, 146<sup>e</sup>, 147<sup>e</sup> et 148<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 37<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 16<sup>e</sup> division de cavalerie : 4 régiments de cosaques du Don du deuxième tour ; 16<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval, fournie par les cosaques du Don du deuxième tour.

17<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant Krijanovski. — 23<sup>e</sup> division d'infanterie : 85<sup>e</sup>, 86<sup>e</sup>, 87<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 23<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 42<sup>e</sup> division d'infanterie : 165<sup>e</sup>, 166<sup>e</sup>, 167<sup>e</sup> et 168<sup>e</sup> régiments d'infanterie, ou 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régiments d'infanterie de réserve ou de marche, formés avec les 4<sup>es</sup> bataillons des régiments des 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> divisions ; 42<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 17<sup>e</sup> division de cavalerie : 4 régiments de cosaques du Don du deuxième tour ; 17<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval, fournie par les cosaques du Don du deuxième tour.

18<sup>e</sup> corps d'armée. — Général-lieutenant Grabbe. — 43<sup>e</sup> division d'infanterie : 169<sup>e</sup>, 170<sup>e</sup>, 171<sup>e</sup> et 172<sup>e</sup> régiments d'infanterie, ou 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> régiments d'infanterie de réserve ou de marche, formés avec les 4<sup>es</sup> bataillons des régiments des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> divisions ; 43<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 44<sup>e</sup> division d'infanterie : 173<sup>e</sup>, 174<sup>e</sup>, 175<sup>e</sup> et 176<sup>e</sup> régiments d'infanterie, ou 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> régiments d'infanterie de réserve ou de marche, formés avec les 4<sup>es</sup> bataillons des régiments des 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> divisions ; 44<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée. — 18<sup>e</sup> division de cavalerie : 4 régiments de cosaques du Don du deuxième tour ; 18<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval, formée par les cosaques du Don du deuxième tour.

La *garde impériale* russe reçut en même temps l'ordre de mobilisation. Cette troupe d'élite, placée sous le commandement du grand-duc héritier, c'est-à-dire du czarevitch Constantin, avait la composition suivante :

1<sup>re</sup> division d'infanterie : commandant, le grand-duc Vladimir : 3 régiments de la garde et 1 régiment de chasseurs ; 1<sup>re</sup> brigade d'artillerie montée de la garde. — 2<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Tchertkov I : 3 régiments de la garde et 1 régiment de grenadiers ; 2<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée de la garde. — 3<sup>e</sup> division d'infanterie : général-lieutenant Meller-Zakomelsky : 2 régiments de la garde et 2 régiments de grenadiers ; 3<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée de la garde. — 1 brigade de chasseurs : 4 bataillons. — 1<sup>re</sup> division de cavalerie : général-lieutenant Moussine-Pouchkine : 1 régiment de chevaliers-gardes et 3 régiments de cuirassiers. — 2<sup>e</sup> division de cavalerie : général-lieutenant Gourko : 1 régiment de grenadiers, 1 de lanciers, 1 de hussards et 1 de cosaques. — 3<sup>e</sup> division de cavalerie : 1 régiment de dragons, 1 de lanciers, 1 de hussards et 1 de cosaques. — Brigade d'artillerie à cheval : général-major Brevern : 5 batteries à cheval.

Dès le 15 août, la garde impériale commença à être transportée par les voies rapides sur le théâtre des opérations en Bulgarie.

Le 15<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup> corps d'armée reçurent la même destination.

Le 17<sup>e</sup> corps d'armée dut remplacer la garde dans ses garnisons des provinces de la Baltique.

Le 18<sup>e</sup> corps d'armée reçut l'ordre d'aller relever, sur les côtes de la mer Noire, les détachements qu'y avait laissés le 7<sup>e</sup>, afin de permettre à celui-ci de prendre part tout entier aux opérations actives.

Après l'achèvement de ces divers mouvements, l'armée russe devait donc être répartie de la façon suivante :

A l'intérieur : le corps des grenadiers, les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> corps d'armée ;

A l'armée de la Bulgarie : le corps de la garde impériale, les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> corps d'armée russe ; les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> corps d'armée roumains ;

A l'armée de la Dobrouitcha : les 7<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> corps d'armée ;

A l'armée du littoral de la mer Noire : les 10<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> corps d'armée ;

A l'armée du Caucase : la division des grenadiers du Caucase, les 4<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> divisions d'infanterie, la division des dragons du Caucase, la division mixte des cosaques du Caucase.



Les cosaques du Don des deuxième et troisième tours étaient respectivement attachés aux troupes de l'intérieur, aux armées de la Bulgarie, de la Dobrouitcha et du littoral. Les cosaques irréguliers du Kouban et du Térék étaient surtout affectés à l'armée du Caucase.

De son côté, le gouvernement de la Sublime-Porte ne resta point inactif. Il décréta la levée du dernier ban du mustahfiz ou de l'armée territoriale, c'est-à-dire de tous les hommes valides de 40 à 50 ans. Il espérait ainsi obtenir un renfort de 100,000 hommes environ. Après ce suprême appel, il ne lui restait plus d'autre ressource que de lever l'étendard de la révolte.

L'armée russe, après le premier échec qu'avait subi son aile droite à Plevna, se trouvait donc obligée de rester sur la défensive, en attendant que les renforts annoncés fussent entrés en ligne.

Voici quels étaient, à cette date, la répartition générale des troupes qui la composaient, l'emplacement de chacun de ses corps d'armée et les distances qui séparaient les positions occupées par ceux-ci.

L'extrême droite était formée par le 1<sup>er</sup> corps de l'armée roumaine, dont le prince Charles avait conservé le commandement, et qui, tout en opérant de concert avec les troupes russes, avait joui jusqu'alors d'une indépendance réelle; ce corps avait sa droite à Kalafat et sa gauche vers Islas<sup>1</sup>; il faisait face aux divers points fortifiés de Vidin, Acer-Palanka, Dzibra-Palanka et Rahova; son centre était appuyé à Bechet, en face de Rahova. On compte environ 120 kilomètres de Kalafat à Bechet et 80 de Bechet à Islas. La rive gauche du Danube ne se trouvait donc défendue, à l'aile droite de l'armée russe, que par une force de 30,000 hommes au maximum. Cet effectif était insuffisant pour s'opposer à une tentative de passage exécutée par les Turks. Il est vrai que ceux-ci étaient alors occupés devant Plevna, qu'ils ne paraissaient pas, du reste, avoir l'intention de prendre l'offensive et de passer en Roumanie, et que, enfin, s'ils eussent exécuté ce projet fort téméraire, vu l'incertitude de la décision qu'allait prendre la Serbie, leur pointe n'aurait nullement inquiété les communications de l'ennemi.

À la droite de l'armée de Bulgarie se trouvait le 2<sup>e</sup> corps de l'armée roumaine; il tenait les diverses positions d'Islas, de Turnu-Magurelle et de Flamunda, près du confluent de l'Olta; il avait, en outre, fourni un détachement pour former la garnison de Nikopoli;

---

<sup>1</sup> Nous avons définitivement adopté l'orthographe de la carte de Bulgarie, au 1/800,000, que vient d'éditer le Dépôt de la guerre.

mais il n'y avait pas de pont de bateaux entre cette place et la rive gauche du fleuve, en sorte que la situation des troupes qui la gardaient aurait pu être fortement compromise, si celles qui attaquaient Plevna avaient subi un grave échec.

La ligne de l'Osem, depuis Nikopoli jusqu'à Lovatz, en passant par Bulgareni, était au pouvoir des 4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> corps d'armée russes, respectivement commandés par les généraux Zotov, Krudener et Schakovskoï, et placés sous le commandement direct du grand-duc Nicolas, commandant en chef de toute l'armée. Il y a environ 40 kilomètres de Nikopoli à Bulgareni, 60 de Bulgareni à Lovatz, 50 de Nikopoli à Plevna, 40 de Plevna à Bulgareni ou à Lovatz. Ces trois corps d'armée, forts ensemble de 90,000 hommes environ au début des hostilités, faisaient face à l'ouest et au sud-ouest, et constituaient l'aile droite proprement dite de l'armée russe; cette aile était dispersée sur une étendue de 90 kilomètres environ.

Le centre de l'armée russe, composé du 8<sup>e</sup> corps, commandé par le général Radetzki, s'étendait de Selvi, par Tirnova, à Ilena, sur un front de 80 kilomètres environ, dont 40 de Selvi à Tirnova et 40 de Tirnova à Ilena.

En avant du centre, et jusqu'à Eski-Saara, c'est-à-dire jusqu'à une distance de 100 kilomètres environ de Tirnova, se trouvaient l'avant-garde de cavalerie commandée par le général Gourko, le corps des éclaireurs du général Skobelev et la légion bulgare placée sous les ordres du général Stoliétov.

La gauche de l'armée russe, à la tête de laquelle était le tzarevitch, et composée des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps, commandés par les généraux Vannovski et Hahn, tenait le cours supérieur de la Yantra, avait son centre à Bjela et appuyait sa gauche au Danube près de Pyrgos, sur un front de 100 kilomètres environ, dont 40 de Bjela à Pyrgos. Toutefois, le plateau qui s'étend entre les cours supérieurs de la Yantra et du Kara-Lom était assez faiblement occupé, car l'armée du tzarevitch tendait à se rapprocher de Rousdschouk, et, par conséquent, les ponts de Zimnitza à Sistova étaient faiblement couverts.

Si nous récapitulons les divers fronts occupés par les principales fractions de l'armée russe, et déduction faite du 1<sup>er</sup> corps roumain, nous voyons qu'une armée de 250,000 combattants au maximum était éparpillée sur un front total de 270 kilomètres environ. En outre, comme il y a à peu près 80 kilomètres de Tirnova à Sistova, la pointe du général Gourko était donc à 160 kilomètres de la base secondaire d'opérations. S'il y avait eu, à cette époque, un ou plusieurs ponts de Flamunda à Nikopoli, cette base aurait eu environ 50 kilomètres, distance qui existe entre Nikopoli et Sistova; mais il

n'y avait d'autres ponts que ceux de Sistova à Zimnitza ; la base d'opérations secondaire se réduisait donc à un point géographique.

De telles disproportions entre l'effectif des troupes et l'étendue du front qu'elles occupaient, entre les dimensions de la ligne d'opérations éventuelle et la base secondaire d'opérations, devaient avoir pour résultat immédiat le double inconvénient de ne disposer de forces suffisantes sur aucun point et de jeter partout l'inquiétude sur la sécurité des communications au moindre revers subi par l'une des parties de l'armée russe. Selon toute probabilité, les événements ultérieurs devaient prouver une fois de plus que le système en cordon, déjà condamné pour la guerre défensive, est au moins aussi défectueux dans les opérations offensives.

Enfin, à l'extrême gauche de l'armée russe se trouvait le corps du bas Danube, aux ordres du général Zimmermann, et composé du 14<sup>e</sup> corps d'armée ainsi que d'une partie du 7<sup>e</sup>. On compte près de 400 kilomètres entre le pont de Zimnitza-Sistova, par lequel avait passé l'armée de Bulgarie, et celui de Braïla-Matchin, sur lequel le corps du bas Danube avait traversé le fleuve. Si l'on observe que sur ce parcours se trouvaient les places de Roudschouk, Turtukaï et Silistrie, occupées par les Turks ; si l'on remarque que plus le corps du bas Danube pénétrait dans la Dobroudja, plus ses communications avec le gros des forces devenaient incertaines ; si l'on ajoute enfin que son flanc gauche pouvait être inquiété par un débarquement de troupes turques, alors que son flanc droit n'avait aucun appui sérieux, on est obligé de convenir que la situation faite à cette troupe était extrêmement dangereuse. Il faut cependant dire que toute la rive gauche du Danube, depuis Zimnitza jusqu'à Vilcovo, était occupée par des batteries et des postes roumains et russes établis à Slobosia et Gurgevo, en face de Roudschouk ; à Oltenitza, en face de Turtukaï ; à Kalarasi, en face de Silistrie ; à Feteshti, en face de Rassova et de Tchernavoda ; à Kioura, en face d'Hirschova ; à Braïla, Galatz, Reni, Ismaïl, Kilia et Vilcovo.

Voyons maintenant comment étaient réparties les principales masses de l'armée turque opposées aux troupes roumano-russes.

Osman-Pacha avait son corps d'armée étendu de Vidin à Plevna ; il n'occupait que faiblement, il est vrai, la place de Vidin, les postes fortifiés des confluent de l'Artscher, du Lom et de la Dzibritza, ainsi que les ouvrages de Rahova, et c'est à Plevna que se trouvait le gros de ses forces. Disposant de 60,000 hommes au plus, dont 10,000 faisaient partie de garnisons sédentaires, il tenait en échec, tant sur les bords du Danube que sur ceux du Vid, plus de

100,000 hommes de troupes ennemies. Il avait à résister aux attaques dirigées contre le front de sa position, aux mouvements tournants tentés contre son flanc droit pour couper ses communications avec Sophia, aux tentatives de passage du Danube faites par les Roumains en arrière de son flanc gauche, et enfin, le cas échéant, à redouter l'entrée des troupes serbes en ligne sur ses derrières. La situation était donc fort critique, et l'on ne saurait trop louer son énergique attitude dans les difficiles et périlleuses circonstances au milieu desquelles il se trouvait.

Contre l'avant-garde et contre le centre de l'armée russe opéraient le corps d'Andrinople, commandé par Réouf-Pacha, et le corps de Sophia, que Suleiman-Pacha avait récemment ramené du Montenegro. Ceux-ci se trouvaient au milieu d'une population hostile, et, du reste, presque entièrement soulevée, et ils avaient à reprendre sur l'ennemi les défilés au sud et au nord du cours supérieur de la Toundja, ainsi qu'à chercher à faire leur jonction, à gauche, avec Osman-Pacha, à droite, avec Mehemet-Ali-Pacha. Leurs effectifs pouvaient être ensemble de 50,000 à 60,000 hommes.

Ce dernier avait réuni le gros de ses forces entre Roudschouk et Choumla, soit environ 80,000 hommes, et il se dirigeait vers le sud-ouest, tant pour opérer sa liaison avec le corps des Balkans que pour marcher à la rencontre de l'armée du tzarevitch vers Bjela et Sistova. Il avait la supériorité numérique qui, à vrai dire, devait bientôt disparaître; mais il possédait, en outre, l'avantage de positions dominantes par rapport à l'adversaire.

Enfin, à l'aile droite de l'armée turque, Echref-Pacha, commandant le corps de Silistrie, se mettait en mesure, conjointement avec le corps égyptien de Varna, de recueillir le corps de la Dobrudja, qui battait en retraite sous les ordres d'Ali-Pacha, et de résister au corps russe du bas Danube.

Telle était la situation générale dans les derniers jours du mois de juillet, alors que la garde impériale russe, les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> corps se mettaient en marche, pour venir renforcer l'armée de Bulgarie, et que le 18<sup>e</sup> se disposait à relever le 10<sup>e</sup> qui devait à son tour quitter les côtes de la Bessarabie pour venir participer aux opérations actives.

Les événements allaient donc prendre plus d'importance et toutes les considérations devaient engager les deux états-majors généraux ennemis à les mener avec plus de rapidité. En effet, de nouvelles complications politiques pouvaient surgir d'un instant à l'autre au détriment de l'une ou l'autre nation, suivant que la balance de la fortune pencherait en faveur de l'une ou l'autre armée. En outre, l'état sanitaire laissait beaucoup à désirer, tant la chaleur était

grande et les fatigues pénibles : les ravitaillements se faisaient avec la plus grande difficulté, en sorte que les subsistances étaient souvent ou insuffisantes, ou de mauvaise qualité, ce qui augmentait encore le nombre des malades. Enfin on savait que fréquemment l'hiver vient très-vite dans ces contrées, et il était essentiel d'obtenir une position favorable pour reposer les troupes en attendant la reprise des hostilités.

Nous allons relater les opérations qui eurent lieu dans les derniers jours du mois de juillet, dans les mois d'août et de septembre, mais en ne nous attachant qu'aux faits principaux : il y eut, en effet, dans cette période, une très-grande quantité de petits engagements dont nous ne saurions tenir compte sans nuire à la clarté du récit. Nous commencerons par les événements dont les Balkans furent le théâtre ; nous étudierons ensuite les combats qui furent livrés par la droite de l'armée russe ; puis nous nous occuperons de la gauche de cette armée et enfin du corps du bas Danube.

La pointe hardie que le général Gourko avait faite à travers les Balkans avait eu les débuts les plus heureux. Il avait établi son quartier général à Eski-Saara, et, de là, ses patrouilles de cavalerie, guidées et soutenues par la légion bulgare, avaient rayonné dans les directions de Philippopoli, d'Hermanli, de Karabunar et d'Eni-Saara, c'est-à-dire dans tout le bassin moyen de la Maritza. Partout les Russes avaient été reçus en libérateurs au milieu de cette population qui avait été décimée après sa tentative d'insurrection en mai 1876. Tous les habitants valides de race bulgare et de religion grecque furent armés aux dépens des musulmans qui durent déposer leurs armes entre les mains du vainqueur. Il y eut de violentes représailles, aussi peu justifiables que les cruelles mesures de répression autorisées par le gouvernement turk l'année précédente. Jointes à la rapidité avec laquelle les éclaireurs de la cavalerie russe avaient pris pied dans la Bulgarie méridionale et se répandaient de tous côtés, elles jetèrent la panique parmi la population musulmane, dans les grandes villes surtout, qui furent bientôt désertes, particulièrement Philippopoli et Andrinople. Des milliers de familles, fuyant la campagne et les villes devant l'invasion ennemie, et emportant avec elles leurs biens les plus précieux, se dirigèrent, soit sur les côtes de la mer Egée, soit vers Constantinople. La sécurité de la capitale, déjà menacée par la présence d'un grand nombre d'Asiatiques fanatisés dans ses casernes ou dans les camps formés sous ses murs, se trouva encore dans une situation bien plus précaire. La surexcitation des musulmans fut portée à son comble contre les habitants de religion grecque ; beaucoup de familles appartenant à cette religion se hâtèrent à leur tour de quitter Constantinople. Les

échecs subis par les armées ottomanes, ou plutôt la faible résistance opposée jusqu'alors par elles, avaient exaspéré les uns, désespéré les autres; en outre, l'or devenait rare, le prix des vivres et des objets de première nécessité avait considérablement augmenté et la misère était grande. Toutes ces causes réunies avaient rendu le désordre extrême. Le gouvernement, s'attendant à voir tomber Andrinople entre les mains de l'ennemi, avait décidé que, si ce malheur se réalisait, le sultan déploierait l'étendard du prophète, déclarerait la guerre sainte et se retirerait à Brousse avec ses ministres. Une telle détermination n'aurait, sans doute, pas eu pour conséquence de donner un soldat de plus à la Sublime-Porte, car le peuple musulman semblait avoir poussé jusqu'à l'extrême ses efforts pour compléter son armée, mais elle contenait implicitement le droit à tout sectateur de l'islamisme d'employer tous les moyens à sa convenance ou en son pouvoir pour combattre l'ennemi.

Cependant le danger n'était pas, en réalité, tel qu'on pouvait le supposer à une distance assez grande du théâtre d'opérations. En fait, les troupes ennemies qui étaient dans le bassin de la Maritza ne devaient pas atteindre l'effectif de 20,000 hommes. Elles avaient été conduites avec hardiesse et rapidité, il est vrai; toutefois, elles ne pouvaient oser se porter en masse à une grande distance d'Eski-Saara, car elles n'avaient pas de munitions en quantité suffisante. Encore moins songeraient-elles à marcher sur Andrinople, qui se trouve à 80 kilomètres d'Eski-Saara et où elles devaient s'attendre à trouver une sérieuse résistance, tant de la part des habitants que des réserves qui s'y réunissaient alors. C'est à Réouf-Pacha, ministre de la marine, qu'avait été confiée la mission de former le corps d'Andrinople, en attendant que Suleiman-Pacha pût entrer en ligne avec les troupes qu'il ramenait du Montenegro. Réouf-Pacha avait assemblé à la hâte quelques bataillons épars de rédif et de mustahfiz; il avait fait élever quelques ouvrages de fortification passagère pour protéger la ville, et il n'avait pas hésité à porter en avant les troupes dont il disposait, au moment où Suleiman-Pacha débouchait dans le pays compris entre Sophia et Philippopoli.

Nous sommes à la date du 29 juillet. Les patrouilles du général Gourko se sont montrées sur le chemin de fer, entre Philippopoli et Hermanli; elles ont repoussé les avant-postes ennemis à Karabunar et à Eni-Saara, elles ont détruit une partie de la voie ferrée et coupé le télégraphe; mais cette avant-garde ne peut être soutenue par le gros des forces russes encore retenu au nord des Balkans, surtout depuis l'échec que la droite a subi à Plevna. Les troupes des généraux Gourko, Skobelev et Stolietov sont donc complètement isolées; les munitions et les vivres ne leur arrivent que



difficilement et par petites quantités, et si elles ne se retirent point vers la masse centrale, elles courent le risque d'en être coupées, sur leur droite, par Suleiman-Pacha qui marche vers Kazanlik, sur leur gauche, par Réouf-Pacha et les détachements de l'armée du quadrilatère bulgare qui peuvent atteindre Slivno.

C'est ce danger qui décide le général Gourko à battre en retraite sans avoir subi un de ces échecs sérieux qui obligent une troupe à céder le terrain à l'ennemi. Il ramène donc son avant-garde et le corps d'éclaireurs du général Skobelev vers les passes de Hainjkoi et de Tchipka, mais la légion bulgare commandée par le général Stolietov est momentanément séparée et abandonnée à son propre sort. Ce mouvement commence le 2 août et continue les jours suivants. Pour le protéger, les populations bulgares résistent aux Turks. Réouf-Pacha est obligé de donner l'assaut à Eski-Saara, dont un incendie dévore la plupart des maisons et dont les habitants paient chèrement les quelques jours d'indépendance que leur avait procurés la présence des Russes.

Les Turks suivent l'avant-garde russe à travers le Karadscha-Dagh, la vallée supérieure de la Toundja, et se préparent à forcer les défilés du Kodscha-Balkan. Mais le 8<sup>e</sup> corps d'armée russe, commandé par le général Radetzki, tient les extrémités septentrionales des passages; il y recueille l'avant-garde qui se retire, et dès lors s'engage sur les hauteurs une série de combats acharnés où les Russes résistent avec la plus grande énergie et où les Turks font preuve de la plus barbare cruauté; malgré leur récente adhésion à la convention de Genève, les blessés et les prisonniers qui tombent entre leurs mains ont après le combat le même sort que ceux que leurs projectiles ont mortellement frappés dans la lutte. Réouf-Pacha quitte son commandement provisoire pour reprendre ses attributions de ministre de la marine, et Suleiman-Pacha a le commandement en chef du corps des Balkans.

Les troupes du centre de l'armée russe et de l'avant-garde s'établissent dans les principaux passages qui conduisent de Tirnova dans la vallée supérieure de la Toundja; elles tiennent ainsi les défilés de Tchipka, de Tipouriska-Puliana, de Hainjkoi et de Tverdica, par lesquels passent les chemins qui unissent cette vallée au cours supérieur de la Yantra. Il leur faut absolument garder les sources de cette rivière, qui protège le flanc gauche de leur armée, et qui contient la ligne la plus directe par laquelle les Turks puissent marcher vers les ponts de Zimnitza-Sistova.

Suleiman-Pacha continue son mouvement vers le nord-est. Le 10 août, il atteint Karlowo et Kalefer. Les habitants de cette dernière localité lui résistèrent énergiquement: la ville fut presque complètement détruite et brûlée; beaucoup de Bulgares furent

massacrés. Bientôt il arriva au sud du col de Tchipka, et s'étant établi à Kazanlik, il chercha à enlever cette position aux Russes.

La passe de Tchipka mène de Gabrova à Kazanlik. Gabrova est une petite ville de 4,000 à 5,000 habitants, située à 40 kilomètres environ de Selvi ou de Tirnova, et à 20 kilomètres de Dranov ; les routes venant de ces trois villes se réunissent à Gabrova pour n'en plus former qu'une à travers le col de Tchipka. Gabrova est bâtie sur le cours de la Yantra, dont les eaux sont utilisées par une population bulgare qui s'occupe exclusivement de travaux industriels. Les habitants de cette ville ont manifesté de tout temps un grand amour de l'indépendance : aussi y a-t-on construit, sur une position dominante, une espèce de poste-caserne qui peut contenir un bataillon turk au maximum. Pour aller de Gabrova à Kazanlik, on passe d'abord la Yantra sur un pont, puis on rejoint la grande route empierrée qui vient de Tirnova et qui conduit de Rousdschouk à Philippopoli ; on suit alors cette route ; on franchit la Kozeritza, affluent de la Yantra, sur deux ponts successifs ; on passe entre des roches calcaires et blanchâtres qui resserrent la vallée des deux côtés, au point de se toucher presque au-dessus du chemin ; on traverse encore la Kozeritza sur deux autres ponts ; près du dernier est un han en mauvais état d'où part un sentier qui conduit à Seleno-Dervo et aboutit à Sofolar, près Kazanlik, par la gorge d'Akdèrè. On gravit alors la hauteur par une rampe très-roide jusqu'à la première karaoul ; la route a ensuite une inclinaison plus douce, puis remonte très-rapidement jusqu'à la beklemeh d'Orta, d'où l'on découvre tout le cours supérieur de la Yantra. La route passe alors près de ruines situées à une altitude de 1,200 mètres ; elle traverse des marnes schisteuses rougeâtres, en décrivant des lacets que jalonnent les poteaux télégraphiques. Elle arrive enfin au col de Tchipka proprement dit, d'où l'on aperçoit les vallons boisés qui entourent le cours supérieur de la Yantra vers le nord et la ravissante vallée de Kazanlik vers le sud ; le col est défendu par trois redoutes à peu près ruinées, qui sont construites sur les cimes voisines du plateau et qui dominent la route. A courte distance de la redoute méridionale, la route passe près de la beklemeh de Bach. Sa pente devient alors très-roide jusqu'au bourg de Tchipka, qui n'est qu'à 550 mètres environ d'altitude. C'est là que commencent ces immenses champs de roses qui constituent, par l'extraction de l'essence de la fleur, la principale richesse de cette région ; il y a environ 2,000 à 2,500 habitants bulgares à Tchipka, et tous sont exclusivement occupés à la culture des rosiers. La route passe ensuite à travers le village turk de Chaskoi, et atteint Kazanlik par une pente assez douce. Cette ville est à 320 mètres d'altitude ; sa population est de 21,000 âmes environ ; elle est construite

sur les bords de la Toundja, au milieu d'une magnifique et fertile vallée, que l'on considère comme l'une des plus productives de la Turquie d'Europe; la population bulgare y est du tiers environ plus considérable que la population musulmane. La distance de Gabrova à Kazanlik est de 40 kilomètres à vol d'oiseau; mais il faut environ douze heures de marche pour se rendre d'un point à l'autre; le bourg de Tchipka est aux deux tiers de la distance en partant de Gabrova. Après avoir atteint Kazanlik, la grande route venant de Rousdschouk se bifurque: à l'ouest, vers Sophia, par Kalefer et Slatitza; au sud-ouest, vers Philippopoli; au sud-est, vers Andrinople, par Eski-Saara et Karabunar; à l'est, vers Ilena ou Choumla. Gabrova et Kazanlik sont donc deux nœuds de communications très-importants opposés l'un à l'autre au nord et au sud du Kodscha-Balkan, et c'est cette considération stratégique qui explique l'acharnement avec lequel le col de Tchipka fut défendu par les Russes contre les attaques réitérées des Turks.

Suleiman-Pacha n'éprouva qu'une faible résistance dans la première partie de la passe, en remontant de Kazanlik; il occupa facilement Chaskoï et Tchipka; mais il fut arrêté quand il arriva devant le plateau où se trouvent les ruines des anciennes redoutes que les Russes avaient relevées, complétées, armées, et surtout celle de Saint-Nicolas, nom qu'ils avaient donné à la redoute qui se trouvait la plus rapprochée de l'attaque des Turks.

Les troupes du général Gourko s'étaient alors retirées et avaient fait place au 8<sup>e</sup> corps d'armée russe; ces troupes avaient subi les pertes suivantes dans leur pointe au sud des Balkans, du 14 juillet au 1<sup>er</sup> août:

10 officiers et 181 soldats tués;  
23 officiers et 710 soldats blessés;  
57 soldats disparus.

Quant à la légion bulgare, elle avait eu 600 soldats et 22 officiers mis hors de combat dans le même laps de temps.

Le général Radetzki fit prendre position à une partie de la 14<sup>e</sup> division dans le défilé de Tchipka, et le 53<sup>e</sup> régiment d'infanterie, de Volhynie, fut spécialement chargé de la défense de la redoute Saint-Nicolas.

Les attaques des Turks, en vue de forcer le passage, commencèrent vers le 21 août et se continuèrent pendant une semaine, depuis le matin jusqu'au soir, sur toute la ligne et avec une grande violence. Après des efforts prodigieux, les Turks parvinrent à s'établir sur les hauteurs d'Aikirdjebel, qui dominent à l'ouest les fortifications établies par les Russes dans le défilé. L'artillerie et la mousqueterie tonnèrent alors sans interruption, la nuit seule sépa-

rant les combattants. Le combat devint terrible; assaillants et défenseurs tour à tour, les Russes et les Turks ne semblaient nullement prendre garde aux nombreuses pertes qu'ils éprouvaient : remplaçant les colonnes repoussées par des troupes fraîches, ils renouvelaient sans cesse leurs assauts ou ils redoublaient de vigueur dans la défense. Enfin les troupes ennemies s'arrêtèrent le 27. Depuis six jours, elles luttaient sans relâche. Les Russes avaient conservé leurs positions, grâce à leur énergique résistance. Le général Dorojinski, qui commandait la 2<sup>e</sup> brigade de la 14<sup>e</sup> division, avait été tué au milieu de ses soldats. La direction de la défense avait été alors confiée uniquement au général Stolietov, sous le commandement du général Radetzki, chef du 8<sup>e</sup> corps d'armée. Quant aux Turks, ils se replièrent vers Tchipka et Chaskoï, sous les ordres des généraux Rasim-Pacha et Veiset-Pacha.

En réalité, les Turks avaient échoué dans leurs assauts répétés. Cet insuccès, joint au souvenir des représailles que les Bulgares avaient exercées sur les musulmans pendant la courte présence des Russes dans le bassin de la Maritza et aux résistances à main armée qu'ils rencontraient encore sur plusieurs points de la part de cette population, eut pour conséquence immédiate un retour aux nombreuses condamnations à mort telles qu'elles avaient déjà été pratiquées au mois de mai 1876. Leur exaspération les porta plus loin. Bientôt ils ne firent plus du tout de quartier aux prisonniers russes qui tombèrent en leur pouvoir, et ils achevèrent sans pitié les blessés ennemis qui avaient été abandonnés sur le champ de bataille. Ces cruautés furent constatées d'une manière officielle, et elles furent portées à la connaissance des gouvernements européens. L'Allemagne fut la première puissance à rappeler les règles de la convention de Genève à la Sublime-Porte, et bientôt elle fut appuyée par des observations identiques que présentèrent la plupart des autres États ayant adhéré à la convention. Les ministres du sultan promirent de faire droit à ces réclamations et de rappeler les généraux à la stricte exécution des principes contenus dans la convention. Mais pouvait-on espérer que cette promesse serait réalisée dans un pays où l'on voyait remis à la tête d'une troupe armée un chef militaire dont l'éloignement avait été annoncé à la suite des massacres de Bulgarie en mai 1876; où l'on mettait en liberté des hommes détenus pour crimes de droit commun, et même, disait-on, ceux qui avaient été compromis dans l'assassinat des consuls étrangers à Salonique, il y avait à peu près un an; surtout en tenant compte de ce que l'étendue colossale des efforts faits par la Russie prouvait clairement aux musulmans qu'il leur fallait vaincre ou quitter le territoire de l'Europe? Pouvait-on penser que des plaintes faites dans de telles conditions seraient suivies d'effet? Evidemment non, car

elles n'avaient déjà pas été écoutées, alors que la guerre n'était pas encore déclarée, et les principes humanitaires qui les dictaient étaient trop inconnus de la plupart des troupes turques pour exercer quelque influence sur des hommes entraînés par l'ardeur des combats et par des haines de race et de religion dont on n'a nulle idée chez les peuples civilisés.

Cette lutte fut nécessairement suivie d'une période de calme dans laquelle il n'y eut que de légères escarmouches ; les deux partis en présence étaient épuisés et avaient également besoin de se reposer ; du reste, les munitions commençaient à manquer et les ravitaillements allaient se faire attendre pendant quelque temps, d'autant plus que les pluies continuelles survenues depuis peu de jours rendaient les chemins moins praticables, et que les munitions devaient être amenées de distances considérables. Appuyé sur la position centrale de Kazanlik, Suleiman-Pacha mit à profit ce temps d'arrêt forcé pour éteindre toute tentative de résistance en Bulgarie et pour faire patrouiller : dans la direction de Selvi et de Lovatz, afin de se relier avec le corps de Vidin, qu'Osman-Pacha maintenait à Plevna ; dans la direction de Slivno, d'Ilena et de Kazan, pour faire sa jonction avec la gauche de l'armée placée dans le quadrilatère sous le commandement de Mehemet-Ali-Pacha. Il fut, du reste, obligé de demander des renforts pour pouvoir renouveler ses attaques, d'autant plus qu'il dut se dégarnir d'une partie de ses forces pour escorter les convois envoyés à Osman-Pacha, dont les troupes étaient, en quelque sorte, bloquées dans leur position de Plevna. Bientôt il étendit son aile gauche jusqu'au col de Trajan, menaçant ainsi la gauche de l'aile gauche de l'armée russe dans la direction de Selvi, et il porta son aile droite jusque devant Ilena, d'où elle pouvait prendre à revers la droite de l'aile droite de l'armée ennemie dans la direction de Tirnova. Son centre seul ne faisait pas de progrès.

Presque tout un mois se passa ainsi, pendant lequel les Russes et les Turks fortifièrent les positions respectives qu'ils occupaient dans le col de Tchipka ; ils armèrent de pièces de gros calibre les retranchements qu'ils avaient construits et ils choisirent les positions reconnues les plus favorables en vue d'une action plus décisive que ne l'avaient été les combats de la fin du mois d'août.

Dans la nuit du 21 au 22 septembre, les Turks prononcèrent une attaque générale contre les redoutes occupées par les Russes dans la passe de Tchipka. Ils ne purent surprendre leurs adversaires, et ils furent reçus par une fusillade générale qui les obligea à se retirer. Sans se décourager de ce premier échec, ils revinrent encore plusieurs fois à l'assaut, surtout contre le fort Saint-Nicolas. Après des efforts héroïques, ils parvinrent à prendre pied sur les rochers

qui en formaient les talus, et ils lancèrent des grenades à l'intérieur de l'ouvrage. Les Russes n'abandonnèrent cependant pas leur abri ; n'ayant plus de munitions sur quelques points, ils employèrent comme projectiles les pierres arrachées aux rochers, comme ils l'avaient déjà fait lors du dernier jour de combat au mois de septembre. Enfin, accablés de tous les côtés, les Turks lâchèrent pied, et la lutte fut arrêtée vers le milieu du jour ; elle avait été acharnée et sanglante, car le rapport de l'état-major général russe accusait 31 officiers et 1,000 hommes hors de combat dans cette seule affaire, et il ajoutait que les rochers un moment occupés par les Turks étaient couverts de cadavres ennemis.

Le plateau du col de Tchipka était donc resté au pouvoir des Russes dans les derniers jours du mois de septembre. Aucun des deux partis ne pouvait se servir du passage, puisque chacun d'eux en tenait respectivement une extrémité. La situation des Russes était, il est vrai, plus avantageuse que celle des Turks dans le défilé même, car les premiers occupaient une position dominante par rapport aux derniers ; mais ils ne pouvaient nullement en profiter tant que leur aile droite ne se serait pas solidement établie sur la ligne du Vid et leur aile gauche sur celle de la Yantra. Si Suleiman-Pacha eût pu s'emparer du passage de Tchipka, la position des deux ailes de l'armée russe aurait été, non point tout à fait compromise, mais cependant critique ; c'est pour ce motif qu'il s'acharna à l'attaquer. On se demandera peut-être pour quelle raison, ne pouvant le forcer de front, il ne chercha pas à le tourner. Il suffira, pour faire comprendre la cause qui l'amena à ne pas agir ainsi, de remarquer que les deux passages praticables les plus rapprochés de celui de Tchipka sont : celui de Trajan, à 60 kilomètres à l'ouest, et celui de Tverdica, à 50 kilomètres à l'est, et que ni l'un ni l'autre ne contiennent un chemin ni assez large ni assez praticable pour y faire marcher un corps d'armée avec tous ses convois. Suleiman-Pacha occupa, du reste, ces deux passes secondaires, mais seulement avec des détachements. Il est probable, en outre, que s'il avait engagé le gros de ses forces dans l'une ou l'autre malgré les difficultés de la marche, les Russes auraient pu descendre de leurs redoutes du col de Tchipka pour couper ses communications avec Osman-Pacha, s'il avait porté son corps d'armée vers le défilé de Tverdica, ou avec Mehemet-Ali-Pacha, s'il l'avait dirigé vers le col de Trajan. Telles sont, croyons-nous, les considérations qui le déterminèrent à conserver sa position centrale de Kazanlik. Malgré la bravoure de ses troupes, il avait échoué devant l'opiniâtre résistance des Russes. La mauvaise saison allait commencer. On signalait déjà la chute de la neige sur les sommets du Kodscha-Balkan dans les derniers jours du mois de septembre,



et il était probable que les deux troupes allaient rester longtemps l'une en face de l'autre à portée de canon.

Passons maintenant aux opérations de l'aile droite russe.

Nous avons relaté précédemment l'insuccès de sa première attaque sur Plevna et son mouvement de retraite jusque sur la ligne de l'Osem. Nous avons signalé les conséquences morales et matérielles, politiques et militaires, qu'avait eues ou que pouvait avoir cet échec. Continuons notre récit.

Dès l'occupation de Nikopoli par les Russes, il avait été décidé que cette ville serait gardée par une troupe roumaine. En effet, le 29 juillet, un régiment de la 4<sup>e</sup> division de l'armée de Roumanie vint s'établir à Nikopoli, et il devait être bientôt suivi par tous les autres régiments de cette division, dont le général Manu avait le commandement. Le moment est venu, croyons-nous, de donner quelques renseignements sur la part prise jusqu'ici par les troupes de la principauté aux opérations actives.

Concentrés avant la déclaration de la guerre, les Roumains, bien que ne constituant pas une forte armée permanente, eurent cependant assez d'habileté pour garder la rive gauche du Danube depuis le moment où les troupes russes franchirent le Pruth jusqu'au jour où elles arrivèrent sur les emplacements qui leur avaient été assignés entre le confluent de l'Olta et les bouches du fleuve. Pendant près d'un mois, ils restèrent presque seuls en présence des Turks, et ils leur imposèrent assez pour que ceux-ci n'aient pas osé franchir le Danube et porter la guerre en Roumanie. Ce danger pouvait cependant se réaliser, car il n'y a pas plus de 80 kilomètres entre Roudschouk et Bukarest, tandis qu'il y en a environ 300 entre Kichenev et la capitale de la Roumanie. Lorsque les corps d'armée russes eurent occupé les positions que comportait leur déploiement stratégique, les troupes roumaines se retirèrent en grande partie sur la rive droite de l'Olta, depuis le confluent de cette rivière jusqu'à Orsova; le gros de leurs forces était à Kalafat, en face de Vidin; leur quartier général à Craïova. Elles échangèrent de fréquentes canonnades avec les batteries ennemies, partout où elles le pouvaient, pendant que les Russes faisaient leurs préparatifs pour franchir le fleuve, et leur attitude fut telle que le généralissime ennemi ajouta foi à une tentative préalable ou simultanée exécutée par l'armée roumaine. Dès que le passage de l'armée de Bulgarie eut commencé entre Zimnitza et Sistova, les troupes roumaines appuyèrent à gauche, franchirent l'Olta et s'étendirent jusqu'à Turnu-Magurelle afin de rester en relation avec le gros des forces russes et de contribuer au bombardement de Nikopoli. Leurs batteries de position eurent une large part dans la capitulation de cette

place, où fut aussitôt posté un de leurs régiments. Actuellement, ils étaient appelés à participer aux opérations actives de l'armée russe, malgré l'opposition assez sérieuse que rencontrait cette éventualité dans une grande partie de la population roumaine, qui n'envisageait pas l'avenir sans appréhension et qui eût préféré voir assigner à son armée un rôle passif. Mais la fatalité des événements l'entraînait à son tour dans cette lutte contre ses anciens dominateurs.

Du reste, ce n'était pas sans difficulté que la participation de l'armée roumaine avait été consentie par l'état-major général russe, qui affectait une médiocre confiance dans une troupe ayant plus de ressemblance avec une milice qu'avec une armée permanente. Il faut ajouter cependant que cette milice était bien préparée, armée, équipée et suffisamment exercée; les cadres seuls lui faisaient défaut; mais la plupart des hommes qui la composaient avaient cet instinct guerrier et cette intelligence naturelle qui sont les caractères distinctifs des races latines et qui peuvent produire de grands et fructueux résultats. Quoi qu'il en soit, il avait été convenu que l'armée roumaine passerait en grande partie sur la rive droite du fleuve, sauf les détachements qu'elle laisserait à Kalafat, Bechet et Turnu-Magurelle, qu'elle formerait l'aile droite de l'armée alliée conjointement avec le 4<sup>e</sup> corps d'armée russe, dont le commandant en chef, le général Zotov, serait le lieutenant du prince Charles, investi du commandement supérieur de cette aile droite.

Le mouvement en avant des deux corps roumains commença immédiatement. Il est probable que l'on considérait comme nécessaire sur le théâtre des opérations leur présence, dont on avait semblé faire peu de cas jusqu'alors, car le passage s'effectua de Turnu-Magurelle à Nikopoli sur des radeaux remorqués par de petits bâtiments à vapeur. Ce procédé primitif avait dû être employé, les basses eaux de l'Olta n'ayant pas permis de faire arriver à temps voulu le matériel nécessaire à la construction d'un pont de bateaux. Il n'en est pas moins vrai que c'était placer de jeunes troupes dans une situation très-périlleuse au cas où, à la suite d'un nouvel échec des Russes devant Plevna, Osman-Pacha aurait hardiment marché avec son corps d'armée contre Nikopoli en descendant la rive gauche du Vid. Mais les circonstances étaient pressantes et ne laissaient pas le choix des moyens. Les renforts qui devaient venir au secours des Russes n'étaient pas encore sur le point d'arriver, et l'état-major général de l'armée de Bulgarie, voulant faire tomber Plevna le plus tôt possible, avait recours à tout ce dont il pouvait disposer. Le passage du Danube par les Roumains s'effectua donc à la hâte. A la date du 4 septembre, il était à peu près achevé,

et le prince Charles adressait à ses troupes un ordre du jour dans lequel nous remarquons les passages suivants :

« Si les Turks étaient vainqueurs, ils envahiraient la Roumanie, massacrant et ravageant tout. Pour échapper à ces sauvageries, nous devons combattre les Turks en Turquie. Le tzar croit, avec moi, que l'armée roumaine se distinguera à côté des Russes par sa bravoure et sa discipline.

« Le commandement supérieur des deux armées devant Plevna m'est confié. Cet honneur rejaillit sur le pays et sur vous.

« Soldats, vous reviendrez dans vos foyers délivrés par vous, applaudis par la nation entière. »

Aussitôt après le passage des troupes roumaines, on s'occupa de construire deux ponts de bateaux. Le premier devait s'appuyer à Korabia, sur la rive roumaine, à 25 kilomètres en avant de Nikopoli, et atteindre la rive bulgare en face de Besli. A ce dernier point, les premières troupes roumaines passées en Turquie avaient établi une tête de pont. On avait mis à profit deux bancs de sable ; celui qui était le plus rapproché de la rive roumaine était uni à cette rive par un pont de chevalets et uni à l'autre banc ainsi qu'à la rive bulgare par un pont de 120 pontons ; la longueur totale du passage était de 1,400 mètres. Le second pont allait de Turnu-Magurelle à Nikopoli et était composé de pontons, barques et radeaux. Ces deux ponts devaient être achevés vers le milieu de septembre.

L'armée roumano-russe allait ainsi disposer de sept ponts de bateaux pour assurer ses communications d'une rive à l'autre, savoir : le pont de Korabia-Besli et celui de Turnu-Nikopoli pour l'aile droite ; les quatre ponts de Zimnitsa-Sistova pour le centre ; enfin le pont de Malu-Pyrgos, à 20 kilomètres en amont de Rousdschouk.

La situation faite à l'armée roumaine jusqu'au jour où elle dut entrer en action étant connue, revenons à l'étude des opérations de l'aile droite de l'armée russe qui eurent lieu jusqu'au moment de cette participation.

Le 31 juillet, c'est-à-dire le surlendemain du jour où le général Manu s'établissait à Nikopoli avec une partie de la 4<sup>e</sup> division roumaine, les Russes tentaient un nouvel effort contre Plevna et Lovat.

A ce dernier endroit, la lutte ne fut ni longue ni sérieuse. Il n'en fut pas de même à Plevna.

Le combat commença dès la pointe du jour. Le général Schavkovski, commandant en chef du 11<sup>e</sup> corps d'armée, avait sous ses ordres une partie de son corps d'armée, ainsi que des 4<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> corps d'armée respectivement commandés par les généraux Zotov et Kru-dener. Les débuts de l'engagement furent favorables aux Russes. La

première position fut facilement occupée par les avant-postes ennemis. Les assaillants se présentèrent alors à découvert devant le front de la position principale, dont le centre était à Crivitza, et ils furent salués par une décharge générale de mousqueterie et d'artillerie à laquelle ils ne pouvaient riposter. Ils s'arrêtèrent quelques instants, mais l'hésitation fut de courte durée. Entraînés par leurs officiers, ils livrèrent un assaut furieux qui les porta jusque sur les abords de la position. Ils y furent tellement accablés par les projectiles qu'ils ne purent s'y maintenir; ils furent obligés de se retirer sous un feu des plus nourris qui fit les plus grands ravages dans leurs rangs. Les attaques tournantes échouèrent, ou du moins réussirent trop tard, et ceux qui les avaient exécutées succombèrent presque tous sous les coups des Turks. Les Russes cherchèrent à se reformer et à revenir à l'attaque, mais les munitions manquèrent, la retraite se fit alors en désordre, la poursuite des Turks étant rapide et énergique et la grande quantité de voitures qui se trouvaient en arrière obstruant l'unique voie de communication conduisant à Bulgareni sur l'Osem. A six heures du soir, le combat était terminé par une déroute complète des Russes. Ceux-ci s'arrêtèrent enfin, et ils purent entendre alors les cris de douleur des blessés et des prisonniers tombés aux mains de l'ennemi, et les vociférations des bachi-bouzouks qui achevaient tous ceux qui étaient encore vivants et mutilaient les morts. Les pertes furent énormes pour les Russes; on les évalue à 7,000 morts et à deux fois autant de blessés. Dans la nuit, une panique se produisit peu de temps après qu'ils s'étaient établis au bivouac, et ils furent obligés de se reporter encore plus loin de ce champ de carnage, théâtre de leur deuxième échec.

On sait que ces alarmes subites qui résultent de la démoralisation des troupes accablées par les revers, qui se produisent même souvent chez les troupes victorieuses, et auxquelles on donne le nom de paniques, ont lieu dans presque toutes les guerres : la plupart du temps, on ignore quelle a été leur origine. Celle que nous avons signalée plus haut était cependant presque justifiable; car, outre le coup que venaient de recevoir l'amour-propre et le moral des Russes et qui les portait naturellement à exagérer ou à créer des dangers, il faut reconnaître qu'ici les craintes n'étaient pas imaginaires. Les soldats irréguliers de la Turquie parcouraient, en effet, la campagne dans tous les sens en véritables partisans et n'hésitaient jamais à profiter des circonstances qui leur paraissaient favorables pour tenter quelque coup audacieux. C'est ainsi que, dans cette même nuit, et alors que l'échec subi par les Russes à Plevna ne pouvait déjà être connu à Nikopoli, quelques bachi-bouzouks étaient parvenus à s'introduire dans cette place, et avaient cherché à s'emparer des postes occupés par les Roumains. Il n'y avaient point réussi, mais

cette tentative prouvait que l'on pouvait tout redouter de la part de ces hommes audacieux, pour lesquels la guerre accompagnée du pillage et du massacre semble être un élément naturel.

La dernière attaque contre Plevna n'avait pas réussi. On pouvait comprendre jusqu'à un certain point l'insuccès de la première : la reconnaissance qui avait précédé celle-ci avait été mal faite, et l'on s'était présenté avec trop peu de monde à l'assaut d'une position formidable et où l'ennemi avait, en outre, la supériorité du nombre. Mais cette raison ne peut être alléguée pour expliquer le nouvel échec; on savait cette fois qu'Osman-Pacha avait établi la plus grande partie de son corps d'armée à Plevna, qu'il avait parfaitement choisi les positions à défendre et qu'il en avait considérablement accru la force défensive par de nombreux ouvrages de fortification passagère; on n'ignorait pas non plus que la résistance des Turks serait opiniâtre, que leur artillerie était excellente, que leur infanterie avait un armement bien supérieur à celui des Russes et qu'ils avaient quelques notions, ou, en tout cas, l'instinct du combat individuel, qui permet seul au fantassin de faire le meilleur usage de son feu. Il aurait donc été logique, après la première expérience déjà si chèrement acquise à Plevna même, de renoncer à une tactique qui n'était pas en rapport avec les conditions actuelles du combat. Sans doute, il était impossible de changer l'armement et d'imposer l'action en tirailleurs à une infanterie qui n'en avait que rarement fait l'essai pendant la paix. Toutefois, il était facile d'y consacrer dans chaque bataillon les hommes reconnus comme les plus aptes et d'y préparer d'autres pour remplacer les vides, de faire précéder les attaques par ces tirailleurs et de ne passer à l'assaut d'une position qu'après avoir solidement assuré la possession de celles dont on se serait emparé auparavant. Enfin, il devenait évident qu'il fallait renoncer à ces attaques faites uniquement de front et en masse, dans lesquelles chaque projectile ennemi met un homme hors de combat, pour recourir à des simulacres dirigés contre les flancs, à des mouvements tournants, dans le but de permettre, de seconder ou de déterminer l'attaque principale.

En un mot, pour tous ceux qui, malgré les enseignements des guerres de 1864, 1866 et 1870, conservaient encore une prédilection marquée à l'égard de l'action des masses et de l'emploi de la baïonnette, il devenait enfin évident que la prédominance du feu de la mousqueterie a fait disparaître l'usage de l'arme de main et que l'action en ordre dispersé est bien définitivement la caractéristique du combat de l'infanterie. Avant cette guerre, ni l'une ni l'autre des deux infanteries ennemies n'avaient été exercées d'une manière générale, uniforme et réglementaire, au combat individuel. Mais une partie de l'infanterie turque y avait une prédisposition naturelle qui

faisait absolument défaut à la plus grande partie de l'infanterie russe, et comme la première avait, en outre, une meilleure arme, il devait en résulter que le succès lui était presque assuré dans toutes les rencontres analogues à celle de Plevna.

Les Russes avaient reçu l'ordre de venir s'installer sur la rive droite de l'Osem, après avoir été repoussés dans leur deuxième attaque pour forcer la ligne du Vid. Cette détermination semblait supposer qu'Osman-Pacha allait peut-être profiter de son succès pour prononcer un retour offensif, soit contre Bulgareni dans la direction de Bjela, soit contre Nikopoli. Mais le commandant du corps de Vidin ne pouvait hasarder une aussi téméraire entreprise. Plusieurs raisons s'y opposaient. En premier lieu, la position de Plevna était très-importante sous le rapport stratégique et très-forte au point de vue tactique. Osman-Pacha n'avait donc aucun intérêt à l'abandonner pour courir les chances d'une bataille offensive dans laquelle ses troupes perdraient peut-être la supériorité morale et matérielle qu'elles avaient conservée jusque-là. Ensuite, les combats qu'il avait soutenus avaient épuisé ses approvisionnements, et comme il se ravitaillait déjà avec difficulté, cet inconvénient s'accroîtrait au fur et à mesure qu'il s'éloignerait de Vidin et de Sophia. Puis, ses relations avec Suleiman-Pacha n'étaient pas suffisamment assurées, en sorte que, s'il s'avancait, il pouvait venir donner contre le gros des forces ennemies sans être soutenu, et, selon toute probabilité, sans agir de concert avec l'armée de Mehemet-Ali-Pacha, dont l'éloignement était considérable, car on compte à peu près 140 kilomètres à vol d'oiseau de Plevna à Kazanlik et 220 de Plevna à Choumla. Enfin, Osman-Pacha savait que l'armée roumaine projetait de construire le pont de bateaux de Korabia-Besli sur le Danube, en arrière de son aile gauche, et que l'attitude de la Serbie permettait de supposer sa prochaine participation à la guerre. A tous ces motifs, on pourra opposer la possibilité qui s'offrait à lui d'atteindre soit Nikopoli, soit même les ponts de Zimnitsa-Sistova par une pointe hardie en poursuivant les troupes qu'il avait battues à Plevna le 31. Cette tentative aurait peut-être pu réussir, s'il n'y avait pas eu les obstacles que nous venons d'énumérer, et le résultat en eût été terrible pour l'armée ennemie. Mais, si elle avait échoué, comme il était probable, elle faisait perdre à Osman-Pacha tout le gain de ses deux victoires. Il préféra ou il fut peut-être forcé de ne point risquer une aussi hasardeuse entreprise.

Les conséquences du deuxième échec des Russes devant Plevna furent considérables à tous les points de vue, d'autant plus qu'il coïncidait avec le commencement de la retraite du général Gourko à travers les Balkans. Toutefois, on s'exagéra généralement, même dans le monde militaire, les résultats de ces deux faits. Relative-





ment au premier, nous venons de dire qu'Osman-Pacha ne pouvait, à notre avis, quitter sa position de Plevna ; il fallait donc simplement que les Russes revinssent l'y assaillir encore et le plus tôt possible, en adoptant un autre système d'attaque. Quant au second fait, il devait fatalement arriver tôt ou tard. Le général Gourko, en faisant sa pointe au sud des Balkans, n'avait évidemment pas prétendu s'y maintenir seul, ni entraîner prématurément le gros des forces russes à sa suite. Il n'avait, en réalité, qu'exécuté un de ces actes hardis qui sont du domaine de tout commandant d'avant-garde entreprenant : il avait jeté la terreur dans les populations musulmanes, détruit des chemins de fer, coupé des télégraphes, patrouillé en arrière des troupes ennemies ; toutes ces opérations étaient dans son rôle, comme Napoléon I<sup>er</sup> l'a dit depuis longtemps à propos du général Stengel ; malheureusement, il avait soulevé les Bulgares, qui maintenant retombaient sous le joug et sous la vengeance de leurs dominateurs.

La campagne ne pouvait donc être nullement compromise, au point de vue des intérêts russes, par ces deux incidents, dont un seul était, du reste, fâcheux. On crut généralement, hors de la Russie et de la Turquie, qu'ils allaient probablement amener des propositions pacifiques. Ce fut une grande erreur. Les Turks devaient trouver dans leurs succès une nouvelle ardeur à la résistance et l'espoir d'une issue favorable à la lutte qu'ils étaient obligés de soutenir. Quant aux Russes, ils ne pouvaient, après avoir déclaré la guerre et facilement envahi une partie du territoire ennemi, renoncer à la lutte parce qu'ils avaient subi des revers. De part et d'autre, on prit donc les mesures nécessaires pour faire face aux éventualités ultérieures. La question financière était la plus embarrassante pour les deux adversaires. Ils émirent de nouveaux emprunts. Tout faisait donc présager dans les premiers jours du mois d'août que la guerre engagée sur les bords du Danube allait atteindre bientôt des proportions colossales, en rapport avec le but poursuivi par les deux partis, l'un voulant conserver les territoires dont il était possesseur, l'autre prétendant parvenir à diminuer et à régler l'omnipotence du premier conformément à ses intérêts et à ses aspirations.

Sur le théâtre des opérations même, on revint bientôt à une plus exacte appréciation de l'état respectif des deux armées. L'état-major général russe comprit que le corps de Vidin ne songeait nullement à quitter sa position de Plevna. L'ordre primitivement donné de retirer l'aile droite sur la rive droite de l'Osem fut contremandé, et l'on reporta le gros des forces à l'ouest de Bulgareni, sur la grande route de Roudschouk à Sophia, face à Crivitza et à Plevna. Des pluies abondantes survinrent alors et ralentirent considérablement

la rapidité des mouvements et la facilité des ravitaillements, à partir du 10 août et pendant quelques jours. Les troupes en position n'en continuèrent pas moins à combattre, et les batteries de Kalafat échangèrent de fréquentes canonnades avec celles de Vidin, en même temps que les batteries de Bechet avec celles de Rahova ; elles eurent pour résultat d'inquiéter Osman-Pacha en arrière de son flanc gauche. Plusieurs fois déjà, les Roumains avaient fait des incursions sur la rive ennemie, et, du reste, à cette époque, ils travaillaient à la tête du pont de Besli, en vue de la prochaine construction du pont de bateaux qui devait être établi entre cette bourgade bulgare et la petite ville de Korabia. Le commandant en chef du corps de Vidin n'ignorait pas que les expéditions des Roumains avaient toujours été favorablement accueillies par les populations bulgares, qui voyaient en eux les alliés de leurs libérateurs.

Malgré ses succès, le corps d'Osman-Pacha se trouvait donc à Plevna dans une situation qui laissait beaucoup à désirer. Bientôt il pouvait craindre de voir ses communications avec Vidin complètement coupées. En outre, la 4<sup>e</sup> division de cavalerie russe, commandée par le général Krilov, fut détachée, vers le 15 août, dans la direction de l'Etropol-Balkan, pour chercher à intercepter les relations du corps de Plevna avec Sofia par Reberkivo et Orchanié. Le général turk allait donc peut-être être investi dans sa formidable position absolument comme dans une place forte ; il se rendit compte du danger qu'il courait, et il envoya une colonne volante, sous les ordres d'Hafiz-Pacha, dans la direction de Selvi, pour assurer sa jonction avec l'aile gauche du corps des Balkans. En outre, quelques simulacres de passage furent faits par les Turks, particulièrement de Vidin à Kalafat, dans le but d'inquiéter les Roumains sur leur flanc droit et sur leur ligne de retraite.

Le 20 août, l'aile droite de l'armée russe s'était réorganisée, avait été renforcée, et elle se portait de nouveau vers l'ouest, mais avec beaucoup de prudence, prenant pour objectifs Plevna et Lovatz ; la forme de son front était celle d'un arc de cercle concave cherchant à déborder la position du corps d'Osman-Pacha par les deux ailes. Celui-ci se rendit facilement compte du danger que lui faisait courir cet enveloppement tactique.

Le 30 et le 31, le général turk fit exécuter deux retours offensifs dans les directions de Bulgareni et de Lovatz. Il repoussa les avant-gardes russes en leur infligeant des pertes sérieuses, mais il ne put parvenir à rompre le cercle qui cherchait à l'ensermer.

Le 2 septembre, le général Skobelev avait suivi les reconnaissances turques dans leur mouvement de retraite sur leur position centrale. Il fut alors soutenu par une partie du 15<sup>e</sup> corps d'armée russe, qui venait

d'arriver sur le théâtre des opérations. Ayant la supériorité numérique, il en profita pour attaquer l'ennemi dans sa position de Lovatz, et il enleva immédiatement deux hauteurs à proximité de cette localité. La ville de Lovatz, ou Lovtcha, a une population de 8,000 à 12,000 âmes, dont la majorité est musulmane. Elle est bâtie sur les deux rives de l'Osem, au milieu d'un amphithéâtre de collines qui a environ 1,500 mètres de diamètre entre les pieds de celles-ci, et 16,000 mètres entre leurs crêtes. Les points les plus élevés de ces hauteurs sont à 200 mètres au-dessus de la vallée au fond de laquelle coule la rivière, et l'accès en est assez facile, car les pentes sont peu roides. Un mamelon isolé, appelé mont Rous, domine la ville à l'ouest; sur une autre élévation, les Turks avaient construit une redoute commandant la route qui vient de Plevna. On sait que cette voie de communication, en assez bon état, passe par Lovatz, traverse les hauteurs par le col de Trajan, et va directement à Philippopoli. La possession de Lovatz était donc fort importante; entre les mains des Turks, cette position menaçait les troupes russes de Tirnova; entre les mains des Russes, elle empêchait tout ravitaillement du corps d'Osman-Pacha par Philippopoli.

Le 3 septembre, le général Skobelev fit commencer une attaque générale. Les batteries turques étaient établies sur les deux hauteurs signalées plus haut et qui forment la clef de la position à l'est et à l'ouest de Lovatz. Les tirailleurs turks étaient disposés dans des tranchées-abris et derrière les parapets des redoutes, ayant vue sur toutes les directions par lesquelles pouvaient venir les assaillants. L'artillerie russe fut mise en batterie sur les deux élévations dont on s'était emparé la veille, et elle ouvrit immédiatement son feu. Après trois heures de canonnade, l'infanterie russe, précédée de tirailleurs, prononça une attaque contre la ligne ennemie; celle-ci recula peu à peu; les positions furent successivement enlevées; vers midi, le mont Rous tomba aux mains des Russes. Ceux-ci dirigèrent alors le feu convergent de toutes leurs pièces vers la redoute située sur la route de Plevna. Après deux heures de la plus violente canonnade, l'assaut fut donné à cette forte position; les Turks résistèrent énergiquement; mais accablés par le nombre et n'ayant presque plus de munitions, ils se retirèrent en bon ordre dans la direction de Plevna.

Le 4 et le 5, Osman-Pacha, se rendant bien compte de la perte de la position de Lovatz, essaya de reprendre cette ville; mais les Russes s'y étaient fortement établis.

Le commandant du corps de Vidin allait, du reste, être attaqué avec une grande vigueur dans le camp retranché qu'il avait élevé autour de Plevna. A cette date, en effet, l'armée roumaine était presque entièrement passée en Bulgarie. Les renforts demandés par le grand-

duc Nicolas commençaient à arriver. Déjà la plus grande partie des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> corps d'armée russes avait rejoint l'armée d'opérations. La garde impériale avait commencé son mouvement vers le 15 août; elle devait être transportée par le chemin de fer de Saint-Pétersbourg à Moscou et par celui de Saint-Pétersbourg à Varsovie jusqu'en Roumanie, et marcher ensuite par étapes vers le théâtre des opérations. On annonçait le passage de ses têtes de colonnes à Bucharest, et bientôt elle allait donc être à son tour prête à combattre.

Le 5 septembre, les forces roumano-russes réunies devant Plevna, sous le commandement supérieur du prince Charles, comprenaient :

Le 4<sup>e</sup> corps d'armée, général Zotov;

Le 9<sup>e</sup> corps d'armée, général Krudener;

2 brigades des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions, faisant partie du 15<sup>e</sup> corps d'armée;

Une partie du corps des éclaireurs du général Skobelev;

Le 2<sup>e</sup> corps d'armée roumain, général Radovici : 3<sup>e</sup> division, général Manu, et 4<sup>e</sup>, général Angelesco.

Cet ensemble pouvait être évalué à près de 80,000 combattants d'infanterie, à cause des pertes nombreuses déjà subies par les 4<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> corps d'armée, et était appuyé par plus de 300 pièces d'artillerie, dont quelques-unes de gros calibre.

L'attaque générale de Plevna commença le 5 septembre, et elle prit tout de suite l'apparence d'un siège ou d'un bombardement plutôt que celle d'une bataille. Les Roumains occupaient l'extrême droite de la ligne vers Pallas; à leur gauche était le 9<sup>e</sup> corps; à la gauche de celui-ci était le 4<sup>e</sup> corps, puis le 15<sup>e</sup>, et le 11<sup>e</sup> était à l'extrême gauche, vers Bogot, donnant la main à la brigade qui attaquait Lovatz. Le quartier général du prince Charles était à Poradin.

Le 7, le bombardement devint général. Les batteries turques répondirent coup pour coup aux pièces de l'artillerie russe au commencement de cette canonnade à longue portée; puis leur feu se ralentit; il était évident que les défenseurs ménageaient leurs munitions. La lutte se poursuivit dès lors avec la plus grande opiniâtreté.

Le 8, la 4<sup>e</sup> division roumaine, sous les ordres du général Angelesco, qui avait pris la place du général Manu à Nikopoli depuis les premiers jours du mois d'août, se porta résolument à l'assaut de la première redoute élevée par les Turks près de Crivitza; des échelles furent dressées, et les Roumains enlevèrent le retranchement avec un élan fort remarquable pour des troupes aussi jeunes. Leur mouvement fut secondé par une attaque générale de l'aile gauche, qui, déjà maîtresse de la route de Plevna à Lovatz, s'avança jusqu'à

portée de canon de la redoute turque élevée sur la route de Plevna à Sophia, au sud-ouest de la position occupée par Osman-Pacha. Mais les Russes furent obligés de s'arrêter de ce côté. Quant aux Roumains qui s'étaient jetés dans la première redoute de Crivitza, ils s'y trouvaient dans une position fort critique, car les projectiles de la deuxième redoute labouraient sans cesse le terre-plein de celle qu'ils avaient prise.

Une fois ce premier succès obtenu, les troupes assaillantes se fortifièrent à leur tour dans les positions qu'elles avaient conquises, afin d'en faire un point d'appui solide pour les attaques ultérieures. Les deux troupes ennemies se reposèrent pendant que la lutte d'artillerie continuait.

Le 14, l'aile gauche de l'attaque prononça un nouveau mouvement offensif au sud de Plevna, toujours dans le but de chercher à atteindre la route de Sophia. Le général Skobelev avait le commandement des troupes chargées de l'effort principal. Les Turks se portèrent à sa rencontre; il les repoussa, les poursuivit et lança ses bataillons à l'assaut. Malgré des efforts prodigieux, malgré le renfort de troupes fraîches, les Russes ne purent parvenir à gagner du terrain sur leur gauche. Les Roumains n'avaient pas été plus heureux dans leur diversion contre la seconde redoute de Crivitza. Mais, entre les deux ailes, une brigade réussit à prendre quelques retranchements et à s'y maintenir. Ce succès partiel ne pouvait avoir de résultats sérieux que si les tentatives faites à la droite et à la gauche avaient également abouti. En résumé, cette journée fut mauvaise pour les Russes. La précipitation des attaques, moins grande pourtant que dans les combats du 20 et du 30 juillet, avait encore entraîné les assaillants devant des obstacles naturels et artificiels trop forts et trop vigoureusement défendus pour être rapidement enlevés. Définitivement, il fallait renoncer au système suivi jusqu'alors, car il n'en était résulté que des échecs et des pertes considérables, et il était urgent d'adopter la méthode de l'attaque pied à pied, par les cheminements à la sape et à la mine.

Le bombardement de Plevna se soutint le 13 et le 14, et une partie de la ville fut incendiée. La lutte continua alors comme dans l'attaque en règle d'une place forte. Des tranchées furent exécutées, des sorties eurent lieu. Le 18, les Roumains et la 1<sup>re</sup> brigade de la 5<sup>e</sup> division, appartenant au 9<sup>e</sup> corps, enlevèrent une autre redoute turque près de Crivitza. Mais les progrès étaient lents; jusqu'ici les Russes n'avaient, en réalité, pris pied que sur les abords de la position. Les défenses en arrière étaient formidables; on songea alors à solliciter le concours du général Totleben, l'illustre défenseur de Sébastopol, et à lui demander la véritable direction des attaques à adopter pour faire tomber enfin cette ville ouverte devant laquelle

Osman-Pacha tenait en échec toute l'aile droite de l'armée alliée depuis deux mois.

La situation des troupes turques établies à Plevna était cependant fort critique. Elles se ravitaillaient difficilement. Leurs relations avec Vidin étaient presque tout à fait interrompues, car les Roumains appartenant au 1<sup>er</sup> corps d'armée, et qui gardaient la rive gauche du fleuve entre Kalafat et Flamunda, faisaient de fréquentes incursions sur la rive droite, et s'étaient même établis en partie sur quelques points de celle-ci. Or, les vivres et les munitions commençaient à manquer à Plevna. Pour remédier aux dangers que présentait l'isolement presque absolu d'Osman-Pacha, un corps d'armée fut organisé à Sophia; des troupes turques furent extraites, en outre, des provinces de Thessalie et d'Épire et envoyées à Nissa, tant dans le but de soutenir celles qui étaient à Plevna que pour faire face à l'éventualité d'une déclaration de guerre par la Serbie. Chefket-Pacha reçut le commandement du corps de Sophia, et il prit immédiatement une forte position dans l'Étropol-Balkan, près d'Orchanié, au col d'Étropol et à cheval sur la grande route qui va de Sophia à Rousdschouk en passant par Plevna.

Tout en continuant à travailler aux tranchées devant cette ville, l'armée russe devait chercher à compléter l'investissement des troupes turques qui la défendaient. C'était peut-être même pour elle le moyen le plus prompt d'arriver à son but. Elle n'y était pas encore parvenue le 22, car un convoi expédié par Chefket-Pacha et placé sous les ordres d'Iffzi-Pacha put arriver ce jour-là jusqu'à Plevna. Il apporta au corps d'Osman-Pacha des munitions et des vivres dont il avait le plus grand besoin, ainsi qu'un renfort en hommes destiné à combler les vides faits par les combats précédents dans les rangs de cette troupe.

Vers le 24, le mauvais temps vint ralentir les opérations.

A cette date, les pertes subies par les Russes devant Plevna étaient évaluées à :

9,700 blessés, dont 239 officiers ;

3,000 tués, dont 60 officiers.

Quant aux Roumains, ils avaient un total de 60 officiers et 3,000 hommes hors de combat.

Les pertes des Turks n'étaient pas connues, mais elles devaient être moins considérables que celles de leurs adversaires, car ils avaient presque toujours combattu à l'abri de leurs retranchements.

On voit que les combats livrés devant Plevna avaient été sanglants. Il convient d'ajouter qu'ici, comme dans les Balkans, les bachi-bouzouks ne faisaient aucun quartier aux blessés et aux prisonniers tom-



bés entre leurs mains. Les atrocités qu'ils commirent furent épouvantables : ils allèrent même jusqu'à repousser à coups de fusil le personnel des ambulances qui venait relever les blessés sur le champ de bataille et jusqu'à refuser à leurs ennemis d'ensevelir les cadavres des morts. Nous avons déjà dit, à propos de forfaits semblables commis dans les combats de Tchipka, que les puissances européennes avaient fortement insisté auprès de la Sublime-Porte pour qu'elle exigeât formellement de ses troupes le respect des principes de la convention de Genève.

A la fin du mois de septembre, l'aile droite de l'armée russe n'avait donc pu gagner encore la ligne du Vid : elle appuyait son flanc droit à Nikopoli, son flanc gauche s'étendait jusqu'à Lovatz et était par Selvi en communication avec le centre de l'armée qui tenait Gabrova, le col de Tchipka et Tirnova. Mais, devant le centre de cette droite, la position de Plevna n'avait encore pu être enlevée aux Turks. On ne saurait trop louer l'habileté et l'énergie avec lesquelles Osman-Pacha s'y était maintenu depuis deux mois, malgré les efforts réitérés de ses adversaires. Il avait rendu un immense service à l'armée ottomane : il avait permis à Suleiman-Pacha d'arriver à temps pour reprendre la vallée supérieure de la Toundja ; il avait inquiété les Russes sur leur flanc droit, au point que leur aile gauche avait ralenti son mouvement en avant et que Mehemet-Ali-Pacha avait ainsi eu le temps de réorganiser son armée ; enfin, en restant à Plevna, il empêchait l'armée russe de marcher sur Sophia par la dépression de l'Etropol-Balkan et de tourner ainsi le Kodscha-Balkan par son extrémité occidentale.

Les événements survenus à l'aile gauche de l'armée russe, depuis le passage du Danube, avaient moins d'importance que les précédents.

Le tzarevitch commandait, de ce côté, une armée composée des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> corps d'armée, ayant respectivement pour chefs les généraux Vannovski et Hahn, ainsi que d'une partie des 7<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> corps d'armée. Dès le milieu du mois de juillet, cette aile gauche était maîtresse du pont de Bjela et de la partie inférieure du cours de la Yantra. Elle devait marcher dans la direction de Rousdschouck et d'Osman-Bazar.

Mais, avant d'entreprendre le récit des opérations de l'armée du tzarevitch pendant les mois d'août et de septembre, il est indispensable de donner quelques renseignements géographiques destinés à éviter toute confusion. Nous avons déjà dit qu'il y a à l'extrémité occidentale de la Bulgarie un petit cours d'eau tributaire du Danube, qui s'appelle le Lom et qui a son confluent dans le fleuve près du château-fort de Lom-Palanka, entre Vidin et Rahova. Or, à l'extré-

mité orientale de cette même province, il existe une autre rivière désignée de la même façon et qui se déverse également dans le Danube. Le confluent de celle-ci est à Rousdschouk. Elle est formée de deux branches qui se réunissent à 20 kilomètres environ au sud de cette place forte. La branche occidentale a sa source un peu au nord d'Osman-Bazar et est connue sous le nom de Kara-Lom ou Lom noir ; la branche orientale passe à Rasgrad et est connue sous la dénomination de Ak-Lom ou Lom blanc. C'est par ces deux appellations que nous les désignerons dorénavant.

Nous avons indiqué précédemment quelle était la répartition générale des troupes qui formaient la principale armée turque, dite armée du quadrilatère, placée sous les ordres directs d'Abdul-Kérim-Pacha, général en chef de toutes les forces ottomanes en Turquie d'Europe. Celui-ci avait été dépossédé de son commandement après le passage du Danube par les Russes, et il avait été remplacé par Mehemet-Ali-Pacha.

Le nouveau général en chef prescrivit un nouvel ordre de bataille qui, déduction faite des troupes laissées dans les garnisons, c'est-à-dire à Silistrie, Varna, Choumla et Rousdschouk, partageait les troupes de campagne en trois corps d'armée principaux, savoir :

*Corps de Rasgrad.* — Muchir, ou maréchal, Achmed-Eyoub-Pacha. — 3 divisions commandées par les feriks, ou généraux de division, Fuad-Pacha, Aziz-Pacha, Nedjib-Pacha. — Troupes irrégulières de Hassan-Pacha, Mehemet-Bey, Emin-Pacha. — 57 bataillons, 42 escadrons, 14 batteries.

*Corps d'Eski-Djoumaja.* — Prince d'Egypte, Hassan-Pacha. — 3 divisions commandées par les feriks Ismail-Pacha, Sall-Pacha, Selim-Pacha. — Troupes irrégulières de Baker-Pacha, Ibrahim-Pacha et Mustapha-Pacha. — 68 bataillons, 12 escadrons, 14 batteries.

*Corps de Silistrie.* — Ferik, Echref-Pacha. — 2 divisions commandées par les feriks Selami-Pacha et Hassan-Pacha. — 34 bataillons, 6 escadrons, 9 batteries.

L'armée du tzarevitch quitta les bords de la Yantra dans les derniers jours du mois de juillet pour se porter vers la rive gauche du Kara-Lom. Elle appuya sa gauche au Danube, et elle atteignit bientôt Pyrgos, où, comme nous l'avons déjà dit, fut établi un pont qui s'étendit jusqu'à Malu-de-Jos et qui assura les communications de l'aile gauche russe avec la rive roumaine. En même temps, les batteries de position établies à Slobozia et à Gurgevo recommencèrent le bombardement de Rousdschouk, dont la garnison riposta. Quant à l'aile droite de l'armée du tzarevitch, elle se porta vers le sud-

est, dans la direction d'Osman-Bazar. Des escarmouches eurent lieu chaque jour entre les avant-postes des deux partis, mais le mouvement offensif des Russes n'en fut pas moins continué sans éprouver au début une grande résistance. A cette époque, en effet, Mehemet-Ali ne savait encore si Suleiman-Pacha arriverait à temps pour organiser la défense des Balkans ; la pointe du général Gourko avait porté l'avant-garde ennemie en arrière de son flanc gauche ; il ne pouvait donc imprudemment sortir des fortes positions qu'il occupait dans le quadrilatère. Du reste, l'état-major général turk ignorait quelle direction avait prise le gros des forces ennemies, et il lui fallait, en outre, un certain temps pour réparer les mauvaises dispositions adoptées par l'ancien général en chef.

Dès le 26 juillet, les deux armées se trouvèrent en présence ; la droite russe livra près de Kesrova, sur un affluent de droite de la Yantra, à peu près à mi-chemin entre Tirnova et Osman-Bazar, un combat qui n'eut aucun résultat précis ; il en fut de même au centre, dans un engagement près de Rasgrad, où le ferik Aziz-Pacha fut tué ; enfin la gauche ne put parvenir à s'emparer des hauteurs qui permettent d'obtenir un feu plongeant sur le fort de Levant-Tabia, considéré comme la clef de Rousdschouk dans l'état actuel des fortifications de cette place. Néanmoins un parti de cosaques avait atteint et détruit une partie de la voie ferrée entre Rousdschouk et Rasgrad.

Mehemet-Ali-Pacha porta alors son aile gauche en avant, dans la direction d'Eski-Djoumaja, tant pour chercher à rétablir ses communications avec Suleiman-Pacha, qui pénétrait alors dans la vallée de la Toundja, que pour menacer celles du tzarevitch par le cours supérieur des affluents de droite de la Yantra. Il fit en même temps exécuter des travaux défensifs à Rasgrad, où il projetait la construction d'un camp retranché, et il prescrivit aux batteries de Turtukaï et de Silistrie d'ouvrir le feu contre les batteries ennemies d'Olténitza et de Kalarasi pour inquiéter l'ennemi en lui faisant croire à une tentative de passage sur la rive gauche. Des renforts furent envoyés à Turtukaï. Trois monitors vinrent s'emboîser près de cette ville et tirèrent sur Olténitza, mais l'un d'eux fut presque immédiatement coulé.

Les premiers jours du mois d'août se passèrent en escarmouches sur la ligne du Kara-Lom. Les événements de ce côté ne pouvaient avoir une grande importance, tant que la situation ne se serait pas modifiée dans les Balkans et sur la ligne du Vid, à moins cependant que Mehemet-Ali-Pacha n'eût pris vigoureusement l'offensive ; mais il ne crut pas devoir ou ne put pas le faire. Du reste, les pluies tombèrent bientôt en abondance et vinrent augmenter les difficultés de ravitaillement, qui se manifestaient pour l'armée du quadrilatère

absolument comme pour toutes les autres parties des troupes belligérantes.

Le 12 août, la division de Selim-Pacha, du corps de Djoumaja, exécutait une reconnaissance jusqu'en vue du village de Kesrova, à 30 kilomètres à l'est de Tirnova. Mais déjà le quartier général russe n'était plus dans cette ville; il avait été reculé jusqu'à Gornji-Studen, à mi-chemin entre Bulgareni et Bjela. La pointe faite par Selim-Pacha avait cependant un double résultat assez important. D'abord elle assurait au corps de Djoumaja la possession des débouchés de tous les défilés d'Ilena; ensuite, elle forçait à reculer le centre de l'administration nouvelle de la Bulgarie, qui avait été établi à Tirnova, l'antique capitale de cette province. Le gouvernement russe avait divisé en sandjaks tout le territoire bulgare que ses armées occupaient entre la Yantra et le Vid; il avait placé à la tête de ces cercles politiques des administrateurs russes ou bulgares; il avait aboli le bedel, c'est-à-dire l'impôt payé par les chrétiens en échange du service militaire, pour lequel les musulmans les jugent inaptes et indignes; il avait favorisé des levées de volontaires; il avait introduit l'usage de la langue officielle russe; en un mot, il traitait déjà la Bulgarie à la fois comme un pays allié et comme une terre conquise.

Le 13, le combat d'artillerie se continua avec violence entre Gurgevo et Rousdschouk.

Le 16, la garnison de Rousdschouk fit une première sortie contre les avant-postes russes établis à Krasna, à 10 kilomètres au sud de la place, mais elle fut repoussée. Elle renouvela l'entreprise dans la journée même avec une colonne plus considérable et composée de troupes de toutes armes, dans la direction de Tchernavoda-Emesniela, vers la position russe de Besan, à 15 kilomètres au sud de celle de Krasna; elle eut le même insuccès, et elle fut poursuivie par les Russes jusqu'à son point de départ, d'où elle fut même délogée. Enfin, ce même jour, l'aile droite de l'armée du tzarevitch exécuta une reconnaissance de Kesrova sur la route d'Osman-Bazar; elle se trouva tout à coup en présence de forces supérieures, et elle fut obligée de se retirer.

Le 19, deux moniteurs turks vinrent s'emboîser près de Silistrie, et, concurremment avec les batteries de cette place, tirèrent pendant une partie de la journée contre Kalarasi.

Le 20, la gauche de l'armée russe subissait un léger échec à Krasna; ses postes avancés du centre étaient à 20 kilomètres d'Eski-Djoumaja; sa droite était toujours à Kesrova. Mais on apprenait, en même temps, que la jonction était définitivement faite, par les cols de Kazan et de Demir-Kapu, entre le corps de Djoumaja et l'extrême droite du corps de Suleiman-Pacha. Jusqu'alors les combats

n'avaient été ni très-fréquents ni très-meurtriers sur cette partie du théâtre des opérations. Il était probable que dorénavant ils allaient prendre un autre caractère, car Mehemet-Ali-Pacha se trouvait maintenant libre de se porter en avant, sans inquiétude pour ses communications avec Andrinople, ni avec le centre et l'aile gauche de l'armée placée sous son commandement supérieur.

Le 22, Mehemet-Ali-Pacha ordonna un mouvement offensif sur toute la ligne, tant pour rejeter les Russes sur la rive gauche du Kara-Lom que pour exécuter une marche vers sa gauche, dans le but de se rapprocher de Suleiman-Pacha. Les Turks repoussèrent les Russes de leurs positions de Jaslar. Mais la 1<sup>re</sup> division, commandée par le général Prokhorov et appartenant au 13<sup>e</sup> corps d'armée russe, revint à l'attaque et arrêta l'ennemi. La fusillade continua toute la nuit.

Le 23, les Russes tentèrent un retour offensif, mais ils furent rejetés dans la direction de Sultankoi, sur la rive gauche du Kara-Lom.

Le 24, les Turks poursuivirent leurs succès et enlevèrent à l'ennemi la position de Sultankoi.

La ligne du Kara-Lom n'était point une forte barrière défensive. A cette époque de l'année, la largeur des eaux ne dépassait pas 15 mètres et la rivière était guéable en plusieurs endroits. Le gros de l'armée du tzarevitch occupait la rive gauche du cours d'eau et particulièrement les points de Terstenik, Ablawa, Opaka, Polamartscha, où elle avait élevé des fortifications passagères, Popaskoi et Sultankoi. Elle avait, en outre, des postes détachés et retranchés sur la rive droite, à Krasna, Kazelovo, Jenikoi et Karahassar. Elle ne pouvait se maintenir sur le Kara-Lom qu'autant que son aile droite serait reliée avec l'aile gauche du centre de l'armée et fortement soutenue par celle-ci. Or le centre se trouvait alors occupé à résister aux attaques que Suleiman-Pacha exécutait avec acharnement contre la passe de Tchipka. Au lieu de cet appui, qui eût été bien utile dans les circonstances présentes, la situation était encore aggravée par les succès des Turks aux sources du Kara-Lom, qui pouvaient permettre à ceux-ci de tenter une pointe dans la direction de Bjela et de menacer par conséquent la ligne de retraite de la plus grande partie de l'armée ennemie. La position de flanc prise par le corps de Djoumaja à l'extrémité de l'aile droite de l'armée du tzarevitch était donc un grand danger pour celle-ci. Les Russes commencèrent alors un mouvement de retraite en pivotant sur leur gauche, en reculant leur droite et en conservant les points occupés par les avant-postes de leur centre afin de masquer cette opération. Mais le corps de Rasgrad se préparait à entrer en action à son tour et à prendre l'offensive.

Le 30, la division de Nedjib-Pacha, du corps de Rasgrad, se porta à l'attaque des avant-postes russes placés à Karahassar. Le village fut pris et repris. Enfin un mouvement tournant fait sur le flanc droit des Russes les obligea à abandonner le terrain et à se retirer sur la rive gauche du Kara-Lom, après avoir subi des pertes relativement considérables.

Le 31, le combat continua et il eut la même issue. Le centre de l'armée du tzarevitch se porta donc en arrière comme l'avait déjà fait l'aile droite.

Le 4 septembre, la gauche de cette armée fut attaquée à son tour dans sa position avancée de Jenikoï par une sortie que fit exécuter Achmet-Pacha, commandant de la place de Rousdschouk, et la 2<sup>e</sup> brigade de la 12<sup>e</sup> division, appartenant au 12<sup>e</sup> corps, qui occupait ce point, fut également obligée de céder le terrain.

Le 5, l'engagement devint général. La garnison de Rousdschouk, appuyée à gauche par le corps de Rasgrad, marcha à l'attaque des positions occupées par la gauche et par le centre de l'armée du tzarevitch. Après une lutte acharnée, les Russes durent abandonner le village de Kozelovo et se retirer dans la direction de Bjela. Le combat s'étendit ensuite jusqu'à Jenikoï et sur tout le cours supérieur du Kara-Lom.

Le 7, Nedjib-Pacha franchit le cours d'eau et enleva Opaka, après un combat sanglant. La ligne de retraite de l'armée du tzarevitch se trouvait alors très-sérieusement menacée, car il n'y a que 35 kilomètres d'Opaka à Bjela.

L'armée du tzarevitch se décida enfin à une retraite complète et vint prendre position sur la rive droite de la Yantra, à l'est de Bjela, de façon à tenir le pont qui passe par cette localité et à y accepter une bataille défensive, s'il était nécessaire. Les Turks suivirent ce mouvement, le corps de Rasgrad et la garnison de Rousdschouk en se dirigeant sur Terstenik et Obirtenik, qu'ils atteignirent le 14 septembre, le corps de Djoumaja en descendant la rive gauche du Kara-Lom.

On pouvait donc s'attendre à une bataille prochaine; mais des pluies abondantes vinrent ralentir les opérations de ce côté comme sur les autres parties de l'échiquier stratégique.

Le 14, l'armée du tzarevitch exécuta diverses reconnaissances offensives dans les directions de Rousdschouk, Rasgrad et Osman-Bazar. Mais celles-ci étaient à peine sorties de leurs bivouacs qu'elles vinrent donner contre les positions de la rive gauche du Kara-Lom, solidement occupées par des forces turques considérables. Il était évident que l'armée de Mehemet-Ali-Pacha allait se trouver, par rapport à celle du tzarevitch à Bjela, dans une position analogue à l'armée du grand-duc Nicolas en face du corps d'Osman-Pacha à



Plevna. On pouvait donc s'attendre à une action générale sur le flanc gauche des Russes, mais où ceux-ci seraient réduits au rôle de défenseurs, à l'encontre de ce qui se passait sur leur flanc droit, où ils étaient les assaillants.

Néanmoins, la fin du mois de septembre s'écoula sans qu'aucune grande bataille eût été livrée sur les bords de la Yantra. Le 20, il y eut un combat court, mais meurtrier, entre des reconnaissances. Puis les deux troupes restèrent ainsi en présence. Le temps devenait de plus en plus mauvais. Or, la question des ravitaillements était de la plus haute importance pour l'armée de Mehemet-Ali-Pacha, car elle opérait dans un pays que les Russes avaient occupé, où les vivres faisaient défaut; les munitions, du reste, n'étaient plus en quantité suffisante pour engager une importante action qui pouvait durer plusieurs jours. En outre, le généralissime des armées turques ne pouvait lancer imprudemment la plus considérable des masses dont il disposait, si tentant que lui parût l'objectif, c'est-à-dire malgré les probabilités qu'il y avait pour lui de pouvoir atteindre les ponts de Zimnitza-Sistova, tant que Suleiman-Pacha était arrêté devant la passe de Tchipka sans relations bien assurées à sa droite et à sa gauche. Enfin, malgré l'énergie dont il avait fait preuve en rejetant l'aile gauche russe sur la Yantra, il hésitait, sans doute, à faire prendre une vigoureuse offensive à ses troupes, dont le caractère et les qualités, parfaitement aptes à une résistance opiniâtre, se prêteraient moins facilement à l'attaque.

Telles sont nos appréciations sur l'attitude qu'adopta Mehemet-Ali-Pacha. En les exprimant, comme nous l'avons déjà fait à propos de toutes les autres opérations étudiées jusqu'ici, nous n'avons pas la prétention de juger. Nous discutons simplement, autant qu'on peut le faire quand on analyse des événements présents et que l'on n'est pas sur le terrain où ils se produisent.

Il nous reste maintenant à exposer les opérations du corps russe de la Dobrudja.

Pour atteindre le Val-de-Trajan, le général Zimmermann disposait de deux routes. La première conduit d'Isaktcha à Baba-Dagh, capitale de la Dobrudja, et aboutit à Medjidiè. Cette route est bonne; mais, à l'époque des grandes eaux, elle est coupée par un grand nombre de petits ruisseaux débordés. La seconde route va de Matchin à Hirschova; là elle se bifurque en deux chemins, dont l'un conduit à Tchernavoda, l'autre à Medjidiè. Cette seconde route et ces deux chemins sont difficilement praticables pour une armée considérable, car ils traversent de nombreuses collines dénudées et arides, et, sur leur parcours, les seules ressources en eau consistent dans des citernes éloignées les unes des autres. Les troupes placées

sous le commandement d'Ali-Pacha, dans le but d'occuper et de défendre la Dobroudja, n'étaient point assez nombreuses pour résister au corps russe du bas Danube. Le Val-de-Trajan n'était point non plus un obstacle capable d'arrêter longtemps les Russes, à moins qu'il ne fût défendu par une force relativement considérable, dont les Turks ne pouvaient alors disposer. Ce vieux retranchement est élevé au sud de la voie ferrée qui rejoint actuellement Tchernavoda à Kustendjè, en passant par Medjidiè, sur un parcours de 70 kilomètres environ. Après avoir atteint l'un ou l'autre de ces trois points, le corps du bas Danube pouvait être appelé à opérer, suivant les circonstances, dans la direction de Silistrie, ou de Choumla, ou de Varna. La meilleure route est celle de Medjidiè, par Bazardjik et Koludji, à Pravadi, petite ville située sur la voie ferrée de Rousdschouk à Varna; elle est longue de 200 kilomètres environ; elle est partout carrossable, mais elle manque presque complètement d'eau courante de Medjidiè à Bazardjik. Une autre, également bonne, mais qu'une armée ne peut pratiquer avec le gros de ses forces si l'ennemi est maître de la mer Noire, mène à Varna, par Mangalia et Baltchik. Elle contient un embranchement qui va de Mangalia à Bazardjik. Ce dernier point est, du reste, un important objectif stratégique, car il y aboutit aussi une route en bon état allant à Silistrie et une autre à Varna.

Le 28 juin, le corps du bas Danube entra dans Baba-Dagh. L'ennemi n'avait pas essayé de lui résister. Mais la chaleur excessive, jointe aux fatigues et aux influences malsaines du climat, avait rendu un grand nombre d'hommes indisponibles. Les troupes étaient, en outre, forcées de surveiller avec grand soin leurs approches, car les bachi-bouzouks et les Tcherkesses, ou Circassiens, très-nombreux dans cette contrée, s'étaient débandés et faisaient une guerre acharnée de partisans, par petits groupes impossibles à poursuivre ou à saisir.

Le 5 juillet, le corps turk de la Dobroudja avait complètement évacué la région, et, peu de jours après, le corps du bas Danube faisait son entrée dans Medjidiè avec le gros de ses forces, sans éprouver aucune résistance, en même temps que ses flancs de droite et de gauche pénétraient respectivement dans Tchernavoda et Kustendjè, également sans coup férir. La voie ferrée avait été abandonnée par la compagnie turque qui l'exploitait. On fit venir des employés russes, et, malgré son matériel restreint, elle rendit d'importants services en assurant des relations plus rapides entre Tchernavoda, Medjidiè et Kustendjè. Par le premier de ces points et par Hirschova, le général Zimmermann établit ses communications avec le reste de l'armée russe, dans le but d'éviter une catastrophe que sa position isolée pouvait faire redouter à juste titre. En effet, à

Medjidié, il était éloigné de plus de 150 kilomètres de l'unique pont de Braïla-Matchin, qui lui avait servi pour effectuer son passage du Danube. Or, la hardiesse des partisans qui entouraient son armée rendait peu sûre cette unique ligne de retraite et de ravitaillement. En outre, les navires turks pouvaient tenter de pénétrer par la bouche de Sulina et de détruire le pont de bateaux. Enfin, il était en droit de supposer que d'autres navires turks exécuteraient peut-être un débarquement sur le littoral de la mer Noire, en arrière de son flanc gauche. Toutes ces considérations l'amènèrent à opérer avec la plus grande circonspection et à se constituer une base secondaire d'opérations avec le Val-de-Trajan, le canal et la voie ferrée qui courent parallèlement à cet ancien mur. Du reste, au moment où il se décidait à pousser plus au sud la démonstration dont il était chargé, il fut informé que les opérations en Bulgarie n'étaient pas avantageuses aux Russes. Il dut même fournir des renforts à l'armée du grand-duc Nicolas. Cet affaiblissement était fort préjudiciable au corps du bas Danube, car, en Asie, les Russes avaient été obligés de se retirer, et le bruit se répandait qu'une partie des troupes turques employées en Anatolie allait être transportée par mer pour venir débarquer sur les côtes de la Dobroudja. De plus, l'armée du quadrilatère semblait sortir de son assoupissement depuis que son général en chef avait été changé, et tandis qu'elle massait une partie de ses forces vers Rasgrad et Eski-Djoumaja pour faire face à l'armée du tzarevitch, le corps de Silistrie et celui de Varna sortaient de leurs camps respectifs et se portaient à la rencontre du général Zimmermann. Si l'on ajoute que les Tcherkesses déchainés commettaient les plus monstrueuses cruautés, que la population du petit port de Kavarna, situé près de Baltchik, avait été entièrement massacrée par ces soldats irréguliers, que les Bulgares sollicitaient l'arrivée des Russes pour être délivrés des craintes justifiées auxquelles ils étaient en proie depuis la déclaration de la guerre, que les fièvres accablaient ses soldats et en rendaient la plus grande partie indisponible, on comprendra combien devait être perplexe le commandant en chef du 14<sup>e</sup> corps d'armée. Aussi jugea-t-on nécessaire de renforcer le plus rapidement possible les troupes dont il disposait. C'est pour ce motif que le 7<sup>e</sup> corps d'armée passa bientôt presque tout entier sous ses ordres ; dans le même but, on constitua le 18<sup>e</sup> corps d'armée, qui dut venir relever le 10<sup>e</sup> dans les postes qu'il occupait sur le littoral, et ce dernier appuya sur sa droite pour se rapprocher des bouches du Danube.

Le général Zimmermann se décida cependant à pousser quelques reconnaissances au sud du Val-de-Trajan. A droite, il en porta une vers Rassova, et il la fit appuyer par l'escadrille ; à gauche, il en dirigea une autre vers le port de Mangalia. Il conserva en réserve

la 18<sup>e</sup> division d'infanterie à Medjidiè. Ces mouvements s'effectuaient dans les premiers jours du mois d'août.

Le 8, l'amiral Tchikatchov exécuta une opération hardie qui réussit complètement, et dont le résultat fut de rassurer le corps du bas Danube sur sa ligne de retraite, au sujet de laquelle un combat engagé le 6, entre les deux escadrilles, près de Toulitcha, avait donné quelques inquiétudes. Cet officier général dirigea un convoi d'Odessa jusque dans la bouche de Kilia. La flottille de transport contenait des renforts en hommes et en matériel ; elle était escortée par les deux batteries flottantes du système de l'amiral Popov et par des chaloupes porte-torpilles. Le débarquement s'effectua sans encombre, et, le 11, cette escadre rejoignait le port d'Odessa, sans que les cinq gardes-côtes embossés près de la bouche de Sulina s'en fussent aperçus. Du reste, les navires russes allaient facilement en reconnaissance sur la mer Noire sans avoir à livrer de combat pour sortir de leurs ports ni pour y rentrer, ce qui prouvait que le blocus proclamé par la Sublime-Porte était loin d'être effectif. Ces expéditions maritimes devaient permettre au général Zimmermann d'espérer qu'il serait prévenu assez tôt pour prendre ses dispositions si les Turks avaient l'intention de débarquer dans la Dobrudja un détachement de leur armée d'Anatolie, ou même celui de Soukhoum-Kaleh, dont la situation devenait assez critique. Cette éventualité pouvait parfaitement se réaliser, d'autant plus que, le 10 août, les navires turks vinrent mouiller devant Kustendjè et commencèrent le bombardement des positions que les Russes y occupaient.

Nous avons dit précédemment que les troupes de Silistrie et de Varna s'étaient portées vers le nord au devant du corps du bas Danube, dès que celui-ci eut franchi le Val-de-Trajan. Le corps de Varna ne détacha qu'une partie de ses forces dans la direction de Mangalia et se porta d'abord vers Bazardjik, pour occuper cet important nœud de communications, puis vers Silistrie, pour s'opposer à l'investissement de la place, conjointement avec les troupes qui étaient spécialement chargées de la défendre. Le port de Mangalia fut réoccupé par les Turks vers les premiers jours de septembre. Bientôt les Russes se replièrent sur celui de Kustendjè, qu'attaquaient les Turks. Le général Zimmermann retira également le détachement qu'il avait envoyé vers Rassoïa, et, à la date du 15 septembre, il concentra presque toutes ses troupes près de Tchernavoda, prêt ainsi, soit à repasser sur la rive roumaine pour rejoindre l'extrême aile gauche de l'armée de Bulgarie, soit pour marcher en force sur les derrières de Silistrie.

Terminons enfin l'examen des opérations dans la Bulgarie et dans la Dobrudja par un récit rapide des événements qui eurent lieu

sur le Danube même, et par un court exposé de la situation telle qu'elle était à la fin du mois de septembre, c'est-à-dire jusqu'au jour où nous avons poussé l'étude des faits de guerre sur le principal échiquier stratégique.

Nous avons déjà mentionné plusieurs fois les canonnades qui s'échangeaient d'une rive à l'autre; elles se poursuivirent à intervalles intermittents, suivant les circonstances, entre les batteries opposées des deux armées belligérantes. Les monitors turks y prirent part, mais sans succès, il faut le reconnaître; ils étaient, en quelque sorte, cernés par les torpilles russes, ne disposaient plus de leur liberté d'action et ne pouvaient facilement résister aux gros projectiles lancés à courte distance par les batteries de position des armées russe et roumaine.

Pour combler les vides faits dans son corps d'armée par les combats incessants qu'il soutenait, Osman-Pacha dut rappeler à lui toutes les forces disponibles. Il ne laissa plus dans les postes fortifiés placés sur ses derrières et dans la forteresse de Vidin que les garnisons strictement nécessaires. Celle de Vidin, quoique faible, ne déploya pas moins une grande activité et fit plusieurs simulacres de passage.

Une partie de l'armée roumaine restée sur la rive gauche en profita pour s'établir sur la rive droite du Lom, près de Lom-Palanka, mais il n'y avait pas de pont de bateaux à cet endroit, et, tant qu'il en serait ainsi, la diversion était peu redoutable pour les défenseurs de Plevna.

Les ponts de bateaux de Korabia-Besli et de Turnu-Nikopoli étaient construits et servaient au ravitaillement de l'armée roumaine, dont le quartier général était mis directement en relation avec Bukarest par un fil télégraphique.

On projetait de relier par une voie ferrée les quatre ponts de bateaux de Zimnitsa-Sistova avec la station de Frateschti, située sur le chemin de fer entre Bukarest et Gurgevo, près de cette dernière ville. On préparait également l'établissement d'une solide tête de pont destinée à servir de place d'armes à une grande partie de l'armée russe, si elle était obligée d'hiverner en Bulgarie.

De même, on hâtait la construction de la voie ferrée stratégique de Bender à Galatz, dont les travaux étaient déjà terminés sur une longueur de 100 kilomètres, et qui devait être achevée au plus tard vers le milieu du mois d'octobre.

Un détachement russe était établi dans la tête de pont de Pyrgos.

Un autre avait également pris pied en face d'Olténitza, près de Turtukai, et semblait menacer les derrières de Rousdschouk, dans la direction de Sawut.

De même, un détachement turk avait été porté, vers le 30 août, dans l'île Salgan, en face de Silistrie; un pont de bateaux avait été construit entre l'île et la forteresse; puis ce détachement s'était jeté sur la rive roumaine et s'y était mis immédiatement à élever des retranchements, en vue, sans doute, de faire une tête de pont d'où des pointes hardies pourraient inquiéter l'ennemi sur sa ligne de retraite et augmenter encore la difficulté déjà si grande de ses ravitaillements.

Les considérations que nous avons émises dans le courant de cette étude, sur les opérations que nous avons décrites, nous dispensent de faire un résumé. Nous y reviendrons ultérieurement, quand les événements suivants auront résolu une situation dont on trouverait difficilement un précédent dans l'histoire des guerres.

La mauvaise saison commence ordinairement vers les premiers jours du mois d'octobre, dans la partie de la Bulgarie qui s'étend du sommet des Balkans jusqu'au Danube<sup>1</sup> : le froid y atteint rapidement une grande intensité : les montagnes se couvrent d'une épaisse couche de neige qui persiste pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, et qui rend complètement impraticables les rares passages déjà si mauvais pendant la belle saison. Les Russes n'ayant pas encore obtenu de résultat décisif, au moment où le mauvais temps allait venir, leur situation en Bulgarie était fort critique, et il était permis de se demander quelle détermination ils adopteraient. Il fallait qu'ils se décidassent pour l'une ou l'autre des résolutions suivantes : ou se retirer en Roumanie, ou se maintenir en Bulgarie.

Il était difficile d'admettre que les Russes s'arrêtassent à la première de ces deux hypothèses; ils auraient ainsi perdu tout le fruit de la première partie de la campagne; ils auraient laissé retomber sous le joug des Turks la population bulgare qui aurait chèrement payé les preuves de sympathie qu'elle leur avait données. Sans doute, cette retraite n'eût pas amené l'abandon complet du territoire conquis; des troupes nombreuses eussent été même maintenues dans des têtes de pont élevées sur la rive droite; mais les Turks pourraient profiter de cette suspension forcée des hostilités pour réorganiser leurs armées et pour élever des lignes de contrevallation autour des têtes de pont. Les Russes auraient donc été obligés de faire de grands efforts au printemps prochain pour réoccuper la Bulgarie. Enfin, le retour de l'armée russe en Roumanie

---

<sup>1</sup> L'orthographe géographique est, pour l'Europe, celle de la carte de Bulgarie éditée par le Dépôt général de la guerre; pour l'Asie, celle de la Special-Karte des Turkischen-Armeniens, de Kiepert.



impliquait l'idée d'un échec militaire complet, dont les conséquences pouvaient être désastreuses au point de vue politique et pouvaient porter le plus grand préjudice au prestige de la Russie, tant en Orient qu'en Occident.

La seconde hypothèse répondait mieux aux considérations politiques. Au point de vue militaire, elle offrait à la fois de sérieux avantages et de grands dangers. Elle assurait, il est vrai, l'entière occupation du territoire conquis ; elle permettait de continuer le blocus de Plevna ; elle rendait même possible la tentative d'une prochaine expédition dans le bassin de la Maritza, avec plus de forces et plus de chances de succès que la première. Mais si les ponts de bateaux étaient détruits par les glaçons que le Danube charrie en grande quantité pendant l'hiver, l'armée russe courait le risque d'être privée de ses ravitaillements, et sa situation devenait alors d'autant plus périlleuse que le pays épuisé dans lequel elle se trouvait était incapable de subvenir à ses nombreux besoins de toutes sortes.

L'état-major général de l'armée russe de Bulgarie se décida pour la seconde solution, c'est-à-dire pour la continuation des opérations. Le temps était mauvais, les pluies étaient abondantes, mais le froid n'était pas encore rigoureux. On espéra que si l'état atmosphérique se maintenait ainsi pendant deux mois seulement, on pourrait obtenir quelque résultat décisif qui forcerait la Turquie à accepter un armistice ou à demander la conclusion de la paix.

Le principal objectif des Russes était Plevna. La chute de cette place du moment leur permettait, en effet, de se porter vers la Bulgarie occidentale et vers les Balkans. D'une part, ils parvenaient ainsi à faire leur jonction avec l'armée serbe, dont on considérait l'entrée en campagne comme imminente ; d'autre part, ils espéraient forcer facilement le passage de l'Étropol-Balkan, s'emparer de Sophia où l'ennemi avait peu de troupes, s'établir sur le plateau de Mésie, donner la main aux troupes du Montenegro, aux insurgés de la Bosnie et de l'Herzégovine, isoler les détachements turks qui se trouveraient dans ces provinces, et n'avoir plus qu'à descendre le bassin de la Maritza pour atteindre Andrinople, c'est-à-dire pour être au cœur de l'empire ottoman.

Toutes ces considérations réunies devaient donc avoir pour résultat de porter tous les efforts des Russes contre Plevna ; leur amour-propre avait, en outre, été profondément atteint par les échecs successifs qu'ils avaient subis devant cette localité, et ils tenaient à s'en emparer à tout prix. Le centre et l'aile gauche de leur armée restèrent donc sur la défensive et ne reçurent que de faibles renforts, tandis que la plus grande partie des troupes fraîches arrivant sur le théâtre des opérations fut dirigée vers leur

aile droite, qui reçut l'ordre de pousser vigoureusement l'attaque de Plevna.

Nous allons donc commencer par étudier les opérations qui eurent lieu de ce côté pendant les derniers jours du mois de septembre, le mois d'octobre et les premiers jours du mois de novembre ; nous ferons ensuite le récit succinct des événements survenus au centre et à l'aile gauche pendant le même laps de temps.

Nous avons vu que les Russes avaient encore échoué dans la dernière attaque de vive force dirigée par eux contre Plevna, le 18 septembre. Cette tentative fut la dernière du même genre. Les assaillants se rendirent enfin compte qu'ils n'arriveraient point à s'emparer de la ville par de pareils moyens, et ils se décidèrent définitivement à en faire l'attaque pied à pied, comme s'il s'agissait d'une place forte.

L'un des premiers buts à atteindre était donc d'investir complètement Plevna. Cette ville n'avait, en effet, que des approvisionnements insuffisants pour les troupes qui l'occupaient, et les Turks étaient obligés de la ravitailler tous les mois. Si elle était complètement privée de communications avec l'extérieur, il était à supposer que la famine contribuerait puissamment à hâter sa chute. Or, des renforts considérables venaient d'arriver à l'armée russe ; la cavalerie de la garde, commandée par le général Gourko, et la division d'éclaireurs du général Skobelev furent lancées au sud et au nord de Plevna pour intercepter les relations d'Osman-Pacha avec Rahova et avec Orhanié. A Rahova commandait Assaf-Pacha ; il avait sous ses ordres un détachement du corps turk de Vidin, qui faisait face aux troupes roumaines établies à Bechet et qui escortait les convois que l'on expédiait de la Bulgarie occidentale vers Plevna. A Orhanié, Chefket-Pacha avait pris position et s'était solidement retranché, également avec la mission spéciale de diriger et d'escorter des convois de ravitaillement vers Plevna.

Ce dernier déployait une grande activité dans ses envois de secours à Osman-Pacha, et il avait constamment saisi toutes les occasions favorables pour lui venir en aide.

Le 15, il avait fait partir d'Orhanié une division commandée par Achmed-Ifzi-Pacha, qui, après un violent combat livré aux Russes le 21, sous les murs de Plevna, avait rejoint Osman-Pacha et lui avait apporté le renfort de 20 bataillons, 10 escadrons et 2 batteries, avec un important convoi de munitions et de vivres.

Il devenait urgent de s'opposer à de pareilles entreprises si l'on voulait empêcher Plevna de prolonger sa résistance.

Le 26 septembre, le mouvement d'investissement ayant commencé, une troupe de cavalerie roumaine et de dragons russes vint

donner, entre Plevna et Rahova, contre un convoi que la garnison de cette dernière ville escortait à destination de la première : ce convoi fut enlevé après un combat énergique qui se continua jusque sous les murs de Rahova ; les troupes roumaines de Bechet ayant vu tomber les obus sur Rahova, ouvrirent également contre cette ville une canonnade qui dura une partie de la journée.

Le 30, la canonnade, qui s'était ralentie les jours précédents entre Kalafat et Vidin, recommença de nouveau avec une grande intensité et les Roumains coulèrent un des bâtiments à vapeur turcs qui étaient mouillés près de la forteresse ; toutefois, l'équipage et une grande partie du matériel furent sauvés.

Ce même jour, les Roumains ouvrirent la quatrième parallèle contre la seconde redoute de Crivitza, dont ils n'étaient plus qu'à une distance de 30 mètres environ. Les Turcs, toujours aussi passifs, n'élevaient point de contre-approches pour s'opposer aux progrès des assaillants ; ils se contentaient simplement de réparer le dommage causé par les projectiles ennemis aux ouvrages qu'ils occupaient, et construisaient de nouveaux retranchements en arrière de ceux qui étaient sur le point de succomber.

Le 1<sup>er</sup> octobre, le général-lieutenant Totleben, l'illustre défenseur de Sébastopol dans la guerre de 1854 à 1856, qui avait été récemment appelé à l'état-major général de l'armée russe de Bulgarie, fut définitivement adjoint au prince Charles de Roumanie, commandant en chef des forces romano-russes devant Plevna, et chargé de la direction des travaux d'attaque contre cette ville.

Le 2, des canons du plus gros calibre de siège commencèrent à arriver devant Plevna ; on se mit également tout de suite à élever des batteries pour l'artillerie et des redoutes pour l'infanterie ; il s'agissait d'établir d'abord d'une façon très-solide les positions que l'on occupait, afin de résister plus facilement aux sorties incessantes d'Osman-Pacha et de déjouer les tentatives de secours venant de Rahova ou d'Orhanié. Le commandant de Plevna avait communiqué encore assez librement, jusqu'à cette date, avec la division de Chefket-Pacha, mais ses relations étaient définitivement interrompues avec la brigade d'Assaf-Pacha. Ce même jour, en effet, les Roumains étaient parvenus à bloquer le fort de Rahova, contre lequel ils avaient dirigé une attaque qui n'avait eu, du reste, aucun succès. A la suite d'un combat livré au nord de Plevna, la veille, entre un parti de cavalerie russe et les éclaireurs de Chefket-Pacha, le fil télégraphique qui permettait à celui-ci de correspondre avec Osman-Pacha, fut coupé et l'on put croire un instant que l'isolement de ce dernier dans Plevna était presque complet.

La présence du général Totleben au quartier général du prince Charles se fit bientôt sentir dans la marche générale des opérations

d'investissement et de siège ; le prince Imeritinski fut nommé chef d'état-major général ; le général Gourko reçut le commandement supérieur de toute la cavalerie, et il lui fut ordonné d'opérer avec vigueur autour de Plevna et dans toutes les directions, conjointement avec la 16<sup>e</sup> division d'infanterie, qui faisait partie du 4<sup>e</sup> corps d'armée et dont le général Skobelev II prit le commandement. La canonnade se ralentit jusqu'au moment où les gros canons de siège seraient à même d'y prendre part. Les troupes assiégeantes activèrent leurs travaux de sape et étendirent considérablement leur ligne d'investissement.

Tout en restant sur la défensive presque complète, Osman-Pacha n'en faisait pas moins d'énergiques efforts pour conserver ses relations avec Cheket-Pacha et pour fatiguer les assaillants.

Le 9, les communications télégraphiques étaient rétablies entre Plevna et Orchanié, et Osman-Pacha repoussait une vigoureuse attaque de vive force des Russes ; dans la nuit précédente, il avait lui-même fait exécuter une sortie contre les tranchées roumaines, mais il n'avait pu les surprendre, et il avait été obligé de retirer ses troupes derrière leurs retranchements.

Le 10, Cheket-Pacha fut encore assez heureux pour faire entrer dans Plevna un renfort de quelques milliers d'hommes, avec un fort convoi de vivres et de munitions ; un détachement de la garnison de Plevna était allé à la rencontre de cette colonne et était revenu avec elle sans avoir à combattre, ce qui prouve que l'investissement était encore loin d'être parfait.

Cependant, dès le lendemain, les opérations destinées à bloquer complètement Osman-Pacha dans Plevna commencèrent sérieusement et furent dès lors poursuivies avec vigueur. Ce jour-là, une colonne partie de Lowatz se porta vers l'ouest, dans la direction de Teteven, chassa les Turks des villages situés sur le chemin qui unit ces deux localités, et détruisit les dépôts de blés et de fourrages qu'ils y avaient formés. Il eût été bien préférable d'enlever et de ramener cet approvisionnement, d'autant plus précieux pour les Russes que leurs ravitaillements devenaient de plus en plus difficiles, car les pluies abondantes des jours précédents avaient rendu les routes impraticables sur un grand nombre de points.

Le 14, les Turks évacuèrent la redoute contre laquelle étaient surtout dirigés les travaux d'approche des Roumains ; ce mouvement de retraite effectué par des troupes ordinairement si opiniâtres dans la défense des retranchements, fit supposer que l'ouvrage était miné et l'on hésita pendant quelques jours à l'attaquer de vive force.

Le 19, les Russes firent une démonstration contre l'aile droite des Turks, tandis que les Roumains se lançaient à l'assaut de la redoute précédemment abandonnée par l'ennemi et s'en emparaient ; ce fut

encore la 4<sup>e</sup> division roumaine qui prit la deuxième redoute de Crivitza, voisine de celle qu'elle avait enlevée le 12 septembre; elle eut dans cette journée 250 hommes hors de combat, dont 6 officiers. Pendant la nuit, les Turks prononcèrent un vigoureux retour offensif et chassèrent les Roumains de la redoute, mais celle-ci n'avait plus qu'une valeur secondaire pour les défenseurs de Plevna, car ils avaient déjà élevé, en arrière et dans une position dominante, de nouveaux retranchements sur lesquels ils se retirèrent définitivement.

Les quatre journées suivantes se passèrent dans un calme relatif sous Plevna.

Le 24, l'installation des batteries de canons de gros calibre fut inaugurée par un vigoureux bombardement des ouvrages occupés par les Turks; ces derniers ne purent répondre d'une manière efficace avec les quelques canons de campagne dont ils disposaient.

A cette époque, l'armée de siège se composait du 2<sup>e</sup> corps d'armée roumain qui était à l'aile droite devant Crivitza, des 4<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> corps d'armée russes au centre, de la 1<sup>re</sup> et de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie de la garde impériale russe qui venaient d'arriver et qui s'étaient placées à Radichevo pour former la gauche de la ligne; la force totale pouvait en être évaluée à 100 bataillons, 70 escadrons et 40 batteries de campagne, soit environ 120,000 combattants et 300 pièces attelées, y compris la brigade de tirailleurs et la division d'éclaireurs, mais sans tenir compte des pièces de siège. Que pouvait avoir Osman-Pacha? 40,000 à 50,000 hommes, croyait-on généralement, et au plus 100 pièces de campagne. La supériorité numérique des assaillants devait donc leur permettre de supposer qu'avec un bombardement vigoureux et un investissement complet ils auraient enfin raison de la résistance du général turk.

En conséquence, le quartier général du prince Charles fut porté vers l'ouest à Bogot, sur le chemin de Plevna à Lowatz, pour être plus à même de suivre le mouvement offensif que le général Gourko avait reçu l'ordre d'exécuter dans le but de couper définitivement les relations d'Osman-Pacha avec Orhanié.

Cette attaque eut lieu, le 24, et fut favorisée par le redoublement de la canonnade dont nous avons parlé plus haut. Le général Gourko s'étant avancé à l'ouest de Plevna, se trouva en face de la division qu'un mois auparavant Achmed-Ifzi-Pacha avait amenée à Osman-Pacha; celle-ci occupait une forte position entre Dubnik et Têlis, sur la route de Plevna à Orhanié, mais elle se croyait à l'abri de toute attaque et elle se surveillait mal; elle y fut surprise par les Russes, dont le mouvement s'exécuta avec beaucoup d'énergie et d'ensemble. Le général turk fut pris avec une grande partie de ses officiers, 3,000 fantassins, 500 cavaliers et 4 canons; la résistance fut acharnée, et le combat dura dix heures, mais les Russes devaient

nécessairement être victorieux, étant données leur supériorité numérique et les circonstances heureuses dans lesquelles ils avaient engagé l'action; leurs pertes furent cependant considérables, car elles s'élevèrent à 2,500 hommes hors de combat.

Le 27, le général Gourko remonta vers le nord et s'empara de Télis, où se trouvait la brigade d'Ismail-Haki-Pacha, forte de 7 bataillons et de 3 canons; cette troupe fut entièrement prise par les Russes après un combat où ceux-ci subirent encore des pertes considérables.

Le 30, la cavalerie roumaine avait également tourné Plevna par le nord et avait atteint Vadeni, sur la route qui conduit à Rohova.

Le 31, Chefket-Pacha descendit d'Orchanié pour tâcher de réparer les désastres des jours précédents, mais il se trouva en présence de troupes nombreuses et dont le moral avait été considérablement relevé par les victoires de Dubnik et de Télis; il fut battu et obligé de se retirer sur Orchanié, où il fit continuer les retranchements destinés à couvrir le passage de l'Etropol-Balkan, et, par conséquent, à retarder la marche sur Sophia.

Le 1<sup>er</sup> novembre, Osman-Pacha était donc définitivement bloqué devant Plevna, ses relations télégraphiques étaient interceptées, aucun renfort ne lui parvenait plus, il était réduit à ses propres ressources. Si les Turks ne réussissaient pas à le secourir, avant que les vivres lui fissent complètement défaut, il ne lui restait d'autre alternative que de se faire jour, les armes à la main, ou de capituler.

Il faut reconnaître que la Sublime-Porte mit tout en œuvre pour tâcher de dégager l'héroïque défenseur de Plevna. Nous verrons plus loin que le commandement en chef de l'armée turque de Bulgarie avait encore changé de mains dans le courant du mois d'octobre; il avait été confié à Suleiman-Pacha; toutefois, Mehemet-Ali-Pacha n'était pas resté longtemps en disgrâce, et, donnant l'exemple de la plus complète abnégation, il avait sollicité et obtenu de servir sous les ordres de son ancien lieutenant; on venait de le placer en conséquence à la tête d'un nouveau corps d'armée qui s'organisait près des frontières méridionales de la Serbie. La tâche qui lui incombait était excessivement lourde dans les circonstances critiques au milieu desquelles il reparaisait sur le théâtre des opérations; il lui fallait réprimer l'insurrection bosnienne et herzégovinienne, faire face aux troupes victorieuses du Monténégro qui sortaient de la principauté et marchaient simultanément au nord et au sud, réunir à Novi-Bazar un corps assez considérable pour imposer à la Serbie dont l'attitude devenait de jour en jour plus belliqueuse, enfin reconstituer le corps de Sophia désorganisé par les secours envoyés à Osman-Pacha et chercher à dégager ce dernier, qui, on pouvait en avoir la certitude,



tiendrait jusqu'au dernier moment. L'ancien généralissime de l'armée de Bulgarie ne faillit point à la réputation d'énergie dont il avait fait preuve lorsqu'il avait succédé à Abdul-Kerim-Pacha; il mit tout en œuvre pour se tenir à hauteur de la terrible situation que lui avaient faite les fautes des autres; il y eut d'autant plus de peine et il éprouva d'autant plus de difficultés que les éléments d'organisation lui faisaient presque absolument défaut: il prescrivit la levée de tous les hommes en état de porter les armes, quel que fût leur âge, et il organisa à la hâte des troupes irrégulières, sans uniforme, avec des armes de toute espèce, qu'il dirigea sur Novi-Bazar, Nissa et Sophia. Il devait apporter dans sa mission une ardeur d'autant plus grande que les Russes, enhardis par leurs récents succès et désireux d'obtenir un résultat décisif avant l'arrivée définitive de la mauvaise saison, montraient eux-mêmes plus de vigueur dans leurs opérations.

Les 2, 3, 4, 5 et 6 novembre, les Russes continuèrent leur mouvement vers le sud-ouest, et ils occupèrent successivement les positions de Teteven, Jablanitza et Reberkowo. Nous avons déjà indiqué, d'une manière générale, les chemins qui viennent du Danube et passent par ces trois villages avant de traverser les Balkans; nous allons entrer dans quelques détails à leur sujet, afin de montrer la haute importance stratégique qu'avait leur prise de possession par les Russes.

Le village de Reberkowo est situé à près de 10 kilomètres à l'est de Vracza, sur l'Isker; cette ville de 15,000 habitants environ, presque tous Bulgares, est l'un des centres commerciaux les plus importants de la Bulgarie; elle est entourée de pâturages fort étendus et elle alimente Constantinople en bestiaux de toute sorte; elle est réunie à Vidin par une route qui passe à Berkovach sur l'Ogustul; à Rahova, par un chemin qui passe à Borovan sur le Shit; enfin à Plevna, par une partie de la grande route de Rousdschouk à Sophia. On peut traverser les Balkans en partant de Vracza par trois sentiers qui se dirigent vers Sophia, mais qui sont impraticables à une troupe. La seule voie de communication qu'une armée puisse employer atteint Reberkowo, après avoir passé l'Isker à gué; elle se dirige ensuite vers Orchanié, sur le Mali-Isker, ou petit Isker, à travers l'Etropol-Balkan, et en laissant Etropol sur la gauche, puis elle atteint le col d'Etropol ou de Baba-Konak, le moins élevé de tous ceux qui donnent accès de la Bulgarie occidentale dans l'intérieur de la Turquie; enfin elle descend vers Sophia. D'Orchanié se détache un chemin qui se dirige vers Etropol, puis franchit la Stredna-Gora et atteint Slatitsa aux sources de la Topelska. De Slatitsa on peut descendre sur Tatar-Bazardjick par la vallée de la Topelska; on peut encore aller à Karlowo aux sources du Giop-Su

et de là rayonner, soit sur Kasanlik, soit sur Eski-Saara, soit sur Philippopoli et Andrinople.

Le village de Jablanitza, aux sources de la Panegra, qui est un affluent de la rive droite de l'Isker, est situé sur le point le plus élevé de la grande route de Rousdschouk à Sophia, dans sa partie comprise entre Plevna et Orhanié.

La petite ville de Teteven est bâtie sur les bords du Vid ; elle contient environ 4,000 habitants ; elle est reliée par des chemins avec Lovatz, Isvor-Bulgarski, Jablanitza et Troïane ; elle est en communication avec Slatitsa par un sentier qui traverse la Stredna-Gora ; enfin on peut atteindre Rahmanli en partant de Teteven, en passant soit par le col de Rabanitsa, soit par celui de Markovo ; toutefois, ces deux dernières directions, et particulièrement celle de Markovo, sont considérées comme impraticables aux voitures.

On voit donc que la prise de possession de Reberkowo, Jablanitza et Teteven par les Russes, tendait à isoler simultanément le corps turk de Sophia de celui de Plevna et même de celui des Balkans.

En même temps que le général Gourko portait sa cavalerie vers le sud, le général Skobelev opérait avec non moins d'activité au nord et à l'ouest de Plevna pour en compléter l'investissement.

Le 5 et le 6, des reconnaissances avaient été dirigées vers Rahova et vers Lom-Palanka. Une partie de la garnison de la première de ces deux villes se replia sur la seconde. Les troupes roumanorusses n'attaquèrent, du reste, ni l'une ni l'autre, mais leur arrivée jeta l'épouvante parmi la population turque des environs qui s'enfuit dans la direction de Sophia.

Dans la nuit du 10 au 11, Osman-Pacha tenta une vigoureuse sortie, sans doute avec l'intention de forcer les lignes russes et d'évacuer Plevna ; mais l'ennemi était sur ses gardes. Il laissa approcher les Turks à bonne portée, les accueillit par un feu meurtrier et les obligea à rentrer dans leurs ouvrages, après avoir subi des pertes considérables.

Le 11, le général Skobelev prit à son tour l'offensive, et il enleva le mont Verde qui domine les positions de Plevna, dont l'investissement fut alors aussi complet que possible.

Dans la nuit du 14 au 15, Osman-Pacha renouvela encore ses efforts pour rompre les lignes ennemies ; il échoua comme précédemment.

A cette époque, les Russes avaient atteint Lom-Palanka sur les bords du Danube, et Berkovach, au pied des Balkans. La prise de possession de cette dernière localité avait encore une très-haute importance stratégique. En effet, elle est presque aux sources de l'Ogustul ; elle est jointe, par le col de Kom, avec la petite place de

Piroï qui est elle-même près des sources de la Nitchava, et, par le col de Glinzi, qui court entre la Stara-Planina et l'Etropol-Balkan, avec la ville de Sophia, presque aux sources du grand Isker. Ces opérations avaient donc le double résultat de permettre un mouvement contre Sophia et de tendre vers l'armée serbe. L'attitude de la principauté avait été fort incertaine jusqu'alors, mais il était à supposer que la présence des Russes sur les bords du Timok l'entraînerait facilement à participer aux hostilités.

Pendant que ces diverses opérations s'exécutaient, Mehemet-Ali-Pacha déployait une rare activité dans l'organisation de l'armée destinée non-seulement à secourir Osman-Pacha, mais encore à fortifier Sophia.

A la suite de la dernière tentative infructueuse faite par la garnison de Plevna pour briser le cercle d'investissement, le commandant des troupes assiégeantes avait proposé une capitulation à Osman-Pacha, en lui représentant qu'il avait fait tout ce que lui prescrivait l'honneur militaire et qu'il ne pouvait plus attendre de secours ni sortir de la ville. Osman-Pacha lui répondit qu'il repoussait ses propositions, et qu'il résisterait énergiquement jusqu'à la dernière extrémité, conformément aux devoirs que lui imposait son patriotisme.

Nous verrons ultérieurement comment devait se terminer ce drame militaire, dans lequel les Turks avaient fait preuve d'une si grande valeur. Au moment où nous interrompons notre récit, il y avait quatre mois qu'avec un corps de 40,000 hommes environ Osman-Pacha tenait en échec des troupes ennemies trois fois plus nombreuses et étonnait le monde par son indomptable ténacité. Son souverain lui avait décerné le titre sacré et glorieux de *Ghazi*, c'est-à-dire de victorieux. Depuis plus de trois cents ans que cette distinction suprême n'avait été décernée à un sujet ottoman. Osman-Pacha l'avait obtenue en même temps que Mouhktar-Pacha, et il la partageait avec la ville de Choumla qui, en souvenir des vingt-sept sièges qu'elle a subis sans jamais être prise, est toujours désignée par l'appellation de Ghazi-Choumla dans les documents officiels. On pouvait être assuré que le héros de Plevna ne faillirait pas à l'insigne honneur dont il venait d'être l'objet.

Voyons maintenant les opérations du centre de l'armée russe dans le même laps de temps.

De ce côté, la situation ne s'était pas sensiblement modifiée. Depuis les derniers jours du mois de septembre jusque vers le 15 novembre, les Russes et les Turks restèrent dans les mêmes positions, ceux-ci tenant la vallée de la Toundja et se reliant, par Ilena et Stara-Bieca, avec le corps du quadrilatère, ceux-là conti-

nuant à occuper les villes de Selvi, Gabrova et Tirnova, dans le bassin supérieur de la Yantra. Les avant-gardes des deux armées se trouvaient toujours opposées l'une à l'autre dans le col de Tchipka et ne pouvaient en déboucher. La neige avait fait depuis longtemps son apparition et rendait les opérations plus difficiles. De temps à autre la canonnade se renouvelait avec plus ou moins d'intensité entre les redoutes des deux partis. Des reconnaissances étaient faites particulièrement aux environs d'Ilena. Mais l'intérêt était ailleurs, c'est-à-dire sur les bords du Vid et sur ceux du Lom. Il était probable, en effet, que les événements survenus au centre ne pouvaient avoir qu'une faible influence sur l'ensemble des opérations. Du reste, Suleiman-Pacha avait quitté le commandement du corps des Balkans dans les premiers jours de novembre. Il était allé prendre la direction du corps du quadrilatère, et il avait été nommé serdaskrem de toute l'armée turque de Bulgarie. Mais il avait emmené avec lui une partie des forces dont il disposait dans les Balkans, en sorte que Réouf-Pacha, son successeur à la tête de l'armée des Balkans, fut obligé de rester sur la défensive. D'autre part, les Russes ne pouvaient prendre l'offensive par le défilé de Tchipka, tant que les Turks n'auraient pas abandonné Plevna sur la droite et menaceraient Bjela sur la gauche. Cette situation respective explique suffisamment le faible intérêt qui s'attache aux opérations des deux centres ennemis pendant le mois d'octobre.

Toutefois, il faut mentionner que la position des Russes dans le bassin supérieur de la Yantra était devenue meilleure; pendant ce temps ils avaient élevé des ouvrages de fortification sur les principaux points qu'ils occupaient, et, en admettant qu'ils fussent obligés de se retirer, ils avaient dorénavant des points d'appui solides sur leurs lignes de retraite. Cependant les difficultés de ravitaillement étaient aussi grandes. A ce point de vue, les ponts de bateaux construits sur le Danube et les mauvais chemins de la Bulgarie constituaient des moyens bien précaires. Le 7 et le 8 octobre, un violent ouragan avait emporté une partie de l'un des ponts et avait rendu impossible la circulation sur les autres; en outre, les pluies abondantes survenues pendant le mois d'octobre avaient mis les chemins dans un tel état que les voitures n'y circulaient plus qu'avec les plus grandes difficultés. D'un instant à l'autre, le danger pouvait devenir très-grand, et il était nécessaire d'y remédier. On fit venir des plaques de fer assez fortes pour protéger les ponts contre les vagues soulevées par les vents impétueux et contre les glaçons que le fleuve charrie en hiver. On résolut encore de construire un chemin de fer qui irait de Sistova à Tirnova avec embranchement sur Plevna. Ces travaux durent être commencés immédiatement et poursuivis sans relâche. Ils montraient évidemment

que les Russes ne songeaient pas à quitter la Bulgarie, mais persistaient même plus que jamais dans leur intention de continuer les hostilités jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu le résultat indiqué dans le manifeste lancé par le tzar au début de la guerre. On avait, du reste, voulu dissuader ce dernier de rester en Bulgarie ; on ne put y parvenir. Il annonça, au contraire, sa volonté formelle de vivre au milieu de ses troupes et de partager toutes leurs fatigues, tant pour lui que pour les membres de la famille impériale dont la plupart exerçaient des commandements dans l'armée d'opérations en Europe et en Asie.

Nous avons dit plus haut que le corps turk des Balkans avait été affaibli par le départ d'une partie de ses forces pour l'armée du quadrilatère. Dès les derniers jours du mois d'octobre, il dut encore envoyer de nombreux renforts vers Orhanié pour reconstituer l'armée de Sophia, qui était alors en formation, et avec laquelle Mehemet-Ali-Pacha devait porter secours à Osman-Pacha. Les Russes connaissant ces départs successifs qui diminuaient beaucoup l'effectif du corps turk des Balkans, et sachant que les réserves ne pouvaient leur fournir des troupes fraîches, profitèrent de la situation favorable pour organiser à leur tour une nouvelle armée, dite des Balkans, avec laquelle ils annonçaient le projet de reprendre l'offensive et de pénétrer à nouveau dans le bassin de la Toundja.

Nous arrêtons ici l'exposé sommaire des rares événements qui eurent lieu au centre de l'armée russe depuis le premier octobre jusqu'au 15 novembre. Nous en verrons la suite ultérieurement.

Nous avons conduit précédemment jusqu'au 20 septembre les opérations de l'aile gauche de l'armée russe. De même que le centre, et, bien qu'ayant une mission relativement plus importante, elle était obligée de rester sur la défensive, tant que l'aile droite était arrêtée par la résistance de Plevna, car elle faisait face au gros des forces turques, et elle avait les places du quadrilatère comme objectif.

Le 21, avons-nous dit, l'armée de Mehemet-Ali-Pacha avait dirigé contre les positions de l'armée du tzarevitch une forte reconnaissance qui n'avait eu aucun résultat. Le combat avait été violent et avait duré presque toute la journée, mais les Turks n'avaient pu parvenir à refouler les Russes qui s'étaient maintenus sur le terrain qu'ils occupaient.

Le 25, Mehemet-Ali-Pacha ordonna à son armée un mouvement général de retraite sur ses anciennes positions d'Osman-Bazar et d'Eski-Djoumaja. Il y fut obligé par la certitude de la supériorité numérique et de la solidité des retranchements de l'aile gauche de

l'armée russe, qu'il avait pu constater dans le combat du 21, ainsi que par l'extrême difficulté qu'il éprouvait dans ses ravitaillements. Ceux-ci étaient devenus d'autant plus nécessaires que son armée était mal pourvue en vivres et en munitions, et ils étaient d'autant plus lents et plus insuffisants que les chemins avaient été partiellement détruits par les pluies abondantes des jours précédents.

Le 27, la canonnade recommença entre Gurgevo et Rousdschouk, et elle se continua jusqu'au 4 du mois suivant avec une grande vivacité. Les Russes lancèrent surtout leurs projectiles contre le quartier de Rousdschouk habité par la population turque, et la plus grande partie de ce quartier fut détruite ou brûlée.

Le 29, l'armée russe, instruite de la marche rétrograde de Mehemet-Ali-Pacha, se porta de nouveau en avant et ses avant-postes furent lancés jusqu'à Sultankoi.

La garnison turque de Silistrie avait définitivement pris possession, depuis quelques jours, de l'île du lac roumain de Boccea; le détachement qui occupait cette île l'avait fortifiée et continuait les préparatifs pour la construction d'un pont. Les Russes avaient immédiatement établi un pont sur un bras du même lac, en face de l'île que tenaient les Turcs; ils avaient élevé une tête de pont et amené du canon pour bombarder cette île. Malgré les forces suffisantes dont ils disposaient dans les environs pour s'opposer à une attaque de l'ennemi contre leur ligne de ravitaillement, on avait encore jugé nécessaire de prescrire aux milices roumaines des districts environnants de se tenir prêtes à toute éventualité, et l'on avait renforcé le détachement de Kalarasi. On espérait ainsi être à même de parer à tout danger. Toutes ces précautions démontrèrent aux Turcs qu'ils avaient laissé passer le moment favorable d'exécuter une démonstration sur la rive roumaine; ils évacuèrent bientôt l'île qu'ils occupaient, et, le 10 octobre, ils repassèrent définitivement sur la rive droite.

Depuis la retraite qu'il avait ordonnée à la suite des combats du 21 septembre, Mehemet-Ali-Pacha avait été en butte à la malveillance du vieux parti ottoman de Constantinople; ses relations étaient, en outre, devenues difficiles avec le prince Hassan, auquel il reprochait de n'avoir pu coopérer à l'attaque générale du 21 contre l'armée russe. Malgré les services considérables qu'il avait rendus dans son commandement, en réparant une grande partie des immenses fautes commises par Abdul-Kerim-Pacha, sa position fut battue en brèche avec d'autant plus de facilité qu'il était d'origine étrangère et qu'il appartenait au jeune parti turk dont l'influence était alors presque nulle. Il fut donc remplacé par Suleiman-Pacha qui commandait le corps des Balkans, et il retourna à Constantinople,



où il ne resta, du reste, pas longtemps, car, ainsi que nous l'avons dit plus haut, il fut envoyé pour organiser un nouveau corps d'armée à Novi-Bazar, puis à Sophia, c'est-à-dire au milieu du pays dans lequel les Russes, les Roumains, les Monténégrins, les Bulgares, les Bosniens et les Herzégoviniens devaient chercher à se rallier, ainsi que les Serbes, si ces derniers participaient à la guerre. Il faut reconnaître qu'en raison du manque presque complet d'éléments et de moyens d'organisation, la nouvelle tâche qui incombait à Mehemet-Ali-Pacha était au moins aussi difficile et périlleuse que le commandement dont il venait d'être dépossédé. Nous verrons plus tard comme il la remplit. Le successeur qui lui était donné était généralement considéré comme un homme énergique, comme un excellent général de division, mais on ne le supposait pas capable de conduire les opérations de la grande guerre, surtout dans les circonstances critiques au milieu desquelles il en prenait la direction. Il emmenait avec lui le ferik Fazil-Pacha qui fut nommé au commandement du corps de Rasgrad, en remplacement d'Achmet-Eyoub-Pacha qui suivait le général en chef dans sa disgrâce momentanée.

Quelle était la situation respective des belligérants au moment où Suleiman-Pacha fut nommé général en chef et quel plan d'opérations pouvait-il adopter ? Voilà ce qu'il importe d'exposer brièvement avant de continuer le récit des événements.

Les Russes ne pouvaient encore marcher en force sur Sophia, puisque Osman-Pacha leur en barrait le chemin à Plevna ; ils étaient dans l'impossibilité de déboucher de Tchipka où les Turks se maintenaient dans leurs retranchements ; ils n'avaient pas assez de troupes pour porter leur aile gauche en avant vers Osman-Bazar, Kasan et Iamboli, parce qu'ils ne pouvaient masquer les places du quadrilatère dont les garnisons auraient pu inquiéter et couper leurs lignes de ravitaillement ; enfin ils commençaient seulement à sortir de la Dobrudja. Ils en étaient donc réduits à agir avec beaucoup de prudence et de lenteur. Telle était leur situation.

Suleiman-Pacha pouvait adopter l'une des trois solutions suivantes pour tirer le meilleur parti possible de l'attitude momentanément défensive que les circonstances actuelles imposaient aux Russes : ou marcher avec toute l'armée du quadrilatère contre l'armée du tzarevitch, opération dans laquelle avait échoué Mehemet-Ali-Pacha ; ou laisser quelques détachements à Eski-Djoumaja et à Osman-Bazar, exécuter une marche de flanc par la haute vallée de la Toundja, en masquant ce mouvement par les détachements ci-dessus indiqués, ainsi que par ceux du corps des Balkans qui surveillaient et défendaient alors les passages du Kodscha-Balkan, et tomber en force sur l'aile droite de l'armée russe par Troïane, par Teteven ou par

Orchanié, dans le but de rompre le cercle d'investissement de Plevna et de dégager Osman-Pacha; ou, enfin, laisser encore quelques détachements à Osman-Bazar, à Eski-Djoumaja et à Rasgrad, exécuter une marche de flanc vers Turtukaï, passer le Danube près de ce poste retranché et porter le ravage sur la voie ferrée roumaine, ce qui eût amené tout de suite la retraite d'une grande partie de l'armée russe. De ces diverses entreprises, la première était la plus aisée; la deuxième et la troisième présentaient de grandes difficultés, mais elles promettaient d'immenses résultats. En tout cas, la pire des décisions était le maintien de la défensive, car elle donnait à l'ennemi le temps de recevoir les renforts qui affluaient de toutes les provinces de l'empire moscovite, tandis que l'armée turque n'en recevait que d'insuffisants. On pouvait supposer que ce système passif d'opérations serait abandonné, puisque l'on avait enlevé le commandement à Mehemet-Ali-Pacha pour l'avoir adopté après son infructueux mouvement offensif. Il y a toutefois lieu de remarquer que les deux armées belligérantes n'étaient point dans les mêmes conditions au point de vue du commandement, et que l'autorité du général en chef turk était loin d'être aussi puissante que celle du général en chef russe. D'un côté, le tzar était au milieu de ses troupes, sur lesquelles sa présence exerçait une puissante influence morale; un de ses frères était à la tête de l'armée, et celui-ci jouissait de la pleine initiative dans les opérations militaires, outre que son autorité était respectée et que ses ordres étaient exécutés par tous ses lieutenants. D'un autre côté, le sultan n'osait quitter Constantinople, où les partisans de son frère Mourad V, qu'il avait détrôné, pouvaient susciter une révolution de palais qui aurait eu pour résultat de le renverser à son tour. Le commandement en chef de l'armée avait été déjà confié à trois titulaires, ce qui apportait forcément une grande confusion dans les opérations militaires. Le territoire turk était envahi et l'armée ottomane presque réduite à la défensive, dont le moindre inconvénient est de jeter le trouble dans les esprits, de porter atteinte à la valeur morale des troupes, de faire naître la méfiance envers les chefs que le sort des armes ne favorise point. Les ordres du commandant en chef n'étaient pas toujours exactement suivis. Enfin il y avait à Constantinople une sorte de conseil aulique qui, de la capitale, prétendait diriger les opérations en Bulgarie et dicter des ordres au généralissime. Ces diverses causes d'infériorité du commandement de l'armée turque devaient avoir nécessairement de fatales conséquences sur l'issue définitive de la lutte. Le général en chef turk, en définitive, n'était pas libre d'agir comme il l'entendait.

Des trois hypothèses présentées plus haut relativement au plan de campagne que pouvait adopter Suleiman-Pacha, il devint bientôt

évident que la première seule serait adoptée. Nous avons déjà dit, en effet, que Mehemet-Ali-Pacha avait été chargé de former une armée de secours de Plevna avec les éléments épars qu'il pourrait réunir à Sophia, après les avoir appelés à lui de Banyaluka, de Novi-Bazar, de Nissa et de Kazanlik. Suleiman-Pacha ne voulait ou ne pouvait se dégarnir d'aucune de ses troupes dans ce but. La deuxième supposition était donc écartée. Le retour définitif de la garnison de Silistrie sur la rive droite prouva surabondamment que l'on n'aurait pas recours à la troisième solution. Il ne restait donc définitivement que la première hypothèse, c'est-à-dire l'attaque contre Bjela, ou peut-être même la défensive sur les positions centrales de Rasgrad, d'Eski-Djoumaja et d'Osman-Bazar.

C'est le 8 octobre que Suleiman-Pacha prit définitivement le commandement en chef de l'armée. Il établit son quartier général à Rasgrad. Il partagea ses forces en trois corps d'armée : l'un commandé par le prince Hassan, et composé des contingents d'Egypte et d'Asie-Mineure, fut plus spécialement désigné pour fournir les garnisons aux places fortes du quadrilatère; les deux autres, placés sous les ordres d'Assuf-Pacha et de Fazli-Pacha, furent désignés pour les opérations actives. L'un de ceux-ci devait opérer entre la Yatnra et le Lom; l'autre devait exécuter, par Silistrie et Turtukaï, cette diversion dont nous avons parlé plus haut comme étant la troisième hypothèse pour le plan de campagne. Mais l'état-major général turk s'était déterminé trop tard à agir. Déjà le détachement de Silistrie était revenu sur la rive droite et avait enlevé la partie du pont précédemment construite. Les Russes, comprenant le danger que pourrait leur faire courir une pointe dans cette direction, s'étaient hâtés de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à cette tentative. Ils doublèrent leurs postes à Oltenitza et à Calarusi; ils organisèrent une nouvelle armée dont le grand-duc Constantin eut le commandement, et qui comprenait la 2<sup>e</sup> division de grenadiers, la 24<sup>e</sup> division, faisant partie du 2<sup>e</sup> corps d'armée et nouvellement arrivée, et la 36<sup>e</sup> division, que fournit le 7<sup>e</sup> corps d'armée. Il fut prescrit en même temps au général Zimmermann de menacer Silistrie par le nord et par l'est. Devant de pareilles dispositions, Suleiman-Pacha fut donc obligé de renoncer, momentanément du moins, à la diversion projetée et de restreindre ses opérations.

Les Russes avaient profité de l'interruption dans le commandement de l'aile droite turque pour se porter en avant, dans la direction de Rousdschouk.

Le 8, ils dirigeaient une reconnaissance vers Kadikoï, en avant de leur centre.

Le 9, ils avaient porté leur aile gauche à l'est de Pyrgos, dont le pont de bateaux subsistait toujours.

Les jours suivants, il y eut d'incessants combats aux avant-postes des deux armées.

Pendant ce temps, la garnison de Silistrie travaillait ardemment aux défenses de la place, car elle pouvait supposer qu'elle aurait bientôt à subir un siège; les monitors turks mouillés près de la ville se rapprochaient quelquefois de la rive roumaine et tiraient sur l'île d'Orcia, occupée par les Russes dans le lac de Boccea.

Le 22, il y eut un engagement plus important livré par l'aile droite de l'armée du tzarevitch dans la direction de Karahassar, sur la rive droite du Kara-Lom : c'est dans ce combat que le jeune prince Serge de Leuchtenberg, neveu du tzar, fut mortellement frappé par une balle qui l'atteignit au front; les Turks conservèrent leurs positions, malgré l'impétuosité des attaques ennemies.

Le 24, le centre de l'armée russe attaqua à son tour le corps d'Assaf-Pacha, qui se trouvait à Kadikoï, mais il ne put parvenir à le faire reculer; le même jour, une attaque du même genre avait lieu à l'est de Pyrgos.

En résumé, dans tous ces petits combats, l'attaque et la résistance étaient également énergiques, les deux armées passant tour à tour de l'offensive à la défensive, mais il n'y avait aucune de ces actions générales qui amènent forcément un résultat décisif : il semblait que les deux adversaires cherchassent constamment à les éviter; ce système, naturel et logique de la part des Turks, qui étaient numériquement inférieurs, nous paraît inexplicable pour les Russes, qui avaient tout intérêt à engager une action générale en rase campagne et dont tous les efforts auraient dû tendre à y contraindre l'ennemi.

Pendant ce temps, Suleiman-Pacha était allé inspecter les places du quadrilatère; il en avait arrêté la garnison aux effectifs de 20,000 hommes pour Rousdschouk et de 15,000 hommes pour Silistrie; il avait placé une forte brigade à Bazardjik, une autre à Osman-Bazar, et il avait fait élever de solides ouvrages de fortification passagère sur ces deux points stratégiques, très-importants à cause des voies de communication qui y aboutissent. Il avait enfin concentré toutes ses forces disponibles, soit 85,000 réguliers et 10,000 irréguliers, dans le camp retranché de Rasgrad, prêt à prendre l'offensive contre l'armée du tzarevitch.

Cette dernière avait poursuivi ses progrès vers l'est : elle occupait les deux rives du Kara-Lom. Sa gauche était appuyée aux troupes roumaines et russes établies à Gurgevo, mais celles-ci surveillaient si mal, que, dans la nuit du 22 au 23 octobre, un parti turk, détaché de la garnison de Rousdschouk, avait passé le fleuve sur des barques et avait enlevé quelques postes ennemis; le centre était vers Katzelevo, la droite vers Sultankoï; les communications

en arrière étaient assurées par le pont en pierres de Biela, sur la Yantra, par le pont de bateaux de Pyrgos, sur le Danube; un autre pont de bateaux était en construction sur le fleuve près de Batin, à 15 kilomètres en amont de Pyrgos; l'aile droite était en l'air, et très-souvent les troupes turques la menaçaient par des reconnaissances qui n'étaient cependant pas assez fortes et qui n'allaient pas assez loin pour mettre l'armée du tzarevitch en danger.

En résumé, au moment où nous arrêtons l'étude des opérations de l'armée du tzarevitch, la position était à peu près la même pour l'armée turque au quadrilatère que le jour où Mehemet-Ali-Pacha en avait quitté le commandement: pendant l'espace de temps écoulé du 30 octobre au 15 novembre, on ne voit pas l'avantage qui était résulté de la nomination d'un nouveau général en chef, tandis que les inconvénients en étaient palpables. Les événements ultérieurs nous apprendront si Suleiman-Pacha devait se montrer définitivement plus ou moins habile et énergique que son prédécesseur.

Il nous reste maintenant à relater les opérations du corps du bas Danube.

Nous avons dit que le général Zimmermann avait réuni le gros de ses forces, le 15 septembre, près de Tchernavoda, dans le but de repasser sur la rive roumaine ou de marcher vers Silistrie, suivant que les circonstances imposeraient l'une ou l'autre de ces deux opérations. Ce mouvement de concentration était la conséquence, d'une part, de la possibilité du débarquement d'un fort détachement de l'armée turque d'Asie; d'autre part, de l'éventualité d'une participation directe aux opérations entre le Vid et la Yantra, dans le cas où les troupes russes opérant dans la Bulgarie centrale ne seraient pas suffisantes, ou ne recevraient pas à temps voulu les renforts que l'empereur avait ordonné d'envoyer avec la plus grande rapidité. Mais il n'y eut point de débarquement de troupes turques dans la Dobrudja et la situation des Russes en Bulgarie devint meilleure, en sorte que le général Zimmermann dut rester dans la position qu'il occupait. L'état sanitaire était toujours aussi déplorable dans le corps du bas Danube, dont le rôle avait été, en outre, fort effacé jusqu'alors. On prescrivit à son commandant en chef d'agir dorénavant de manière à inquiéter sérieusement l'ennemi sur son flanc droit.

Le 27 septembre, le général Manzèi, qui commandait la 7<sup>e</sup> division de cavalerie, quitta Kustendje avec 6,000 hommes environ de cavalerie et d'infanterie, et exécuta une reconnaissance dans la direction de Bazardjik, où l'on acquit la conviction qu'une brigade de 6,000 hommes, commandée par Riza-Pacha, s'était établie avec du canon et fortement retranchée; cette solide prise de pos-

session de Bazardjik par les Turks était un échec pour les Russes, car c'est par là que passent les routes principales de la Bulgarie orientale. Il y eut, dans cette petite expédition, un combat de faible importance, à la suite duquel les Russes retournèrent à Kustendje.

Le 29, deux navires cuirassés turks s'engagèrent dans celle des bouches du Danube qui porte le nom de Sulina, et essayèrent de forcer le passage de Toulitcha, où les Turks avaient immergé des navires chargés; leur but était de tâcher d'atteindre le pont de bateaux de Braïla-Matchin. Ils ne purent même dépasser Toulitcha.

Pendant ce temps, des renforts avaient été envoyés au général Zimmermann pour le mettre à même d'exécuter une sérieuse diversion contre l'aile droite de l'armée ennemie. Le 7<sup>e</sup> corps passa presque tout entier sous ses ordres. En outre, la nouvelle armée organisée à Kalarasi sous les ordres du grand-duc Constantin, et dont nous avons déjà parlé plus haut, lui assurait les relations avec la rive roumaine quand il se serait éloigné du Val de Trajan. Enfin, on annonçait comme prêt d'être terminé le chemin de fer en construction de Bender à Galatz, qui devait rendre le ravitaillement beaucoup plus facile.

Le 9 octobre, la flotte turque renouvela encore la tentative dans la direction du pont de bateaux de Braïla-Matchin, pour obliger le général Zimmermann à ne pas s'en éloigner et à rester dans la Dobroudja; mais l'un de ses monitors vint donner contre une torpille et fut détruit. Il était donc à peu près certain que le pont était à l'abri des insultes de l'ennemi, et qu'il n'était pas imprudent de marcher vers le sud.

Le 12, le 13 et le 14, les Russes bombardèrent Sulina : l'artillerie de cette place ne put faire taire celle des batteries flottantes ennemies; l'escadre turque, qui était devant Sulina, ne prit, du reste, aucune part au combat, et pourtant on annonçait qu'Hobart-Pacha venait d'en reprendre le commandement avec l'ordre formel de forcer l'entrée du fleuve.

Pendant ce temps, on expédiait au général Zimmermann les renforts qui lui avaient été promis, ainsi qu'un matériel suffisant pour entreprendre le siège de Silistrie.

Dans les derniers jours d'octobre, le corps du bas Danube commença son mouvement vers le sud.

Le 1<sup>er</sup> novembre, sa marche fut suspendue à cause du mauvais temps.

Le 15 novembre, au moment où nous arrêtons cette étude, le gros de ce corps d'armée était à Kouzgonn, à 50 kilomètres à l'est de Silistrie, que la garnison mettait en état de défense dans la prévision d'un siège, ainsi que nous l'avons dit précédemment.



A la date du 15 novembre, la situation des belligérants était la suivante en Bulgarie et sur toute la rive droite du Danube dans son quatrième bassin :

A l'extrême aile droite, le général Gourko venait d'atteindre Pandirolo et de faire sa jonction avec l'armée serbe sur les bords du Timok. Il était donc permis de considérer comme imminente l'entrée de celle-ci en campagne. Les flanqueurs de droite du général Gourko bloquaient Vidin et Rahova, et occupaient Lom-Palanka. Le Danube seul les séparait du 1<sup>er</sup> corps d'armée roumain, qui garnissait la rive gauche du fleuve, depuis Kalafat jusqu'à Nicopoli, et qui disposait du pont de bateaux de Korabia-Besli. Les flanqueurs de gauche du général Gourko occupaient Vracza, Berkovach et Belgradjik. En arrière du flanc droit de ce raid de cavalerie exécuté par les divisions de la garde impériale russe, se tenait la cavalerie roumaine, qui occupait le terrain compris entre Rahova et Nicopoli. En arrière du flanc gauche se trouvaient les avant-postes de Reberkowo, Jablanitza et Teteven. Les troupes turques, depuis Banyaluka jusqu'à Sophia, c'est-à-dire par Novi-Bazar, Nissa et Pirost, étaient placées sous le commandement de Mchemet-Ali-Pacha qui devait déployer la plus grande activité pour faire face à une situation aussi critique. Le noyau des forces dont il disposait et autour duquel il groupait les nouvelles levées, pouvait être de 20,000 hommes de troupes régulières.

Les troupes qui investissaient Plevna comptaient 130 bataillons, 80 escadrons et 400 bouches à feu ; mais, d'une part, elles s'étaient affaiblies par le départ des détachements dont nous venons d'indiquer les positions ; d'autre part, elles avaient subi des pertes considérables par le feu et contenaient un grand nombre de malades. Ainsi, l'on évaluait le nombre de ces derniers à 26 p. 100, et l'on estimait à 3,000 morts et à 4,500 blessés les pertes subies par les troupes de la garde impériale russe dans les deux combats de Dubnik et de Telis. Quant à Osman-Pacha, on ne lui supposait pas plus de 30,000 hommes valides. Mais ses sorties étaient si fréquentes que les troupes assaillantes étaient exténuées par les mouvements continuels auxquels les obligeait l'énergique système de défense des Turks.

Le centre de l'armée russe comprenait à peu près 70 bataillons, 30 escadrons et 200 bouches à feu. Il était toujours entre Selvi, Tirnova et Ilena, avec son avant-garde à Tchipka ; il recevait constamment de nouveaux renforts avec lesquels on voulait organiser une nouvelle armée, dite des Balkans, qui serait destinée à traverser immédiatement les montagnes. Il n'y avait, pour s'y opposer, que le corps de Réouf-Pacha, fort de 20,000 hommes au maximum.

L'aile gauche de l'armée russe, commandée par le tzarevitch,

s'était considérablement renforcée dans les derniers jours, et elle avait été portée à l'effectif de 100 bataillons, 60 escadrons et 350 bouches à feu. Le corps du bas Danube avait environ 50 bataillons, 30 escadrons et 200 bouches à feu. Ces deux masses réunies avaient contre elles l'armée de Suleiman-Pacha, qui comptait 120 bataillons, 40 escadrons et 200 canons, soit 70,000 hommes, et les garnisons du quadrilatère, qui montaient à peu près à 35,000 hommes.

---

## MARCHE DES RUSSES SUR ERZEROUM.

Nous avons précédemment étudié les opérations en Asie jusqu'à la fin du mois de juillet.

A cette date, l'armée russe du Transcaucase, après avoir échoué dans son attaque concentrique sur la position de Zevin que Moukhtar-Pacha occupait dans le Soghanly-Dagh, avait effectué un mouvement général de retraite au centre et à gauche. Cette armée avait été cruellement éprouvée par les privations que lui avait imposées la difficulté du ravitaillement, par les fatigues résultant des marches nombreuses et pénibles, par les maladies qui étaient la conséquence des privations et des fatigues, enfin par les pertes cruelles et considérables faites dans les combats. Toutes ces causes réunies avaient réduit dans une proportion extraordinaire l'effectif des combattants, déjà trop faible au début des hostilités. L'ennemi lui avait apporté une résistance opiniâtre sur les hauteurs de Soghanly-Dagh et lui avait finalement infligé un échec qui, vu les circonstances déplorables dans lesquelles se trouvaient les Russes, avait dégénéré en déroute pour une partie de leur armée. Il avait été reconnu nécessaire, non point seulement de renoncer tout de suite à l'offensive, mais encore de rapprocher les troupes de leurs places de dépôt pour les réorganiser, les renforcer et renouveler leurs approvisionnements de toutes sortes. En outre, le plan de campagne avait été reconnu défectueux, et il fallait en préparer un nouveau. Ce mouvement rétrograde pouvait avoir les conséquences morales et matérielles les plus graves, si l'ennemi agissait à son tour avec hardiesse. Mais celui-ci n'était pas dans une situation meilleure ; il se trouvait même dans l'impossibilité de prendre l'offensive.

Nous avons déjà dit que les 4<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> divisions d'infanterie, qui étaient restées indépendantes lors de l'organisation de l'armée russe en corps d'armée, avaient été dirigées sur l'armée russe du Transcaucase, aussitôt qu'il fut prouvé que celle-ci n'était pas assez forte.

Le corps des grenadiers fut entièrement mobilisé presque aussitôt.

Tandis que les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions de ce corps d'armée allaient renforcer l'armée russe de Bulgarie, la 1<sup>re</sup> division de grenadiers et la 14<sup>e</sup> division de cavalerie, attachée à ce corps d'armée, étaient mises en marche vers le Caucase.

La 1<sup>re</sup> division des grenadiers était commandée par le général-lieutenant Roop. Elle se composait des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régiments de grenadiers et de la première brigade d'artillerie montée des grenadiers.

La 14<sup>e</sup> division de cavalerie était commandée par le général-lieutenant Mehnden. Elle comprenait le 14<sup>e</sup> régiment de dragons, le 14<sup>e</sup> de lanciers, le 14<sup>e</sup> de hussards, le 14<sup>e</sup> de cosaques et la 14<sup>e</sup> brigade d'artillerie à cheval.

La 4<sup>e</sup> division d'infanterie contenait les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> régiments d'infanterie, ainsi que la 4<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

La 40<sup>e</sup> division d'infanterie était formée par les 157<sup>e</sup>, 158<sup>e</sup>, 159<sup>e</sup> et 160<sup>e</sup> régiments d'infanterie, ainsi que par la 40<sup>e</sup> brigade d'artillerie montée.

Ces renforts renfermaient au total :

40 bataillons,	}	50,000 combattants,
18 escadrons,		8,000 chevaux,
20 batteries,		156 pièces attelées.

En outre, des hommes de réserve furent envoyés par les dépôts pour combler les vides faits dans les troupes qui avaient déjà combattu. Beaucoup de bataillons, d'escadrons et de batteries avaient été trop affaiblis pour être ainsi ramenés tout de suite à leur complet pied de guerre, mais les effectifs devinrent suffisants pour leur permettre de faire leur service et de participer de nouveau aux opérations actives.

Enfin, toutes les troupes disponibles de l'armée russe de la lieutenance du Caucase reçurent l'ordre de se mettre en campagne.

Il y a lieu de remarquer immédiatement que, malgré cette mobilisation générale des troupes russes, celles-ci n'entraient pas toutes en ligne contre l'armée turque proprement dite. En effet, l'insurrection grandissait chaque jour sur les derrières et sur les flancs de l'armée russe.

On se rappelle que les premiers actes de rébellion des populations musulmanes du Caucase s'étaient manifestées dans le massif montagneux qui s'étend entre le mont Elbrouz et le fort de Soukhoum-Kaleh. Ils s'étaient rapidement propagés sur les deux versants de la chaîne occidentale du Caucase, et c'est avec la plus grande peine que les colonnes mobiles russes parvenaient à reconquérir le terrain occupé par les bandes insurgées qui parcouraient la montagne entre le cours du Rion et celui du Taman.

Il était évident que la retraite des Russes devait donner un nouvel essor à l'insurrection. Bientôt, en effet, elle gagna la Géorgie et la vallée du Kour, c'est-à-dire le versant méridional de la chaîne orientale du Caucase. Puis elle se répandit sur le versant septentrional de cette chaîne, elle se propagea dans la vallée du Terek, elle gagna même celle du Kouban, et elle atteignit les environs de Derbend sur la côte occidentale de la mer Caspienne.

L'armée russe du Transcaucase ne disposait donc plus d'une

façon certaine que de la grande route allant de Vladicaucase à Tiflis par le Pas de Dariel. Elle se trouvait obligée de faire de nombreux détachements pour garder cette unique ligne d'opérations, pour arrêter la propagation de la révolte des Géorgiens et des Circassiens, ainsi que pour soumettre les tribus insurgées.

En résumé, les trois causes suivantes rendaient excessivement critique la situation des Russes en Asie :

1<sup>o</sup> L'insurrection musulmane qui menaçait leurs flancs et leurs derrières d'un danger perpétuel;

2<sup>o</sup> L'extrême difficulté des ravitaillements en vivres et en munitions sur le territoire ennemi;

3<sup>o</sup> La nécessité de faire des détachements qui affaiblissaient l'armée de campagne, bien que la supériorité numérique de celle-ci ne fût pas assez marquée pour permettre de prendre hardiment l'offensive.

Il fallait donc une grande énergie au commandant en chef et aux troupes pour triompher de pareils obstacles moraux et matériels, et surtout pour ramener la victoire sous leurs drapeaux.

Le plan de campagne suivi jusqu'alors dut être définitivement abandonné. Bien qu'il fût une réédition de ceux que l'on avait adoptés en 1828, en 1829, en 1853, en 1854 et en 1855, on put croire que le général Loris-Melikov, qui avait été chargé de l'exécuter et qui n'avait point réussi, serait dépossédé de son commandement. Mais il était certain que l'échec subi ne pouvait être reproché au général en chef, qui était réputé pour la connaissance approfondie du théâtre des opérations en Asie. Il fut donc maintenu à la tête du gros des troupes russes, malgré les modifications introduites au système des opérations que l'on avait suivi jusqu'alors. Toutefois, le grand-duc Michel, lieutenant du tzar au Caucase, commandant en chef de toutes les troupes russes dans cette partie de l'empire moscovite, plaça son quartier général à Alexandropol et prit dès lors plus spécialement la haute direction de toutes les opérations en Asie. A la même époque, le général Obroutcheff fut nommé chef d'état-major général de l'armée russe et chargé de préparer un nouveau plan de campagne.

Dans les premiers jours du mois d'août, la répartition générale de l'armée russe du Transcaucase était la suivante :

A l'extrême droite, la 41<sup>e</sup> division d'infanterie, commandée par le général Oklobjio, opérait toujours entre Poti et Batoum, sans faire de progrès ni sans perdre de terrain.

A Ardahan, le général Scheremetiev commandait quelques bataillons d'infanterie qui formaient la garnison de la place et une forte division de cavalerie régulière et irrégulière. Il avait porté celle-ci

jusqu'à Pennek, à mi-distance entre Ardahan et Zevin, au moment où le corps russe d'Alexandropol se retirait vers l'Arpa-Tchaï.

Au centre, le général Loris-Melikov avait sous ses ordres la division des grenadiers du Caucase, les 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> divisions d'infanterie et la division des dragons du Caucase, respectivement commandés par les généraux Solonijeff, Komarov, Heïmann, Petrov, Lazareff et Toulouse-Lautrec. La 1<sup>re</sup> division de grenadiers, général Roop, et la 14<sup>e</sup> division de cavalerie, général Mohnden, devaient bientôt rejoindre cette masse centrale formant le corps russe d'Alexandropol. Obligé de reculer devant le corps turk de Kars, le général Loris-Melikov avait porté ses troupes sur les deux rives de l'Arpa-Tchaï, sa droite appuyée à Alexandropol, son centre vers le confluent de l'Arpa-Tchaï et du Kars-Tchaï, sa gauche vers les ruines d'Ani.

A gauche, le général Tergoukasov, avec la 38<sup>e</sup> division d'infanterie dont il était le chef, avec une partie de la 39<sup>e</sup> division d'infanterie, commandée par le général Devel, et avec quelques troupes irrégulières de cavalerie, avait pris position à Igdir, au pied des pentes septentrionales du massif de l'Ararat.

En résumé, les forces actives russes formaient trois groupes principaux :

Le corps du Rion, qui avait en face de lui le corps turk de Batoum et qui agissait indépendamment, sans relations immédiates avec la masse centrale ;

Le corps d'Alexandropol, qui se reliait avec la garnison et le détachement d'Ardahan et qui avait en face de lui le corps turk de Kars ;

Le corps d'Erivan, qui était établi entre cette ville et Igdir, et à la poursuite duquel s'était lancé le corps turk du Kurdistan.

Les autres troupes étaient réparties comme garnisons dans les postes fortifiés à l'intérieur du territoire russe ou formaient des colonies volantes dispersées parmi les tribus insurgées.

Tout l'ensemble de l'armée russe du Transcaucase pouvait contenir environ :

171 bataillons,	} 270,000 hommes,	
190 escadrons,		} 50,000 chevaux,
80 batteries,		

Toutefois, tous les vides n'avaient pu être comblés et chaque jour il s'en produisait de nouveaux, en sorte que l'on ne pouvait estimer à plus de 200,000 le nombre des combattants vraiment disponibles. Sur ce total il y en avait à peu près :



100,000 pour le corps russe d'Alexandropol;  
20,000 pour le corps russe du Rion;  
30,000 pour le corps russe d'Erivan;  
50,000 à l'intérieur du territoire.

On compte, à vol d'oiseau, environ 150 kilomètres, de Poti à Akhaltzich; 60, d'Akhaltzich à Akhalkalaka; 70, d'Akhalkalaka à Alexandropol; 40, d'Alexandropol à Ani; 90, d'Ani à Jydin.

Le front total de la ligne de défense adopté par les Russes avait donc une étendue de 440 kilomètres environ. Cette dimension était peu en rapport avec l'effectif des troupes disponibles, mais ce front contenait un grand nombre d'obstacles naturels, tels que montagnes boisées, escarpées et inaccessibles, prairies marécageuses, plateaux dépourvus d'eau, rivière sans pont, en sorte qu'il était possible de former des groupes placés près des principales directions stratégiques, au lieu de disposer les troupes d'après le système en cordon. On remarquera cependant que, malgré leurs échecs, les Russes semblaient n'avoir point songé tout d'abord à renoncer à leurs opérations par détachements isolés et par directions convergentes vers l'objectif commun. Devant un adversaire plus habile, cette persistance dans un plan de campagne aussi défectueux aurait pu avoir les conséquences les plus déplorables. Mais il faut reconnaître que Moukhtar-Pacha avait adopté de son côté des dispositions presque identiques. En effet, tandis que le gros de ses forces était à Kars, sa gauche était à Batoum et sa droite à Bayazid. Or, on compte 200 kilomètres de Batoum à Kars, et 180 de Kars à Bayazid. En outre, la présence d'une garnison russe à Ardahan coupait toutes les relations directes entre Batoum et Kars. Du reste, si le corps turk de Kars avait montré une grande énergie dans la défense des passages du Soghanly-Dagh et dans la poursuite depuis Zevin jusqu'à Kars, il ne possédait pas les éléments suffisants pour tirer tout le parti possible de son succès. En effet, les troupes turques allaient toujours en s'affaiblissant et ne recevaient aucun renfort, car la Turquie avait levé jusqu'à son dernier homme, et les quelques recrues qui provenaient de ses possessions asiatiques étaient surtout dirigées vers ses armées d'Europe; le gouvernement de la Sublime-Porte avait même l'intention d'enlever certaines parties de l'armée d'Asie pour les porter en Bulgarie. Enfin, les Turks revenaient sur un territoire pauvre, où les Russes avaient séjourné pendant près de trois mois, et dont ils avaient absorbé la plus grande partie des faibles ressources. La question du ravitaillement en vivres et en munitions avait donc aussi pour eux une importance capitale. Ajoutons que les difficultés allaient considérablement s'accroître sous ce rapport, car la mauvaise saison devait bientôt commencer et rendre impraticables les rares chemins qui parcourent l'Arménie.

A part quelques escarmouches entre les reconnaissances et les avant-postes des deux partis, le mois d'août fut presque exclusivement employé par les Russes à se renforcer et à se réorganiser ; par les Turks, à se réapprovisionner. Ces derniers réparaient, en outre, les destructions faites par le bombardement à la place de Kars, y transportaient des vivres en quantité suffisante pour lui permettre de subir un nouvel investissement, dans le cas où ils seraient obligés de se retirer vers les hauteurs du Soghanly-Dagh.

D'après la répartition des troupes que nous avons indiquée plus haut, on voit que le théâtre des opérations se scindait naturellement en quatre secteurs :

1<sup>o</sup> Celui du littoral, entre le Rion et le Tchorak, massif montagneux dans lequel ni l'une ni l'autre des deux troupes opposées ne pouvaient faire des progrès rapides et importants ;

2<sup>o</sup> Celui de la vallée supérieure du Kour, entre Ardahan et Olti ;

3<sup>o</sup> Celui de Kars-Tchaï, entre Alexandropol et Kars ;

4<sup>o</sup> Celui de la vallée moyenne de l'Aras, entre Bayazid et Erivan, massif montagneux qui rendait peu importantes les opérations de ce côté, comme pour le secteur du littoral.

Les deux secteurs sur lesquels devaient avoir lieu les principales opérations étaient donc celui de la vallée supérieure du Kour et surtout celui de Kars-Tchaï. Ces deux secteurs ont en quelque sorte une origine commune dans les hauteurs du Soghanly-Dagh ; ils sont séparés l'un de l'autre par une région montagneuse très-difficile, et, dans les circonstances présentes, ils étaient encore plus nettement caractérisés par ce fait que les Russes étaient à Ardahan et les Turks à Kars. De ces deux secteurs le plus important est celui de Kars-Tchaï ; car il contient la route qui va d'Alexandropol à Erzeroum, dans la moitié de la longueur de celle-ci. Il a une forme pentagonale très-nettement accusée ; du sud-ouest au nord-est, il est borné par le cours supérieur et le cours moyen du Kars-Tchaï ; au nord, par le cours inférieur de cette rivière jusqu'à son confluent dans l'Arpa-Tchaï ; à l'est, par le cours moyen et le cours inférieur de ce deuxième cours d'eau, jusqu'à son confluent dans l'Aras ; au sud, par le cours supérieur de cette dernière rivière, à laquelle on donne le nom de Pasin jusqu'au confluent de l'Arpa-Tchaï ; à l'ouest, par le Soghanly-Dagh. C'est un vaste plateau dont l'origine est aux hauteurs du Soghanly-Dagh. Celles-ci sont très-escarpées sur les bords du Pasin, aux sources du Bardez-Su et du Kars-Tchaï, puis elles s'abaissent graduellement et viennent se terminer en pentes assez douces près du confluent du Kars-Tchaï et près de celui de l'Arpa-Tchaï et de l'Aras. Du versant oriental de ce plateau descendent quelques petits affluents de la rive droite de l'Arpa-Tchaï, mais le versant occidental ne donne naissance à aucun ruisseau. Les eaux

potables sont donc rares sur la plus grande partie de ce secteur d'opérations.

Quant aux voies de communication, elles sont peu nombreuses. En premier lieu, la route d'Alexandropol à Kars, qui donne à cette zone de territoire une si grande importance stratégique; elle franchit l'Arpa-Tchaï, au nord du confluent du Kars-Tchaï; elle passe, à Yamuschli, de la rive gauche sur la rive droite de cette dernière rivière; à Kars, elle revient de la rive droite sur la rive gauche; elle atteint Tikma, où elle se bifurque en deux branches qui traversent le Soghanly-Dagh; la branche septentrionale passe par Bardez et Zeyin; la branche méridionale revient de la rive gauche sur la rive droite du Kars-Tchaï, passe à Sarikamisch et Mjingerd; elles se réunissent de nouveau à Khorassan de l'autre côté du Soghanly-Dagh; le plateau étant peu accidenté jusqu'au pied des hauteurs, la route, quoique mal frayée, est pourtant praticable. A travers les hauteurs, il n'en est plus de même, à cause de la roideur des pentes, des marécages qui couvrent le fond des ravins, des bois et des rochers qui rétrécissent la voie.

En dehors de la grand'route que nous venons d'indiquer, il n'y a sur ce plateau que de rares chemins en mauvais état; le plus important est celui qui va d'Erivan à Kars par Sardarabad, Kotchevanka et Subotan.

Le massif du Soghanly-Dagh joue donc un rôle capital dans toutes les opérations dirigées d'Alexandropol sur Erzeroum ou inversement, tant parce qu'il est un obstacle considérable que parce qu'il est le seul qui se trouve sur la route réunissant ces deux villes. Après l'avoir franchi en venant d'Alexandropol, il ne reste plus qu'à forcer Kœprukoï, Hassan-Kaleh et le facile défilé de Deve-Boyun, puis l'on atteint Erzeroum. Mais les passages à travers le Soghanly-Dagh peuvent être aisément défendus par une armée qui couvre cette dernière ville, objectif principal de toutes les opérations des Russes en Arménie.

Il est dès lors naturel de rechercher quelles sont les voies de communication qui permettraient de tourner l'obstacle. Au nord du secteur est la route qui vient d'Akhaltzich à Ardahan, d'où elle se dirige sur Erzeroum par Pennék, Olti, et le col du Karghabazar-Dagh, qui est un rameau du Soghanly-Dagh; elle permet de tourner par sa gauche une armée qui aurait pris position sur ces hauteurs, face à une attaque venant d'Erzeroum; elle est bonne sur toute la partie de son parcours comprise entre Ardahan et Erzeroum; malgré quelques accidents du sol au passage du Karghabazar-Dagh, elle peut être considérée comme la meilleure voie de communication des hauts plateaux de l'Arménie. Au sud du secteur est la route qui vient de Bayazid par Diadin, Karakilissa, Toprak-Kaleh, Daghar, le

défilé du Delibaba et Kœprukoï, où elle rejoint celle de Kars à Erzeroum ; cette route est bonne sur tout son parcours, sauf à Diadin et à Delibaba ; elle est rejointe, près de Bayazid, par un chemin venant d'Erivan et d'Igdir ; près de Diadin, par un autre chemin venant de la même direction ; près de Karakilissa et près de Toprak-Kaleh, par deux chemins qui viennent de Kagizman ; ce dernier endroit est lui-même en relation avec Kars, par un chemin qui passe à Adjibaheram ; avec Erivan, ainsi qu'à Bayazid, par un chemin qui passe à Kulpi ; ces chemins sont en mauvais état et peu praticables, en dehors de la belle saison, surtout pour des masses de troupes considérables ayant avec elles un train nombreux.

D'après l'esquisse géographique qui précède, on voit donc que l'armée russe devait s'établir en force devant Kars, appuyant son centre à Alexandropol, assurant ses relations à droite avec Ardahan, où commandait le général Scheremetiev, à gauche avec Igdir, où le général Tergoukasov s'était arrêté.

C'est cette position centrale qui fut, en effet, prise par le corps russe d'Alexandropol. Mais, avant de l'indiquer et d'étudier les opérations qui en résultèrent, revenons aux derniers jours du mois de juillet et relatons les principaux faits dans leur ordre chronologique, sans entrer toutefois dans des détails trop développés. Il serait, en effet, assez difficile de faire une étude approfondie de ce théâtre de guerre, tant sont incomplètes et souvent contradictoires les cartes que nous possédons ; au reste, les événements survenus dans les mois d'août et de septembre n'eurent, en réalité, qu'une médiocre importance.

Dès que le corps turk de Kars se fut approché de la frontière russe, sa droite envoya quelques reconnaissances sur le territoire ennemi au sud d'Ani : celles-ci purent constater que le corps russe d'Alexandropol avait arrêté sa retraite et pris de bonnes positions défensives entre Alexandropol et Kars sur les deux rives du Kars-Tchaï et de l'Arpa-Tchaï.

En même temps, le corps turk du Kurdistan reprenait possession de Bayazid et venait s'établir en face d'Igdir, où s'était arrêté le général Tergoukasov avec le corps russe d'Erivan.

A la même date encore, le corps turk de Kars étant trop faible pour fournir des détachements, quelques bataillons furent envoyés d'Erzeroum vers Olti et Pennek pour s'opposer aux éclaireurs de la cavalerie du général Scheremetiev, qui étaient venus d'Ardahan jusqu'à courte distance de Bardez.

Enfin, presque simultanément, l'escadre cuirassée turque, commandée par l'amiral Hobart-Pacha, bombardait le fort de Tchamchira, en démontait les pièces et le détruisait presque complètement ; Hobart-Pacha embarquait ensuite 6,000 hommes de troupes

turques et de bandes insurgées qui étaient campées dans les environs de Tchamchira, et dont la position était devenue fort critique par suite de l'arrivée des renforts russes. Il débarqua ces troupes à Soukhoum-Kaleh, et il les remplaça à son bord par des familles circassiennes qui s'expatriaient pour échapper aux représailles des Russes. Après ces diverses opérations, il reçut l'ordre de prendre le commandement en chef de toutes les forces navales ottomanes de la mer Noire, c'est-à-dire de réunir sous son commandement une flotte de 20 navires de guerre et de plusieurs transports, et de former l'extrême aile gauche de l'armée d'opérations en Asie.

D'autre part, la retraite de l'armée russe avait surexcité à nouveau le fanatisme religieux des populations musulmanes habitant les territoires occupés par les Russes, et elle avait donné une nouvelle ardeur aux rebelles, dont le nombre grossissait chaque jour. Ces derniers furent alors poursuivis avec une extrême vigueur et payèrent cruellement leurs tentatives d'indépendance.

Le 8 août, le grand-duc Michel transporta son quartier général de Tiflis à Alexandropol, et il prit dès lors une part plus active à la direction des opérations : il devait y être bientôt rejoint par le prince Sviatopolsk-Mirski, qui venait d'être attaché à son état-major général. Il était probable que le corps russe d'Alexandropol allait prochainement reprendre l'offensive, ou du moins se rapprocher de Kars. En effet, un mouvement en avant eut lieu dans les premiers jours du mois d'août, et, vers le 15, le corps d'armée s'établissait à Parget, au camp de Kurukdara, sa gauche appuyée à Alexandropol; en face, était le corps turk de Kars qui appuyait également sa gauche à cette dernière ville et étendait sa droite vers Ani; le premier avait son front face au sud et celui du second était dirigé vers le nord. Les grandes fatigues et les privations de toutes sortes supportées par les soldats turks avaient eu pour résultat de développer chez ceux-ci des germes de maladies contagieuses qui en rendirent bientôt un grand nombre indisponibles. Moukhtar-Pacha dut établir un système régulier d'évacuations vers Kars et Erzeroum, en même temps qu'il se débarrassait de ses impedimenta pour rendre ses troupes plus mobiles.

Le 5 août, le corps turk du Kurdistan dirigea une forte reconnaissance par le défilé de Mutschi, qui mène de Karabutak à Igdir : les avant-postes du corps russe d'Erivan durent se replier et prendre une position plus rapprochée d'Igdir. C'est alors que des renforts furent envoyés à ce corps par celui d'Alexandropol, qui allait bientôt en recevoir d'autres de son côté et qui pouvait par conséquent se dégarnir momentanément. Du reste, cet affaiblissement n'offrait aucun danger pour quelques jours, Moukhtar-Pacha paraissant décidé à ne pas prendre tout de suite l'offensive, tandis qu'au contraire il était nécessaire d'augmenter les forces placées sous les or-

dres du général Tergoukasov, Ismaïl-Pacha montrant beaucoup d'ardeur à aller en avant.

Le 12, la droite du corps russe d'Alexandropol, composée de troupes fraîches, vint s'établir au camp de Zaïm, en face de Kars, dans les positions que ce corps avait évacuées en dernier lieu lors de sa retraite à la fin du mois précédent. Les Russes tenaient donc de nouveau la grande route qui mène d'Alexandropol à Kars.

Le 14, le général Tergoukasov ayant reçu les renforts que lui avait envoyés le centre de l'armée russe, put enfin s'opposer aux progrès d'Ismaïl-Pacha et s'établir solidement dans sa position d'Igdir.

Le même jour, Dervich-Pacha, qui commandait le corps turk de Batoum, parvint à remporter un léger succès contre l'ennemi en lui enlevant la batterie retranchée de Koussouban, dont le feu était meurtrier pour les troupes de son aile gauche. Le combat s'engagea alors sur toute la ligne, et les navires cuirassés turks y prirent également part. Le résultat de la journée fut indécis, car aucun des deux partis ne gagna du terrain. Nous avons déjà dit que cette partie du théâtre des opérations est extrêmement accidentée, et que les progrès ne peuvent y être que lents, outre qu'ils ont forcément une médiocre influence sur le résultat décisif.

A la même date, les colonnes volantes russes organisées dans la vallée du Kodor se rapprochaient de Soukhoum-Kaleh et prenaient position sur les bords du Kelasu.

Depuis le 8, les avant-postes des deux masses principales ennemies avaient des escarmouches quotidiennes, mais de peu d'importance.

Le 18, il y eut un combat dans lequel furent engagées des troupes relativement considérables. Les deux partis s'étant mutuellement contesté la victoire, nous croyons nécessaire de reproduire ici chacune des deux versions officielles.

D'après les Russes, dans le but de détourner l'attention d'un mouvement que le général Tergoukasov devait exécuter contre Ismaïl-Pacha, le général Loris-Melikov dirigea contre Moukhtar-Pacha une attaque qui obligea celui-ci à montrer ses forces et ses positions et à mettre ses réserves en avant. Après un long combat d'artillerie, plusieurs charges de cavalerie, et des attaques réitérées contre le mont Yagni, le gros des forces parvint à s'établir à Kurukdara. Un autre récit représentait le général Loris-Melikov comme ayant prescrit à ses avant-postes de se porter de Bachadikar à Koulverdan, c'est-à-dire à cinq kilomètres en avant et ayant ordonné au gros de ses forces d'attaquer les positions turques avancées, Inakhtanassi, Subotan et Yagni, pour détourner l'attention de l'ennemi. Pendant cette diversion, les Russes prétendaient avoir effectué le mouvement projeté. Ceux-ci constataient, du reste, que la bravoure avait été



grande des deux côtés, que la conduite de leur infanterie avait été magnifique, que leur cavalerie avait fait une charge brillante malgré le feu nourri de l'artillerie turque, que les charges impétueuses du fils de Schamil, qui commandait la cavalerie irrégulière turque et qui menaçait la gauche de leur armée, avaient été arrêtées par la solidité de leur infanterie. Enfin, ils accusaient pour eux une perte de 61 morts, dont 1 officier, et de 278 blessés, dont 8 officiers ; ils évaluaient à 800 hommes la perte faite par l'ennemi.

Quant aux Turks, ils prétendaient que les Russes avaient levé leur camp de Kaduklar et que, réunis aux forces de Parget et de Baldirovan, ils avaient attaqué le camp turk de Yagni, au nombre de 48 bataillons d'infanterie, 14 batteries d'artillerie et 10 régiments de cavalerie. Les Turks prétendaient que les Russes avaient échoué, qu'ils avaient eu 1,200 hommes hors de combat, et qu'ils s'étaient retirés avec une perte de 1,500 hommes au moins, tandis qu'ils n'avaient perdu eux-mêmes que 117 tués et 342 blessés.

Comme on le voit, il est difficile de trouver la vérité dans deux affirmations aussi contradictoires. Cependant, le combat avait été assez important, ainsi que le prouve le chiffre des pertes. Les positions des deux corps ennemis étant restées sensiblement les mêmes après cet engagement, il est fort probable, en réalité, que le succès des armes n'avait été favorable ni à l'un ni à l'autre. Il semble que le général Loris-Melikov avait tenté une forte reconnaissance offensive pour avoir des renseignements exacts sur les forces et les positions de l'ennemi qu'il ne connaissait que d'une manière vague et incertaine, et que, pour y parvenir, il avait fait exécuter simultanément une diversion destinée à tromper Moukhtar-Pacha sur le but de l'engagement. Cette reconnaissance ne devait évidemment pas être poussée à fond, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait pas amener toute l'armée à prendre les armes. Par conséquent, elle devait être suivie d'un mouvement de retraite, absolument comme dans toutes ces sortes d'opérations. Il est certain qu'elle ne réussit pas complètement, ainsi que cela arrive dans presque toutes les entreprises du même genre, nouvelle preuve que les grandes reconnaissances sont en général nuisibles, surtout quand elles sont dirigées contre des troupes qui sont prêtes à recevoir l'ennemi. Celui-ci ne montre alors ses forces qu'autant qu'il le veut, et il s'attribue naturellement le succès, car il garde ses positions, tandis que l'assaillant est obligé de se retirer.

Le 25, au matin, après une petite marche de nuit, les Turks attaquèrent le mamelon de Kizil-Tepè, dans la plaine de Kars, en avant de l'extrême aile gauche des Russes, c'est-à-dire au sud de celle-ci, et s'en emparèrent facilement. Au même moment, une reconnaissance russe s'avancait de Baldirovan vers Subotan. Le combat

devint alors général sur une étendue de plus de 20 kilomètres. Les pertes furent considérables des deux côtés, mais il n'en résulta aucune conséquence avantageuse. Les positions antérieures furent conservées.

Le 1<sup>er</sup> septembre, le grand-duc Michel prit le commandement direct du corps russe d'Alexandropol et établit son quartier général sur la hauteur de Karajal, au milieu du camp de Kurukdara. Ce mamelon fut mis en état de défense, de même que toutes les positions occupées par les Russes. Ceux-ci occupaient également Bairaktar. En raison du manque d'eau, les troupes s'approvisionnaient dans le Kurukdara jusqu'à ce que les puits en construction eussent été creusés. Le convoi, les parcs et l'hôpital temporaire étaient stationnés en arrière de la ligne de Pir-Ali, sur le Kars-Tchai. Ce point est situé à 11 kilomètres de Karajal et de Bairaktar, et c'est par là que passaient tous les transports.

Le choix de cette position était également bon au point de vue tactique et stratégique. Elle était assez forte, surtout après qu'on y eut élevé des retranchements, pour permettre une résistance sérieuse, si les Turks prenaient l'offensive avant l'arrivée de tous les renforts attendus et qui ne pourraient tarder à rejoindre l'armée d'opérations, car on signalait à ce moment le passage de la 1<sup>re</sup> division de grenadiers et de la 14<sup>e</sup> division de cavalerie par Tiflis. Mais Moukhtar-Pacha ne songeait à rien moins qu'à prononcer un mouvement offensif; il dirigeait chaque jour de petites reconnaissances sur le camp ennemi, et il en était réduit à rester en définitive dans la plus complète inaction, car il ne disposait d'aucun des moyens nécessaires pour attaquer vigoureusement les Russes, ni pour les poursuivre sur leur propre territoire, dans le cas où il serait parvenu à les battre. Au point de vue stratégique, cette position de Karajal que, dans les campagnes antérieures, on appelait le camp de Kurukdara, menaçait la place de Kars sur les deux flancs, en même temps qu'elle assurait les relations, si ce n'est d'une manière très-suivie, du moins assez fréquente, entre le centre de l'armée russe et son détachement d'Ardahan, d'une part, et celui d'Igdir, d'autre part.

Ne faisant que s'affaiblir, tandis que le corps d'Alexandropol se renforçait sans cesse, le corps turk de Kars allait certainement se trouver dans une situation très-critique s'il continuait à se maintenir à une distance aussi peu considérable de l'ennemi, dont l'accroissement numérique allait bientôt lui faire courir le danger d'être débordé par ses deux ailes. Mais il semble que, dans cette guerre d'Orient, tant en Europe qu'en Asie, les généraux en chef devaient alternativement commettre les plus graves fautes et marcher tour à tour des succès aux revers et inversement. On pouvait croire, tant

les événements furent étranges, inattendus, qu'aucune conception ne présidait à leurs opérations et que le hasard était seul chargé de les faire réussir ou échouer.

L'arrivée des renforts allait bientôt permettre au corps russe d'Alexandropol de prendre l'offensive.

Jusqu'alors une partie des troupes disponibles à l'intérieur de la lieutenance du Caucase et de celles qu'on envoyait de Russie avait dû recevoir une autre destination que l'armée active. Il était devenu urgent d'apaiser le plus tôt possible l'effervescence et l'agitation sur les flancs et sur les derrières de celle-ci. Des colonnes mobiles avaient été partout organisées. Dans le Daghestan, elles agissaient avec vigueur et promptitude. Elles avaient recours à des châtiments cruels desquels il était devenu indispensable de se servir pour empêcher l'insurrection de se propager. Celle-ci était puissamment secondée par le débarquement incessant et l'établissement solide des troupes turques à Soukhoun-Kaleh. C'est contre ce point qu'il fallait surtout agir. Tous les efforts furent tentés pour le faire tomber rapidement entre les mains des Russes. Des colonnes convergentes le menacèrent par Gigri, par la vallée du Kodor et du Kelasu. Dans les premiers jours du mois de septembre, on pouvait supposer que les Russes seraient bientôt de nouveau maîtres du fort de Soukhoun et de tout le littoral environnant de la mer Noire.

Les derniers combats que nous avons relatés dans la plaine de Kars nous ont montré les deux masses principales ennemies tout à fait rapprochées l'une de l'autre et sur le point d'engager bientôt une grande bataille.

La situation des autres corps ne s'était pas sensiblement modifiée pendant le mois d'août.

À l'extrême droite de l'armée russe, le corps du Rion restait, en quelque sorte, inactif devant le corps de Batoum, dont l'attitude était la même.

La garnison d'Ardahan avait été renforcée, mais la cavalerie du général Scheremetiev s'était retirée de ses positions avancées, tandis que, semble-t-il, elle aurait pu, par des feintes hardies, considérablement inquiéter les communications entre Kars et Erzeroum.

Quant au général Tergoukasov, il était encore dans une situation périlleuse, malgré les renforts qui lui avaient été envoyés. Les populations étaient hostiles ou soulevées sur son flanc gauche et sur ses derrières. En outre, les cavaliers irréguliers du corps turk du Kurdistan montraient une grande hardiesse dans leurs entreprises. Le corps russe d'Eriwan n'était pas tout à fait prisonnier dans sa position d'Igdir ; ses relations étaient assurées avec Eriwan,

mais il y était complètement isolé, car les Kurdes parcouraient sans cesse le pays environnant. Dans la nuit du 6 au 7 octobre, en particulier, ils traversèrent l'Aras et attaquèrent le village de Sardabad, qui se trouve sur la route d'Erivan à Kars. Ils se retiraient chargés de butin, quand il furent atteints par deux sotnias de cosaques, et ils furent dès lors vigoureusement poursuivis. Ce fait se reproduisait fréquemment, et il prouve combien étaient peu sûres les relations du corps russe d'Erivan avec les autres parties du théâtre des opérations.

Vers le milieu du mois de septembre, le corps russe d'Alexandropol avait été définitivement réorganisé ; il avait reçu des troupes fraîches ; une grande partie de ses vides avaient été comblés. Il contenait alors 80 bataillons d'infanterie, 35 escadrons de cavalerie et près de 300 pièces d'artillerie attelées. Il lui était donc enfin possible de songer à prendre l'offensive. Quelques reconnaissances préalables furent exécutées vers plusieurs points de la position occupée par le corps turk de Kars, afin de détourner son attention de la direction qui serait prise pour l'attaque générale et de chercher à choisir celle-ci dans les meilleures conditions. Le temps devenait froid et pluvieux ; il fallait donc se hâter, si l'on voulait obtenir un résultat important avant l'arrivée de la mauvaise saison.

Le 14 septembre, une reconnaissance fut dirigée contre l'aile droite de l'armée russe, aux environs du village de Djala. Après un combat de quelques heures, les Russes rentrèrent dans leurs retranchements d'Utch-Tépè.

La garnison d'Ardahan, qui s'était retirée dans la forteresse au commencement du mois, vint réoccuper la ville le 19, et la cavalerie russe porta de nouveau ses patrouilles dans la direction de Pennek.

Les jours suivants, il y eut de continuelles escarmouches contre les avant-postes ennemis.

Le 1<sup>er</sup> octobre, les Russes firent une démonstration contre l'aile droite du corps de Kars ; ils furent repoussés, mais ils réussirent à tromper Moukhtar-Pacha sur le changement de position qu'avait exécuté une partie de l'armée.

Le 2, le corps d'Alexandropol dirigea une attaque générale contre les positions turques.

Ainsi que nous l'avons déjà fait précédemment, nous allons donner successivement les versions des états-majors généraux des deux armées ennemies.

Suivant les Russes, la clef de la position des Turks n'était défendue que par un bataillon et elle fut facilement enlevée. Ce bataillon fut détruit. Les Turks essayèrent de reprendre possession du terrain qu'ils avaient perdu, mais ils furent repoussés. Le général en chef

ottoman avait été trompé par la direction des reconnaissances antérieures, ainsi que par les rapports de ses espions, et, ne croyant qu'à une attaque de flanc, il avait dégarni une partie de son front contre lequel les Russes vinrent donner en masse. Ces derniers ne remportèrent pas, du reste, un résultat aussi brillant que celui qu'ils avaient espéré. Ils avaient pensé qu'ils pourraient atteindre les communications de Moukhtar-Pacha avec Kars; il n'en fut rien. Ils n'avancèrent que très-peu dans cette journée et ils bivouaquèrent sur les positions conquises, s'attendant à recommencer la bataille le lendemain.

D'après les Turks, 34 bataillons d'infanterie russe, appuyés par 6 escadrons de cavalerie et 120 pièces d'artillerie, auraient attaqué le camp turk du côté du petit Yagni et se seraient emparés de la position du grand Yagni, mais celle-ci avait été ensuite reprise par les Turks. Moukhtar reconnaissait, du reste, que ses communications avec Kars avaient été momentanément interrompues, que ses troupes avaient été presque entourées du côté d'Ani, mais qu'après un combat acharné de douze heures, les Russes avaient été définitivement repoussés avec une perte évaluée à 5,000 hommes.

Il est bien difficile de dégager la vérité d'assertions aussi opposées.

En fait, c'est contre l'aile gauche de Moukhtar-Pacha que les Russes dirigèrent leur principale attaque. La colline d'Yagni était leur objectif, car elle commandait une partie du camp turk; ils y portèrent leur principal effort, et ils en chassèrent les troupes de Mehemet-Pacha, qui put se retirer sous la protection des brigades d'Hadji-Pacha, de Rachid-Pacha, de Kiazin-Pacha et d'une partie de la garnison de Kars commandée par Fazli-Pacha qui fut blessé dans ce combat. Les Russes marchèrent ensuite à l'assaut des positions occupées par ces troupes; mais, après trois attaques infructueuses, ils durent y renoncer. La position de Kizil-Tépè, occupée par Osman-Pacha, ne fut que faiblement attaquée. Quant à la hauteur d'Aladja-Dagh, où se trouvaient les brigades d'Hussein-Pacha et de Chefket-Pacha, elle fut également attaquée par les Russes; mais, après un combat acharné de cinq heures, ceux-ci durent battre en retraite et furent poursuivis jusqu'à l'Arpa-Tchaï. Il est évident que les Russes avaient en vue de couper les communications de Moukhtar-Pacha avec Kars et de rejeter celui-ci hors de la protection de la place, afin d'en avoir plus facilement raison. Dès le début de la bataille, ils obtinrent des premiers succès importants et qui pouvaient leur permettre d'espérer atteindre leur objectif; mais les ordres furent ensuite mal exécutés et le gain de la journée fut fortement compromis. Ce n'était donc, en définitive, qu'un demi-succès, pour les uns comme pour les autres. Le combat avait été assez important et meurtrier, car les Russes accusaient une perte de

9 officiers tués et de 60 blessés, de 200 soldats tués et de 1,000 blessés. Dans l'attaque du mont Yagni, ils avaient fait 200 prisonniers.

Le 3, les Turks attaquèrent l'aile gauche ennemie, mais ils furent culbutés et repoussés jusque dans leur camp, vigoureusement poursuivis par les Russes qui ne s'arrêtèrent qu'à la nuit ; dans cet engagement, ces derniers perdirent 3 officiers tués et 11 blessés, 40 soldats tués et 250 blessés. Le même jour, l'aile droite des Russes se retira des positions qu'elle avait prises la veille, tant à cause du manque d'eau que pour soutenir l'aile gauche, et évidemment aussi parce que cette aile droite se trouvait en l'air, le plan conçu pour la journée du 2 octobre n'ayant pu être complètement exécuté.

Le 4, les Russes revinrent à l'attaque et dirigèrent leurs efforts contre Kizil-Tépè, qu'ils parvinrent à cerner. Moukhtar-Pacha, comprenant que la prise de ce village par l'ennemi couperait complètement ses relations avec Kars, réunit une masse de 20 bataillons avec laquelle il se rua contre l'adversaire ; mais les Turks furent accueillis par un feu écrasant, repoussés et poursuivis jusqu'à la nuit vers Subotan, après avoir subi des pertes considérables.

Les échecs qu'ils avaient précédemment subis avaient été mis à profit par les Russes. Sans doute, dans les divers combats qui eurent lieu les 2, 3 et 4 octobre, ils avaient à leur avantage la supériorité numérique en combattants et en pièces d'artillerie. Néanmoins, il faut reconnaître que, malgré ces garanties probables de succès, ils ne renouvelèrent pas les fautes qu'ils avaient commises dans la première partie de la campagne. A Yagni, comme à Kizil-Tépè, ils commencèrent par canonner avec des feux convergents les positions turques qu'ils voulaient enlever, et ils n'y lancèrent leur infanterie qu'après s'être assurés que cette canonnade à longue portée lui avait rendu la tâche moins périlleuse et moins difficile ; celle-ci, au lieu d'attaquer de front et en masse, profita de sa supériorité numérique pour tâcher d'envelopper l'ennemi et eut recours, en outre, au combat en ordre dispersé.

Malgré ses dénégations, Moukhtar-Pacha fut obligé de reconnaître que les combats des 2, 3 et 4 octobre avaient été funestes à son armée. En conséquence, il se retira définitivement sur l'Aladja-Dagh, abandonnant les positions qu'il occupait à Kizil-Tépè, Hadji-Veli, Subotan et Koulveran. Le mouvement eut lieu dans la nuit du 8 au 9.

Le 9, les Russes se portèrent en avant pour s'établir sur le terrain que Moukhtar-Pacha venait d'abandonner ; un combat sans importance s'engagea alors entre leur avant-garde et l'arrière-garde qui protégeait la retraite des Turks.

A ce moment, la situation de Moukhtar-Pacha était certainement fort critique, mais elle ne pouvait être compromise que s'il ne prenait pas à temps une détermination en rapport avec les circonstances



dans lesquelles il se trouvait. Ses relations avec Kars étaient fortement menacées, pour ne pas dire qu'elles étaient déjà presque complètement interceptées, par l'aile droite de l'armée russe qui débordait son aile gauche; le centre russe continuait à l'inquiéter sur son front, tandis que l'aile gauche russe cherchait à gagner du terrain sur son flanc droit, dans le but de couper aussi ses communications avec le corps du Kurdistan, qui était toujours aux environs d'Igdir et dont nous étudierons plus loin les opérations. La place de Kars ayant été suffisamment ravitaillée et ayant une garnison assez forte pour résister à l'abri de ses fortifications, Moukhtar-Pacha aurait dû sans hésitation la laisser réduite à son propre sort et retirer au plus tôt toutes ses troupes actives dans le Soghanly-Dagh, en rappelant à lui le corps du Kurdistan et les colonnes qui opéraient dans la direction d'Ardahan. Il aurait dû prendre cette détermination, non-seulement à cause de son infériorité numérique qui lui interdisait de tenter une action importante en rase campagne, mais encore parce que ses soldats étaient épuisés, à peine nourris et vêtus, et que la démoralisation pouvait se répandre dans leurs rangs après un revers sérieux, malgré l'incroyable vitalité dont ils avaient fait preuve jusqu'alors. Le 10 octobre, il était encore temps pour lui de prendre cette détermination, qui aurait placé son armée dans des conditions analogues à celles où elle était vers les premiers jours de juillet. Il crut pouvoir résister, et nous allons voir quelles furent les conséquences de ce retard.

Le 9 octobre, le centre et l'aile gauche de l'armée turque s'étaient seuls retirés, et ils s'arrêtèrent dans des positions fortifiées d'avance à l'extrémité septentrionale de l'Aladja-Dagh, sur les pentes de Vizinkoi, avec un détachement sur le petit Yagni ou Kutschuk-Yagni.

Le 10, les Russes poursuivirent l'ennemi et s'établirent à Kizil-Tépè, en avant des villages de Subotan et de Hadji-Veli et sur la hauteur du grand Yagni ou Boyuk-Yagni.

Le 13, au point du jour, les Turks descendirent du petit Yagni et des hauteurs de Vizinkoi et attaquèrent à l'improviste la redoute que les Russes avaient élevée devant le grand Yagni. Ils lancèrent 11 bataillons à l'assaut, sous la protection du feu convergent de plusieurs batteries; ils ne purent cependant réoccuper cette position, qu'ils avaient quittée quelques jours auparavant. Le combat fut court, mais très-meurtrier.

La bataille d'Aladja-Dagh était commencée, elle devait durer le 14 et le 15.

Les troupes russes qui y furent engagées comprenaient :

La division des grenadiers du Caucase, forte de 16 bataillons;

La 1<sup>re</sup> division des grenadiers, forte de 16 bataillons;

La 20<sup>e</sup> division d'infanterie, forte de 16 bataillons;

La 40<sup>e</sup> division d'infanterie, forte de 12 bataillons;  
4 bataillons de la 19<sup>e</sup> division;  
4 bataillons de la 39<sup>e</sup> division;  
La brigade des chasseurs à pied du Caucase, forte de 4 bataillons;  
La division des dragons du Caucase, réduite à 12 escadrons;  
24 sotnias de cavalerie irrégulière;  
5 brigades d'artillerie montée et 4 brigades d'artillerie à cheval.

Cette masse de 72 bataillons, 36 escadrons et 34 batteries, soit environ 70,000 fantassins, 4,000 cavaliers et 270 pièces, était placée sous le commandement immédiat du général Loris-Melikov et sous la haute direction du grand-duc Michel. Elle était répartie en trois colonnes :

La colonne de gauche était sous les ordres du général Lazareff. Elle contenait 27 bataillons et 40 canons. Elle avait commencé, dès le 9, un grand mouvement tournant vers les hauteurs d'Orlok, derrière l'Aladja-Dagh, et elle y était arrivée le 14 au matin, se trouvant ainsi, la veille de l'engagement général, sur la ligne de retraite d'une partie de l'armée turque. Le général Lazareff avait sous son commandement la 40<sup>e</sup> division d'infanterie, ainsi que les bataillons détachés des 19<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> divisions d'infanterie.

La colonne du centre, commandée par le général Heimann, chef de la 20<sup>e</sup> division d'infanterie, comprenait cette division et celle des grenadiers du Caucase. Le 15 au matin, elle commença une violente canonnade par le feu de ses pièces d'artillerie, qui étaient au nombre de 100, contre la clef de la position turque qui était l'Avlias-Dagh. Dans l'après-midi, lorsque la canonnade eut fortement ébranlé l'ennemi, les régiments de grenadiers se lancèrent à l'assaut de la hauteur d'Avlias et s'en emparèrent promptement, malgré l'énergique résistance des Turks, dont l'armée fut ainsi coupée en deux parties.

La colonne de droite était formée par la 1<sup>re</sup> division des grenadiers, sous les ordres du général Roop.

Le succès des Russes fut complètement décidé, en raison de la position qu'avait prise la colonne du général Lazareff, dès que le centre, débouchant d'Hadji-Veli, eut enlevé l'Avlias-Dagh.

L'aile gauche de l'armée turque battit en retraite sur Kars, vivement poursuivie par la colonne du centre et par une partie de celle du général Lazareff; elle parvint à gagner cette place après avoir subi des pertes considérables. La route qui mène d'Alexandropol à Kars étant découverte, les Russes s'approchèrent aussitôt de la forteresse turque en nombre suffisant pour maintenir sa garnison et les renforts que la défaite d'Aladja-Dagh lui avait fournis d'une façon si inopinée.

Quant à l'aile droite, elle fut complètement cernée dans les gorges de l'Aladja-Dagh. Elle tomba en grande partie au pouvoir des Russes, qui s'emparèrent ainsi de 7 généraux, 20 bataillons et 30 bouches à feu. Le reste put s'échapper à la faveur de la nuit.

Les pertes des Russes dans cette journée avaient été de 280 hommes tués, dont 7 officiers, et de 1,211 hommes blessés, dont 9 officiers. Elles étaient donc peu considérables relativement au résultat obtenu. Cette faible proportion provient de l'heureuse combinaison de l'attaque centrale et du mouvement tournant. Les Turks furent pris entre deux feux, et comme ils n'avaient que 40,000 hommes, dit-on, ils ne purent, malgré l'avantage des positions, résister à l'écrasante supériorité numérique des Russes, secondée par l'habileté des manœuvres.

Il convient d'ajouter, du reste, que le mouvement tournant exécuté sur les derrières de l'aile droite turque n'avait pas seul contribué à la catastrophe de celle-ci. Le sommet de l'Aladja-Dagh est à une hauteur de 2,000 mètres. La position était, sans doute, formidable, mais les Turks eurent autant de peine à en sortir, quand ils y eurent été cernés, qu'en auraient eu les Russes à les en déloger, si ces derniers, au lieu de tourner la montagne, avaient été obligés d'en faire l'attaque.

La première conséquence de cette journée avait été de permettre aux Russes de commencer tout de suite l'investissement de Kars et de rejeter Moukhtar-Pacha sur le Soghanly-Dagh avec les quelques bataillons qui avaient pu se soustraire au désastre.

La seconde conséquence fut la perte presque complète de l'aile droite de l'armée turque. Elle mettait donc dans un très-grand danger le corps turk du Kurdistan qui se trouvait ainsi absolument isolé.

Voyons ce qu'était devenu celui-ci et comment il allait sortir de cette périlleuse situation.

Nous avons déjà dit qu'Ismail-Pacha avait laissé peu de repos au corps russe d'Erivan qui avait pris position à Igdir après sa retraite, et que le chef de cette troupe, le général Tergoukasov, avait dû solliciter des renforts. En conséquence, presque toute la 39<sup>e</sup> division, aux ordres du général Devel, lui avait été envoyée par le grand-duc Michel.

Le 27 septembre, Ismail-Pacha, dont les escarmouches avaient été incessantes les jours précédents, fit prononcer une attaque générale par toute sa ligne contre le flanc droit du corps russe d'Erivan à Tcharouktcha. Le combat ne fut pas violent, mais il dura presque toute la journée. Enfin les Turks furent repoussés avec des pertes relativement considérables, tandis que celle des Russes ne furent

que de 16 hommes tués et de 148 blessés, dont 11 officiers. Parmi ces derniers se trouvait le général Devel.

Le 4 octobre, Ismaïl-Pacha envoya une forte colonne pour occuper une position dominante qui commandait le chemin d'Igdir à Kulpi, afin de couper les relations de Tergoukasov avec l'aile gauche du corps russe d'Alexandropol. Les bataillons russes cherchèrent à s'y opposer. Après quelques assauts de part et d'autre, les deux troupes rentrèrent dans leurs quartiers respectifs, ayant environ 200 hommes hors de combat.

Le 13, Ismaïl-Pacha remporta encore un léger succès près d'Igdir. En réalité, il ne faisait que peu de progrès, mais il tenait constamment en alerte les troupes du général Tergoukasov. Il obligeait celui-ci à rester dans sa position et il levait sur le territoire russe toutes les réquisitions disponibles pour la subsistance de son corps d'armée.

Le 16, il prononça un vigoureux retour offensif dans le but de masquer son mouvement de retraite. Il venait d'être informé des échecs subis par Moukhtar-Pacha les jours précédents, et il avait reçu l'ordre de se retirer à marches forcées vers le Soghanly-Dagh, dans le but d'y réunir ses forces à celles qui avaient pu s'échapper du désastre d'Aladja-Dagh. Il lui fallait se hâter, en effet, car il courait le risque de ne plus arriver à temps et d'être refoulé du côté de Van.

Le 17, le général Tergoukasov, encouragé par le petit succès qu'il avait remporté la veille, mit en mouvement presque tout son corps d'armée pour attaquer Ismaïl-Pacha. Il ne trouva plus l'ennemi devant lui. Il apprit alors que celui-ci s'était retiré vers l'ouest, et il se mit immédiatement à sa poursuite.

Le même jour, le corps russe d'Alexandropol se portait en avant, poussant devant lui les troupes qui restaient à Moukhtar-Pacha. Malgré leur défaite complète, celles-ci résistaient encore sur quelques points avec l'énergie du désespoir, et donnaient le temps aux bataillons égarés qui avaient pu éviter la capitulation, de venir se réunir au gros des forces. Pendant qu'une partie de l'armée russe investissait la ville de Kars, la colonne du général Heimann marchait sur les traces de Moukhtar-Pacha, qui se retirait vers le Soghanly-Dagh, et le général Lazareff se dirigeait sur Kagizman dans le but d'attaquer Ismaïl-Pacha.

Celui-ci déploya une activité remarquable. Parti d'Igdir le 16, il arrivait à Daghar le 25, après avoir parcouru une distance de deux cent cinquante kilomètres dans un pays excessivement difficile, malgré le mauvais état des chemins, malgré la poursuite du général Tergoukasov, malgré les attaques que le général Lazareff essaya vainement de diriger de Kagizman sur son flanc droit. Cette marche

est certainement l'une des plus rapides et des plus heureuses qui aient été exécutées jusqu'ici, étant données les circonstances particulièrement désavantageuses au milieu desquelles elle fut effectuée. Par sa vigueur, Ismaïl-Pacha avait d'abord évité le danger d'être rejeté en dehors du théâtre des opérations, et avait ensuite amené à Moukhtar-Pacha un renfort qui allait lui être fort utile pour prolonger la résistance dans le Soghanly-Dagh, s'il était possible de s'y maintenir.

Pendant que le corps russe d'Alexandropol poursuivait Moukhtar-Pacha après la bataille d'Aladja-Dagh, la colonne d'Ardahan, sous les ordres du général Scheremetiev, prenait également l'offensive et se dirigeait vers Olti.

D'autre part, le corps russe du Rion, qui n'avait pu empêcher le corps turk de Batoum, secondé par la flotte cuirassée, de prendre pied sur le territoire russe, se portait aussi en avant : Dervich-Pacha était obligé de se retirer, et le général Oklobjio le poursuivait vers Kabouleti.

Enfin, les insurgés étaient énergiquement attaqués dans le Caucase occidental et dans le Daghestan méridional; les rebelles du Daghestan septentrional subissaient de tels échecs qu'ils allaient être, sans doute, bientôt obligés de déposer les armes.

En résumé, à la date du 30 octobre, la situation était la suivante en Asie :

Le général Oklobjio, à la tête du corps russe du Rion, marchait vers Kabouleti, refoulant le corps turk de Batoum, commandé par Dervich-Pacha.

Le général Scheremetiev, appuyé sur Ardahan, marchait par Permek et Olti, vers Kœprukoï, de manière à tourner le flanc gauche du Soghanly-Dagh.

Le corps russe d'Alexandropol avait son quartier général à Tikma, au sud-ouest de Kars. Il avait laissé devant cette place une division chargée de l'investir et de la bombarder : l'investissement était complet, car les relations télégraphiques de la ville étaient entièrement interceptées; le bombardement était commencé et devait être aussi puissant que possible, afin d'amener promptement la prise ou la capitulation de la forteresse. Le général Heimann avait tourné le flanc gauche du Soghanly-Dagh et devait se relier avec le général Scheremetiev pour marcher sur Kœprukoï. Le général Lazareff était à Kagizman, en face du flanc droit du Soghanly-Dagh. Devant le front de ces hauteurs, à cheval sur les deux routes de Kars à Khorassan, se trouvait le reste du corps russe d'Alexandropol.

Le corps turk de Kars avait pris position dans le Soghanly-Dagh, depuis Zevin jusqu'à Kœprukoï; son aile gauche était encore solide;

quand à son aile droite, elle se réorganisait peu à peu : des renforts lui étaient envoyés de Batoum, d'Erzeroum, et les détachements qui opéraient contre Ardahan s'étaient repliés sur les positions qu'occupait Moukhtar-Pacha.

Le corps turk du Kurdistan couvrait le défilé de Delibaba et formait la droite du corps de Kars, jusque vers Kœprukoï, sous les ordres d'Ismail-Pacha.

Le corps russe d'Erivan, conduit par le général Tergoukasov, avait continué son mouvement derrière le flanc droit du Soghanly-Dagh, et il devait aller faire sa jonction vers Kœprukoï et Hassan-Kaleh avec les colonnes des généraux Scheremetiev et Heimann.

L'armée turque était dans une déplorable situation ; la démoralisation était complète dans ses rangs. Par son obstination à se maintenir dans la plaine de Kars, Moukhtar-Pacha avait perdu tout le fruit de ses succès et compromis toute l'Arménie. Enorgueilli par ses premières victoires, il ne s'était pas rendu compte du danger que renfermait son isolement presque complet en présence de troupes numériquement supérieures et habilement conduites. Maintenant il avait beaucoup de peine à rallier, sur le Soghanly-Dagh, les débris de son armée, qui fuyaient dans le plus épouvantable désordre, en proie à une panique contre laquelle son autorité était devenue impuissante.

Malgré le renfort que lui amenait Ismail-Pacha, le général en chef de l'armée turque put bientôt se convaincre que la désorganisation de ses troupes lui interdisait absolument la résistance sur le Soghanly-Dagh, et qu'il fallait encore les porter plus en arrière pour les réorganiser ; cette première ligne de défense, où trois mois auparavant il avait su résister si glorieusement aux forces ennemies, dut donc être abandonnée rapidement, car elle était tournée au nord et au sud par les colonnes russes, qui s'emparèrent ainsi, sans coup férir, de ce massif montagneux, à l'attaque duquel ils avaient échoué précédemment.

Moukhtar-Pacha recula donc en remontant la vallée supérieure de l'Aras, dès qu'il eut effectué sa jonction avec le corps d'Ismail-Pacha et avec le détachement d'Olti.

Le 31 octobre, il fut obligé d'abandonner la position si importante de Kœprukoï ; il n'était que temps, car les éclaireurs de la cavalerie russe étaient déjà à Hassan-Kaleh.

Le 1<sup>er</sup> novembre, il atteignit Hassan-Kaleh, et son arrière-garde fut obligée de livrer un combat à l'ennemi, dont la poursuite était acharnée ; les Turks parvinrent à se dégager, et ils purent continuer leur retraite sur les hauteurs du Deve-Boyoun.

Cette chaîne de montagnes donne naissance à l'Aras sur son versant oriental et à plusieurs sources de l'Euphrate sur son versant



occidental et méridional; elle borne complètement le passage de l'une à l'autre vallée; ses sommets les plus élevés sont à l'altitude de 2,000 mètres; elle est couverte de forêts et de rochers qui en rendent l'accès très-difficile; elle est traversée par la grand'route qui mène d'Alexandropol à Erzeroum; elle couvre donc la capitale de l'Arménie, et, comme le Soghanly-Dagh, elle peut former une très-solide ligne de défense, quoique cependant moins difficile à attaquer.

Moukhtar-Pacha rassembla ses troupes sur le Deve-Boyoun et résolut d'y faire face à l'ennemi; les généraux Heimann et Tergoukasov l'y atteignirent bientôt.

Le 4 et le 5 novembre, les Russes se présentèrent en force à l'attaque des positions occupées par les Turks; celles-ci étaient formidables; il n'était point possible de les attaquer de front; les assaillants feignirent de se retirer pour faire sortir les Turks de leurs retranchements; ce stratagème réussit; les Russes en profitèrent pour démasquer leur réserves et infliger à l'ennemi une défaite complète qui fit tomber entre leurs mains toutes les hauteurs occupées par les Turks. Ceux-ci se retirèrent dans le plus complet désordre sur Erzeroum.

L'armée russe commença immédiatement l'investissement de cette place, dont les habitants s'étaient retirés en toute hâte et où il ne resta bientôt plus qu'une garnison faible, démoralisée, manquant presque complètement de tout ce qui lui était nécessaire et chargée de défendre des fortifications qui étaient en fort mauvais état.

Dans la nuit du 8 au 9, le général Heimann exécuta une reconnaissance pour avoir une idée aussi exacte que possible de la situation d'Erzeroum, et, sans doute aussi, pour tâcher de surprendre la place avec l'espoir d'y entrer de vive force; mais les colonnes d'attaque s'égarèrent au milieu de l'obscurité, et cette tentative n'eut aucun succès.

Le 15 novembre, c'est-à-dire au jour où nous arrêtons l'étude des opérations en Asie, la position des belligérants était donc la suivante sur ce théâtre des opérations :

Le corps d'armée du Rion avait repris l'offensive et s'approchait de Batoum, dont une partie de la garnison était allée renforcer le gros de l'armée turque à Erzeroum.

Le centre de l'armée russe tenait Ardahan et faisait le siège de Kars, qui avait répondu négativement à une première sommation de capitulation, mais dont la chute semblait prochaine.

L'avant-garde de l'armée russe était devant Erzeroum, prête à faire le siège de cette place, défendue par le gros des forces turques.

Ainsi, grâce aux heureuses conceptions du nouveau plan de campagne, à l'action d'ensemble de l'armée russe, à l'obstination et à l'inhabileté de Moukhtar-Pacha, tous les avantages remportés par

les Turks en été se trouvaient annulés depuis un mois. A moins que la mauvaise saison et l'excessive difficulté des ravitaillements ne vinssent y mettre obstacle, on pouvait supposer que Kars et Erzeroum succomberaient bientôt. Ces deux places du quadrilatère arménien, dont les deux autres sommets sont occupés par les ports militaires de Batoum et de Trébizonde, avaient la plus haute importance stratégique, puisqu'elles sont situées sur la seule grand route de l'Arménie, et leur reddition pouvait être considérée comme entraînant avec elle l'occupation définitive de cette province par les Russes.

---

## CHUTE DE PLEVNA.

Les opérations en Europe devaient, par suite des circonstances fort particulières de cette guerre, ne pouvoir prendre un nouveau développement ou s'arrêter qu'après la chute ou la délivrance de Plevna. Nous en avons précédemment fait le récit jusqu'au 15 novembre.

Ce jour-là même, les troupes d'Osman-Pacha attaquèrent trois fois les positions fortifiées du général Skobelev, mais leur vaine tentative n'eut pas plus de succès que les précédentes. Toutes les positions d'investissement étaient solidement occupées par l'armée assaillante, qui avait à son tour construit des retranchements sur la ligne d'investissement. L'isolement de Plevna était définitivement complet de près comme de loin. En effet, les troupes roumano-russes occupaient solidement toutes les positions tactiques importantes à portée de canon de Plevna, tandis qu'une armée d'observation, aux ordres du général Gourko, étendait chaque jour son cercle d'opérations à l'ouest, au nord et au sud, dans le triple but de faire tomber les quelques postes fortifiés encore occupés par les Turks sur la rive droite du Danube, entre Vidin et Rahova; de s'emparer des passages des Balkans à l'ouest de celui d'Etropol; de se rapprocher enfin des Serbes, dont l'entrée en campagne paraissait de plus en plus probable.

Nous avons vu précédemment que, vers le 15 novembre, les Russes étaient parvenus jusqu'à Lom-Palanka d'une part et jusqu'à Bercovach d'autre part. Nous avons également indiqué quelle était l'importance de cette dernière localité au point de vue stratégique : la petite forteresse turque de Pirot se trouvait menacée par le col de Kom, et Sophia pouvait être tournée par le défilé de Glinzi.

Voici quelle était, à cette date, par suite des renforts récemment arrivés, la composition de l'armée roumano-russe formant l'aile droite de l'armée commandée par le grand-duc Nicolas et spécialement chargée de s'emparer de Plevna.

Le commandant en chef était le prince Charles de Roumanie, auquel était adjoint le général Totleben; le chef d'état-major général était le général Imeretinski.

Les troupes comprenaient :

Le corps d'armée roumain : 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> divisions d'infanterie; division de cavalerie;

4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> corps d'armée russes : 16<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions d'infanterie; 4<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> divisions de cavalerie, et 2<sup>e</sup> division de cavalerie des cosaques du Don;

Corps de la garde impériale russe : 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions d'infanterie ; 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions de cavalerie.

L'ensemble était donc de 12 divisions d'infanterie et 6 divisions de cavalerie. En y ajoutant quelques troupes non endivisionnées, telles que la brigade des chasseurs à pied de la garde, la 3<sup>e</sup> brigade de chasseurs à pied de la ligne, une brigade des cosaques du Caucase, une brigade combinée des cosaques du Don, etc., on voit que l'armée d'investissement de Plevna et l'armée d'observation contenaient environ :

170 bataillons d'infanterie ;  
130 escadrons ou sotnias de cavalerie ;  
600 pièces d'artillerie attelées.

La répartition générale de ces troupes était la suivante.

L'aile droite était formée par le corps d'armée roumain, qui appuyait sa droite à la rive droite du Vid et sa gauche vers la seconde redoute de Crivitza ; en première ligne étaient les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions roumaines ; la 4<sup>e</sup>, qui avait été si fortement éprouvée dans les derniers combats, était en réserve. Ce corps d'armée tenait ainsi les routes de Nicopoli et de Bulgareni.

Au centre était le 9<sup>e</sup> corps d'armée russe, en avant de Poradin et de Bogot ; il occupait la route de Lovatz et de Troïane.

À gauche était le 4<sup>e</sup> corps d'armée russe, en avant de Tschirkovo, la gauche appuyée à la rive droite du Vid, à cheval sur la route de Teteven.

Une partie du 15<sup>e</sup> corps d'armée russe et de la garde impériale formait réserve derrière le 4<sup>e</sup> corps d'armée, afin de s'opposer aux tentatives de l'armée de secours turque par les passes de Troïane et de Teteven.

Telle était l'armée d'investissement proprement dite.

L'armée d'observation, placée sous les ordres directs du général Gourko, commandant la 2<sup>e</sup> division de cavalerie de la garde impériale, avait traversé le Vid ; elle comprenait 3 brigades d'infanterie de la garde, la brigade de chasseurs à pied et 2 divisions de cavalerie de ce même corps d'armée. On pouvait considérer comme marchant déjà, ou devant bientôt marcher de concert avec elle, la division de cavalerie roumaine qui opérait alors entre Plevna et Rahova, la 1<sup>re</sup> division d'infanterie roumaine, dont une brigade était à Kalafat et l'autre à Bechet, enfin les deux corps d'armée serbes en formation, l'un sur les bords du Timok, l'autre au confluent de la Morava bulgare et de la Morava serbe.

Contre l'armée d'investissement même, les Turks ne pouvaient opposer que le corps d'armée commandé par Osman-Pacha et qui occupait Plevna. Au début des opérations, le corps d'armée de

Vidin contenait 90 bataillons, 16 escadrons et 30 batteries attelées. En quittant cette forteresse pour venir s'établir à Plevna, le général turk avait emmené avec lui à peu près les deux tiers de ses forces, soit 60 bataillons, 10 escadrons et 20 batteries. Il avait reçu des renforts depuis qu'il se défendait dans cette position, mais la plupart avaient été pris dans les combats de Dubnik et de Telis; il avait, en outre, subi des pertes considérables dans les nombreuses attaques qu'il avait soutenues et dans les incessantes sorties qu'il avait faites. On ne pouvait donc évaluer à plus de 30,000 le nombre de combattants disponibles placés sous ses ordres, soit du tiers au quart de ce que contenait l'armée d'investissement. Quant à ses pièces d'artillerie de campagne, beaucoup avaient été mises hors de service par l'écrasante supériorité numérique de l'artillerie de campagne russe et par les pièces de siège que l'assaillant avait mises en batterie sur la ligne d'investissement.

Contre l'armée d'observation, les Turks pouvaient opposer :

Les garnisons de Rahova, Dzibra-Palanka, Lom-Palanka et Acer-Palanka, dont l'ensemble ne devait pas être de plus de 2,000 hommes;

La garnison de Vidin, formée d'une division de 8,000 hommes;

La garnison de Nissa, ayant à peu près la même force que la précédente;

Enfin, l'armée de secours, que Mehemet-Ali-Pacha réunissait entre Piro, Orhanié et Sophia, dont on évaluait la force à 40,000 hommes au maximum, et à laquelle on donnait le nom d'armée de Sophia.

En résumé, sur le théâtre d'opérations de la Bulgarie occidentale, on pouvait estimer à 100,000 le nombre des combattants capables d'être mis en ligne par les Turks et à 250,000 celui des Russes, car il arrivait incessamment des renforts à ces derniers, tandis que les premiers pouvaient à peine organiser l'armée de secours. Les Turks avaient pour eux l'avantage des positions, mais la forteresse seule de Vidin était sérieusement mise en état de défense et à même de subir un siège de longue durée. En outre, les Turks avaient leurs troupes dispersées, tandis que les Russes avaient le gros de leurs forces groupé autour de Plevna. Enfin, ces derniers disposaient d'une innombrable cavalerie parfaitement exercée au combat à pied et avec l'arme à feu, et leur artillerie de campagne était plus du quadruple de celle de l'ennemi.

La supériorité numérique dont disposait l'armée d'investissement de Plevna pouvait convaincre définitivement les Russes que, malgré ses efforts héroïques, Osman-Pacha n'était plus à même de rompre leur ligne; celle-ci n'était point, il est vrai, également forte partout; au nord, particulièrement, elle présentait un point faible,

mais il n'était pas probable que les défenseurs de Plevna essaieraient de percer de ce côté, car la direction de leur sortie les eût portés presque sur la rive droite du Danube, où ils n'auraient trouvé aucun renfort. Néanmoins, la petite place de Rahova était encore au pouvoir des Turcs, et il fallait la leur enlever le plus tôt possible, afin de faire disparaître l'unique point d'appui qui leur restât dans la Bulgarie occidentale, à l'exception toutefois de la forteresse de Vidin; il est vrai que cette dernière était trop éloignée de la zone de territoire qui formait le principal théâtre d'opérations pour y jouer un rôle de quelque importance.

En conséquence, la 3<sup>e</sup> division roumaine, avec la division de cavalerie de la même armée, se porta vers Rahova. Ce château-fort était défendu par un millier d'hommes; il fut bombardé par les batteries de campagne que les Roumains avaient emmenées avec eux et par les batteries de position qui étaient établies à Béchet. Après une lutte qui dura deux jours, la petite garnison turque ne put plus tenir dans la place. Elle l'évacua, le 21, et elle se retira sur Lom-Palanka sans être sérieusement poursuivie par l'ennemi. La ville fut occupée par les Roumains, et une partie de la flottille russe vint s'établir à proximité, dans le but d'assurer et de protéger les relations entre les deux rives. Des travaux furent immédiatement commencés pour établir à Rahova et à Béchet une double tête de pont fortifiée, et le matériel nécessaire à la construction d'un nouveau pont de bateaux dut y être ultérieurement amené. L'armée roumaine disposait donc ainsi d'une nouvelle ligne de ravitaillement, et Osman-Pacha se trouvait dans l'impossibilité de trouver un point d'appui sur le Danube, au cas où il aurait voulu tenter un suprême effort dans cette direction. Le détachement roumain qui s'était emparé de Rahova se porta ensuite dans la direction de Lom-Palanka; nous reviendrons plus loin sur ses opérations.

Pendant que l'aile droite de l'armée d'observation obtenait cet important résultat, l'aile gauche et le centre agissaient avec une grande activité. Le centre avait pour mission, conjointement avec l'aile droite, de marcher à la rencontre du corps serbe du Timok et de la Morava. L'aile gauche devait attaquer les positions avancées qu'occupait l'armée de secours turque dans les massifs de la Stara-Planina et de l'Etropol-Balkan. Là se trouvaient, en première ligne, les deux divisions du corps de Sophia, commandées par Chakir-Pacha et par Sadik-Pacha; elles occupaient les principaux points du col de Baba-Konak, Novatche, Orchanie, Pravatz et Etropol, couvrant ainsi la forteresse de Sophia, où Mehemet-Ali-Pacha avait son quartier général et le gros de ses forces. La position de ce dernier était fort critique. Il était, en effet, menacé à la fois sur son flanc gauche et sur son flanc droit, tandis que l'ennemi prenait une



vigoureuse offensive sur son front. Les troupes qu'il avait réunies avec beaucoup de peine n'avaient pas une consistance assez solide pour lui permettre de les masser sur un point de sa ligne de défense, et de tenter quelque vigoureux retour offensif dans la direction de Plevna. Pressé par les circonstances de temps et de lieu, n'ayant que des éléments médiocres à opposer aux excellentes troupes de la garde impériale russe, il se trouva en quelque sorte obligé d'adopter le système en cordon, toujours si funeste, mais fatal dans la guerre de montagne surtout, car l'occupation d'un petit sentier par l'ennemi y a pour conséquence immédiate la perte des positions les plus solides quand il n'existe, en arrière, aucune réserve tactique pour s'y opposer.

Le 23, après deux jours de lutte, les Russes parvinrent à s'emparer de la position de Pravatz, qui formait le poste avancé des troupes turques établies à Orhaniè et à Etropol. L'attaque principale avait eu lieu de front, mais elle fut puissamment secondée par un mouvement tournant que la brigade de chasseurs à pied de la garde exécuta avec beaucoup de peine sur le flanc gauche des Turks, pendant qu'une diversion était simultanément faite vers Orhaniè et vers Etropol.

Le 24, Etropol tomba également au pouvoir des Russes. Ce succès aurait eu jadis de grandes conséquences et leur aurait permis de franchir les Balkans de ce côté; mais, depuis quelques années, la grand'route de Roudschouk à Sophia ne passe plus par Etropol; il n'y a plus là qu'un mauvais chemin, impraticable pour une grande armée d'opérations, et c'est la ville nouvelle d'Orhaniè, par laquelle passe la grand'route, qui est actuellement la clef du défilé de Baba-Konak. Cette dernière était défendue par Chakir-Pacha, l'un des plus jeunes généraux de l'armée turque, qui avait déjà donné des preuves réelles d'un véritable talent et d'une rare énergie.

A ce moment, il devenait donc évident déjà que le corps de Sophia n'était pas à même d'arrêter les Russes dans leurs progrès par les défilés de la Stara-Planina, de l'Etropol-Balkan et de la Stredna-Gora. Mehemet-Ali-Pacha demanda, en conséquence, des renforts à Constantinople. Le temps devint alors très-mauvais, dans les Balkans comme sur les bords du Danube. Le fleuve commença à charrier des glaçons qui menaçaient les ponts de bateaux des Russes. De violents ouragans de neige s'abattirent sur les montagnes et rendirent les opérations momentanément impossibles. Les parties des deux armées opposées l'une à l'autre, sur la chaîne occidentale des Balkans, restèrent momentanément immobiles et mirent à profit ce repos forcé en fortifiant les positions qu'elles occupaient.

La situation ne s'était pas sensiblement modifiée pendant tout ce temps dans le col de Tchipka. Les Russes ne pouvaient prendre

sérieusement l'offensive dans cette direction, et l'on est en droit de s'étonner que les Turks n'aient pas tiré parti de cette circonstance avantageuse pour porter depuis longtemps, vers l'armée de secours de Sophia, une partie des forces qu'ils maintenaient autour de Kazanlik.

Que faisait la masse principale de l'armée turque commandée par Suleiman-Pacha ? Nous avons déjà remarqué que celui-ci était libre d'adopter l'un des trois plans suivants : ou passer sur la rive gauche du Danube, entre Rousdschouk et Silistrie, dans le but de menacer les lignes de ravitaillement des Russes ; ou marcher en force contre l'armée du tzarevitch, pour la repousser vers Bjela et Sistova ; ou faire une forte diversion vers l'ouest, dans la direction de Tirnova et de Selvi, afin d'inquiéter les divisions du centre et de l'aile gauche de l'armée russe. De ces trois plans, le premier avait été un instant réalisable, mais les Turks en avaient laissé échapper l'occasion ; du reste, ils n'avaient pas un matériel suffisant pour le mettre à complète exécution, et les qualités offensives nécessaires pour une entreprise aussi hardie leur faisaient complètement défaut.

Le 26 novembre, Suleiman-Pacha fit un vigoureux effort par son aile droite, en s'appuyant sur Rousdschouk, dans la direction de l'aile gauche de l'armée du tzarevitch, vers Pyrgos et Tirstenik ; le centre, appuyé sur Rasgrad et Eski-Djoumaja, attaquait en même temps, dans la direction d'Opaka, le centre de l'armée du tzarevitch. Les Russes tinrent bon dans leurs positions, et, des deux côtés, on se disputa un succès qui ne pouvait, du reste, avoir grand résultat. Les jours suivants, il y eut encore quelques escarmouches aux avant-postes les plus rapprochés, puis le calme se rétablit sur les deux rives du Kara-Lom. Le temps était devenu très-mauvais, comme nous l'avons dit plus haut, et les opérations très-difficiles.

Mais les mouvements précédents n'étaient qu'une diversion destinée à tromper l'armée du tzarevitch sur le véritable point d'attaque qu'avait choisi Suleiman-Pacha.

Des événements plus importants eurent bientôt lieu sur le cours supérieur de la Yantra. L'extrême aile gauche de l'armée du quadrilatère et l'extrême aile droite de l'armée du tzarevitch étaient en présence de ce côté ; la première était solidement appuyée à Kazan, Osman-Bazar et Eski-Djoumaja, tandis que la seconde était en l'air. Rien ne s'opposait donc à ce que Suleiman-Pacha tentât de ce côté une vigoureuse offensive lui promettant un succès facile ; il eût ainsi relevé le moral de ses troupes et secondé les corps d'armée de Kazanlik et de Sophia ; il serait peut-être même parvenu, en pénétrant au milieu de la zone d'opérations occupée par les Russes, à forcer ceux-ci à exécuter un mouvement rétrograde vers leurs ponts du Danube, et même à lever en partie le blocus de Plevna. C'était là le

troisième des plans de campagne que nous avons indiqués comme pouvant être adoptés avec chance de succès. Il est certain que Suleiman-Pacha, se rendant compte des immenses avantages que lui offrait une attaque dans cette direction, devait se hâter de mettre à profit l'indécision des Russes sur ses projets et l'isolement momentané de l'aile droite de l'armée du tzarevitch.

Le 4 décembre, Suleiman-Pacha dirigea l'une de ses divisions, commandée par Fuad-Pacha, contre Ilena; il n'y avait là qu'une brigade russe; elle appartenait à la 9<sup>e</sup> division, commandée par le général Sviatopoltk-Mirski II et faisant partie du 8<sup>e</sup> corps d'armée; elle avait l'importante mission stratégique de relier l'aile gauche de l'armée russe des Balkans avec l'aile droite de l'armée du tzarevitch; elle occupait une excellente position tactique sur laquelle avaient été élevés de nombreux ouvrages de fortification passagère, mais elle se gardait mal et elle était encore plus mal renseignée, en sorte que l'attaque des Turks la surprit complètement. Le combat fut acharné de part et d'autre. Les assaillants firent preuve d'une rare impétuosité; sans attendre l'arrivée de l'artillerie, ils se lancèrent à la baïonnette contre les retranchements et les enlevèrent malgré l'énergique résistance des Russes. Enfin, le général Sviatopoltk-Mirski, se voyant sur le point d'être cerné à Ilena, battit en retraite dans la direction de Slatoritza, vers le défilé de Ljuskovitza.

Le succès des Turks avait été complet; l'importante ville de Tirnova était découverte; encore un vigoureux effort, et ils pénétraient comme un coin au cœur des positions occupées par l'ennemi. Mais des renforts immédiats furent envoyés par la 26<sup>e</sup> division et par le 11<sup>e</sup> corps d'armée au général Sviatopoltk-Mirski, tandis que les Turks s'arrêtèrent brusquement dans leur élan. Il est vrai que le temps devint alors épouvantable dans toute la Bulgarie, et que les opérations durent être momentanément suspendues. Ce ne fut cependant pas l'unique cause de la subite inaction du corps d'Eski-Djoumaja, car Suleiman-Pacha quitta, le 6, les environs d'Ilena pour revenir à Rasgrad et à Rousdschouk. Quelle nécessité y avait-il pour lui de retourner ainsi dans le quadrilatère, alors que le dénouement de cette première partie de la campagne devait forcément se produire dans la Bulgarie centrale? C'est ce que l'on ne saurait comprendre; car en admettant même, et cela n'était pas, que l'armée du tzarevitch eût fait une forte démonstration sur les places du quadrilatère, celles-ci étaient à l'abri d'un coup de main, et il était toujours temps de venir à leur secours, si on le jugeait nécessaire, après avoir fait tout ce qui était possible pour dégager Osman-Pacha.

Ce dernier se trouvait dans une position de plus en plus critique;

depuis longtemps les distributions de ses troupes avaient été rationnées par ses ordres, et le moment approchait où, malgré l'exiguité de la ration, les vivres allaient manquer à Plevna. Donnant à ses soldats l'exemple d'une indomptable opiniâtreté, il ne cessait de diriger des attaques de nuit contre l'armée d'investissement, que ce harcèlement continu fatiguait d'une manière excessive. Sans nouvelle aucune des événements de l'extérieur, il attendait toujours l'arrivée d'une armée de secours; celle-ci ne devait pas venir. Nous venons de montrer, en effet, comment la tentative de Suleiman-Pacha avait été tout à coup interrompue en plein succès. L'armée des Balkans ne pouvait franchir les montagnes et repousser le 8<sup>e</sup> corps d'armée russe; du reste, son commandant était de nouveau changé, et elle passait sous les ordres d'Achmet-Eyoub-Pacha, tandis que Réouf-Pacha allait organiser une armée de réserve en Roumélie et établissait son quartier général à Andrinople. Quant à l'armée de Sophia, elle pouvait à peine résister à l'attaque enveloppante de l'armée russe d'observation conduite par le général Gourko; cette dernière occupait les défilés de Troiane, de Teteven, de Baba-Konak, de Kom et de Sveti-Nikola. Les Roumains venaient de s'emparer, le 30 novembre, de Lom-Palanka, dont la garnison s'était retirée sur Vidin; l'extrême avant-garde avait pénétré à Belgradjick; il ne restait donc plus que Vidin au pouvoir des Turks dans cette partie de la Bulgarie, et cette place allait elle-même être bientôt investie. L'entrée imminente de l'armée serbe en campagne, les succès des Monténégrins, l'extension toujours croissante de l'insurrection herzégovinienne, toutes ces causes réunies avaient amené la formation d'une nouvelle armée en Bosnie; Mehemet-Ali-Pacha fut chargé de l'organiser, et il laissa à Chakir-Pacha le commandement de l'armée de Sophia. Il faut bien reconnaître que ces changements continuels des commandants en chef des armées ou corps d'armée turks devaient avoir les conséquences les plus fâcheuses, surtout au milieu de circonstances déjà si désavantageuses par elles-mêmes.

Osman-Pacha était donc complètement isolé.

La quantité des malades s'accroissant chaque jour, les pertes occasionnées par le feu de l'ennemi, par le froid, par la famine et par la fatigue étant de plus en plus considérables, les vivres étant enfin épuisés, l'héroïque défenseur de Plevna comprit que le moment était venu de mettre fin à sa magnifique résistance, mais il voulut la terminer par un acte digne d'elle.

Dans la nuit du 9 au 10 décembre, il réunit les quelques milliers de soldats valides qu'il avait encore sous ses ordres, il leur distribua les dernières cartouches qui restaient dans la place, et il les répartit de manière à produire un suprême effort à la suite duquel

ils auraient percé les lignes ennemies ou seraient tombés entre les mains des Russes.

La principale attaque fut dirigée, par la route de Vidin, contre les positions qu'occupaient, sur la rive gauche du Vid, vers Metropolk et Dubnik, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions du corps des grenadiers russes récemment envoyées comme renfort à l'armée d'investissement de Plevna; deux attaques simulées devaient être exécutées en même temps, l'une contre les positions roumaines à l'est et au nord, l'autre contre les redoutes qu'occupait le général Skobelev au sud. Le rassemblement des troupes destinées à cette dernière tentative se fit dans le plus grand ordre; mais elles ne pouvaient cependant espérer surprendre les Russes, car on savait que Plevna n'avait plus de vivres et qu'Osman-Pacha était décidé à ne pas capituler entre les mains du prince Charles de Roumanie, dont la déchéance prononcée par la Sublime-Porte avait fait un rebelle aux yeux du général ottoman.

Le 10, dès que le jour parut, les troupes turques chargées de l'attaque principale se ruèrent sur les tranchées occupées par la 2<sup>e</sup> division de grenadiers russes; l'impétuosité de leur attaque fut telle que les Turks pénétrèrent immédiatement dans les positions ennemies, s'emparèrent des redoutes et des batteries de position.

Mais les deux attaques secondaires étaient trop faibles pour tromper ou pour arrêter les autres parties de l'armée roumano-russe; celles-ci furent promptement sous les armes; elles repoussèrent les Turks et les prirent presque tous, tandis que des renforts considérables, fournis par une réserve tactique préparée depuis plusieurs jours et constamment prête à marcher, vinrent soutenir les grenadiers; il n'était que temps, car ces derniers avaient été accablés, mis en déroute et hors d'état de s'opposer à la percée des Turks.

La situation se modifia alors complètement et avec une grande rapidité. Pendant que l'attaque principale des troupes de Plevna était tenue en échec, la 2<sup>e</sup> division roumaine quittait ses tranchées de Crivitza, et la division du général Skobelev celles de Radischevo; toutes deux dirigeaient simultanément une attaque concentrique, en profitant de ce que la ville était complètement dégarnie, et pénétraient dans Plevna sans grandes difficultés.

Osman-Pacha se trouva alors attaqué de tous les côtés : de front, il ne pouvait parvenir à forcer les positions des grenadiers russes, qui étaient maintenant occupées solidement, et les batteries de Metropolk faisaient des ravages considérables dans les rangs de ses bataillons. Les troupes ennemies entrées dans Plevna canonnaient les derrières de l'armée ottomane. Les batteries d'Oponetz la prenaient en écharpe sur le flanc droit et celles de Radischevo et Dubnik sur le flanc gauche. La lutte continuait néanmoins avec

acharnement. Les Turks combattaient avec l'énergie du désespoir, dans le but de briser le cercle de fer et de feu qui les étreignait de toutes parts et d'échapper à la captivité. Les pertes étaient déjà considérables des deux côtés, mais l'issue n'était pas douteuse, tant était grande la supériorité des Russes au point de vue du nombre et de l'avantage de la position. Osman-Pacha encourageait lui-même, par son exemple, ces braves soldats qui l'avaient si puissamment aidé dans sa longue résistance, et il n'était plus que le premier des combattants dans ce suprême engagement, où l'action individuelle jouait le principal rôle. Enfin, il fut blessé grièvement, et il comprit que les lois de l'humanité lui interdisaient de pousser plus loin l'effusion du sang. Il rendit donc son épée au général Ganetzki, commandant du corps des grenadiers russes, et il se constitua prisonnier, ainsi que ses troupes, mais sans vouloir accepter ni imposer de conditions, ne consentant à aucune convention et se refusant à apposer sa signature sur un acte écrit de capitulation.

Tel fut le dernier acte de ce drame qui est, sans contredit, l'un des plus hauts et des plus remarquables faits militaires des guerres modernes. Il est nécessaire, pour en saisir la valeur, de résumer brièvement les événements qui avaient précédé cette fin digne d'un héros.

L'impéritie d'Abdul-Kerim-Pacha avait laissé les Russes libres de passer le Danube sans résistance, et en un point tel que l'armée turque se trouvait partagée en deux masses, l'armée du quadrilatère et l'armée de Vidin, séparées par un espace de plusieurs centaines de kilomètres au milieu duquel l'ennemi s'était établi en force. C'était dans les derniers jours de juin. Osman-Pacha, quoique n'ayant reçu aucun ordre, comprit immédiatement que la présence de la majeure partie de son armée était inutile à Vidin; il laissa une garnison suffisante dans cette forteresse et dans les petites places de la Bulgarie occidentale; puis, faisant preuve d'une louable initiative ainsi que d'une rare sagacité, il vint s'établir à Plevna avec le gros de ses forces; il choisissait ainsi le point stratégique le plus important de la grand'route de Roudschouk à Sophia, et, en même temps, l'une des plus fortes positions tactiques de toute la Bulgarie. Bientôt, grâce aux travaux de campagne qu'il y fit élever, il la transforma en une place du moment, aussi forte qu'une place permanente, et il y attendit le choc des Russes. Ceux-ci l'attaquèrent, pour la première fois, le 20 juillet. Les jours suivants, ils renouvelèrent leurs assauts, mais ils y éprouvèrent autant d'échecs. Leur plan de campagne, dont l'exécution avait commencé par la pointe hardie du général Gourko en Roumélie, dut être complètement modifié; ils furent obligés de revenir au nord des Balkans et d'attendre



la chute de Plevna pour les traverser de nouveau. Les troupes s'accumulèrent autour de cette ville, mais l'investissement n'en fut complet que vers les derniers jours du mois d'octobre, et il ne l'eût été que plus tard, peut-être même ne l'eût-il jamais été, si l'état-major général de l'armée turque avait consenti à suivre les conseils d'Osman-Pacha. Quoi qu'il en soit, celui-ci lutta jusqu'à la fin avec la même vigueur. Il obligea les Russes à faire le siège en règle de la ville qu'il avait choisie avec tant d'habileté comme centre de résistance; il ne cessa de harceler l'ennemi par ses sorties; il ne succomba qu'écrasé par le nombre et dompté par la famine. Il avait héroïquement combattu pendant 140 jours, et qui peut dire les événements qui auraient eu lieu pendant ce laps de temps, s'il n'avait ainsi obligé les Russes à rester en Bulgarie. Il avait, en outre, occasionné des pertes considérables à l'adversaire, et il avait obligé le gouvernement russe à un énorme développement de forces actives, tout en donnant à sa propre armée le temps de mettre en état de défense les principales forteresses et les grandes positions naturelles où la résistance devait avoir lieu plus tard. Comme trophées, il ne laissait à l'ennemi que quelques milliers d'hommes exténués par les privations et les fatigues, 30,000, dit-on, et à peu près 80 canons de campagne qui n'avaient plus d'attelages, et dont plusieurs étaient hors de service. Comme général en chef et comme soldat, Osman-Pacha avait montré enfin les puissants résultats que peuvent obtenir l'honneur militaire et le sentiment du patriotisme. Ses adversaires le comprirent, et leur souverain fut le premier à lui donner un éclatant témoignage de l'admiration générale qu'inspirait sa magnifique conduite, en lui rendant cette épée avec laquelle il avait accompli de si glorieux exploits.

Devant l'importance politique et militaire de la chute de Plevna, les autres événements du théâtre d'opérations s'effaçaient. Du reste, ces derniers étaient presque nuls.

Cependant, la gauche du centre de l'armée russe et la droite de son aile gauche avaient été renforcées, afin d'éviter le retour de faits aussi graves que la perte d'Ilena. Un fort détachement avait été constitué de ce côté, et il revenait immédiatement à l'attaque des positions précédemment perdues par la 9<sup>e</sup> division d'infanterie. Les Turks évitèrent d'être assaillis par des troupes numériquement supérieures à celles dont ils pouvaient disposer, et, du reste, la démonstration qu'ils avaient faite dans la direction de Tirnova ne pouvait plus avoir aucune valeur, depuis que l'ennemi s'était emparé de Plevna; ils se retirèrent donc vers Kazan et vers Osman-Bazar.

Sur les Balkans même et dans la passe de Tchipka, la situation n'avait pas changé : Russes et Turks y étaient toujours face à face;

ni les uns ni les autres ne faisaient le moindre progrès, mais il était probable que l'occupation des cols, à l'ouest de celui de Tchipka, par l'armée d'observation du général Gourko, allait avoir pour résultat, dans le cas où les opérations continueraient, l'évacuation par les Turks du bassin supérieur de la Toundja. Les montagnes étaient, du reste, couvertes de neige, et les opérations, par conséquent, fort pénibles.

Sur les bords du Lom, les Russes résistèrent avec succès aux diverses attaques que Suleiman-Pacha avait fait exécuter contre leurs positions. Cette offensive était trop décousue pour obtenir un résultat important. D'un autre côté, l'armée du tzarevitch se tenait sur la défensive jusqu'au moment où l'aile droite se serait emparée de Plevna.

Dans le quadrilatère il n'y avait eu, pendant ce laps de temps, aucun événement remarquable; le bombardement de Roudschouk avait continué par les batteries russo-roumaines de Gurgevo, mais la forteresse tenait toujours, malgré la destruction de plusieurs de ses quartiers, car l'ennemi n'était même pas encore parvenu à en faire l'investissement. Quant à Silistrie, Turtukaï, Choumla, Varna et Bazardjik, on en complétait chaque jour les défenses.

Enfin, le corps du bas Danube avait pénétré dans la Bulgarie orientale et tendait à s'avancer dans le quadrilatère en suivant deux directions excentriques, l'une vers Silistrie, l'autre vers Baltchik; mais cette offensive ne pouvait aboutir à un résultat important qu'autant qu'elle serait appuyée par l'armée du tzarevitch et par les troupes russes qui tenaient la rive gauche du Danube, de Gurgevo à Kalarasi.

En résumé, il y avait huit mois que la guerre avait été déclarée par la Russie à la Turquie, et les Russes n'avaient encore fait le siège régulier ou ne s'étaient emparés d'aucune place forte du quadrilatère bulgare, de même qu'ils n'étaient point encore parvenus à s'établir dans un passage des Balkans assez praticable pour leur permettre d'envahir la Roumélie.

Quelles allaient être maintenant les conséquences de la chute de Plevna, au point de vue politique et militaire?

Relativement aux opérations, la prise de cette ville devait encore immobiliser pendant quelque temps l'aile droite de l'armée russe, jusqu'à la complète évacuation des troupes turques qui y avaient été faites prisonnières. Cette opération aurait dû être promptement menée, mais l'intendance russe n'avait point préparé tout ce qui était nécessaire pour la terminer rapidement, et la saison était devenue très-mauvaise. En tout cas, la majeure partie de l'aile droite russe était libre. Elle allait forcément se séparer, d'une part, pour aller faire le siège de Vidin; d'autre part, pour suivre l'armée russe d'Orhanië qui menaçait Sophia; en troisième lieu, pour ren-

forcer l'armée des Balkans, et peut-être celle du tzarevitch, auquel venait d'être adjoint le général Totleben, ce qui annonçait l'intention de commencer le siège d'une ou de plusieurs places du quadrilatère. Les renforts continuant, en outre, à venir en quantité considérable, les relations étant établies d'une manière plus sûre par les chemins de fer de Bender à Galatz, par celui de Fratesti à Limmitza, et par celui qui allait être bientôt terminé de Sistova à Tirnova, avec embranchement sur Plevna, les ponts sur le Danube étant en nombre suffisant et paraissant assez solides pour résister aux causes accidentelles de rupture, il était probable que les Russes allaient déboucher par les passes occidentales et centrales des Balkans, en même temps qu'ils investiraient ou assiégeraient les forteresses de la Bulgarie orientale.

Quelle détermination prendraient alors les Turks ? Conserveraient-ils la longue ligne de défense sur laquelle ils avaient résisté jusqu'alors ? ou, laissant les places de l'ouest, c'est-à-dire Vidin, Nissa et Sophia, et celles de l'est, c'est-à-dire Roudschouk, Silistrie, Choumla et Varna, réduites à leur propre sort, concentreraient-ils en une seule masse ce qui leur restait de troupes de campagne disponibles pour défendre la Roumélie en s'appuyant sur Andrinople ? Cette ville, la seconde de l'empire ottoman par sa population, n'avait aucune fortification permanente avant la déclaration de guerre ; mais on avait eu le temps de la mettre en état de défense à l'aide d'ouvrages avancés qui la préservaient d'un coup de main et d'un bombardement ; on en avait fait une place du moment constituant un objectif d'une grande importance, vu sa position au centre de la Roumélie, au confluent de la Toundja et de la Maritza, au nœud des communications de toutes sortes qui, venant du nord et de l'ouest, se dirigent sur Constantinople. Dans de telles conditions, la seconde hypothèse semblait être de beaucoup la préférable. Si, sacrifiant la partie au tout, l'armée turque s'établissait solidement dans le bassin de la Maritza comme dans un réduit, elle pouvait encore y opposer une longue résistance aux efforts combinés des Russes, des Roumains, des Bulgares, des Monténégrins, des Bosniens, des Herzégoviniens, et même des Serbes et des Grecs, si ces deux derniers peuples se décidaient à entrer en lice.

Le généralissime turk, Suleiman-Pacha, fut immédiatement mandé à Constantinople : nous verrons plus tard quelles résolutions furent prises en vue de défendre énergiquement les contrées de l'empire ottoman que possédait encore l'armée turque.

Il y eut, du reste, un calme relatif pendant les derniers jours de l'année 1877. La mauvaise saison s'opposait aux opérations des grandes masses de troupes. Un nouveau plan de campagne devait, en outre, être préalablement élaboré par les commandants

en chef des deux armées ennemies. Enfin, des négociations pacifiques étaient ouvertes, et il était nécessaire d'en attendre l'issue.

L'empereur Alexandre II retourna à Saint-Petersbourg vers le milieu du mois de décembre, dans un but à la fois politique et militaire, et il ne devait revenir au milieu de ses troupes que si les hostilités continuaient.

---

## OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DU MONTÉNÉGRO.

La position occupée par l'armée d'observation du général Gourko que l'on appelait déjà l'armée de Sophia, allait mettre bientôt les Russes en relation avec les troupes du Monténégro, avec les bandes insurgées de la Bosnie et de l'Herzégovine, ainsi qu'avec l'armée de la Serbie.

Avant de continuer l'étude des opérations de l'armée russe, devient donc indispensable de relater brièvement les principaux événements qui avaient eu lieu dans la partie occidentale de l'empire ottoman. Nous verrons plus loin ce qui concerne l'armée serbe. Occupons-nous d'abord des troupes du Monténégro.

Dès que l'ordre eut été donné par le tzar à son armée de franchir le Pruth et de marcher vers le Danube, les hostilités éclatèrent sur tout le littoral de la mer Adriatique : Herzégovine, Monténégrins et Mirdites coururent aux armes.

Suleiman-Pacha, commandant des troupes turques en Bosnie, prit immédiatement ses dispositions pour marcher vers le Monténégro et Ali-Saïb-Pacha, commandant des forces ottomanes en Albanie, fit autant de son côté.

Le premier avait réuni son corps d'armée dans les environs de Mostar, dès les derniers jours du mois d'avril, et, lorsque la guerre devint certaine, il en porta l'avant-garde dans la direction de Gatacin afin de menacer le défilé de Duga, par lequel il devait forcément passer pour aller ravitailler la place de Nichsije.

C'est dans ce mouvement, près de Nevesinje, comme au début de l'insurrection de 1875, qu'eut lieu le premier combat. C'était le 30 avril. Une bande de partisans herzégoviniens, commandée par Vucovitch, attaqua l'avant-garde turque pendant qu'elle traversait un défilé difficile. L'affaire n'eut, d'ailleurs, aucune importance pour nous ne la signalons que parce que le premier coup de feu y fut tiré.

Ali-Saïb-Pacha eut à subir une attaque du même genre dans sa marche vers Podgoritza. Il fut obligé de combattre les Mirdites qui s'étaient soulevés sous les ordres du prince Prenk-Bil-Doda, et qui avaient groupé autour d'eux toutes les bandes insurrectionnelles formées par les populations chrétiennes albanaises. Il en eut finalement raison, malgré les obstacles que le mont Bagora présente et une action de vigueur et d'ensemble. Le général turk entra à Gatacin et il réussit bientôt à obtenir la soumission de tous les chefs rebelles, tandis que le prince des Mirdites se réfugiait à Moti.

Tous ces événements avaient déjà eu lieu avant le retour des

gués monténégrins envoyés à Constantinople pour y conclure la paix. Ceux-ci débarquèrent à Raguse, le 2 mai, et arrivèrent quelques jours après à Cettinije. Leur mission pacifique ayant complètement échoué, le prince Nicolas rappela ses troupes, et, conformément aux instructions envoyées par l'état-major du grand-duc Nicolas, il leur fit prendre les positions défensives qu'elles devaient garder jusqu'à ce que l'armée russe eût franchi le Danube et pénétré en Bulgarie. Mais les troupes monténégrines ne devaient pas rester longtemps dans cette attitude expectante.

Le mois de mai se termina néanmoins sans événements importants. Suleiman-Pacha l'employa à renforcer considérablement les troupes qu'il réunissait à Mostar. Les Monténégrins recommencèrent le blocus de Nischije et étendirent leurs colonnes mobiles jusqu'au défilé de Duga, tandis que deux détachements faisaient face, l'un à Podgoritza, l'autre à Kolachine. Les insurgés de l'Herzégovine et de la Bosnie se concentraient en même temps à Livno, près de la frontière autrichienne, dans le massif du mont Prologh. Enfin, Ali-Saïb-Pacha, après avoir apaisé l'insurrection de l'Albanie et des Mirdites, se portait vers Podgoritza pour menacer le Monténégro par le sud et pour chercher à faire sa jonction avec Suleiman-Pacha, qui devait opérer de même par le nord.

Mais ce dernier ne pouvait quitter Mostar et engager ses troupes dans le défilé de Duga sans avoir préalablement dispersé les corps de partisans dont Paulovitch avait établi le quartier général à Livno.

Le 1<sup>er</sup> juin, il infligeait à ces bandes une déroute complète, à la suite de laquelle plusieurs de celles-ci furent obligées de s'enfuir sur le territoire autrichien.

Déployant ensuite une rare activité, et désireux, sans doute, d'en finir avec l'armée monténégrine avant le passage du Danube par les Russes, il revint immédiatement à Mostar, et il se dirigea tout de suite vers Nischije.

Le 4, le corps turk de Bosnie vint donner contre la position que l'avant-garde monténégrine, commandée par Vukotich, occupait à Kristach, à l'entrée de la passe de Duga, et le combat continua le 5, le 6 et le 7, le prince Nicolas étant arrivé avec une partie de l'armée au secours de son lieutenant.

Le 5, un autre engagement moins important avait lieu près de Podgoritza, à l'avantage des Monténégrins.

En même temps, et pour réduire ceux-ci le plus rapidement possible, Mehemet-Ali-Pacha, qui commandait à Novi-Bazar, reçut l'ordre de diriger une partie de son corps d'armée vers Kolachine. Le Monténégro allait donc être attaqué simultanément par Suleiman-Pacha au nord, par Ali-Saïb-Pacha au sud et par Mehemet-Ali-Pacha à l'est.



Le 8, le combat fut suspendu dans le défilé de Duga. Les Turks avaient subi des pertes considérables, et ils durent attendre l'arrivée de nouveaux renforts pour s'emparer des solides positions que l'ennemi occupait.

Les jours suivants, les Turks ayant acquis une grande supériorité numérique, dont ils pouvaient profiter pour cerner les Monténégrins dans le défilé de Duga, ces derniers se retirèrent sur Presjeka, où ils prirent une nouvelle position, toujours en vue d'empêcher le ravitaillement de Nischije, dont ils avaient commencé le bombardement.

Le 12, Mehemet-Ali-Pacha remportait un léger succès aux environs de Kolachine, sur le territoire même du Monténégro.

Le 13, la lutte recommença dans le défilé de Duga; après un combat acharné de plusieurs jours, les Monténégrins furent repoussés de leurs positions de Presjeka, et, le 17, Suleiman-Pacha parvint enfin à faire entrer un convoi de ravitaillement dans la forteresse de Nischije. Quant à Mehemet-Ali-Pacha et Ali-Saïb-Pacha, ils faisaient de rapides progrès à l'est et au sud. La jonction des trois corps d'armée était sur le point de s'effectuer entre Nischije et Sputz.

La situation des Monténégrins devenait excessivement critique : seuls, ils supportaient tout le poids de la lutte, et ils étaient incapables de résister plus longtemps à l'attaque concentrique des généraux turks, dont le résultat allait être bientôt de mettre 70,000 hommes en ligne contre les 18,000 environ dont pouvait, au maximum, disposer le prince Nicolas. Celui-ci fit appel à son ancienne alliée, la Serbie, dont il sollicita l'intervention immédiate, dans le but de le dégager; mais la principauté ne vint point à son secours. C'est alors que l'on pressa le passage du Danube par l'armée russe, dans le but de faire une diversion capable d'obliger les Turks à faire revenir en Bulgarie une grande partie des forces qu'ils avaient dirigées contre le Monténégro.

Le 22, Suleiman-Pacha occupait la position d'Ostrog, à la tête du défilé qui va de Nischije à Sputz, et Ali-Saïb-Pacha était au nord de Bovan.

Le 23, la jonction du corps d'armée de Mostar était faite avec celui de Scutari, et il allait en être bientôt de même avec celui de Novi-Bazar.

La panique devint alors générale dans le Monténégro; beaucoup de familles émigrèrent vers Cattaro; l'armée de la principauté était considérée comme perdue. L'état-major général russe agita un instant la question de venir à son secours en passant à Cladova et en traversant la Serbie, mais il fut décidé d'opérer tout de suite le passage du Danube et de faire en Roumélie une pointe hardie qui

forcerait les Turks à détacher une partie des troupes de l'ouest pour défendre les Balkans.

Mais le sort des armes se décida bientôt en faveur des Monténégrins. Ceux-ci avaient pris une excellente position en vue de couvrir Cettinije : ils y furent attaqués par Suleiman-Pacha, qui ne put parvenir à les en déloger. Le corps d'armée de Bosnie se dirigea alors vers le sud, dès le 26 juin, et il vint s'établir sous les murs de Sputz, ainsi que le corps d'Albanie. Le Monténégro avait donc été traversé du nord au sud : toute sa partie orientale, connue sous le nom de pays des Berdas, avait été un instant occupée par l'ennemi, mais celui-ci n'avait pu franchir la Zéta et envahir la Tzernagora proprement dite.

L'état des choses allait encore devenir plus favorable aux Monténégrins. En effet, le Danube venait d'être franchi par les Russes et Suleiman-Pacha reçut l'ordre d'embarquer à Antivari tout son corps d'armée et une partie de celui d'Albanie. C'est avec ces troupes qu'il débarqua en Roumélie et qu'il constitua la première armée des Balkans dont nous avons antérieurement relaté les opérations. Mehemet-Ali-Pacha dut également diriger vers le nord une partie des troupes avec lesquelles il avait opéré dans le pays des Berdas. Il ne resta donc plus que quelques faibles détachements opposés aux Monténégrins.

Ces derniers en profitèrent pour occuper aussitôt le terrain perdu.

Le 23 juillet, ils étaient de nouveau devant Nischije, et ils prenaient même quelques-unes des positions qui commandent cette place : ils y établirent des pièces en batterie, et ils commencèrent aussitôt le bombardement.

Ils furent moins heureux au sud, et, le 1<sup>er</sup> août, ils éprouvèrent un échec, près de Podgoritza, contre les troupes d'Ali-Saïb-Pacha.

A la même époque à peu près, les Turks étaient parvenus à disperser les rassemblements des insurgés de Bosnie et d'Herzégovine, ainsi qu'à s'emparer des positions que ceux-ci occupaient et avaient fortifiées le long de la frontière autrichienne de Dalmatie, mais le centre des deux provinces ottomanes était toujours inquiété par les autres partisans.

Vers le milieu du mois d'août, les Turks ayant reçu des renforts se rencontrèrent à Gatzko, sous les ordres de Sali-Pacha, dans le but de passer par le défilé de Duga pour dégager la place de Nischije, dont la citadelle seule résistait encore aux Monténégrins. Ces derniers laissèrent une partie de leurs troupes devant la place et se portèrent à la rencontre des Turks qui, n'étant pas en nombre, évacuèrent le défilé de Duga et se retirèrent vers le nord.

Le 7 septembre, les Monténégrins s'emparèrent du fortin de

Garatzko, entre le défilé de Duga et Piva, ce qui fit disparaître pour eux le danger d'une attaque venant de l'est et ce qui complétait l'investissement de Nischije.

Le 9, les Monténégrins prirent d'assaut les dernières défenses avancées de la ville. La garnison de Nischije n'ayant plus de vivres, capitula le même jour : 1200 hommes et 21 canons tombèrent ainsi aux mains des assaillants.

Le 15, le corps de siège, après s'être divisé, se porta en trois colonnes dans les directions de Gatzko, Bilek et Trebinije.

Le 17, le petit fortin de Bilek tombait au pouvoir des Monténégrins, après un court bombardement qui l'avait presque entièrement détruit.

Le 20, tout le défilé de Duga était occupé par les Monténégrins, mais ils avaient été forcés de s'éloigner de la place de Trebinije, qu'ils avaient un instant menacée. Tous les habitants des villages turks entre Bilek et Gatzko firent leur soumission immédiate au prince Nicolas. Ce dernier était alors arrivé avec le gros de ses forces près de Gatzko, ou Metioka, et il s'appropriait à en faire le siège.

Dans les premiers jours du mois d'octobre, le prince de Monténégro décida qu'il ne pousserait pas plus loin ses opérations en Herzégovine, attendu qu'il occupait déjà la partie du territoire de cette province qu'il espérait conserver après la conclusion de la paix. Il renvoya même une partie de ses soldats dans leurs foyers pendant un mois, pour y reprendre et y terminer les travaux des champs qui avaient été complètement négligés pendant toute la durée des hostilités, et il rentra lui-même à Cettinije.

A cette date, Ali-Saïb-Pacha avait quitté le commandement du corps d'armée d'Albanie et y avait été remplacé par Moufti-Pacha qui réunit le gros de ses forces près de Podgoritza, dans le but de résister à une attaque imminente des Monténégrins. On savait que ceux-ci se proposaient de conquérir la plaine de la Moratcha, qu'ils avaient jadis possédée et à laquelle ils n'avaient jamais cessé de prétendre.

Dès les premiers jours du mois de novembre, le prince Nicolas fit commencer, en effet, l'attaque simultanée de Sputz et de Podgoritza, en même temps que, réunissant le gros de ses forces près de Daniloград, il le portait dans la direction d'Antivari.

Le 12 novembre, les Monténégrins s'emparèrent du petit fort de Soturman, à l'est de Spizza et sur la route de Daniloград à Antivari.

Le 17, le bombardement était commencé à la fois contre Sputz, Podgoritza et Antivari. Les Turks avaient à peine les forces suffisantes pour résister.

Le 25, la garnison de Scutari, qui s'était portée à la rencontre des Monténégrins dans la direction d'Antivari, fut battue et revint sur Scutari en faisant sauter le pont de la Boyana. Elle allait être attaquée simultanément par les Monténégrins et par les Mirdites qui s'étaient joints à eux sous les ordres de Marco Miljanov.

Le 28, les Monténégrins entraient dans le petit port de Dulcigno.

Le 7 décembre, une escadre turque vint s'emboîser près d'Antivari et dirigea le feu de ses pièces contre les positions occupées par les assaillants de cette place.

L'escadrille du lac de Scutari secondait de même les défenseurs de cette place.

En résumé, quand finit l'année 1877, les Monténégrins avaient étendu considérablement leurs opérations en Herzégovine et en Albanie. Ils avaient attiré à eux toutes les populations chrétiennes de ces deux provinces, et ils avaient obligé, par leurs violentes représailles, les populations musulmanes à fuir devant leur invasion. Ils continuaient le siège des forteresses de l'Herzégovine et des forteresses de l'Albanie, mais ils n'avaient encore tenté aucune opération vers l'est, et il était probable qu'ils allaient exécuter quelque entreprise de ce côté en vue de se joindre aux Serbes qui venaient d'entrer en campagne.

---

## ENTRÉE DE L'ARMÉE SERBE EN CAMPAGNE.

La Sublime-Porte avait conclu la paix avec la Serbie dès le mois de février. Les pertes qu'elle avait subies dans la dernière guerre et l'opposition de l'Autriche-Hongrie permettaient de supposer que la principauté ne participerait pas de nouveau aux hostilités contre la Turquie, du moins immédiatement, car les éventualités de la guerre pouvaient subitement modifier d'une manière complète l'attitude prise par les diverses puissances directement intéressées à la solution de la question d'Orient. La Serbie n'en poursuivit pas moins, du reste, ses préparatifs militaires, grâce aux subsides que lui envoya la Russie : elle prétexta, pour les expliquer, de la nécessité où elle était de prendre ses précautions contre une attaque possible de ses frontières par l'armée turque.

Le 14 juin, le prince Milan quitta Belgrade pour se rendre à Ploësci, dans le but d'avoir une entrevue avec l'empereur Alexandre. Cette démarche pouvait amener les plus grandes conséquences, car la Serbie était encore nominalement la vassale de la Sublime-Porte, mais celle-ci n'avait pas alors les forces nécessaires pour en punir la principauté. L'entrevue n'eut, au reste, aucun résultat immédiat; toutefois, à partir de ce moment, des négociations furent ouvertes entre la Roumanie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro, en vue d'une action combinée de concert avec la Russie contre la Turquie.

Peu de temps après il fut même question un instant, comme nous l'avons dit antérieurement, du passage des troupes russes par la Serbie, et de l'entrée immédiate de l'armée serbe en campagne, en vue de dégager les troupes du Monténégro que l'on considérait comme perdues; mais le passage du Danube par les Russes obtint le même résultat.

L'indécision de la Serbie persista encore pendant les mois de juillet et d'août; d'une part, elle était sollicitée d'intervenir par le désir d'obtenir son indépendance et d'accroître son territoire du côté de la Moesie; d'autre part, elle était retenue dans sa neutralité par l'Autriche-Hongrie, qui s'en était même portée garante vis-à-vis de la Sublime-Porte, lors de la conclusion de la paix consentie par celle-ci sur le pied du *statu quo ante bellum*.

Les Russes ayant éprouvé en Bulgarie une résistance opiniâtre, à Plevna, dans les Balkans et sur les bords du Lom, consentirent, ainsi que nous l'avons déjà relaté, à appeler l'armée roumaine à leur aide, malgré l'opposition qu'ils y avaient faite antérieurement, et sollicitèrent également l'armée serbe d'entrer en campagne le plus tôt possible.

C'est alors que cette armée reçut une nouvelle organisation et se prépara de nouveau à engager la lutte contre la Turquie.

Sa force fut déterminée ainsi qu'il suit :

Armée permanente . .	1,000 h.	} Infanterie : 73,000 h.
Milice. { Active . . .	40,000	
{ Réserve . . .	32,000	
Armée permanente . .	200 h.	} Cavalerie : 2,000 h.
	{ 1,800	
Milice active. . . . .	{ 8,000 h. et 350 pièces d'artillerie.	
	{ 3,000 pionniers.	

Cette force de 86,000 hommes fut répartie de la manière suivante :

Brigade permanente : 4 bataillons et 3 escadrons ;

Corps de la Drina : 38 bataillons, 6 escadrons et 74 pièces ;

Corps de la Schoumadia : 36 bataillons, 8 escadrons et 84 pièces ;

Corps de la Morava : 40 bataillons, 4 escadrons et 72 pièces ;

Corps du Timok : 48 bataillons, 4 escadrons et 76 pièces ;

Le total était donc de 166 bataillons, 25 escadrons et environ 60 batteries à 6 pièces.

Chacun des corps d'armée dut former un corps actif avec les bataillons de la milice active et un corps de réserve avec les bataillons de la milice de réserve. Il en résulte que l'armée d'opérations pouvait contenir environ 98 bataillons et 45,000 hommes d'infanterie, 25 escadrons et 2,000 hommes de cavalerie, 200 pièces attelées et 6,000 hommes d'artillerie.

La mobilisation de ces troupes leur donna primitivement les emplacements et les objectifs ci-dessous indiqués :

Corps de la Morava, commandé par le prince Milan, et chargé d'opérer vers Nissa, Pirot et Sophia ;

Corps du Timok, colonel Horvatovich, destiné à coopérer avec l'armée roumaine au siège de Vidin ;

Corps de Javor ou de l'Ibar, colonel Nicolitch, appelé à marcher vers Novi-Bazar et à se joindre aux Monténégrins ;

Corps de la Drina, colonel Alimpitch, devant s'opposer à toute attaque des Turks de Bosnie entre la frontière occidentale de la principauté, et rester sur la défensive, suivant la volonté formelle de l'Autriche-Hongrie ;

Corps de la Schoumadia, colonel Protich, ayant le rôle d'une nature stratégique appelée à opérer là où sa présence deviendrait nécessaire.

Les Serbes commencèrent d'une manière sérieuse leurs mouvements de mobilisation et de concentration dans le mois d'octobre ; ils reçurent successivement tout le matériel qui leur était indispen-



sable pour entrer en campagne et ils allèrent occuper les positions qui leur avaient été assignées sur les frontières.

Toutefois, comme la mauvaise saison avait déjà commencé, il est probable que la Serbie ne serait pas sortie de sa neutralité avant le retour du printemps, si aucun fait ne venait lui faire sentir la nécessité absolue d'ouvrir les hostilités pour sauvegarder ses intérêts.

La chute de Plevna déterminâ enfin le prince Milan à franchir la frontière pour concourir aux opérations contre la Turquie.

Le 14 décembre, l'armée serbe entra donc en campagne.

Le corps de la Morava, commandé par le prince Milan et par le général Lischianine, fort de 40 bataillons, 4 escadrons et 76 pièces, quitta Alexinat, suivi par le corps de la Schoumadia, fort de 36 bataillons, 4 escadrons et 80 pièces; cette armée, comprenant un total de 76 bataillons, 8 escadrons et 156 pièces, sortit de la Serbie en trois colonnes principales, enveloppa immédiatement la place de Nissa, devant laquelle elle laissa un corps de siège, et continua son mouvement vers Pirot, dont elle s'empara sans difficulté, puis poursuivit sa marche dans le but de faire, le plus tôt possible, sa jonction avec les éclaireurs de l'extrême aile droite de l'armée russe, devenue armée de Sophia, sous le commandement du général Gourko. Il n'y avait pas de troupes turques dans toute cette région, en sorte que, malgré les difficultés résultant du mauvais temps, la marche de cette masse de 50,000 hommes environ se fit sans rencontrer de sérieux obstacles. Le petit fort de Pirot avait une faible garnison et n'était, du reste, même pas en état de défense. Le siège de Nissa devait être probablement, au contraire, une opération longue et périlleuse, car cette forteresse était en bon état et solidement occupée.

Le même jour, le corps de l'Iavor, sous les ordres du colonel Nicolitch, atteignait Mramor et s'emparait ensuite d'une partie de la Vieille-Serbie, dont le gouvernement serbe organisa aussitôt l'administration comme s'il devait conserver définitivement cette petite province ottomane.

Le corps du Timok, commandé par le colonel Horvatovitch, quittait la rive droite de la rivière, traversait le cours d'eau et pénétrait sur le territoire turk en se dirigeant vers Vidin, dont il devait faire le siège concurremment avec le gros des forces roumaines qui prenaient la même direction après la chute de Plevna.

Quant au corps de la Drina, il se plaça en observation sur la rive droite de cette rivière, l'Autriche-Hongrie ayant déclaré qu'elle considérerait une offensive en Bosnie comme devant avoir pour conséquence immédiate l'occupation de cette province par les troupes autrichiennes.

Telle était la situation générale de l'armée serbe à la fin de l'année 1877.

## NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES

La chute de Plevna devait avoir pour conséquence immédiate de donner un nouvel essor aux négociations diplomatiques.

Le moment est donc venu d'analyser les efforts qui avaient été faits jusqu'alors dans le but de localiser la guerre déclarée par la Russie, la Roumanie et le Monténégro à la Turquie, et d'indiquer sur quelles bases semblaient devoir s'engager les pourparlers destinés à assurer la conclusion de la paix.

La Russie, en prenant l'initiative des hostilités contre l'empire ottoman, avait évidemment pour but unique l'annulation des clauses du traité de Paris. L'amélioration du sort des sujets chrétiens de la Sublime-Porte n'était qu'une occasion propice pour mener à bonne fin cette entreprise, dont le résultat ultérieur devait être le remaniement d'une partie de la carte de l'Europe orientale et de l'Asie occidentale. Deux puissances européennes, l'Angleterre et l'Autriche, étaient surtout intéressées d'une manière directe à la localisation ou à l'extension et à l'issue de la guerre entre la Turquie, d'une part, la Russie et ses alliés, d'autre part. La première pouvait, en effet, craindre à la fois l'apparition d'un nouveau pavillon sur les eaux de la Méditerranée et d'une nouvelle armée au cœur de l'Asie. La seconde était en droit de redouter la création d'un empire slave ou l'agrandissement des principautés danubiennes jusque sur toute l'étendue de sa frontière orientale. L'attitude de ces deux États devait donc avoir une importance considérable et amener une conflagration générale ou restreindre le théâtre de la guerre.

Vers la fin du mois de mai, peu de temps avant le départ du tzar pour la Roumanie, les représentants de la Russie à l'étranger furent convoqués à un grand conseil diplomatique dans lequel l'empereur Alexandre II indiqua le but qu'il espérait atteindre. Le gouvernement russe fit connaître alors d'une façon certaine que la cause unique de la guerre était l'amélioration du sort des chrétiens sujets de la Sublime-Porte, qu'il se proposait d'arriver par la force des armes à obtenir, à ce point de vue, des garanties d'une efficacité supérieure à celle des engagements stipulés dans les programmes diplomatiques antérieurs; qu'il n'avait, du reste, aucune intention de porter atteinte aux intérêts des puissances que la solution future de la question d'Orient concernait directement. On affirma même qu'une entente commune s'était établie sur les trois principes suivants :

- Liberté complète de la navigation du Danube ;
- Neutralisation des bouches du fleuve ;

Maintien des armées russes, dans leurs opérations, à l'est de la Morava.

Mais il fut bientôt prouvé qu'aucune convention de ce genre n'avait été conclue.

L'empereur de Russie rejoignit ses troupes dans les premiers jours du mois de juin, et, malgré ce qui avait été annoncé, il n'eut point d'entrevue avec l'empereur d'Autriche. On prétendit que ce projet n'avait pas eu de suite, afin de ne pas donner lieu à des interprétations erronées; d'un autre côté, on fit remarquer qu'il était inutile, l'entente continuant à être parfaite entre les trois empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie.

A la même époque, des manifestations publiques se produisaient en Angleterre dans le but de s'opposer à toute intervention armée en faveur de la Turquie. Le cabinet de Londres venait, du reste, de faire connaître à Saint-Petersbourg la nature des intérêts qu'il jugeait assez graves pour le déterminer, au cas où ils seraient affectés par la guerre actuelle, à sortir de la neutralité : la réponse du gouvernement russe avait été telle qu'une semblable complication paraissait ne devoir pas être à redouter pour le moment. Néanmoins, l'amirauté anglaise prenait toutes ses dispositions en vue d'une éventualité imprévue, et le ministère de la guerre faisait ses préparatifs dans la même hypothèse.

Le 7 juin, les ambassadeurs de Russie à Londres, à Vienne et à Berlin, retournèrent à leur poste sans être chargés d'engager des négociations dans un but spécial. Ils avaient néanmoins reçu toutes les indications nécessaires pour faire connaître aux gouvernements de l'Angleterre, de l'Autriche et de l'Allemagne, la pensée qui dominait à Saint-Petersbourg, même depuis que la guerre avait éclaté. Ils étaient ainsi en mesure de faire partout des déclarations rassurantes, de constater que la Russie ne formait aucun plan de remaniement de la carte politique en Orient; que, loin de là, son objectif restait ce qu'il était naguère. Ce but consistait, d'après le gouvernement russe, à intervenir simplement en faveur des chrétiens d'Orient, à leur assurer, par des garanties politiques, ce que les puissances européennes avaient, dans deux conférences, déclaré nécessaire. La Russie promettait, en outre, de continuer tous ses efforts pour empêcher les soulèvements révolutionnaires de se mêler à la guerre et pour écarter la participation des Etats voisins de la Turquie. Elle ajoutait qu'elle ne songeait à rien moins qu'à provoquer de nouvelles complications dans la situation européenne; qu'elle n'avait pas, depuis les délibérations des conférences, modifié les tendances de sa politique; que, tout en étant contrainte à faire la guerre, le but de ses efforts demeurerait celui qu'elle avait énergiquement poursuivi jusqu'à ce jour, et que, pour l'atteindre

définitivement, elle n'entendait nullement exclure le concours des autres puissances. Par ces déclarations, l'Angleterre se trouvait donc momentanément rassurée en ce qui concernait le canal de Suez et l'Égypte; relativement à Constantinople, la Russie affirmait qu'elle ne voulait pas en faire la conquête, mais elle laissait entrevoir le cas où elle pourrait se voir amenée, pour obtenir une prompte conclusion de la paix, à occuper temporairement la capitale de l'empire ottoman. Ce ne serait, ajoutait-elle, que pour obliger la Sublime-Porte à reconnaître sa défaite et à se soumettre aux conditions jugées nécessaires par la Russie et l'Europe. Cette éventualité pouvait donc soulever ultérieurement de grandes difficultés, mais elle était encore éloignée, même si les Russes obtenaient de prompts succès, et l'Angleterre avait ainsi tout le temps d'y parer.

Nous avons vu précédemment que, malgré la promesse faite par la Russie de localiser la guerre, les hostilités avaient déjà recommencé dès les derniers jours d'avril entre le Monténégro et la Turquie, que la Roumanie avait été contrainte par les circonstances de participer aux opérations contre l'armée ottomane. Il y eut bientôt lieu de craindre que d'autres provinces turques et d'autres États voisins suivissent cet exemple. Les mouvements insurrectionnels avaient continué en Bosnie et en Herzégovine; ils s'étendirent rapidement à l'Albanie, et ils allaient renaître en Bulgarie, se propager parmi toutes les populations chrétiennes de la Turquie, en Épire, en Thessalie, en Macédonie et en Crète. Volontairement ou non, c'étaient de nouveaux alliés pour la Russie. La Serbie elle-même devait être entraînée plus tard. Quant à la Grèce, malgré ses velléités belliqueuses, elle était encore maintenue dans son état neutre par l'Angleterre. De même que cette dernière puissance, l'Autriche avait tout intérêt à localiser la guerre, quoique à un point de vue différent. En effet, pour la première, il s'agissait d'intérêts purement maritimes et commerciaux; pour la seconde, le danger consistait dans l'absorption d'une partie de ses populations par le panslavisme. Toutes deux devaient donc combiner leurs efforts en vue de s'opposer à la participation de nouveaux États à la guerre. Mais l'Autriche imita la conduite de l'Angleterre, et, tout en employant les moyens diplomatiques pour restreindre la guerre, tout en se réservant sa liberté d'action en cas d'éventualités dangereuses pour son existence nationale, elle ne fit que quelques préparatifs militaires.

Le manifeste adressé par le tzar aux Bulgares, après le passage du Danube, produisit une fâcheuse impression à Vienne, où l'on comprit que l'occupation de la Bulgarie pourrait être plus que temporaire. Les prompts succès obtenus par les Russes eurent presque simultanément comme résultat de faire revenir dans la baie de Be-

sika l'escadre anglaise de la Méditerranée, qui était mouillée depuis plusieurs mois au Pirée, et d'en augmenter le nombre des navires peu de temps après.

Mais la situation ne tendit point à se modifier sensiblement pendant les mois de juillet, août et septembre, car l'armée russe d'Europe ne faisait que de lents progrès en Bulgarie, et celle d'Asie avait essuyé un échec complet dans sa première offensive concentrique contre Erzeroum. L'empire ottoman était dans un déplorable état, mais son armée avait fait preuve d'une telle vitalité que l'on put un instant la supposer capable de résister seule à ses nombreux ennemis.

Les événements prirent ensuite un caractère excessivement grave pour la Sublime-Porte, dans les mois d'octobre, de novembre et de décembre. Il devint évident alors que la résistance des Turks, tout en étant aussi opiniâtre, ne pouvait se prolonger, car le nombre de leurs adversaires augmentait sans cesse, tandis que les forces de l'empire ottoman s'affaiblissaient chaque jour. La médiation pacifique d'une puissance européenne, ou son intervention armée en faveur de la Turquie, était donc devenue indispensable pour empêcher celle-ci de succomber et de conclure seule avec la Russie un traité de paix par lequel cette dernière lui eût imposé des conditions exclusivement conformes à ses propres intérêts.

A Constantinople, on s'était bercé de l'espoir que les Russes ne parviendraient pas à s'emparer de Plevna. La déception fut donc d'autant plus forte que l'illusion était plus grande. Dès que cette ville fut tombée entre les mains de l'ennemi, le gouvernement turk adressa aux puissances garantes du traité de 1856 une circulaire dans laquelle il demandait leur médiation, conformément aux clauses de ce traité. Cette tentative diplomatique échoua. C'est alors que la Sublime-Porte offrit à l'Angleterre le rôle de médiatrice. La Grande-Bretagne accepta, et le cabinet de Saint-James communiqua à celui de Saint-Petersbourg une note dans lequel il informait le gouvernement du tzar du désir de conclure la paix que lui avait manifesté la Turquie.

L'année 1877 se termina sur cette nouvelle attitude prise par l'Angleterre dans le conflit oriental.

---

## L'ARMISTICE.

D'après ce que nous avons vu précédemment, la guerre devait forcément prendre un nouveau caractère. Les négociations allaient occuper le premier rang, et les opérations militaires ne devaient avoir une importance réelle que si les efforts tendant à la conclusion de la paix n'aboutissaient point, ou si les Turks disposaient encore de forces suffisantes pour arrêter l'invasion.

Le moment est donc venu d'étudier avec quelques développements la situation dans laquelle se trouvait l'Europe au point de vue diplomatique; pour l'exposer avec clarté, il est indispensable de faire un retour sur les événements antérieurs, afin d'en montrer l'enchaînement et les conséquences probables.

La chute de Plevna avait ouvert aux Russes la route de Constantinople la plus directe, bien que paraissant la plus éloignée. Les armées ottomanes n'avaient plus de centre de concentration ni de résistance. La Sublime-Porte, incapable de prolonger une défense efficace dans de pareilles conditions et surtout de ressaisir la victoire, vu l'écrasante supériorité numérique de l'ennemi, était en droit de solliciter la paix et d'espérer des conditions d'autant moins arbitraires qu'elle avait résisté avec une réelle énergie. Elle ne le faisait point cependant, soit par pressentiment du coup mortel que lui porteraient les exigences du vainqueur, soit dans l'espoir que l'Angleterre et l'Autriche viendraient à son secours.

Ces deux puissances étaient-elles à même de jouer un rôle? et, le voulant, pouvaient-elles l'accepter? C'est ce que nous allons examiner rapidement.

Les guerres nombreuses faites par la Russie en Orient depuis le commencement du siècle, et l'habileté diplomatique qu'elle avait déployée, n'avaient d'autre but que d'obtenir le libre passage de ses flottes de guerre à travers les détroits de la mer de Marmara et d'atteindre la Méditerranée, la mer européenne par excellence. La guerre de 1853 à 1856 et le traité de Paris qui y mit fin avaient anéanti en quelques jours les minces avantages obtenus dans cette voie par le gouvernement des tzars au prix des plus grands sacrifices. Dès le lendemain de son échec, la Russie s'était recueillie et avait préparé les éléments nécessaires pour poursuivre son œuvre avec plus de succès.

Il est prouvé maintenant que, dès l'année 1870, tout était disposé en Herzégovine pour ressusciter la question d'Orient et amener l'intervention de la Russie en Turquie. Mais la guerre entre la France et la Prusse, soutenue par presque toute l'Allemagne, fit



remettre à des temps plus favorables la manifestation insurrectionnelle du slavisme contre l'islamisme.

Tandis que l'Angleterre, sous la pression des politiciens de l'école de Manchester, organisait la ligue des neutres qui favorisa l'écrasement de la France par l'Allemagne, la Russie fut chargée de s'opposer à toute velléité de l'Autriche pour venir à notre secours. La Russie en fut immédiatement récompensée par la convention de Londres, qui annihilait la clause du traité de Paris relative à la neutralisation de la mer Noire, qui lui permettait d'avoir une flotte de guerre sur cette mer et d'élever des forteresses sur ses côtes.

Le démembrement de la France, la création du nouvel empire d'Allemagne, l'attitude des autres puissances, avaient brisé le concert européen.

Les empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, conclurent alors une triple alliance qui avait évidemment pour but de garantir au premier la possession de l'Alsace et de la Lorraine, et de permettre en échange aux deux autres une extension en Orient. Ce résultat ne pouvait être obtenu qu'au détriment de la Turquie, comme il avait été atteint, juste cent ans auparavant, par le démembrement de la Pologne, à la suite d'une convention de même sorte conclue entre le roi de Prusse, l'empereur de l'ancienne Allemagne et le tzar de Russie, aïeux des souverains actuels. Les moyens étaient identiques. Les conséquences devaient être analogues.

Peu de temps après la formation de cette triple alliance, l'insurrection herzégovinienne vint jouer fort à propos le rôle de l'étincelle destinée à mettre le feu aux poudres, et fit revivre la question d'Orient. L'occasion était propice. Le sultan était un homme faible, dont l'insouciance favorisait à la fois le développement des vices de l'administration ottomane et les projets de ses puissants voisins. La rébellion se développa avec une grande rapidité; elle trouva immédiatement un puissant appui moral et matériel parmi toutes les populations slaves que contient l'Orient de l'Europe. Les puissances occidentales auraient pu se montrer favorables à la Turquie, malgré la destruction du concert européen, mais celle-ci répudia sa dette et perdit du même coup une grande partie des sympathies de ces Etats.

C'est alors qu'apparaît la note Andrassy, à laquelle se rallient les puissances signataires du traité de 1836. Le sultan accepte ce document diplomatique et en fait une loi d'administration publique. Mais les insurgés refusent de déposer les armes, et continuent ainsi à tenir en échec tous les cabinets de l'Europe, à cause du désaccord évident qui existe entre ceux-ci sur la meilleure solution à adopter pour la question d'Orient.

Peu de temps après, le sultan est déposé, les consuls de la France

et de l'Allemagne à Salonique sont massacrés. La situation s'aggrave à tous les points de vue, car ces faits arrivent au moment où paraît le memorandum de Berlin, auquel l'Angleterre refuse de s'associer.

Pourtant le moment de l'intervention de la Russie n'est pas encore venu.

En conséquence, l'avant-garde du panslavisme, formée par la Serbie et par le Monténégro, est lancée contre la Turquie. On profite de cette guerre entre les deux principautés et leur suzerain nominal pour exciter au plus haut degré l'enthousiasme religieux en Russie, et pour réveiller les vieilles haines du peuple moscovite contre les Ottomans. Moralement et matériellement appuyées par tous les ennemis de la Turquie, les troupes serbes et monténégrines peuvent soutenir pendant quelque temps une lutte inégale, dans laquelle elles finiront par succomber cependant, si aucun puissant allié ne vient à leur secours.

L'Autriche s'émeut alors seulement; après être entrée dans la triple alliance pour détourner les dangers qui seraient résultés pour elle d'un accord direct entre la Russie et l'Allemagne, elle craint d'avoir été et d'être encore trompée par ces deux puissances; elle se rappelle la phrase prononcée un jour par M. de Bismarck : « L'Allemagne une de la mer du Nord à la mer Adriatique; » elle se demande dans quelles conditions elle pourra continuer à vivre, si, ayant déjà l'Italie à l'ouest, l'Allemagne au nord, la Russie à l'est, elle voit encore se former un royaume serbe sur sa frontière méridionale. Il s'agit de faire disparaître ses soupçons et son anxiété. Le tzar de Russie a une entrevue avec l'empereur d'Autriche, puis ce dernier souverain en a une nouvelle, presque immédiatement, avec l'empereur d'Allemagne, et l'Autriche étant revenue dès lors à l'attitude qu'elle avait adoptée depuis l'origine du conflit, il y a tout lieu de croire que cette puissance est satisfaite de la part définitive qui lui a été promise si l'empire ottoman est ultérieurement démembré.

Pendant ce temps, la Serbie et le Monténégro sont envahis par les troupes turques : les deux principautés vont succomber sous les coups de leur adversaire, qui ne les menace de rien moins que de les ramener sous son joug. Mais la Russie est prête, et elle envoie à la Turquie une menace de guerre, si celle-ci n'arrête immédiatement ses progrès.

L'armistice est conclu. L'armée russe est entièrement mobilisée, tant en Europe qu'en Asie. Les plénipotentiaires des puissances signataires du traité de 1856 se réunissent à Constantinople pour chercher une nouvelle fois à résoudre diplomatiquement la question d'Orient. L'accord ne peut s'établir entre eux, d'autant moins que

la Sublime-Porte vient de mettre en pratique tout un plan de réformes intérieures, pour l'application et le succès desquelles elle demande un délai d'une année. On se refuse à lui faire cette concession. Une dernière tentative de conciliation et d'entente a lieu à Londres; mais le protocole qui en résulte constate l'inutilité même de ce suprême effort de la diplomatie.

L'hiver s'est écoulé. La Russie déclare la guerre à la Turquie. La Roumanie et le Monténégro suivent son exemple.

Il est évident, dès lors, que la triple alliance est souveraine maîtresse de la situation : elle a succédé à l'ancien concert européen; elle rappelle à tous ceux qui profitent des leçons de l'histoire les résultats auxquels est parvenue sa devancière, il y a cent ans, par le partage de la Pologne. La Sublime-Porte comprend qu'il s'agit aussi pour elle du démembrement de son empire. Elle se décide à soutenir la lutte, avec le simple appui moral de l'Angleterre, et dans l'espoir que cet appui deviendra effectif si elle succombe dans des conditions telles que les intérêts anglais, en Orient, soient atteints du même coup.

L'Angleterre voulait-elle, devait-elle, pouvait-elle venir au secours de la Turquie? Telle est la série de questions que l'on était en droit de se poser, étant données l'attitude éminemment pacifique de la Grande-Bretagne depuis la guerre de Crimée, son antipathie prononcée pour toute lutte qui ne touche pas directement à ses intérêts, l'atteinte que le démembrement de la Turquie pourrait porter à sa prépondérance dans la Méditerranée et en Orient, enfin la faible armée d'opérations qu'elle pouvait mettre sur pied.

La nouvelle politique adoptée depuis vingt années par la Grande-Bretagne permettait de supposer qu'elle ne sortirait pas de sa neutralité. Elle avait, en effet, supporté l'humiliation que lui avaient infligée les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale dans l'affaire de l'*Alabama*; elle avait laissé écraser le Danemark, son allié naturel; dépouiller la famille princière de Hanovre, souche de ses souverains; spolier la France, contre laquelle elle avait même organisé la ligue des neutres. Elle paraissait donc décidée, sous la pression des politiciens de l'école de Manchester, à ne plus s'occuper des affaires du continent, à s'enfermer dans son île et à ne plus prendre les armes que si on venait l'y attaquer.

Il était certain que n'ayant jamais fait la guerre pour une idée ou pour un principe, l'Angleterre ne se déciderait à employer la force, dans les circonstances actuelles, que si ses intérêts en Orient étaient menacés au point de l'y obliger, et si elle ne pouvait se procurer quelque compensation sans recourir aux armes, ou si aucune menace ultérieure pour d'autres intérêts ne l'obligeait point à conserver une attitude expectante.

La guerre faite à la Russie, de 1853 à 1856, n'avait eu d'autre but que d'empêcher cette puissance de prendre une position prépondérante en Orient. L'Angleterre ne tenait, en effet, au maintien de la Turquie dans sa situation géographique que parce qu'il était utile à ses intérêts. Cette vérité ressort d'une façon évidente de la réponse suivante, faite alors par lord Palmerston à une proposition de démembrement de l'empire ottoman :

« Chasser de l'Europe le sultan et ses deux millions de sujets musulmans, y compris l'armée et la masse de ses propriétaires fonciers, ne serait point tâche facile ; cependant les cinq puissances pourraient le faire et recommencer le drame polonais. Mais elles trouveraient la reconstitution plus difficile que la démolition. Il n'y a pas assez d'éléments chrétiens en Turquie pour faire, dans la Turquie d'Europe, un Etat chrétien capable de remplir ses fonctions comme une part essentielle de l'équilibre européen. Les Grecs sont une petite minorité, et ne pourraient être la race gouvernante. Les Slaves, qui forment la majorité, n'ont pas de quoi faire les os et les nerfs d'un nouvel Etat. La reconstruction de la Turquie veut dire tout bonnement la sujétion à la Russie, directe ou indirecte, immédiate ou prochaine. »

En raison de la suppression du concert européen, disparu quelque peu par la faute de l'Angleterre, et de la toute-puissance de la triple alliance, le moment approchait où la succession de l'empire ottoman allait être ouverte.

La Grande-Bretagne ne pouvait compter ni sur la France, qui pensait encore les plaies que lui avait faites la guerre de 1870, ni sur l'Italie, qui naissait à peine, pour marcher avec elle contre les trois empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie. Avrai-je dire, elle pouvait invoquer, pour déterminer la France et l'Italie, des considérations importantes touchant directement ces deux puissances côtières de la Méditerranée, par l'arrivée prochaine d'un nouveau pavillon sur cette mer ; mais elle y avait la prépondérance par Gibraltar, Malte et l'Égypte, et elle était la première intéressée à s'y opposer.

Ne pouvant réussir de ce côté, elle chercha à dégager l'Autriche de la triple alliance, mais elle n'y parvint pas du premier coup.

Elle se trouva donc isolée, triste résultat de sa ligne de conduite depuis la guerre de Crimée. Or, réduite à ses uniques ressources, elle ne disposait pas des éléments suffisants pour venir au secours de la Turquie.

Cependant, certaines circonstances pouvaient l'amener forcément à prendre une pareille détermination. Sa conduite devait dépendre évidemment des avantages que la Russie allait retirer de la guerre, dont l'issue ne faisait plus aucun doute, de la position que prendrait cette puissance dans l'Europe orientale, dans la Méditerranée

et dans l'Asie occidentale; enfin, du contre-coup qui se produirait parmi les populations indigènes de son empire des Indes à la nouvelle de l'anéantissement complet de la Turquie par la Russie, sans que la Grande-Bretagne eût fait la moindre tentative sérieuse pour s'y opposer.

Peut-être l'Angleterre allait-elle chercher une compensation dans l'occupation de l'île de Crète, par exemple, aux inconvénients qui résulteraient pour elle de l'ouverture des détroits de la mer de Marmara aux navires de guerre russes ?

Peut-être, enfin, malgré la gravité des atteintes qui allaient être portées à ses intérêts par le remaniement de la carte de l'Europe orientale, serait-elle forcée, néanmoins, de ne pas intervenir, afin de ménager toutes ses forces pour l'éventualité probable d'une tentative d'extension faite par une grande puissance européenne vers l'Occident de l'Europe ?

Ainsi qu'on le voit, la situation générale, tout en paraissant fort compliquée, était, au contraire, excessivement nette.

La Russie, soutenue par l'accord de la triple alliance, marchait vers son but, c'est-à-dire vers la destruction du traité de Paris, malgré les clauses qu'elle avait acceptées et auxquelles avaient adhéré la Prusse et l'Autriche.

La France et l'Italie, puissances cosignataires du traité de 1856, qui garantissait en commun l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'empire ottoman, étaient obligées de garder la neutralité.

L'Angleterre, par le fait de son isolement, attendait les événements pour se décider à intervenir ou persister dans sa neutralité.

Maintenant que nous avons indiqué la situation politique générale, nous allons reprendre le récit des principaux faits survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1878. Au point de vue politique et militaire, les négociations entamées devront avoir une réelle influence sur les opérations entreprises, et réciproquement.

La saison était devenue extrêmement rigoureuse sur les divers théâtres d'opérations. La neige couvrait la Bulgarie, les Balkans et l'Arménie. Les chemins étaient impraticables.

Les armées alliées n'en continuaient pas moins leur marche en avant, dans le but de profiter de la chute de Plevna et de tâcher d'obtenir un résultat militaire et politique important avant que les négociations diplomatiques ouvertes entre la Turquie et la Russie, par l'intermédiaire de l'Angleterre, eussent abouti.

L'entrée de l'armée serbe en campagne avait eu immédiatement des résultats considérables et beaucoup plus heureux qu'en 1876.

Le 25 décembre, l'aile gauche du corps du Timok avait occupé, sans coup férir, la petite ville d'Adlié, à 25 kilomètres au sud-ouest de Vidin; le centre du même corps d'armée avait atteint Belgradjik, où il donnait la main à la cavalerie du général Gourko; enfin, l'aile droite avait marché sur Pirot.

Le 28, cette place tombait au pouvoir des Serbes, après un court combat.

La chute de Pirot ouvrait donc au corps du Timok, commandé par Horvatovitch, la route de Sophia, qui n'en est distante que de 60 kilomètres. Une partie de la cavalerie du général Gourko prit cette direction conjointement avec les Serbes. Ce mouvement prenait donc à revers les troupes turques chargées de défendre Sophia et le col de Baba-Konak.

Le corps serbe de la Morava, sous les ordres de Lischianine, avait immédiatement commencé l'investissement de Nissa, qui n'est qu'à 18 kilomètres de la frontière méridionale de la principauté.

Le 18, cette forteresse était complètement investie.

Le 19, un détachement s'était emparé de Prokoplié, et, le 20, de Kourschoumlié, afin d'établir une communication assurée entre le corps de la Morava et celui du Yavor.

Le 25, une pointe exécutée par une partie du corps de la Morava occupa la ville de Leskovatz, à 40 kilomètres au sud de Nissa, et intercepta ainsi les relations de cette forteresse avec le chemin de fer de Salonique.

Le corps de la Schoumadia, commandé par Bélimar-Kovitch, ayant suivi le mouvement général en avant des corps de la Morava et du Timok, s'était emparé d'Ak-Palanka, en sorte que toute la vallée de la Nischava, moins le plateau de Nissa, était au pouvoir des Serbes à la fin de l'année 1877.

Quant au corps du Yavor, il n'avait pu faire que de faibles progrès dans la contrée montagneuse qui constituait son échiquier stratégique, et qui était alors couverte d'une épaisse couche de neige.

Les succès des Serbes avaient une réelle importance et avaient été obtenus avec une grande rapidité. Il est vrai que le blocus de Plevna et la marche du corps du général Gourko vers Sophia avaient obligé les Turks à retirer des frontières de la Serbie toutes leurs forces disponibles, en sorte que les garnisons de Nissa, de Pirot et d'Ak-Palanka étaient excessivement faibles et surtout composées de soldats irréguliers.

Pendant ce temps, les Roumains s'étaient portés vers la Bulgarie occidentale, dans le but de faire leur jonction avec l'aile gauche du corps serbe du Timok et d'assiéger Vidin.



Le 23 décembre, ils s'emparaient de la forteresse d'Acer-Palanka.

Les jours suivants, les relations étaient établies entre les troupes roumaines qui occupaient les deux rives du Danube, aux environs de Vidin et de Kalafat, et les Turks étaient immédiatement attaqués dans les postes avancés qu'ils occupaient autour de la seule forteresse qui leur restât sur cette partie du théâtre d'opérations.

Quant aux Monténégrins, ils continuaient le siège d'Antivari, dont le commandant, Selim-Bey, avait jusqu'alors répondu par un refus à toute demande de capitulation. La garnison de cette place fut, d'ailleurs, soutenue par quelques monitors turks qui vinrent s'emboîser à proximité de la rade d'Antivari et bombardèrent les positions occupées par les assaillants autour de la ville.

Le 25 décembre, les troupes du général Gourko avaient enfin prononcé leur marche par l'Étropol-Balkan dans le but d'atteindre Sophia, après avoir tourné cette place par le sud-est. Les quatre journées précédentes avaient été employées à établir un passage à travers les hauteurs, pour éviter l'attaque des solides positions que les Turks y occupaient encore; sur divers points, on avait dû faire un chemin avec des fascines et jeter des ponts. La veille même du mouvement définitif, la neige était tombée en très-grande abondance et la terre s'était couverte de verglas, en sorte que les sapeurs durent tailler des marches dans la glace, à coups de hache, pour que les hommes qui traînaient les canons eussent des points d'appui. Les difficultés étaient telles qu'il fallut 24 heures pour arriver au haut d'une rampe de 8 kilomètres environ. Elles furent encore plus grandes à la descente, car la pente était si roide que l'on dut attacher les canons et les caissons à des arbres et les laisser glisser d'un arbre à l'autre avec des cordes; les coffres étaient vides et les projectiles portés à bras.

Cette opération fort remarquable eut un plein succès. Le 31 décembre, la colonne principale du corps du général Gourko était réunie en face de Taschkisen, où les Turks occupaient une forte position, et sans que ceux-ci eussent pu s'opposer au mouvement des Russes, qui avait été exécuté avec le plus grand secret.

Le même jour, l'autre colonne de ce même corps d'armée, placée sous les ordres du général Veliaminov, faisait sa jonction avec la précédente, après avoir eu à surmonter des obstacles encore plus grands.

Le 31 décembre même, les Turks furent immédiatement attaqués dans leur position de Taschkisen et obligés de l'abandonner.

Marchant alors vers l'ouest, le général Gourko porta une partie de ses forces contre Sophia, afin d'investir cette place, conjointe-

ment avec l'aile droite du corps serbe du Timok qui, après s'être emparée de Pirot, avait pris le même objectif.

Les Turks résistèrent, le 2, pour défendre le pont de Vratchdevna, sur l'Isker, par lequel passe la grand'route d'Orhanië à Sophia; mais ils furent obligés de céder, après avoir toutefois essayé de brûler ce pont. Ils n'y parvinrent pas, et les Russes purent ainsi arriver jusque sous les murs de Sophia.

Ce même jour, le général Gourko exécuta une reconnaissance de la place; il s'aperçut qu'elle n'était point défendue au nord, et il prit immédiatement toutes ses dispositions pour l'attaquer de ce côté.

La garnison turque était peu nombreuse, composée de troupes irrégulières et incapable de faire une résistance longue et sérieuse.

Elle évacua la ville dans la nuit du 2 au 3, après un pillage complet, abandonnant ses blessés, mais emmenant comme otages les Bulgares les plus riches. Elle prit la direction du sud-ouest, vers Keustendil.

Le 3, l'armée russe s'étant aperçue de la retraite des Turks, entra immédiatement dans Sophia. C'était la première armée chrétienne qui y pénétrait depuis l'année 1434.

Ce résultat, fruit des habiles manœuvres du général Gourko, avait une importance considérable. La possession de Sophia assurait, en effet, les relations entre l'extrême aile droite russe et l'armée serbe, et elle permettait de les étendre plus tard jusqu'à l'armée monténégrine. Enfin, elle mettait les Russes aux sources de l'Isker et de la Maritza, en sorte que la ligne d'opérations la plus directe sur Constantinople leur était ouverte, en même temps qu'ils pouvaient tourner toute la chaîne des Balkans et y faire tomber les dernières positions occupées par les Turks.

Comme nous l'avons dit en commençant cette étude, c'est évidemment par les hauteurs d'Etropol et par le plateau de Mœsie que les Russes devaient tôt ou tard chercher à pénétrer en Roumélie. C'est précisément pour cela que la résistance d'Osman-Pacha à Plevna avait une si haute importance, et c'est pour ce motif que les efforts des Turks auraient tous dû converger vers les secours à donner à ce héros de la guerre d'Orient. Les troupes ottomanes étaient maintenant dispersées, et les Russes ayant à leur disposition la principale ligne d'opérations vers la capitale de la Turquie, la résistance ne devait être ni bien longue ni bien sérieuse.

Maître de Sophia, le général Gourko porta immédiatement un détachement vers l'ouest pour donner la main aux Serbes, un autre vers Bali-Effendi, au sud, à la poursuite de la garnison turque qui se retirait sur Keustendil. Il donna l'ordre à la 3<sup>e</sup> division d'infan-

terie de la garde, qui venait de passer l'Étropol-Balkan, d'aller s'établir à Mirkovo et à Slatitza; cette ville, située aux sources de la Topelska, permettait d'atteindre rapidement Tatar-Bazardjik et Philippopoli. Enfin, sa cavalerie porta sa gauche vers Karlovo et sa droite vers Samakov.

Le centre de l'armée russe se rapprochait dans le même temps du Kodcha-Balkan, renforcé par les corps d'armée que la chute de Plevna avait laissés libres, c'est-à-dire par le 4<sup>e</sup> corps, placé sous les ordres du général Zotov, et par le 9<sup>e</sup> corps, dont le général Svetchine venait de prendre le commandement.

L'aile gauche de l'armée russe prononçait le même mouvement que le centre, mais en partie seulement et avec plus de lenteur; en effet, il était indispensable, d'une part, de laisser les troupes nécessaires pour investir et même peut-être assiéger Rousdschouk, tandis que, d'autre part, les Turks exécutaient en bon ordre leur mouvement de retraite.

Le corps du bas Danube semblait définitivement prendre pour objectif le siège de Silistrie et se rapprochait de cette place forte.

En Asie, la place d'Erzeroum continuait à arrêter les Russes. Cette forteresse était dans une situation capable de défier une attaque par surprise et de supporter un siège de quelque durée. La garnison en était complète, et Ismail-Pacha en avait pris le commandement depuis que Moukhtar-Pacha avait été rappelé à Constantinople. L'énergie dont il avait fait preuve dans sa retraite depuis Igdîr jusqu'à Kœprukoï permettait de supposer qu'il résisterait jusqu'à la dernière extrémité. Mais les Russes n'étaient point assez nombreux pour faire l'investissement complet d'Erzeroum et n'avaient pas encore les moyens d'attaque suffisants pour en entreprendre le siège régulier. Du reste, le froid était devenu excessif et les opérations avaient été momentanément suspendues. Toutefois, les Russes étaient parvenus à s'établir solidement près d'Erzeroum sur la route de Trébizonde à l'ouest et sur celle de Van au sud-est, en sorte que la place ne pouvait plus être ravitaillée que difficilement.

La position des armées turques était donc aussi mauvaise que possible sur tous les théâtres d'opérations. Un seul événement leur fut favorable. Le grand pont en fer qui devait être placé sur le Danube, près de Zimnitza, avant que le Danube charriât des glaçons, n'avait pu être établi. Les glaçons étaient venus en quantité con-

sidérable et avaient enlevé les ponts de bateaux qui unissaient les deux rives en arrière du gros de l'armée russo-roumaine, c'est-à-dire de Bechet à Pyrgos. Mais les Turks n'étaient plus à même de profiter de cette avantageuse éventualité. Du reste, les Russes avaient en Bulgarie des approvisionnements suffisants pour trois semaines; ils se hâtaient, d'ailleurs, de pénétrer en Roumélie, où ils espéraient trouver les vivres nécessaires à leur ravitaillement; enfin, de puissants bacs à vapeur faisaient momentanément le service entre les deux rives du fleuve.

La succession des revers subis par ses troupes explique donc suffisamment la tentative que le sultan avait faite auprès de la reine d'Angleterre pour la prier de demander au tzar la cessation des hostilités.

Sur la sollicitation de la Sublime-Porte, le cabinet de Saint-James avait consenti à l'envoi d'une demande directe de la reine au tzar, dans le but d'informer celui-ci que la Turquie était prête à ouvrir des négociations pour la paix. Il y était dit que « la sagesse de l'empereur Alexandre, son amour de la paix, » justifiaient l'espérance que le tzar prêterait une oreille favorable à la demande du sultan.

Mais il était bien difficile d'admettre que le parti militaire russe s'arrêterait juste au moment où, après de si longs et si pénibles efforts, il voyait la route de Constantinople ouverte devant lui. Il était également évident que le sentiment du panslavisme, tant sur-excité depuis plus de deux ans, exigeait une compensation aux sacrifices de toutes sortes qu'il avait faits pour terrasser la Turquie. Enfin la médiation est généralement un acte décidé de concert entre les belligérants et une puissance neutre, tandis que, dans ce cas particulier, elle n'avait été requise que par l'un des belligérants. Il était donc à craindre, par tous ces motifs, que l'entremise de l'Angleterre ne fût pas acceptée par la Russie, et c'est, en effet, ce qui arriva.

La Russie répondit que tout en étant désireuse, elle aussi, de conclure une paix satisfaisante, elle était forcée, avant d'engager des pourparlers à ce sujet, de s'assurer de la sincérité des sentiments de son adversaire; que cette sincérité pouvait être seulement démontrée par une demande d'armistice; que, d'ailleurs, conformément aux usages, les pourparlers relatifs à la conclusion de l'armistice devaient toujours précéder toute négociation afférente aux conditions de la paix; que l'armistice ne pouvait, eu égard aux opérations militaires, être négocié que par les quartiers généraux qui se trouvent sur le théâtre de la guerre; qu'en conséquence, la seule conduite qui parût logique dans les circonstances présentes

consistait, pour le sultan, à donner ordre à ses deux commandants en chef des armées d'Europe et d'Asie de proposer des conditions d'armistice, et, pour le tzar, à prescrire à ses deux commandants en chef de discuter ces conditions. Le cabinet de Saint-Petersbourg ajoutait que, d'ailleurs, il n'insistait pas sur un armistice proprement dit, mais qu'il exigeait, préalablement à tout pourparler, une entente directe entre les deux armées sur la question d'une suspension d'armes effective.

En résumé, il n'était point question encore de la paix, dont aucune des conditions n'avait été envisagée de part ni d'autre.

Les offres de l'Angleterre étaient donc repoussées dans des conditions telles, que, malgré les nombreuses manifestations faites dans ce pays en faveur de la paix, on était en droit de craindre sa participation prochaine aux hostilités, surtout si les conditions de la paix imposées par le vainqueur étaient de nature à porter atteinte aux intérêts anglais en Orient, tels qu'ils avaient jadis été caractérisés par l'un des membres du cabinet de Saint-James.

Devant ce refus, l'attitude de l'Angleterre ne laissait donc point que de causer des appréhensions. Mais aucune décision ne devait être prise avant la réunion du Parlement, et celle-ci ne devait avoir lieu que le 17, en sorte que les Russes étaient encore libres de continuer sans hésitation leur marche victorieuse vers l'objectif qu'ils paraissaient s'être proposé en dernier lieu, c'est-à-dire vers Constantinople.

Continuons donc l'étude des opérations militaires.

Après avoir atteint et occupé Sophia, le général Gourko dut donner quelque repos à ses troupes, que les fatigues des marches précédentes et qu'un froid excessif, ainsi que le défaut des approvisionnements, avaient exténuées outre mesure.

Il réorganisa son corps d'armée dans le but de le porter ensuite promptement vers l'est, car il s'agissait de tirer parti des rapides succès que l'on venait d'obtenir, et de s'assurer une bonne position, tant au point de vue militaire que sous le rapport des approvisionnements, avant la conclusion de la paix.

La colonne de droite, commandée par le général Veliaminov, fut dirigée vers Keustendil et Dubnitsa, sur le cours de la Struma, semblant prendre Salonique pour objectif ultérieur. Elle comprenait la 31<sup>e</sup> division d'infanterie de la ligne et une brigade de cavalerie des cosaques du Caucase.

Le centre, sous les ordres du général Gourko lui-même, se composait de 4 brigades d'infanterie de la garde, dont celle des chasseurs à pied, et d'une division de cavalerie de la garde. Il se porta, d'une part, sur Samakov, pour atteindre le plus tôt possible le

chemin de fer de Constantinople, qui s'arrête à Bellova; et, d'autre part, sur Ictiman, petite ville située au milieu de la route qui conduit de Sophia à Tatar-Bazardjik, par les hauteurs situées entre le cours de la Topelska et la Maritza supérieure.

L'aile gauche, commandée par le général Schouvalov, se dirigea par la Stredna-Gora vers les sources de la Toundja, dans le but de prendre à revers le défilé de Tchipka ou de descendre du nord vers Philippopoli, tandis que le centre se dirigeait vers le même point en venant de l'ouest. Elle était composée de trois brigades d'infanterie de la garde.

Ces troupes, dans leur mouvement en avant et concentrique sur Philippopoli, ne devaient plus rencontrer que quelques rares défenseurs commandés par Chakir-Pacha, dont la résistance avait été si opiniâtre dans l'Etropol-Balkan.

Par la disposition générale des Russes, les troupes turques qui tenaient encore les passes des Balkans, depuis le col de Tchipka jusqu'à celui de Demir-Kapu, allaient se trouver bientôt prises entre deux feux, puisque le corps d'armée du général Gourko s'avancait au sud du Karadscha-Dagh, tandis que le centre et une partie de l'aile droite de l'armée russe s'apprêtaient à attaquer les passages du Kodcha-Balkan.

La 3<sup>e</sup> division de grenadiers, qui avait fait partie du corps de siège de Plevna, s'était portée vers le sud, dans la direction de Troiane, peu de temps après la chute de Plevna. Elle était commandée par le général Karzov.

Le 5 janvier, une reconnaissance fut exécutée par elle vers les positions que les Turks occupaient dans le col de Trajan. Il fut prouvé qu'il était presque impossible de les attaquer de front, d'autant plus que les difficultés que nous avons indiquées à propos du passage de l'Etropol-Balkan se représentaient ici. Il fut décidé qu'on les tournerait d'abord.

Dans la nuit du 6 au 7, un détachement de grenadiers se porta sur Kornare, au sud du col de Trajan, et prit ensuite à revers les positions de l'ennemi. Dès que le général Karzov fut informé de ce succès, il lança sa principale colonne à l'attaque directe de la plus forte redoute, qui fut prise d'assaut. Les deux colonnes russes firent leur jonction à Tekke, le 7 au matin, et elles s'y relièrent également avec la 3<sup>e</sup> division de la garde qui débouchait de la Stredna-Gora et qui formait, comme nous l'avons dit plus haut, l'extrême gauche du corps d'armée du général Gourko.

Cet important succès fut complété presque immédiatement par la prise du col de Tchipka, dans lequel le 8<sup>e</sup> corps d'armée russe,



commandé par le général Radetski, était arrêté depuis le mois d'août.

L'attaque en commença le 8, et elle eut également lieu sur deux colonnes, l'une qui tourna la position ennemie, tandis que l'autre était destinée à l'attaquer de front. Mais le mouvement général fut conduit avec une telle habileté que, le 9, tout le corps d'armée turk chargé de défendre Tchipka, sous les ordres de Ressil-Pacha, posa les armes et se rendit à discrétion. C'étaient 41 bataillons, 10 batteries et 6 escadrons qui tombaient encore au pouvoir des Russes, à un moment où les Turks auraient eu tant besoin de toutes leurs forces actives pour résister à l'invasion.

Le 10, le 8<sup>e</sup> corps d'armée russe faisait son entrée à Kazanlik et opérait sa jonction, vers Kalefer, avec la 3<sup>e</sup> division de grenadiers. Ce corps d'armée était suivi par les 4<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> corps d'armée qui allaient, à leur tour, franchir le Kodcha-Balkan.

L'extrême aile droite de l'armée du tzarevitch, c'est-à-dire l'aile gauche de l'ensemble de l'armée russe dans ce mouvement général vers les Balkans, avait, dans le même temps, marché vers le défilé de Demir-Kapu.

Le 7, elle s'était emparée des passes conduisant d'Ilena vers le cours moyen de la Toundja. Son premier objectif était la ville de Slivno, d'où elle pourrait se porter, soit sur Ieni-Saara, soit sur Iamboli, et, de là, soit vers Eski-Saara, soit vers Andrinople.

Le 12, la chaîne du Kodcha-Balkan et celle du Karadscha-Dagh, ainsi que la vallée supérieure de la Maritza et le cours moyen de la Toundja jusqu'au coude de Iamboli, étaient donc au pouvoir des Russes.

Les principales colonnes de l'armée envahissante étaient, de la droite à la gauche, c'est-à-dire de l'ouest à l'est, à Keustendil, Dubnitza, Samakov, Ictiman, Slatitza, Tekke, Kazanlik et Slivno.

Cette ligne avait un front de plus de 400 kilomètres, et une aussi grande extension aurait pu avoir de graves inconvénients en présence d'un ennemi entreprenant.

Mais la situation morale et matérielle des Turks était aussi mauvaise que possible. Ils étaient débordés, entourés de tous les côtés, et incapables de résister sérieusement sur aucun des points du théâtre d'opérations, en raison de leur infériorité numérique et de leur démoralisation complète. Les garnisons des diverses places du quadrilatère bulgare avaient été réduites au strict nécessaire, et l'on avait embarqué le reste pour Constantinople afin de constituer un noyau d'armée en vue de défendre la capitale. Quant à Suleiman-Pacha, il avait réuni les débris des troupes battant en retraite

des diverses positions qui venaient d'être prises par les Russes, et il les avait concentrées près de Tschirpan, à l'est de Philippopoli, dans le but évident d'appuyer la défense de cette ville et de faire face au corps d'armée du général Gourko qui débouchait de l'ouest, mais sans tenir assez compte du danger que lui faisait courir la présence du centre et de l'aile gauche de l'armée russe sur son flanc droit.

Pendant ce temps, les Roumains continuaient à se rapprocher de Vidin, en refoulant successivement les troupes de la garnison de cette place des divers postes avancés qu'elles occupaient.

Les Serbes avaient obtenu, de leur côté, un succès très-important.

Après un court bombardement, la place de Nissa s'était rendue, le 11, aux troupes du général Lischianine. La garnison était tout à fait insuffisante pour résister longtemps, car elle avait dû, faute de soldats, abandonner les forts extérieurs, que les assaillants avaient aussitôt occupés. Néanmoins, cette capitulation si prompte prouvait une complète démoralisation dans l'armée turque, les approvisionnements et les moyens de défense réunis à Nissa permettant encore de tenir pendant plusieurs semaines.

Enfin, la place d'Antivari s'était de même rendue, le 11, à l'armée du prince Nicolas, mais du moins après une résistance longue et sérieuse.

Les troupes qui étaient chargées de défendre Philippopoli étaient sous les ordres de Savfet-Pacha.

Comme nous l'avons dit plus haut, la principale armée, commandée par Suleiman-Pacha, était établie dans une position centrale à Tschirpan.

Quant aux troupes qui avaient couvert la retraite depuis l'Etrapol-Balkan, sous les ordres de Chakir-Pacha, elles avaient encore livré un dernier combat à Tatar-Bazardjik, et, forcées par le nombre, elles s'étaient portées au sud, dans la direction de Batak.

La garnison de Philippopoli formait donc, en ce moment, l'arrière-garde de l'armée turque dans son mouvement général rétrograde.

Le 15 janvier, le général Gourko fit attaquer cette ville par les deux rives de la Maritza.

Philippopoli est un nœud de communications fort important. C'est une station de la voie ferrée qui vient de Constantinople et qui s'arrête un peu à l'ouest de Tatar-Bazardjik. La grande route de Constantinople à Belgrade passe par Philippopoli. Là aboutissent éga-

lement plusieurs chemins venant des passages des Balkans, lesquels se dirigent ensuite vers Enos, Kavala et Salonique, ports de la mer Egée. L'occupation de Philippopoli devait donc avoir une grande influence sur les opérations ultérieures.

La voie ferrée venant de Tatar-Bazardjik et la grande route de Sophia arrivent à Philippopoli par la rive droite de la Maritza; c'est sur cette rive qu'est également construite la plus grande partie de la ville : il n'y a qu'un faubourg sur la rive gauche.

L'attaque principale fut tentée de front, en suivant la voie ferrée depuis Kadikoï, par la colonne du général Schouvalov, qui dut traverser le fleuve à gué, malgré les glaçons qu'il charriait. Pendant ce temps, le général Schilder, avec la 5<sup>e</sup> division d'infanterie de ligne, exécutait la même opération, et cherchait à tourner le flanc droit de la position des Turks, à Kadikoï, afin de les couper de Philippopoli. Ceux-ci, se voyant presque enveloppés, furent obligés de battre en retraite après une courte résistance. Ne pouvant se rabattre sur Philippopoli, dont ils étaient maintenant séparés, ils se retirèrent au sud, dans la direction de Batak, où ils firent leur jonction avec l'ancienne arrière-garde, qui, comme nous l'avons dit précédemment, avait été repoussée de Tatar-Bazardjik.

Du reste, s'ils avaient pu se porter sur Philippopoli, ils y auraient été reçus par des troupes russes, le soir même du combat.

En effet, le général Crudener, avec la 3<sup>e</sup> division d'infanterie de la garde, avait attaqué le faubourg de Philippopoli, construit sur la rive gauche de la Maritza, pendant qu'avait lieu le combat de Kadikoï. Il s'en était emparé facilement; mais, le pont qui unit les deux parties de la ville étant rompu et la rivière n'étant pas guéable, il n'avait pu se rendre maître de Philippopoli même. Ce résultat fut obtenu par un escadron de dragons de la garde, qui, après avoir aidé une partie de l'infanterie du général Schilder à traverser la Maritza, les hommes étant portés en croupe, s'était mis en marche dans la direction de Philippopoli. Il y arriva alors que la nuit était faite depuis plusieurs heures, et il y pénétra sans hésiter. Il fut vigoureusement reçu; mais, profitant de l'obscurité, il poussa son attaque avec énergie, et les Turks, ne se rendant pas compte de la faiblesse de ce détachement, abandonnèrent la place pour se retirer du côté de Tschirpan.

En résumé, il y eut, dans cette journée du 15 janvier, deux combats qui furent également défavorables aux Turks : l'un à Kadikoï, qui les obligea à battre en retraite vers le sud; l'autre à Philippopoli même, et à la suite duquel ils durent battre en retraite vers l'est.

Le 16, le général Gourko entra à Philippopoli, et il y prenait immédiatement ses dispositions pour poursuivre les troupes turques

battues la veille dans les deux directions qu'elles avaient adoptées.

Le même jour, l'aile gauche de l'armée russe pénétrait à Slivno, et déjà ses avant-gardes occupaient Eski-Saara, Ieni-Saara et Iamboli.

Deux jours après, un pointe hardie exécutée par une partie du centre russe atteignait Hermanli, station d'embranchement de la ligne d'Iamboli sur la partie de la voie ferrée de Constantinople comprise entre Philippopoli et Andrinople.

Mais les négociations pacifiques étaient alors ouvertes, et il nous faut abandonner momentanément l'étude des opérations militaires pour nous occuper des pourparlers engagés en vue de la conclusion d'un armistice.

En raison de la réponse envoyée par le tzar à l'offre de médiation faite par la reine d'Angleterre, le cabinet de Saint-James avait donné à la Sublime-Porte le conseil de proposer une suspension d'armes à la Russie; cet avis avait été appuyé par presque tous les gouvernements des puissances cosignataires du traité de 1856.

La Turquie voulait gagner du temps, c'est-à-dire ne faire aucune démarche avant la réunion du Parlement anglais, qui avait été annoncée pour le 17 janvier, espérant que le cabinet de Saint-James prendrait une décision qui lui aurait apporté le secours de l'armée et de la flotte de la Grande-Bretagne. Elle cherchait à exercer une pression morale dans ce sens, en déclarant qu'elle était disposée à entrer en négociations directes avec la Russie. Mais elle ajoutait qu'elle ne considérait pas comme de nature à amener un résultat, le mode de négociations proposé par celle-ci, c'est-à-dire des conférences entre les commandants des armées. Elle pensait, au contraire, que le meilleur moyen de s'entendre serait de négocier par l'entremise de plénipotentiaires spécialement désignés par les belligérants.

Quant à l'Angleterre, elle annonçait qu'elle ne s'opposerait pas à des négociations directes entre les belligérants, en vue de la conclusion d'un armistice; mais elle se réservait le droit absolu d'être entendue dans le règlement définitif des conditions de paix, en tant que ces conditions pourraient toucher aux intérêts anglais.

De son côté, la Russie ne voulait point consentir à la conclusion d'un armistice, à moins que les préliminaires de paix ne fussent signés en même temps.

L'Allemagne semblait complètement disposée à soutenir la Russie dans sa ligne de conduite et dans ses prétentions.

L'Autriche-Hongrie avait une attitude hésitante; mais elle paraissait cependant alors plutôt d'accord avec la manière d'en-

visager la conclusion de la paix telle qu'elle était définie par l'Angleterre, tout en demeurant entièrement inféodée à la triple alliance.

La France et l'Italie restaient, en quelque sorte, neutres dans ce conflit. La dernière de ces deux puissances venait, du reste, de perdre subitement son premier roi, Victor-Emmanuel.

Enfin, cédant aux instances de l'Angleterre, la Sublime-Porte fit demander à la Russie l'ouverture des négociations destinées à amener la conclusion d'un armistice, et la communication des conditions que celle-ci mettait à la suspension des hostilités. C'est vers le 10 que fut définitivement faite cette démarche, le cabinet de Saint-James désirant connaître avant la réunion du Parlement, s'il était possible, quelles étaient les exigences de la Russie. Les membres de la Chambre des lords et de la Chambre des communes furent prévenus, à peu près en même temps, que, dès leur réunion, leur attention serait attirée sur des questions d'une grave importance.

Sur ces entrefaites, le sultan ayant apporté quelques changements dans son ministère et ayant, en particulier, remplacé le grand-vizir, on put considérer que le parti de la paix triomphait à Constantinople. Les échecs de l'armée turque devenaient chaque jour de plus en plus grands. La ville d'Andrinople était menacée. Les fuyards s'accumulaient à Constantinople, provenant, soit des populations qui se sauvaient devant l'invasion, soit des troupes débandées. La démoralisation, le désordre et la terreur étaient à leur comble dans la capitale de l'empire, où l'on pouvait craindre de voir les bachibouzouks et les Tcherkesses renouveler les scènes de pillage et de massacre que l'on signalait partout où ils se retiraient devant l'invasion.

Il était donc urgent, à tous égards, que la Turquie, abandonnée de tous et presque complètement au pouvoir de l'ennemi, se décidât à ouvrir des négociations avec les Russes. Mais ceux-ci étaient moins empressés que jamais d'accepter les propositions des Turks et d'en hâter le résultat, car leurs armées ne trouvaient plus nulle part une résistance sérieuse; elles avaient maintenant exécuté la plus pénible et la plus dangereuse de leurs opérations, c'est-à-dire le passage des Balkans, et elles trouvaient en Roumélie tous les éléments pour se reposer et se ravitailler; elles étaient sur le point d'atteindre Andrinople, et, dix jours après, elles pourraient arriver, presque sans coup férir, sous les murs de Constantinople. Déjà même l'occupation momentanée de la capitale ottomane était considérée comme une juste récompense du courage montré par l'armée et des sacrifices faits par la nation.

Enfin, après bien des hésitations de part et d'autre, deux pléni-

potentiaires turks quittèrent Constantinople, vers le 15, pour se rendre à Kazanlik, où le quartier général du grand-duc Nicolas était arrivé depuis deux jours. Le 17, ils étaient à Andrinople. Le 22 seulement, ils devaient arriver à destination.

Le 17, avait eu lieu l'ouverture du Parlement anglais.

Comme l'attitude de l'Angleterre devait ou pouvait avoir une très-grande importance dans le conflit oriental, il est indispensable de reproduire le discours de la reine pour comprendre dans quel sens la question était posée devant les mandataires de la nation anglaise.

Voici le texte de ce discours :

« Mylords et Messieurs,

« J'ai jugé à propos de vous convoquer avant l'époque habituelle de votre réunion, afin de vous faire connaître les efforts que j'ai faits pour mettre un terme à la guerre qui ravage en ce moment la partie orientale de l'Europe et l'Arménie, et afin d'obtenir l'avis et l'assistance de mon Parlement dans l'état actuel des affaires publiques.

« Vous savez qu'après m'être en vain efforcée d'empêcher cette guerre, j'ai déclaré que j'avais l'intention d'observer la neutralité dans ce différend que je regrettais, mais que je n'avais pu écarter, tant que les intérêts de mes États, précisés par mon gouvernement, ne seraient exposés à aucun danger. J'ai fait savoir, en même temps, que je désirais sérieusement profiter de toute occasion qui pourrait se présenter pour essayer d'amener une solution pacifique des questions qui divisent les puissances belligérantes.

« Les succès obtenus par les armées russes en Europe et en Asie ont convaincu la Porte de la nécessité d'essayer de mettre fin à des hostilités qui causent d'immenses souffrances à ses sujets. En conséquence, le gouvernement du sultan a fait appel aux bons offices des puissances neutres, cosignataires des traités relatifs à l'empire ottoman.

« La plupart des puissances auxquelles cet appel a été adressé n'ont pas cru devoir satisfaire à cette demande, et ont communiqué cet avis à la Porte.

« La Porte alors a résolu d'adresser un appel séparé à mon gouvernement, et j'ai aussitôt consenti à m'informer auprès de l'empereur de Russie si Sa Majesté Impériale accueillerait les ouvertures en faveur de la paix.

« L'empereur, dans sa réponse, a exprimé son plus sincère désir de voir se conclure la paix, et a fait connaître, en même temps, son opinion sur la procédure à suivre pour atteindre ce but.



« Des négociations ont eu lieu à ce sujet entre le gouvernement de la Russie et celui de la Turquie par mon intermédiaire, et j'ai la sérieuse confiance que ces négociations peuvent amener finalement une solution pacifique des questions en litige et la fin de la guerre. Aucun effort ne sera épargné par moi pour obtenir ce résultat.

« Jusqu'à présent, et tant que les opérations de guerre ont progressé, aucun des belligérants n'a enfreint les conditions sur lesquelles est basée ma neutralité; je suis très-disposée à croire que les deux partis sont également désireux de les respecter autant que cela leur sera possible.

« Tant que ces conditions seront respectées, mon attitude restera la même; mais je ne puis me dissimuler que si les hostilités devaient malheureusement se prolonger, quelque circonstance imprévue pourrait me faire un devoir d'adopter certaines mesures de précaution.

« Ces mesures ne pourraient pas être prises d'une manière efficace sans qu'on y fût convenablement préparé. J'ai donc confiance dans la libéralité de mon Parlement, et je compte qu'il me fournira les moyens nécessaires pour obtenir ce résultat.

« Les documents relatifs à cette affaire seront placés sans retard sous vos yeux. »

Le sens général de ce discours était donc une confirmation de la politique suivie jusqu'à ce jour par la Grande-Bretagne, et en même temps une sorte de menace d'intervenir les armes à la main dans le conflit oriental, au cas où le règlement des conditions de paix porterait atteinte aux intérêts anglais. Qu'allait-il en résulter? La Russie retirerait-elle son armée et se montrerait-elle plus modérée dans ses prétentions? La Turquie ne devait-elle pas trouver, dans ces sortes de déclarations belliqueuses, un encouragement à la résistance? Ou bien la Russie ne tiendrait-elle aucun compte de cet avertissement de l'Angleterre, convaincue que celle-ci ne sortirait pas de son attitude neutre? Telles étaient les questions que l'on se posait naturellement. Mais la lumière ne devait pas encore être faite sur ces divers points avant quelques jours. Tout ce que l'on sut d'une façon positive, c'est que le cabinet anglais se proposait de demander au Parlement un crédit supplémentaire de 150,000,000 de francs pour la marine et pour les colonies. Toutefois on ajoutait qu'il s'agissait de couvrir des dépenses déjà faites, plutôt que de nouvelles dépenses.

En tout cas, l'Angleterre avait quelque peu échoué, car le cabinet de Saint-James espérait connaître en partie, avant l'ouverture du Parlement, les conditions que la Russie mettait à la paix. Or, le

17, comme nous l'avons dit, les plénipotentiaires ottomans étaient seulement en route pour se rendre au quartier général du grand-duc Nicolas, et la Russie tenait aussi secrètes que possible les exigences qu'elle avait l'intention d'imposer aux vaincus.

Revenons maintenant aux opérations militaires.

D'après l'ensemble de la marche de l'armée russe de Roumélie, telle que nous l'avons décrit précédemment, on voit que l'aile droite de cette armée était à Philippopoli, le centre à Eski-Saara, la gauche à Iamboli, alors que Suleiman-Pacha était encore à Tschirpan.

L'aile gauche de l'armée russe avait marché aussitôt avec une très-grande rapidité, en descendant le cours de la Toundja, pour atteindre Andrinople; le centre avait descendu de son côté le cours du Jasoly pour s'emparer de l'importante gare d'embranchement située près d'Hermanli, tandis que l'aile droite descendait le cours de la Maritza depuis Philippopoli.

Suleiman-Pacha, qui avait été rejoint par la division de Fuad-Pacha, venue de la Bulgarie orientale, courait donc le danger d'être complètement enveloppé. En tout cas, il était tout à fait séparé de Constantinople, car les Russes entrèrent à Andrinople le 20.

Cette occupation sans coup férir de la seconde ville de l'empire ottoman devait avoir nécessairement des conséquences fort graves au double point de vue politique et militaire. Andrinople est une ville ouverte qui ne contient que quelques vestiges tout à fait insignifiants de vieilles fortifications. Mais, en prévision d'éventualités qui maintenant se réalisaient, on l'avait entourée d'une double ligne d'ouvrages extérieurs construits d'après le système des fortifications passagères, qui l'avaient mise à l'abri d'un coup de main et d'un bombardement. En raison de sa grande importance stratégique, il avait été décidé qu'une résistance sérieuse serait faite dans cette place du moment, afin de donner le temps d'organiser la défense de Constantinople. Mais le mouvement des Russes vers Andrinople avait été si prompt, que leur aile gauche était déjà solidement établie en force entre la position de Suleiman-Pacha, à Tschirpan, et celle que Mehemet-Ali-Pacha avait prise à Kirk-Kilissa, à l'est d'Andrinople, avec les troupes actives du quadrilatère bulgare. L'isolement d'Andrinople était donc presque complet, et, par conséquent, il était impossible d'y faire une résistance sérieuse. Le gouverneur de la place, Djemil-Pacha, en ordonna l'évacuation; cette mesure fut, du reste, réclamée par le grand-duc Nicolas comme la première condition des pourparlers en vue de la conclusion d'un armistice.

L'entrée des Russes à Andrinople leur ouvrait donc la route de Constantinople et séparait complètement les troupes qui résistaient encore dans la Bulgarie et dans la Roumélie orientale, de celles qui, sous les ordres de Suleiman-Pacha, tenaient la campagne au sud de la Maritza, c'est-à-dire sur le mont Rhodope, ou Despotodagh, dans le but d'atteindre le port de Kavala, d'où ce général espérait ensuite faire embarquer son armée pour la porter à la défense d'Enos, de Gallipoli et de Constantinople.

Dès qu'ils furent maîtres d'Andrinople, les Russes se portèrent rapidement à Ouzoun-Kœpri, à 50 kilomètres au sud, après avoir infligé une défaite complète aux troupes de Suleiman-Pacha, qui, comprenant enfin que son rôle était fini sur cette partie du théâtre des opérations, se hâta de gagner Kavala pour diriger ses troupes sur les divers points que nous venons d'énumérer.

La position d'Ouzoun-Kœpri était de la plus haute importance dans l'état actuel des choses. Cette petite ville, située sur l'Erakéné, possède un pont en pierres dont l'occupation était capitale, car c'est par là que passe la grand'route allant à Constantinople. Cette route est, en outre, suivie par la voie ferrée venant de Constantinople et qui, après avoir franchi l'Erakéné à Ouzoun-Kœpri, s'embranché à Demotika, sur la Maritza, avec la ligne venant d'Enos. Enfin, on peut également aller d'Ouzoun-Kœpri à Kirk-Kilissa, à l'est d'Andrinople, ou à Gallipoli, mais ces deux chemins sont en mauvais état, particulièrement dans la saison où l'on opérait. Mais, ce qui donne surtout à Ouzoun-Kœpri le caractère d'un objectif d'une valeur décisive, c'est la direction de l'Erakéné, qui prend sa source à la pointe orientale du mont Strandja, qui coule directement de l'est à l'ouest et qui vient se jeter dans la Maritza entre Demotika et Ipsala; cette rivière forme donc une ligne d'opérations directe vers Constantinople.

Voici, d'ailleurs, les distances mesurées sur les routes ou chemins qui unissent Ouzoun-Kœpri avec les principaux points du dernier réduit défensif de l'empire ottoman en Europe :

D'Ouzoun-Kœpri	{	à Andrinople,	50 kilomètres;
		à Kirk-Kilissa,	70 —
		à Constantinople,	280 —
		à Gallipoli,	175 —
		à Enos,	120 —
		à Demotika,	15 —

La cavalerie russe, qui avait montré une si grande hardiesse, pouvait donc, si elle n'était pas arrêtée par l'armistice et si elle ne rencontrait plus de résistance, atteindre Enos en deux jours, Gallipoli en trois jours et Constantinople en cinq jours.

La panique fut alors portée à son comble dans toute cette petite partie du territoire ottoman qui restait au pouvoir des troupes turques.

On envoya à Enos et à Kavala les transports nécessaires pour y prendre les débris de l'armée de Suleiman-Pacha, dans le but de les embarquer, puis de les descendre à Gallipoli et à Constantinople.

Vu le manque de défenseurs, il fut décidé que l'on ne résisterait pas aux troupes russes dans les directions de Kavala et d'Enos, en sorte que les Russes purent aller occuper ces deux ports de la mer Egée s'ils le jugeaient nécessaire.

Les fortifications de Boulair, qui couvrent Gallipoli, furent mises en état de défense et complétées, en même temps que l'on en augmentait la garnison afin de préserver ce port d'un coup de main et d'y faire même une longue résistance.

Pour couvrir Constantinople, on choisit la position de Tchataldja, située à environ 40 kilomètres à l'ouest. Elle s'étend du lac de Derkos, qui communique avec la mer Noire, au lac de Bouyouk-Tschekmedjè, qui communique avec la mer de Marmara. Ces deux nappes d'eau forment, près de Tchataldja, un étranglement qui réduit à 26 kilomètres la largeur de la presqu'île à l'extrémité de laquelle est bâtie Constantinople. Entre ces deux lacs est l'épanouissement des dernières pentes du mont Strandja; elles forment une série de hauteurs faciles à défendre, et il fut décidé que l'on y établirait immédiatement trois grands ouvrages de fortification passagère, l'un près de Tchataldja, l'autre à Toussounkoï, le troisième à Delijanós. Ces réduits défensifs devaient être pourvus de petits ouvrages avancés et reliés entre eux de façon à former une longue ligne retranchée depuis Bouyouk-Tschekmedjè, sur la mer de Marmara, jusqu'au fort de Kara-Bournou, sur la mer Noire.

Moukhtar-Pacha, qui avait été récemment rappelé d'Asie, dut prendre le commandement de toutes les troupes chargées de défendre la position de Tchataldja et Constantinople. On porta en avant la garnison de cette ville jusqu'à Tchataldja, où l'on mit en batterie les pièces ramenées d'Andrinople. On arrêta sur la position même les troupes irrégulières qui se retiraient de la Roumélie orientale en pillant et en brûlant les localités qu'elles abandonnaient et en massacrant leurs habitants, et qui auraient été d'un grand danger pour la capitale. Mehemet-Ali-Pacha, qui était encore à Kirk-Kilissa peu de temps auparavant, reçut l'ordre de venir s'établir à Kouleli-Burgas, où il dut occuper une position qui tenait le cours de l'Erakéné, la route et la voie ferrée de Constantinople, et qui couvrait, par conséquent, la position de Tchataldja. Achmet-Eyoub-Pacha s'établit à Tchourlon avec une partie de la garnison d'Andrinople. Enfin, on comptait sur l'arrivée des renforts qu'amè-

nerait Suleiman-Pacha pour grouper une armée de 60,000 hommes, qui formait la dernière ressource effective de la Turquie, et qui devait tenter un suprême effort pour sauver Constantinople de l'invasion.

A ce moment, un iradié impérial appelait aux armes tous les sujets de l'empire ottoman. Ce ne fut cependant pas la déclaration de la guerre sainte, comme on l'avait craint d'abord.

Le danger n'était, d'ailleurs, plus aussi immédiat qu'on l'avait cru un instant. La marche des Russes vers Gallipoli et Constantinople ne pouvait être aussi rapide qu'elle l'avait été les jours précédents, car ils avaient besoin de se reposer et de se ravitailler, les populations fuyant devant l'invasion et détruisant une grande partie des vivres qui auraient été si utiles à l'ennemi. D'ailleurs, les pourparlers pour l'armistice semblaient devoir ralentir les opérations, bien qu'aucune suspension d'armes n'eût été jusqu'ici signée par les belligérants. Enfin, il fallait attendre un peu pour connaître l'attitude que prendrait l'Angleterre, et peut-être même une grande partie de l'Europe, en apprenant que les armées moscovites allaient atteindre les rives du Bosphore.

Les alliés de la Russie poursuivaient pendant ce temps leurs opérations, avec un égal succès, contre les Turks.

Le 19, les Monténégrins entraient à Dulcigno.

Les Roumains s'étaient emparés des derniers ouvrages avancés de Vidin, et avaient ouvert la tranchée contre la place.

Les Serbes continuaient leurs opérations dans la Vieille-Serbie, dont ils organisaient l'administration au fur et à mesure qu'ils avançaient.

A cette date, ils avaient déjà atteint la ville de Vrania, située à la source de la Morava, et ils essayaient de forcer le défilé de Katchianik, dont la possession devait leur permettre de franchir le Tchar-Dagh et d'atteindre, soit Prisrend, soit Ouskoub, c'est-à-dire de descendre dans le bassin du Drin ou dans celui du Vardar. Par Prisrend, ils espéraient donner la main aux Monténégrins. Par Ouskoub, ils tendaient vers la Thessalie, qui était en ce moment en pleine insurrection, ainsi que les Mirdites. A Volo, à Larissa, à Kastoria et à Orochi, s'étaient produits des soulèvements, amenés tant par l'approche des Serbes et des Monténégrins, que par la défaite complète des Turks, qui luttèrent cependant avec une rare énergie sur ce théâtre d'opérations.

L'attitude de la Grèce était de plus en plus indécise. Le ministère avait été renversé. La population faisait d'incessantes manifestations belliqueuses. L'insurrection de la Thessalie, les probabilités de la

conclusion d'une paix dans laquelle les intérêts du royaume hellénique seraient forcément sacrifiés, toutes ces considérations réunies excitaient au plus haut point l'enthousiasme des Grecs, alors que leur gouvernement était contraint de compter avec les volontés nettement formulées de certaines puissances européennes, surtout de l'Angleterre, qui cherchait à maintenir la Grèce dans sa neutralité, soit pour ne pas augmenter le nombre des ennemis de la Turquie, soit peut-être pour s'en servir un jour comme de contre-poids à l'influence russe.

Dans la Bulgarie orientale, les Turks en étaient réduits aux garnisons de leurs places fortes.

Le corps russe du bas Danube avait enfin bloqué presque complètement Silistrie, et s'avancait, par Bazardjik, dans la direction de Pravadi et de Varna.

L'armée du tzarevitch avait coupé le chemin de fer de Choumla à Rousdschouck, de sorte que cette dernière place était tout à fait isolée, et avait porté une partie de ses forces dans la direction de l'Emineh-Dagh pour concourir à la marche générale sur Constantinople.

En Asie, le siège d'Erzeroum allait peut-être bientôt commencer, si cette forteresse résistait encore longtemps. Mais Moukhtar-Pacha était revenu en Europe. La défense des Turks n'était plus aussi énergique. La ville d'Erzeroum était un vaste hôpital dans lequel le typhus faisait d'effrayants ravages. On pouvait prévoir qu'elle tomberait bientôt, et il ne resterait plus que quelques bataillons à Baïbourt et à Trébizonde pour s'opposer à l'invasion russe de ce côté.

La situation militaire de l'empire ottoman était donc aussi déplorable que possible dans les derniers jours de janvier.

Il était évident que la Sublime-Porte subirait les exigences de la Russie, quelles qu'elles fussent, si aucune puissance européenne ne venait à son secours.

Faisant au jour le jour le récit de la lutte à laquelle donna lieu la question d'Orient, nous sommes obligé de constater les difficultés de ce genre particulier d'étude historique, en présence de l'obscurité presque complète qui régna sur les négociations diplomatiques et sur les opérations militaires dès les derniers jours du mois de janvier. Nous nous contenterons donc de poursuivre notre narration en enregistrant les faits presque sans commentaires.

L'arrivée de l'avant-garde russe à moins d'une journée de marche de Constantinople avait fait supposer que le vainqueur avait l'intention d'entrer dans cette ville. Ordre fut donné, le 26 janvier, à l'amiral Hornby, qui commandait la flotte anglaise ancrée dans la baie



de Besika, de pénétrer dans le détroit des Dardanelles et d'aller s'emboîser près de la capitale de l'empire ottoman ; mais, sur l'information que les préliminaires de paix avaient dû être signés le même jour à Kazanlik et que les Russes ne voulaient pas occuper Constantinople, cette flotte reçut contre-ordre, et, après avoir salué le drapeau ottoman du fort du Sultan, elle retourna à son précédent mouillage. Ces tergiversations, jointes à celles que nous avons signalées précédemment, prouvaient combien était incertaine l'attitude définitive qu'adopterait l'Angleterre. Lord Derby, le chef du foreign-office, avait donné sa démission lorsque l'ordre avait été envoyé à l'amiral Hornby de pénétrer dans la mer de Marmara ; il la retira dès que le cabinet de Saint-James eut renoncé à cette belliqueuse manifestation. Mais la signature du protocole du traité de paix ne se confirma nullement, et le sentiment général de la population anglaise, qui avait été d'abord presque entièrement pacifique, se transforma peu à peu, en sorte que l'on prévit dès lors qu'il deviendrait bientôt manifestement hostile aux Russes.

C'est vers la même date que le parlement britannique commença la discussion du projet de loi présenté par le gouvernement, dans le but d'obtenir un crédit supplémentaire de 6,000,000 de livres sterling, soit 150,000,000 de francs, destiné à subvenir aux dépenses que nécessiteraient l'armement de la flotte de guerre et les préparatifs pour la mobilisation d'une partie de l'armée de terre.

On venait, en effet, de connaître approximativement les conditions que la Russie mettrait à la conclusion de la paix, et les voici telles qu'on les indiquait alors :

1<sup>o</sup> Formation de la Bulgarie en nationalité, maintenue dans les limites fixées par la conférence de Constantinople pour les principautés autonomes tributaires, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale, mais sans garnisons turques, sauf sur quelques points à déterminer ultérieurement ;

2<sup>o</sup> Indépendance du Monténégro, avec accroissement de territoire équivalent au *statu quo* militaire actuel et avec délimitation de frontières à fixer ultérieurement ;

3<sup>o</sup> Indépendance de la Roumanie, avec indemnité territoriale suffisante ;

4<sup>o</sup> Indépendance de la Serbie, avec rectification de ses frontières ;

5<sup>o</sup> Autonomie administrative de la Bosnie et de l'Herzégovine ;

6<sup>o</sup> Réformes analogues dans les autres provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe ;

7<sup>o</sup> Paiement d'une indemnité à la Russie, à titre de dédommagement des frais de guerre, soit en argent, soit en territoire, soit sous toute autre forme devant être déterminée par la suite ;

8° Entente ultérieure entre la Russie et la Turquie dans le but de sauvegarder les droits et les intérêts de la première de ces deux puissances dans les détroits de la mer de Marmara.

C'était, en d'autres termes, le démembrement de la Turquie d'Europe.

En effet, la Roumanie, le Monténégro et la Serbie ne faisaient plus partie de l'empire ottoman, même nominale. La Bulgarie, expression géographique essentiellement élastique, que le cabinet de Saint-Petersbourg prétendait étendre jusqu'à Andrinople, devenait une principauté vassale qui devait bientôt, comme aujourd'hui la Roumanie et la Serbie, réclamer une indépendance absolue. L'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine, et probablement aussi des autres provinces chrétiennes de la Turquie, portait le dernier coup à l'empire ottoman en tant que puissance européenne.

Relativement à l'indemnité de guerre, on prétendait qu'elle était colossale ; on alla même jusqu'à parler de cinq milliards de francs. Quelle qu'elle fût, il était certain que la Sublime-Porte ne serait point à même de la payer. Aussi convint-on généralement que l'exagération même de la rançon n'avait d'autre but que d'amener la Turquie à s'en acquitter par une cession de territoire, Smyrne, Salonique, Rodosto ou Gallipoli, disait-on, ou encore une partie de l'Arménie, ou bien même la flotte cuirassée turque.

Quant au dernier article, il était conçu dans des termes si peu clairs et si concis qu'il donnait lieu de craindre encore des prétentions bien plus grandes.

Ainsi qu'on le voit, la conclusion définitive d'un pareil traité portait une grave atteinte aux droits des puissances signataires de celui de 1856. Parmi celles-ci, l'Autriche et l'Angleterre se trouvaient plus particulièrement lésées, la première par la création d'un empire slave sur ses frontières est et sud, la seconde par la domination des Russes sur les détroits de la mer de Marmara. La France et l'Italie étaient également intéressées à cette dernière question en qualité de puissances méditerranéennes.

Dès que les exigences de la Russie furent connues en Europe, dans la forme quelque peu dubitative que nous leur avons donnée plus haut, l'anxiété devint très-grande, surtout en Autriche et en Angleterre. Cette inquiétude générale était d'autant plus rationnelle que l'armistice entre les belligérants n'était même pas encore signé et que les Russes continuaient d'avancer vers Constantinople.

Le cabinet de Vienne envoya immédiatement à celui de Saint-Petersbourg une note conçue dans les termes suivants :

« L'Autriche ne conteste nullement le droit que la Turquie a de conclure des traités dans son propre intérêt, mais elle est forcée

de considérer les arrangements pris à Kazanlik comme nuls, en tant qu'ils modifient les traités actuellement en vigueur et atteignent les intérêts autrichiens, jusqu'à ce que de nouveaux arrangements aient été conclus avec les puissances signataires. »

C'était émettre l'idée d'une conférence dans laquelle seraient examinées et résolues les questions d'ordre purement européen. On apprit bientôt, en effet, que le comte Andrassy avait envoyé une circulaire dans ce sens aux puissances signataires du traité de 1856. La réponse de la Russie à cette proposition ne pouvait être douteuse. Elle allait évidemment répéter ce qu'elle avait déjà dit si souvent, c'est-à-dire qu'elle soumettrait à la décision des puissances les questions qui les intéressaient directement, qu'elle se réservait le droit de traiter seule avec la Turquie celles qui la concernaient exclusivement. Or, où était la ligne de démarcation à établir? C'est là précisément que gisait surtout la difficulté, d'autant que la Russie entendrait certainement faire elle-même la distinction entre les deux catégories de questions. Pour elle, le traité de 1856 n'existait plus. Il avait été définitivement abrogé le jour où elle avait déclaré la guerre à la Turquie, sinon avec l'assentiment des puissances cosignataires, du moins sans leur opposition. En conséquence, la seule question à laquelle elle attribuait le caractère européen était celle du passage de ses flottes par les Dardanelles. L'Angleterre et l'Autriche soutenaient, au contraire, que le traité de Paris était en pleine vigueur. Elles faisaient, il est vrai, assez bon marché de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman, auxquelles l'Angleterre surtout avait paru attacher une si grande importance lors du memorandum de Berlin, mais elles déclaraient ne vouloir admettre de modifications territoriales dans la presque île des Balkans et de changements dans le droit de passage par les détroits de la mer de Marmara qu'autant qu'ils auraient été ratifiés par les puissances signataires du traité de 1856. Telles étaient, en résumé, les conditions dans lesquelles était posée la proposition d'une conférence. Nous verrons ultérieurement quel devait en être le sort.

Au milieu de tous ces pourparlers on avait atteint la fin du mois de janvier, et le parlement anglais continuait la discussion générale sur la demande de crédits supplémentaires faite par le gouvernement. L'opinion publique en Grande-Bretagne était divisée en deux camps bien tranchés. Les partisans du ministère soutenaient la ligne politique du cabinet, et, comme ils comptaient la majorité dans le parlement, il était probable que la proposition du gouvernement serait définitivement adoptée. Le parti libéral était alors celui de l'opposition : il était en minorité au parlement, mais en majorité dans la population ; il reprochait au ministre de prolonger les hos-

tilités par son attitude, en donnant à la Turquie l'espoir mal fondé d'une prochaine coopération effective à la guerre ; il se proposait de combattre vivement la demande de subsides et de tâcher de la faire échouer. Toutefois, en raison de la persévérance de l'incertitude sur la situation militaire et politique en Orient, le nombre des partisans de la paix à tout prix diminuait chaque jour, et un grand mouvement d'opinion se manifestait en Angleterre en faveur d'une intervention efficace pour sauvegarder les intérêts britanniques dans le règlement de la question orientale.

La réponse du prince Gortschakoff à la note de l'Autriche fut telle que l'on devait s'y attendre. La Russie admettait le principe d'une conférence destinée à régler les questions d'ordre européen, mais elle n'en continuait pas moins à faire marcher ses troupes sur Constantinople, bien que les plénipotentiaires turks eussent reçu de la Sublime-Porte les pouvoirs suffisants pour conclure un armistice sur les bases qui avaient été posées par le chancelier de l'empire russe.

Enfin, le 1<sup>er</sup> février, le protocole des bases préliminaires de la paix et de l'armistice fut signé à Andrinople.

On ne savait, du reste, pas plus qu'auparavant, quelles étaient les conditions imposées par la Russie à la Turquie pour que la première eût consenti à la suspension d'hostilités qu'avait si instamment demandée la seconde. La Sublime-Porte n'avait plus d'armée. Les débris de ses anciennes troupes avaient été dirigés et réunis en toute hâte à Constantinople et sur les lignes de Tchataldja, tant pour défendre la capitale contre une attaque de vive force par l'ennemi, que contre les dangers de l'accumulation dans cette ville des soldats irréguliers et des populations qui s'étaient enfuies devant l'invasion. Ce ne fut toutefois pas sans une certaine inquiétude et sans un profond étonnement que l'on apprit la continuation de la marche des Russes vers Constantinople. Était-ce l'une des conséquences de la conclusion de l'armistice ? ou bien les Russes, profitant de leur écrasante supériorité numérique et morale, continuaient-ils leur mouvement, malgré la trêve consentie d'un commun accord, dans le but de s'assurer une position stratégique devant forcer les Turks à conclure définitivement la paix et à subir leurs prétentions ? ou bien encore le parti militaire, poussé par l'expansion du panslavisme et par le désir de compléter ses succès, exigeait-il l'occupation de Constantinople ? Telles étaient les craintes fondées de toutes les puissances intéressées à la localisation de la guerre et à la prompte conclusion d'une paix qui ne pût léser leurs droits.

C'est ce moment même que choisit la Grèce pour renoncer à la neutralité qu'elle avait gardée jusqu'alors et pour déclarer la guerre à la Turquie.

Nous avons déjà dit qu'il y a, dans la Turquie d'Europe, deux éléments chrétiens qui consentent toujours à lutter en commun contre l'islamisme, sous la domination duquel ils vivent depuis plus de quatre cents ans, mais qui, ce premier résultat obtenu, entrent forcément en rivalité pour obtenir la prépondérance dans la presqu'île des Balkans. L'un est le panslavisme, qui triomphait alors. L'autre est le panhellénisme. Ce dernier avait forcément ou volontairement conservé une attitude expectante depuis les débuts des hostilités jusqu'à la signature définitive de l'armistice. Il était, d'une part, retenu par l'influence anglaise, qui ne voulait point voir accroître le nombre des adversaires de la Turquie, et, d'autre part, il hésitait, vu les faibles moyens dont il disposait, à entrer en lutte contre l'armée ottomane.

Le petit royaume de Grèce, représentant naturel des intérêts du panhellénisme, avait cependant fait, depuis le commencement de la guerre entre la Russie et la Turquie, tous les préparatifs nécessaires pour mettre son armée à même d'entrer en campagne. Les lois militaires avaient été l'objet d'une réforme destinée à accroître le nombre de ses soldats d'armée active, de réserve et d'armée territoriale; des armes, des munitions, des effets de toutes sortes avaient été achetés en Europe; des camps d'instruction avaient été formés sur divers points, près de la frontière turque; toutes ces mesures avaient fait naître et avaient enfin porté à son comble l'effervescence belliqueuse dans la population, tant du royaume de Grèce lui-même que des provinces de même race et de même religion faisant partie de l'empire ottoman, c'est-à-dire l'Épire, la Thessalie et la Macédoine. Celles-ci s'étaient soulevées au fur et à mesure que les armées de la Russie, de la Serbie et du Monténégro descendaient vers le sud. L'insurrection se répandit ainsi de proche en proche. Le cabinet d'Athènes crut alors que l'instant propice de son intervention était venu, surtout quand il connut les conditions probables de paix imposées par les Russes aux Turks. Il pensa que son influence dans la Turquie d'Europe était à jamais perdue s'il ne revendiquait pas les droits du panhellénisme, en présence des prétentions exorbitantes du panslavisme; poussé, en outre, par la surexcitation de la population du royaume, et menacé même d'une guerre civile s'il ne cédait pas à la volonté nationale, il se décida enfin à commencer les hostilités.

Le gouvernement grec informa, en conséquence, le 1<sup>er</sup> février, les puissances européennes qu'en vue des souffrances des provinces grecques de la Turquie, il avait donné ordre à son armée entière de franchir la frontière le lendemain, et d'occuper la Thessalie, l'Épire et la Macédoine, afin de maintenir l'ordre public, de prévenir le massacre des chrétiens, et d'obtenir que ces provinces fussent

placées dans une situation compatible avec la tranquillité et les droits de la race grecque.

Le prétexte invoqué par le panhellénisme était, comme on le voit, identique à celui qu'avait fait valoir jadis le panslavisme, c'est-à-dire l'amélioration du sort des chrétiens dans la Turquie d'Europe.

Quant à l'objectif, si extraordinaire que cela puisse paraître, il était aussi le même. Slaves ou Grecs ne visaient d'autre but que l'occupation de Constantinople et la restauration de l'ancien empire grec d'Orient. C'était un projet bien ambitieux pour le petit royaume de Grèce; mais il espérait que, malgré les faibles moyens dont il disposait, il arrivait dans des circonstances favorables pour obtenir une bonne part des dépouilles du vaincu, et pour poser ainsi un premier jalon sur le chemin de l'antique empire de Byzance.

Nous avons dit plus haut que l'armée grecque avait été récemment réorganisée.

D'après une loi nouvelle, le principe du service militaire obligatoire et personnel avait été adopté en Grèce, et réparti ainsi qu'il suit :

De 19 à 30 ans, dans l'armée permanente et dans la réserve de l'armée active;

De 30 à 50 ans, dans la milice nationale et dans la réserve de cette milice.

Avec de semblables dispositions, on espérait obtenir un effectif disponible de 120,000 hommes environ, dont :

40,000 hommes dans l'armée active;

80,000 dans la milice nationale.

Mais ce n'était là qu'un total fictif, car la quantité de réfractaires était toujours relativement fort considérable, et, d'ailleurs, les mesures récemment adoptées ne pouvaient avoir d'effet immédiat, malgré l'enthousiasme général qui s'était emparé de la population pour déclarer et faire la guerre aux Turks.

Sur le pied de paix, l'armée permanente comprenait environ jusqu'alors :

14 bataillons d'infanterie,	} 41,000 hommes; 1,500 chevaux; 30 pièces attelées.
5 escadrons de cavalerie,	
6 batteries d'artillerie,	
3 compagnies du génie.	

Les forces de l'armée active sur le pied de guerre avaient, d'après la nouvelle organisation, la composition et les forces suivantes :

20 bataillons d'infanterie,	} 30,000 hommes; 2,000 chevaux; 72 pièces attelées.
5 escadrons de cavalerie,	
12 batteries d'artillerie,	
5 compagnies du génie.	



Il convient d'y ajouter environ 30 bataillons de volontaires de composition et de force variables.

Cet ensemble formait un corps d'armée de campagne composé de 2 divisions chacune à 2 brigades de 5 bataillons d'infanterie.

En réalité, il n'y avait pas plus de 12,000 hommes instruits, armés, équipés, et capables de faire campagne, lorsque la Grèce annonça l'intention de déclarer la guerre à la Turquie. Sans doute, cette dernière n'avait que peu de troupes dans l'Epire et la Thessalie, ses forteresses y étaient également en mauvais état. Il n'en est pas moins vrai que le cabinet d'Athènes faisait preuve de plus d'irréflexion que de circonspection quand il informa les puissances européennes de l'ordre donné à cette division de 12,000 hommes d'avoir à occuper la Thessalie, l'Epire et la Macédoine; c'était bien téméraire, même avec l'appui que les soldats grecs devaient trouver dans les populations complètement soulevées de ces provinces.

Nous verrons ultérieurement quelles furent les conséquences de cette déclaration de guerre au moment où les hostilités semblaient devoir être suspendues pour un laps de temps relativement considérable, si ce n'est même tout à fait terminées.

Conformément aux clauses de l'armistice conclu entre les Russes et les Turks, clauses qui n'étaient pas encore connues en Europe, les premiers s'avancèrent jusqu'à Rodosto, point d'une haute importance pour eux, car cette ville se trouve à la fois sur la route de Gallipoli à Constantinople et sur la côte européenne de la mer de Marmara; quant aux seconds, ils se retirèrent des places du Danube et d'Erzeroum, qui reçurent des garnisons russes.

Les hostilités continuèrent cependant encore entre les alliés des Russes et les Turks. Du reste, ces alliés étaient loin d'être tous satisfaits de certaines conditions de la paix. La Roumanie, en particulier, se refusait absolument à admettre la cession de la Bessarabie à la Russie en échange de la Dobrudja, que cette dernière prétendait lui donner, et il y avait lieu de supposer que le règlement définitif de la question ne se ferait pas sans difficulté de la part des États secondaires qui n'avaient pas hésité à donner leur argent et à verser leur sang pour la cause commune du panslavisme.

En outre, d'importantes réserves russes se massaient chaque jour en Roumanie, sous le prétexte qu'elles ne pouvaient franchir le Danube, dont tous les ponts flottants étaient détruits, comme nous l'avons dit plus haut, et l'on se demandait si cette concentration n'avait pas à la fois pour but d'imposer à la principauté cet échange de territoires qui mettait les bouches du Danube au pouvoir des Russes, et de prendre, dans les vallées du Pruth et du Sereth, une position capable d'annuler la haute importance stratégique de la

Transylvanie, au cas où l'Autriche-Hongrie voudrait s'opposer par la force à l'exécution des clauses du traité contraires à ses intérêts orientaux. Des manifestations hostiles à la Russie se produisaient alors dans les populations de cette dernière puissance, particulièrement en Hongrie, et, en agissant ainsi, l'état-major général russe prenait les précautions que lui prescrivait la sécurité de son unique ligne de ravitaillement et de retraite par la voie de terre.

Le 3, le grand-duc Nicolas informa enfin les princes de Roumanie, de Serbie et de Monténégro, que la signature de l'armistice suspendait les hostilités sur tous les théâtres d'opérations, et il les invitait à donner des ordres en conséquence, ce qui fut fait les jours suivants.

La guerre fut donc localisée entre les Turks d'une part, l'armée grecque et les insurgés des provinces grecques d'autre part. Le jour même où la lutte était suspendue partout ailleurs, cette armée, précédemment concentrée à Lamia, avait franchi la frontière et marchait vers la petite place de Dèmoko, située en Thessalie et dont on estimait la garnison à 2,000 hommes. La Sublime-Porte, devenue alors libre de disposer de ses troupes, fit les préparatifs nécessaires pour s'opposer à l'invasion de son territoire méridional d'Europe par les Grecs et pour apaiser l'insurrection. Elle décida aussi qu'elle enverrait des renforts en Crète; cette île était également en pleine rébellion et faisait cause commune avec le royaume de Grèce, auquel les habitants chrétiens avaient décidé de s'annexer.

Les hostilités entre la Turquie et la Grèce n'avaient, en réalité, qu'une faible importance dans l'état actuel des choses. La paix n'était pas encore conclue, il est vrai, entre les deux principales armées belligérantes, mais les préliminaires en avaient été posés dans la convention relative à l'armistice. Il restait à arrêter les termes définitifs du traité.

Après s'être assuré que sa proposition rencontrerait un accueil favorable chez les puissances signataires du traité de 1856, le comte Andrassy leur adressa enfin, le 3, une note identique les invitant à envoyer des délégués à une conférence qui devait s'ouvrir prochainement à Vienne, et à laquelle la Turquie serait également conviée dès que le jour et le lieu de la réunion auraient été définitivement arrêtés.

Cette nouvelle tentative diplomatique devait-elle échouer comme les précédentes? C'est ce qu'il était permis de se demander, car le tzar Alexandre, passant en revue le régiment de Viborg à Saint-Petersbourg, le 4, à l'occasion des réjouissances publiques pour la signature de l'armistice, adressait aux soldats l'allocution suivante:

« Je vous félicite, en vous confirmant la nouvelle de l'armistice, dont nous devons les conditions satisfaisantes à nos braves troupes qui ont prouvé que rien ne leur est impossible.

« Toutefois cet armistice est loin d'être la fin.

« Nous devons nous tenir prêts jusqu'à ce que nous ayons une paix durable et digne de la Russie.

« Que Dieu nous assiste ! »

Un pareil doute exprimé par le tzar lui-même était bien fait, il faut le reconnaître, pour ajouter une médiocre confiance dans les pourparlers relatifs à la conclusion définitive de la paix.

Pendant ce temps, la discussion des demandes de subsides faites par le gouvernement de la Grande-Bretagne se poursuivait au Parlement. Le parti libéral faisait tous ses efforts pour qu'elle fût repoussée, notamment à la Chambre des communes, mais chaque jour il perdait du terrain. En effet, malgré leur ardent désir de conserver la paix, les Anglais comprenaient l'échec que subirait leur nation si elle ne prenait une attitude énergique dans le règlement de la question d'Orient, et ils étaient prêts à toutes les concessions nécessaires pour que l'Angleterre fût à même de faire respecter ses droits. Du reste, les préparatifs militaires étaient poussés avec une très-grande activité dans les ports et dans les arsenaux, afin que l'armée et la flotte fussent à même de commencer les hostilités si les dernières négociations pacifiques échouaient au détriment des intérêts britanniques.

La tentative diplomatique faite par l'Autriche-Hongrie n'avait eu d'abord qu'un demi-succès. Le principe d'une conférence avait été adopté, il est vrai, par les grandes puissances. Mais bientôt l'idée d'un congrès s'était substituée à la proposition d'une conférence. Puis les divergences d'opinions s'accrochèrent encore plus au sujet du siège de cette réunion. Au lieu de la convoquer à Vienne on proposa Bruxelles, Lausanne ou Bade. Enfin, tous ces pourparlers en retardaient l'ouverture, et il était à craindre qu'elle n'aboutit point avant la conclusion définitive de la paix entre la Russie et la Turquie, c'est-à-dire que les plénipotentiaires des puissances signataires du traité de 1856 n'eussent plus à délibérer qu'après la réalisation de l'asservissement absolu de la Turquie par la Russie.

Jusqu'alors l'Allemagne avait paru jouer un rôle secondaire dans le conflit oriental. Il n'était pas douteux cependant qu'elle eût donné son assentiment aux entreprises et aux visées de la Russie. Mais, comme nous l'avons observé plus haut, elle avait pourtant intérêt à ce que la Russie ne s'emparât pas des bouches du Danube, et elle ne pouvait abandonner aux convoitises de celle-ci les droits de la

Roumanie, que gouvernait un prince de la famille royale prussienne.

On attachait donc une certaine importance à la déclaration que ferait l'empereur Guillaume lors de l'ouverture du parlement allemand. Or, dans le discours du trône, il ne se trouva que le passage suivant relatif à la question d'Orient :

« J'espère qu'une paix prochaine mettra en pratique le principe exprimé par la conférence de Constantinople et en assurera l'application d'une manière durable. La part, relativement minime, que l'Allemagne prend aux affaires d'Orient a permis à mon gouvernement de contribuer d'une façon désintéressée à amener une entente des puissances concernant les garanties que l'on doit se procurer, tant contre le retour des complications survenues en Orient, que dans l'intérêt des populations chrétiennes de ces contrées.

« Les efforts de ma politique ont déjà eu pour résultat de contribuer pour une grande part à maintenir la paix entre les puissances européennes, et à mettre l'Allemagne en état de conserver avec toutes ces puissances des relations non-seulement pacifiques, mais aussi tout à fait amicales. »

Cette brève allusion à un conflit qui tenait toute l'Europe en suspens prouvait que le cabinet de Berlin n'entendait dévoiler en rien ses projets ultérieurs. On remarqua qu'il n'y était même pas parlé de la proposition de conférence faite par l'Autriche, et l'on en déduisit qu'il fallait attendre le retour du chancelier, le prince de Bismarck, sur la scène politique, pour avoir une idée quelconque des desseins de l'Allemagne, si ce dernier consentait toutefois à prendre nettement position.

Une seule conclusion pouvait être tirée du discours prononcé par l'empereur Guillaume, c'est que la triple alliance n'avait plus la même solidité que jadis. Cet affaiblissement de l'accord des trois empereurs ressortait d'ailleurs chaque jour de l'attitude respective de la Russie et de l'Autriche, dont les intérêts se trouvaient diamétralement opposés dans le règlement de la question d'Orient. A laquelle de ces deux puissances l'Allemagne donnerait-elle son appui effectif ? Il était encore impossible de le pressentir.

Sur ces entrefaites, le pape Pie IX mourut subitement, le 7, et l'on put croire qu'une nouvelle complication allait s'ajouter à toutes celles qui faisaient déjà courir de si grands dangers au maintien de la paix européenne. Mais la succession au siège du souverain pontife du catholicisme eut lieu quelques jours après sans aucune difficulté.

Les Russes, tout en ayant cessé les hostilités, n'en continuaient pas moins leur marche générale vers Constantinople, tant pour donner

satisfaction à l'élément militaire que pour forcer la Sublime-Porte à accepter les dures conditions de paix qui lui étaient imposées.

Le 7, ils étaient à moins d'une journée de marche de la capitale de l'empire ottoman, et l'on prétendit même qu'ils étaient entrés dans la ville.

Cette nouvelle produisit une profonde émotion, surtout en Angleterre, et elle contribua pour une large part à ce qu'une très-forte majorité de la Chambre des communes émit le jour même un vote préalable qui faisait prévoir la concession définitive des 150,000,000 de francs demandés, à titre de crédits supplémentaires, par le gouvernement anglais, pour activer ses armements.

L'information n'était cependant pas complètement exacte. La vérité était que les Russes, conformément aux clauses de l'armistice, étaient arrivés à Tcheckmedjé, à une journée de marche de Constantinople. Il est incontestable toutefois qu'ils étaient désormais libres de s'emparer de cette ville quand ils le voudraient. Pareille éventualité était à craindre, car le parti militaire considérait cette occupation comme le couronnement de ses victoires. Le prétexte en eût été facilement trouvé : une émeute des musulmans mettant en danger la vie des chrétiens habitant Constantinople eût suffi, et l'on était en droit de supposer qu'une fois maîtres de Constantinople les Russes ne consentissent difficilement à en sortir.

La panique produite à Londres par la nouvelle de la prétendue entrée des Russes à Constantinople avait été trop grande pour que le cabinet de Saint-James ne prit pas immédiatement ses précautions en vue d'un semblable événement.

Le jour même, ordre fut donné à l'amiral Hornby, qui commandait la flotte cuirassée ancrée à Besika, de pénétrer dans la mer de Marmara, avec le consentement des autorités turques ou par la force, et d'aller s'embosser près de Constantinople.

Comme cet épisode n'est pas un des moins bizarres de cette surprenante guerre d'Orient, nous reproduisons ci-dessous l'explication qu'en donna lord Derby à la Chambre des lords :

« Il n'y a, dit-il, aucune preuve que les Russes aient l'intention d'entrer à Constantinople ; toutefois, ils n'ont pas donné d'assurances contraires en dehors de celles qui avaient été données précédemment et qui avaient un caractère général.

« Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel des choses, les Russes ont évidemment le pouvoir d'y entrer quand il leur plaira.

« Le gouvernement a donc considéré cette entrée comme probable et comme possible, et nous avons dû nous demander quel était notre devoir en présence de cette éventualité.

« D'un autre côté, notre ambassadeur à Constantinople nous

informe, en termes énergiques, des dangers, du désordre et de l'anarchie que l'arrivée des Russes à Constantinople occasionnerait. En effet, il est hors de doute qu'il règne dans la capitale turque une grande émotion qui, vraisemblablement, ne tend pas à diminuer.

« Je crains qu'en conséquence du maintien de la neutralité pendant cette guerre, il n'ait pas existé en Turquie un grand sentiment amical vis-à-vis de l'Angleterre, parce que notre influence ne s'est pas fait aussi fortement sentir qu'autrefois.

« Le désordre peut fournir, je ne dirais pas un prétexte, mais une raison à l'armée russe pour occuper Constantinople. Ce désordre pourrait arriver jusqu'à une véritable explosion populaire. Or, de nombreux sujets anglais habitent Constantinople; un grand nombre de navires sont dans le port de cette ville; nous avons, en un mot, beaucoup d'intérêts à ménager et à protéger.

« C'est en raison de ces considérations qu'une partie de notre flotte a reçu l'ordre de se rendre à Constantinople, d'abord pour protéger les sujets anglais, ensuite pour empêcher toute explosion populaire.

« En donnant cet ordre à la flotte anglaise, le gouvernement était désireux d'éviter toute apparence de menaces ou de démonstrations hostiles.

« Dans ce but, il en informa les puissances neutres, et aujourd'hui même il a envoyé à son ambassadeur à Saint-Petersbourg des instructions expliquant le but de ce mouvement de la flotte. »

Après avoir déclaré que le cabinet de Saint-James avait un firman du sultan lui permettant depuis quelque temps d'entrer dans la mer de Marmara et qu'il n'avait pas jugé nécessaire de lui en demander un nouveau, le ministre termina son discours de la façon suivante :

« Il ne semble pas que nous puissions être entraînés dans une opération militaire quelconque par suite de l'envoi de la flotte devant Constantinople.

« Du reste, les grands résultats de la guerre doivent être soumis à la décision européenne.

« La crise n'est donc pas terminée, loin de là, car je considère comme difficile que nous arrivions à une entente européenne; mais cette difficulté eût été encore plus grande si l'on avait voulu essayer plus tôt d'amener cette entente. En ce moment, les choses sont entrées dans une nouvelle phase.

« A l'aide des explications que je viens de vous donner, vous devez être convaincus que notre intention est de ne pas nous départir de cette politique, que nous avons longtemps hautement avouée et fermement maintenue.



« En fait, si cette politique avait eu la guerre pour but, c'eût été un manque de sens politique complet et une folie insigne que d'attendre jusqu'au moment où la Turquie était complètement écrasée. »

Ainsi donc, c'était uniquement pour protéger les nationaux anglais que la flotte anglaise voguait vers Constantinople, absolument comme c'était pour sauvegarder les chrétiens de la Turquie que la Russie avait pris les armes. Quant aux intérêts et aux droits de la Sublime-Porte, il en était fait peu de cas de part et d'autre. La vérité est que les Anglais craignaient de voir les Russes s'établir à Constantinople, qu'ils comprirent combien il serait difficile ensuite de les en déloger par la force, et qu'ils n'hésitèrent pas un seul instant, devant une pareille éventualité, à prendre les mesures nécessaires pour s'opposer à l'occupation de la capitale de l'empire ottoman par l'armée du tzar, ou pour la réaliser de concert avec celle-ci.

C'est à cette date que l'on eut enfin connaissance des conditions préliminaires de paix et de celles de l'armistice.

Les premières avaient été rédigées à Saint-Petersbourg et envoyées au grand-duc Nicolas, avec mission de les imposer aux plénipotentiaires ottomans, sans que ceux-ci pussent y faire introduire la moindre modification.

Les voici, telles qu'elles furent remises par le général en chef russe aux délégués turks et signées par ceux-ci :

Si les Turks demandaient aux avant-postes la paix ou un armistice, S. A. I. commandant en chef devra leur notifier que les hostilités ne sauraient être suspendues que si les bases suivantes étaient préalablement adoptées :

1° La Bulgarie, dans les limites déterminées par la majorité de la population bulgare, et qui, en aucun cas, ne sauraient être moindres que celles indiquées par la conférence de Constantinople, serait érigée en principauté autonome tributaire, avec un gouvernement national chrétien et une milice indigène. L'armée ottomane n'y séjournerait plus, sauf en quelques points à déterminer d'un commun accord.

2° L'indépendance du Monténégro serait reconnue. Un accroissement de territoire équivalent à celui que le sort des armes a fait tomber entre ses mains lui serait assuré. La frontière définitive serait fixée ultérieurement.

3° L'indépendance de la Roumanie et de la Serbie serait reconnue. Un dédommagement territorial suffisant serait assuré à la première et une rectification de frontière à la seconde.

4° La Bosnie et l'Herzégovine seraient dotées d'une administration autonome, avec des garanties suffisantes. Des réformes ana-

logues seraient introduites dans les autres provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe.

5° La Porte s'engagerait à dédommager la Russie des frais de la guerre et des sacrifices qu'elle a dû s'imposer. Le mode, soit pécuniaire, soit territorial ou autre, de cette indemnité, serait réglé ultérieurement.

6° S. M. le Sultan conviendrait de s'entendre avec l'Empereur de Russie pour sauvegarder les droits et les intérêts de la Russie dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

7° En témoignage de l'acceptation de ces bases essentielles, des plénipotentiaires ottomans se rendront immédiatement à Odessa ou à Sébastopol, pour y négocier ces préliminaires de paix avec les plénipotentiaires russes.

8° Aussitôt après l'acceptation de ces conditions préalables, qui sera officiellement notifiée aux commandants en chef des armées impériales, des conventions d'armistice devront être négociées sur les deux théâtres de la guerre, et les hostilités pourront être provisoirement suspendues. Les deux commandants en chef auront la faculté de compléter les conditions ci-dessus, en désignant certains points stratégiques et certaines forteresses qui devront être évacuées comme garantie matérielle de l'acceptation, par la Sublime Porte, de nos conditions de l'armistice et de son entrée dans la voie des négociations de paix.

Voici maintenant les conditions de l'armistice conclu entre la Russie, la Roumanie, la Serbie et la Turquie :

1° Les hostilités ne pourront être reprises qu'au bout de trois jours, après avis préalable. La Russie devra communiquer la conclusion de l'armistice au Monténégro.

2° Les canons ou les territoires pris après la signature de l'armistice seront restitués.

3° La ligne de démarcation et la zone neutre seront tracées de façon à placer entre les mains de la Russie presque toute la Bulgarie, la Roumélie et la Thrace jusqu'aux lignes de défense de Constantinople et de Gallipoli, avec interdiction de construire ou d'occuper aucune fortification nouvelle sur le territoire neutre.

Une commission mixte sera chargée d'établir la ligne de démarcation entre la Turquie, le Monténégro et la Serbie.

Les Russes occuperont, sur la côte de la mer Noire, Bourgas et Médiah, par où ils pourront se ravitailler, mais sans faire venir des munitions de guerre.

4° Les forces armées qui se trouvent au delà de la ligne de démarcation devront se retirer dans les trois jours de la signature de l'armistice.

5° Les Turks auront le droit d'enlever les armes, le matériel, etc., en évacuant les retranchements mentionnés à l'article 3, et de les transporter sur des points et par des chemins désignés; l'évacuation devra être achevée dans les sept jours qui suivront la réception des ordres par les commandants des troupes; s'ils ne peuvent les enlever, inventaire en sera dressé.

6° Le port de Sulina sera évacué sous trois jours par les troupes et par les bâtiments de guerre ottomans, à moins que la glace ne les retienne; les Russes enlèveront les obstacles à la navigation du Danube, et en surveilleront la navigation.

7° Les chemins de fer continueront à fonctionner sous certaines conditions.

8° Les autorités ottomanes resteront en fonctions sur certains points.

9° Le blocus de la mer Noire est levé.

10° Les soldats turks blessés resteront confiés aux soins des Russes.

Les clauses stipulées dans l'armistice furent exécutées dans les premiers jours de février, et, le 10, les deux armées se trouvaient dans les positions respectives résultant de la suspension des hostilités.

Quant aux conditions définitives de la paix, telles qu'elles ressortaient plus tard des dernières négociations entre les plénipotentiaires russes et turks, elles étaient toujours inconnues, même des Etats qui y étaient le plus directement intéressés. C'est ainsi que la Roumanie ne savait encore si la Russie exigerait d'elle l'échange entre la Bessarabie et la Dobrudja; en tout cas, cette clause causerait une très-vive agitation dans la principauté qui, pour compensation de ses sacrifices, se serait trouvée frustrée par le fait dans ses justes revendications. De même, la Serbie ignorait si elle obtiendrait la contrée portant le nom de Vieille-Serbie, et dont la possession l'intéressait au plus haut point. Enfin, le Monténégro se demandait s'il serait autorisé à conserver les terrains qu'il occupait militairement au sud de ses frontières actuelles. La Russie gardait un silence absolu sur ses prétentions et sur la part distributive des dépouilles de l'empire ottoman qu'elle entendait concéder à ses alliés.

Quant à la Grèce, elle avait été informée, d'une part, qu'elle perdrait l'appui des grandes puissances si elle persistait à continuer la guerre après la conclusion de l'armistice; d'autre part, que la flotte turque s'apprêtait à bombarder ses principales villes du littoral si elle ne retirait pas immédiatement ses troupes de Thessalie, tandis que, du reste, toute une division ottomane venait d'être dirigée sur cette province.

Vers le 10, le cabinet d'Athènes avait jugé prudent de ne pas pousser plus loin son intempestive entreprise, et l'ordre avait été donné aux troupes grecques de revenir à Lamia. Les insurgés thessaliens furent ainsi abandonnés à eux-mêmes, et ils continuèrent à tenir la montagne contre les détachements turks.

A Constantinople, l'agitation était extrême. Au sein du parlement, des reproches sanglants avaient été faits au gouvernement, que l'on avait accusé de vouloir livrer l'empire à la Russie. Les ministères se succédaient sans pouvoir parvenir à dominer la situation. La population était tantôt abattue, tantôt surexcitée, suivant que l'on annonçait l'approche de l'armée russe ou de la flotte anglaise.

D'après le discours de lord Derby que nous avons reproduit plus haut, on était en droit de croire que les cuirassés placés sous le commandement de l'amiral Hornby allaient immédiatement pénétrer dans la mer de Marmara. Il n'en fut cependant rien. Le sultan supplia la reine de renoncer à cette tentative, afin de ne pas attirer de plus grandes calamités sur son empire. La Russie déclara, en outre, que si la flotte anglaise passait les Dardanelles, elle ferait immédiatement occuper Constantinople par ses troupes.

Il y eut donc quelques jours d'hésitation.

Enfin, le 13, à trois heures de l'après-midi, cette flotte entra dans le détroit. L'amiral avait ordre de forcer le passage, si les batteries ottomanes s'y opposaient, d'assurer sa ligne de retraite en laissant quelques-uns de ses navires immédiatement au delà et en deçà des Dardanelles, et de se diriger avec les autres vers Constantinople.

Les autorités turques se contentèrent de protester contre cet acte, et les cuirassés anglais purent mener à bonne fin cette opération sans rencontrer aucune résistance.

Quelles allaient être les conséquences d'une pareille détermination? Les Russes prendraient-ils des garanties en occupant Constantinople? Les Turks ne se croiraient-ils pas dès lors autorisés à refuser d'accepter les onéreuses conditions de paix que les vainqueurs prétendaient leur imposer? Les Anglais, à la suite d'une entreprise qui violait les principes du droit international, et qui avait été exécutée en plein armistice au nom de leurs simples intérêts, n'allaient-ils pas se trouver obligés de soutenir la résistance des Turks, et de faire la guerre à leur tour pour s'opposer au triomphe complet et définitif du panslavisme? Telles étaient les questions que l'on se posait partout en Europe, et auxquelles les événements ne devaient pas encore répondre tout de suite.

En tout cas, l'Angleterre avait tenté un coup d'audace qui modifiait singulièrement la face des choses en Orient. On supposait que la Russie y répondrait par l'occupation immédiate de Constantino-

ple, mais cette éventualité ne se réalisa point, et ce qu'il y eut de plus curieux, c'est que le cabinet de Londres, qui avait donné à sa flotte l'ordre de passer malgré la résistance des autorités ottomanes, et par conséquent de commencer les hostilités, s'il y avait lieu, déclara que l'envoi de la flotte à Constantinople ne justifiait en rien l'occupation de cette ville par les troupes russes ! Singulière explication et application du droit des gens, laquelle prouve péremptoirement que ce droit n'existe définitivement pas, même encore à notre époque.

Le 15, à trois heures du matin, l'escadre anglaise atteignait les îles des Princes, à l'est de Constantinople, et jetait l'ancre en vue de la ville. Cette escadre comprenait quatre cuirassés : l'*Alexandre*, le *Téméraire*, le *Sultan* et l'*Achilles*, qui portaient en moyenne de 8 à 16 canons de gros calibre, dont la machine avait une force de 1,100 à 1,300 chevaux, et qui jaugeaient de 6,000 à 10,000 tonneaux. L'*Azincourt* et le *Swiftsure* étaient restés à Gallipoli; le *Raleigh*, le *Hotzpure* et le *Ruby*, à Besika.

D'autres puissances avaient demandé au sultan un firman pour faire entrer également leur flotte dans les Dardanelles; elles y renoncèrent, du moins momentanément.

Les Russes se rapprochèrent de Constantinople, mais sans y entrer, et le grand-duc Nicolas vint établir son quartier général à San-Stefano, aux portes de la ville.

Les Turks conservèrent la même attitude passive que les jours précédents. Le seul fait remarquable fut la dissolution du Parlement ottoman, dont l'existence avait été de courte durée.

Quoi qu'il en soit, l'énergique décision prise par l'Angleterre indiquait clairement qu'elle était résolue à s'opposer à la réalisation complète des visées ambitieuses des Russes en Orient.

Ces derniers n'ayant pas mis à exécution leur menace d'occuper Constantinople, la flotte anglaise quitta, le 17 au matin, le mouillage des îles des Princes, qui n'était pas sûr pour elle, et elle alla jeter l'ancre un peu à l'est dans le golfe de Guemlik ou de Mandania, dans la mer de Marmara, sur la côte asiatique.

Quant à l'attitude de l'Autriche, elle semblait être tout aussi hésitante que par le passé, et sa proposition de congrès ne faisait pas de rapides progrès.

L'Allemagne ne s'était pas encore prononcée; on ne pouvait prévoir si elle prendrait parti pour l'un ou l'autre de ses deux alliés, entre lesquels il devenait chaque jour de plus en plus difficile de maintenir la bonne harmonie, tant étaient opposés leurs intérêts et leurs tendances en Orient. En outre, les négociations relatives à la conclusion définitive de la paix entre la Russie et la Turquie traînaient en longueur, sans que l'on pût exactement connaître les motifs d'un aussi singulier retard.

Cette situation politique et militaire ne laissait pas que d'inquiéter fortement tous les esprits en Europe. Or, on savait que le prince de Bismarck allait reprendre ouvertement la direction des affaires politiques de l'Allemagne, et que l'occasion lui serait donnée, par une interpellation immédiate, d'émettre publiquement quelques considérations sur l'état actuel de l'Europe et sur les éventualités qu'il fallait prévoir ou redouter.

C'est ce qui eut lieu le 18. Ce jour-là, le grand chancelier prononça un discours dont nous reproduisons les parties principales, parce qu'il constitue un document d'une réelle importance dans l'histoire du présent conflit oriental. Le prince de Bismarck répondait à une interpellation sur les conditions préliminaires de la paix entre la Russie et la Turquie, sur l'état actuel des négociations et sur le rôle que l'Allemagne avait l'intention de jouer.

Voici quelle fut sa déclaration :

« Je ne puis nier que, au premier abord, j'ai hésité à répondre à l'interpellation, attendu que je n'ai, en réalité, pas beaucoup plus à dire que ce qui est déjà connu, notamment par les débats du Parlement britannique.

« Si toutefois je réponds, c'est qu'autrement on pourrait se figurer que j'ai beaucoup de choses à taire et qu'une semblable impression aurait pu éveiller des inquiétudes.

« Je réponds d'autant plus volontiers que, d'après le développement donné à l'interpellation, je vois que la politique allemande n'a qu'à continuer la voie suivie jusqu'ici pour répondre aux sentiments de la majorité du Reichstag.

« L'armistice qui vient d'être conclu procure à l'armée russe une position, sans solution de continuité, depuis le Danube jusqu'à la mer de Marmara, et qui a pour base les forteresses danubiennes. C'est là une situation qui me paraît d'une importance majeure et qui n'a été contestée par personne.

« En même temps on a signé certains préliminaires de paix, que je vais résumer pour y rattacher la question de savoir si les intérêts de l'Allemagne se trouvent engagés.

« Pour ce qui est de la constitution de la Bulgarie, cette province se trouve, en vertu de ces préliminaires, délimitée autrement qu'elle ne l'avait été par la conférence de Constantinople. Toutefois cette nouvelle délimitation n'est pas d'une importance telle que l'on doive en appréhender une perturbation de la paix européenne. Suivant le projet russe, la constitution de la Bulgarie serait semblable à celle de la Serbie avant l'évacuation de Belgrade et des différents autres points fortifiés de cette principauté.

« Comme les stipulations en vertu desquelles l'armée russe



devra occuper l'intérieur de la Bulgarie ne sont pas formulées d'une manière précise, il incombera aux puissances signataires de régler cette question restée indécise.

« Quant à l'indépendance du Monténégro, de la Roumanie et de la Serbie, ainsi qu'à la situation de la Bosnie, de l'Herzégovine et des autres provinces turques, c'est là une question qui touche trop peu les intérêts allemands pour que l'Allemagne y risque ses bons rapports avec les États voisins.

« Relativement à l'indemnité de guerre, c'est, en tant qu'elle sera pécuniaire, l'affaire des deux parties qui négocient la paix entre elles; en tant que territoriale, elle concernera également les puissances signataires.

« La question des Dardanelles a provoqué des inquiétudes plus grandes que ne le justifient les faits possibles.

« Cette question a une importance considérable, s'il s'agit de mettre la clef du Bosphore en d'autres mains, de décider si la Russie peut, à son gré, fermer et ouvrir les Dardanelles.

« Toutes les autres stipulations se rapportent beaucoup plus à ce qui se passe en temps de paix qu'à ce qui se passe en temps de guerre, alors qu'il s'agit de savoir si le détenteur de la clef des Dardanelles est l'ennemi de la Russie ou de l'Angleterre.

« En cas de paix, les dispositions du traité qu'on pourrait conclure, tant que les Dardanelles sont entre les mains d'une puissance qui ne dépend pas de la Russie, ne peuvent avoir l'importance qu'on leur donne.

« Il peut être de l'intérêt des puissances méditerranéennes de savoir si, en temps de paix, la flotte russe est en droit de passer par les Dardanelles et de se montrer dans la Méditerranée.

« Mais la question de savoir si, en temps de guerre, les navires de guerre peuvent passer par les Dardanelles, ou si la possession des Dardanelles doit passer en d'autres mains, est une tout autre chose. Cette éventualité, toutefois, ne se présente pas dans la situation actuelle.

« Il ne s'agit pour moi, en ce moment, que de préciser l'importance des intérêts qui pourraient provoquer une nouvelle guerre après la guerre russo-turque.

« Je suis d'avis que des dispositions relatives au passage des Dardanelles par les vaisseaux de guerre n'ont pas plus d'importance que des dispositions relatives aux transactions commerciales.

« L'intérêt majeur de l'Allemagne en Orient est que les détroits et les voies fluviales, comme le Danube, à partir de la mer Noire, restent libres comme ils le sont aujourd'hui. C'est un résultat que nous obtiendrons à coup sûr, à en juger par une communication officielle de Saint-Petersbourg sur ce sujet, que nous avons sous les

yeux, et qui, sur ce point, s'en rapporte aux stipulations du traité de Paris.

« L'intérêt que nous prenons au sort meilleur des chrétiens de la Turquie est un intérêt moins direct de l'Allemagne et vient en seconde ligne, mais n'en est pas moins, au point de vue humanitaire, un de ceux qu'a l'Allemagne dans les affaires d'Orient.

« Le reste de l'interpellation a trait à l'attitude prise par l'Allemagne, et qu'elle entend prendre à l'avenir relativement à ces affaires. Pour le moment, je ne puis vous faire aucune communication relativement à l'attitude prise, car ce n'est que depuis ce matin que je suis officiellement en possession des documents que j'ai signalés tout à l'heure. Ces documents concordent à peu près avec les communications que nous devons à l'obligeance d'autres gouvernements.

« Ces documents serviront de matériaux à la conférence qui doit se réunir, mais pourront dès maintenant faire l'objet d'un échange d'opinions entre les différents gouvernements.

« Tout changement apporté au traité de 1856 exigera la sanction des puissances signataires.

« Si cette sanction fait défaut, il ne s'ensuivra pas nécessairement qu'une nouvelle guerre doive avoir lieu; mais, ce qui se produirait, c'est un état de choses que je voudrais voir éviter dans l'intérêt de l'Europe. Je suppose un moment qu'on ne tombe pas d'accord à la conférence, et que les puissances qui ont intérêt à s'opposer aux stipulations russes disent : Il ne nous convient pas de déclarer pour le moment la guerre; mais cela n'empêche pas que nous ne restions en désaccord; nous faisons toutes nos réserves. C'est un état de choses que la politique russe ne peut pas désirer. Cette politique se dit avec raison : « Nous ne sentons nullement le besoin de nous exposer, tous les dix ou vingt ans, à la nécessité d'une campagne de Turquie; mais nous ne pouvons pas davantage souhaiter d'y voir substituer, tous les dix ou vingt ans, une complication avec l'Autriche et l'Angleterre.

« Je suis persuadé qu'il est également de l'intérêt de la Russie d'arriver à une solution, et de ne pas ajourner la question à une époque ultérieure, peut-être moins propice; quant à l'idée, de la Russie, de vouloir extorquer par la force des armes le consentement des autres puissances aux modifications qu'elle juge nécessaires, je la considère, après mûre réflexion, comme une idée à peu près impossible. Il est probable que si la Russie ne parvient pas à obtenir, dès aujourd'hui, le consentement des autres puissances cosignataires du traité de 1856, elle se consolera avec cette pensée : Contentons-nous de ce que nous avons. *Beati possidentes.*

« Mais alors surgit la question de savoir si ceux qui seraient mécontents des arrangements conclus par la Russie, et en première

ligne ceux qui auraient réellement des intérêts matériels propres engagés, seraient disposés à faire la guerre pour forcer la Russie à renoncer à une partie de ses exigences, au risque de laisser en Russie, lors du retour de ses troupes, le sentiment qui, par exemple, s'est manifesté en Prusse après le traité de Vienne, sous forme d'arrière-pensée, que l'affaire n'était pas terminée et qu'on serait obligé de recommencer.

« Ce moyen ne réussissant pas, il faudrait essayer de refouler la Russie hors des villes de la Bulgarie et de ses positions d'où elle menace Constantinople. Mais alors ceux qui auraient obtenu ce résultat au moyen de la guerre seraient également obligés de se charger de la mission et de la responsabilité de décider du sort ultérieur de ces provinces de la Turquie d'Europe. Je ne crois pas qu'il soit probable, après ce qui a été dit et résolu à la conférence de Constantinople, qu'ils fussent disposés à rétablir, purement et simplement, l'autorité turque.

« Ils proposeraient, par conséquent, une solution à côté de celle qui est proposée aujourd'hui et différant de celle-ci. C'est une éventualité qu'on veut bien admettre en principe. Mais j'hésite à croire que l'Autriche, la puissance la plus voisine, serait, dans ce cas, prête à accepter tout l'héritage des conquêtes de la Russie et à prendre, par là, la responsabilité de l'avenir de ces provinces slaves, soit en les annexant au royaume de Hongrie, soit en les formant en États vassaux. Je ne crois pas que ce soit là le but que poursuit la politique autrichienne.

« Je n'ai parlé de cette éventualité que pour montrer combien peu se trouve justifiée, à mes yeux, la crainte d'une guerre européenne.

« Pour obvier à ces éventualités, l'Autriche a pris l'initiative de la proposition d'une conférence, et nous avons été les premiers à nous rallier à cette idée. Il s'est élevé des difficultés sur le choix de la localité où cette conférence devrait se réunir; mais ces difficultés ne sont pas proportionnelles à l'importance de la question en elle-même.

« Cependant, même sous ce rapport, nous n'avons pas élevé d'objections. Nous avons déclaré que nous acquiescerions à l'une ou à l'autre des villes qui avaient été proposées, et qui étaient Vienne, Bruxelles, Bade, Wiesbaden, Wildbad ou une localité de la Suisse. L'une ou l'autre de ces villes nous aurait agréé. Il paraît que le choix se fixera définitivement sur Bade.

« Notre intérêt, qui est partagé par les puissances avec lesquelles nous avons correspondu à cet effet, consiste en la réunion la plus prompte possible de la conférence, abstraction faite de tout choix de localité.

« Il est à peu près indifférent, pour nous, où la conférence s'assemblera. Relativement au choix d'une ville allemande, je n'ai pas

d'autre opinion si ce n'est que, dans le cas où l'on choisirait une localité sur le territoire allemand, il serait nécessaire que la conférence fût présidée par le plénipotentiaire allemand; cette idée n'a été combattue par personne.

« Une fois le principe admis, on verra plus tard si, par des raisons d'opportunité, il sera nécessaire de s'y tenir d'une manière absolue, suivant le personnel dont se composera la conférence, que, dans ma conviction intime, je considère comme assurée, et qui, comme je le présume, pourra s'ouvrir dès la première moitié du mois de mars.

« Il serait désirable que cela pût avoir lieu plus tôt, pour mettre fin à l'incertitude qui se rattache à cette question. Mais il faut admettre que les puissances, avant de se réunir, voudront préalablement échanger leurs vues, et les communications avec le théâtre de la guerre ne sont guère rapides.

« Le retard qu'ont éprouvé les nouvelles qui nous sont parvenues ont eu pour cause la lenteur des communications avec le théâtre de la guerre.

« La supposition que ce retard avait été prémédité tombe absolument, lorsqu'on se rend compte du fait que la marche en avant des troupes russes, après le 30 décembre, est une conséquence des conditions de l'armistice, et nullement la mise à profit d'un « temps utile » habilement conquis.

« La limite en deçà de laquelle l'armée russe occupe aujourd'hui ses positions est la ligne de démarcation stipulée par l'armistice, et je ne crois à un retard prémédité d'aucun côté. Je crois, au contraire, au désir loyal de toutes parts d'envoyer le plus tôt possible des délégués à la conférence. En tout cas, nous ferons tous nos efforts pour atteindre ce but.

« J'arrive maintenant à la partie la plus épineuse de la tâche qui m'incombe, c'est-à-dire à l'exposé, autant que les circonstances le permettent, de l'attitude que nous comptons prendre à la conférence. Sous ce rapport, vous n'attendrez pas de moi autre chose que certains points de vue généraux de notre politique.

« Si, de différents côtés, on nous a engagés, — je ne dis pas de la part des gouvernements, mais de la part de certains organes de la presse et de nombre de conseillers bien intentionnés, — à fixer invariablement notre politique et à l'imposer aux autres, sous n'importe quelle forme, je crois pouvoir dire qu'à mes yeux ce n'est pas là de la politique d'hommes d'Etat.

« Admettez que maintenant nous ne fassions même que formuler fermement un programme arrêté, auquel nous serions contraints de nous tenir; nous nous rendrions presque impossible, dans la conférence, le rôle de médiateur auquel j'attache le plus haut prix. Or,

cette médiation pacifique, je ne me la représente pas comme devant consister en ceci, que, en présence de points de vue divergents, nous jouions le rôle d'arbitres et disions : Voici comment cela doit être, et derrière cette parole est toute la puissance de l'empire allemand.

« Je me la représente comme devant être plus modeste et se rapprochant davantage de l'œuvre d'un négociateur honnête qui veut mener l'affaire à bonne fin. Voilà le rôle qui répond aux rapports amicaux dans lesquels nous vivons, en première ligne, grâce à l'union des trois cours impériales qui existe depuis cinq ans, avec les Etats amis qui nous avoisinent sur une grande étendue de frontières. C'est aussi le rôle qui répond aux relations également intimes que nous entretenons avec un autre Etat ayant dans cette affaire un intérêt capital, c'est-à-dire l'Angleterre.

« Relativement à l'Angleterre, nous sommes dans cette heureuse situation de n'avoir aucun intérêt à débattre entre nous, à moins que ce ne soit par les rivalités commerciales et les mécontentements passagers qui peuvent se présenter. Mais il n'y a rien là qui puisse sérieusement mettre en guerre deux nations laborieuses et pacifiques. Je me flatte, en conséquence, de pouvoir dire que, le cas échéant, nous serons aussi aptes à servir de médiateurs entre l'Angleterre et la Russie, que je suis certain d'y parvenir entre l'Autriche et la Russie, si ces puissances ne peuvent d'elles-mêmes s'entendre.

« L'alliance des trois Empereurs ne repose pas sur des engagements directs, car aucun d'eux n'est tenu à se laisser dominer par les deux autres. Elle repose sur la sympathie personnelle, sur la confiance des trois monarques et sur les relations qui, depuis de longues années, existent entre les trois ministres dirigeants.

« J'arrive maintenant à la nécessité de protester résolument contre les préventions exagérées que l'on rattache à la médiation de l'Allemagne, et de déclarer ici que, tant que j'aurai l'honneur d'être le conseiller de Sa Majesté, il ne sera pas question de cela. Je ne pense pas que nous ayons à nous engager dans la voie napoléonienne pour affecter soit le rôle d'arbitre, soit celui de pédagogue en Europe.

« Nous ne prendrons jamais la responsabilité de sacrifier, en cédañt à la démangeaison de jouer le rôle d'arbitre de l'Europe, l'amitié sûre et éprouvée que nous montre, depuis plusieurs générations, une grande et puissante nation voisine, et l'amitié qui nous unit à plusieurs Etats européens, je puis même dire à tous en ce moment; car ce sont les partis qui ne sont pas au pouvoir qui voient cette amitié d'un mauvais œil.

« Mettre cette amitié en jeu avec un de nos amis pour être agréable à un autre, dans des questions qui n'intéressent pas directement l'Allemagne, acheter la paix des autres au prix de notre propre



paix, c'est là une chose que je puis faire quand je ne mets que ma personne en avant; mais cela m'est impossible lorsque j'ai à rendre compte à l'Empereur de la politique d'un grand empire de quarante millions d'âmes, situé au milieu de l'Europe.

« C'est pourquoi je prends la liberté de repousser ouvertement à cette tribune tous les bruits et toutes les insinuations, et de déclarer que je ne consentirai jamais à agir ainsi, et qu'aucun gouvernement, aucun des gouvernements les plus intéressés dans la question, ne nous a proposé de suivre une pareille politique. En obtenant un accroissement de puissance, l'Allemagne a assumé de nouvelles obligations; mais, bien que nous puissions jeter un grand nombre d'hommes armés dans la balance de la politique européenne, je ne reconnais à personne le droit de conseiller à la nation et à l'Empereur, et aux princes qui peuvent prendre une décision dans le conseil fédéral, dans le cas où nous voudrions faire une guerre offensive, d'adresser un appel au dévouement éprouvé du peuple allemand, pour qu'il sacrifie son sang et ses biens. Une guerre pour défendre notre indépendance vis-à-vis de l'étranger, pour protéger notre unité à l'intérieur, et pour sauvegarder les intérêts qui sont si évidents que, lorsque nous nous préparons à les défendre, nous nous sentons soutenus, non-seulement par le vote unanime et nécessaire du conseil fédéral, mais aussi par la conviction profonde et le puissant enthousiasme de la nation allemande, une telle guerre est la seule que je sois prêt à conseiller à l'Empereur. »

Le même jour, le prince Auersberg, président du conseil des ministres de l'Autriche-Hongrie, répondait de la façon suivante à l'interpellation de M. Giskra, relative aux affaires d'Orient :

« Le gouvernement austro-hongrois a été informé des bases de paix en vertu desquelles un armistice a été conclu entre la Russie et la Turquie; ces bases répondent, dans l'ensemble, aux communications faites à ce sujet par les journaux de Saint-Petersbourg. Le gouvernement n'a pas connaissance de l'existence d'autres arrangements.

« Le gouvernement, en face de ces bases connues, a exposé en toute franchise le point de vue auquel il se place en principe.

« Il a déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas comme valables en droit, les arrangements conclus avec les belligérants qui lui paraîtraient menacer les intérêts de la monarchie austro-hongroise, ou les droits des puissances signataires, aussi longtemps que ces arrangements n'auraient pas été sanctionnés par ces puissances. En même temps, le gouvernement a pris l'initiative pour la réunion d'une conférence.

« Le principe admis par le gouvernement et sa proposition tendant à tenir une conférence ont été adoptés par tous les cabinets.



Le cabinet russe, seul, a proposé, en ce qui concerne la forme de réunion projetée, de convoquer, non pas une conférence, mais un congrès, et a demandé que ce congrès n'eût pas lieu dans la capitale d'un Etat signataire. Les négociations relatives à cette affaire sont presque terminées, et nous croyons pouvoir espérer que le congrès se réunira prochainement. C'est pourquoi le gouvernement ne saurait fournir des renseignements détaillés sur les opinions qu'il a adoptées relativement aux bases de la paix, mais il ne peut cependant se dispenser de déclarer d'une manière générale qu'il lui est impossible de trouver conformes à ses intérêts quelques-unes des stipulations actuellement connues. Toutefois, cette réserve ne s'applique pas aux points qui concernent l'amélioration du sort des chrétiens d'Orient, mais aux dispositions qui pourraient entraîner un changement dans les conditions politiques de l'Orient au détriment de la monarchie.

« Le gouvernement a le sérieux espoir que les délibérations de l'Europe réussiront à amener une entente. Comme toutes les puissances intéressées doivent désirer qu'une paix durable et non une paix momentanée sorte de la crise actuelle, le gouvernement espère que les délibérations des puissances aboutiront à une solution qui satisfasse, non pas les intérêts d'un seul, mais ceux de tous.

« En tout cas, le gouvernement, en face de la gravité des événements, considère, après comme avant, que son devoir est de sauvegarder dans tous les sens les intérêts politiques et matériels ainsi que l'honneur de la monarchie. »

Il résulte de ces deux discours que l'Allemagne ne se prononçait pas ouvertement dans le conflit qui semblait prêt à éclater entre la Russie et l'Autriche, tandis que cette dernière puissance prenait une attitude déterminée et indiquait nettement sa volonté de s'opposer à l'accomplissement de faits contraires à ses propres intérêts.

Il devenait évident, dès lors, que la Russie ne serait en tout cas pas libre d'imposer à la Turquie ses ambitieuses prétentions, et que l'Europe entendait intervenir dans le règlement de la question d'Orient, soit pacifiquement, à l'aide d'une conférence dont la Russie demandait la transformation en congrès, soit par les armes, comme l'Angleterre venait d'en donner une preuve en forçant le passage des Dardanelles.

---

## LE TRAITÉ DE SAN-STEFANO.

Le discours prononcé par le prince de Bismarck, le 18 février, avait soulevé un très-vif mécontentement en Grande-Bretagne. Les Anglais concluaient des paroles du chancelier de l'empire allemand, qu'il s'était mis entièrement du côté de la Russie et qu'il approuvait de tous points la conduite du cabinet de Saint-Petersbourg. En Russie, on estima, au contraire, que le discours du ministre dirigeant d'Allemagne autorisait les plus sérieuses espérances d'une solution pacifique des problèmes en litige, que le prince de Bismarck, tout en prévoyant certaines difficultés, avait une grande confiance, pour les aplanir, dans la médiation amicale du cabinet de Berlin, laquelle, suivant l'engagement du chancelier, devait s'exercer à l'exclusion de toute idée d'arbitrage ou de pression, particulièrement à l'égard de la Russie, et que, d'ailleurs, en interprétant la pensée du prince de Bismarck dans le sens véritable, on y voyait nettement formulée cette idée que le gouvernement de Saint-Petersbourg avait déjà fait, relativement aux conditions de paix imposées à la Turquie, tous les sacrifices et toutes les concessions nécessaires au maintien de la paix européenne, sans que les autres États les lui eussent demandés et sans attendre la réunion du congrès.

Malgré la singulière situation des Anglais et des Russes à proximité de Constantinople, l'éventualité immédiate d'un conflit entre ces deux puissances sembla être momentanément écartée.

Le 14 février, c'est-à-dire le lendemain de l'entrée de la flotte anglaise dans la mer de Marmara, lord Derby avait expédié au cabinet de Saint-Petersbourg une dépêche exprimant l'espoir que la Russie ne ferait aucun mouvement de troupes, soit dans la direction de Gallipoli, soit dans le but de menacer les communications de cette flotte.

Le 15, un *mémorandum*, conçu dans le même esprit, fut de nouveau expédié d'Angleterre en Russie; il était motivé par la nouvelle de la concentration des Russes sur les lignes de Boulaïr, qui couvrent Gallipoli.

Le 18, le gouvernement russe répondit qu'il tiendrait sa promesse de n'occuper ni Gallipoli ni les lignes de Boulaïr, mais qu'en échange aucune troupe anglaise ne serait débarquée sur le littoral du détroit des Dardanelles, soit en Europe, soit en Asie.

Le 19, le cabinet de Saint-James déclara qu'il recevait avec satisfaction les assurances qui lui étaient données, qu'il était tout disposé à prendre l'engagement de ne pas débarquer de troupes sur la côte d'Europe dans le détroit des Dardanelles, qu'il ferait encore la

même promesse pour la rive asiatique, si la Russie n'y envoyait pas de troupes.

Le même jour, le cabinet de Saint-Pétersbourg répondit qu'il ne voulait pas occuper la côte asiatique des Dardanelles, si l'Angleterre s'abstenait de le faire de son côté, et qu'il n'occuperait pas Gallipoli, si la condition de ne débarquer aucun corps expéditionnaire sur l'une ou l'autre des deux rives était remplie par les Anglais.

La flotte britannique alla s'emboîser dans la baie de Touzla, qui est à l'est des îles des Princes, mais plus près de Constantinople que de la rade de Mandania : ce mouillage avait été préféré à celui de Mandania, parce qu'il répondait mieux aux circonstances présentes; l'amiral Hornby avait d'ailleurs pleins pouvoirs pour choisir l'emplacement de ses navires.

Grâce à ce compromis conclu entre les deux puissances, il devenait probable que les hostilités ne commenceraient point encore, et l'on put même croire sincèrement en Europe que la paix générale ne serait pas troublée de sitôt.

Néanmoins, l'incertitude était toujours la même sur les clauses du traité de paix qui se négociait à San-Stefano, près de Constantinople. On représentait la Sublime-Porte comme ne voulant pas, malgré son anéantissement complet, accepter quelques-unes des prétentions de la Russie, tant elles paraissaient excessives. La présence des Anglais dans la mer de Marmara et les armements considérables que la Grande-Bretagne poussait avec une grande activité étaient bien à même, il faut le reconnaître, d'engager le sultan et ses conseillers à résister aux exigences du vainqueur.

Ce dernier montrait déjà, du reste, l'intention bien arrêtée de se faire la part du lion dans la dépouille de l'empire ottoman, et les Serbes, ainsi que les Roumains, commençaient à manifester quelque mécontentement des médiocres avantages qui leur étaient faits. Mais la place de Nissa fut rendue aux premiers; les seconds entrèrent à Vidin et s'y établirent. Ces deux concessions arrêtaient un moment les germes de discorde sur le point d'éclater entre les anciens alliés. Les Turks, après avoir évacué Vidin, reçurent l'ordre de se retirer vers le sud; il en fut de même des garnisons de Roudschouk, de Choumla et de Varna.

Le 24, les Russes firent un mouvement en avant du consentement du sultan. Le grand-duc Nicolas vint établir son quartier général à San-Stefano, près de Constantinople, dans le but d'activer les négociations relatives au traité de paix, qui traînaient trop en longueur; le détachement turk qui occupait ce point se retira à Makrikoï.

Le même jour, le gouvernement autrichien résolut de convoquer les délégations des corps législatifs de l'empire dans le but de leur demander un crédit supplémentaire, dont le chiffre fut plus tard fixé à 60,000,000 de florins, c'est-à-dire 150,000,000 de francs, et qui était destiné à faire les préparatifs militaires suffisants pour parer aux éventualités qui pouvaient se présenter ultérieurement.

On crut généralement que cette détermination du cabinet de Vienne était le résultat d'une alliance conclue avec l'Angleterre. Aussi ne fut-on pas étonné d'apprendre que les Russes massaient des troupes du côté de Pirot, sur la frontière sud-ouest de la Serbie et vers les confins de la Transylvanie.

Les pourparlers en vue de la réunion d'une conférence ou d'un congrès se poursuivaient, d'ailleurs, au milieu de toutes ces mesures belliqueuses; mais chaque jour il semblait de moins en moins probable que le projet de réunion des plénipotentiaires des grandes puissances fût réalisé dans un délai rapproché, et encore moins vraisemblable que cette réunion pût résoudre pacifiquement un litige qui s'aggravait incessamment. On commençait, en effet, à avoir quelques données positives sur certaines conditions imposées par la Russie à la Turquie dans le traité de paix qui se négociait à San-Stefano, et l'opinion publique s'en montrait profondément inquiète et irritée, tant en Angleterre qu'en Autriche. Le second de ces deux États voulait faire comme le premier et se tenir prêt à tout événement. Il était un peu tard, il faut le reconnaître, pour que les cabinets de Londres et de Vienne prissent une telle attitude, et, en jugeant les événements avec impartialité, on était en droit de trouver singulière leur prétention d'intervenir dans les clauses de paix que la Russie voulait faire accepter par la Turquie, après avoir laissé écraser celle-ci par celle-là. Une paix conclue dans de telles conditions était, disait-on, trop préjudiciable aux intérêts de l'Angleterre et de l'Autriche, et ne pouvait être admise par ces deux puissances. Cependant, elles devaient bien savoir depuis longtemps que la Russie finirait par triompher complètement de la Turquie, si cette dernière était réduite à ses propres ressources pour se défendre, et que le cabinet de Saint-Petersbourg exigerait, après avoir terrassé son ennemi, de larges compensations aux sacrifices qu'il avait faits pour mener cette guerre à bonne fin.

Les derniers jours du mois de février ne furent marqués par aucun événement remarquable. Les négociations, en vue de la conclusion des préliminaires de la paix entre la Russie et la Turquie, se poursuivirent à San-Stefano, celle-ci cherchant à obtenir des conditions moins dures de celle-là, et l'armée ottomane se réorganisant peu à peu autour de Constantinople, tandis que les réserves russes continuaient à affluer en Roumanie et en Bulgarie, et que l'effectif

des troupes ennemies se grossissait chaque jour autour de la capitale. Les démarches relatives à la conférence qui avaient été un instant suspendues furent reprises, mais peu à peu on en vint à croire que l'on ne parviendrait jamais à réaliser le projet du comte Andrassy, malgré l'assentiment que lui avait donné le prince de Bismarck, après amendement par le prince Gortschakoff. L'Angleterre continuait ses armements ; le lieutenant-général lord Napier de Magdala, gouverneur de Gibraltar, fut appelé à Londres pour y recevoir des instructions relatives au rôle du corps expéditionnaire en formation, dont le commandement lui fut dès lors confié ; le major-général Wolseley fut désigné pour lui servir de chef d'état-major ; le premier de ces deux généraux avait commandé l'expédition d'Abyssinie, le second avait dirigé les opérations contre les Ashantees. L'agitation était d'ailleurs très-grande parmi les Anglais, et chaque jour le parti de la guerre gagnait du terrain dans toutes les classes de la société et dans le Parlement.

Enfin, le 3 mars, les préliminaires de paix furent définitivement signés à San-Stefano, mais aucune donnée positive n'en fut encore communiquée par les deux parties contractantes aux puissances européennes ; ces dernières restèrent dans le même état d'incertitude qu'au sujet de l'armistice quelques semaines auparavant.

Le 5, le général Ignatieff se rendit à Constantinople, visita le premier ministre et le ministre des affaires étrangères de l'empire ottoman, ainsi que les ambassadeurs des puissances étrangères, mais il ne donna aucun renseignement sur les clauses du traité. Le même jour, le grand-duc Nicolas fit complimenter le sultan au sujet de la conclusion de la paix, et il lui fit proposer une entrevue que celui-ci chercha à retarder ou même à éviter.

Le 8, le roi d'Italie Humbert I<sup>er</sup> prononça à l'ouverture du Parlement un discours dans lequel nous relevons le passage suivant concernant la question d'Orient :

« Nous nous mettons à réorganiser les lois de l'État au moment où l'attention générale est dirigée du côté des événements d'Orient.

« Au milieu de ces nouveaux faits, nous maintenons avec toutes les puissances les relations les plus amicales et les plus cordiales. Nous avons religieusement observé les traités et strictement gardé la neutralité. Par suite, nous avons consenti sans hésiter à prendre part à la conférence, avec le désir d'assurer à l'Europe une paix durable.

« Notre impartialité sincère donne plus de valeur à nos conseils, et l'exemple de notre récente histoire fournira un argument en faveur des solutions les plus conformes à la justice et aux droits de l'humanité. »

L'assertion du roi d'Italie, relative à l'adhésion de son gouvernement à la conférence, prouve que l'idée de cette réunion diplomatique n'avait pas été abandonnée. En effet, le comte Andrassy la poursuivait avec un acharnement digne d'un meilleur sort. C'est à Berlin qu'alors on voulait convoquer le congrès, et l'on proposait que chaque puissance y fût représentée par son ministre des affaires étrangères, pour éviter les pertes de temps résultant de l'acceptation de certaines propositions *ad referendum*, et pour que les négociations fussent terminées le plus tôt possible. Mais le prince de Bismarck disait ou laissait dire qu'il ne voulait pas que Berlin fût le siège du congrès, afin de ne pas être obligé d'en accepter la présidence, qui lui serait revenue de droit, conformément aux usages diplomatiques. Puis, l'Angleterre soulevait une première objection au mode de représentation et de délibération, en faisant observer que la loi constitutionnelle du pays s'oppose à ce qu'un ministre isolé prenne une décision. Ensuite, cette même puissance exigeait certaines garanties préalables, notamment l'évacuation des environs de Constantinople par l'armée russe, proposition à laquelle le cabinet de Saint-Petersbourg répondait en demandant que la flotte anglaise s'éloignât de la mer de Marmara. Il y avait donc là un cercle vicieux dont il ne paraissait pas possible de sortir sans de longues discussions, et il en résultait une difficulté que des négociations pacifiques ne pourraient peut-être pas faire disparaître.

Mais, sur les instances réitérées du comte Andrassy, l'empereur d'Allemagne donna enfin son assentiment, le 8, à la réunion d'un congrès à Berlin, et le prince de Bismarck fit savoir qu'il était disposé à en accepter la présidence. Les démarches définitives furent alors conduites plus rapidement. Le gouvernement anglais commença par déclarer qu'il ne prendrait aucune mesure relative à cette réunion qu'après s'être concerté avec les autres puissances, et principalement avec l'Autriche qui en avait eu l'initiative; il annonça, en outre, qu'il n'était disposé à reconnaître les modifications proposées aux traités européens qu'autant qu'elles auraient été acceptées par les autres puissances, et que, d'ailleurs, il tenait à ce que l'on soumit à l'appréciation du congrès, non pas seulement une partie du traité conclu entre la Russie et la Turquie, mais la teneur complète et intégrale de ce document. Sous cette dernière réserve, le cabinet de Saint-James informa le comte Andrassy qu'il acceptait la proposition de congrès et qu'il s'y ferait représenter. Les autres puissances envoyèrent également leurs adhésions; toutefois la France exprima le désir que la discussion portât exclusivement sur la question d'Orient. Cette exclusion de toutes les autres affaires européennes était-elle possible, d'une part, et, d'autre part, la Russie consentirait-elle à laisser discuter toutes les clauses du traité de



San-Stefano? C'est ce qu'il était permis de se demander. Relativement à la première question, on pouvait craindre, en effet, que le congrès ne s'occupât des événements antérieurs à ceux d'Orient et ne fût amené à examiner ou à faire sanctionner l'état de l'Europe résultant des guerres de 1864, 1866 et 1870. En ce qui concerne la seconde question, il était probable que la Russie prétendrait établir deux catégories de questions bien distinctes dans son traité avec la Turquie, d'abord les dispositions concernant uniquement les belligérants, puis les clauses ayant un caractère européen. On ne connaissait pas encore à cette époque, d'une façon bien précise, les éléments du traité; mais on savait que la Russie avait eu soin de n'y insérer aucune clause touchant les intérêts européens, ou du moins ceux qu'elle considérait comme tels. Il était donc probable que, dans de pareilles conditions, le congrès ne pourrait définitivement aboutir à une solution, même en admettant que l'on parvînt à le réunir.

Tout en activant les démarches pour le congrès, le comte Andrassy ne négligeait point les préparatifs militaires:

Le 9, il soumit aux deux délégations des corps législatifs des provinces cisleithanes et de la Hongrie, son projet de loi sur le crédit extraordinaire de 150,000,000 de francs à ouvrir au ministère de la guerre pour compléter les armements. Sollicité de faire en séance publique des déclarations touchant le but de ce crédit, il exprima le désir de discuter cette question devant les commissions, s'appuyant sur ce qu'il s'agissait aussi bien des affaires de l'Europe que de celles de l'Autriche. La commission de la délégation hongroise émit un avis favorable à la demande du gouvernement; seulement, vu les bruits relatifs à une occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'armée austro-hongroise, elle demandait d'être assurée qu'il s'agissait d'une grande et sérieuse action, et que, si cette action était nécessaire, le gouvernement demanderait sans retard le concours de la représentation nationale. Le comte Andrassy déclara que l'occupation ou l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine n'avait jamais été le but ni l'intention du gouvernement, et qu'une semblable mesure ne pouvait être envisagée tant que la sécurité de la monarchie ne serait pas menacée directement par un danger venant de ces provinces. Il affirma que le gouvernement ne tendait qu'à continuer ses efforts en vue de sauvegarder, par des moyens pacifiques, les intérêts de l'empire, mais qu'il voulait aussi être à même, en cas d'insuccès, de pouvoir prendre immédiatement les mesures nécessaires, et que, pour ce motif, il demandait un crédit de 60,000,000 de florins. Examinant l'attitude des autres puissances, il crut pouvoir affirmer hardiment que les intérêts de la monarchie en Orient sont en même temps ceux de

l'Europe, et qu'ils sont considérés comme tels par les divers États. Il se trouva dans l'impossibilité de dire jusqu'où iraient ces États dans la défense de ces intérêts; et, après avoir indiqué que le programme du gouvernement ne pouvait être discuté avant la réunion du congrès, il spécifia et exposa en détail ce qu'il entendait par la sphère des intérêts austro-hongrois en Orient, mais cette partie du discours resta secrète. Les déclarations qu'il fit à la commission de la délégation cisleithane étaient confidentielles et ne furent pas publiées. On sut seulement qu'il s'étendit particulièrement sur la question de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, et qu'il affirma qu'elle n'entraîtrait pas dans les projets du gouvernement.

La ratification du traité de paix ayant été faite par le sultan, le 9, le général Ignatieff partit le 10 pour Saint-Petersbourg avec Réouf-Pacha, dans le but de soumettre l'instrument de paix à la signature du czar. Réouf-Pacha fut remplacé dans ses fonctions de ministre de la guerre par Méhémet-Ali-Pacha, l'ancien commandant en chef de l'armée turque d'Europe, lequel avait conservé trop peu de temps la direction des opérations militaires, au grand détriment de l'empire ottoman, car il avait été remplacé par Suleiman-Pacha, dont l'indiscipline, lorsqu'il était en sous-ordre, et l'incapacité quand il eut le commandement suprême, amenèrent la déroute complète des troupes placées sous ses ordres : ce dernier avait été arrêté, enfermé, puis exilé, comme Abdul-Kérîm-Pacha, et même, dit-on, mis à mort.

Le 11, le général Ignatieff et Réouf-Pacha débarquèrent à Odessa, et repartirent immédiatement pour Saint-Petersbourg.

Le même jour, lord Derby maintenait énergiquement devant la Chambre des lords le droit absolu, pour le congrès, de discuter le traité de San-Stefano dans son intégralité : il déclara qu'il serait oiseux et insensé d'aller à un congrès sans avoir le droit réel, et non fictif, de traiter les questions soumises à la réunion.

Or, tout faisait présumer que la Russie entendait ne pas renoncer à son projet de ne soumettre au congrès que la partie du traité affectant les intérêts européens.

Une nouvelle source de difficultés vint encore s'ajouter à la précédente. Nous avons dit que la Grèce, après avoir déclaré la guerre à la Turquie au moment de la conclusion de l'armistice, avait presque aussitôt retiré ses troupes de la Thessalie, sur les remontrances de l'Angleterre. Après cet acte de condescendance, le cabinet d'Athènes sollicita celui de Londres de demander son admission au congrès, ce qui lui fut promis par l'Angleterre. Celle-ci gagnait ainsi l'appui assuré d'une voix; en outre, elle prenait officiellement sous son patronage l'élément grec, presque aussi important comme nom-

bre, et plus puissant comme valeur intrinsèque, que l'élément slave dans la presqu'île des Balkans; elle pouvait donc s'en servir comme d'un contre-poids au panslavisme dans les anciennes provinces de la Turquie d'Europe. Toutefois, cette admission de la Grèce à un congrès dans lequel les puissances signataires du traité de 1856 devaient être seules représentées, constituait un précédent fâcheux. Si elle devait y figurer, comme appelée à prendre sa part des dépouilles de l'empire ottoman, la Roumanie, la Serbie, le Montenegro pouvaient faire la même demande. Si elle devait y être représentée comme puissance méditerranéenne, l'Espagne réclamerait le même privilège. Quoiqu'il en soit, l'Autriche et la Russie consentirent immédiatement à cette demande de l'Angleterre en faveur de la Grèce. Il est vrai que très-peu de jours après, la Roumanie et la Serbie élevaient la même prétention, surtout la première, qui se refusait à accepter les clauses du traité de paix de San-Stefano la concernant.

La protection accordée par l'Angleterre à la Grèce dans les circonstances présentes semblait indiquer que le cabinet de Saint-James acceptait définitivement le fait accompli, c'est-à-dire le démembrement de la Turquie d'Europe, et que, ne pouvant plus ressusciter l'empire ottoman, il allait tâcher d'opposer la Grèce à la Russie, l'hellénisme au slavisme, dans la presqu'île des Balkans, augmenter encore le bouleversement de la carte orientale d'Europe, et chercher à reconstituer un empire grec d'Orient, capable d'opposer une barrière solide aux Russes. Aussi le gouvernement britannique, tout en soutenant la Grèce diplomatiquement, tout en persistant dans son interprétation des droits du congrès européen, pressait-il avec la plus grande vigueur ses préparatifs militaires.

La Russie prétendait, de son côté, que le congrès n'était pas un tribunal arbitral, mais une simple réunion délibérant en commun sur des intérêts connexes ou divergents, à l'approbation duquel il était donc inutile de soumettre tous les articles du traité, ainsi que de vouloir y faire prendre des décisions à la majorité des voix en déclarant par avance que chaque puissance devrait se soumettre à ses décisions.

La situation devenait donc chaque jour plus compliquée et plus inquiétante.

Le 12, le crédit de 150,000,000 de francs fut voté à l'unanimité dans la commission de délégation hongroise chargée de l'examiner, mais dans les termes suivants :

« Dans le cas où le développement ultérieur des événements en Orient ferait de la mobilisation des forces austro-hongroises, en vue de la défense énergique des intérêts de la monarchie, une éventualité inévitable et urgente, le ministère commun est autorisé, tout

en faisant immédiatement appel au concours des corps parlementaires constitués, ainsi que l'exige la loi, et en se mettant d'accord avec les ministères des deux parties de la monarchie, à faire, sous sa propre responsabilité, les dépenses nécessaires pour cette mobilisation jusqu'à concurrence de la somme de 60,000,000 de florins, crédit auquel on devra faire face par voie constitutionnelle. »

Le vote émis par la commission de la délégation hongroise était, comme on le voit, entouré de nombreuses réserves qui prouvent combien l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'empire devait rencontrer d'opposition dans la partie transleithane de la monarchie.

Les chances en faveur de la réunion du congrès semblaient diminuer chaque jour. En effet, l'Angleterre mettait définitivement les conditions suivantes à son acceptation : obligation pour la Russie de publier immédiatement le texte des préliminaires de paix signés à San-Stefano ; engagement pris par la Russie de soumettre au congrès toutes les clauses du traité, sans restrictions ni réserves ; évacuation préalable des positions stratégiques occupées par les Russes aux environs de Constantinople et sur divers points des Dardanelles et du Bosphore. Loin de souscrire à ces conditions, la Russie ne mettait aucun empressement à communiquer le traité aux autres puissances ; elle se refusait toujours à en laisser examiner tous les articles par le congrès, et elle renforçait incessamment l'armée placée sous les ordres du général Gourko à proximité des lignes de Boulair. Il est vrai que l'Angleterre avait envoyé près de Gallipoli une nouvelle escadre de navires cuirassés, commandée par l'amiral Comerell, dans le double but d'interdire aux Russes l'occupation de cette ville et d'assurer la ligne de retraite et de ravitaillement de l'escadre de la mer de Marmara. De jour en jour, le désaccord s'accroissait donc entre l'Angleterre et la Russie. Ajoutons que cette dernière puissance manifestait maintenant la volonté de ne pas admettre la participation de la Grèce au congrès et qu'elle proposait d'y faire représenter la Roumanie, la Serbie et le Monténégro, ainsi que la nouvelle principauté de Bulgarie dont nous verrons plus loin la création.

Le 15, le général Ignatieff et Réouf-Pacha arrivaient à Saint-Pétersbourg.

Le même jour, la commission de délégation autrichienne adoptait à une faible majorité la proposition suivante d'un de ses membres relativement à la demande de 150,000,000 de francs de crédits supplémentaires faite par le gouvernement :

« Dans le cas où le cours des événements en Orient rendrait indispensable un déploiement de force armée pour la protection des intérêts essentiels de la monarchie, le ministère commun est auto-

risé, en s'entendant avec les deux gouvernements, à pourvoir aux dépenses nécessaires jusqu'à concurrence d'une somme de 60,000,000 de florins. »

On voit que les termes de cette détermination différaient considérablement de ceux de la décision adoptée par la commission hongroise. Vu la faible majorité dont le gouvernement avait disposé dans le vote de la commission autrichienne et les divergences de vues entre celle-ci et la commission hongroise, on craignit un instant que le projet de loi ne fût pas voté par les délégations ou que, dans le cas de l'adoption, ces délégations ne tombassent pas d'accord pour une rédaction commune, mais cette hypothèse ne se réalisa pas.

Le cabinet de Vienne venait alors de faire connaître à Saint-Petersbourg quels étaient les intérêts orientaux de l'Autriche-Hongrie qu'il entendait faire respecter. Le duc d'Edimbourg, gendre du czar, avait quitté subitement la flotte anglaise de la mer de Marmara et était allé à Malte. La flotte turque commandée par Hobart-Pacha était maintenant réunie à la flotte anglaise de Gallipoli et hors de l'atteinte des Russes. Tous ces faits réunis firent croire qu'à cette date une alliance offensive et défensive était conclue entre l'Angleterre et l'Autriche, et que la rupture des relations diplomatiques de l'Angleterre et de la Russie était prochaine.

Cependant l'Europe entière attendait la promulgation du traité de San-Stefano.

Le 16, le czar et le prince Gortschakoff avaient reçu Réouf-Pacha, le plénipotentiaire turk qui avait accompagné le général Ignatieff à Saint-Petersbourg, pour la ratification définitive du traité de paix.

Le 17, les ratifications des préliminaires du traité de paix de San-Stefano furent échangées à Saint-Petersbourg.

A ce moment, on annonça que les puissances signataires du traité de Paris seraient seules représentées au congrès; que celui-ci pourrait entendre, à titre consultatif, les délégués des petits Etats limitrophes de la Turquie intéressés au règlement définitif de la guerre d'Orient; que, parmi ceux-ci, figurerait la Bulgarie; que le congrès réglerait uniquement les résultats directs de la guerre russo-turque; qu'il n'y serait point traité des faits antérieurs, ni de l'Egypte, de la Syrie, des Lieux-Saints et de la Palestine. L'exclusion de la Grèce, dont l'Angleterre avait demandé l'admission au congrès avec voix délibérative, constituait un échec diplomatique pour le cabinet de Saint-James qui, d'ailleurs, restait toujours dans la même attitude par rapport à cette tentative diplomatique : il attendait évidemment, avant de prendre une position décisive, de connaître toutes les clauses du traité de San-Stefano.



Pendant qu'avaient lieu ces négociations, les provinces grecques de l'empire ottoman étaient en pleine insurrection : des bandes de chrétiens parcouraient l'Albanie, l'Épire, la Thessalie et une partie de la Macédoine, s'emparaient de positions importantes, et infligeaient de sérieux échecs aux quelques rares troupes turques établies dans ces contrées. Enfin, grâce à l'intervention de l'Angleterre surtout, cette effervescence se calma sur certains points, mais les insurgés avaient subi de terribles représailles. Le mouvement se propagea dans d'autres directions, et prit bientôt une grande importance. En Crète, l'insurrection dominait à peu près partout, et ses chefs avaient conclu un armistice avec les commandants des détachements ottomans qui venaient d'être envoyés dans l'île.

Les troupes de la Serbie et du Monténégro conservaient les positions qu'elles occupaient depuis la conclusion de l'armistice : ces deux principautés se déclaraient satisfaites des clauses du traité de paix qui les concernaient.

L'armée roumaine se retirait sur la rive gauche du Danube, et se concentrait, au fur et à mesure, de Turnu-Severin à Calafat, Craïova et Bucharest. Cette armée était successivement réorganisée et renforcée. La Roumanie ne dissimulait pas son mécontentement des conditions de paix que la Russie avait insérées en son nom dans le traité de San-Stefano ; elle annonçait hautement, par son memorandum du 9, qu'elle refusait de les accepter et de consentir à l'échange de la Bessarabie contre la Dobroudja ; elle considérait comme nulles les clauses qui lui étaient relatives, et elle cherchait un appui simultanément à Londres, à Vienne et à Berlin, pour ne point être contrainte à subir les exigences de la Russie qui, en agissant ainsi, était loin de récompenser la principauté des services importants qu'elle avait rendus à son puissant allié.

Le 20 et le 21, les délégations hongroise et autrichienne votèrent définitivement le crédit supplémentaire de 150,000,000 de francs demandé par le gouvernement.

C'est le 21 également que l'on eut connaissance en Europe des clauses du traité de San-Stefano. Elles produisirent partout une profonde émotion. Nous allons d'abord en donner le texte presque littéral, et nous en analyserons ensuite les principales conséquences.

ARTICLE PREMIER. — Le Monténégro est déclaré indépendant ; il reçoit Gatzko ou Metokia, Nicksije, Sputz, Pogdoritzza et Antivari ; la navigation de la Boyana sera réglée par une commission européenne.

ART. 2. — Les relations du Monténégro avec la Porte seront l'ob-



jet d'une entente ultérieure. Les différends seront réglés par l'Autriche et la Russie.

ART. 3. — La Serbie devient indépendante, et obtient Nissa, la vallée de la Drina et le petit Zvornik.

ART. 4. — Jusqu'à la conclusion du traité déterminant les relations entre la Serbie et la Porte, la Serbie sera traitée, en Europe et en Turquie, suivant le droit international. Les mahométans pourront conserver leurs biens mobiliers. Une commission serbo-turque réglera, en deux ans, les questions relatives aux biens fonciers des particuliers; en trois ans, celles qui se rattachent à l'aliénation des biens de l'Etat et des églises.

ART. 5. — La Roumanie devient indépendante. Elle fera valoir ses droits à une indemnité qui sera débattue entre les deux parties.

Les sujets roumains auront, en Turquie, les mêmes droits que les sujets des autres puissances.

ART. 6. — La Bulgarie formera une principauté autonome tributaire, avec un gouvernement chrétien, une milice nationale. La frontière de la Bulgarie sera tracée par une commission russo-turque, avant l'évacuation de la Roumélie.

Cette frontière ira de Vranja à Kastoria par la crête du Kara-Dagh, la rive droite de la Kara-Drina et la crête des monts Grammos; elle atteindra ensuite le Vardar au confluent de la Moglenitza, à l'ouest de Salonique, puis le milieu du lac de Betchik, et le littoral à l'embouchure du Kara-Su; elle longera la côte, par Kavala, puis passera à Bouromgrod, suivra la chaîne du Tchali-Tépé jusqu'au mont Rhodope, traversera la rivière de l'Arda, atteindra Tchirmen, près d'Andrinople, contournera cette ville pour atteindre Louleh-Bourgas, et de là Hekim-Tabiassi, sur le littoral de la mer Noire, puis sera marquée par ce littoral jusqu'à Mangalia, et de là jusqu'à Rassova sur le Danube, par la limite du sandjack de Toultscha.

ART. 7. — Le prince sera élu librement par la population et confirmé par le sultan, et devra obtenir l'adhésion des puissances; aucun membre d'une dynastie des grandes puissances ne pourra être élu.

L'assemblée nationale sera convoquée à Tirnova ou à Philippopoli pour donner au pays sa nouvelle organisation, qui sera établie, comme cela a eu lieu en 1830 dans les principautés danubiennes avant l'élection du prince, sous la surveillance d'un commissaire russe et en présence d'un commissaire turk.

L'installation d'un nouveau gouvernement sera confiée pendant deux ans à un commissaire russe. Au bout d'une année, des plénipotentiaires d'autres provinces pourront aussi y prendre part, si on le juge nécessaire. En cas de vacance du trône, le nouveau prince bulgare sera élu selon les formes établies dans le traité. Les Turcs,

les Grecs et les Valaques prendront part à ces élections. Un règlement organique tiendra compte de leurs droits.

ART. 8. — L'armée turque évacue la Bulgarie; toutes les forteresses doivent être rasées, et cela aux frais des communes. Jusqu'à ce qu'on ait formé une milice indigène, c'est-à-dire pendant deux ans, la Bulgarie sera occupée par les Russes, qui y laisseront six divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie, en tout 50,000 hommes au plus, qui seront entretenus aux frais de la Bulgarie.

La Porte disposera du matériel de guerre des forteresses du Danube, de Schoumla et de Varna.

Les troupes russes d'occupation communiqueront avec la Russie par la Roumanie, Varna et Bourgas.

ART. 9. — Le tribut sera établi sur le revenu moyen de la Bulgarie, au moyen d'une entente de la Turquie, de la Russie et des autres puissances. La Bulgarie assume les obligations de la Turquie envers la compagnie du chemin de fer de Rousdchouck à Varna, une entente ayant été conclue à ce sujet entre la Porte, la Bulgarie et la compagnie. Des décisions seront prises ultérieurement en ce qui concerne les autres lignes.

ART. 10. — La Porte a le droit de construire une route militaire, pour le transport de ses troupes et de son matériel de guerre dans les provinces situées au delà de la Bulgarie.

Les questions relatives aux communications postales et télégraphiques seront réglées par une commission spéciale.

ART. 11. — Les musulmans conserveront leur propriétés même s'ils quittent la Bulgarie. Des commissions statueront sur les questions relatives aux propriétés. Après deux ans, les propriétés non réclamées seront vendues, et le produit consacré aux veuves et aux orphelins de la guerre bulgare séjournant en Turquie et soumis aux lois ottomanes.

ART. 12. — Les forteresses du Danube doivent être rasées; il est interdit de construire des fortifications sur le Danube et de mettre des navires de guerre sur ce fleuve. Les navires de la douane et de la police peuvent seuls y naviguer. Les privilèges de la commission internationale du Danube restent en vigueur.

ART. 13. — La Porte rétablit l'embouchure de la Sulina et dédommage les particuliers.

ART. 14. — En Bosnie et en Herzégovine, on accomplira immédiatement les réformes qui ont été fixées dans la première séance de la conférence de Constantinople, et cela avec l'assentiment de la Russie et de l'Autriche. Les impôts arriérés ne seront pas réclamés aux habitants; les impôts futurs seront employés jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1880 à dédommager les réfugiés.

ART. 15. — En Crète, l'organisation de 1868 sera appliquée de la manière la plus stricte. Une organisation analogue sera établie en Épire, en Thessalie et dans les autres parties de la Turquie d'Europe. Une commission spéciale fixera les détails de cette organisation. Ils seront soumis à l'examen de la Porte, qui consultera la Russie avant de mettre la nouvelle organisation en vigueur.

ART. 16. — L'Arménie obtiendra des réformes suivant les besoins locaux et sera protégée contre les Kurdes et les Tcherkesses.

ART. 17. — Une amnistie pleine et entière sera accordée.

ART. 18. — La Porte tiendra sérieusement compte de l'opinion des commissaires des puissances médiatrices concernant la possession de la ville de Klistour, et exécutera le travail de la fixation de la frontière turko-persane.

ART. 19. — L'indemnité à payer est fixée à 1,410 millions de roubles, dont 900 millions pour les frais de la guerre, 400 pour le dommage causé au commerce, 100 pour l'insurrection du Caucase, 10 pour indemniser les résidents russes et pour couvrir les frais de la réorganisation de la Turquie.

Les habitants et les territoires cédés à la Russie équivalent à 1,100 millions de roubles; le paiement des 300 autres millions sera réglé ultérieurement.

ART. 20. — Considérant la situation financière gênée de l'empire ottoman et se rendant au vœu exprimé par le sultan, l'empereur de Russie consent à ce que l'indemnité puisse être payée par la cession du sandjack de Toultscha (qui peut être échangé contre la Besarabie), d'Ardahan, de Kars, de Batoum, de Bayazid, jusqu'au Soghanli-Dagh.

ART. 21. — La Porte s'engage à faire droit à l'amiable aux réclamations encore pendantes des sujets russes.

Les habitants des pays cédés pourront vendre leurs biens et quitter le pays.

ART. 22. — L'ambassade et les consulats russes exerceront protection sur les pèlerins et les moines russes, et leurs biens en Turquie.

Les privilèges des moines du mont Athos sont maintenus.

ART. 23. — Les traités et conventions sont remis en vigueur.

ART. 24. — Les détroits resteront ouverts en temps de guerre et en temps de paix aux navires marchands neutres. La Porte ne pourra plus établir de blocus fictif dans la mer Noire.

ART. 25. — L'évacuation du territoire turk en Europe, par les Russes, aura lieu dans un délai de trois mois, à partir de la paix définitive. Une partie s'embarquera dans les ports de la mer Noire, de la mer de Marmara et de Trébizonde. L'évacuation en Asie aura lieu en six mois.

ART. 26. — Les Russes administreront le territoire ottoman jusqu'au départ des troupes.

ART. 27. — La Porte s'engage à ne pas inquiéter les sujets ottomans qui sont entrés en rapport avec les troupes russes.

ART. 28. — La mise en liberté des prisonniers de guerre aura lieu après la ratification du traité. Des commissaires respectifs effectueront l'échange à Odessa et à Sébastopol. La Porte paiera en dix-huit termes, dans l'espace de six ans, les frais d'entretien des prisonniers.

ART. 29. — La ratification doit avoir lieu au plus tard dans quinze jours. La conclusion officielle de la paix est réservée ; néanmoins, ces préliminaires lient en tout cas la Russie et la Turquie à partir de la ratification.

Voyons maintenant quelles pouvaient être les conséquences de semblables clauses.

Le traité de San-Stefano contenait en lui-même le démembrement complet de la Turquie d'Europe. En consultant à la fois une carte géographique et ce document, on constatait tout de suite que la partie européenne de l'empire ottoman était partagée en trois tronçons qui n'avaient plus de relations assurées l'un avec l'autre :

Au nord, le groupe formé par la Bosnie et l'Herzégovine ;

Au sud, l'ensemble des provinces grecques de la Turquie, c'est-à-dire l'Albanie, l'Épire, la Thessalie et un morceau de la Macédoine ;

A l'est, un morceau de la Thrace avec Andrinople et Constantinople.

La nouvelle principauté de la Bulgarie séparait ces débris de la Turquie, conjointement avec les accroissements territoriaux accordés à la Serbie et au Monténégro.

Il semblait à première vue que la constitution et la configuration de cette principauté avaient été conçues de façon à permettre dans l'avenir la réalisation des buts suivants :

Forcer l'Autriche à participer au démembrement en l'obligeant à s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine ;

Donner satisfaction à l'élément grec en lui ménageant la possibilité de joindre au royaume de Grèce les provinces grecques de la Turquie ;

Refouler ultérieurement l'empire ottoman en Asie par une marche rapide et courte des troupes bulgares.

En effet, tant que la Sublime-Porte était en possession des provinces de Bosnie et d'Herzégovine, l'Autriche n'avait rien à redouter

de la forme particulière de cette partie de l'empire ottoman, qui s'enfonçait comme un coin dans le flanc de la monarchie austro-hongroise, entre les frontières de la Dalmatie, de la Croatie et de la Slavonie. Mais, du moment où la Bosnie et l'Herzégovine se trouvaient isolées du reste de la Turquie d'Europe par les accroissements territoriaux de la Serbie et du Monténégro, dont les frontières se trouvaient reculées, pour la première de ces principautés par sa limite méridionale et pour la seconde par sa limite septentrionale, jusqu'à se confondre sur la grand-route stratégique de Salonique à Bosna-Sérai, il était évident que le danger devenait très-grand pour l'Autriche-Hongrie, tant à cause de la situation même de la Bosnie et de l'Herzégovine que par l'attraction inévitable qu'exercerait sur ces deux provinces l'élément slave, dont elles allaient être dorénavant enveloppées. Ce péril était encore aggravé par ce fait que la Serbie et la Roumanie qui, avant la guerre, étaient sous la protection réelle et sous la prédominance nominale de l'empire austro-hongrois, venaient de passer d'une manière effective sous la suzeraineté de la Russie. Dès lors, la ligne des Carpathes, ce formidable bastion naturel, qui avait une si haute importance stratégique, pouvait être tournée et n'avait plus aucune valeur. L'Autriche se trouvait donc amenée à convoiter, dans son propre intérêt, la possession de la Bosnie et de l'Herzégovine, au point de vue de la sécurité de ses frontières est et sud. Mais, d'un autre côté, si elle mettait ce dessein à exécution, elle se portait vers l'Orient, elle éloignait encore ses confins orientaux de Vienne, son centre politique; elle s'écartait de l'Europe centrale, qui pouvait alors attirer à elle ses éléments germaniques; elle mécontentait la Hongrie, adversaire déclarée de la Russie; enfin, elle commettait une faute analogue à celle qui lui avait si peu profité cent ans auparavant en coopérant au partage de la Pologne. Le cabinet de Vienne s'était certainement rendu compte du double danger qu'offrait l'une ou l'autre de ces deux solutions, et du piège dans lequel il tomberait s'il n'agissait avec la plus grande prévoyance. Aussi, fut-il le premier à proposer la réunion d'un congrès dans lequel les grandes puissances auraient discuté et arrêté la ligne de conduite qu'il devait suivre dans cette dangereuse alternative. Il n'était pas, en effet, un seul État, en Europe, auquel le succès complet des Russes en Orient pût porter, d'une façon ou de l'autre, un plus grave préjudice dans un temps très-court. On comprend, dès lors, que le comte Andrassy n'ait cessé de poursuivre ses démarches pour la réunion du congrès. Il ne s'en tint pas là, du reste, et, dès qu'il eut connaissance des clauses du traité de San-Stefano, il informa le cabinet de Saint-Petersbourg que les intérêts de la monarchie austro-hongroise exigeaient l'évacuation immédiate de la



Bulgarie, la division de cette principauté, telle que l'avait délimitée la Russie, en deux principautés, l'une indépendante, du Danube aux Balkans, l'autre vassale du sultan, des Balkans à la mer Égée; enfin, l'occupation immédiate de la Serbie, de la Bosnie et de l'Herzégovine par les troupes impériales-royales, en cas de révolution dans ces provinces.

Cette détermination du gouvernement austro-hongrois avait alors une importance capitale. Elle indiquait d'abord que la triple alliance, grâce à laquelle la Russie avait anéanti la Turquie, pouvait être rompue d'un instant à l'autre, ce qui aurait pu rendre à l'occident de l'Europe l'influence prédominante qu'il avait perdue depuis les événements de 1866 et de 1870; ensuite, elle menaçait le vaste plan que le cabinet de Saint-Petersbourg était parvenu à exécuter avec une si remarquable habileté; enfin, il paraissait probable alors que l'Angleterre persisterait dans son refus de ne pas participer au congrès si toutes les clauses du traité de San-Stefano ne pouvaient y être discutées, qu'elle se déciderait à recourir à l'emploi de la force pour faire respecter ses droits et sauvegarder ses intérêts en Orient; or, la Russie ne pouvait redouter la Grande-Bretagne, du moins dans les premiers moments d'une lutte entre ces deux puissances, qu'autant que cette dernière serait appuyée par un État européen; dans les circonstances présentes, l'Autriche était naturellement désignée pour jouer le rôle d'alliée continentale de la Grande-Bretagne; déjà, disait-on, une entente était arrêtée dans ce but entre les cabinets de Londres et de Vienne. Il y avait là un péril sérieux pour la Russie; il s'agissait de le conjurer le plus tôt possible. Aussi, à peine les ratifications du traité de paix étaient-elles échangées à Saint-Petersbourg que le général Ignatieff, au lieu de revenir à Constantinople comme il en avait reçu l'ordre, fut envoyé à Vienne avec des instructions jugées suffisantes pour calmer les appréhensions de l'Autriche, l'éloigner de l'alliance anglaise et la ramener dans le giron de la triple alliance. La mission du diplomate russe devait rencontrer, il est vrai, de grandes difficultés, car le gouvernement austro-hongrois se rendait évidemment compte du danger qui menaçait la monarchie, mais elle pouvait cependant être rendue moins difficile par le désir qu'avaient le ministre et le parti de la cour de ne pas faire la guerre, surtout à la Russie. L'Autriche ne pouvait, d'ailleurs, prendre seule une attitude hostile à cette dernière puissance, et, malgré la présence de la flotte anglaise dans la mer de Marmara, malgré les manifestations hostiles de la population britannique contre la Russie, la croyance générale en Europe était encore que le cabinet de Saint-James ne ferait point la guerre, tant on était habitué, depuis vingt années, à voir l'Angleterre constamment attachée à la conservation de la paix. D'ailleurs, la Russie



avait évité, comme on peut s'en assurer en lisant le texte du traité reproduit plus haut, de toucher aucun des intérêts spécifiés par le gouvernement anglais comme constituant un cas de guerre.

Passons à présent à l'étude plus détaillée de quelques-uns des articles de ce document.

Les trois principautés du Monténégro, de Serbie et de Roumanie étaient déclarées indépendantes.

La première était dotée d'accroissements territoriaux qui doublaient sa superficie. C'était la juste récompense de la fidélité constante avec laquelle le Monténégro avait servi les intérêts de la Russie depuis un grand nombre d'années ; il obtenait la concession du port d'Antivari, et par ce fait, le gouvernement russe disposait d'une station navale dans la mer Adriatique. La Russie conservait d'ailleurs la haute main dans le règlement des conflits ultérieurs entre la Sublime-Porte et le Monténégro, mais elle offrait gracieusement à l'Autriche, limitrophe de la Turquie et de la Tsernagora, de joindre ses bons offices aux siens pour aplanir les difficultés qui ne manqueraient pas de surgir entre deux ennemis irréconciliables.

La Serbie n'avait qu'une faible part dans la distribution des récompenses concédées par la Russie à ses alliés. Elle avait, il est vrai, rendu des services en 1876, mais son attitude en 1877 avait laissé à désirer au point de vue des intérêts du slavisme. Cependant elle recouvrait une partie de la Vieille-Serbie, dont la possession lui permettait d'espérer dorénavant une existence moins troublée par les attaques des Ottomans ; cette contrée contient, en effet, les sources des cours d'eau qui traversent la Serbie du nord au sud, et qui servent de lignes naturelles d'invasion ; l'occupation de la Vieille-Serbie et d'une partie du plateau de Mésie la mettait dorénavant à l'abri de ce danger.

La Roumanie était la moins bien partagée, et pourtant elle avait rendu d'importants services : depuis près d'un an son territoire était au pouvoir des Russes, qui s'y étaient comportés beaucoup plus en conquérants qu'en amis ; ses propres troupes avaient pris une part honorable dans les opérations autour de Plewna. Mais la Russie voulait avoir les bouches du Danube, et elle n'hésita pas à exiger de la Roumanie l'échange de la Bessarabie méridionale, que convoitait le cabinet de Saint-Pétersbourg, contre la Dobrouitcha, dont la Roumanie ne voulait à aucun prix. Bien que le proverbe en vertu duquel la raison du plus fort est toujours la meilleure semblât devoir recevoir ici son application, il n'en est pas moins vrai que ce litige pouvait atteindre des proportions inquiétantes, car les Roumains n'ont aucun rapport de race ou de langue avec les peuples qui les entourent, et il convient, en outre, de ne pas oublier que le prince

régnant appartient à la famille souveraine d'Allemagne, dont le gouvernement aspirait à jouer alors le rôle d'arbitre des destinées européennes.

La constitution de la principauté de Bulgarie prouvait suffisamment que, malgré la promesse formelle faite par le cabinet de Saint-Pétersbourg de ne faire la guerre à la Turquie que pour améliorer le sort des chrétiens de l'empire ottoman, celui-ci avait d'autres visées. La frontière de la Bulgarie au nord était assez nettement marquée par le Danube depuis l'embouchure du Timok jusqu'au val de Trajan, et à l'est par une ligne parallèle à ce mur de Rassoïa à Mangalia, puis par le littoral de la mer Noire jusqu'à Hekim-Tabiassi; mais au sud la frontière était marquée par une arabesque capricieuse dans le tracé de laquelle la fantaisie s'était donné libre carrière, afin de porter jusqu'à la mer Egée la limite méridionale de la Bulgarie qui, de temps immémorial, n'était jamais descendue au delà de la rive droite de la Maritza; de cette façon, la Russie se procurait dans le port de Kavalla une station navale sur la côte de la mer Egée; à l'ouest, la frontière restait encore quelque peu incertaine aux environs de Pirot, Nissa et Vidin, places dont la Serbie et la Roumanie réclamaient respectivement la cession. En résumé, c'était une masse de 4,000,000 d'habitants qui passait sous la domination effective de la Russie, dont celle-ci se réservait d'établir les institutions civiles, politiques, judiciaires et militaires; c'était le résultat le plus important de l'expansion du panslavisme dans la presqu'île des Balkans, car le territoire ainsi enlevé à la Turquie avait une superficie considérable: on compte, en effet, 500 kilomètres en ligne droite de Monastir à Bourgas, c'est-à-dire de l'ouest à l'est de la nouvelle Bulgarie ainsi constituée, et 600 kilomètres de Kavalla à Rassoïa, du nord au sud. Ajoutons qu'une grande partie de ce vaste territoire est l'une des plus fertiles et des plus industrielles régions de l'Europe orientale. Cette principauté devait nécessairement être à la complète dévotion de la Russie, qui disposait ainsi d'une nouvelle bande du littoral de la mer Noire comprenant les ports de Mangalia, Baltschik, Varna et Bourgas, et qui pouvait se servir du port de Kavalla, sur la mer Egée, comme s'il lui appartenait. Dans de pareilles conditions, l'occupation proprement dite des détroits du Bosphore et des Dardanelles n'était plus qu'une question de seconde importance. Aussi l'organisation de cette principauté de Bulgarie lésait à la fois les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre sans paraître les atteindre directement. Après s'être assuré une part aussi léonine, après avoir ordonné la destruction de toutes les places fortes afin que les Bulgares ne fussent point tentés un jour de secouer le joug de leur libérateur, après avoir pris les mesures nécessaires pour assurer sa prédominance ex-

clusive dans la nouvelle principauté, la Russie pouvait, sans inquiétude, insérer dans le traité les clauses relatives à la coopération des grandes puissances européennes pour la constitution de la principauté bulgare, et à la liberté de parcours concédée aux troupes turques à travers celle-ci. Les précautions étaient si bien prises qu'aucun danger n'était à redouter sous ce rapport.

Quant à la Bosnie et à l'Herzégovine, dont l'insurrection avait été la cause première de la guerre qui venait de se terminer, elles étaient à peu près abandonnées à leur malheureux sort; toutefois, la Russie se réservait de contrôler les réformes qui devaient être introduites par la Sublime-Porte dans les deux provinces, et elle consentait à s'aider des bons offices de l'Autriche dans ce but, sans doute pour amener cette puissance à absorber la Bosnie et l'Herzégovine et la rendre ainsi complice du démembrement de la Turquie d'Europe.

De la Crète, de l'Épire, de la Thessalie, il était à peine fait mention, et pourtant ces régions étaient habitées par un grand nombre de chrétiens, mais ceux-ci étaient de race grecque, et la croix russe réservait toutes ses sympathies à la race slave.

Quant à la fixation de l'indemnité de 5,640,000,000 de francs, elle n'avait évidemment pour but que de dissimuler les projets d'annexion dont la Russie s'était défendue, au début des hostilités, et qu'elle ne se gênait point pour réaliser maintenant qu'elle avait terrassé son ennemi et qu'aucune puissance ne semblait disposée à l'arrêter dans l'exécution de ses visées ambitieuses. Imposer une telle contribution à un État qui avait fait banqueroute deux ans auparavant, c'était le mettre dans l'obligation de sacrifier une partie de son territoire pour s'acquitter envers le vainqueur. C'est ce que demandait, d'ailleurs, le cabinet de Saint-Pétersbourg, et, au lieu de recevoir de l'argent comptant, il indiquait à la Sublime-Porte qu'il consentirait à prendre en échange la partie de l'Arménie comprise entre Batoum, le Soghanli-Dagh et Bayazid. Les troupes russes se trouvaient ainsi aux sources de l'Euphrate, dont le cours constitue une ligne naturelle d'opérations vers le golfe Persique. On aurait pu s'étonner de la modération du vainqueur, si l'on ne se rappelait pas que le Caucase et le Daghestan s'étaient révoltés pendant la guerre, et avaient fortement menacé les lignes de communication et de ravitaillement de l'armée d'opérations. Or, avant de pousser plus loin les limites de l'empire russe en Asie, il devenait indispensable d'asseoir solidement l'occupation de la région déjà occupée et de celle que l'on venait d'y joindre. Plusieurs années de repos étaient nécessaires pour cette tâche laborieuse.

Enfin, tout en réservant la conclusion de la paix, en vue de don-

ner satisfaction aux grandes puissances européennes, la Russie avait eu soin d'insérer dans le dernier article du traité une clause qui liait les deux puissances contractantes à partir de la ratification des préliminaires. C'était avertir les puissances garantes de l'intégralité du territoire ottoman, que le cabinet de Saint-Petersbourg était disposé à passer outre si le congrès ne se réunissait pas ou si, après examen des conditions de paix, il ne pouvait aboutir à une entente générale entre les États co-signataires du traité de 1856.

Voilà les principales dispositions de cet instrument de paix, et elles étaient conçues dans un tel esprit, animées par un désir si ardent de prédominance exclusive, que, loin d'assurer la cessation des hostilités, elles semblaient, au contraire, bien plutôt capables de donner naissance à un conflit général, car la Russie profitait seule des résultats d'une guerre qu'elle avait prétendu faire au point de vue des intérêts européens en général et de l'amélioration du sort des chrétiens de la Turquie d'Europe en particulier.

L'opinion publique fut profondément émue à la lecture des clauses du traité de San-Stefano, surtout chez les puissances méditerranéennes, et, encore plus, en Angleterre et en Autriche. On comprit parfaitement que si la Russie n'avait pas encore osé mettre ouvertement la main sur Constantinople et sur les clefs de la mer de Marmara, elle arrivait à peu près au même résultat en reculant la frontière méridionale de la nouvelle principauté de Bulgarie jusqu'à la mer Egée, que Kavalla et Antivari deviendraient bientôt deux ports de refuge pour ses flottes, et qu'un nouveau pavillon apparaissait enfin sur les eaux de la Méditerranée, cette mer européenne par excellence.

Il était probable, pour la Russie, que l'Angleterre n'accepterait pas l'exécution d'un pareil traité sans s'y être préalablement opposée par la voie diplomatique, et, si celle-ci ne réussissait pas, sans avoir eu recours à l'emploi de la force. Le cabinet de Saint-Petersbourg supposa qu'il éviterait les dangers qui pouvaient résulter d'une pareille attitude de la Grande-Bretagne, en cherchant à lui enlever tout appui sur le continent. Or, parmi les puissances dont le traité de San-Stefano lésait ou atteignait tout au moins les intérêts, l'Autriche était, comme nous l'avons déjà dit, au premier rang. C'est pour la détourner de toute entente avec l'Angleterre, pour la faire rentrer dans la triple alliance, fortement ébranlée, que le général Ignatieff, au lieu de retourner à Constantinople, partit subitement pour Vienne. Cette importante mission devait, croyait-on, avoir un résultat important. On supposait que si l'envoyé russe réussissait à rompre les liens qui pouvaient peut-être encore unir l'Autriche à l'Angleterre, celle-ci hésiterait et renoncerait probablement à prendre une

attitude énergique. On pensait que si, au contraire, la mission du général Ignatieff n'aboutissait pas, la Russie serait obligée de faire d'importantes concessions, pour ne pas avoir à lutter contre deux adversaires tels que l'Angleterre et l'Autriche. Cette dernière puissance se trouva donc être subitement appelée à décider, en quelque sorte, de la paix ou de la guerre, par la situation qui lui fut faite. Or, s'il y avait dans le peuple, et particulièrement en Hongrie, un sentiment très-prononcé de haine contre la Russie, il y avait aussi un parti de la cour très-influent, opposé à la guerre, surtout contre l'empire moscovite. Les hésitations devaient être longues, d'autant plus qu'en prenant les armes l'Autriche ne se dissimulait pas qu'elle commencerait une guerre destinée à se transformer rapidement en une sorte de conflagration générale.

L'Angleterre montra plus de fermeté. Dès que le cabinet de Saint-James eut connaissance du texte officiel du traité de San-Stefano, il comprit que son influence en Orient et que sa position en Asie seraient fortement menacées s'il ne s'opposait pas, par tous les moyens possibles, à l'exécution des clauses qui visaient directement ces questions, d'un intérêt capital pour lui. En conséquence, il informa la Russie que son intention formelle était de ne prendre part aux travaux du congrès, qu'autant que celui-ci serait appelé à examiner toutes les parties du traité de San-Stefano. Le cabinet de Saint-Petersbourg répondit qu'il ne pouvait consentir à une pareille demande, et qu'il était décidé à maintenir son droit de veto à la discussion des articles considérés par lui comme ne devant pas être soumis à la juridiction européenne. C'était la rupture tout au moins momentanée, si ce n'est définitive, des négociations relatives au congrès. Dans de pareilles conditions, il paraissait difficile que la paix pût être conservée entre ces deux puissances.

Le 28, en effet, lord Derby, chef du foreign-office, le dernier champion de la paix dans le cabinet anglais, donnait sa démission, et la reine l'acceptait. Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères indiqua lui-même à la Chambre des lords les motifs qui l'avaient amené à prendre une telle détermination, mais en restant dans des explications générales, les circonstances ne lui permettant pas d'entrer dans le développement des considérations auxquelles il avait cédé.

La cause véritable de la retraite de lord Derby était que, le 28, à la réception de la réponse du prince Gortschakoff, le cabinet de Saint-James avait décidé qu'il demanderait au Parlement l'autorisation et les crédits suffisants pour rappeler les réserves et mobiliser la milice. Le ministre des affaires étrangères, tout en étant d'accord avec ses collègues sur le but à poursuivre, tout en estimant même qu'il valait mieux que la proposition de congrès échouât, ou que,

du moins, l'Angleterre ne s'y fit pas représenter dans les conditions que prétendait imposer la Russie, était en désaccord avec les autres membres du cabinet sur les moyens à employer, et particulièrement, sur le projet de mobilisation de l'armée, qu'il considérait comme imprudent dans l'intérêt de la paix de l'Europe, comme inutile pour la sécurité de la Grande-Bretagne, et comme n'étant pas justifié par l'état des choses à l'extérieur.

Le gouvernement britannique annonça publiquement, dans cette même séance, que, le 2 avril, il soumettrait au Parlement, sous la forme d'un message de la reine, les diverses mesures qu'il croyait utile de prendre dans les circonstances présentes.

Ce n'était pas encore la guerre à courte échéance, à moins qu'une collision subite n'éclatât entre les Russes et les Anglais près de Constantinople, mais c'était une menace à l'adresse de la Russie, c'était pour celle-ci un premier avertissement que l'une au moins des puissances européennes ne voulait pas ratifier les clauses du traité de San-Stefano.

Quant à l'Autriche, elle était toujours dans le même état d'incertitude. Comprenant parfaitement l'importance du rôle qui lui incombait dans ces difficiles circonstances, elle se demandait avec anxiété quelle résolution il convenait qu'elle adoptât, à quel parti elle devait s'arrêter, car en se laissant entraîner à une alliance avec l'Angleterre ou avec la Russie, elle pouvait prévoir que, dans l'un ou l'autre cas, il en résulterait pour elle des conséquences d'une gravité exceptionnelle au point de vue de ses intérêts autrichiens ou hongrois.

Dès que la Russie connut la décision prise par le gouvernement anglais, elle fit immédiatement, de son côté, les préparatifs nécessaires pour parer aux éventualités qui pouvaient en résulter. Elle avait à craindre, en effet, l'alliance de l'Angleterre et de l'Autriche, peut-être aussi de la Roumanie, qui se refusait absolument à accepter les conditions que lui imposait la Russie; enfin, de la Turquie, qui réorganisait son armée.

Les troupes russes pouvaient donc être menacées sur leur flanc droit par les Autrichiens, sur leur flanc gauche par les Anglais et par les Turks, sur leurs derrières par les Autrichiens et les Roumains. Le gouvernement exigea d'abord que le sultan reçût le grand-duc Nicolas; ils eurent tous deux plusieurs entrevues dans lesquelles le commandant en chef de l'armée envahissante imposa à la Sublime-Porte l'obligation de demander l'éloignement de la flotte anglaise de la mer de Marmara, sous la menace de faire franchir à ses troupes les lignes de démarcation indiquées dans la convention d'armistice, de ne pas les retirer malgré la ratification du traité de paix, et d'occuper même certains points sur le littoral du Bosphore et de la



mer de Marmara. Telle était la première mesure de précaution prise par les Russes pour parer au danger sur leur flanc gauche. Relativement à l'Autriche et à la Roumanie, on porta des troupes près des frontières de la Serbie et de la Transylvanie, on suspendit l'occupation de la Bessarabie, et on attendit le résultat de la mission du général Ignatieff.

### LE TRAITÉ DE BERLIN.

Le 31 mars, le général Ignatieff quittait l'armée pour retourner à Saint-Petersbourg; il rapportait au czar les contre-propositions de l'Autriche nettement définies par le comte Andrassy, et spécifiées par celui-ci comme pouvant seules sauvegarder les intérêts de la monarchie austro-hongroise en Orient.

Le 1<sup>er</sup> avril, le gouvernement anglais communiquait au Parlement le message suivant :

« L'état actuel des affaires publiques en Orient et la nécessité, qui en résulte, de prendre des mesures pour le maintien de la paix et la protection des intérêts de l'empire ayant paru constituer, dans l'esprit de Sa Majesté, le cas d'*occurrence extraordinaire*, tel qu'il est défini dans les actes constitutionnels du Parlement, Sa Majesté a jugé convenable, en vue de ces considérations, d'arriver à l'adoption de mesures additionnelles dans l'intérêt du service public. En conséquence, conformément aux dispositions des actes dont il s'agit, Sa Majesté a pensé qu'il était bon de communiquer au Parlement qu'elle a l'intention d'appeler les forces de la réserve de l'armée active et celles de la réserve de la milice ou telle partie de ces forces que Sa Majesté jugera nécessaire au service actif. »

Les mesures de précaution prises par les cabinets de Vienne et de Londres avaient surexcité au plus haut degré l'opinion publique en Autriche-Hongrie, en Angleterre et en Russie. Il devenait évident que les deux premières puissances, tout en entamant les négociations en vue d'une solution pacifique, se disposaient cependant à employer la force pour faire triompher leurs droits, dans le cas où le gouvernement russe se refuserait à laisser discuter, reviser et modifier les clauses du traité de San-Stefano par les puissances signataires du traité de Paris. Les armées russes se renforçaient incessamment, de leur côté, sur la ligne d'étapes allant, vers la Roumanie, la Bulgarie et la Roumélie, vers Constantinople, tandis que l'armée ottomane, formée sous les murs de cette ville, se réorganisait et s'augmentait chaque jour.

Les autres puissances gardaient l'attitude expectante et la neutralité qu'elles avaient adoptées dès le début des hostilités.

Seule, la Grèce entretenait moralement et matériellement l'insurrection en Thessalie. Des troupes ottomanes régulières furent expédiées de Constantinople sur cette province, afin d'arrêter ce mouvement national qui, malgré les atrocités commises par les irréguliers, menaçait d'embraser toute la contrée comprise entre la mer Adriatique et la mer Egée.

C'est à ce moment que lord Salisbury, le nouveau ministre des affaires étrangères d'Angleterre, envoya à tous les représentants de la Grande-Bretagne à l'étranger, une circulaire destinée à les éclairer sur la conduite que son gouvernement entendait suivre dans ces graves circonstances. Ce document fut rendu public : il dénotait l'intention d'agir avec fermeté, et, après avoir critiqué le traité de San-Stefano, il indiquait à quelles conditions le cabinet de Londres accepterait la réunion d'un congrès destiné à modifier ce traité. Il exigeait une révision complète des arrangements conclus entre la Russie et la Turquie. De semblables déclarations devaient, ou contraindre le gouvernement russe à faire des concessions, ou rendre encore la crise plus aiguë et aboutir à une nouvelle guerre, suivant la détermination définitive que prendrait l'Autriche-Hongrie. Les préparatifs militaires se poursuivaient, d'ailleurs, avec la plus grande activité de part et d'autre, en même temps que chacune de ces puissances cherchait à agir à Constantinople, tant pour s'y assurer une bonne position stratégique que pour obtenir l'alliance ou la neutralité de la Sublime-Porte. C'est ainsi que les réserves de l'armée anglaise étaient appelées avant même que le Parlement eût discuté le message de la reine, et que l'état-major général russe eût réclamé l'occupation des fortifications qui défendent le Bosphore et l'évacuation de certains camps par les Turks. Mais cette prétention ne fut pas admise par le sultan, et il devenait dès lors évident que l'influence anglaise était prédominante à Constantinople. C'est même à cette dernière cause qu'il faut attribuer l'attitude énergique prise par la Sublime-Porte, son refus de souscrire aux conditions imposées par les vainqueurs dans cette sorte d'ultimatum, et particulièrement à la cession de la flotte.

Les Russes n'avaient pas une marine de guerre capable de lutter contre celle des Anglais si, comme on pouvait le supposer, la guerre était déclarée. Ils avaient donc cru que le moyen le plus simple de s'en procurer une le plus tôt possible était de mettre la main sur celle des Turks. Quand ils furent convaincus qu'ils ne pouvaient y réussir, ils se décidèrent à créer une flotte de navires légers ayant pour mission de détruire les bâtiments de commerce anglais.

L'initiative de cette mesure fut prise par la Société russe de secours au commerce maritime, dont le siège est à Moscou. Elle ouvrit une souscription publique dans ce but et elle forma des comités nombreux dont elle offrit la présidence au grand-duc héritier, qui l'accepta. Bientôt cette société eut recueilli des sommes relativement considérables, tant était grand l'enthousiasme national, et des officiers de la marine russe furent aussitôt envoyés aux États-Unis pour y acheter des bâtiments capables de faire la course, car c'était ce genre de guerre maritime qui, malgré les stipulations de l'acte signé à Paris en 1856, devait en définitive être employé contre la flotte marchande si nombreuse des Anglais.

Le 8 avril, la Chambre des lords anglais adopta à l'unanimité l'adresse de remerciements à la reine en réponse au message qu'elle avait envoyé. A cette occasion, lord Beaconsfield, chef du cabinet de Saint-James, prononça un grand discours dans lequel il fit le récit des événements politiques et militaires dont l'Orient avait été le théâtre depuis le mois de juillet 1875. Arrivant ensuite aux promesses faites par la Russie, lors de la déclaration de guerre à la Turquie, il rappelait qu'elle s'était engagée à soumettre aux puissances européennes toutes les clauses du traité de San-Stefano, dont il caractérisait les conséquences de la façon suivante :

« Le traité de San-Stefano abolit entièrement ce qu'on appelle la Turquie en Europe. Il crée une Bulgarie qui n'est pas habitée par des Bulgares; il saisit les ports de la mer Noire et de la mer Egée, et il donne des lois nouvelles qui sont imposées par la Russie aux provinces grecques de l'Epire et de la Thessalie.

« La mer Noire sera un lac russe comme la mer Caspienne.

« La question de la Bessarabie n'est pas une question peu importante ni une question locale : c'est une affaire qui implique la question de la navigation sur le Danube.

« Si le traité recevait son exécution, il porterait atteinte non-seulement au commerce anglais avec la Perse, mais aussi à la libre navigation des détroits, parce qu'il ferait de la Turquie la vassale de la Russie.

« Il avait paru à cette dernière puissance que les circonstances actuelles ne lui seraient pas défavorables si elle réunissait un congrès.

« Toutes les puissances, à l'exception de l'Angleterre, ayant plus ou moins souffert pendant les dix dernières années, par suite des guerres, il était naturel de supposer qu'elles étaient disposées à la paix.

« Mais le congrès ne peut avoir lieu si la Russie persiste à refuser de remplir ses engagements.

« La plus grande partie de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie est occupée par des troupes ennemies ou se trouve dans un état d'anarchie absolue.

« Sans l'intervention anglaise, il est impossible de savoir ce qui aurait pu arriver.

« La route de l'Angleterre en Asie aurait pu être fermée.

« Dans des circonstances pareilles, tout le monde étant armé, l'Angleterre devait-elle être désarmée ?

« Nous espérons encore, nous croyons que le congrès est le meilleur, le seul moyen qui pourrait apporter un remède à l'état peu satisfaisant des affaires publiques.

« La Chambre sait comment toute espérance dans le congrès a été trompée, lorsque nous avons vu qu'il n'existait aucune chance d'aboutir au règlement de ces questions importantes en se basant sur l'existence des traités et du droit public européen. Nous devrions alors considérer comme notre devoir de ne jamais renoncer à cette condition que le traité de San-Stefano fût soumis à la discussion des plénipotentiaires.

« Dans ces circonstances, il a été nécessaire, lorsque tout espoir d'une solution a disparu, car il ne peut en exister là où les traités ont été violés, de prendre des mesures de précaution, et nous avons cru accomplir notre devoir en conseillant à la reine d'envoyer un message.

« La réserve formera une armée de 70,000 hommes. Mais si l'Angleterre est impliquée dans une grande guerre, ses ressources militaires seront beaucoup plus considérables.

« Dans la position actuelle du pays, lorsqu'une révolution immense se produit dans une partie du monde et qu'elle atteint quelques-uns des intérêts les plus importants de l'Europe, ainsi que la liberté même de l'Europe, je ne peux pas concevoir qu'il existe quelqu'un, comprenant la responsabilité qui s'attache à la conduite des affaires publiques, qui puisse soutenir un seul instant que lorsque tout le monde arme l'Angleterre seule doit rester désarmée. Aucun César, ni Charlemagne lui-même, n'a régné sur un empire aussi vaste que l'Angleterre. Son pavillon flotte sur toutes les mers ; elle possède dans beaucoup de contrées des provinces habitées par des races diverses pratiquant des religions différentes. Mais cet empire doit être maintenu, et il peut l'être assurément par les mêmes forces qui l'ont créé, c'est-à-dire le courage, la discipline, la patience, la fermeté, le respect des lois publiques et le respect des devoirs nationaux. Or, aujourd'hui quelques-unes des garanties de cet empire sont en danger.

« Je ne pourrai jamais croire que, dans un pareil moment, les lords d'Angleterre ne soutiendront pas la cause anglaise. Je ne

veux pas croire que vous vous refuserez à voter à l'unanimité l'adresse que je vous propose. »

Nous avons cru devoir reproduire cette partie du discours du premier ministre de la reine Victoria, parce qu'il caractérise la ligne de conduite que prétendait suivre le cabinet de Saint-James. Lord Beaconsfield s'y étend avec complaisance sur les prétendues forces militaires dont dispose la Grande-Bretagne ; il montre avec orgueil l'étendue de l'empire ; il met la main sur la garde de son épée, se déclarant prêt à la tirer si la Russie ne veut pas soumettre tout le traité de San-Stefano à la discussion du congrès. Mais, en réalité, il ne parle ainsi que par ostentation ; il ne veut pas la guerre et il sait que l'Angleterre n'est pas capable de la faire seule. Aussi, tout en laissant croire qu'il veut prendre la défense des intérêts de l'Europe pour attirer à lui quelque puissance neutre, il ne songe absolument qu'à ceux de son pays, et l'on est en droit de supposer qu'il abandonnera les Etats qui l'auront sauvé ou aidé dans cette entreprise d'intimidation, quand la Grande-Bretagne aura obtenu satisfaction.

Sur ces entrefaites, le prince Gortschakoff, chancelier de l'empire russe, répondait par une circulaire à celle que lord Salisbury avait envoyée au commencement du mois. Il y discutait point par point les objections soulevées par le ministre anglais, et il terminait en demandant à l'Angleterre de formuler un plan pour résoudre la question d'Orient. Toutefois, le prince Gortschakoff, sans accepter toutes les conditions mises par l'Angleterre à son entrée au congrès, insistait sur le désir de la Russie de renouer les négociations à ce sujet, et d'arriver à une solution pacifique, car il déclarait formellement que le traité de San-Stefano n'était que préliminaire, que la Russie n'en préjugait pas l'application définitive et qu'elle se prêterait aux modifications qui seraient jugées indispensables. Une autre réponse du prince Gortschakoff aux objections du comte Andrassy, chancelier de l'Autriche-Hongrie, était à peu près conçue dans le même sens.

De tous ces documents, il résultait que chacun se montrait très-conciliant dans la forme, mais que le différend subsistait quant au fond, et que le congrès courait grand risque de ne point se réunir, si une puissance plus ou moins désintéressée dans le règlement de la question d'Orient ne prenait l'initiative d'une nouvelle tentative de médiation. C'est alors que l'Allemagne crut devoir intervenir et qu'elle accepta cette mission pacifique, la Turquie ayant envoyé de son côté aux puissances européennes une circulaire dans laquelle elle déclarait que, tout en trouvant excessives les clauses du traité de San-Stefano et tout en souhaitant qu'elles fussent adoucies par

l'intervention amicale des puissances neutres ou par la modération spontanée de la Russie, elle était décidée à les exécuter loyalement.

Pendant tous ces pourparlers, la tranquillité était loin d'être rétablie en Orient. L'agitation était extrême à Constantinople, où la Russie et l'Angleterre se disputaient ouvertement la prédominance. L'armée roumaine se retirait vers le sud-ouest de la principauté afin d'éviter tout conflit avec les troupes russes, car le gouvernement roumain avait annoncé l'intention de ne pas accepter l'échange entre la Bessarabie et la Dobrudja, que la Russie voulait lui imposer. Enfin, l'insurrection prenait chaque jour un plus grand développement en Epire et en Thessalie.

Tout en continuant à négocier pour maintenir la paix, le gouvernement anglais prenait toutes ses dispositions en vue d'une guerre probable. Il avait déjà renforcé la garnison de Malte et la flotte de la Méditerranée. Il poursuivait activement ses préparatifs militaires. Enfin, le 15 avril, le vice-roi des Indes reçut l'ordre d'envoyer des troupes à Malte; il forma ce corps expéditionnaire avec :

- 2 régiments d'infanterie anglaise;
- 2 id. de cavalerie anglaise;
- 2 batteries d'artillerie anglaise;
- 2 régiments d'infanterie indienne;
- 2 id. de cavalerie indienne;
- 4 compagnies de sapeurs et mineurs anglais et indiens.

Les régiments d'infanterie ne contenant qu'un bataillon, cette brigade devait avoir un effectif de 6,000 hommes environ. Les bâtiments-transport nécessaires à cet envoi furent immédiatement armés, et l'embarquement commença aussitôt. Le Parlement venait de s'ajourner pour les vacances de Pâques, quand on apprit la détermination qui avait été prise à ce sujet par le ministère.

Vers le 20 avril, les négociations entreprises par l'Allemagne entre l'Angleterre et la Russie parurent devoir aboutir à un prompt et important résultat. Il s'agissait d'admettre, de part et d'autre, le principe de l'éloignement simultané des forces russes et des forces anglaises établies près de Constantinople. L'Allemagne avait proposé l'adoption de ce principe aux deux puissances rivales, comme point de départ des négociations ultérieures en vue du congrès. Ce principe admis, il ne s'agissait plus que de discuter la distance, à peu près équivalente, à laquelle l'armée russe et la flotte anglaise devaient s'éloigner de la capitale de l'empire ottoman. Il fut proposé à l'armée russe de se porter à Andrinople et à la flotte anglaise d'aller jeter l'ancre dans la baie de Besika; mais cette proposition ne fut acceptée par aucun des deux Etats intéressés et elle n'eut aucune suite. L'Allemagne conserva néanmoins son rôle d'intermé-



diaire conciliant, et, malgré l'échec de cette combinaison qui dénotait de la part des Anglais et des Russes des intentions peu pacifiques, le cabinet de Vienne reprit l'initiative des questions concernant la réunion d'une conférence préliminaire destinée à proposer celle d'un congrès. Une nouvelle formule fut cherchée pour obtenir ce résultat; elle était conçue de la façon suivante : « Invitation de se réunir en congrès, à Berlin, pour reviser les traités de 1856 et de 1871, en tenant compte de la situation nouvelle créée par les événements récents survenus en Orient. » Mais cette démarche n'eut pas plus de succès que les précédentes, le cabinet anglais mettant comme condition préalable de sa participation au congrès, que la Russie déclarât d'abord être disposée à considérer toutes les questions soulevées par les événements récents, survenus en Orient, comme ayant un caractère exclusivement européen, et, par conséquent, comme ne pouvant être réglées que par une entente des grandes puissances de l'Europe. En d'autres termes, l'Angleterre exigeait la soumission absolue de la Russie au congrès et celle-ci s'y opposait encore.

Mais, vers le 22 avril, une formidable insurrection éclata soudain dans toute la région du Despoto-Dagh, au sud de la Maritza, depuis les environs de Tatar-Bazardjick, point terminal provisoire de la voie ferrée venant de Constantinople, jusque vers Tchirmen, c'est-à-dire près d'Andrinople. Cette insurrection avait pris naissance à la suite des exactions commises par les Bulgares chrétiens, parmi les Bulgares musulmans désignés sous le nom de Pomaks et qui, ayant abjuré leur religion lors de la conquête du pays par les Turcs ottomans, afin de conserver leurs biens et leurs privilèges, se refusaient absolument à supporter la domination des Bulgares restés fidèles à la religion chrétienne. Bientôt le mouvement couvrit tout le pays qui s'étend entre la Maritza et la mer Egée, menaçant ainsi la principale ligne d'étapes des Russes. Ceux-ci formèrent aussitôt des colonnes mobiles destinées à opérer contre les insurgés, mais ces colonnes éprouvèrent quelques échecs partiels; en même temps on apprit que les Pomaks étaient fort nombreux, 25,000 au moins, disait-on, qu'ils avaient des armes et des munitions en quantité considérable, qu'ils possédaient même quelques pièces d'artillerie abandonnées par Suleiman-Pacha dans la retraite de Philippopoli sur Kavalla, et que des troupes régulières, provenant également de cette retraite, s'étaient jointes à eux. L'état-major général russe somma le gouvernement turk de l'aider à se rendre maître de cette insurrection en envoyant des commissaires aux rebelles, mais il fut bientôt évident que l'autorité de la Sublime-Porte serait tout à fait méconnue. Les Russes firent alors venir de nouvelles troupes, augmentèrent les garnisons de leurs étapes et étendirent vers le sud

leur réseau de surveillance, qu'ils renforcèrent, en outre, afin de le mettre à l'abri de toute fâcheuse éventualité. Quelques colonnes volantes furent poussées vers les principaux foyers de l'insurrection, mais le pays qu'elle occupait est presque impraticable et les insurgés restèrent, en définitive, maîtres de toute la contrée, sans pouvoir toutefois atteindre les Russes.

Ceux-ci se trouvaient cependant dans une position critique. En effet, l'armée roumaine, sans être ouvertement hostile, demandait à être tenue en respect au nord du Danube; les Pomaks causaient de sérieuses inquiétudes au sud des Balkans; l'armée ottomane se renforçait et se réorganisait aux environs de Constantinople sous les ordres d'Osman-Pacha, le héros de Plevna; enfin, l'attitude de l'Angleterre donnait lieu de croire que les troupes anglaises pourraient, d'un instant à l'autre, apporter à ces éléments épars un appoint sérieux et devenir le centre d'une vaste résistance dirigée contre les Russes. Cette situation, grosse de dangers, dut faire réfléchir le cabinet de Saint-Petersbourg et peser sur ses déterminations. C'est à ce moment que le commandant en chef de l'armée russe en Turquie fut changé. Le général Tottleben, l'héroïque défenseur de Sébastopol, celui qui avait fait tomber Plevna, arriva à San-Stefano le 27 avril. Il prit le commandement le 30. Le même jour, le grand-duc Nicolas s'embarquait pour Odessa. Ce dernier exerçait une influence pacifique. Les instructions qui lui avaient été données auraient autorisé depuis longtemps l'occupation de Constantinople; mais il avait donné aux Turks sa parole que les Russes n'entreraient pas dans la capitale de l'empire ottoman, et il était bien décidé à la tenir tant qu'il aurait le commandement. On considérait donc son remplacement par le général Tottleben comme marquant l'adoption d'une politique plus énergique.

Malgré la gravité de la situation, l'ouverture solennelle de l'exposition universelle de Paris eut lieu le 1<sup>er</sup> mai. On avait craint un instant que ce grand concours du travail fût retardé. Mais il n'en fut rien. La France montrait dès lors, en conviant toutes les puissances à cette importante manifestation pacifique, qu'elle avait l'intention bien arrêtée de se tenir à l'écart du conflit qui menaçait tout le reste de l'Europe.

L'incertitude la plus complète persistait cependant sur les données et les résultats des négociations entreprises en vue de la réunion du congrès. Le 6 mai, le ministère anglais interpellé, dès le retour des Chambres, sur l'état de ces négociations et sur la résolution prise par le gouvernement de faire venir des troupes indiennes en Europe, répondait encore avec réserve aux questions qui lui étaient adressées et se contentait d'indiquer que « la politique du gouvernement a toujours pour but d'obtenir une solution satisfai-

sante et amicale, mais il ne peut pas se cacher que son espoir pourrait être trompé et il a donc le devoir de prendre des mesures de précaution. » Ce langage restait, comme on le voit, dans le ton général des déclarations précédentes. Il était peu rassurant. D'autre part, les Turks se refusaient à évacuer Choumla, Varna et Batoum, malgré les menaces du général Tottleben, évidemment parce qu'ils se sentaient soutenus par l'Angleterre. Enfin, tout projet d'entente entre les Russes et les Anglais au sujet de l'éloignement réciproque et simultané de Constantinople paraissait devoir être définitivement abandonné, en sorte que la guerre semblait possible, si ce n'est probable, d'un instant à l'autre. L'Angleterre ne voulait diminuer en rien l'étendue de ses prétentions. La Russie, qui avait persisté dans sa détermination de ne soumettre au congrès que les clauses du traité de San-Stefano d'un intérêt européen, commença cependant alors, sur l'initiative de l'empereur Alexandre et pendant une courte maladie du prince Gortschakoff, à manifester le désir de faire, dans un but pacifique, les concessions qui seraient compatibles avec ses droits, ses intérêts, les sacrifices qu'elle avait faits et sa dignité nationale.

C'est dans cet ordre d'idées que le comte Schouwaloff, ambassadeur de Russie à Londres, quitta cette ville, le 7 mai, pour aller soumettre au czar la situation exacte des négociations et les limites des concessions auxquelles consentait le gouvernement anglais, en vue de la réunion du congrès et du maintien de la paix entre les deux Etats.

Le 9 mai, le gouvernement français fit connaître pour la première fois en public la ligne de conduite qu'il avait suivie pendant le conflit oriental et qu'il entendait suivre lors du règlement de la question d'Orient. Sur une interpellation adressée par un membre de la Chambre des députés au ministre des affaires étrangères, celui-ci répondit que les négociations relatives à un congrès duraient encore et qu'on pouvait espérer qu'elles aboutiraient à une solution pacifique. Il ajouta que le rôle de la France n'avait pu être un rôle actif dans ces circonstances, mais celui d'un spectateur désintéressé et d'un conseiller amical ayant de bons rapports avec toutes les puissances sans exception; qu'elle avait constamment cherché à exercer une influence pacifique et qu'elle n'avait d'autres engagements que ceux qui résultaient des traités revêtus de sa signature. M. Waddington terminait sa réponse en indiquant qu'il n'était pas possible d'aborder déjà une discussion à fond sur les affaires étrangères, qu'il demandait de laisser au gouvernement le soin de fixer le jour de cette discussion, et que le jour où elle aurait lieu on aurait la preuve que l'honneur et les intérêts de la France avaient été complètement sauvegardés. Cette déclaration produisit un effet

excellent, en France et hors de France. On y trouva l'indice de grandes probabilités en faveur de la réunion prochaine du congrès et la certitude que notre gouvernement se tenait tout à fait à l'écart des complications que pourrait faire naître le règlement de la question d'Orient.

Divers incidents vinrent encore augmenter les appréhensions de l'Europe. En Russie, certaines agitations se produisirent à la suite d'un jugement qui paraissait approuver les menées de certains partis socialistes. En Allemagne, l'empereur Guillaume avait été l'objet d'une tentative d'assassinat qui avait échoué, mais qui avait profondément ému le pays, cet acte ayant été commis par un membre des sectes socialistes. Enfin, en prévision d'une guerre entre la Russie et l'Angleterre, le comte de Moltke, chef de l'état-major général de l'armée allemande, fut envoyé en mission près des cours de Copenhague et de Stockholm, afin d'obtenir du roi de Danemark et du roi de Suède et Norvège une convention destinée à faire de la mer Baltique une mer fermée. Mais cette tentative n'eut pas de succès.

Le 12, le comte Schouvaloff arrivait à Saint-Petersbourg, après avoir eu, en traversant l'Allemagne, une entrevue avec le prince de Bismarck, qu'une indisposition tenait momentanément éloigné des affaires.

Ce même jour, les transports portant les troupes indiennes dirigées sur Malte arrivaient à Aden, et, le 14, la reine d'Angleterre passait, au camp d'Aldershot, la revue du corps d'armée qui avait été mobilisé avec les réservistes rappelés, pendant que la Russie continuait avec activité le renforcement de son armée d'opération ainsi que l'organisation de sa flotte de navires armés en course, dont l'achat se poursuivait aux Etats-Unis avec les fonds provenant de la souscription nationale ouverte par le comité de Moscou.

Néanmoins, on avait déjà à cette époque la certitude à peu près complète que l'empereur Alexandre consentait à soumettre tout le traité de San-Stefano au congrès, et que le voyage du comte Schouvaloff à Saint-Petersbourg avait pour objet d'arrêter définitivement les points de ce traité qui devaient être l'objet d'une demande de révision par les plénipotentiaires anglais.

Le 18, le comte Schouvaloff quitta Saint-Petersbourg pour retourner à son poste avec les dernières instructions de l'empereur Alexandre. Le lendemain, il arriva à Berlin, où il eut une entrevue avec l'empereur Guillaume, puis il passa par Friedrichsruhe, où il informa le prince de Bismarck du résultat de sa démarche.

Le 20, avait lieu à Constantinople une rébellion à main armée : quelques hommes s'étaient portés en troupe vers le palais de Tche-ragan, résidence de l'ex-sultan Mourad, avec l'intention de le délivrer et de le rétablir sur le trône à la place de son frère Abdul-

Hamid. Un engagement eut lieu entre eux et la garde du palais, qui parvint à repousser leur attaque et à s'emparer de tous les survivants. Cette conspiration prouvait jusqu'à quel point était grande la surexcitation des esprits dans la capitale de la Turquie. Du reste, la banlieue de la ville était remplie de réfugiés qui n'avaient pu trouver d'abri, même dans les faubourgs, tant ils étaient nombreux, et qui étaient dans le plus misérable dénuement, car le gouvernement n'avait pas les fonds nécessaires pour les faire vivre, et les diverses sociétés charitables qui s'étaient formées dans ce but avaient épuisé les sommes qu'elles avaient recueillies par les souscriptions publiques. Cette situation était déplorable et dangereuse. Malheureusement l'autorité de la Sublime-Porte n'était plus capable d'en éviter les périls, pas plus qu'elle ne pouvait arrêter l'insurrection des Pomacks ni abattre celle des Grecs en Thessalie et en Epire. Il y eut quelques arrestations et un changement partiel du ministère, puis ce fut tout. Les Anglais saisirent cette occasion pour porter près de l'île des Princes leur flotte de la mer de Marmara qui était dans la baie d'Ismid, et les troupes russes se rapprochèrent de Constantinople à une si faible distance que désormais on put craindre à chaque instant l'explosion d'un conflit sanglant entre les soldats turks et les soldats russes. En outre, deux jours après cette échauffourée, dans la nuit du 22 au 23, un incendie éclatait au palais de la Sublime-Porte et en détruisait la plus grande partie. Tous ces événements entretenaient parmi les musulmans une agitation dont il devenait impossible de prévoir les conséquences.

Le 22, le comte Schouwaloff était de retour à Londres.

Le 23, il avait avec lord Salisbury une entrevue dans laquelle furent arrêtées les bases préliminaires de l'entente à établir entre l'Angleterre et la Russie avant la réunion du congrès.

L'incertitude persista cependant encore quelques jours, et la déclaration lue par le comte Andrassy aux délégations austro-hongroises, dans la séance du 28 mai, était capable, il faut le reconnaître, de laisser planer des doutes réels sur l'issue des négociations, bien que cette communication exposât pour la première fois d'une façon très-nette les prétentions de l'Autriche-Hongrie.

« Le gouvernement, disait-il, a trouvé bon aujourd'hui que l'on songe à employer effectivement une partie du crédit de 60,000,000 de florins précédemment accordé dans une situation identique à celle de l'époque où ce crédit a été demandé. Il se voit obligé de demander la couverture de ce crédit et de se faire autoriser à en employer une partie, parce qu'il est devenu évident que la question de savoir si la crise aboutira à un congrès ou à la guerre ne saurait plus se faire attendre. Dans tous les cas, les précautions militaires les plus urgentes ne sauraient être ajournées plus longtemps. La monarchie

austro-hongroise ne peut se laisser aller à une situation qui la mettrait dans une sorte de dépendance morale à l'égard d'autres puissances. La monarchie doit se présenter comme un facteur ayant les mêmes droits et la même force que les autres, qu'il y ait un congrès ou non. Certaines mesures militaires doivent être prises, parce que, si le congrès aboutit à une entente européenne, le moment sera venu où l'état de choses qui existe sur notre frontière sera modifié du tout au tout, et, dans ce cas, des complications peuvent facilement se produire. Les intérêts particuliers peuvent entrer en conflit, même après que l'entente se sera faite entre les intérêts européens. Dans le cas où le congrès n'aboutirait pas à un accord, des mesures militaires doivent également être prises. Leur but est de renforcer les troupes de la Dalmatie et de la Transylvanie, de mettre sur le pied de guerre quelques corps de troupe, de mettre en état quelques positions défensives, et d'assurer les communications en cas d'une entrée en campagne. Le but poursuivi par le gouvernement reste le même. Le gouvernement estime toujours que les questions soulevées par la dernière guerre ne peuvent recevoir qu'une solution européenne. Le gouvernement a pris l'initiative de la convocation du congrès. Aujourd'hui, la perspective de la prochaine réunion du congrès s'est beaucoup rapprochée. La tâche du gouvernement, au congrès, est d'agir en vue du maintien de la paix européenne, et, en même temps, de défendre énergiquement les intérêts de la monarchie ainsi que ceux de l'Europe. Avant même la signature du traité de San-Stefano, le gouvernement avait adopté ce point de vue, et il s'y maintient fermement aujourd'hui encore. Considérant que la situation est celle en perspective de laquelle le crédit a été voté; considérant, en outre, que sa politique n'a aucunement été modifiée, le gouvernement prie les délégations de prendre connaissance de la communication relative à l'emploi partiel du crédit. »

Devant la délégation autrichienne, le comte Andrassy avait tenu un langage plus énergique encore. « Nous n'avons, avait-il dit, rien à objecter à un accroissement territorial de la Serbie et du Montenegro. Mais il s'agit que nos communications naturelles avec l'Orient ne soient pas coupées. Ces objections ont été communiquées avec une entière franchise aux puissances et à la Russie. C'est dans ce sens que le gouvernement agira franchement et largement au sein du congrès. »

Ainsi donc, l'Autriche-Hongrie était bien décidée à mobiliser une partie de son armée pour assurer la conservation de ses communications naturelles avec l'Orient, c'est-à-dire pour occuper selon toute probabilité la Bosnie et l'Herzégovine. C'est dans cet ordre d'idées que, conjointement avec l'Angleterre, elle n'avait pas cru devoir accepter les clauses du traité de San-Stefano. Toutefois, le chancelier



de l'empire austro-hongrois exprimait encore l'espoir que la Russie consentirait à soumettre ce traité à l'approbation du congrès.

Il était temps cependant qu'une décision fût prise. La Macédoine, la Thessalie, l'Épire et la Crète étaient complètement en insurrection depuis longtemps, et les insurgés ne paraissaient pas disposés à accepter les conditions que les Turks voulaient leur imposer ou que les puissances européennes leur proposaient, dans le but d'arriver à une pacification générale. L'état des esprits était violemment surexcité partout, même dans les pays les moins intéressés au règlement de la question d'Orient; et c'est sans doute à cette agitation générale, à ce trouble moral, ainsi qu'à des menées socialistes trouvant l'occasion favorable pour se manifester ouvertement, qu'il faut attribuer le nouvel attentat commis sur la personne de l'empereur Guillaume, le 2 juin. Cette fois, le meurtrier atteignit le vieux souverain, dont les jours furent en danger et qui dut même renoncer à la direction des affaires de l'empire; il en chargea son fils, le prince Frédéric-Guillaume, héritier présomptif de la couronne.

Enfin, le 3, les représentants de l'Allemagne près des grandes puissances européennes remirent, au ministre des affaires étrangères de chacune de celles-ci, une communication qui était rédigée uniformément de la manière suivante :

« Conformément à l'initiative prise par le cabinet austro-hongrois, le gouvernement allemand propose, aux puissances signataires des traités de 1856 et 1871, de se réunir en congrès à Berlin pour discuter les stipulations du traité préliminaire de San-Stefano conclu entre la Russie et la Turquie.

« Le gouvernement allemand, en faisant cette invitation à celui de....., entend que, par son acceptation, ce dernier consent à admettre le principe de libre discussion de tout le traité de San-Stefano, et qu'il est prié à y prendre part.

« En cas d'acceptation de toutes les puissances, le gouvernement allemand propose de fixer la réunion du congrès au 13 juin. »

La veille, le comte Schouwaloff avait quitté Londres pour se rendre à Saint-Petersbourg avant d'aller à Berlin, où il devait être l'un des représentants de la Russie. Il était porteur du texte officiel de la convention préalable conclue, le 30 mai, entre les cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg, et dont voici une analyse générale.

1. « L'Angleterre écarte la division longitudinale de la Bulgarie, mais le représentant de la Russie se charge d'en faire valoir les avantages au congrès, en promettant toujours de ne pas y insister contre l'opinion définitive de l'Angleterre.

2. « La délimitation de la Bulgarie au sud serait modifiée de manière à l'éloigner de la mer Egée, selon la délimitation sud des

provinces bulgares proposée par la conférence de Constantinople. Ceci ne concerne la question des frontières qu'autant qu'elle se rapporte à l'exclusion du littoral de la mer Egée, c'est-à-dire à l'ouest de Lagos. Depuis ce point jusqu'au littoral de la mer Noire, la discussion de la frontière reste libre.

3. « Les frontières occidentales de la Bulgarie seraient rectifiées sur la base des nationalités, de manière à exclure de cette province les populations non bulgares. Les frontières occidentales de la Bulgarie ne devraient pas dépasser en principe une ligne tracée à peu près de Novi-Bazar au Korwsha-Balkan.

4. « La Bulgarie, replacée dans les limites qui sont mentionnées dans les points 2 et 3, sera partagée en deux provinces, savoir :

« L'une, au nord des Balkans, serait dotée d'une autonomie politique, sous le gouvernement d'un prince ;

« L'autre, au sud des Balkans, recevrait une large autonomie administrative (par exemple, à l'instar de celle qui existe dans les colonies anglaises), avec un gouverneur chrétien nommé du consentement de l'Europe pour cinq à dix ans.

5. « L'empereur de Russie attache une importance toute particulière au retrait de l'armée turque de la Bulgarie méridionale. Sa Majesté ne trouvant aucune sécurité ni garantie pour l'avenir de la population bulgare si les troupes ottomanes y étaient maintenues.

« Lord Salisbury accepte le retrait des troupes turques de la Bulgarie méridionale, mais la Russie n'objectera rien à ce que le congrès statue sur le mode et les cas où il serait permis aux troupes turques d'entrer dans la province méridionale pour résister à l'insurrection ou à l'invasion, soit à l'état de menace ou en voie d'exécution. Toutefois l'Angleterre se réserve d'insister au congrès sur le droit pour le sultan de pouvoir cantonner des troupes sur les frontières de la Bulgarie méridionale.

« Le représentant de la Russie au congrès se réserve une complète liberté dans la discussion de cette dernière proposition de lord Salisbury.

6. « Le gouvernement britannique demande que les chefs supérieurs de la milice de la Bulgarie méridionale soient nommés par la Porte avec l'assentiment de l'Europe.

7. « Les promesses pour l'Arménie, stipulées par le traité préliminaire de San-Stefano, ne doivent pas être faites exclusivement à la Russie, mais à l'Angleterre aussi.

8. « Le gouvernement de Sa Majesté britannique prenant, ainsi que le gouvernement impérial russe, un vif intérêt à la future organisation des provinces grecques de la péninsule des Balkans, l'article 15 du traité préliminaire de San-Stefano sera modifié de manière que les autres puissances, et notamment l'Angleterre, aient,

comme la Russie, une voix consultative dans la future organisation de l'Epire, de la Thessalie et des autres provinces chrétiennes restées sous la domination de la Porte.

9. « En ce qui concerne l'indemnité de guerre, Sa Majesté l'Empereur n'a jamais eu l'intention de la convertir en annexion territoriale, et il ne se refuse pas à donner des assurances à cet égard. Il est entendu que l'indemnité de guerre n'enlèvera pas au gouvernement anglais ses droits de créancier, et il se trouvera sous ce rapport dans la même situation qu'avant la guerre.

« Sans contester la décision définitive que la Russie prendra au sujet du montant de l'indemnité, l'Angleterre se réserve de faire valoir au congrès les objections sérieuses qu'elle prévoit.

10. « Quant à la vallée d'Alasgerd et à la ville de Bayazid, cette vallée étant la grande route du transit pour la Perse et ayant une immense valeur aux yeux des Turks, Sa Majesté l'Empereur consent à la leur restituer, mais il a demandé et obtenu en échange l'abandon à la Perse du petit territoire de Khotour, que les commissions des deux cours médiatrices ont trouvé juste de restituer au shah.

11. « Le gouvernement de Sa Majesté britannique croirait devoir constater un profond regret pour le cas où la Russie insisterait définitivement pour la rétrocession de la Bessarabie. Comme il est cependant suffisamment établi que les autres signataires du traité de Paris ne sont pas prêts à soutenir par les armes la délimitation de la Roumanie stipulée dans ce traité, l'Angleterre ne se trouve pas assez immédiatement intéressée dans cette question pour qu'elle soit autorisée à encourir seule la responsabilité de s'opposer au changement proposé, et ainsi elle s'engage à ne pas contester la décision en ce sens.

« En consentant à ne pas contester le désir de l'empereur de Russie d'occuper Batoum et de garder ses conquêtes en Arménie, le gouvernement de Sa Majesté britannique ne se cache pas que de grands dangers, menaçant la tranquillité des populations de la Turquie en Asie, peuvent résulter dans l'avenir de cette extension de la frontière russe. Mais le gouvernement de Sa Majesté britannique est d'avis que le devoir de sauvegarder l'empire ottoman de ce danger, qui dorénavant reposera d'une manière spéciale sur l'Angleterre, pourra s'effectuer sans que l'Europe éprouve les calamités d'une nouvelle guerre. En même temps, le gouvernement de la Russie prend acte de l'assurance donnée par Sa Majesté impériale que, dans l'avenir, la frontière de la Russie ne sera plus étendue du côté de la Turquie en Asie.

« Le gouvernement de Sa Majesté britannique étant, par conséquent, d'opinion que les modifications du traité de San-Stefano

agréées dans ce *memorandum* suffisent à mitiger les objections qu'il trouve au traité dans sa forme actuelle, s'engage à ne pas contester les articles du traité préliminaire de San-Stefano qui ne sont pas modifiés par les dix points précédents, si, après que les articles auront été dûment discutés au congrès, la Russie persiste à les maintenir. Il se pourrait que, dans le cours des discussions au congrès, les deux gouvernements trouvassent préférable d'introduire d'un commun accord de nouvelles modifications qu'il serait impossible de prévoir; mais si l'entente sur ces nouvelles modifications ne s'établissait pas entre les plénipotentiaires russes et anglais, le présent *memorandum* est destiné à servir d'engagement mutuel au congrès pour les plénipotentiaires de la Russie et de la Grande-Bretagne.

« En dehors des stipulations du *memorandum* précédent, le gouvernement britannique se réserve de faire valoir au congrès les points suivants :

A. « Le gouvernement anglais se réserve de demander au congrès la participation de l'Europe dans l'organisation administrative des deux provinces bulgares.

B. « Le gouvernement anglais discutera au congrès la durée et la nature de l'occupation russe en Bulgarie et du passage par la Roumanie.

C. « Il discutera le nom à donner à la province méridionale.

D. « Sans toucher à la question territoriale, le gouvernement britannique se réserve de discuter les questions de navigation du Danube, ce à quoi l'Angleterre a des droits par les traités.

E. « Le gouvernement se réserve de discuter au congrès toute question touchant aux détroits. Mais l'ambassadeur de Russie à Londres prend acte de la communication verbale qu'il a faite au principal secrétaire d'Etat, c'est-à-dire que le cabinet impérial russe s'en tient à la déclaration de lord Derby, du 6 mai 1877, et notamment :

« Les arrangements actuellement existants, revêtus de la sanction de l'Europe, qui règlent la navigation du Bosphore et des Dardanelles, paraissent au gouvernement anglais sages et salutaires, et il y aurait, à son avis, de sérieux inconvénients à ce qu'on les modifiât dans une de leurs parties matérielles quelconque;

« Et le plénipotentiaire russe insistera au congrès pour le *statu quo*.

F. « Le gouvernement anglais adressera à Sa Majesté le sultan la demande de permettre à l'Europe de protéger également au mont Athos les moines des autres nationalités. »

Le 4, l'Angleterre passait avec la Sublime-Porte une convention qui ne fut connue que plus tard. Il y était dit que, si la Russie per-

sistait au congrès dans son projet d'occupation de Batoum, Kars et Ardahan, la Turquie d'Asie serait dorénavant placée sous le protectorat de l'Angleterre, qui se chargerait ainsi de défendre cette contrée contre les attaques des Russes. Par une autre clause du même traité, la Sublime-Porte autorisait l'Angleterre à occuper militairement l'île de Chypre, afin que cette puissance fût mieux à même de tenir l'engagement qu'elle prenait. L'île de Chypre devait, d'ailleurs, continuer à faire partie de l'empire ottoman : l'excédant des recettes sur les dépenses serait inscrit sur le livre du trésor du sultan. Enfin, si la Russie rendait jamais à la Porte les territoires acquis en Asie pendant la dernière guerre, l'Angleterre promettait d'évacuer immédiatement la troisième station navale qu'elle venait d'acquérir à si peu de frais dans la mer Méditerranée.

Cette convention fut tenue secrète ; mais en lisant attentivement le deuxième paragraphe de l'article 10 du *memorandum* anglo-russe que nous venons de reproduire, et qui fut rendu public par suite d'une indiscretion commise le 14 juin, on pouvait pressentir déjà qu'un arrangement, dans le genre de la convention du 4 juin, devait avoir été conclu entre l'Angleterre et la Turquie.

Le moment était venu pour le gouvernement français de faire connaître au pays et à l'Europe l'attitude qu'il entendait avoir au congrès de Berlin.

Le 7, le ministre des affaires étrangères répondit ainsi qu'il suit à une interpellation qui lui avait été adressée à ce sujet :

« L'hiver dernier, de graves événements se sont accomplis dans la péninsule des Balkans. L'armée russe, après une longue résistance, a emporté les lignes de Plevna, et, au milieu de l'hiver, au prix d'héroïques efforts, cette armée a traversé les Balkans et s'est répandue dans les plaines de la Bulgarie. Une marche rapide l'a amenée à Andrinople, et peu après aux portes de Constantinople.

« Il y eut alors une grande émotion en Europe, surtout en Angleterre, et, pendant quelque temps, on put craindre que l'émotion qui agitait ce pays n'amenât un conflit.

« Quelle était alors la situation de la France ? Quel était le devoir du gouvernement français ? La France avait un intérêt capital au maintien de la paix. Elle venait de décider qu'elle allait entreprendre de grands travaux pacifiques, qu'elle poursuivrait l'exécution d'un vaste réseau de chemins de fer ; elle avait décidé qu'elle aborderait la grande entreprise de la reconstitution de ses écoles, de ses facultés ; elle était résolue à imprimer à l'enseignement à tous les degrés une vive impulsion et à faire, dans ce but, de grands sacrifices ; elle était, en outre, occupée de l'œuvre de la réforme de ses institutions militaires ; elle était donc en présence

d'une des grandes tâches qui rendaient nécessaire pour elle le maintien de la paix.

« De plus, il y avait cette année une cause spéciale qui l'engageait dans cette œuvre de la paix, l'exposition universelle. La France avait convié l'Europe entière à venir chez elle; elle devait se montrer soucieuse de travailler au maintien de la paix en Europe.

« C'est dans cette situation que nous nous sommes trouvés, lorsqu'il a fallu donner notre avis sur les graves questions qui s'agitaient en Europe.

« Dès le principe, le gouvernement s'est tenu dans cet ordre d'idées, et, dans les négociations qui ont précédé le congrès, le gouvernement n'a cessé de tenir un langage amical à Londres comme à Saint-Petersbourg, invitant les deux cabinets à éviter les froissements nationaux et tout conflit en Orient. Je suis heureux de dire que nous avons été écoutés.

« Au mois de février dernier, le gouvernement d'Autriche-Hongrie prit enfin l'initiative d'une invitation à un congrès.

« Cette invitation fut immédiatement acceptée par nous, acceptation qui était la conséquence naturelle des intérêts évidents de la France, de l'ordre d'idées où le gouvernement était placé, car, pour maintenir la paix en Europe, un congrès était un des moyens les plus efficaces qu'il fallût essayer.

« Nous avons donc accepté sans hésiter, mais nous avons mis à notre acceptation deux conditions. La première, que toutes les puissances signataires du traité de 1856 seraient représentées au congrès.

« La seconde condition, la plus importante, que l'on n'y discuterait que les questions ressortant naturellement et directement de la dernière guerre; que non-seulement il ne serait pas question des affaires d'Occident, dont personne, d'ailleurs, ne s'occupait alors, mais qu'il ne serait pas non plus question des affaires d'Orient qui n'avaient pas été touchées par la dernière guerre.

« Pour préciser davantage notre pensée, nous avons dit, dès le mois de février, que nous entendions que l'on ne discuterait pas dans le congrès des questions comme l'Égypte, le Liban et les Lieux-Saints.

« Nous avons demandé également que les questions qui n'étaient pas tranchées dans le traité de San-Stefano fussent considérées comme étrangères aux travaux du congrès.

« Si ces questions, qui touchaient par certains côtés aux intérêts traditionnels, au prestige de la France en Orient, ont été écartées, notre principal motif, en les écartant, a été de sauvegarder les intérêts généraux de l'Europe, de maintenir la paix.



« Il était de la plus grande importance d'écarter tout ce qui n'était pas directement en cause, et, loin d'étendre le champ des délibérations du congrès, de le restreindre dès le principe.

« Nous avons donc été guidés dans ces réserves par l'intérêt général de la France, et surtout par l'intérêt général de l'Europe.

« Ces réserves ont été comprises et acceptées par toutes les puissances sans exception.

« En dehors de l'intérêt évident de la France à maintenir la paix, une autre raison nous portait à accepter de siéger au congrès. Nous ne pouvions oublier que les traités de 1856 et de 1871 étaient revêtus de la signature de la France, et nous ne pouvions admettre que ces traités fussent modifiés sans l'assentiment de toutes les puissances signataires.

« Voilà les raisons qui ont déterminé le gouvernement français à accepter dès l'origine l'invitation qui lui était faite.

« Et nous sommes restés tellement fidèles à cette politique que, bien qu'invités plus d'une fois à donner notre opinion sur les détails du traité de San-Stefano, nous avons refusé de donner notre avis, en déclarant que c'était là l'œuvre du congrès et que tant qu'il y avait espoir de voir un congrès se réunir la France ne voulait pas se prononcer, si ce n'est en présence des représentants de l'Europe.

« Les négociations pour l'ouverture du congrès ont passé par différentes phases. Après avoir été commencées sur l'initiative du gouvernement austro-hongrois, elles ont été prises en main, dans ces derniers temps, par le cabinet de Berlin, et c'est grâce à son active intervention en faveur de la paix, je suis heureux de le dire, qu'elles ont abouti.

« Sur les questions secondaires, telles que celle du lieu dans lequel devrait se réunir le congrès, de sa composition, nous nous sommes montrés conciliants, car ces questions étaient insignifiantes à côté de l'intérêt capital d'arriver au congrès et par là au maintien de la paix.

« Finalement, après beaucoup de petites difficultés, on a pu arriver à un accord sur la formule des invitations qui ont été lancées par le cabinet de Berlin. Le gouvernement a reçu, il y a huit jours environ, celle qui lui était destinée. »

M. Waddington donna alors lecture de l'invitation qui avait été adressée au gouvernement français. Nous avons reproduit plus haut un extrait de la formule générale admise pour cette convocation des plénipotentiaires à Berlin, le 13 juin.

« Ainsi, vous le voyez, ajouta-t-il, après de longues négociations, la politique du respect des traités, du concert de l'Europe, a prévalu, et c'est le traité de San-Stefano tout entier qui est

soumis au congrès. C'est la politique que nous avons toujours soutenue. »

Enfin, après avoir donné lecture de la réponse affirmative faite par le gouvernement français à l'invitation du cabinet de Berlin, le ministre des affaires étrangères termina son discours par les quelques considérations suivantes :

« Assurément, dit-il, le congrès aura une tâche délicate et difficile à remplir. Si, le 9 mai dernier, j'avais l'espoir fondé que la paix serait conservée, je puis dire aujourd'hui que cette espérance est devenue presque une certitude.

« L'exposé que je viens de faire montre clairement quelle a été la politique du gouvernement depuis cinq mois : l'honneur, la dignité, l'intérêt de la France, ont certainement été sauvegardés; nous n'avons agi qu'en faveur de la paix et de la neutralité de la France, du respect des traités et des intérêts de l'Europe. Je le disais dès le 9 mai; j'espère l'avoir prouvé aujourd'hui.

« La France ira donc au congrès non pas indifférente, elle ne saurait se montrer indifférente aux grands intérêts de l'Europe, mais avec l'autorité que donne l'absence de toute convoitise, la ferme volonté de maintenir la paix, de conserver sa neutralité avec un sentiment profond du droit de l'Europe.

« Elle se souviendra aussi qu'il y a d'autres chrétiens que les Bulgares dans la presqu'île des Balkans; qu'il y a d'autres races qui méritent l'intérêt de l'Europe. »

Ce langage très-ferme et très-net reçut l'unanime approbation de la Chambre des députés, et l'on peut dire que cette approbation fut ratifiée par l'immense majorité des Français. Il produisit le meilleur effet hors de France. Dans toute l'Europe on eut aussitôt cette conviction que la France qui, huit ans après les épouvantables désastres qu'elle avait subis dans la guerre contre l'Allemagne, venait de montrer sa vitalité au monde entier dans l'exposition universelle ouverte le 1<sup>er</sup> mai, était bien décidée à tenir, dans le concert européen, une place en rapport avec son importance, une attitude conforme à ses intérêts et à ses aspirations pacifiques.

Le 13 juin, les plénipotentiaires des puissances signataires des traités de 1856 et de 1871 tinrent à Berlin la première séance du congrès. Leurs noms sont indiqués dans le texte du traité que nous donnons plus loin. L'ordre de préséance fut réglé d'après la liste alphabétique des divers états représentés, c'est-à-dire : Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie. Le royaume de Grèce, les principautés de Roumanie, de Serbie et du Monténégro, l'empire de Perse, directement intéressés au règlement de la question d'Orient, envoyèrent des délégués dans la capitale de l'empire allemand, mais ceux-ci ne furent pas admis aux délibérations du

congrès. La présidence fut offerte au prince de Bismarck, chancelier de l'empire dans la capitale duquel avaient lieu les réunions, et celui-ci l'accepta. Il fut immédiatement convenu que le secret le plus absolu serait gardé sur les travaux du congrès. Nous nous abstenons donc de toute observation sur les renseignements souvent contradictoires qui furent publiés à ce sujet. Nous nous bornons à insister sur certains faits caractéristiques qui pouvaient avoir une importance réelle pendant que s'élaborait cette œuvre de paix à laquelle avaient été conviés les représentants des grandes puissances.

Au moment où le congrès se réunissait pour la première fois, nous croyons encore utile de remarquer que l'Angleterre et la Russie poursuivaient toujours leurs armements avec la même activité, que l'Autriche se préparait à mobiliser une partie de ses troupes, que la Roumélie, la Thessalie et l'île de Crète étaient en pleine insurrection.

A peine le congrès était-il réuni que l'on connut, par suite d'une indiscrétion, le *memorandum* anglo-russe arrêté le 30 mai, et dont nous avons déjà donné le texte en suivant l'ordre chronologique des faits. Ce document contenait, il est vrai, la preuve évidente d'un demi-échec diplomatique pour la Russie; il indiquait que le traité de San-Stefano subirait d'importantes modifications, et que les négociations diplomatiques qui allaient s'ouvrir directement entre les grandes puissances européennes aboutiraient presque certainement à la conclusion d'un traité de paix. Mais il renfermait implicitement un nombre considérable de concessions importantes faites par l'Angleterre, et particulièrement sur certains points où on s'attendait généralement à une opposition formelle de sa part. Cependant cette conciliation n'était évidemment que fictive, et il suffisait de se rendre un compte exact de la valeur des termes employés dans le deuxième paragraphe de l'article 10 de ce *memorandum* pour comprendre immédiatement que le cabinet de Londres avait dû prendre de sérieuses et efficaces garanties, et s'octroyer de larges compensations dans le démembrement de l'empire ottoman. Ces garanties et ces compensations étaient tenues secrètes encore, et c'est pour ce motif que le ministère britannique se montra si fortement irrité de la publication prématurée de ce document : il craignait, et avec raison, que cet incident ne portât préjudice à ses combinaisons ; mais le *memorandum* ne fut lu que superficiellement, et l'on traita de pessimistes ceux qui, l'ayant étudié à fond, avaient cru y découvrir une réserve mystérieuse et inexplicable, dont le motif devait bientôt causer autant de stupéfaction que de mécontentement parmi les puissances méditerranéennes.

Enfin le congrès allait terminer ses travaux, quand on apprit,

vers le 10 juillet, que le gouvernement anglais allait faire occuper l'île de Chypre, conformément à la convention formée le 4 juin et acceptée par la Turquie. Les puissances méditerranéennes furent vivement émues à cette nouvelle, et particulièrement la France. Il est vrai que le gouvernement anglais fit remarquer qu'ayant accepté le protectorat de la Turquie d'Asie, il avait quatre moyens à sa disposition pour assurer l'exécution de cette tâche : ou s'emparer de l'Égypte, ou occuper les deux extrémités du canal de Suez, ou se rendre maître des Dardanelles, ou s'établir dans l'île de Chypre, et qu'il avait préféré ce dernier moyen pour ne pas blesser les susceptibilités de toute l'Europe, et pour ne pas porter ombrage à la France.

Le 13 juillet, les plénipotentiaires signaient enfin le traité de Berlin. Cet acte a une si haute importance que nous allons en donner le texte entier.

Au nom du Dieu tout-puissant,

S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse; S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie; le Président de la République française; S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes; S. M. le roi d'Italie; S. M. l'empereur de toutes les Russies; S. M. l'empereur des Ottomans, désirant régler dans une pensée d'ordre européen, conformément aux stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856, les questions soulevées en Orient par les événements des dernières années et par la guerre dont le traité de San-Stefano a marqué le terme, ont été unanimement d'avis que la réunion d'un congrès offrirait les meilleurs moyens de faciliter leur entente.

Leurs dites Majestés et le Président de la République française ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse,

Le sieur Othon prince de Bismarck, son président du conseil des ministres de Prusse, chancelier de l'empire; le sieur Bernard-Ernest de Bulow, son ministre d'Etat et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères; et le sieur Chlodwig-Charles-Victor, prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, prince de Batibor et de Corvey, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la République française, grand chambellan de la couronne de Bavière;

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie,

Le sieur Jules comte Andrassy de Csik Szeut-Kiraly et Crasna-Horka, grand d'Espagne de première classe, conseiller intime actuel, son ministre de la maison impériale et des affaires étrangères,

feld-maréchal-lieutenant dans ses armées; le sieur Louis comte Karolyi de Nagy-Karolyi, chambellan et conseiller intime actuel, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse; et le sieur Henry baron de Haymerlé, conseiller intime actuel, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. le roi d'Italie;

Le Président de la République française,

Le sieur William-Henri Waddington, sénateur, membre de l'Institut, ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères; le sieur Raymond-Charles de La Croix de Chevre, comte de Saint-Vallier, sénateur, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France près S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse; et le sieur Félix-Hippolyte Desprez, conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire de première classe, chargé de la direction des affaires politiques au ministère des affaires étrangères;

S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le très-honorable Benjamin Disraëli, comte de Beaconsfield, vicomte Hughenden, pair du Parlement, membre du très-honoré conseil privé de Sa Majesté, premier lord de la trésorerie de Sa Majesté et premier ministre d'Angleterre; le très-honorable Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, marquis de Salisbury, comte de Salisbury, vicomte Cranborne, baron Cecil, pair du Parlement, membre du très-honoré conseil privé de Sa Majesté, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté au département des affaires étrangères; et le très-honorable lord Odo William Léopold Russell, membre du conseil privé de Sa Majesté, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse;

S. M. le roi d'Italie,

Le sieur Louis comte Corti, sénateur, son ministre des affaires étrangères; et le sieur Edouard comte de Launay, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse;

S. M. l'empereur de toutes les Russies,

Le sieur Alexandre prince Gortschakoff, son chancelier de l'empire; le sieur Pierre comte Schouvaloff, général de cavalerie, son aide de camp général, membre du conseil de l'empire et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. britannique; et le sieur Paul d'Oubril, conseiller privé actuel, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse;

Et S. M. l'empereur des Ottomans,

Alexandre Carathéodori-Pacha, son ministre des travaux publics; Mehemed-Ali-Pacha, muchir de ses armées; et Sadoullah-Bey, son

ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse ;

Lesquels, suivant la proposition de la cour d'Autriche-Hongrie et sur l'invitation de la cour d'Allemagne, se sont réunis à Berlin, munis de pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme.

L'accord s'étant heureusement établi entre eux, ils sont convenus des stipulations suivantes :

ART. 1<sup>er</sup>. — La Bulgarie est constituée en principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté de S. M. I. le sultan ; elle aura un gouvernement chrétien et une milice nationale.

ART. 2. — La principauté de Bulgarie comprendra les territoires ci-après :

La frontière suit, au nord, la rive droite du Danube, depuis l'ancienne frontière de Serbie jusqu'à un point, à déterminer par une commission européenne, à l'est de Silistrie, et, de là, se dirige vers la mer Noire au sud de Mangalia, qui est attachée au territoire roumain. La mer Noire forme la limite est de la Bulgarie. Au sud, la frontière remonte, depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodzakioj, Selam-Kioj, Aivadsik, Kulibe, Sudzuluk ; traverse obliquement la vallée de Deli-Kamcik, passe au sud de Belibe et de Kenhalik et au nord de Hadzimahate, après avoir franchi le Deli-Kamcik, à 2 kilomètres et demi en amont de Cengei, gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredza, et la suit par Karnabad-Balkan, Prisevica-Balkan, Kasan-Balkan, au nord de Kosel, jusqu'à Demir-Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand-Balkan, dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

Là, elle quitte la crête du Balkan, descend vers le sud entre les villages de Pirtop et de Duzanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie orientale, jusqu'au ruisseau de Tuzlu-Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topotnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio-Dere, près du village de Petricevo, laissant à la Roumélie orientale une zone de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio-Dere et la Kamenika, suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au sud-ouest à la hauteur de Vonjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe en ligne droite le bassin supérieur du ruisseau d'Ichliman-Dere, passe entre Bogdina et Karaula, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Camurli et Hadzilar, suit cette ligne par les sommets de Velina-Mogila, le col 531, Zmailica, Vrh, Sumnatica, et rejoint la limite administrative du sandjak de Sofia entre Sivri-Tas et Cadir-Tepe.



De Cadir-Tepe, la frontière se dirigeant au sud-ouest suit la ligne de partage des eaux entre les bassins de Mesta-Karasu d'un côté et de Struma-Karasu de l'autre, longe les crêtes des montagnes du Rhodope appelées Demir-Kapu, Iskoftepe, Kadimesar-Balkan et Aiji-Gediik jusqu'à Kapetnik-Balkan, et se confond ainsi avec l'ancienne frontière administrative du sandjak de Sofia.

De Kapetnik-Balkan, la frontière est indiquée par la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Bilska-Reka et de la Bistrica-Reka, et suit le contrefort appelé Vod-Nica Planina, pour descendre dans la vallée de la Struma, au confluent de cette rivière avec la Bilska-Reka, laissant le village de Barakli à la Turquie. Elle remonte alors au sud du village Jelesnica, pour atteindre par la ligne la plus courte la chaîne de Golema-Planina au sommet de Gilka et y rejoindre l'ancienne frontière administrative du sandjak de Sofia, laissant toutefois à la Turquie la totalité du bassin de la Sulia-Reka.

Du mont Gilka, la frontière ouest se dirige vers le mont Crni-Vrh par les montagnes de Carvena-Jabuffa, en suivant l'ancienne limite administrative du sandjak de Sofia, dans la partie supérieure des bassins de Egrisu et de la Lepnica, gravit avec elle les crêtes de Babina-Polana et arrive au mont Crni-Vrh.

Du mont Crni-Vrh, la frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Struma et la Morawa par les sommets de Streser, Vilogolo et Mesid-Planina, rejoint par la Gacina, Crna-Trava, Darkowska et Drainica-Plan, puis le Descani-Kladanec, la ligne de partage des eaux de la haute Sukowa et de la Morawa, va directement sur le Stol et en descend pour couper à 1,000 mètres au nord-ouest du village de Segusa la route de Sofia à Pirot. Elle remonte en ligne droite sur la Vidlie-Planina, et de là sur le mont Radocina, dans la chaîne du Kodza-Balkan, laissant à la Serbie le village de Doikinci, et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du mont Radocina la frontière suit vers l'ouest la crête des Balkans par Ciprovec-Balkan et Stara-Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la principauté de Serbie, près de la Kula-Smiljova-Cuka, et de là cette ancienne frontière jusqu'au Danube, qu'elle rejoint à Rakovitz.

Cette délimitation sera fixée sur les lieux par la commission européenne où les puissances signataires seront représentées. Il est entendu :

1° Que cette commission prendra en considération la nécessité pour S. M. I. le sultan de pouvoir défendre les frontières du Balkan de la Roumélie orientale;

2° Qu'il ne pourra être élevé de fortifications dans un rayon de 10 kilomètres autour de Samakow.

ART. 3. — Le prince de Bulgarie sera librement élu par la popu-

lation et confirmé par la Sublime-Porte avec l'assentiment des puissances. Aucun membre des dynasties régnantes des grandes puissances européennes ne pourra être élu prince de Bulgarie. En cas de vacance de la dignité princière, l'élection du nouveau prince se fera aux mêmes conditions et dans les mêmes formes.

ART. 4. — Une assemblée de notables de la Bulgarie, convoqués à Tirnova, élaborera, avant l'élection du prince, le règlement organique de la principauté. Dans les localités où les Bulgares sont mêlés à des populations turques, roumaines ou autres, il sera tenu compte des droits et des intérêts de ces populations en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique.

ART. 5. — Les dispositions suivantes formeront la base du droit public de la Bulgarie. La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique sérieuse de tous les cultes sont assurés à tous les ressortissants de la Bulgarie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ART. 6. — L'administration provisoire de la Bulgarie sera dirigée, jusqu'à l'achèvement du règlement organique, par un commissaire impérial russe. Un commissaire ottoman ainsi que les consuls délégués *ad hoc* par les autres puissances signataires du présent traité, seront appelés à l'assister, à l'effet de contrôler le fonctionnement de ce régime provisoire. En cas de dissentiment entre les consuls délégués, la majorité décidera, et, en cas de divergence entre cette majorité et le commissaire impérial russe ou le commissaire impérial ottoman, les représentants des puissances signataires à Constantinople, réunis en conférence, devront prononcer.

ART. 7. — Le régime provisoire ne pourra être prolongé au delà d'un délai de neuf mois, à partir de l'échange des ratifications du présent traité. Lorsque le règlement organique sera terminé, il sera procédé immédiatement à l'élection d'un prince de Bulgarie. Aussitôt que le prince aura été institué, la nouvelle institution sera mise en vigueur et la principauté entrera en pleine possession de son autonomie.

ART. 8. — Les traités de commerce et de navigation, ainsi que toutes les conventions d'arrangements conclus entre les puissances étrangères et la Porte et aujourd'hui en vigueur, sont maintenus dans la principauté de Bulgarie, et aucun changement n'y sera apporté

à l'égard d'aucune puissance avant qu'elle n'y ait donné son consentement. Aucun droit de transit ne sera prélevé en Bulgarie sur les marchandises traversant cette principauté. Les nationaux et le commerce de toutes les puissances y seront traités sur le pied d'une parfaite égalité. Les immunités et privilèges des sujets étrangers, ainsi que le droit de juridiction et de protection consulaires, tels qu'ils ont été établis par les capitulations et les usages, resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés du consentement des parties intéressées.

ART. 9. — Le montant du tribut annuel que la principauté de Bulgarie paiera à la cour suzeraine, en le versant à la banque que la Sublime-Porte désignera ultérieurement, sera déterminé par un accord entre les puissances signataires du présent traité, à la fin de la première année du fonctionnement de la nouvelle organisation. Ce tribut sera établi sur le revenu moyen du territoire de la principauté. La Bulgarie devant supporter une part de la dette publique de l'empire, lorsque les puissances détermineront le tribut, elles prendront en considération la partie de cette dette qui pourrait être attribuée à la principauté sur la base d'une équitable proportion.

ART. 10. — La Bulgarie est substituée au gouvernement impérial ottoman dans ses charges et obligations envers la compagnie du chemin de fer de Roustchouck-Varna, à partir de l'échange des ratifications du présent traité. Le règlement des comptes antérieurs est réservé à une entente entre la Sublime-Porte, le gouvernement de la principauté et l'administration de cette compagnie. La principauté de Bulgarie est de même substituée pour sa part aux engagements que la Sublime-Porte a contractés, tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées situées sur son territoire. Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie et la principauté de Bulgarie, immédiatement après la conclusion de la paix.

ART. 11. — L'armée ottomane ne séjournera plus en Bulgarie. Toutes les anciennes forteresses seront rasées aux frais de la principauté, dans un délai d'un an, ou plus tôt, si faire se peut. Le gouvernement local prendra immédiatement des mesures pour les détruire et ne pourra en faire construire de nouvelles. La Sublime-Porte aura le droit de disposer à sa guise du matériel de guerre et autres objets appartenant au gouvernement ottoman, et qui seraient restés dans les forteresses du Danube déjà évacuées en vertu de l'armistice du 31 janvier, ainsi que de ceux qui se trouveraient dans les places fortes de Choumla et de Varna.

ART. 12. — Les propriétaires musulmans ou autres qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers. Une commission turco-bulgare sera chargée de régler, dans le courant de deux années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la Sublime-Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (*vacoufs*), ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés. Les ressortissants de la principauté de Bulgarie qui voyageront ou séjourneront dans les autres parties de l'empire ottoman seront soumis aux autorités et aux lois ottomanes.

ART. 13. — Il est formé au sud des Balkans une province qui prendra le nom de Roumélie orientale et qui restera placée sous l'autorité politique et militaire directe de S. M. I. le sultan, dans des conditions d'autonomie administrative. Elle aura un gouverneur général chrétien.

ART. 14. — La Roumélie orientale est limitée au nord et au nord-ouest par la Bulgarie et comprend les territoires inclus dans le tracé suivant :

Partant de la mer Noire, la ligne frontière remonte depuis son embouchure le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodzakioj, Selam-Kioj, Aivadsik, Kulibe, Sudzuluk, traverse obliquement la vallée du Deli-Kamcik, passe au sud de Belibe et de Kenhalik, et au nord de Hadzimahate, après avoir franchi le Deli-Kamcik, à 2 kilomètres et demi en amont de Cengei, gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredza, et la suit par Karnabad-Balkan, Prisevica-Balkan, Kasan-Balkan, au nord de Kosel jusqu'à Demir-Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand-Balkan, dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

A ce point, la frontière occidentale de la Roumélie quitte la crête du Balkan, descend vers le sud entre les villages de Pirtop et de Duzanci, laissés, l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie orientale jusqu'au ruisseau de Tuzlu-Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topotnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio-Dere, près du village de Petricevo, laissant à la Roumélie orientale, une zone de 2 kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio-Dere et la Kamenika, suivant la ligne de partage des eaux pour tourner au sud-ouest à la hauteur de Vonjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe, en ligne droite le bassin supérieur du ruisseau d'Ichliman-Dere, passe entre Bogdina et Karaula pour

retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Camurli et Hadzilar, suit cette ligne par les sommets de Velina-Mogila, le col 531, Zmailica, Vrh, Sumnatica, et rejoint la limite du sandjak de Sofia entre Sivri-Tas et Cadir-Tepe.

La frontière de la Roumélie se sépare de celle de la Bulgarie au mont Cadir-Tepe, en suivant la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Marica et de ses affluents d'un côté, et du Mesta-Karasu et de ses affluents de l'autre, et prend les directions du sud-est et sud, par la crête des montagnes Despeto-Dagh, vers le mont Kruschova (point de départ de la ligne du traité de San-Stefano).

Du mont Kruschova, la frontière se conforme au tracé déterminé par le traité de San-Stefano, c'est-à-dire la chaîne des Balkans noirs (Kara-Balkan), les montagnes Kulaghy-Dagh, Esehék-Tschepelliu, Kara-Kolas et Ischiklar, d'où elle descend directement vers le sud-est pour rejoindre la rivière Arda, d'où elle suit le thalweg jusqu'à un point situé près du village d'Adacale qui reste à la Turquie.

De ce point, la ligne frontière gravit la crête de Bestepe-Dagh, qu'elle suit pour descendre et traverser la Maritza à un point situé à 5 kilomètres en amont du pont de Mustafa-Pacha ; elle se dirige ensuite vers le nord par la ligne de partage des eaux entre Demirhanli-Dere et les petits affluents de la Maritza jusqu'à Küdeler-Baïr, d'où elle se dirige à l'est sur Sakar-Baïr, de là traverse la vallée de la Tundza allant vers Büjuk-Derbend qu'elle laisse au nord ainsi que Sondzak. De Büjuk-Derbend, elle reprend la ligne de partage des eaux entre les affluents de Tundza au nord et ceux de la Maritza au sud, jusqu'à hauteur de Kaibilar, qui reste à la Roumélie orientale, passe au sud de V. Almali, entre le bassin de la Maritza au sud et différents cours d'eau qui se rendent directement vers la mer Noire entre les villages de Belevrin et Alatli ; elle suit au nord de Karanlik les crêtes de Vosna et Zuvak, la ligne qui sépare les eaux de la Duka de celle du Karagac-Su, et rejoint la mer Noire entre les deux rivières de ce nom.

Art. 15. — Sa Majesté le sultan aura le droit de pourvoir à la défense des frontières de terre et de mer de la province en élevant des fortifications sur ces frontières et en y entretenant des troupes. L'ordre intérieur est maintenu dans la Roumélie orientale par une gendarmerie indigène assistée d'une milice locale. Pour la composition de ces deux corps, dont les officiers sont nommés par le sultan, il sera tenu compte, suivant les localités, de la religion des habitants. Sa Majesté impériale le sultan s'engage à ne point employer de troupes irrégulières, telles que bachi-bouzouks et circasiens, dans les garnisons des frontières. Les troupes régulières des-

tinées à ce service ne pourront, en aucun cas, être cantonnées chez les habitants, lorsqu'elles traverseront la province ; elles ne peuvent y faire séjour.

ART. 16. — Le gouverneur général aura le droit d'appeler les troupes ottomanes dans les cas où la sécurité intérieure ou extérieure de la province se trouverait menacée. Dans l'éventualité prévue, la Sublime-Porte devra donner connaissance de cette décision, ainsi que des nécessités qui la justifient, aux représentants des provinces à Constantinople.

ART. 17. — Le gouverneur général de la Roumélie orientale sera nommé par la Sublime-Porte, avec l'assentiment des puissances, pour un terme de cinq ans.

ART. 18. — Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, une commission européenne sera formée pour élaborer, d'accord avec la Porte ottomane, l'organisation de la Roumélie orientale. Cette commission aura à déterminer dans un délai de trois ans, les pouvoirs et les attributions du gouverneur général, ainsi que le régime administratif, judiciaire et financier de la province, en prenant pour point de départ les différentes lois sur les vilayets et les propositions faites dans la huitième séance de la conférence de Constantinople.

L'ensemble des dispositions arrêtées pour la Roumélie orientale fera l'objet d'un firman impérial qui sera promulgué par la Sublime-Porte, et dont elle donnera communication aux puissances.

ART. 19. — La commission européenne sera chargée d'administrer, d'accord avec la Sublime-Porte, les finances de la province, jusqu'à l'achèvement de la nouvelle organisation.

ART. 20. — Les traités, conventions et arrangements internationaux, de quelque nature qu'ils soient, conclus ou à conclure entre la Porte et les puissances étrangères, seront applicables dans la Roumélie orientale comme dans tout l'empire ottoman. Les immunités et privilèges acquis aux étrangers, quelle que soit leur condition, seront respectés dans cette province. La Sublime-Porte s'engage à y faire observer les lois générales de l'empire sur la liberté religieuse en faveur de tous les cultes.

ART. 21. — Les droits et obligations de la Sublime-Porte, en ce qui concerne les chemins de fer de la Roumélie orientale, sont maintenus intégralement.

ART. 22. — L'effectif du corps d'occupation russe en Bulgarie et dans la Roumélie orientale sera composé de six divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie, et n'excédera pas 50,000 hommes. Il sera entretenu aux frais du pays occupé. Les troupes d'occupation conserveront leurs communications avec la Russie, non-seulement par la Roumanie, d'après les arrangements à con-



clure entre les deux Etats, mais aussi par les ports de la mer Noire, Varna et Bourgas, où elles pourront organiser, pour la durée de l'occupation, les dépôts nécessaires.

La durée de l'occupation de la Roumélie orientale et de la Bulgarie par les troupes impériales russes est fixée à neuf mois à dater de la signature du présent traité. Le gouvernement impérial russe s'engage à terminer dans un délai ultérieur de trois mois le passage de ses troupes à travers la Roumanie, et l'évacuation complète de cette principauté.

ART. 23. — La Sublime-Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables. Des règlements analogues, adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôt accordés à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe, pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité. La Sublime-Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province. Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime-Porte qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la commission européenne instituée pour la Roumélie orientale.

ART. 24. — Dans le cas où la Sublime-Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification de frontière indiquée dans le treizième protocole du congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations.

ART. 25. — Les provinces de Bosnie et de l'Herzégovine seront occupées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro, dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner; néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique, ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie.

A cet effet, les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails.

ART. 26. — L'indépendance du Monténégro est reconnue par la Sublime-Porte et par toutes celles des hautes parties contractantes qui ne l'avaient pas encore admise.

ART. 27. — Les hautes parties contractantes sont d'accord sur les conditions suivantes : dans le Monténégro, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants du Monténégro, aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être opposée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ART. 28. — Les nouvelles frontières du Monténégro sont fixées ainsi qu'il suit : le tracé partant de l'Ilinobrd, au nord de Klobuk, descend sur la Trebinjica vers Grandcarevo, qui reste à l'Herzégovine, puis remonte le cours de cette rivière jusqu'à un point situé à un kilomètre en aval du confluent de la Cepelica, et de là rejoint, par la ligne la plus courte, les hauteurs qui bordent la Trebinjica ; il se dirige ensuite vers Pilatova, laissant ce village au Monténégro, puis continue par les hauteurs dans la direction nord, en se maintenant à une distance de 6 kilomètres de la route Bilek — Korito — Gacko jusqu'au col situé entre la Somina-Planina et le mont Curilo, d'où il se dirige à l'est par Vratkovici, laissant ce village à l'Herzégovine, jusqu'au mont Orlina. A partir de ce point, la frontière, laissant Ravno au Monténégro, s'avance directement vers le nord-nord-est, en traversant les sommets du Lebersnick et du Volujak, puis descend par la ligne la plus courte sur la Piva, qu'elle traverse, et rejoint la Tara en passant par Crkvica et Nedvina.

De ce point, elle remonte la Tara jusqu'à Mojkovac, d'où elle suit la crête du contre-fort jusqu'à Siskojezero. A partir de cette localité, elle se confond avec l'ancienne frontière jusqu'au village de Sekulare. De là, la nouvelle frontière se dirige par les crêtes de la Mokra-Planina, le village de Mokra restant au Monténégro, puis elle gagne le point 2,166 de la carte de l'état-major autrichien, en suivant la chaîne principale et la ligne de partage des eaux, entre le Lom d'un côté et le Drin ainsi que la Cievna (Zem) de l'autre. Elle se confond ensuite avec les limites actuelles entre la tribu des Kuci-Drekalovici d'un côté, et la Kucka-Krajna, ainsi que les tribus des Klementi et Grudi de l'autre, jusqu'à la plaine de Padgoritza, d'où elle se dirige sur Plavnica, laissant à l'Albanie les tribus des Klementi, Grudi et Hoti.

De là, la nouvelle frontière traverse le lac près de l'îlot de Gorica-Topal, et à partir de Gorica-Topal elle atteint directement les sommets de la crête, d'où elle suit la ligne de partage des eaux entre

Megured et Kalimid, laissant Mirkovic au Monténégro, et rejoignant la mer Adriatique à V. Kruci. Au nord-ouest, le tracé sera formé par une ligne partant de la côte entre les villages Susana et Zubci, et aboutissant à la pointe extrême sud-est de la frontière actuelle du Monténégro, sur la Vrutsa-Pianina.

ART. 29. — Antivari et son littoral sont annexés au Monténégro sous les conditions suivantes : les contrées situées au sud de ce territoire, d'après la délimitation ci-dessus déterminée, jusqu'à la Bojana, y compris Dulcinjo, seront restituées à la Turquie. La commune de Spica, jusqu'à la limite septentrionale du territoire indiqué dans la description détaillée des frontières, sera incorporée à la Dalmatie. Il y aura pleine et entière liberté de navigation sur la Bojana pour le Monténégro. Il ne sera pas construit de fortifications sur le parcours de ce fleuve, à l'exception de celles qui seraient nécessaires à la défense locale de la place de Scutari, lesquelles ne s'étendront pas au-delà d'une distance de 6 kilomètres de cette ville. Le Monténégro ne pourra avoir ni bâtiments ni pavillon de guerre. Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro resteront fermés aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Les fortifications situées entre le lac et le littoral sur le territoire monténégrin seront rasées, et il ne pourra en être élevé de nouvelles dans cette zone. La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche-Hongrie, au moyen de bâtiments légers garde-côtes. Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie. De son côté, l'Autriche-Hongrie s'engage à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de construire et d'entretenir à travers le nouveau territoire monténégrin une route et un chemin de fer ; une entière liberté de communication sera assurée par ces voies.

ART. 30. — Les musulmans et autres qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés au Monténégro, et qui voudraient faire leur résidence hors de la principauté, pourront conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers. Personne ne pourra être exproprié que légalement, pour cause d'intérêt public et moyennant une indemnité préalable. Une commission turco-monténégrine sera chargée de régler dans le terme de trois ans toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation et d'usage, pour le compte de la Sublime-Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vakoufs), ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui s'y trouveraient engagés.

ART. 31. — La principauté du Monténégro s'entendra directe-

tement avec la Porte ottomane sur l'institution d'agents monténégrins à Constantinople et dans certaines localités de l'empire ottoman où l'indépendance sera reconnue.

Les Montenégrois voyageant ou séjournant dans l'empire seront soumis aux lois et aux autorités ottomanes, suivant les principes généraux du droit international et les usages établis concernant les Montenégrois.

ART. 32. — Les troupes du Monténégro seront tenues d'évacuer, dans un délai de vingt jours à partir de la ratification du présent traité, ou plus tôt si faire se peut, le territoire qu'elles occupent en ce moment en dehors des nouvelles limites de la principauté.

Les troupes ottomanes évacueront les territoires cédés au Monténégro dans le même délai de vingt jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire de quinze jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

ART. 33. — Le Monténégro devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont attribués par le traité de paix, les représentants des puissances à Constantinople en détermineront le montant de concert avec la Sublime-Porte, sur une base équitable.

ART. 34. — Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Serbie en la rattachant aux conditions exposées dans l'article suivant.

ART. 35. — En Serbie, la distinction de croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie, aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ART. 36. — La Serbie reçoit les territoires inclus dans la délimitation ci-après : la nouvelle frontière suit le tracé actuel en remontant le thalweg de la Drina depuis son confluent avec la Save, laissant à la principauté le Mali-Zwornik et Sakhar, et continue à longer l'ancienne limite de la Serbie jusqu'au Kopanik, dont elle se détache au sommet du Kanilug. De là, elle suit d'abord la limite occidentale du sandjak de Nisch, par le contre-fort sud de Kopanik, par les crêtes de la Marica et Mrdar-Planina, qui forment la ligne de partage des eaux, entre les bassins de l'Ibar et de la Sitnica d'un

côté et celui de la Toplica de l'autre, laissant Prepolac à la Turquie. Elle tourne ensuite vers le sud par la ligne de partage des eaux, entre la Brvenica et la Medvedja, laissant tout le bassin de la Medvedja à la Serbie, suit la crête de la Goljak-Planina (formant le partage des eaux entre la Kriva-Rieka d'un côté et la Poljanica, la Veternica et la Morawa de l'autre) jusqu'au sommet de la Poljanica. Puis elle se dirige par le contre-fort de la Karpina-Planina jusqu'au confluent de la Koiuska avec la Morawa, traverse cette rivière, remonte par la ligne de partage des eaux entre le Koinska et le ruisseau qui tombe dans la Morawa, près de Veradovce, pour rejoindre la Planina Sv. Iljia au-dessus de Trgoviste. De ce point, elle suit la crête de Sv. Illigia jusqu'au mont Kljuc, et, passant par les points indiqués sur la carte par 1516 et 1517 et par la Babina-Gora, elle aboutit au mont Crni-Vrh.

A partir du mont Crni-Vrh, la nouvelle délimitation se confond avec celle de la Bulgarie, c'est-à-dire : la ligne frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Struma et la Morawa, par les sommets de Streser, Vilogolo et Mesid-Planina, rejoint par la Gacina, Crna-Trava, Darkowska et Drainica-Plan, puis le Descani-Kladanec, la ligne de partage des eaux de la haute Sukowa et de la Morawa, va directement sur le Stol et en descend pour couper, à 1,000 mètres au nord-ouest du village de Legusa, la route de Sofia à Pirot. Elle remonte en ligne droite sur la Vidlie-Planina, et de là sur le mont Radocina, dans la chaîne du Kodza-Balkan, laissant à la Serbie le village de Doikinci et à la Bulgarie celui de Senakos. Du sommet du mont Radocina, la frontière suit, vers le nord-ouest, la crête des Balkans, par Ciprovec-Balkan et Stara-Planina, jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la principauté de Serbie, près de la Kula-Smiljova-Cuka, et de là cette ancienne frontière jusqu'au Danube, qu'elle rejoint à Rakovitzza.

ART. 37. — Jusqu'à la conclusion de nouveaux arrangements, rien ne sera changé, en Serbie, aux conditions actuelles des relations commerciales de la principauté avec les pays étrangers. Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises traversant la Serbie. Les immunités et privilèges des sujets étrangers, ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils existent aujourd'hui, resteront en pleine vigueur, tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la principauté et les puissances intéressées.

ART. 38. — La principauté de Serbie est substituée, pour sa part, aux engagements que la Sublime-Porte a contractés, tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées à

construire sur le territoire nouvellement acquis par la principauté. Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues, immédiatement après la signature du présent traité, entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie, et, dans les limites de sa compétence, la principauté de Bulgarie.

ART. 39. — Les musulmans qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés à la Serbie et qui voudraient fixer leur résidence hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers. Une commission turco-serbe sera chargée de régler, dans le délai de trois années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage, pour le compte de la Sublime-Porte, des propriétés de l'État et des fondations pieuses (vakoufs), ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

ART. 40. — Jusqu'à la conclusion d'un traité entre la Turquie et la Serbie, les sujets serbes voyageant ou séjournant dans l'empire ottoman seront traités suivant les principes généraux du droit international.

ART. 41. — Les troupes serbes seront tenues d'évacuer, dans le délai de quinze jours à partir de l'échange de la ratification du présent traité, le territoire non compris dans les nouvelles limites de la principauté. Les troupes ottomanes évacueront les territoires cédés, à la Serbie, dans le même délai de quinze jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire du même nombre de jours, tant pour quitter les places fortes et en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

ART. 42. — La Serbie devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les territoires qui lui sont attribués par le présent traité, les représentants à Constantinople en détermineront le montant de concert avec la Sublime-Porte, sur une base équitable.

ART. 43. — Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Roumanie, en la rattachant aux conditions exposées dans les deux articles suivants.

ART. 44. — En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme motif d'exclusion ou d'incapacité, en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'État roumain, aussi bien qu'aux étrangers, et



aucune entrave ne sera apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. Les nationaux de toutes les puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité.

ART. 45. — La principauté de Roumanie rétrocède à S. M. l'empereur de Russie la portion du territoire de la Bessarabie détachée de la Russie par suite du traité de Paris en 1856, limitée, à l'ouest, par le thalweg du Pruth, au midi, par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure de Stray-Stamboul.

ART. 56. — Les îles formant le delta du Danube, ainsi que l'île des Serpents, le sandjak de Toulitcha, comprenant les districts (cazas) de Knia, Soulina, Mahmoudie, Isatcha, Toulitcha, Matchin, Babadag, Hirsovo, Kustendje, Medjidié, sont réunis à la Roumanie. La principauté reçoit, en outre, le territoire situé au sud de la Dobroutcha jusqu'à une ligne ayant un point de départ à l'est de Silistrie et aboutissant à la mer Noire, au sud de Mangalia. Le tracé de la frontière sera fixé sur les lieux par la commission européenne instituée pour la délimitation de la Bulgarie.

ART. 47. — La question du partage des eaux et des pêcheries sera soumise à l'arbitrage de la commission européenne du Danube.

ART. 48. — Aucun droit de transit ne sera prélevé en Roumanie sur les marchandises traversant la principauté.

ART. 49. — Des conventions pourront être conclues, par la Roumanie, pour régler les privilèges et les attributions des consuls en matière de protection dans la principauté. Les droits acquis resteront en vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la principauté et les parties intéressées.

ART. 50. — Jusqu'à la conclusion d'un traité réglant les privilèges et attributions des consuls entre la Turquie et la Roumanie, les sujets roumains voyageant ou séjournant dans l'empire ottoman et les sujets ottomans voyageant ou séjournant en Roumanie, jouiront des droits garantis aux sujets des autres puissances européennes.

ART. 51. — En ce qui concerne les entreprises des travaux publics et autres de même nature, la Roumanie sera substituée, pour tout le territoire cédé, aux droits et obligations de la Sublime-Porte.

ART. 52. — Afin d'accroître les garanties assurées à la liberté de la navigation du Danube, reconnue comme étant d'intérêt européen, les hautes parties contractantes décident que les forteresses ou fortifications qui se trouvent sur le parcours du fleuve depuis les Portes-de-Fer jusqu'à ses embouchures, seront rasées et qu'il n'en sera pas élevé de nouvelles. Aucun bâtiment de guerre ne pourra naviguer sur le Danube en aval des Portes-de-Fer, à l'exception des

bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes. Les stationnaires des puissances aux embouchures du Danube pourront toutefois remonter jusqu'à Galatz.

ART. 53. — La commission européenne du Danube, au sein de laquelle la Roumanie sera représentée, est maintenue dans ses fonctions et les exercera dorénavant jusqu'à Galatz dans une complète indépendance de l'autorité territoriale. Tous les traités, arrangements, actes et décisions relatifs à ses droits, privilèges, prérogatives et obligations sont confirmés.

ART. 54. — Une année avant l'expiration du terme assigné à la durée de la commission européenne, les puissances se mettront d'accord sur la prolongation de ses pouvoirs ou sur les modifications qu'elles jugeront nécessaire d'y introduire.

ART. 55. — Les règlements de navigation, de police fluviale et de surveillance, depuis les Portes-de-Fer jusqu'à Galatz, seront élaborés par la commission européenne, assistée de délégués des États riverains, et mis en harmonie avec ceux qui ont été ou seraient édictés pour le parcours en aval de Galatz.

ART. 56. — La commission européenne du Danube s'entendra avec les ayants droit pour assurer l'entretien du phare sur l'île des Serpents.

ART. 57. — L'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les Portes-de-Fer et les cataractes opposent à la navigation est confiée à l'Autriche-Hongrie. Les États riverains de cette partie du fleuve accorderont toutes les facilités qui pourraient être requises dans l'intérêt des travaux. Les dispositions de l'article 6 des traités de Londres du 18 mars 1871, relativement au droit de percevoir une taxe provisoire pour couvrir les frais de ses travaux, sont maintenues en faveur de l'Autriche-Hongrie.

ART. 58. — La Sublime-Porte cède à l'empire russe, en Asie, les territoires d'Ardahan, Kars et Batoum avec ce dernier port, ainsi que tous les territoires compris entre l'ancienne frontière russo-turque et le tracé suivant : la nouvelle frontière, partant de la mer Noire, conformément à la ligne déterminée par le traité de San-Stefano, jusqu'à un point au nord-ouest de Khorda et au sud d'Artwin, se prolonge en ligne droite jusqu'à la rivière Schoroukh, traverse cette rivière et passe à l'est d'Aschmichew, en allant en ligne droite au sud pour rejoindre la frontière russe indiquée dans le traité de San-Stefano à un point au sud de Nariman, en laissant la ville d'Olti à la Russie. Du point indiqué près de Nariman, la frontière tourne à l'est, passe par Tebrenek, qui reste à la Russie, et s'avance jusqu'au Pennek-Tschaï. Elle suit cette rivière jusqu'à Bardouz, puis se dirige vers le sud, en laissant Bardouz et Jemikioy à la Russie.

D'un point à l'ouest du village de Karaougan, la frontière se dirige sur Medjingert, de là, en ligne directe, vers le sommet de la montagne Kassadagh, elle longe la ligne du partage des eaux entre les affluents de l'Araxe au nord et ceux de Nourad-Su au sud jusqu'à l'ancienne frontière de la Russie.

ART. 59. — S. M. l'empereur de Russie déclare que son intention est d'ériger Batoum en port franc, essentiellement commercial.

ART. 60. — La vallée de l'Alaschkert et la ville de Bayazid, cédées à la Russie par l'article 19 du traité de San-Stefano, font retour à la Turquie. La Sublime-Porte cède à la Perse la ville et le territoire de Khotour, tel qu'il a été déterminé par la commission mixte anglo-russe pour la délimitation des frontières de la Turquie et de la Perse.

ART. 61. — La Sublime-Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux puissances qui en surveilleront l'application.

ART. 62. — La Sublime-Porte ayant exprimé la volonté de maintenir le principe de la liberté religieuse en y donnant l'extension la plus large, les parties contractantes prennent acte de cette déclaration spontanée.

Dans aucune partie de l'empire ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries. Tous seront admis, sans distinction de religion, à témoigner devant les tribunaux.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines de toutes les nationalités voyageant dans la Turquie d'Europe ou la Turquie d'Asie jouiront des mêmes droits, avantages et privilèges.

Le droit de protection officielle est reconnu aux agents diplomatiques et consulaires des puissances en Turquie, tant à l'égard des personnes susmentionnées, que de leurs établissements religieux de bienfaisance et autres dans les Lieux-Saints et ailleurs.

Les droits acquis à la France sont expressément réservés, et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au *statu quo* dans les Lieux-Saints.

Les moines du mont Athos, quel que soit leur pays d'origine, seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs, et jouiront, sans aucune exception, d'une entière égalité de droits et de prérogatives.

ART. 63. — Le traité de Paris du 30 mai 1856, ainsi que le traité de Londres du 13 mars 1871, sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

ART. 64. — Le présent traité sera certifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans un délai de trois semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le treizième jour du mois de juillet mil huit cent soixante-dix-huit.

Signé : <i>Allemagne</i> ,	V. Bismark, B. Bulow, Hohenlohe.
<i>Autriche</i> ,	Andrassy, Karolyi, Haymerlé.
<i>France</i> ,	Waddington, Saint-Vallier, Desprez.
<i>Grande-Bretagne</i> ,	Beaconsfield, Salisbury, Odo Russell.
<i>Italie</i> ,	Corti, Launay.
<i>Russie</i> ,	Gortschakoff, Schouwaloff, Oubril.
<i>Turquie</i> ,	Carathéodori, Mehemed-Ali, Sadoullah.

Maintenant que nous avons donné le texte de cet important document, examinons rapidement les conditions dans lesquelles il place l'orient de l'Europe et l'occident de l'Asie.

En prenant les armes pour la protection des sujets chrétiens de l'empire ottoman, la Russie avait eu aussi pour but d'étendre, par le panslavisme, son influence jusque sur les côtes de la mer Egée, c'est-à-dire sur la mer Méditerranée, d'une part, et, d'autre part, de chercher à gagner du terrain vers les sources de l'Euphrate, qui forme la ligne d'étapes la meilleure et la plus naturelle pour atteindre le golfe Persique. La guerre qu'elle avait faite à la Turquie avait donc un objectif européen et asiatique. C'était une guerre de conquête, malgré le prétexte humanitaire mis en avant, et aussi une guerre d'intérêt personnel, malgré le mandat d'exécution que la Russie prétendait avoir, en quelque sorte, reçu des puissances signataires du traité de Paris. C'était encore la conséquence de l'attitude prise par le cabinet de Saint-Petersbourg pendant la guerre entre l'Allemagne et la France, et aussi une conséquence de l'alliance des trois empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie.

En créant, par le traité de San-Stefano, une nouvelle principauté indépendante qui, sous le nom de Bulgarie, enlevait au sultan tout

le territoire compris entre le Danube au nord, la mer Noire à l'est, la mer Egée à l'ouest, le Vardar et la Morawa à l'ouest, à l'exception des environs d'Andrinople, de Constantinople et de Salonique, la Russie croyait avoir réalisé son rêve, et elle pouvait même supposer que, du moment où elle laissait le Bosphore et les Dardanelles dans le *statu quo*, elle ne rencontrerait aucune objection parmi les autres Etats.

Il en fut tout autrement. En effet, en prenant pied sur la côte de la mer Egée, elle devait soulever une vive opposition de la part de l'Angleterre. En étendant la limite occidentale de la Bulgarie à l'ouest de la route de Salonique à Agram et en coupant cette route, elle mécontentait l'Autriche-Hongrie, qui aspirait à marcher vers Salonique. En absorbant dans la nouvelle principauté indépendante des provinces grecques, elle augmentait l'inimitié du royaume hellénique. Enfin, elle inquiétait les autres puissances méditerranéennes. Elle devait donc rencontrer au congrès des obstacles tels que la Bulgarie ne pourrait être maintenue dans les conditions où le cabinet de Saint-Petersbourg avait cru pouvoir la créer et l'organiser par le traité de San-Stefano.

En effet, la limite méridionale de la principauté indépendante est reportée par le traité de Berlin jusque sur la crête des Balkans. A l'est, la Bulgarie conserve Varna, port d'une extrême importance au point de vue des intérêts russes; à l'ouest, elle possède le passage de l'Etropol-Balkan et tout le sandjak de Sophia; c'est-à-dire qu'il sera possible aux Bulgares, et par conséquent aux Russes, de tourner quand ils le voudront cette ligne de défense par ses deux extrémités.

Cette opération leur sera encore rendue plus facile par les conditions mêmes dans lesquelles a été instituée, au sud de la Bulgarie, une autre principauté jouissant d'une autonomie partielle, mais maintenue sous l'autorité du sultan. Celle-ci, à laquelle on a donné le nom bizarre de Roumélie orientale, a pour frontière nord la frontière sud de la Bulgarie; à l'est, elle possède Bourgas sur la côte de la mer Noire; au sud, elle est limitée par une ligne allant des environs de Bourgas, par Buyuk-Derbend et Moustapha-Pacha sur la Maritza, jusqu'au cours moyen de l'Arda, qu'elle remonte ensuite, puis qu'elle quitte pour suivre la crête des monts Rhodope jusqu'au sandjak de Sophia, qui borne la principauté à l'ouest. La Roumélie orientale doit avoir une milice nationale pour son service intérieur. Les frontières de terre et de mer seront gardées par le sultan, qui jouit du droit d'y élever des fortifications et d'y tenir des garnisons, sous cette réserve que les troupes ottomanes seront obligées de ne pas séjourner sur le territoire quand elles se rendront à leurs postes.

En vérité, cette nouvelle situation politique et militaire ressemble

beaucoup à celle qui avait été créée par le traité de San-Stefano; elle permettra aux Bulgares et aux Russes de descendre, quand ils le voudront, dans la plaine de Roumélie : elle met Constantinople à leur portée. La seule différence entre les deux traités à ce point de vue consiste dans la diminution considérable de la Roumélie qui, au lieu de descendre jusqu'à la mer Egée, comme l'indiquait le traité de San-Stefano, s'arrête aux monts Rhodope et au cours de l'Arda. Cette diminution constitue, en fait, le seul échec que la Russie ait subi au congrès de Berlin, et, sans nier qu'elle soit importante, elle n'est cependant pas en proportion avec l'attitude hostile qu'avait prise l'Angleterre, et encore moins en rapport avec la défense des intérêts européens dont elle s'était tout à coup révélée comme voulant être le champion et le défenseur.

Quant aux progrès faits par la Russie du côté de l'Asie, nous les examinerons plus loin, car la question asiatique fut à peine touchée par le traité de Berlin, et sa solution réside presque entière dans la convention anglo-turque du 4 juin.

Au milieu de toutes ces complications, l'Autriche-Hongrie avait conduit ses affaires avec une réelle habileté. Malgré l'agitation hongroise en faveur de la Turquie, elle avait gardé la neutralité la plus complète, se réservant probablement d'intervenir quand elle en jugerait le moment opportun. C'est ainsi que, dès la publication du traité de San-Stefano, et malgré les liens étroits qui l'unissaient aux empires d'Allemagne et de Russie par le pacte de la triple alliance, le gouvernement autrichien avait manifesté hautement l'intention de ne pas laisser prendre à la Bulgarie l'extension que lui avait donné le traité de San-Stefano. En proposant la réunion d'un congrès destiné à reviser et à modifier les articles de ce traité qui portaient atteinte aux intérêts des autres puissances européennes, le comte Andrassy, chancelier de l'empire austro-hongrois, n'avait d'autre objectif que de sauvegarder les intérêts plus ou moins bien compris de la monarchie.

On a vu plus haut que l'Autriche se trouve, par le traité de Berlin, chargée d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine sous divers prétextes de peu de valeur. La vérité est que cet Etat n'avait rien à redouter de la position de ces deux provinces, tant qu'elles étaient au pouvoir de l'empire ottoman, mais qu'il en était autrement depuis qu'il pouvait craindre la formation, sur sa frontière sud, d'un royaume slave placé sous la domination réelle de la Russie. Un seul obstacle pouvait s'opposer à son désir d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine, c'était l'antipathie de race qui existait entre les Hongrois et les Slaves. Cet obstacle ayant disparu à la suite de concessions et d'une entente mutuelle, les intérêts orientaux de la monarchie austro-hongroise la poussent évidemment dans la direction de Salonique,



sur le territoire que traverse la grande route stratégique de Croatie en Macédoine, qu'il a l'intention de compléter par une voie ferrée dont le tronçon nord va déjà de Novi à Banialuka, et le tronçon sud de Mitrovitz, près de Novi-Bazar, à Salonique même. Le congrès de Berlin lui donne ce qu'il demandait. En lui confiant la mission de s'établir dans la Bosnie et l'Herzégovine sans indication d'aucune limite à cette occupation, le traité conclu dans cette ville place l'Autriche comme une sentinelle à l'ouest des possessions européennes de l'ancien empire ottoman, de même que la Russie est en faction à l'est.

Ce traité met ainsi en présence deux intérêts rivaux destinés à se trouver tôt ou tard en conflit. De plus, en poussant l'Autriche-Hongrie vers l'est, il facilite l'absorption des éléments germaniques de cette monarchie par l'empire allemand. L'avenir seul peut faire connaître quelles seront les conséquences de cette politique.

La Roumanie avait présenté au congrès les demandes suivantes :

- 1<sup>o</sup> De ne détacher aucune partie du territoire roumain ;
- 2<sup>o</sup> De refuser le passage de l'armée russe par ce territoire ;
- 3<sup>o</sup> De lui restituer le delta du Danube et l'île des Serpents ;
- 4<sup>o</sup> De reconnaître son indépendance, de neutraliser son territoire et de le placer sous la garantie collective des puissances signataires ;
- 5<sup>o</sup> De rester libre de résoudre la question israélite par une loi intérieure ;
- 6<sup>o</sup> De lui accorder une indemnité de guerre proportionnelle à l'importance des forces qu'elle a mises en campagne.

La plupart de ces propositions furent repoussées par le congrès, et notamment la première, qui était de beaucoup la plus importante. La Russie exigea et les autres puissances admirèrent que la Roumanie fût dépouillée de la Bessarabie méridionale qui lui avait été donnée par le traité de 1856, qu'elle la restituât à son ancienne alliée la Russie, devenue aujourd'hui son ennemie, et qu'elle reçût en échange les marais de la Dobroudja, avec une petite bande de terre comprise entre le Danube, de Silistrie à Tchernavoda, le val de Trajan, la côte de la mer Noire, de Kustendje à Mangalia, et une ligne droite allant de Mangalia à Silistrie, mais non compris cette dernière ville.

Que l'empire ottoman fût démembré à la suite des victoires de la Russie et par cette puissance, on peut le comprendre en admettant la politique et le droit de conquête. Que les dépouilles de cet empire fussent partagées entre ses puissants voisins, même au profit de ceux qui ne l'avaient pas combattu, on a lieu d'être surpris. Mais on éprouve une véritable stupéfaction devant cet acte de spoliation

commis par la Russie au détriment du petit peuple qui l'avait si puissamment secondé, qui avait empêché par son dévouement l'échec subi par les Russes devant Plevna de dégénérer en un désastre complet et qui, par conséquent, avait contribué à leur succès définitif. Cet étonnement augmente encore par ce fait que le prince régnant de Roumanie appartient à la famille royale de Prusse, et que l'empereur de Russie devait désirer ne rien faire que d'agréable à l'empereur d'Allemagne qui, tout en restant neutre, n'avait cessé de se montrer sympathique à l'entreprise du czar.

Cet acte eut pour résultat immédiat de transformer en ennemis les anciens alliés, d'éloigner pour longtemps au moins les Roumains des Russes et de porter les premiers à se rapprocher des Autrichiens. Nous ne pouvons prédire ce que nous réserve l'avenir, mais il y a tout lieu de supposer que, dans ces conditions, la Roumanie sera plutôt un obstacle qu'une aide à la marche des Russes vers Constantinople.

La Serbie avait présenté au congrès un mémoire dans lequel elle demandait :

- 1° A être reconnue indépendante ;
- 2° A être placée sous la garantie des autres puissances ;
- 3° A obtenir une extension territoriale comprenant la Vieille-Serbie.

Elle obtint gain de cause. Sans doute, elle avait espéré que ses acquisitions seraient plus considérables et qu'en particulier elles atteindraient, par l'annexion du sandjak de Novi-Bazar, la frontière sud-est du Montenegro. Mais elle parut se contenter de ce qu'elle avait obtenu du côté de la Bosnie et de la Mésie, d'autant plus que les territoires qui lui ont été cédés sont excessivement riches et la préservent d'une invasion venant du sud.

Quant au Montenegro, il fut le plus favorisé dans le partage des dépouilles du vaincu : il s'agrandit à l'ouest, au nord, à l'est ; on porta ses limites jusqu'au lac de Scutari dont il eut une partie des rives, et enfin il obtint le port d'Antivari sur la côte de la mer Adriatique, c'est-à-dire les réalisations d'un rêve si longtemps caressé.

En ce qui concerne la Turquie d'Europe, et déduction faite de la Bulgarie ainsi que de la Roumélie orientale, on peut donc dire que, soit par la position de la Transylvanie et par le mécontentement de la Roumanie, soit par la situation respective de la Bosnie et de l'Herzégovine par rapport à la Serbie et au Montenegro, les trois principautés de Roumanie, de Serbie et de Montenegro, reconnues tout à fait indépendantes par le traité de Berlin, passent en fait sous la domination de l'Autriche-Hongrie. A l'aide de ses deux bastions avancés de Transylvanie et d'Herzégovine, cet empire tient

sous sa dépendance toutes les provinces occidentales et méridionales de l'ancienne Turquie d'Europe et se trouve à même d'atteindre bientôt la mer Egée, le but de tous ses efforts.

Quant à la Grèce, nul ne peut dire encore ce qui lui adviendra. Parviendra-t-elle à s'entendre avec la Sublime-Porte sur la rectification de ses frontières ? Ou n'ayant pu aboutir à cet accord, aura-t-elle recours à la force des armes, et, dans ce cas, sera-t-elle à même d'obtenir la Thessalie, l'Épire et l'île de Crète qu'elle convoite en attendant mieux ? Elle avait pourtant le droit de compter sur l'appui des États européens, et particulièrement de l'Angleterre qui lui avait promis un dédommagement territorial si elle renonçait à ses projets d'hostilités contre l'empire ottoman. Elle avait tenu ses engagements, car, très-peu de temps après avoir déclaré la guerre à la Turquie, au moment où les troupes russes s'approchaient de Constantinople, elle avait retiré son armée qui avait déjà franchi les frontières de Thessalie et d'Épire. En outre, puisqu'il s'agissait de l'affranchissement des provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe, ces provinces contiennent au moins autant de Grecs que de Bulgares, et, sans même insister sur ce fait que les premiers sont supérieurs aux seconds, il eût paru logique de les traiter de la même façon. Enfin, les délégués grecs avaient fait preuve d'une extrême modestie pendant les séances du congrès. Ils avaient déclaré s'en rapporter aux décisions des représentants des grandes puissances pour obtenir une rectification de frontières destinée à porter la limite septentrionale du royaume jusqu'à une ligne allant de l'embouchure de la Salembria sur la mer Egée et celle du Kalamas sur la mer Adriatique, en suivant le lit de ces deux cours d'eau et en passant par Larissa, Trikala et Janina. Mais leurs vœux ne furent que partiellement exaucés. La promesse des bons offices des États européens, au cas où la Turquie et la Grèce ne pourraient s'entendre sur cette question, ne semble être qu'une fin de non recevoir, car il est peu probable que cet engagement se manifeste par des actes, s'il est nécessaire, puisque le traité de Berlin ne peut et ne doit viser par lui-même que la fin de la guerre et le maintien de la paix générale.

De ce qui précède, il résulte donc que sur l'ancien territoire de la Turquie d'Europe vont se trouver dorénavant en présence quatre intérêts tout à fait opposés : le slavisme russe, le slavisme austro-hongrois, l'hellénisme et l'islamisme.

Du côté de la Turquie d'Asie, la solution a été plus simple. La Russie a bien obtenu, en effet, une partie de l'Arménie, en même temps que la cession de Batoum, qui, jointe à l'annexion de Varna à la Bulgarie, fait de la mer Noire un lac russe. Mais l'Angleterre lui a dit : « Tu n'iras pas au delà, » et, pour en être plus sûre,

agissant avec une aussi grande habileté qu'un profond égoïsme, elle a étendu ses griffes de lion sur toute l'Asie-Mineure, la Syrie et la Mésopotamie qu'elle a prises sous sa protection. Elle s'est assuré un gage de domination en s'établissant à l'île de Chypre, c'est-à-dire en créant dans la mer Méditerranée une troisième station navale.

Nous ne pousserons pas plus loin nos investigations. En terminant ce récit historique, nous tenons cependant à exprimer la crainte que le traité de Berlin ne soit incapable d'assurer la paix.

---



## TABLE DES MATIÈRES.

---

	Pages.
<i>La Turquie d'Europe</i> . . . . .	1
Esquisse historique. . . . .	1
Esquisse géographique . . . . .	4
Esquisse militaire. . . . .	11
<i>La Roumanie.</i> . . . . .	14
Esquisse historique. . . . .	14
Esquisse géographique . . . . .	15
Esquisse militaire. . . . .	19
<i>La Serbie.</i> . . . . .	20
Esquisse historique. . . . .	20
Esquisse géographique. . . . .	22
Esquisse militaire . . . . .	26
<i>Le Monténégro.</i> . . . . .	27
Esquisse historique. . . . .	27
Esquisse géographique. . . . .	28
Esquisse militaire . . . . .	30
<i>L'Insurrection herzégovinienne</i> . . . . .	31
<i>Lutte de la Turquie contre la Serbie et le Monténégro.</i> . . . . .	39
<i>La Russie</i> . . . . .	53
Esquisse historique. . . . .	53
Esquisse géographique. . . . .	55
Esquisse militaire . . . . .	65
<i>Mobilisation de l'armée russe.</i> . . . . .	72
<i>La conférence de Constantinople</i> . . . . .	81
<i>Déclaration de guerre par la Russie à la Turquie.</i> . . . . .	84



	Pages.
<i>Attitude des principautés tributaires de l'empire ottoman.</i> . . . . .	91
Roumanie. . . . .	91
Serbie. . . . .	93
Bosnie, Herzégovine et Albanie. . . . .	97
Égypte, Tunisie et Tripoli. . . . .	97
<i>Attitude des États voisins de l'empire ottoman.</i> . . . . .	98
Monténégro. . . . .	98
Grèce. . . . .	99
Crète . . . . .	100
Perse . . . . .	100
Autriche-Hongrie. . . . .	101
<i>Attitude des autres puissances.</i> . . . . .	102
Angleterre . . . . .	102
Allemagne . . . . .	108
Italie . . . . .	109
Belgique . . . . .	109
Espagne . . . . .	109
France . . . . .	110
<i>Théâtre des opérations.</i> . . . . .	111
En Europe . . . . .	111
En Asie. . . . .	112
Sur mer. . . . .	112
<i>Forces belligérantes</i> . . . . .	113
En Europe . . . . .	113
En Asie. . . . .	116
Sur la mer Noire . . . . .	117
<i>Invasion de la Roumanie.</i> . . . . .	119
Concentration de l'armée russe du sud . . . . .	119
La ligne du Danube. . . . .	121
Marche sur le Danube. . . . .	128
<i>Invasion de la Bulgarie et de la Dobrutchà.</i> . . . . .	143
Les voies de communication de la Bulgarie et de la Dobrutchà. . . . .	143
Passage du Danube par l'armée russe . . . . .	153
Marche vers les Balkans . . . . .	163
<i>Opérations en Asie.</i> . . . . .	171
Invasion de l'Arménie. . . . .	171
Retraite de l'armée russe. . . . .	181
<i>Opérations entre le Danube et les Balkans</i> . . . . .	186
<i>Marche des Russes sur Erzeroum</i> . . . . .	250

## TABLE DES MATIÈRES.

423

Pages.

<i>Chute de Plevna</i> . . . . .	274
<i>Opérations de l'armée du Monténégro</i> . . . . .	288
<i>Entrée de l'armée serbe en campagne.</i> . . . .	294
<i>Négociations diplomatiques.</i> . . . .	297
<i>L'armistice.</i> . . . .	301
<i>Le traité de San-Stefano.</i> . . . .	331
<i>Le traité de Berlin.</i> . . . .	374

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Call No.	LA
355.48	<del>0516</del>
Accession No.	14402
Title	Guerrl en Orient 1875-78
Author	Officer

FOR CONSULTATION  
ONLY

19/10/78